TABLEAU K.05-3

Principales productions des fonderies autonomes et intégrées [NAP classe 20] (1)

Source : Syndicat général des fondeurs de France — *Unité :* Millier de tonnes

Numéro de la NAP	Produit	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
2001	PRODUITS MOULÉS EN MÉTAUX FERREUX									
	Fonte d'hydraulique et de bâtiment	658	716	777	648	556	634	557	530	597
	Fonte sur album (2)	187	133	121	116	113	118	89	86	82
	Fonte sur modèle (2)	1.300	1.155	1.080	1.045	997	995	1.001	1.027	1.107
	Acier moulé (2)	193	176	161	136	136	136	108	101	104
2002	PRODUITS MOULÉS EN MÉTAUX NON FERREUX (2)	270	245	262	252	237	235	249	267	290
	Alliages légers (3)	103	94	103	102	172	173	187	205	224

(1) La fonderie est considérée comme une activité de base; à ce titre, les activités intégrées sont recensées dans la production avec les activités autonomes. — (2) Non compris les « optants » (entreprises répondant directement au SESSI et non à l'organisation professionnelle agréée). — (3) Essentiellement aluminium (plus de 95 %).

TABLEAU K.05-4

Activité de la branche travail des métaux [NAP classe 21] (1)

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI)

Numéro de la NAP	Produit	Unité	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
	● Facturations									
2101	PRODUITS DE LA FORGE, DE L'ESTAMPAGE, DU MATRIÇAGE	Million de francs	5.778	6.582	6.367	6.559	7.082	7.342	7.030	7.827
	dont : Grosse forge et gros laminage circulaire exécutés sur plan (2)	»	262	272	301	392	599	603	340	326
	Estampage et forge-matriçage (3)	»	4.265	4.833	4.861	5.123	5.686	5.910	*r*5.665	6.383
2102	PRODUITS DU DÉCOUPAGE, DE L'EMBOUTISSAGE	»	7.139	8.132	8.794	9.151	10.224	10.889	12.047	14.646
2103	FAÇONS ET PRODUITS DU TRAITEMENT ET DU REVÊTEMENT DES MÉTAUX	»	2.929	3.338	3.798	4.222	4.572	4.683	5.251	6.218
2104	PRODUITS DU DÉCOLLETAGE	»	2.577	2.954	3.059	3.228	3.523	3.804	4.035	4.572
2105	PRODUITS DE LA BOULONNERIE, VISSERIE FORGÉE ET DÉCOLLETÉE	»	2.370	2.683	2.716	2.742	2.923	3.012	2.995	3.381
2106	PRODUITS DE LA CONSTRUCTION MÉTALLIQUE	»	8.590	10.483	10.468	9.242	8.639	9.128	8.786	10.591
2107	MENUISERIES MÉTALLIQUES DE BÂTIMENT	»	3.340	3.968	4.192	4.404	4.512	4.695	*r*5.601	6.850
2108	PRODUITS DE LA MÉCANIQUE GÉNÉRALE, MOULES ET MODÈLES	»	14.923	17.092	17.760	18.361	20.531	22.527	23.247	25.933
	dont : Mécanique générale	»	13.344	15.264	15.702	15.962	17.684	19.380	19.685	21.626
2109	OUTILLAGE À MAIN, OUTILLAGE ÉLECTROPORTATIF, OUTILLAGE AGRICOLE	»	2.504	2.881	2.726	3.023	3.176	3.036	3.003	3.259
2111	QUINCAILLERIE	»	3.334	4.025	4.178	4.360	4.624	4.950	5.123	5.655
2112	ARTICLES DE FERBLANTERIE, DE MÉNAGE, DE COUTELLERIE	»	3.485	3.880	4.029	4.050	4.215	4.206	4.382	4.709
	dont : Articles culinaires (4)	»	1.354	1.574	1.584	1.719	1.751	1.724	1.793	2.013
2113	MOBILIER MÉTALLIQUE	»	4.998	6.027	6.003	6.483	6.945	7.139	7.493	8.689
2114	FÛTS ET TONNELETS MÉTALLIQUES, BOÎTES ET EMBALLAGES MÉTALLIQUES, CONDITIONNEMENTS MÉTALLIQUES	»	7.103	7.993	8.587	9.253	9.613	9.607	9.724	10.180
	dont : Boîtes à conserves en fer blanc	»	2.663	2.984	3.247	3.425	3.542	3.369	3.318	3.614
2115	PETITS ARTICLES MÉTALLIQUES	»	2.627	2.872	2.972	3.319	3.349	3.315	3.353	3.634
2116	PRODUITS FRITTÉS, AIMANTS PERMANENTS	»	773	809	850	950	1.112	1.137	1.171	1.310
	● Livraisons									
2112	Éviers métalliques	Millier de pièces	339	356	386	403	459	422	509	493
2114	Fûts et tonnelets métalliques	Millier de tonnes	175	170	161	158	164	148	167	156

(1) Champ des entreprises de 20 salariés et plus. — (2) Numéro 2101.01 de la NODEP. — (3) Numéros 2101.02 à 2101.04 et 2101.07 de la NODEP. — (4) Numéro 2112.04 de la NODEP.

SOURCES DE DOCUMENTATION

— Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, 85, boulevard du Montparnasse, 75270 Paris Cedex 06.
Tél. : (1) 45 56 36 36.

Syndicats professionnels :

— Syndicat général des fondeurs de France et industries connexes, 2, rue de Bassano, 75783 Paris Cedex 16. Tél. : (1) 47 23 55 50;

— Syndicat national des entreprises d'application des revêtements et traitements de surfaces, 16, avenue Hoche, 75008 Paris.
Tél. : (1) 45 63 02 00;

— Syndicat des applicateurs en traitement de surface, 25, boulevard de Courcelles, 75008 Paris. Tél. : (1) 45 63 48 32;

— Syndicat national du découpage et de l'emboutissage, 10, avenue Hoche, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 45 63 07 10;

— Syndicat national du décolletage (SNDEC), 34, rue de Bassano, 75008 Paris. Tél. : (1) 47 20 27 52;

— Association d'études techniques des industries de l'estampage et de la forge, 9, rue Pierre-Le-Grand, 75008 Paris.
Tél. : (1) 47 66 47 61;

— Syndicat national du matriçage de laiton et de métaux non ferreux, 34, rue de Bassano, 75008 Paris. Tél. : (1) 47 20 27 52;

— Chambre syndicale de la boulonnerie et de la visserie forgées (CSBVF), 34, rue de Bassano, 75008 Paris. Tél. : (1) 47 23 98 65;

— Syndicat national des fabricants de ressorts (SNFR), 10, avenue Hoche, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 45 63 02 00;

— Syndicat des industries mécaniques, 16, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : (1) 45 63 02 00;

— Syndicat de l'outillage à main et des machines électroportatives (SOMMEP), 16, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : (1) 45 63 02 00;

— Syndicat national des fabricants de quincaillerie (SNFQ), 16, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : (1) 45 63 62 50 et 45 63 20 75;

— Syndicat national des fabricants d'articles galvanisés et étamés (SAGE), 39, avenue d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16.
Tél. : (1) 47 20 32 20;

— Union intersyndicale des fabricants d'articles pour la table, le ménage et activités connexes (UNITAM), 16, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : (1) 45 63 30 61;

— Chambre syndicale de la coutellerie, place Charles-de-Gaulle, 52800 Nogent-en-Bassigny. Tél. : 25 31 85 20;

— Chambre syndicale des industries métallurgiques et connexes de la région de Thiers, 13, rue Terrasse, 63300 Thiers. Tél. : 73 80 03 76;

— Syndicat des fabricants de mobilier de bureau et d'atelier, sièges et systèmes d'organisation, 28, avenue Hoche, 75008 Paris.
Tél. : (1) 45 63 46 36;

— Syndicat national du mobilier métallique, 10, avenue Hoche, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 45 63 02 00;

— Syndicat national des articles métalliques et de leurs dérivés (SNAM), 29, avenue Hoche, 75008 Paris.
Tél. : (1) 45 63 74 14;

— Syndicat national des fabricants de fûts et tonnelets en acier, 10, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : (1) 45 63 02 00;

— Syndicat national des fabricants de boîtes, emballages et bouchages métalliques, 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : (1) 47 42 37 70;

— Syndicat national de la mécanique industrielle, d'usinage et de constructions spéciales, 10, rue Lord-Byron, 75008 Paris.
Tél. : (1) 45 63 24 24;

— Syndicat de la construction métallique de France, 20, rue Jean-Jaurès, 92807 Puteaux Cedex. Tél. : (1) 47 74 66 15;

— Syndicat national des constructeurs de moules, modèles et maquettes (SNC 3M), 15, rue Beaujon, 75008 Paris.
Tél. : (1) 42 67 10 52;

— Chambre syndicale des producteurs d'aimants permanents métallurgiques, 121 *bis*, rue Haxo, 75019 Paris. Tél. : (1) 42 08 65 55;

— Chambre syndicale des fabricants de carbures métalliques durs, 10, avenue Hoche, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 45 63 02 00;

— Chambre syndicale nationale des fabricants d'armes, 19, rue Jean-Claude-Tissot, 42000 St-Étienne. Tél. : 77 25 04 78.

Publications spécialisées :

— Fascicules « Énergie, minerais et matériaux divers, métallurgie » et « Industries mécaniques » de l'enquête annuelle d'entreprise du ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire;

— *Les entreprises à l'épreuve des années 80*, « Étude du système productif français », INSEE, août 1989, 334 pages.

— L'industrie française en 1987. Les minerais et métaux ferreux. INSEE Premiers résultats, n° 134, mai 1988.

Chapitre K.06

Construction mécanique, électrique et électronique

1. Construction mécanique (NAP classes 22 à 34)

2. Construction électrique et électronique (NAP classes 27 à 30)

1. Construction mécanique

(tableaux 1 à 3)

Les industries mécaniques constituent en France le secteur le plus important de l'ensemble des industries de transformation. Très diversifiées pour répondre à une gamme étendue de besoins allant de l'équipement (machines-outils, matériel spécialisé pour les différentes industries, matériel agricole,...) à la consommation des ménages (horlogerie, lunetterie), elles se répartissent en plusieurs grandes branches.

11. Machinisme agricole

Tourné vers un objectif unique, satisfaire les besoins en équipements productifs de l'agriculture, le machinisme agricole produit des matériels variés que l'on peut regrouper en trois catégories :

— des produits, tels que charrues, herses, rouleaux, ...;

— des tracteurs et du gros matériel de récolte qui a pris son essor avec la mécanisation de l'agriculture;

— des matériels très spécialisés, au marché croissant mais encore restreint, tels que le matériel d'irrigation et d'aspersion, de sélection et de conditionnement après récolte.

Selon les catégories de produits, les structures industrielles sont très diverses : d'une part une industrie moderne concentrée et puissante, celle des tracteurs et du gros matériel de récolte, appuyée par des groupes internationaux, d'autre part une industrie fort dispersée pour l'ensemble des autres produits.

12. Machines-outils

L'industrie de la machine-outil construit des machines utilisées pour le travail du bois et le travail des métaux, ces dernières étant classées en deux catégories :

— les machines travaillant par enlèvement du métal (MOE) comme les tours, les perceuses, les raboteuses, les fraiseuses, les aléseuses,...;

— les machines travaillant par formage du métal (MOF) comme les presses, les plieuses, les cisailles, les machines à tréfiler, à cintrer,...

Bien d'équipement essentiellement destiné aux industries mécaniques et électriques, la machine-outil doit répondre à de nombreux besoins très spécifiques entraînant une grande diversité des produits : on distingue plus de 350 types de machines qui diffèrent par leur fonction et leur architecture.

Si les principes de base concernant leur fonctionnement demeurent inchangés, les machines-outils se sont progressivement diversifiées et perfectionnées. Il convient de noter :

— l'utilisation de plus en plus large des techniques de formage;

— la spécialisation des matériels et leur automatisation en vue de la production des pièces de grandes séries;

— l'automatisation plus poussée des machines-outils destinées à la production de petites et moyennes séries par l'adoption de la commande numérique;

— l'emploi de nouvelles techniques d'usinage basées sur des phénomènes électroniques, chimiques et acoustiques.

Avec les machines-outils proprement dites sont regroupés :

— l'outillage mécanique qui comprend l'outillage portatif à air comprimé et les outils qui, montés sur une machine-outil, servent à travailler les matériaux les plus divers, notamment le métal et le bois;

— le matériel de soudage : matériel de soudage au gaz (chalumeaux, détendeurs, machines d'oxycoupage) et les accessoires électriques, ..., le matériel de soudage à l'arc et le matériel de soudage par résistance;

— les engrenages et les organes de transmission : organes d'accouplement, manivelles, paliers, poulies, embrayages (autres que pour l'automobile), débrayages, réducteurs de vitesse, engrenages et leurs divers éléments, chaînes mécaniques et leurs accessoires.

13. Équipement industriel

Cette branche recouvre l'essentiel des produits mécaniques servant à la satisfaction des besoins en équipement productif de l'industrie, sauf pour la transformation du bois et des métaux. Elle couvre des activités variées allant de l'équipement général destiné à une gamme très large d'utilisateurs industriels, à des biens très spécialisés : machines pour l'industrie textile, l'industrie alimentaire, l'industrie chimique,...

131. Équipement général

Il comprend :

— les accessoires :
- robinetterie pour l'industrie, le pétrole et le bâtiment,
- robinetterie sanitaire, chauffage, gaz et appareils de graissage, ainsi que la robinetterie spéciale des conduites forcées et les vannes des installations hydrauliques;

— les fours : fours à chauffage électrique (à résistance ou à induction), fours de chauffage par combustibles solides, liquides et gazeux; brûleurs industriels et pour chauffage central;

— le matériel aéraulique, thermique et frigorifique : ventilateurs, filtres à air, dépoussiéreurs, générateurs d'air chaud, séchoirs pour toutes industries, matériel de chauffage central (chaudières en fonte et en acier et radiateurs en acier), compresseurs frigorifiques destinés à l'équipement d'appareils industriels et commerciaux (vitrines, armoires commerciales);

— les moteurs à combustion interne (autres que pour l'automobile et l'aéronautique) destinés au matériel ferroviaire, aux bateaux de pêche et aux péniches, au machinisme agricole, au matériel de travaux publics,...;

— les transmissions hydrauliques et pneumatiques : pour véhicules, machines-outils, utilisés pour l'automation des usines;

— les pompes et compresseurs : les compresseurs ont pour fonction de véhiculer des gaz, alors que les pompes servent à véhiculer les liquides;

— les turbines : thermiques et hydrauliques, équipements de barrages;

— les produits de la chaudronnerie : ce sont principalement :
- les générateurs de vapeur et leurs accessoires,
- les échangeurs de chaleur,
- la chaudronnerie nucléaire (cuves de piles, piscines de désactivation),
- les équipements de distillation et de raffinage,
- les citernes pour le stockage ou le transport de produits pétroliers, de produits chimiques et de produits alimentaires,
- les récipients pour gaz comprimés.

On rattache traditionnellement à l'activité de chaudronnerie la fourniture :

— des installations et matériels pour l'industrie du pétrole (stockage, tuyauteries, raffinage, citernes de transport, gazomètres, bouteilles à gaz soudées);

— d'autres matériels tels que : des conteneurs, des alambics, des autoclaves, des vases d'expansion, des bâtis soudés, des incinérateurs, des éléments entrant dans la construction immobilière préfabriquée...

Enfin une partie de chaudronnerie-tôlerie dite « sur plans » est fabriquée sur mesure, à la demande du client. En plus de la tôle en acier ordinaire traditionnelle, la chaudronnerie met en œuvre la tôle inoxydable, la tôle d'aluminium et la tôle de cuivre.

132. Matériel spécialisé :

— machines pour les industries alimentaires, chimiques, des matières plastiques, machines à chaussures;

— machines pour les industries du papier, du carton et des arts graphiques;

— machines pour les industries textiles.

14. Matériel de manutention, matériel pour les mines, la sidérurgie, le génie civil

Les industries de cette branche construisent une grande variété de matériels (néanmoins elles contribuent toutes à équiper les grands secteurs qui constituent la base de

l'activité et du développement industriel : le BTP, le génie civil, les mines, la sidérurgie, la fonderie, les infrastructures de transports terrestres et maritimes, l'automobile) :

— le matériel de génie civil et de travaux publics. Ce sont en général, des équipements lourds, utilisés sur les chantiers, comme des matériels de nivellement, de terrassement;

— le matériel fixe de chemin de fer (raccordements, branche, croisements de voies ferrées);

— le matériel destiné à la sidérurgie et à la fonderie (matériels de cokéfaction, de sablage, de grenaillage);

— les machines destinées à la préparation mécanique de matériaux (broyage, triage, équipements de cimenterie);

— les machines pour la préparation du verre et de la céramique;

— le matériel de manutention et de levage. On trouve dans cette catégorie les grues, les portiques, les ponts roulants, les matériels de manutention continue, manutention par câbles ainsi que les palans, treuils, chariots;

— le matériel de mines et de forage. Outre le matériel de sondage et de forage, le matériel d'exploitation pour mines, on trouve dans cette catégorie les plateformes de forage en mer.

15. Mécanique de précision

A l'image des industries mécaniques prises dans leur ensemble, la mécanique de précision présente une extrême hétérogénéité :

— tant au niveau de ses fabrications : des produits aussi divers que les roulements, l'horlogerie, les appareils de pesage, compteurs et instruments de métrologie, les lunettes, les instruments d'optique et de précision, le matériel photographique et cinématographique, le matériel médico-chirurgical et les prothèses;

— qu'au niveau de sa clientèle : aussi bien des entreprises du secteur industriel (acheteurs de biens d'équipement ou de biens intermédiaires) que des entreprises de services (acheteurs de matériel chirurgical) ou que des ménages (consommateurs d'appareils photographiques, de lunettes, de montres).

Hétérogène par ses fabrications et sa clientèle, la mécanique de précision trouve son unité par les hautes technicités qu'elle met en œuvre et les caractéristiques de ses produits : encombrement restreint, faible poids, grandes valeurs unitaires. Ce caractère d'industrie technologique se traduit par l'importance de la main-d'œuvre qualifiée ainsi que par le niveau des rémunérations.

Considérée dans son ensemble, la construction mécanique se trouve confrontée à des changements technologiques accélérés. Les industries de transformation de grandes séries abandonnent progressivement le travail à la chaîne pour passer à des processus continus associant des robots manipulateurs, des machines-outils à commande numérique, des systèmes de stockage et de convoyage automatique et une gestion de production automatisée. A l'opposé, les industries de transformation plus spécialisées s'orientent vers les ateliers flexibles. En conséquence, la construction mécanique connaît de profondes mutations concernant l'insertion généralisée de la micro-électronique dans les équipements produits, l'automatisation du geste opératoire, l'automatisation des flux, la conception assistée par ordinateur.

2. Construction électrique et électronique

(tableaux 4 à 7)

Les industries de la construction électrique constituent l'une des branches les plus dynamiques des industries de transformation françaises. Productrice de biens d'équipement, de biens intermédiaires et de biens de consommation en parts à peu près égales, la branche couvre par ses activités quatre grandes sous-branches :

— matériel de traitement de l'information et machines de bureau;

— matériel électrique (matériel pour la production et le transport d'énergie, matériel d'installation et petit matériel électrique);

— matériel électronique ménager et professionnel;

— équipement ménager (appareils ménagers et électroménagers).

21. Machines de bureau et matériel de traitement de l'information

Les activités de la branche couvrent la fabrication :

— des machines de bureau :
  - machines à écrire, machines de traitement de textes;
  - machines à calculer, caisses enregistreuses;
  - duplicateurs, ...

— du matériel de traitement de l'information (ou matériel informatique) : ordinateurs et systèmes informatiques composés d'une ou plusieurs unités centrales communiquant avec l'extérieur par des organes périphériques.

Les machines de bureau, à l'origine essentiellement mécaniques, comportent de nos jours, non seulement des moteurs électriques, mais aussi des relais électromagnétiques et des systèmes électroniques, d'où des problèmes de frontières avec l'électronique et l'informatique.

L'industrie de l'informatique a connu, depuis les années 1970, un développement rapide et de grands bouleversements. Les produits se sont diversifiés; les progrès de la micro-électronique ont permis à la fois l'apparition de micro-ordinateurs, et celle de très gros ordinateurs à vocation scientifique (météorologie, études d'aérodynamisme, physique nucléaire). En conséquence, les ordinateurs se sont spécialisés : si la gestion d'organisation fut et reste leur premier domaine d'application, leur compétence s'étend désormais à la bureautique et à l'informatique industrielle; les micro et mini ordinateurs domestiques prennent une part de plus en plus importante dans le parc. Leur environnement s'est modifié : la gamme des périphériques s'étend, la télématique enserre les ordinateurs dans des réseaux. L'informatique offre désormais des produits complexes, intégrant matériel et logiciel.

22. Matériel électrique

Les activités de la branche répondent à l'ensemble des besoins des entreprises et des besoins collectifs et domestiques de production, de transport et d'utilisation de l'énergie électrique.

La production de la branche comprend :

221. Le matériel électrique d'équipement industriel :

— équipements d'automatisation de processus industriel;
— matériel électrique de grande puissance ou à haute tension (moteurs, alternateurs, groupes électrogènes, transformateurs, machines tournantes);
— appareillage industriel à basse tension et relais électriques;
— machines et transformateurs de petite ou moyenne puissance;
— isolateurs (isolants minéraux électrotechniques), verre électrotechnique, matériel de signalisation électrique de chemin de fer, appareillage d'installation;
— équipements électriques de locomotives et d'automotrices à prise de courant et de locomotives, locotracteurs ou autorails portant leur source d'énergie.

222. Le matériel d'installation :

— ascenseurs et monte-charge, fils et câbles électriques;
— matériel d'éclairage électrique, conduits et accessoires pour canalisation électrique, produits isolants pour l'électricité, accumulateurs électriques alcalins ou non;
— appareils à bas voltage, lampes électriques.

La diversité des produits fabriqués n'empêche pas une concentration importante des entreprises. L'ensemble de la branche connaît une croissance rapide fondée en grande partie sur le développement des exportations.

Le succès des entreprises françaises à l'exportation pour les matériels à très haute tension (URSS, États-Unis, Canada) est dû à la mise en service de disjoncteurs à l'hexafluorure de soufre (jusqu'à 750 kV). La même technique est également utilisée pour les disjoncteurs à moyenne tension.

La mise au point de câbles de transport d'énergie à moyenne tension (20 kV) à isolement sec concourt également à ce développement.

23. Matériel électronique ménager et professionnel

L'électronique est une industrie jeune.

Selon le Comité électronique français, elle se définit comme « la partie de la science ou de la technique qui étudie les phénomènes de conduction dans le vide, dans les gaz ou dans les semi-conducteurs, et qui utilise les dispositifs fondés sur ces phénomènes ».

Le domaine ainsi défini est très vaste et tend à s'agrandir constamment.

Deux activités importantes sont présentées ici : la fabrication du matériel électronique ménager et celle du matériel électronique professionnel où les composants tiennent une place à part.

231. Matériel électronique ménager

Il s'agit là des radiorécepteurs et téléviseurs et des appareils électroniques de reproduction et d'enregistrement du son (électrophones, magnétophones, ...) et de l'image (magnétoscopes, caméras-vidéo), ainsi que les supports magnétiques vierges :

— pour l'enregistrement du son ou de l'image;
— pour l'informatique.

La gamme des produits s'est considérablement étendue au cours des dernières années. L'industrie japonaise a submergé le marché mondial; l'industrie française ne tient que quelques créneaux.

232. Matériel électronique professionnel

L'industrie française de l'électronique professionnelle fabrique le matériel télégraphique et téléphonique, les appareils de radiologie et d'électronique médicale, les appareils de contrôle et de mesure, le matériel professionnel électronique et radioélectrique, les composants passifs et les condensateurs fixes, les tubes électroniques et les semi-conducteurs.

Ce sont, en grande partie, les progrès réalisés dans le domaine des composants qui ont permis le développement actuel de l'électronique et de l'industrie voisine de l'informatique. Les circuits intégrés et les cartes à microprocesseurs ou à mémoire sont de plus en plus miniaturisés. Les progrès techniques se sont traduits par le passage à l'électronique du matériel télégraphique et téléphonique (apparition des centraux électroniques, progrès dans le domaine de la commutation). De façon générale, la microélectronique pénètre toutes les autres activités industrielles. La production des composants est contrôlée par des groupes américains qui mènent, hors de France, les travaux de recherche. Les entreprises françaises de l'électronique sont cependant très actives et répondent à tous les besoins spécialisés.

24. Équipement ménager

La nomenclature officielle d'activités et de produits regroupe, depuis 1973, tous les produits non électroniques destinés à l'équipement des ménages dans une classe proche de la construction électrique pour des raisons liées aux structures actuelles de fabrication.

Cette branche comprend :
— les appareils frigorifiques, lave-linge et lave-vaisselle domestiques;
— les appareils ménagers de cuisine, de chauffage de l'eau et de chauffage de l'air non électriques qui comprennent en particulier cuisinières à charbon et à gaz, poêles à charbon, à gaz ou à mazout et chauffe-eau et chauffe-bains à gaz;
— les appareils électriques d'équipement ménager (cuisinières électriques ou mixtes, radiateurs et chauffe-eau électriques et tout l'appareillage électrodomestique : grille-pain, friteuses, rôtissoires, fers à repasser, couvertures, aspirateurs, cireuses, moulins à café, batteurs, robots, rasoirs, ...).

* * *

TABLEAU K.06-1

Construction mécanique : effectifs et ventes de la branche

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *branche*] (1)

Activité — Numéro de la NAP	Activité — Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)
22	Fabrication de machines agricoles	24.907	14.593
2201	Fabrication de tracteurs agricoles (y compris motoculteurs)	6.228	4.771
2202	Fabrication d'autre matériel agricole (y compris moissonneuses-batteuses et machines à récolter, non compris outillage agricole)	18.679	9.822
23	Fabrication de machines-outils	42.405	17.563
2301	Fabrication de machines-outils à métaux	12.030	5.244
2302	Fabrication de machines-outils à bois	2.057	952
2303	Fabrication d'outillage, outils pour machines	14.190	4.510
2304	Fabrication d'engrenages et organes de transmission (y compris chaînes mécaniques)	9.925	4.125
2305	Fabrication de matériel de soudage	4.203	2.732
	GROSSE ET MOYENNE MÉCANIQUE :		
24	Production d'équipement industriel	204.831	122.480
2401	Robinetterie	15.220	8.611
2402	Fabrication et installation de four (y compris équipement thermique)	2.840	2.251
2403	Fabrication et installation de matériel aéraulique, thermique et frigorifique	31.195	19.895
2404	Fabrication de moteurs à combustion interne autres que pour l'automobile et l'aéronautique	5.847	3.616
2405	Fabrication de transmissions hydrauliques et pneumatiques	6.616	3.429
2406	Fabrication de pompes et compresseurs	12.727	7.390
2407	Fabrication de turbines thermiques et hydrauliques et d'équipements de barrages	8.194	6.376
2408	Chaudronnerie (y compris tuyauterie industrielle et travaux de soudure) [épaisseur de tôle supérieure à 2 mm]	76.719	41.988
2409	Fabrication de machines pour les industries alimentaires, chimiques, plastiques et de machines à chaussures (y compris extincteurs)	32.898	20.118
2410	Fabrication de machines pour les industries textiles et de machines à coudre industrielles	6.935	4.285
2411	Fabrication de machines pour les industries du papier, du carton et des arts graphiques	5.640	4.521
25	Fabrication de matériel de manutention, de matériel pour les mines, la sidérurgie, le génie civil	49.071	30.546
2501	Fabrication de matériel de travaux publics	12.543	9.254
2502	Fabrication de matériel pour la sidérurgie, pour la fonderie, pour la préparation des matériaux, matériel fixe de chemin de fer	6.357	3.886
2503	Fabrication de matériel de manutention et de levage	25.866	14.845
2504	Fabrication de matériel de mines et de forage	4.305	2.561
34	Fabrication d'instruments et de matériel de précision	59.022	25.237
3401	Horlogerie	8.665	3.796
3402	Fabrication d'appareils de pesage et de compteurs, d'instruments de métrologie	5.890	3.296
3403	Fabrication de lunettes pour la correction et la protection de la vue (y compris les verres de lunettes)	12.107	4.767
3404	Fabrication d'instruments d'optique et de précision (sauf lunettes)	6.223	2.755
3405	Fabrication de matériel photographique et cinématographique	965	529
3406	Fabrication de matériel médico-chirurgical et de prothèses	14.257	5.372
3407	Fabrication de roulements	10.915	4.722
	Ensemble	**380.236**	**210.419**

(1) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chap. G.03.

TABLEAU K.06-2

Construction mécanique : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement (1)

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *secteur d'établissement*] (2)

Activité — Numéro de la NAP	Activité — Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
22	Fabrication de machines agricoles	24.658	2.470	795
2201	Fabrication de tracteurs agricoles (y compris motoculteurs)	6.698	634	520
2202	Fabrication d'autre matériel agricole (y compris moissonneuses-batteuses et machines à récolter, non compris outillage agricole)	17.960	1.836	275
23	Fabrication de machines-outils	37.607	4.415	781
2301	Fabrication de machines-outils à métaux	11.424	1.394	283
2302	Fabrication de machines-outils à bois	2.061	225	16
2303	Fabrication d'outillage, outils pour machines	10.195	1.147	182
2304	Fabrication d'engrenages et organes de transmission (y compris chaînes mécaniques)	9.819	1.099	246
2305	Fabrication de matériel de soudage	4.108	550	54
	GROSSE ET MOYENNE MÉCANIQUE :			
24	Production d'équipement industriel	186.953	22.664	3.193
2401	Robinetterie	14.643	1.648	279
2402	Fabrication et installation de fours (y compris équipement thermique)	3.306	487	70
2403	Fabrication et installation de matériel aéraulique, thermique et frigorifique	29.304	3.471	547
2404	Fabrication de moteurs à combustion interne autres que pour l'automobile et l'aéronautique	6.246	843	104
2405	Fabrication de transmissions hydrauliques et pneumatiques	6.114	743	165
2406	Fabrication de pompes et compresseurs	12.183	1.535	195
2407	Fabrication de turbines thermiques et hydrauliques et d'équipements de barrages	4.812	691	71
2408	Chaudronnerie (y compris tuyauterie industrielle et travaux de soudure) [épaisseur de tôle supérieure à 2 mm]	69.428	8.016	846
2409	Fabrication de machines pour les industries alimentaires, chimiques, plastiques et de machines à chaussures [y compris extincteurs] (4)	29.203	3.678	498
2410	Fabrication de machines pour les industries textiles et de machines à coudre industrielles	6.931	867	277
2411	Fabrication de machines pour les industries du papier, du carton et des arts graphiques	4.783	685	141
25	Fabrication de matériels de manutention, de matériels pour les mines, la sidérurgie, le génie civil	49.176	6.038	918
2501	Fabrication de matériel de travaux publics	13.624	1.683	429
2502	Fabrication de matériel pour la sidérurgie, pour la fonderie, pour la préparation des matériaux, matériel fixe de chemin de fer	6.984	948	63
2503	Fabrication de matériel de manutention et de levage	24.307	2.842	325
2504	Fabrication de matériel de mines et de forage	4.261	565	101
34	Fabrication d'instruments et de matériels de précision	56.363	6.069	1.261
3401	Horlogerie	8.951	845	137
3402	Fabrication d'appareils de pesage et de compteurs, d'instruments de métrologie	5.323	620	111
3403	Fabrication de lunettes pour la correction et la protection de la vue (y compris les verres de lunettes)	11.719	1.211	264
3404	Fabrication d'instruments d'optique et de précision (sauf lunettes)	5.162	621	147
3405	Fabrication de matériel photographique et cinématographique	940	110	32
3406	Fabrication de matériel médico-chirurgical et de prothèses	12.802	1.368	284
3407	Fabrication de roulements	11.466	1.294	286
	Ensemble	**354.757**	**41.656**	**6.948**

(1) Établissements appartenant à des entreprises de 20 salariés et plus. — (2) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chap. G.03.

TABLEAU K.06-3

Construction mécanique : activité de la branche

Sources : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI)
Organismes professionnels

Numéro de la NAP	Produit	Unité	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
	● Production									
2201	TRACTEURS AGRICOLES :									
	Tracteurs agricoles complets (1)	Millier de pièces	38,4	40,0	39	36	33	26	26	26
	Motoculteurs et moto-houes	»	74,6	73,4	55	48	29	28	33	46
2202	AUTRE MATÉRIEL AGRICOLE :									
	Ramasseuses-presses	Millier de pièces	19,7	20,8	21	27	22	18	14	13
	Tondeuses à gazon	»	●	●	233	190	●	212	228	279
	● Livraisons									
2301	MACHINES-OUTILS À MÉTAUX :									
	Machines-outils travaillant par enlèvement de métal	Tonne	39.810	32.550	30.820	20.700	*r* 22.840	22.740	18.132	18.408
	Machine-outil travaillant par formage de métal	»	28.400	23.440	20.720	16.380	*r* 18.900	16.410	11.352	16.915
2302	MACHINES-OUTILS À BOIS	»	21.620	17.090	16.330	15.170	14.196	12.070	10.886	11.292
2304	ENGRENAGES, ORGANES DE TRANSMISSION :									
	Chaînes mécaniques	»	10.570	10.310	9.500	9.610	9.756	9.156	8.712	8.441
2403	MATÉRIEL AÉRAULIQUE, THERMIQUE ET FRIGORIFIQUE :									
	Chaudières de chauffage central en acier	Pièce	52.750	44.880	*e* 38.500	*e* 46.500	55.944	57.720	47.110	...
2406	POMPES ET COMPRESSEURS :									
	Pompes de surface	Millier de pièces	782	903	896	2.612	*r* 2.962	2.923	3.143	3.421
	Groupes motocompresseurs alternatifs de moins de 1.500 m^3/h	Tonne	7.980	9.180	8.380	9.090	*r* 7.750	9.142	8.431	*c*
2407	TURBINES THERMIQUES ET HYDRAULIQUES ET ÉQUIPEMENTS DE BARRAGES :									
	Conduites forcées et vannes	Tonne	7.530	7.150	11.690	15.410	2.950	2.856	1.999	4.167
3401	HORLOGERIE :									
	Réveils, pendulettes et horloges (2)	Millier de pièces	2.683	2.790	2.729	2.611	1.684	1.664	2.359	1.293

(1) À l'exclusion, donc, des tracteurs incomplets et des tracteurs de travaux publics. — (2) Mécaniques, électriques et électroniques.

TABLEAU K.06-4

Construction électrique et électronique : effectifs et ventes de la branche

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *branche*] (1)

Activité — Numéro de la NAP	Activité — Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)
27	Fabrication de machines de bureau et de matériel de traitement de l'information	38.583	34.848
2701	Fabrication de matériel de traitement de l'information (y compris location associée)	36.312	32.042
2702	Fabrication de machines de bureau (y compris les machines à calculer électroniques non programmables)	2.271	2.806
28	Fabrication de matériel électrique	164.916	85.305
2810	Fabrication d'équipements de distribution, de commande à basse tension; d'application de l'électronique de puissance	12.936	6.358
2811	Fabrication de matériel électrique de grande puissance ou à haute tension	22.739	12.604
2812	Fabrication d'appareillage industriel à basse tension, de relais, de matériel de signalisation	23.371	11.446
2813	Fabrication de machines tournantes et transformateurs électriques de petite et moyenne puissance	16.300	7.484
2814	Fabrication d'isolateurs et pièces isolantes en verre et céramique	1.715	716
2815	Fabrication d'équipements d'automatisation de processus industriels	13.459	7.511
2816	Réparation de gros matériel électrique	4.400	1.633
2817	Fabrication de matériel d'éclairage	9.207	4.846
2818	Fabrication de fils isolés pour l'électricité	19.517	13.871
2819	Fabrication et installation d'ascenseurs, monte-charge et escaliers mécaniques (y compris entretien)	13.983	5.738
2821	Fabrication d'appareillage électrique d'installation	13.484	6.016
2822	Fabrication de piles électriques et appareillage d'éclairage à bas voltage	3.235	1.630
2823	Fabrication d'accumulateurs	6.780	3.472
2824	Fabrication de lampes électriques	3.790	1.980
29	Fabrication de matériel électronique, ménager et professionnel	223.400	139.819
2911	Fabrication de matériel télégraphique et téléphonique (y compris installations)	52.481	31.035
2912	Fabrication d'appareils de radiologie et d'électronique médicale	5.622	4.480
2913	Fabrication d'appareils de contrôle et de régulation spécifiquement conçus pour l'automatisme industriel, d'instruments et d'appareils électriques et électroniques de mesure	26.138	12.515
2914	Fabrication de matériel professionnel et radio-électrique	72.805	49.363
2915	Fabrication de composants passifs et de condensateurs fixes	27.638	9.989
2916	Fabrication de tubes électroniques et de semi-conducteurs	23.798	22.070
2921	Fabrication d'appareils radio-récepteurs et de téléviseurs	9.283	6.415
2922	Fabrication d'appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image, et de supports d'enregistrement	5.635	3.952
30	Fabrication d'équipement ménager	40.572	19.441
3001	Fabrication d'appareils frigorifiques domestiques, de machines à laver le linge et à laver la vaisselle	6.286	3.421
3002	Fabrication d'appareils ménagers de cuisine, de chauffage de l'eau et de chauffage de l'air non électriques	9.510	4.901
3003	Fabrication d'appareils d'équipement ménager autres que réfrigérateurs, machines à laver et appareils non électriques	24.776	11.119
	Ensemble	**467.471**	**279.413**

(1) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chap. G.03.

TABLEAU K.06-5

Construction électrique et électronique : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement (1)

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *secteur d'établissement*] (2)

Activité — Numéro de la NAP	Activité — Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
27	Fabrication de machines de bureau et de matériel de traitement de l'information	47.746	9.558	3.713
2701	Fabrication de matériels de traitement de l'information (y compris location associée)	45.407	9.264	3.588
2702	Fabrication de machines de bureau (y compris les machines à calculer électroniques non programmables)	2.339	294	125
28	Fabrication de matériel électrique	171.373	20.056	3.606
2810	Fabrication d'équipements de distribution, de commande à basse tension; d'application de l'électronique de puissance	11.624	1.297	220
2811	Fabrication de matériel électrique de grande puissance ou à haute tension	33.768	4.554	500
2812	Fabrication d'appareillage industriel à basse tension, de relais, de matériel de signalisation	21.348	2.374	455
2813	Fabrication de machines tournantes et transformateurs électriques de petite et moyenne puissance	15.710	1.626	454
2814	Fabrication d'isolateurs et pièces isolantes en verre et céramique	1.819	212	56
2815	Fabrication d'équipements d'automatisation de processus industriels	13.855	1.848	233
2816	Réparation de gros matériel électrique	2.486	287	22
2817	Fabrication de matériel d'éclairage	8.095	803	140
2818	Fabrication de fils et câbles isolés pour l'électricité	20.635	2.239	672
2819	Fabrication et installation d'ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques (y compris entretien)	13.706	1.788	90
2821	Fabrication d'appareillage électrique d'installation	13.816	1.436	401
2822	Fabrication de piles électriques et appareils d'éclairage à bas voltage	3.241	344	55
2823	Fabrication d'accumulateurs	7.072	801	189
2824	Fabrication de lampes électriques	4.198	447	119
29	Fabrication de matériel électronique ménager et professionnel	222.149	29.086	7.668
2911	Fabrication de matériel télégraphique et téléphonique (y compris installations)	55.013	7.153	1.381
2912	Fabrication d'appareils de radiologie et d'électronique médicale	5.617	908	177
2913	Fabrication d'appareils de contrôle et de régulation spécifiquement conçus pour l'automatisme industriel, d'instruments et d'appareils électriques et électroniques de mesure	25.946	3.364	578
2914	Fabrication de matériel professionnel électronique et radio-électrique	70.597	10.111	2.267
2915	Fabrication de composants passifs et de condensateurs fixes	28.371	3.055	826
2916	Fabrication de tubes électroniques et de semi-conducteurs	21.553	3.030	1.690
2921	Fabrication d'appareils radio-récepteurs et de téléviseurs	10.391	988	398
2922	Fabrication d'appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image, et de supports d'enregistrement	4.661	477	351
30	Fabrication d'équipement ménager	42.733	4.036	1.017
3001	Fabrication d'appareils frigorifiques domestiques, de machines à laver le linge et à laver la vaisselle	6.658	632	220
3002	Fabrication d'appareils ménagers de cuisine, de chauffage de l'eau et de chauffage de l'air non électriques	8.935	939	201
3003	Fabrication d'appareils d'équipement ménager autres que réfrigérateurs, machines à laver et appareils non électriques	27.140	2.465	596
	Ensemble	**484.001**	**62.736**	**16.004**

(1) Établissements appartenant à des entreprises de 20 salariés et plus. — (2) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chap. G.03.

TABLEAU K.06-6

Évolution du parc français des ordinateurs [y compris les ordinateurs de bureau] (1)

Source : Syndicat national des fabricants d'ensemble d'informatique, de bureautique et de leurs applications télématiques (SFIB)

Années au 1er janvier	En nombre					En valeur (millions de francs)				
	Très petits de 130.000 à 250.000 francs	Petits de 0,25 à 1,6 million de francs	Moyens de 1,6 à 7 millions de francs	Grands et très grands + de 7 millions de francs	Parc total	Très petits de 130.000 à 250.000 francs	Petits de 0,25 à 1,6 million de francs	Moyens de 1,6 à 7 millions de francs	Grands et très grands + de 7 millions de francs	Parc total
1978	9.752	9.757	1.789	956	**22.254**	1.760	6.830	5.720	13.380	**27.690**
1979	14.226	13.216	1.980	1.088	**30.510**	2.560	9.250	6.340	15.230	**33.380**
1980	18.542	15.057	2.032	1.221	**36.852**	3.340	10.540	6.500	17.090	**37.470**
1981	23.062	21.295	2.386	1.271	**48.014**	4.150	14.910	7.640	17.790	**44.490**
1982	28.457	27.914	2.785	1.346	**60.502**	5.120	19.540	8.910	18.840	**52.410**
1983	35.062	35.139	2.989	1.466	**74.656**	6.310	24.600	9.560	20.520	**60.990**
1984	39.537	41.621	3.179	1.609	**85.946**	7.120	29.130	10.170	22.530	**68.950**
1985	45.832	49.386	3.929	1.769	**100.916**	8.250	34.570	*r*12.570	24.770	**80.160**
1986	*r*54.236	60.396	*r*4.593	1.983	***r*121.208**	*r*9.760	42.280	*r*14.700	27.760	***r*94.500**
1987	*r*63.725	70.256	*r*5.155	*r*2.158	***r*141.294**	*r*11.470	49.180	*r*16.500	*r*30.210	***r*107.360**
1988	73.533	80.744	5.467	2.269	**162.013**	13.240	56.520	17.490	31.770	**119.020**
Taux annuel moyen de progression en % :										
1978-1988	22,4	23,5	11,8	9,0	**22,0**	22,4	23,5	11,8	9,0	**15,7**
1987-1988	15,4	14,9	6,0	5,1	**14,7**	15,4	14,9	6,0	5,1	**10,9**

(1) Ces données résultent partiellement d'estimations (très petits et petits ordinateurs notamment).

TABLEAU K.06-7

Livraisons de matériel électroménager au grand public

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI) — *Unité :* Millier de pièces

Numéro de la NAP	Matériel	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
	MATÉRIEL DESTINÉ AU GRAND PUBLIC											
2921	Radio-récepteurs	3.019	2.773	2.141	2.266	2.733	2.489	2.128	2.633	...	...	...
»	*dont :* Autoradios fixes	*2.086*	*2.026*	*1.559*	*1.697*	*2.136*	*1.865*	*1.647*	*2.219*	*2.162*	*2.108*	...
2921	Téléviseurs	2.101	1.854	1.928	1.960	2.155	2.033	2.001	1.726	1.868	2.015	2.081
»	*dont :* Couleur	*1.592*	*1.393*	*1.417*	*1.516*	*1.703*	*1.663*	*1.692*	*1.518*	*1.692*	*1.964*	...
2922	Électrophones	903	893	376	389	334	145	84	347	10	22	44
	MATÉRIEL ÉLECTROMÉNAGER (1)											
3001	Machines à laver le linge	1.715	1.912	1.955	1.810	1.644	1.418	1.370	1.261	1.151	1.287	1.561
3003	Fers à repasser	2.404	2.388	2.306	2.615	3.093	2.742	3.138	3.080	3.054	3.454	4.461
»	Couvertures chauffantes	181	199	220	208	165	148	130	154	144	132	94
»	Cuisinières électriques et mixtes	446	441	408	420	413	351	292	288	284	247	280
»	Réchauds, fours et rôtissoires	1.483	1.488	1.361	1.228	1.566	2.067	2.516	2.925	3.196	3.809	4.178
»	Chauffe-eau à accumulation (2)	691	693	736	817	880	791	836	826	801	803	773
»	Radiateurs	3.073	3.146	3.323	3.788	4.056	4.217	3.814	4.828	4.904	4.444	3.693
»	Fers à souder électriques	292	274	275	273	222	233	154	151	94	91	85
»	Aspirateurs	1.577	1.498	1.636	1.470	1.530	2.031	2.026	2.257	3.476	2.506	2.266
»	Cireuses (3)	173	174	143	124	119	114	93	98	102	105	87
»	Moulins à café, batteurs, robots, etc.	16.241	15.955	14.094	13.612	13.971	13.220	14.472	13.437	13.468	10.912	11.002
»	Rasoirs électriques (4)	487	272	271	259	215	150	124	1.879	1.591	1.073	1.025
»	Sèche-cheveux	3.208	2.909	2.150	1.986	2.693	2.069	2.100				
»	Ventilateurs, aérateurs	330	283	272	251	261	301	348	227	345	438	393

(1) La production des machines à laver la vaisselle est couverte par le secret statistique, les fabricants français étant peu nombreux. — (2) Non compris les chauffe-eau à gaz. — (3) Y compris les shampooineuses à partir de 1987. — (4) Y compris les sèche-cheveux à partir de 1985.

SOURCES DE DOCUMENTATION

CONSTRUCTION MÉCANIQUE.

Syndicats professionnels :

- Syndicat de la machine-outil, de l'assemblage et de la productique associée, 150, boulevard Bineau, B.P. 117, 92203 Neuilly-sur-Seine Cedex. Tél. : (1) 47 45 43 43;
- Syndicat général des fabricants d'outillage mécanique, 10, avenue Hoche, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 45 63 02 00;
- Syndicat des fabricants d'outillage et de produits à base de diamant (SYFODIA), 10, avenue Hoche, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 45 63 02 00;
- Syndicat national des fabricants d'engrenages et constructeurs d'organes de transmission (SYNECOT), 162, boulevard Malesherbes, 75017 Paris. Tél. : (1) 43 80 37 14;
- Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles (SYGMA), 19, rue Jacques-Bingen, 75017 Paris. Tél. : (1) 47 66 02 20;
- Syndicat national de la chaudronnerie, de la tôlerie et de la tuyauterie (SNCT), 10, avenue Hoche, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 45 63 02 00;
- Syndicat national des industries de la robinetterie (SNIR), 10, avenue Hoche, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 45 63 02 00;
- Union intersyndicale des constructeurs de matériel aéraulique, thermique, thermodynamique et frigorifique (UNICLIMA), 10, avenue Hoche, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 45 63 02 00;
- Syndicat des constructeurs de moteurs à combustion interne, 10, avenue Hoche, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 45 63 02 00;
- Syndicat des constructeurs de compresseurs, 10, avenue Hoche, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 45 63 02 00;
- Syndicat des constructeurs de turbines hydrauliques, conduites forcées et vannes, 10, avenue Hoche, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 45 63 02 00;
- Syndicat des constructeurs de turbines et de matériels énergétiques lourds (SYTEMEL), 10, avenue Hoche, 75382 Paris. Tél. : (1) 45 63 02 00;
- Syndicat des constructeurs, constructeurs-distributeurs et constructeurs-installateurs de pompes (SCP), 10, avenue Hoche, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 45 63 02 00;
- Union nationale des industries de transmissions oléohydrauliques et pneumatiques, 10, avenue Hoche, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 45 63 02 00;
- Syndicat des constructeurs de matériel de génie chimique (SYMAGEC), 10, avenue Hoche, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 42 89 08 13;
- Union des constructeurs de matériel textile de France (UCMTF), 10, avenue Hoche, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 45 63 42 97;
- Union nationale des industries de machines pour chaussures, tannerie et maroquinerie, 10, avenue Hoche, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 45 63 02 00;
- Syndicat des constructeurs de machines pour les industries du papier, du carton et des arts graphiques (SCIPAG), 10, avenue Hoche, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 45 63 02 00;
- Syndicat national des chaînes mécaniques (SNCM), 16, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : (1) 45 63 02 00;
- Union nouvelle des industries de construction mécanique (UNITRAM), 162, boulevard Malesherbes, 75017 Paris. Tél. : (1) 48 80 04 09.
- Chambre syndicale nationale de la mécanique de haute précision, 15, rue Beaujon, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 67 06 59;
- Syndicat des industries de matériel de manutention (SIMMA), 10, avenue Hoche, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 45 63 02 00;
- Syndicat des constructeurs de matériel de mines et travaux souterrains, 74, avenue Kléber, 75784 Paris Cedex 16. Tél. : (1) 47 27 66 33;
- Chambre française de l'horlogerie et des techniques microtechniques, 34, avenue de Messine, 75008 Paris. Tél. : (1) 45 61 95 22;
- Syndicat du pesage et comptage, 36, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : (1) 45 61 18 51;
- Chambre syndicale des fabricants et négociants d'appareils de laboratoire, 15, rue Beaujon, 75008 Paris. Tél. : (1) 40 54 97 81;
- Syndicat des industries françaises pour l'art dentaire (SIFADENT), 75, rue Saint-Lazare, 75009 Paris. Tél. : (1) 48 74 11 08;
- Syndicat des fabricants et constructeurs des industries médico-chirurgicales (FACOMED), 10, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : (1) 45 63 02 00;
- Groupement des industries françaises de l'optique (GIFO), 15, rue Beaujon, 75008 Paris. Tél. : (1) 47 63 88 56;
- Syndicat général des industries du matériel photographique et cinématographique substandard, 5 *bis,* rue Jacquemont, 75017 Paris. Tél. : (1) 46 27 47 29;
- Syndicat des fabricants du mobilier de bureau et d'atelier, sièges et systèmes d'organisation (SYMSO), 28, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : (1) 45 63 46 36.

Publications spécialisées :

- Fascicule « Industries mécaniques » de l'enquête annuelle d'entreprise du ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire;
- Reprise confirmée de la mécanique en 1988. *INSEE Première,* n° 16, mai 1989.
- *L'industrie française de la machine-outil* (ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire) [collection « Études de politique industrielle »], distribué par La Documentation française.

CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE.

Syndicat professionnel :

- Fédération des industries électriques et électroniques, 11, rue Hamelin, 75783 Paris Cedex 16. Tél. : (1) 45 05 70 70.

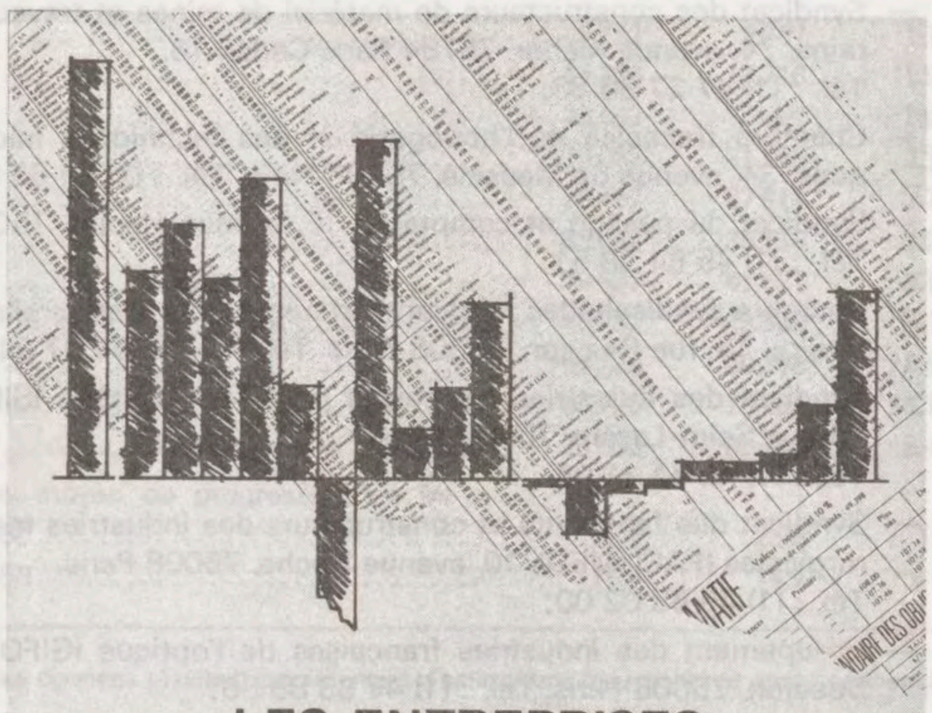
Publications spécialisées :

- Fascicule « Construction électrique et électronique » de l'enquête annuelle d'entreprise du ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire;
- Rapport sectoriel annuel de l'OCDE;
- L'informatique dans les administrations françaises et les entreprises publiques au 1er janvier 1976 — 2 volumes publiés par le ministère de l'Industrie et de la Recherche, 1976 — diffusés par La Documentation française (réf. : C.A. 3614/5 et 3615/3);
- Les entreprises à l'épreuve des années 1980, étude du système productif français. INSEE, août 1989, 334 pages.

UNE FRESQUE DRESSEE PAR L'INSEE

LES FORCES ET FAIBLESSES

DU SYSTEME PRODUCTIF FRANÇAIS



LES ENTREPRISES A L'ÉPREUVE DES ANNÉES 80

Étude du système productif français

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Au sommaire :

L'Europe en difficulté
Une spécialisation fragile
Heurs et malheurs du solde industriel
L'industrie à deux vitesses
La consommation sur son erre
L'essoufflement des gains de productivité
L'ajustement douloureux de l'emploi
Vers une nouvelle gestion de la main d'oeuvre
Resserrement du tissu industriel
Investir sans s'endetter
Des logiques d'entreprise diverses
Services : une croissance créatrice d'emplois
Commerce : organisation et modernisation
Le BTP en mutation
Energie : des chocs au contre-choc
Agroalimentaire : le poids du Marché Commun
Transports : la nouvelle donne
Chronologie des années 80

ISBN 2-11-065313-2
Format 21 x 29,7
344 pages
Prix : 130 F

BON DE COMMANDE

à retourner à : INSEE-CNGP, B P 2718 80027 Amiens Cedex

Veuillez m'adresser ..... exemplaire(s) de "Les entreprises à l'épreuve des années 80" au prix unitaire de 130 F

Nom ou raison sociale.....
Activité.....
Adresse.....
.....

Règlement par chèque à l'ordre de l'INSEE

insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Chapitre K.07

Matériel de transport terrestre, construction navale et aéronautique

1. Matériel de transport terrestre (NAP classe 31)
2. Construction navale (NAP classe 32)
3. Construction aéronautique (NAP classe 33)

1. Matériel de transport terrestre
(tableaux 1 à 5)

11. Construction automobile

La branche regroupe :

— les voitures particulières;
— les véhicules utilitaires;
— les caravanes et remorques de tourisme;
— les pièces et équipements spécifiques pour automobile;
— les carrosseries, bennes, remorques autres que de tourisme.

111. Les voitures particulières

Cette catégorie englobe les voitures de tourisme qui servent au transport des personnes et les voitures commerciales type break affectées, soit au transport des personnes, soit au transport des marchandises; elle comprend également la fabrication non intégrée de moteurs de voitures particulières et de véhicules dérivés.

Trois constructeurs réunis au sein de deux groupes assurent la quasi-totalité de la production, dont la moitié environ est exportée. Les échanges extérieurs se font principalement dans le cadre de la Communauté économique européenne.

Bien que chaque marché national garde une préférence pour ses propres marques, il y a interpénétration croissante des marchés européens. L'industrie française est au deuxième rang européen et au quatrième rang mondial, pour la production.

112. Les véhicules utilitaires

Cette catégorie comprend :

— les véhicules dérivés de voitures particulières : fourgonnettes et camionnettes;
— les véhicules industriels transportant plus de 5 tonnes de poids total roulant, y compris les véhicules spéciaux (bennes à ordures ménagères, voitures dépanneuses, ...);
— les véhicules utilitaires divers : cars et autobus, tracteurs routiers;
— la fabrication non intégrée de moteurs de véhicules utilitaires.

113. Caravanes et remorques de tourisme

114. Pièces et équipements spécifiques pour automobiles

Les activités des fabricants d'équipements pour automobiles concernent cinq domaines :

— les équipements électriques (dispositifs d'allumage, bougies, ...);
— les équipements du moteur (carburateurs, joints, ...);
— les équipements du châssis (organes de direction, de transmission, de suspension, de climatisation, freins, ...);
— les équipements de carrosserie (serrures, sièges, ...);
— l'outillage spécialisé de bord et de garage.

Les pneumatiques, chambres à air, vitres-glaces, produits textiles en sont exclus.

L'industrie des équipements est très dispersée mais les entreprises sont fortement spécialisées au niveau des produits, chaque groupe de produits faisant appel à une technique de production différente.

115. La carrosserie

Les activités de la carrosserie concernent notamment les carrosseries, bennes, remorques autres que de tourisme (remorques et semi-remorques routières, grands conteneurs, ...).

12. Cycles et motocycles

La branche comprend tous les véhicules à deux ou trois roues (bicyclettes, cyclomoteurs, motocyclettes), les équipements et les pièces détachées, à l'exclusion des pneumatiques et des chambres à air.

L'industrie française du cycle est dispersée mais quatre entreprises assurent plus de 50 % de la production et trouvent des débouchés à l'exportation.

13. Matériel ferroviaire

L'industrie « ferroviaire » réalise la construction :

— de matériel de traction (locomotives électriques, motrices TGV, locomotives thermiques, locotracteurs);
— de matériel de transport (remorque ou automoteur) destiné au trafic voyageur (voitures remorques, autorails, automotrices, remorques TGV) et au trafic marchandises (wagons de tous types);
— du matériel annexe, de l'équipement intégré pour matériel roulant, des roues et des essieux; elle possède d'autre part une importante activité de réparation de matériel roulant. Les équipements non mécaniques isolés ne figurent pas dans cette branche; les moteurs Diesel et les moteurs et équipements électriques de motrices sont classés respectivement dans les branches « équipements industriels » et « matériel électrique » (voir chapitre K.06 : Construction mécanique, électrique et électronique).

La production est assurée par des entreprises en général polyvalentes, appartenant principalement aux secteurs de la construction mécanique et de la construction électrique dont il est difficile d'isoler l'activité ferroviaire.

Cependant, dans le matériel de traction, la spécialisation des entreprises est importante.

Au plan international, l'industrie ferroviaire française figure dans les tout premiers rangs mondiaux en termes d'exportation.

Les quantités et les valeurs des exportations de matériel ferroviaire (tableau 4) ainsi que celles du commerce extérieur de la construction automobile (tableau 5) sont élaborées à partir des statistiques de la Direction générale des douanes et droits indirects. Les données font l'objet, à compter de 1988, d'un changement de nomenclature.

2. Construction navale
(tableaux 6 à 10)

Les activités de construction navale reprises ici comprennent la fabrication, par les entreprises privées, des navires, qu'ils soient de commerce ou militaires, des bâtiments de pêche, la réparation et l'entretien des bâtiments, la réalisation des équipements de bord non électriques. Elles excluent l'activité de la Direction technique des constructions navales (arsenaux).

Les caractéristiques de la demande mondiale en navires neufs étaient, jusqu'au début des années 70, la croissance liée à l'accroissement général des échanges internationaux, la tendance au gigantisme de certaines unités (pétroliers) et le développement des unités spécialisées : porte-conteneurs, méthaniers. A cette époque, les transports maritimes et la flotte mondiale doublaient tous les dix ans, les besoins en navires neufs également.

La crise liée aux deux chocs pétroliers de 1973 et 1979-80 a provoqué une contraction du volume des échanges maritimes mondiaux, aboutissant à des surcapacités d'offre sur le marché des transports maritimes. Il en est résulté le désarmement d'une part notable de la flotte mondiale et une réduction du rythme et du niveau des commandes de tonnage neuf.

La crise a également induit d'importants changements dans la répartition de la production de tonnage neuf entre les chantiers du globe. Le Japon s'est assuré, en particulier du fait de sa politique de prix, une prééminence en matière de production et de carnet de commandes, qui le place au premier rang mondial. Mais l'événement le plus spectaculaire est l'arrivée de la Corée du Sud au deuxième rang mondial.

Après la production de grands pétroliers, qui s'est considérablement réduite, les chantiers français se sont orientés vers les transporteurs de gaz liquéfiés, pour lesquels ils bénéficient d'une certaine avance technique. Ils restent présents dans la construction de porte-conteneurs, de navires rouliers, de transporteurs de produits gaziers et surtout de paquebots.

Parallèlement à des tentatives de diversification vers l'« off shore » et la réparation, les grands chantiers ont procédé à des opérations de restructuration industrielle.

3. Construction aéronautique
(tableaux 11 à 14)

Les activités industrielles regroupées en France sous la dénomination d'industries aéronautiques, appelées aérospatiales depuis ces dernières années, intéressent :

— la réalisation directe de matériels aérospatiaux (avions, hélicoptères, planeurs, armes guidées, et éléments constitutifs de tous ces matériels) et de leurs pièces de rechange, à l'exclusion des travaux d'élaboration des matières premières et des produits semi-ouvrés d'une part, des matériels à usage aéropostal livrés par des sociétés rattachées en France aux industries électroniques, des travaux intéressant l'infrastructure d'autre part;
— les modifications, réparations et transformations de matériels aérospatiaux effectuées dans des ateliers qui ne sont pas exploités directement par les utilisateurs des matériels (ateliers des compagnies de transport aérien, ateliers du ministère de la Défense, ...);
— les études, développements et travaux de mise au point des matériels aérospatiaux et de leurs éléments constitutifs exécutés au sein des entreprises réalisant des matériels aérospatiaux; ne se trouvent donc comptabilisés ni les effectifs des établissements publics (exemple : Office national d'études et de recherches aéronautiques), ni ceux des organismes universitaires (exemple : Institut de mécanique des fluides de Lille), ni ceux des Centres spécialisés de l'État effectuant des expérimentations (exemple : Centre d'essais aéronautiques de Toulouse).

31. Structure

La branche aéronautique des entreprises engagées dans ces activités emploie plus de 100 000 personnes qu'il est d'usage de répartir en 3 groupes, spécialisés respectivement dans :

311. Cellules et engins

Production, assemblage, modification et réparation :

— cellules d'avions, avions complets, hélicoptères, planeurs (civils et militaires) et leurs pièces détachées;
— armes guidées et leurs pièces détachées.

312. Moteurs et réacteurs

Construction et réparation de propulseurs pour avions, de fusées de propulsion pour armes guidées, y compris leurs pièces détachées.

313. Équipements

Construction et réparation d'accessoires et d'équipements pour avions, hélicoptères, armes guidées et engins, y compris leurs pièces détachées.

32. Branches de fabrication

321. Cellules et engins

La construction des cellules occupe plus de la moitié de l'effectif de la branche de la construction aéronautique.

Concentrée à l'origine dans la région parisienne, l'industrie des cellules s'est fortement décentralisée, particulièrement en direction du Sud-Ouest (Bordeaux et surtout Toulouse) où se trouve maintenant plus du tiers de ses effectifs.

322. Moteurs et réacteurs

Ce groupe ne comprend que trois entreprises principales; la concentration des entreprises, dans ce groupe, est imposée par l'importance des moyens en personnel, en matériel (machines-outils) et moyens d'essais qui sont nécessaires pour l'étude, la mise au point et la production de moteurs d'aviation.

323. Équipements

On désigne sous le nom d'équipements les éléments qui assurent à bord des avions ou des engins des fonctions particulières qui leur sont propres; ils sont distincts de la structure des cellules sur lesquelles ils sont montés; ce sont, par exemple :

— les hélices et leurs accessoires;
— les trains d'atterrissage;
— les accessoires électriques et hydrauliques;
— les appareils de navigation et de pilotage;
— les dispositifs d'alimentation en carburant;
— le matériel destiné à la protection ou au sauvetage;
— les équipements opérationnels (surtout militaires).

Cette liste n'est pas limitative et le domaine des équipements est très vaste; il fait appel à toutes les techniques (électricité, hydraulique, électronique, mécanique de précision). L'industrie des équipements se trouve en compétition, pour certains matériels, avec l'industrie électronique, et il est quelquefois difficile de tracer une ligne nette de séparation entre les deux industries.

Pour ces diverses raisons, on comprend que l'industrie des équipements soit assez dispersée et que les entreprises utilisent leur spécialité pour fournir des matériels à d'autres branches (armements, automobile, construction navale, nucléaire, etc.). Presque toutes ces entreprises ont un secteur extra-aéronautique d'importance variable.

* * *

TABLEAU K.07-1

Matériel de transport terrestre : effectifs et ventes de la branche

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *branche*] (1)

Activité — Numéro de la NAP	Activité — Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)
	Construction de véhicules automobiles	311.642	293.638
3111	Construction de voitures particulières (y compris dérivés de PTC inférieur à 4 tonnes)	93.761	158.677
3112	Construction de caravanes et de remorques de tourisme	2.720	1.682
3113	Fabrication de pièces et équipements spécifiques pour automobiles	158.367	88.996
3114	Construction de véhicules utilitaires (PTC supérieur à 4 tonnes)	38.782	34.440
3115	Construction de carrosseries, bennes, remorques autres que de tourisme	18.012	9.843
	Fabrication de cycles et motocycles	10.119	4.690
3116	Fabrication de motocycles et cycles	5.015	2.848
3117	Fabrication de pièces et équipements pour cycles et motocycles	5.104	1.842
	Fabrication et réparation de matériel ferroviaire	15.552	8.924
3121	Fabrication et réparation de matériel ferroviaire roulant et d'autres matériels de transport guidé	15.552	8.924
	Ensemble	**337.313**	**307.252**

(1) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chapitre G.03.

TABLEAU K.07-2

Matériel de transport terrestre : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement (1)

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *secteur d'établissement*] (2)

Activité — Numéro de la NAP	Activité — Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
	Construction de véhicules automobiles	330.372	36.389	14.425
3111	Construction de voitures particulières (y compris véhicules dérivés de PTC inférieur à 4 tonnes)	146.157	16.834	8.754
3112	Construction de caravanes et de remorques de tourisme	2.670	241	40
3113	Fabrication de pièces et équipements spécifiques pour automobiles	132.946	13.975	4.529
3114	Construction de véhicules utilitaires (PTC supérieur à 4 tonnes)	32.066	3.671	876
3115	Construction de carrosseries, bennes, remorques autres que de tourisme	16.533	1.668	226
	Fabrication de cycles et motocycles	10.025	896	126
3116	Fabrication de motocycles et cycles	4.956	454	58
3117	Fabrication de pièces et équipements pour cycles et motocycles	5.069	442	68
	Fabrication et réparation de matériel ferroviaire	13.922	1.495	175
3121	Fabrication et réparation de matériel ferroviaire roulant et d'autres matériels de transport guidé	13.922	1.495	175
	Ensemble	**354.319**	**38.780**	**14.726**

(1) Établissements appartenant à des entreprises de 20 salariés et plus. — (2) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chapitre G.03.

TABLEAU K.07-3

Véhicules automobiles et autres matériels de transport terrestre : activité de la branche (NAP classe 31)

Sources : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI)
Service intersyndical d'enquêtes professionnelles et de statistiques de l'automobile, du cycle et du motocycle
Chambre syndicale nationale du cycle et du motocycle
Bureau intersyndical des constructeurs et réparateurs de matériel roulant de chemin de fer

Numéro de la NAP	Produit	Unité	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
	● Production									
3111	Voitures particulières et commerciales (1)	Millier de pièces	2.612	2.777	2.961	2.713	2.632	2.773	3.051	3.227,7
»	Véhicules incomplets (voitures particulières) [2]	»	342	309	267	196	185	238	*r* 232	228,3
3114	Camionnettes (1) (3)	Pièce	357.310	324.527	332.888	305.985	348.344	387.210	405.428	427.043
»	Véhicules industriels (4)	»	38.698	34.888	32.507	31.855	25.275	22.098	23.635	29.636
»	Cars	»	2.817	2.612	2.562	2.567	2.983	2.646	2.933	2.869
»	Tracteurs routiers	»	8.712	9.657	7.331	8.422	7.819	9.384	9.765	11.864
»	Véhicules incomplets (camionnettes) (2)	»	66.673	95.156	85.790	74.917	74.924	86.076	73.838	78.892
	● Livraisons									
3112	Caravanes de tourisme	»	56.230	52.040	52.940	42.810	36.203	36.545	35.411	30.497
»	Petites remorques	»	78.720	88.980	63.150	71.790	51.015	47.610	53.906	49.667
3115	Cars, autobus	»	1.362	1.498	1.523	1.363	1.993	1.518	1.293	1.195
»	Cabines pour véhicules	»	8.130	7.450	5.140	6.730	7.766	7.371	7.476	7.695
»	Plateaux et fourgons	»	15.010	21.320	17.220	16.880	19.088	22.251	25.391	28.360
3116	Cyclomoteurs, motocyclettes et scooters	Millier de pièces	488	504	409	450	441	296	285	*c*
»	Cycles	»	2.140	1.989	1.892	1.719	1.435	1.245	1.286	1.210
3121	Locomotives électriques	Pièce	85	67	38	24	26	10	118	*c*
»	Motrices TGV	»	48	46	40	37	9	1	—	*c*
»	Locomotives thermiques	»	33	15	40	63	34	49	67	*c*
»	Locotracteurs	»	41	44	48	41	37	40	—	*c*
»	Automotrices, autorails	»	318	381	284	262	267	351	53	*c*
»	Voitures voyageurs	»	298	345	365	424	407	400	261	*c*
»	Remorques voyageurs	»	483	410	340	240	170	158	123	*c*
»	Wagons	»	6.552	3.825	2.996	2.898	1.736	1.975	1.376	1.230

(1) Non compris les véhicules incomplets ci-dessous. — (2) Il s'agit de collections de pièces représentant des véhicules incomplets destinés à être montés à l'étranger. — (3) Camionnettes de moins de 5 tonnes de poids total roulant. — (4) Camions de plus de 5 tonnes de poids total roulant, y compris les véhicules spéciaux.

TABLEAU K. 07-4

Exportations (FAB) de matériel ferroviaire roulant

(NAP 3121)

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Nature des matériels	N° du SH	Quantité (tonne)				Valeur (million de francs)			
		1985	1986	*r* 1987	*p* 1988	1985	1986	*r* 1987	*p* 1988
Locomotives et locotracteurs à source extérieure d'énergie	86.01-10	115,8	1.957,6	11.328,5	18.257,6	3,9	157,5	822,5	1.462,0
Autres locomotives et locotracteurs, tenders	86.01,20,86.02	3.772,7	1.542,2	3.564,2	850,6	376,7	132,7	405,5	37,9
Automotrices et autorails	86.03,04	19.302,6	14.653,9	11.061,8	2.202,2	1.772,7	1.614,3	1.019,6	185,4
Voitures à voyageurs, fourgons à bagages, voitures postales et autres voitures spéciales	86.05				2.218,1				304,9
Wagons et wagonnets pour le transport sur rail des marchandises	86,06	8.186,9	31.354,1	14.603,0	13.449,8	81,2	489,5	210,2	138,2

TABLEAU K. 07-5

Commerce extérieur de la construction automobile

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Catégorie	N° de la NGP	Quantité (nombre)			Valeur (million de francs)		
		1986	*r* 1987	*p* 1988	1986	*r* 1987	*p* 1988
IMPORTATIONS (CAF)							
Tracteurs à roues pour semi-remorques neufs	87.01.21,0	*r* 10.548	12.113	12.604	*r* 2.813,2	3.325,9	3.649,7
Autocars, autobus neufs	87.02.10.11,91	938	933	1.143	785,8	757,6	869,9
Voitures particulières neuves	87.02.90.11,31 87.02.90.9 87.03.21.1,22.1 23.1,24.1,32.1 10.9,90.1	991.758	1.124.118	1.182.022	36.300,5	43.240,01	48.010,8
Camions, tombereaux, y.c. spéciaux, neufs	87.04.10.11,19,90 87.04.21.10,31,91 87.04.22.10,91 87.04.23.10,91 87.04.31.10,31,91 87.04.32.10,91 87.04.90.00 87.05	161.171	183.555	279.136	9.354,3	11.005,1	12.569,9
EXPORTATIONS (FAB)							
Tracteurs à roues pour semi-remorques neufs	87.01.20.10	*r* 2.718	2.536	3.440	*r* 662,4	603,9	908,7
Autocars, autobus neufs	87.02.10.11,91	1.074	796	2.709	539,4	485,0	733,6
Voitures particulières neuves	87.02,90.11,31 87.02.90.9 87.03.21.1,22,1 23.1,24.1,32.1 10.9,90.1	1.271.033	1.288.361	1.349.202	47.790,9	50.468,3	97.410,7
Camions, tombereaux, y.c. spéciaux, neufs	87.04.10.11,19,90 87.04.21.10,31,91 87.04.22.10,91 87.04.23.10,91 87.04.31.10,31,91 87.04.32.10,91 87.04.90.00 87.05	119.813	90.733	102.523	7.628,7	6.743,5	8.009,3

TABLEAU K.07-6

Construction navale : effectifs et ventes de la branche

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire. Enquête annuelle d'entreprise [résultats *branche*] (1)

Activité — Numéro de la NAP	Activité — Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)
3201	Construction de bâtiments de guerre	823	439
3202	Construction de navires de marine marchande	8.511	3.968
3203	Construction d'autres bateaux (sauf navires de commerce et bateaux de plaisance)	2.057	1.112
3204	Fabrication et pose d'instruments spécifiques de bord (non électrique)	883	395
3205	Réparation de navires	3.260	1.051
	Ensemble	**15.534**	**6.965**

(1) Dépouillement effectué par le SESSI. Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chap. G.03.

TABLEAU K.07-7

Construction navale : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement (1)

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire. Enquête annuelle d'entreprise [résultats *secteur d'établissement*] (2)

Activité — Numéro de la NAP	Activité — Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
3201	Construction de bâtiments de guerre	1.229	141	6
3202	Construction de navires de marine marchande	8.848	1.135	52
3203	Construction d'autres bâtiments (sauf navires de commerce et bateaux de plaisance)	1.734	200	23
3204	Fabrication et pose d'instruments spécifiques de bord (non électriques)	792	85	5
3205	Réparation de navires	3.454	360	16
	Ensemble	**16.057**	**1.921**	102

(1) Établissements appartenant à des entreprises de 20 salariés et plus. — (2) Sur l'enquête annuelle du SESSI, voir texte commentaire chap. G.03.

TABLEAU K.07-8

Production totale des chantiers de construction navale (1)
(Navires civils de 100 TJB/TB et plus) [NAP 3202]

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire
Sous-direction des Chantiers navals

Unités : Millier de tonneaux de jauge brute (TJB) (2) jusqu'en 1983,
Millier de tonneaux bruts (3) à partir de 1984

Intitulé	1978	1979	1980	1981	1982	1983	■ 1984	1985	1986	1987	1988
Mises sur cales :											
Pour armement français	371	112	37	157	24	146	109	69	38	11	57
Pour armement étranger	589	174	158	128	192	91	58	68	152	71	1
Total	**960**	**286**	**195**	**285**	**216**	**237**	**167**	**137**	**190**	**82**	**58**
Lancements :											
Pour armement français	96	357	112	51	128	85	108	127	43	16	43
Pour armement étranger	448	350	303	172	180	150	69	92	82	146	64
Total	**544**	**707**	**415**	**223**	**308**	**235**	**177**	**219**	**125**	**162**	**107**
Livraisons :											
Pour armement français	160	342	151	28	99	108	113	129	93	16	1
Pour armement étranger	264	360	131	524	189	199	177	57	92	188	11
Total	**424**	**702**	**282**	**552**	**288**	**307**	**290**	**186**	**185**	**204**	(4) **12**

(1) Non compris les navires de guerre. — (2) La jauge brute (JB) d'un navire correspond au volume sous pont principal, plus celui des entreponts et superstructures, à l'exclusion de tout espace ouvert; elle est exprimée en tonneaux. La valeur du tonneau est de 100 pieds cubes, soit 2,83 m³. — (3) Nouvelle mesure du tonnage des navires, en vigueur à partir du 18 juillet 1982. Les modifications apportées à la jauge brute et traduites par le nombre de tonneaux bruts permettant une meilleure approche du problème sur des navires particuliers comme les transporteurs de véhicules : rouliers, transbordeurs. — (4) Ce chiffre est en forte diminution compte tenu en particulier de la durée de construction des paquebots. Les livraisons prévues en 1989 sont : 167 milliers de tonneaux bruts (22 navires).

TABLEAU K.07-9

Carnet de commandes des principaux chantiers navals français
(Navires civils de 100 TB et plus)

Situation au 1er janvier 1989

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire. — Sous-direction des Chantiers navals

Unité : Tonneaux bruts (TB) (1)

	Armement français		Armement étranger			Total du carnet de commande	
	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	% export en tonnage	Nombre	Tonnage
Porte-conteneurs	—	—	1	29.850	100	1	29.850
Transbordeurs (2)	2	55.900	—	—	—	2	55.900
Paquebots	1	10.000	3	179.690	35	4	189.690
Pêche	3	2.320	17	6.300	73	20	8.620
Remorqueurs et divers	3	2.755	4	5.200	65	7	7.955
Total (3)	**9**	**70.975**	**25**	**221.040**	**76**	**34**	**292.015**

(1) Cf. note 3 du tableau 8. — (2) Car-ferries (ancienne terminologie). — (3) Non compris les navires de guerre produits par les grands chantiers.

TABLEAU K.07-10

Livraisons de navires par les chantiers de construction navale
(Navires civils de 100 TJB/TB et plus)

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire. Sous-direction des Chantiers navals

Unités : Tonneau de jauge brute (TJB) jusqu'en 1983, Tonneau brut (TB) à partir de 1984 (1)

Types de navires	1983		1984		1985		1986		1987		1988	
	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage
Transbordeurs (2) et navires à passagers	6	79.168	3	80.036	—	—	2	16.830	4	93.000	2	5.530
Cargos (porte-conteneurs, de ligne)	2	38.500	6	116.000	4	126.200	2	46.560	3	90.000	—	—
Pétroliers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transporteurs de produits pétroliers	3	60.000	—	—	—	—	2	37.920	—	—	—	—
Transports de gaz et de produits chimiques	5	107.000	4	81.200	2	56.200	3	72.110	1	16.000	—	—
Navires de pêche	10	5.847	2	1.400	3	1.780	5	2.540	6	2.000	1	1.000
Remorqueurs et divers (3)	14	16.870	11	11.730	5	1.940	6	8.710	2	4.000	1	5.485
Ensemble (3)	**40**	**307.385**	**26**	**290.366**	**14**	**186.120**	**20**	**184.670**	**16**	**205.000**	(4)**4**	(4)**12.015**

(1) Voir notes 2 et 3 du tableau 8. — (2) Car-ferries (ancienne terminologie). — (3) Non compris les navires de guerre. — (4) Ces chiffres sont en forte diminution compte tenu en particulier de la durée de construction des paquebots. Les livraisons prévues en 1989 sont : 167 milliers de TB (22 navires).

TABLEAU K.07-11

Construction aéronautique : effectifs et ventes de la branche

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *branche*] (1)

Activité		Effectif employé (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)
Numéro de la NAP	Intitulé		
3301	Construction de cellules d'aéronefs	44.570	33.375
3302	Fabrication de propulseurs d'aéronefs et d'équipements de propulseurs	21.393	12.756
3303 et 3304	Fabrication d'équipements spécifiques pour les aéronefs et construction d'engins et lanceurs spatiaux	39.413	27.325
	Ensemble	**105.376**	**73.456**

(1) Voir note (1) du tableau 6.

TABLEAU K.07-12

Construction aéronautique : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement (1)

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire. Enquête annuelle d'entreprise [résultats *secteur d'établissement*] (2)

Activité		Effectif employé (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Numéro de la NAP	Intitulé			
3301	Construction de cellules d'aéronefs	44.909	7.472	1.387
3302	Fabrication de propulseurs d'aéronefs et d'équipements de propulseurs	25.188	3.823	894
3303 et 3304	Fabrication d'équipements spécifiques pour les aéronefs et construction d'engins et lanceurs spatiaux	40.992	6.603	1.203
	Ensemble	**111.089**	**17.898**	**3.484**

(1) Établissements appartenant à des entreprises de 20 salariés et plus. — (2) Voir note (2) du tableau 2.

TABLEAU K.07-13

Production de la construction aéronautique

Source : Ministère de la Défense. Délégation générale pour l'armement (Direction technique des constructions aéronautiques)

Numéro de la NAP	Branche de fabrication	Unité	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
3301	CELLULES :									
	Planeurs et avions légers	Nombre.....	696	590	432	310	238	260	245	219
		Masse (en tonnes).....	409	353	245	170	120	140	137	111
	Avions bimoteurs d'affaires ou de liaison	Nombre.....	45	63	82	71	44	25	20	22
		Masse (en tonnes).....	274	437	619	578	569	201	172	197
	Avions court et moyen courrier..	Nombre.....	27	39	41	53	51	48	42	55
		Masse (en tonnes).....	1.953	2.820	3.239	4.147	3.821	3.560	3.110	1.949
	Hélicoptères.....	Nombre.....	402	424	374	493	408	323	220	207
		Masse (en tonnes).....	520	702	552	719	597	472	379	366
	Autres aéronefs	Nombre.....	165	253	240	282	190	136	131	83
		Masse (en tonnes).....	907	1.376	1.414	1.413	1.172	994	939	625
	Total.....	**Nombre**.....	**1.335**	**1.369**	**1.169**	**1.209**	**931**	**792**	**658**	**586**
		Masse (en tonnes).....	**4.062**	**5.688**	**6.069**	**7.027**	**6.279**	**6.568**	**4.737**	**3.248**
3302	MOTEURS	Nombre.....	434	359	550	496	453	338	(2) ■ 280	393
		Puissance (en mégawatts) ..	386	298	555	456	410	348	(2) ■ 244	287
	RÉACTEURS.....	Nombre.....	534	519	517	479	621	591	(2) ■ 520	712
		Poussée [en kilonewtons] (1).....	13.286	13.021	14.014	24.489	32.093	37.049	(2) ■ 46.035	64.917

N.B. — Pour les cellules, les masses prises en considération sont les masses à vide équipées.

(1) À partir de 1982, l'évolution des chiffres de poussée des réacteurs est liée aux sorties du modèle CFM 56. — (2) À partir de 1985, un certain nombre de petits programmes ne sont plus pris en compte. L'incidence de cette omission est sensible sur le nombre de moteurs et de réacteurs, mais négligeable sur la puissance et la poussée globales de ceux-ci.

TABLEAU K.07-14 A

Commerce extérieur de la branche aéronautique : aéronefs civils

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Catégorie	N° NGP	Quantité (nombre)				Valeur (million de francs)			
		1985	1986	1987	1988	1985	1986	1987	1988
IMPORTATIONS (CAF)									
Hélicoptères de poids :									
⩽ 2.000 kg	88.02.11.10.0	19	41	74	95	17,0	33,9	88,7	131,3
> 2.000 kg	88.02.12.10.0	4	2	16	14	47,0	8,9	107,7	125,0
Avions civils et autres véhicules aériens civils de poids :									
< 2.000 kg	88.02.20.10.0	1.054	219	178	257	22,7	56,4	59,5	88,9
2.000 kg à < 15.000 kg	88.02.30.10.0	49	58	92	153	391,7	437,6	767,2	1.287,5
15.000 kg à ⩽ 35.000 kg	88.02.40.10.1	9	5	12	19	387,4	340,2	571,7	1.273,5
> 35.000 kg.....	88.02.40.10.2	7	8	4	14	932,2	2.234,4	484,2	2.378,0
EXPORTATIONS (FAB)									
Hélicoptères de poids ⩽ 2.000 kg	88.02.11.10.0	93	135	125	114	410,1	712,0	620,5	523,0
Hélicoptères de poids > 2.000 kg	88.02.12.10.0	45	37	32	40	1.005,8	700,5	605,1	1.061,4
Avions civils et autres véhicules aériens civils de poids :									
< 2.000 kg	88.02.20.10.0	627	383	372	334	128,9	97,3	93,1	87,0
2.000 kg à < 15.000 kg	88.02.30.10.0	52	94	116	162	1.582,6	2.856,7	5.206,9	6.379,2
15.000 kg à ⩽ 35.000 kg	88.02.40.10.1	7	10	1	7	54,0	43,1	16,9	42,3
> 35.000 kg.....	88.02.40.10.2	43	34	34	52	17.364,6	10.338,8	10.717,9	15.249,4

TABLEAU K.07-14 B

Commerce extérieur de la branche aéronautique : propulseurs d'aéronefs civils et leurs équipements

Source : Direction générale des Douanes et des Droits indirects

Catégorie	N° NGP	Quantité (tonne)				Valeur (million de francs)			
		1985	1986	1987	1988	1985	1986	1987	1988
IMPORTATIONS (CAF)									
Moteurs d'aéronefs civils	84.07.10.10.0 et 84.08.90.10.0	93,0	119,8	71,0	99,7	44,6	46,5	32,0	50,7
Parties de ces moteurs	84.09.10.10.0	13,2	15,0	28,6	390,8	17,2	14,8	21,5	93,5
Turboréacteurs de poussée :									
⩽ 44 kN	84.11.11.10.0 et 84.11.12.11.0	211,2	49,6	56,7	113,1	1.693,1	485,6	563,4	365,7
44 kN à ⩽ 132 kN	84.11.12.13.0	6,5	22,9	43,5	103,7	9,1	52,2	151,1	521,4
> 132 kN	84.11.12.19.0	54,2	185,1	248,3	355,2	382,7	1.248,3	1.339,0	2.212,3
Propulseurs à réaction (autre que turboréacteurs)	84.12.10.10.0	0,1	6,4	—	3,1	0,1	1,2	7,2	6,0
Turbopropulseurs de puissance :									
⩽ 3.730 kW	84.11.21.10.0 et 84.11.22.11.0	24,7	50,0	49,9	75,6	149,0	234,3	245,6	389,4
> 3.730 kW	84.11.22.19.0	3,4	3,1	1,0	5,4	7,8	5,7	1,5	34,9
EXPORTATIONS (FAB)									
Moteurs d'aéronefs civils	84.07.10.10.0 et 84.08.90.10.0	45,2	81,0	25,9	110,2	6,0	7,2	9,5	30,1
Parties de ces moteurs	84.09.10.10.0	12,1	5,0	14,2	59,7	7,6	8,4	10,7	159,6
Turboréacteurs de poussée :									
⩽ 44 kN	84.11.11.10.0 et 84.11.12.11.0	53,9	20,2	39,4	74,3	332,4	150,8	165,8	258,5
44 kN ⩽ 132 kN	84.11.12.13.0	10,1	63,8	288,2	289,4	10,9	342,4	2.031,1	1.718,9
> 132 kN	84.11.12.19.0	390,5	471,0	241,5	185,6	2.992,7	3.260,9	1.336,3	861,0
Propulseurs à réaction (autres que turboréacteurs)	84.12.10.10.0	—	3,0	—	2,8	—	0,4	3,4	2,6
Turboréacteurs de puissance :									
⩽ 3.730 kW	84.11.21.10.0 et 84.11.22.11.0	11,0	7,6	41,4	57,1	90,1	21,0	156,2	286,0
> 3.730 kW	84.11.22.19.0	1,3	4,5	3,9	3,0	0,2	29,4	6,9	16,1

SOURCES DE DOCUMENTATION

MATÉRIEL DE TRANSPORT TERRESTRE.

Organismes professionnels :

— Service intersyndical d'enquêtes professionnelles et de statistiques de l'automobile, du cycle et du motocycle (SIEPAC), 112-114, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine Cedex.
Tél. : (1) 46 37 06 36 et (1) 46 37 14 76;

— Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles, 2, rue de Presbourg, 75008 Paris. Tél. : (1) 47 23 54 05;

— Bureau intersyndical des constructeurs et réparateurs de matériel roulant de chemin de fer, 12, rue Bixio, 75007 Paris.
Tél. : (1) 45 56 13 53 et (1) 47 05 84 62;

— Fédération des industries d'équipements de véhicules, 112-114, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.
Tél. : (1) 46 37 06 36.

Publications spécialisées :

— Fascicule « Industries mécaniques » de l'enquête annuelle d'entreprise du ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire;

— Construction automobile : 3 années de forte croissance, *INSEE Première*, n° 21, juin 1989;

— *Les entreprises à l'épreuve des années 80. Étude du système productif français*, INSEE, août 1989, 334 pages.

CONSTRUCTION NAVALE.

— Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, Direction générale de l'industrie (sous-direction des chantiers navals), 32, rue Guersant, 75017 Paris;

— Chambre syndicale des constructeurs de navires, 47, rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : (1) 45 61 99 11.

Publications spécialisées :

— Traits fondamentaux du système industriel français. Résultats de l'enquête annuelle d'entreprise. Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, Direction générale de l'industrie (SESSI);

— Fascicule sectoriel « Construction navale » de l'enquête annuelle d'entreprise « Industrie » (INSEE);

— « Statistiques de construction navale » (annuel) du ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer (marine marchande);

— « Statistiques maritimes françaises » (annuel), du ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer (marine marchande), Direction de la flotte de commerce et de l'équipement naval.

CONSTRUCTION AÉRONAUTIQUE.

Ministère de tutelle et organisme professionnel :

— Ministère de la Défense, délégation générale pour l'armement (Service de la production aéronautique);

— Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS), 4, rue Galilée, 75116 Paris. Tél. : (1) 47 23 55 56.

Publications spécialisées :

— Fascicule sectoriel « Construction aéronautique » de l'enquête annuelle d'entreprise « Industrie » (INSEE);

— Rapport de l'assemblée générale ordinaire du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales : « L'industrie aéronautique et spatiale » (annuel).

Chapitre K.08

Textiles et cuirs

1. Fils et fibres artificiels et synthétiques (NAP classe 43)
2. Industrie textile (NAP classe 44)
3. Habillement (NAP classe 47)
4. Industrie du cuir et de la chaussure (NAP classes 45, 46)

1. Fils et fibres artificiels et synthétiques
(tableaux 1 à 3)

La consommation de fils et fibres artificiels et synthétiques progresse très rapidement dans toutes les industries textiles, se substituant aux fibres naturelles.

Ces fils et fibres chimiques sont obtenus en transformant la matière première en matière filable qui, en passant à travers une filière, donne des filaments utilisables pour les différents emplois textiles.

Les *textiles artificiels* utilisent la cellulose naturelle (linters ou pâtes de bois). On distingue les *viscoses* (rayonne haute ténacité, fibranne) obtenues en régénérant la cellulose initiale par un procédé à la soude et au sulfure de carbone et les *acétates et triacétates* (cellulose traitée par l'anhydride acétique). L'emploi de la rayonne haute ténacité progresse dans la bonneterie et les draps de lit du fait de sa grande résistance au lavage.

A ces deux familles on peut adjoindre les fils et fibres polynosiques qui se distinguent par leur haut module d'élasticité.

Les *textiles synthétiques* résultent de synthèses chimiques à partir de matières premières pétrochimiques.

Par polymérisation ou condensation de ces éléments, on obtient une substance qui, pressée à l'état fondu ou dissoute dans un solvant approprié, passe au travers des orifices d'une filière pour être ensuite solidifiée par refroidissement, évaporation du solvant ou précipitation. Les filaments acquis de la sorte peuvent être étirés jusqu'à trois ou quatre fois leur longueur primitive.

On distingue les *acryliques* à base d'acrylonitrile, les *chlorofibres* à base de polychlorure de vinyle, *les polyamides* obtenus à partir de phénol ou d'huile de ricin (rilsan), les *polyesters* à base de paraxylène et enfin les *polyoléfines* à base de polypropylène et de polyéthylène dont l'emploi se développe en corderie, ficellerie et sacherie.

D'une manière générale, les fils continus, artificiels ou synthétiques, sont utilisés pour les tissages, la bonneterie, ou sont dirigés vers l'industrie du moulinage. Quant aux fibres discontinues, artificielles ou synthétiques, présentant des brins de longueur réduite, elles sont orientées vers le peignage des industries lainières ou vers les filatures des industries cotonnières.

Le tableau 3 qui fournit les quantités et les valeurs du commerce extérieur de certains produits (fibres discontinues et fils continus artificiels ou synthétiques) et qui est élaboré à partir des statistiques de la Direction générale des douanes et droits indirects fait l'objet, à compter de 1988, d'un changement de nomenclature.

2. Industrie textile
(tableaux 4 à 7)

A l'origine, l'industrie textile se définissait par la matière première utilisée dont la nature conditionnait les techniques, le matériel d'équipement et, bien sûr, les produits.

Dès la découverte des textiles artificiels et synthétiques, un bouleversement total des structures traditionnelles s'est opéré. Si l'on a d'abord assisté à une lutte de substitution entre les fibres naturelles et les fibres chimiques, on constate maintenant que cette rivalité a cédé le pas à une fusion étroite.

Le mélange fibre naturelle-fibre chimique est de rigueur, et rares sont les textiles fabriqués intégralement en matière première naturelle. Le libellé « tissu de laine » doit s'interpréter « tissu à prédominance laine ».

Du reste, ces transformations techniques vont de pair avec des mutations au niveau des entreprises : les groupes purement cotonniers ou lainiers n'existent plus. Ils sont supplantés par des groupes intertextiles dont l'envergure ne fait que croître. Ce mouvement a été accéléré par une politique de restructuration du secteur incitant les entreprises à se regrouper, soit en fonction d'un stade de fabrication identique (intégration horizontale), soit en fonction d'activités complémentaires (intégration verticale).

21. Matières premières textiles naturelles

Les matières premières textiles naturelles appartiennent à la branche « agriculture ». Il a paru plus simple pour le lecteur de les étudier dans le présent chapitre. Elles proviennent essentiellement de deux origines. Certaines d'entre elles (la laine et le lin) sont produites pour partie par l'agriculture française. Pour d'autres (le coton et le jute), l'importation est l'unique source d'approvisionnement.

Ces matières premières subissent toutes une première préparation dont le but essentiel est de débarrasser le produit brut d'une majeure partie de ses impuretés. Ces activités de première préparation qui appartiennent à la branche textile (lavage, carbonisage, peignage de la laine, rouissage du lin, ...) sont incluses dans les sous-branches « préparation » lorsqu'elles se distinguent nettement de la filature. Dans le cas contraire, elles appartiennent à la branche « fils et filés » : cardage de la laine, peignage du coton.

Le cardage a pour effet de démêler les fibres et de les paralléliser. Celles-ci se présentent alors sous une forme de voiles (nattes) ou de rubans.

Le peignage achève la parallélisation des fibres et sépare les fibres trop courtes (blousses) qui seront utilisées dans le circuit cardé.

211. La laine brute

La *laine brute* se présente sous deux formes :

— *la laine en suint* dénommée aussi « laine vivante », obtenue par la tonte de l'animal sur pied. Ce produit encore imprégné de suint et d'autres substances grasses a l'aspect de toison. Il subit un lavage à fond et est éventuellement carbonisé;

— *les peaux lainées* proviennent de la récupération des peaux de moutons abattus. Elles sont traitées par délainage ou lavage à dos. De cette opération de délainage résultent aussi les cuirots (cf. paragraphe 41 sur les « cuirots et peaux brutes »).

212. Le coton

Le coton est une fibre d'origine végétale constituée par les duvets à poils fins contenus dans les fruits du cotonnier.

La matière première, exclusivement importée, subit des opérations de cardage et de peignage; mais ces premières préparations sont intégrées aux filatures.

213. Les autres matières premières naturelles

Elles sont, soit importées : comme le jute, les cocons secs, les bourrettes de soie, soit produites par la branche « agriculture » : tels le lin et le chanvre. Seul le rouissage et le teillage du lin, du chanvre et d'autres plantes textiles appartiennent à la branche « textile ».

L'industrie de l'effilochage est incluse dans la sous-branche « préparation de la laine ».

22. Première transformation

Il s'agit essentiellement de la filature. On distingue :

— *les fils de laine cardée,* obtenus par filage des mèches cardées; ils se composent de fibres non parfaitement parallèles, soit courtes, soit mêlées à des fibres longues. ces fils sont le plus souvent enroulés sur des bobines ou des cônes;

— *les fils de laine peignée,* qui résultent du filage des mèches de laine ayant subi le peignage. Leur aspect est régulier et lisse. Ils ne sont constitués que de fibres longues, fibres courtes et nœuds ayant été éliminés lors du peignage;

— *les fils de coton* proviennent du filage des mèches de coton. Il est nécessaire de rappeler que les opérations de cardage et de peignage se situent au stade de la filature;

— *les fils de lin, de ramie et de chanvre :* il est bon de spécifier que les fils conditionnés pour la vente sont rangés dans une rubrique particulière intitulée « produits de la filterie ». Les fils artificiels et synthétiques sont préalablement traités par le moulinage;

— *les fils moulinés :* l'industrie du moulinage appartient à la soierie. Après le déclin de l'industrie de la soie, les mouliniers-façonniers traditionnels se reconvertirent quand apparurent les fils continus artificiels et synthétiques.

Cette activité englobe plusieurs sortes d'ouvraison, de texturation, visant à fournir aux fils des qualités de gonflage, de résistance, de crêpage, ... Les bourres et bourrettes de soie sont incluses dans cette sous-branche.

23. Deuxième transformation

Cette appellation désigne l'industrie du tissage, transformatrice des fils et filés par la technique « chaîne et trame ». L'industrie du tissage utilise également des fibres non filées pour la fabrication des feutres, des non-tissés ou des ouates.

Les principaux produits issus des tissages sont :

— *les tissus de coton, lin et chanvre* et les articles simplement ourlés. Les mélanges lin-coton sont fréquents et constituent ce que l'on appelle les tissus métis. La fabrication des articles simplement ourlés (draps, mouchoirs) est généralement intégrée au tissage;

— *les tissus et couvertures* contenant de la laine;

— *les tapis :* sont également comprises les moquettes (tissées, aiguilletées, ...);

— *les produits de l'industrie du jute et fibres dures :* la filature et le tissage appartiennent à la même sous-branche, y compris la transformation par simple ourlage (sacs, ...);

— *les tissus et rubans de soie et de textiles artificiels et synthétiques;*

— *les feutres* et les non-tissés;

— *les dentelles,* tulles, broderies, guipures, textiles élastiques, ouates et pansements;

— *les produits de la ficellerie, corderie* (y compris les filets).

24. Finition

Les teintures, apprêts et impressions : l'évolution technique ayant permis de passer du procédé « chaîne et trame » aux autres étoffes tend à restreindre les opérations d'« ennoblissement » traditionnelles. Ce phénomène n'implique pourtant pas une baisse d'activité dans ce domaine, des opérations nouvelles progressant : certains apprêts spéciaux, tel l'ignifugation par exemple. Cette activité peut s'appliquer à tous les stades d'élaboration : peignage, filature, tissage, bonneterie.

L'enduction : le procédé consiste en application sur tout tissu d'un revêtement de plastique ou autres. Cette méthode s'applique plus particulièrement à la confection de revêtements. Les tissus enduits de caoutchouc appartiennent à la branche « ouvrages en caoutchouc ».

25. Bonneterie

Tributaire non d'une matière mais d'une technique, elle se distingue des autres industries textiles par un procédé de fabrication propre : l'enchevêtrement des mailles par bouclage de fil ou tricotage.

La production de la bonneterie se partage entre :

— *les produits finis :* sous-vêtements; vêtements de dessus (dont les chandails, pull-overs, ...); bas, collants; chaussettes; layettes tricotées; gants, coiffures, ...;

— *les étoffes* qui sont ensuite coupées et cousues et qui servent aux industries de finition, notamment à l'habillement.

Le tableau 7 qui fournit les quantités et les valeurs du commerce extérieur des matières textiles et qui est élaboré à partir des statistiques de la Direction générale des douanes et droits indirects, fait l'objet à compter de 1988 d'un changement de nomenclature.

3. Habillement
(tableaux 8 à 10)

La branche habillement regroupe la confection de tous les articles d'habillement à partir de tissus, d'étoffes de bonneterie, de cuirs, de pelleteries et de matières plastiques; elle comprend aussi la fabrication des accessoires du vêtement (parapluies, chapellerie, ...).

Malgré l'effort de regroupement entrepris, surtout dans la confection, les industries de l'habillement demeurent très dispersées et conservent, à l'exception de quelques grandes sociétés, leur caractère familial et artisanal.

Quelques branches ont, d'ores et déjà, profité des progrès techniques réalisés depuis quelques décennies : les industries de la chemiserie et du vêtement masculin sont fortement automatisées. L'habillement reste cependant une industrie de main-d'œuvre, ce qui rend cette branche très sensible à la concurrence des pays à bas salaires.

Les industries de l'habillement se décomposent de la façon suivante :

Vêtements masculins. Vêtements de dessus, y compris ceux de cuir.

Vêtements féminins comprenant les vêtements de dessus.

Vêtements pour enfants.

Produits de l'habillement sur mesure : pyjamas, blouses, tabliers, ...

Chemiserie-lingerie (masculine et féminine).

Vêtements en matières plastiques.

Corsets, gaines et soutiens-gorges.

Chapellerie pour hommes et femmes.

Accessoires de l'habillement, écharpes, cravates.

Pelleteries et fourrures. Sous-branche comprenant également l'apprêt, le lustrage et la teinture des peaux mais excluant les étoffes imitation fourrure (bonneterie) et les articles en étoffes imitation fourrure (classés dans les autres branches de l'habillement).

4. Industrie du cuir et de la chaussure
(tableaux 11 à 16)

La branche comprend les activités du tannage, du corroyage, la fabrication d'agglomérés, le finissage des cuirs ainsi que la fabrication d'articles finis en cuir ou similaire (chaussures, maroquinerie, bourrellerie, ...). Cependant la confection des vêtements en cuir et pelleteries est regroupée avec l'habillement, la fabrication de ballons en cuir avec les articles de sport, la reliure avec l'édition.

Les cuirots et peaux brutes sont classés avec l'agriculture; cependant il a paru plus simple pour le lecteur de les rassembler dans le présent chapitre.

41. Cuirots et peaux brutes

Cette branche regroupe la collecte des cuirots et peaux brutes. Les peaux utilisées sont des peaux de bovins,

d'ovins, de caprins, d'équidés, de porcins, ainsi que celles de sauriens, de poissons (raies et squales) et d'animaux marins (phoques et morses). Elles sont mises en vente par l'intermédiaire de « vendeurs-publics » ou de « négociants-collecteurs » qui s'occupent aussi d'un certain nombre d'opérations de conservation telles la salaison, le crouponnage (découpage des peaux en forme régulière). Mais l'activité essentielle de la branche relève en fait du négoce.

42. Cuirs et peaux ouvrés

Cette branche inclut les activités de tannerie et de mégisserie des cuirs et peaux.

La tannerie-mégisserie s'entend du moment de la « mise à l'eau » jusqu'à la vente aux utilisateurs (fabricants de chaussures, ...).

La tannerie traite des peaux de bovins, veaux, équidés, caprins et reptiles.

Avant le tannage, les peaux sont soumises à des opérations préparatoires (travail de rivière), opérations consistant à les tremper dans des eaux alcalines afin de les débarrasser du sel et de les assouplir (trempe ou reverdissage), à les épiler et à éliminer les chaux, pour enfin passer au rinçage.

Pour le traitement des peaux, on utilise des tanins d'origine végétale dont les principaux sont l'écorce de chêne, le bois de châtaignier, d'origine métropolitaine, et des extraits de mimosa, de québracho (importation), et également des tanins d'origine minérale qui sont essentiellement des sels de chrome et des huiles.

Le tannage empêche la décomposition des peaux et augmente leur résistance et leur imperméabilité.

Les cuirs issus du tannage proprement dit sont dénommés « cuirs en croûte ». Ils subissent alors les dernières opérations de « corroyage », teinture, graissage, etc.

La mégisserie consiste à préparer par tannage à l'alun des peaux très souples, le plus souvent destinées à la ganterie.

Ce procédé est utilisé aujourd'hui pour les peaux de chèvres, de moutons, d'agneaux et de chevreaux.

43. Articles en cuir

La branche fabrique des articles finis en cuir et assimilés (sauf les vêtements) à partir des cuirs ouvrés. On distingue :

— les *articles de maroquinerie :* fabrication de sacs à main, serviettes, ceintures, sacs à dos, articles de voyage et de gainerie. Cette sous-branche se compose de petites entreprises souvent à caractère artisanal, bien adaptées à la création et à la production d'articles de mode;

— les *articles de ganterie* incluant les articles de cuir et de peau ainsi que les gants de travail en toutes matières, à l'exclusion des articles moulés;

— les *articles de sellerie, de bourrellerie et autres articles industriels en cuir.*

44. Articles chaussants

Cette sous-branche comprend les chaussures, sandales, bottes en cuir et les pantoufles et espadrilles à semelles de caoutchouc ou plastique et plus généralement non cordées, mais également les articles chaussants en caoutchouc et matières plastiques quel que soit leur usage (ville, sport, travail) et quelle que soit la technique de fabrication (couture, soudure, moulage, ...).

* * *

TABLEAU K.08-1

Fils et fibres artificiels et synthétiques : effectifs et ventes de la branche

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *branche*] (1)

Activité		Effectif employé (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)
Numéro de la NAP	Intitulé		
4301 et 4302	Industrie des fils et fibres artificiels et synthétiques	5.303	3.829

(1) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire G.03.

TABLEAU K.08-2

Fils et fibres artificiels et synthétiques : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement (1)

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *secteur d'établissement*] (2)

Numéro de la NAP	Activité — Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
4301 et 4302	Industrie des fils et fibres artificiels et synthétiques.....	5.711	760	229

(1) Établissements appartenant à des entreprises de 20 salariés et plus. — (2) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chapitre G.03.

TABLEAU K.08-3

Fils et fibres textiles artificiels et synthétiques : commerce extérieur de la branche

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Numéro de la NAP	Produits	Quantités (millier de tonnes) 1986	1987	1988	Valeurs (million de francs) 1986	1987	1988
	IMPORTATIONS (CAF)						
4301	Fibres discontinues et fils continus artificiels	73,7	46,4	56,1	949,1	955,7	1.057,6
	dont CEE	49,8	29,9	34,7	672,2	734,7	784,2
4302	Fibres discontinues et fils continus synthétiques.....	161,1	166,4	73,3	3.062,4	3.011,5	2.949,1
	dont CEE	135,6	134,2	59,2	2.587,1	2.466,5	2.360,3
	EXPORTATIONS (FAB)						
4301	Fibres discontinues et fils continus artificiels	44,1	26,5	17,5	421,9	466,2	439,7
	dont CEE	32,0	14,0	13,6	290,1	305,8	360,9
4302	Fibres discontinues et fils continus synthétiques.....	70,8	69,0	37,5	1.308,7	1.139,7	1.063,3
	dont CEE	54,0	49,6	27,2	988,1	846,4	775,0

TABLEAU K.08-4

Textile : effectifs et ventes de la branche

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats « *branche* »] (1)

Activité — Numéro de la NAP	Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)
	Industrie du coton, de la laine et de la soierie	102.597	55.294
4410	Préparation et commerce de la laine, délainage (y compris les chargeurs)	4.286	7.357
4411	Préparation de lin, chanvre et d'autres plantes textiles	1.350	701
4412	Filterie	1.702	1.496
4413	Filature de lin et de chanvre	1.678	596
4414	Filature de l'industrie cotonnière	13.422	3.960
4415	Filature de l'industrie lainière (cycle cardé)	2.443	842
4416	Filature de l'industrie lainière (cycle peigné)	11.823	5.715
4417	Moulinage et texturation de la soie et des textiles artificiels et synthétiques	4.840	2.081
4418	Teintures, apprêts et impressions	20.937	8.006
4430	Tissage des industries cotonnières et linières	22 660	13.260
4431	Tissage de l'industrie lainière	7.701	4.120
4432	Tissage de soierie	9.755	7.160
	Bonneterie	65.942	24.766
4420	Fabrication d'étoffes à mailles	5.128	3.603
4421	Fabrication de chandails, pull-overs, polos, gilets, etc., en bonneterie	16.718	6.172
4422	Fabrication d'autres vêtements de dessus de bonneterie	11.396	4.930
4423	Fabrication de sous-vêtements de bonneterie	16.487	4.812
4424	Fabrication d'articles chaussants de bonneterie	14.565	4.870
4425	Fabrication d'autres articles de bonneterie (autres qu'articles chaussants, vêtements de dessous et de dessus, y compris gants, chapeaux, bérets)	1.648	379
	Autres activités textiles	33.529	17.591
4433	Industrie du jute (filature et tissage)	983	402
4434	Fabrication de tapis	3.875	3.010
4435	Fabrication de feutre	2.054	774
4436	Fabrication d'étoffes non tissées ni tricotées	1.800	1.313
4437	Enduction d'étoffes	3.080	2.486
4438	Fabrication de produits textiles élastiques	2.839	1.251
4439	Ficellerie, corderie, fabrication de filets	2.034	977
4440	Ouaterie	3.383	2.164
4441	Fabrication de dentelles, tulles, broderies et guipures	5.103	1.860
4442	Fabrication de rubans, tresses, passementeries et articles textiles divers	8.378	3.354
	Ensemble	**202.068**	**97.651**

(1) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chap. G.03.

TABLEAU K.08-5

Textile : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement (1)

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *secteur d'établissement*] (2)

Activité		Effectif employé (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Numéro de la NAP	Intitulé			
	Industrie du coton, de la laine et de la soierie	100.801	9.039	2.281
4410	Préparation et commerce de la laine, délainage (y compris les chargeurs)	4.199	388	119
4411	Préparation de lin, chanvre et d'autres plantes textiles	1.130	99	42
4412	Filterie	1.269	149	23
4413	Filature de lin et de chanvre	1.664	135	27
4414	Filature de l'industrie cotonnière	13.769	1.170	263
4415	Filature de l'industrie lainière (cycle cardé)	2.150	165	22
4416	Filature de l'industrie lainière (cycle peigné)	12.081	1.051	191
4417	Moulinage et texturation de la soie et des textiles artificiels et synthétiques	4.612	370	123
4418	Teintures, apprêts et impressions	19.061	1.803	560
4430	Tissage des industries cotonnières et linières	23.109	2.004	501
4431	Tissage de l'industrie lainière	8.128	714	133
4432	Tissage de soierie	9.629	991	277
	Bonneterie	63.284	5.111	729
4420	Fabrication d'étoffes à mailles	4.135	395	102
4421	Fabrication de chandails, pull-overs, polos, gilets, etc., en bonneterie	14.383	1.037	106
4422	Fabrication d'autres vêtements de dessus de bonneterie	12.710	1.060	112
4423	Fabrication de sous-vêtements de bonneterie	16.269	1.312	143
4424	Fabrication d'articles chaussants de bonneterie	14.235	1.190	251
4425	Fabrication d'autres articles de bonneterie (autres que articles chaussants, vêtements de dessous et de dessus, y compris gants, chapeaux, bérets)	1.552	117	15
	Autres activités textiles	32.021	3.080	674
4433	Industrie de jute (filature et tissage)	859	68	9
4434	Fabrication de tapis	3.869	424	181
4435	Fabrication de feutre	2.432	211	56
4436	Fabrication d'étoffes non tissées ni tricotées	1.637	172	68
4437	Enduction d'étoffes	2.448	278	47
4438	Fabrication de produits textiles élastiques	2.982	256	51
4439	Ficellerie, corderie, fabrication de filets	2.128	176	28
4440	Ouaterie	3.933	371	93
4441	Fabrication de dentelles, tulles, broderies et guipures	4.664	458	58
4442	Fabrication de rubans, tresses, passementeries et articles textiles divers	7.069	666	83
	Ensemble	**196.106**	**17.230**	**3.684**

(1) Établissements appartenant à des entreprises de 20 salariés et plus. — (2) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chapitre G.03.

TABLEAU K.08-6

Textiles : production de la branche

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Organismes professionnels

Numéro de la NAP	Produit	Unité	1983	,1984	1985	*r* 1986	*r* 1987	1988
4410	LAINE PRÉPARÉE :							
»	Laine peignée	Tonne	55.204	59.189	65.973	67.092	62.721	67.077
»	Blousses, déchets effilochés	»	7.965	7.911	6.728	7.170	8.095	7.692
4412	FILS À COUDRE	»	7.645	7.360	6.756	6.465	6.390	...
4413	FILÉS DE L'INDUSTRIE LINIÈRE	»	8.539	8.852	7.731	5.865	6.672	7.125
4414	FILÉS DE L'INDUSTRIE COTONNIÈRE (1)	»	198.624	201.148	194.888	193.074	196.476	191.527
4415 et 4416	FILÉS DE L'INDUSTRIE LAINIÈRE	»	115.741	113.644	111.566	97.547	87.570	76.034
4417	FILS DE TEXTILES ARTIFICIELS OU SYNTHÉTIQUES; FILS DE SOIE	»	34.124	33.507	27.830	29.703	30.264	33.380
4418	PRODUITS DES TEINTURES, APPRÊTS ET IMPRESSIONS (2) :							
	Produits traités	»	385.623	394.344	389.676	371.748	353.880	...
	Gravure	Nombre de dessins	75.398	78.459	86.832	86.949	72.180	...
	dont : Dessins sur cadre	»	71.253	77.180	85.920	86.391	71.880	...
4420	ÉTOFFES À MAILLES (3)	Tonne	41.754	41.930	51.048	42.104	...	...
4421	CHANDAILS, PULL-OVERS, POLOS, GILETS, ETC., EN BONNETERIE	Millier de pièces	41.643	41.467	39.732	35.994	37.765	...
4422	AUTRES VÊTEMENTS DE DESSUS, EN BONNETERIE	»	39.946	38.081	37.728	32.265	30.634	...
4423	SOUS-VÊTEMENTS DE BONNETERIE	»	220.017	211.473	202.171	205.690	194.367	...
	dont : Layette	»	22.232	22.066	21.163	19.856	21.235	...
4424	ARTICLES CHAUSSANTS DE BONNETERIE :							
	Bas	Millier de paires	9.313	8.691	8.371	18.447	22.252	...
	Baslips (4)	Millier de pièces	286.488	320.468	307.463	274.223	293.369	...
	Mi-bas, chaussettes	Millier de paires	207.177	205.840	227.436	188.950	209.335	...
4425	AUTRES ARTICLES DE BONNETERIE :							
	Coiffures	Millier de pièces	6.992	6.968	6.885	5.938	5.079	...
	Gants	Millier de paires	2.061	2.200	3.698	3.580	2.747	...
	Articles divers	Millier de pièces	3.393	4.525	2.840	1.752	1.238	...
4430	OUVRAGES TISSÉS DES INDUSTRIES COTONNIÈRES ET LINIÈRES	Million de m^2	952.232	943.356	882.622	859.030	839.385	...
	Livraisons des tissages de coton	Millier de tonnes	213.875	211.545	194.382	188.993	188.806	178.974
	dont pour :							
	Vêtements	Tonne	87.430	88.040	79.494	75.639	65.735	61.830
	Linge de maison	»	57.203	54.143	50.699	50.372	52.059	52.821
	Ameublement	»	13.273	13.577	12.591	12.269	26.908	25.613
	Usage technique et industriel	»	22.137	21.804	19.256	19.386	18.025	14.586
4431	OUVRAGES TISSÉS DE L'INDUSTRIE LAINIÈRE	»	47.816	47.231	49.709	48.375	42.912	43.471
	dont : Couvertures, molletons, langes	»	14.578	12.170	*r* 5.585	5.236	5.037	5.083
	Tissus pour habillement	Millier de m^2	64.534	69.523	77.748	73.378	63.996	64.643
	Tissus pour chaussures et pantoufles	»	1.557	1.770	4.297	4.126	3.581	3.291
	Wassingues	Tonne	3.864	3.277	3.323	3.273	3.525	3.516
	Tissus pour ameublement	Millier de m^2	3.311	3.239	2.742	2.741	2.530	3.587
4432	OUVRAGES TISSÉS DE L'INDUSTRIE DE LA SOIERIE	Tonne	52.219	57.201	60.688	65.349	66.803	73.329
	Livraisons des tissages de soieries :							
	Tissus écrus	Millier de m^2	66.328	71.290	79.762	82.815	97.737	73.104
	Autres tissus	»	413.487	431.613	432.898	434.762	446.283	479.848
	Velours et peluches	»	1.877	1.369	820	990	1.188	1.211
4434	FABRICATION DE TAPIS :							
	Tapis de l'industrie lainière	Millier de m^2	48.580	47.703	50.227	48.045	48.526	62.057
	dont : Tapis aiguilletés, nappés ou floqués	»	24.316	24.103	26.425	25.854	25.500	26.925
	Tapis touffetés	»	23.336	22.764	23.220	21.657	22.524	32.690
4435	FABRICATION DE FEUTRES	Tonne	19.910	20.791	22.273	22.770	22.395	*c*
4437	PRODUITS DE L'ENDUCTION :							
	Tissus enduits de plastiques	Millier de m^2	66.891	62.886	61.236	64.122	67.887	...
	Revêtements vinyliques	»	22.660	27.077	25.991	30.328	30.743	...
4439	PRODUITS DE LA FICELLERIE, CORDERIE FILÉS	Tonne	45.436	49.053	*c*	41.667	34.937	...
4440	PRODUITS DE LA OUATERIE :							
	Production de cotons	Tonne	14.381	14.830	13.472	14.715	14.341	15.776
	dont : Usage médico-chirurgical et hygiène	»	13.887	14.557	13.265	14.514	14.221	15.668
	Production d'ouates industrielles	»	4.187	3.967	3.199	3.042	2.872	2.859
	Livraisons :							
	Tissus à pansements	Millier de m^2	194.097	175.079	178.565	169.351	...	...
	soit : Tissus en pièces	»	25.731	22.401	21.508	22.916	...	...
	Pansements conditionnés	»	168.366	152.678	157.057	146.435	...	...

(1) Les filés de l'industrie cotonnière comprennent les filés de textiles artificiels et synthétiques des filatures de lin. — (2) Y compris la production des ateliers intégrés. — (3) Exclusivement les étoffes vendues en l'état. — (4) Les collants en textile synthétique sont comptés avec les baslips.

TABLEAU K.08-7

Textiles : commerce extérieur des matières textiles

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Matières	N° du SH	Quantités (millier de tonnes)			Valeurs (million de francs)		
		1986	*r* 1987	*p* 1988	1986	*r* 1987	*p* 1988
IMPORTATIONS (CAF)							
Jute (jute brut, étoupes, déchets)	53.03	4,1	4,1	3,8	10,6	10,5	11,0
Sisal (y compris déchets et effilochés)	53.04	*r* 17,2	13,2	15,8	52,8	34,3	44,5
Lin (lin brut, teillé, roui, peigné, déchets)	53.01	23,8	21,6	11,5	117,0	134,4	134,2
Coton non filé	52.01 au 52.03 et 14.04.20	202,0	216,3	178,7	1.348,5	1.516,2	1.464,9
soit : Coton en masse, cardé, peigné	52.01 et 52.03	162,4	178,2	141,7	1.160,7	1.347,2	1.272,0
Linthers (fibres très courtes)	14.04.20	11,4	11,1	12,7	73,0	60,0	79,6
Déchets (y compris effilochés)	52.02	28,1	27,1	24,1	114,8	109,0	109,1
Laine	51.01 à 51.05	149,1	139,9	126,4	2.845,1	2.850,6	3.584,3
soit : Laines en masse, déchets, effilochés	51.01 à 51.04	142,2	131,5	120,0	2.550,1	2.494,8	3.232,6
Laines et poils cardés ou peignés	51.05	6,9	8,4	6,4	295,0	355,9	351,7
Verre textile	70.19.10.10 à 51	34,0	43,8	44,8	468,8	554,4	594,2
EXPORTATIONS (FAB)							
Lin (lin brut, teillé, déchets et effilochés)	53.01	120,5	112,3	117,1	578,3	663,8	655,0
Coton non filé	52.01 au 52.03 et 14.04.20	16,0	22,6	24,7	90,5	124,5	143,4
soit : Coton en masse, cardé, peigné	52.01 et 52.03	6,0	10,1	10,5	55,2	86,4	99,5
Linthers effilochés et déchets	14.04.20 et 52.02	10,0	12,4	14,2	35,2	38,0	43,9
Laine	51.01 à 51.05	99,0	110,8	107,0	3.247,1	3.532,5	4.345,9
soit : Laines en masse, déchets effilochés	51.01 à 51.04	44,9	54,8	48,5	946,5	1.223,0	1.203,5
Laine et poils cardés ou peignés	51.05	54,1	56,0	58,5	2.300,6	2.309,5	3.142,3
Verre textile	70.19.10.10 à 51	31,9	40,1	43,7	442,2	525,0	611,9

TABLEAU K.08-8

Habillement : effectifs et ventes de la branche

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats « *branche* »] (1)

Activité — Numéro de la NAP	Activité — Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)
4701 et 4706	Confection de vêtements masculins et en matières plastiques	49.523	14.783
4702	Confection de vêtements féminins	42.979	17.359
4703	Confection de vêtements pour enfants	13.171	4.367
4704	Habillement sur mesure (y compris haute couture, création; non compris habillement sur mesure industrielle)	2.537	586
4705	Confection de chemiserie et lingerie	29.793	8.874
4707	Confection de corsets, gaines et soutiens-gorge	7.917	2.417
4708	Confection de chapellerie pour hommes et femmes	1.359	370
4709	Fabrication d'accessoires divers de l'habillement	5.081	2.193
4710	Fabrication de pelleterie et fourrures	2.260	1.238
	Ensemble	**154.620**	**52.187**

(1) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chap. G.03

TABLEAU K.08-9

Habillement : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement (1)

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *secteur d'établissement*] (2)

Activité — Numéro de la NAP	Activité — Intitulé	Effectif (3) employé (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
4701 et 4706	Confection de vêtements masculins et en matières plastiques...	51.217	3.786	347
4702	Confection de vêtements féminins.....	37.057	3.301	280
4703	Confection de vêtements pour enfants	11.338	865	105
4704	Habillement sur mesure (y compris haute couture, création; non compris habillement sur mesure industrielle).....	2.908	437	98
4705	Confection de chemiserie et lingerie.....	26.038	1.935	142
4707	Confection de corsets, gaines et soutiens-gorge	8.693	698	52
4708	Confection de chapellerie pour hommes et femmes.....	119	91	5
4709	Fabrication d'accessoires divers de l'habillement.....	4.620	467	42
4710	Fabrication de pelleterie et fourrures	1.852	197	13
Ensemble		**144.842**	**11.777**	**1.084**

(1) Établissements appartenant à des entreprises de 20 salariés et plus. — (2) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire G.03. — (3) Voir note (3) tableau 2.

TABLEAU K.08-10

Articles d'habillement : production de la branche

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI) — *Unité* : Millier de pièces

Numéro de la NAP	Articles	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
4701	VÊTEMENTS MASCULINS :							
	Vêtements de dessus :							
	Costumes, complets et ensembles (2 ou 3 pièces).....	2.307	2.082	1.823	1.744	1.447	1.428	1.167
	Vestes seules et blazers	1.925	1.986	1.893	2.288	2.246	2.151	2.275
	Pantalons (sauf vêtements de travail).....	33.672	(1) 31.161	(1) 30.208	(1) 29.382	(1) 30.401	28.189	22.775
	Vêtements administratifs et militaires	●	3.716	4.014	4.683	4.956	3.888	4.208
	Vêtements de sport ou de loisirs :							
	Shorts, bermudas, etc.....	(1) 1.659	(1) 2.202	(1) 1.398	(1) 1.398	(1) 1.372	(1) 1.251	1.055
	Culottes de sport (tennis, football, etc.).....	(1) 943	(1) 1.165	(1) 1.545	(1) 1.220	(1) 1.554	(1) 1.624	2.061
	Blousons et sahariennes	(1) 3.322	(1) 2.950	(1) 2.387	(1) 1.695	(1) 1.749	(1) 1.491	925
	Anoraks et blousons de sport d'hiver	1.495	(1) 1.118	1.021	1.141	1.165	969	753
	Vêtements de pluie	●	1.715	1.640	1.747	1.601	1.685	1.546
	Vêtements de travail, vêtements professionnels et vêtements de protection	18.038	17.024	15.354	14.834	13.915	12.865	11.898
4702	VÊTEMENTS FÉMININS :							
	Vêtements de dessus :							
	Robes.....	12.957	14.330	13.463	12.394	11.855	10.655	9.734
	Jupes	10.154	9.655	9.595	10.534	11.963	12.630	12.812
	Pantalons.....	●	13.301	14.670	15.670	15.021	13.552	11.404
	Vestes seules et blazers	1.992	1.800	1.795	2.162	2.446	2.700	3.491
	Ensembles	2.084	2.002	2.150	2.477	2.712	3.186	3.547
	Manteaux et vêtements similaires	1.890	1.663	1.490	1.472	1.517	1.301	1.082
	Vêtements de sport ou de loisirs :							
	Shorts, bermudas, etc.....	1.189	1.289	1.269	1.082	1.041	884	1.048
	Blousons et sahariennes	779	(1) 775	819	900	811	859	477
	Maillots de bain	●	3.980	3.855	3.515	4.806	4.855	4.014
	Vêtements de pluie	●	1.315	1.032	1.096	1.035	827	808
4703	VÊTEMENTS POUR ENFANTS :							
	Vêtements de dessus :							
	Robes.....	6.469	6.124	5.750	5.302	4.864	(1) 5.308	4.228
	Jupes	(1) 2.700	2.525	(1) 2.736	(1) 3.158	(1) 3.116	(1) 2.575	(1) 2.557
	Pantalons (1)	13.806	13.423	13.262	14.107	15.377	13.681	...
	Vêtements de sport et de loisirs :							
	Maillots de bain	2.011	2.009	2.418	2.847	2.499	2.665	...
	Shorts, bermudas, etc.....	6.087	5.481	(1) 4.773	(1) 4.645	(1) 3.414	(1) 2.121	1.735
	Culottes de sport (tennis, football, etc.).....	1.286	1.344	(1) 722	(1) 1.111	(1) 682	*c*	*c*
	Blousons et sahariennes (1).....	2.009	2.353	2.262	2.021	1.932	1.113	...
	Anoraks et blousons de sport.....	1.932	(1) 1.443	1.571	1.447	1.115	1.541	...

NB — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU K.08-10 *(suite et fin)*

Articles d'habillement : production de la branche

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI) — *Unité* : Millier de pièces

Numéro de la NAP	Articles	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
4705	CHEMISERIE, LINGERIE :							
	Chemiserie, lingerie pour hommes et garçonnets :							
	Chemises pour hommes	25.658	28.347	25.540	27.056	24.856	22.038	18.538
	Chemises pour garçonnets	4.220	4.220	3.848	4.294	4.190	3.407	1.782
	Sous-vêtements	3.803	*c*	*c*	4.870	*c*	*c*	*c*
	Pyjamas et pyjavestes	2.943	2.758	2.433	2.691	2.886	2.635	1.632
	Chemiserie, lingerie pour femmes et fillettes :							
	Chemisiers, tuniques pour femmes	13.844	13.449	11.717	12.374	12.572	10.928	10.478
	Chemisiers, tuniques pour fillettes	4.289	3.927	(1) 3.465	3.863	4.149	3.466	2.837
	Blouses, tabliers non professionnels	6.132	6.825	6.635	5.362	5.215	4.738	4.193
	Blouses et tabliers à usage professionnel	(1) 6.055	6.376	6.194	6.068	6.137	6.322	6.649
	Slips	21.597	20.208	21.265	18.307	19.751	22.508	22.593
	Jupons, combinaisons	4.656	4.003	3.123	3.351	3.952	2.834	...
	Chemises de nuit, nuisettes	9.729	8.925	7.344	5.765	5.260	4.586	3.664
	Pyjamas	1.846	1.662	1.549	1.703	2.040	1.872	1.371
	Robes de chambre, peignoirs	3.180	2.796	2.650	2.686	2.626	2.100	1.883
4707	CORSETS, GAINES ET SOUTIENS-GORGE :							
	Gaines	3.551	3.088	2.923	2.750	2.355	2.187	2.038
	Combinés	934	757	789	747	587	646	678
	Soutiens-gorge	29.785	26.623	25.820	25.902	28.635	28.877	29.079
4709	ACCESSOIRES DIVERS DE L'HABILLEMENT :							
	Parapluies	2.676	2.418	2.256	1.871	1.854	1.986	2.148
	Parasols	810	789	838	1.170	765	753	857
	Cravates, cravates et pochettes assorties	6.513	5.178	5.809	5.884	6.114	7.037	7.375
	Écharpes, foulards	5.565	5.713	6.881	8.020	9.518	9.478	6.565
	Ceintures en tissu	2.385	3.735	4.176	3.912	3.629	3.653	3.816
	Bretelles	1.330	1.686	1.474	1.449	1.357	1.601	2.012
	Gants en tissu	1.049	1.613	2.073	2.255	2.405	1.588	2.108

(1) Production en chaîne et trame uniquement, la production en maille étant confidentielle.

TABLEAU K.08-11

Industrie du cuir et de la chaussure : effectifs et ventes de la branche

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *branche*] (1)

Activité — Numéro de la NAP	Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)
45	Industrie du cuir	23.094	10.010
4511	Tannerie, mégisserie (y compris corroirie, chamoiserie, peaussiers transformateurs)	6.500	4.162
4521	Fabrication d'articles de maroquinerie, d'articles de voyage et de chasse (y compris gainerie)	12.504	4.517
4522	Fabrication de gants	2.503	813
4523	Fabrication d'articles divers en cuir et similaires	1.587	518
46	Industrie de la chaussure	50.532	17.060
4601	Fabrication de chaussures et d'autres articles chaussants (y compris en caoutchouc et en plastique)	50.532	17.060
	Ensemble	**73.626**	**27.070**

(1) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chap. G.03.

TABLEAU K.08-12

Industrie du cuir et de la chaussure : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement (1)

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *secteur d'établissement*] (2)

Activité — Numéro de la NAP	Activité — Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
45	Industrie du cuir	20.864	1.830	214
4511	Tannerie, mégisserie (y compris corroierie, chamoiserie, peaussiers transformateurs)	5.858	534	90
4521	Fabrication d'articles de maroquinerie, d'articles de voyage et de chasse (y compris gainerie)	11.009	942	102
4522	Fabrication de gants	2.671	233	15
4523	Fabrication d'articles divers en cuirs et similaires	1.326	121	7
46	Industrie de la chaussure	51.163	4.185	453
4601	Fabrication de chaussures et d'autres articles chaussants (y compris en caoutchouc et en plastique)	51.163	4.185	453
	Ensemble	**72.027**	**6.015**	667

(1) Établissements appartenant à des entreprises de 20 salariés et plus. — (2) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chap. G.03.

TABLEAU K.08-13

Collecte de peaux brutes (1) [NAP 3503]

Sources : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI)
Conseil national du cuir

Unité : Tonne de poids frais

Nature des peaux	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Total	**190.615**	**193.866**	**179.328**	**177.063**	**180.780**	**176.657**	**154.797**	**170.897**	**155.480**
soit : bovins	126.372	129.575	116.628	115.848	119.685	116.150	105.641	119.315	109.697
veaux, vachettes	40.814	39.415	37.752	37.802	36.532	35.955	29.372	29.603	25.394
équidés	2.927	2.479	2.064	2.016	2.239	2.263	1.967	2.111	1.809
ovins	20.045	22.050	22.558	21.018	21.763	21.829	17.335	19.545	18.357
caprins	352	347	326	379	561	460	481	323	223

(1) Y compris les cuirs chaulés ou picklés.

TABLEAU K.08-14

Cuirs marchands : production ou livraisons de la branche (NAP 4511)

Sources : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Conseil national du cuir

Nature et qualité	Unité	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
TANNERIE-CORROIERIE									
Bovins (production)	Tonne	20.483	20.349	18.905	15.297	13.884	13.417	12.831	11.304
Veaux (production)	»	2.130	1.898	1.644	1.377	1.296	1.290	1.670	1.872
»	Millier de m^2	2.491	2.243	1.945	1.628	1.536	1.527	1.977	2.220
Équidés (production)	Tonne	77	82	71	50	49	50	*r*25	37
»	Millier de m^2	81	85	77	50	50	51	*r*26	38
Reptiles (livraisons)	Millier de peaux	1.626	1.275	1.144	1.694	*r*1.505	*r*848	*r*831	904
MÉGISSERIE									
Moutons, agneaux et regords (1) (livraisons)	Millier de pièces	29.572	28.689	28.751	31.237	31.224	27.519	26.010	25.008
Caprins (livraisons) (2)	»	6.324	6.459	6.318	6.478	5.988	4.023	4.362	4.884
Porcins (livraisons)	»	381	389	439	366	480	684	*r*1.056	1.560

(1) Peau de jeune agneau mort-né ou tué peu après sa naissance ayant des mèches de laine fine ou bouclée. — (2) Y compris les livraisons de la tannerie-corroierie.

TABLEAU K. 08-15

Maroquinerie, articles de voyage et de chasse, ganterie : production de la branche

Sources : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI); conseil national du cuir

Numéro de la NAP	Article	Unité	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
4521	ARTICLES DE MAROQUINERIE, ARTICLES DE VOYAGE ET DE CHASSE :									
	Maroquinerie :									
	Sacs de dame	Millier de pièces	6.275	6.229	5.994	3.936	3.460	4.090	4.250	4.966
	dont : en cuir	»	3.463	3.517	3.754	2.774	2.530	2.857	3.147	3.453
	Petite maroquinerie	»	21.969	27.462	18.037	18.661	20.290	21.434	20.491	19.665
	dont : en cuir	»	12.527	18.366	10.302	11.740	10.740	10.652	10.290	9.728
	Serviettes	»	1.886	1.630	1.773	1.524	1.384	1.309	802	652
	dont : en cuir	»	368	765	789	400	479	335	236	280
	Articles pour chiens	»	2.567	2.430	1.918	1.869	3.360	1.421	2.102	2.228
	dont : en cuir	»	2.445	2.110	1.640	1.633	3.283	1.362	2.020	2.193
	Gainerie	»	5.338	4.941	4.553	4.833	5.572	...	...	...
	dont : en cuir	»	578	514	472	506	379	...	...	...
	Ceintures	»	13.049	12.088	13.856	10.219	9.022	10.035	9.982	8.948
	dont : en cuir	»	9.373	9.481	9.550	7.281	6.095	6.652	5.389	5.964
	Articles de voyage :									
	Malles, attachés-cases et vanity-cases	»	826	736	743	610	1.421	1.453	*r* 1.475	1.484
	Valises	»	2.906	2.475	2.703	1.672	1.369	1.228	1.327	1.510
	Sacs de voyage	»	3.287	3.261	3.545	2.845	3.506	3.712	4.032	3.925
4522	GANTS :									
	Gants de ville (1)	Millier de paires	1.174	1.087	918	1.130	2.290	2.600	2.115	1.708
	Gants de protection (2)	»	24.497	20.998	22.934	24.036	18.515	21.084	22.950	28.873
	soit : Gants de protection en cuir et en toile		8.419	6.688	6.020	5.857	4.615	6.053	8.013	7.552
	Gants de protection en autres matières	»	16.078	14.310	16.914	18.179	13.900	15.031	14.936	21.321

(1) Y compris les gants de sport. — (2) Gants confectionnés seulement; ne sont pas comptés les gants entièrement moulés en caoutchouc ou en matières plastiques.

TABLEAU K. 08-16

Chaussures et autres articles chaussants : production de la branche (NAP 4601)

Sources : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI)
Conseil national du cuir

Article	Unité	1981	1982	1983	1984	1985	*r* 1986	*r* 1987	1988
ENSEMBLE DES ARTICLES CHAUSSANTS	Millier de paires	196.356	202.372	206.074	201.809	198.118	194.755	183.209	166.597
soit :									
par matière (dessus) :									
Cuir	»	89.021	95.013	100.762	97.299	95.840	94.237	86.905	77.207
Matières synthétiques	»	43.762	52.598	43.553	39.955	37.252	32.837	25.780	25.397
Caoutchouc	»	1.753	2.040	2.120	1.489				
Autres	»	61.820	52.721	59.639	63.066	65.026	67.681	68.444	63.993
par usage :									
Ville	»	72.699	81.558	86.630	82.397	80.532	75.669	72.375	...
Sport et détente	»	61.073	62.248	61.284	64.346	60.761	59.647	49.841	...
Travail, marche, chasse	»	13.894	13.877	13.314	11.710	11.666	11.314	11.598	...
Usage intérieur	»	48.690	44.689	44.846	43.356	45.159	48.125	49.395	47.851

SOURCES DE DOCUMENTATION

TEXTILES ARTIFICIELS ET SYNTHÉTIQUES.

— Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, 85, boulevard de Montparnasse, 75006 Paris. Tél. : (1) 45 56 36 36.

Syndicat professionnel :

— Syndicat français des textiles artificiels et synthétiques, 55, rue La Boétie, 75008 Paris. Tél. : (1) 45 61 94 20.

Publications spécialisées :

— Fascicule *Chimie et industries connexes* de l'enquête annuelle d'entreprise du ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire.

TEXTILES ET HABILLEMENT.

Syndicats professionnels :

— Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques, 29, rue de Courcelles, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 63 87 10;

— Bureau Intersyndical d'études de l'industrie textile (BIEIT), 8, rue de Hanovre, 75002 Paris. Tél. : (1) 47 42 61 14;

— Syndicat français des textiles artificiels et synthétiques, 55, rue La Boétie, 75008 Paris. Tél. : (1) 45 61 94 20; Bureau de Lyon (soierie), 55, montée de Choulans, 69323 Lyon Cedex 05. Tél. : 78 42 29 53;

— Confédération générale des filateurs et tisseurs de lin (CGFTL), 27, boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 65 88 52. Bureaux à Marcq-en-Barœul : 20 89 72 14;

— Syndicat général des fabricants de ficelles, cordages, sacs et tissus à usage industriel (FILCORSAC), 27, boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 66 28 05;

— Syndicat français des enducteurs, calandreurs et fabricants de revêtements de sols et murs, 21, rue du Général-Foy, 75008 Paris. Tél. : (1) 45 22 18 44;

— Groupement des industries diverses du textile (Bureau statistique), 17, rue de l'Apprentissage, 42000 Saint-Étienne. Tél. : 77 32 41 41;

— Syndicat général de la filterie française, 40, rue Eugène-Jacquet, 59700 Marcq-en-Barœul. Tél. : 20 89 75 10;

— Fédération nationale des syndicats patronaux de la branche teintures et apprêts, 12, rue d'Anjou, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 66 11 11;

— Comité de coordination des industries de la mode, 10, rue d'Anjou, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 66 11 11;

— Fédération des industries diverses de l'habillement, 18, rue des Bons-Enfants, 75001 Paris. Tél. : (1) 42 96 03 50;

— Fédération nationale des dentelles, tulles, broderies, guipures et passementeries, 7, rue Louis-le-Grand, 75002 Paris. Tél. : (1) 42 61 56 29.

Publications spécialisées :

— Fascicule *Textiles, habillement et cuir* de l'enquête annuelle d'entreprise du ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire;

— « *Les entreprises à l'épreuve des années 80* », *étude du système productif français.* INSEE, août 1989, 334 pages.

— « Textile et habillement en 1988 : des résultats contrastés », *INSEE Première*, n° 24, juin 1989.

— *Rapport sectoriel* de l'OCDE.

INDUSTRIE DU CUIR ET DE LA CHAUSSURE.

Syndicat professionnel :

— Conseil national du cuir, 109, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : (1) 43 59 05 69.

Publications spécialisées :

— Fascicule *Textiles, habillement et cuir* de l'enquête annuelle d'entreprise du ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire;

— L'industrie française en 1987, *Les industries du cuir et de la chaussure*, n° 133, mai 1988.

Chapitre K.09

Bois, papier, imprimerie

1. Industries du bois et de l'ameublement (NAP classes 48, 49)
2. Pâtes, papiers, cartons (NAP classe 50)
3. Imprimerie, presse, édition (NAP classe 51)

1. Industries du bois et de l'ameublement

(tableaux 1 et 2)

Cette branche regroupe les activités du travail des bois, de la scierie à l'ameublement, y compris la literie.

Le développement de la production des industries du bois est essentiellement lié à celui du bâtiment.

A côté d'une industrie concentrée (panneaux, menuiseries industrielles, literie), se trouve un nombre très important de petites entreprises et d'artisans. Cette structure met la profession de l'ameublement, en particulier, en position de faiblesse face à un circuit de distribution très concentré (grand négoce spécialisé, groupements d'achats, commerces multiples).

11. Le travail mécanique du bois

(tableau 3)

Cette activité comprend :

La scierie : outre le sciage, la profession assure le séchage, l'étuvage et le rabotage du bois (1).

La fabrication d'éléments de charpente et de menuiserie du bâtiment : cette branche réalise des produits pour le bâtiment en toutes matières à l'exclusion des métaux et des matières plastiques. Ce sont notamment : les portes, fenêtres, huisseries et volets; les charpentes; les escaliers; les panneaux de coffrage.

La fabrication de parquets, moulures et baguettes : ce groupe comprend la fabrication de produits en bois destinés aux bâtiments, obtenus par façonnage en long. Ce

1. Pour les tableaux statistiques, se reporter au chapitre I.02 « Forêts ».

sont essentiellement : les parquets en toutes essences; les moulures; les baguettes.

La fabrication et transformation de panneaux, bois de placage, bois améliorés et traités : les produits fabriqués sont : les panneaux contreplaqués, de fibres ou de particules; les placages; les poteaux et traverses injectés.

La fabrication d'emballages en bois : le groupe comprend la fabrication d'emballages ou de récipients à partir de demi-produits en bois ou en panneaux.

La fabrication de bâtiments préfabriqués légers : on inclut dans cette branche les hangars et baraques de chantiers; mais les caravanes n'appartiennent pas à ce groupe.

La fabrication d'objets divers en bois : on y trouve : le matériel industriel agricole et ménager en bois (MIAM); les sièges pliants (transatlantiques); les fibres et farines de bois; les bois préparés pour allumettes.

12. L'ameublement
(tableau 4)

Le bois n'est plus la seule matière utilisée par la profession. Des matériaux nouveaux, en particulier des plastiques, prennent une place de plus en plus importante, mais cette classe industrielle ne comprend pas les meubles entièrement en matières plastiques. Parmi les produits de l'ameublement, on distingue :

Les meubles meublants : ce sont les meubles de tous styles pour salle à manger, salon, chambre à coucher, meubles de rangement, meubles par éléments.

Les sièges : on trouve dans ce groupe : les sièges en tous genres, y compris les sièges de spectacle et les éléments et carcasses de sièges; les canapés-lits et canapés transformables.

Les meubles de cuisine et meubles en bois blanc : les meubles pour cuisine et salle de bains en bois; tous les meubles en bois blanc; les meubles de jardin uniquement en bois.

La literie : le groupe comprend les sommiers non métalliques, les matelas, coussins, oreillers, traversins de toutes sortes, y compris les matelas à carcasses métalliques.

L'activité englobe également la préparation des plumes et duvets.

Les meubles divers : on trouve dans le groupe : les meubles en rotin, bambou, osier, jonc; les tables de jeux et billards; les cages d'horlogerie et l'ébénisterie pour radios, téléviseurs, machines à coudre; les cadres en bois et bois pour luminaires; les cercueils; les activités de préparation du rotin, du kapok et du crin, le rembourrage et le capitonnage de meubles, les activités de laquage, dorures et peintures pour meubles, ainsi que la réparation des meubles sont également dans ce groupe.

Le mobilier fonctionnel non métallique : ce sont des mobiliers conçus spécialement pour des collectivités (bureaux, magasins, établissements d'enseignement), à l'exclusion du mobilier métallique et semi-métallique; ce sont essentiellement les meubles de bureau ou scolaires en bois.

2. Pâtes, papiers, cartons
(tableaux 5 à 9)

La branche s'étend de la fabrication des pâtes à partir de matériaux divers (bois, chiffons) jusqu'à la transformation du papier.

Le tableau K.09.8 qui fournit les quantités et les valeurs du commerce extérieur pour les pâtes à papier et qui est élaboré à partir des statistiques de la Direction générale des douanes et droits indirects fait l'objet à compter de 1988, d'un changement de nomenclature.

21. Pâtes

Les pâtes mécaniques, mi-chimiques ou chimiques, sont des produits intermédiaires destinés avant tout à la fabrication des papiers et cartons; les autres usages, textiles artificiels notamment, sont peu importants.

La production française est insuffisante. Il est nécessaire d'avoir recours au marché international, qui se caractérise par deux grands producteurs exportateurs : la Scandinavie et le Canada, et trois grandes zones de consommation : l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et le Japon. Le développement de la production des pâtes se traduit par des cycles d'une durée de quatre à cinq ans liés aux investissements et constitués alternativement de périodes où le marché est vendeur avec des prix détériorés et de périodes où le marché est acheteur avec des prix très élevés.

211. Pâtes mécaniques

A base principalement de résineux, elles sont obtenues par râpage du bois au moyen de défibreurs, soit à meules, soit à désintégrateurs à disques.

Elles contiennent tous les constituants originaux du bois et le rendement est élevé : 92 % à 95 % du bois employé.

Les principaux usages des pâtes mécaniques sont la fabrication du papier journal qui en renferme 80 % et la fabrication des cartons de toutes espèces.

212. Pâtes mi-chimiques

Les bois de feuillus sont utilisés dans la fabrication de ces pâtes. Elles sont obtenues par deux opérations successives : d'abord traitement par un agent chimique adéquat, puis traitement mécanique.

Les pâtes mi-chimiques à rendement relativement bas (65 à 70 % des bois consommés) entrent dans la composition du papier impression-écriture de belle qualité.

Les pâtes mi-chimiques à rendement plus élevé (75 à 80 % des bois consommés) remplacent les pâtes mécaniques pour la fabrication du papier journal et du papier pour magazines.

Les pâtes à rendement très élevé (85 %) servent surtout à la préparation du papier cannelure pour carton ondulé.

213. Pâtes chimiques de bois

Elles sont obtenues par désintégration du bois dans de grands lessiveurs à température élevée sous l'action de produits chimiques :

Les pâtes au bisulfite : le produit utilisé est le bisulfite de calcium. Le rendement est compris entre 50 et 55 %. Elles se blanchissent très bien et sont d'un emploi très général.

Les pâtes à la soude ou au sulfate : les produits utilisés sont la soude caustique et le sulfure de sodium. Le rendement est compris entre 45 et 50 %. Très difficilement blanchissables, les pâtes obtenues offrent une remarqua-

ble résistance et servent surtout à la fabrication de papiers d'emballages (papiers kraft).

214. Pâtes chimiques de végétaux et autres matières fibreuses

Principalement pâtes d'alfa, utilisées dans la fabrication des beaux papiers très opaques, très souples, s'imprimant bien, pâtes de roseau, de chanvre, de lin, de ramie, de jute, etc.

22. Papiers et cartons

Les papiers et cartons incorporent non seulement des pâtes neuves mais aussi des matières de récupération (vieux papiers), des charges minérales et divers ingrédients.

La production de papiers et cartons, qui se développe à un rythme proche de celui des pâtes, est davantage liée à l'évolution de la conjoncture économique générale qu'à l'accroissement des capacités de production.

221. Papiers et cartons en l'état

Papiers d'emballage : c'est un domaine qui connaît une croissance extrêmement rapide due surtout aux papiers pour cartons ondulés qui sont des matériaux composites fournis par l'association, au moyen d'une colle, d'une ou plusieurs feuilles de papiers cannelures avec des feuilles planes :

— *les papiers kraft* sont presque toujours fabriqués dans des usines intégrées, sur des machines atteignant parfois une largeur de 9 mètres, à des vitesses élevées.

Les papiers kraft écrus sont utilisés pour la confection de sacs à grande contenance.

Les papiers kraft écrus et blanchis livrés en rouleaux ou à plat servent à l'emballage en général : ils sont souvent aussi utilisés pour la fabrication de sacs dits à petite contenance.

Les papiers kraft blanchis sont souvent destinés à être enduits ou imprégnés pour la fabrication de récipients.

— *les autres papiers d'emballage,* issus principalement de pâtes au bisulfite, servent à fabriquer des sacs de toutes espèces. La variété dite « Simili-Sulfurisé », fabriquée avec une pâte très raffinée, est translucide et relativement insensible à l'eau et aux corps gras.

Papiers d'impression et d'écriture :

— *le papier journal* est un matériau qui présente des caractéristiques bien précises (Norme Afnor 1/1);

— *les autres papiers d'impression-écriture* comprennent le papier magazine sans revêtement minéral, assez proche du papier journal, le papier magazine « couché machine », c'est-à-dire qui porte un revêtement minéral (talc ou kaolin), les papiers d'édition, différents selon les procédés utilisés : pour la typographie (bouffants, satinés, surglacés); pour l'offset (satinés offset); pour l'héliogravure (satinés-hélio);

— *les papiers d'écriture* sont fabriqués à partir de pâtes au bisulfite blanchies avec des charges importantes et un collage très poussé. Ils comprennent les papiers écriture proprement dits, papiers pour articles d'écoliers, blocs, registres, enveloppes, et les papiers pour machines à écrire et duplicateurs.

Cartons : selon la terminologie adoptée en France et définie par l'AFNOR en 1960, toute feuille papetière dont le poids au mètre carré atteint ou dépasse 224 g est considérée comme carton.

On distingue deux grandes catégories :

— *les cartons ordinaires* produits presque en entier à partir de vieux papiers et de paille; ils fournissent des matériaux pour l'emballage, la reliure, la cartoucherie, les tabacs ainsi que pour une quantité d'autres usages;

— *les cartons couchés,* une catégorie qui prend tous les jours une extension grandissante; ils comportent un revêtement minéral et possèdent une imprimabilité excellente qui leur ouvre des débouchés très larges.

Papiers industriels et spéciaux : les papiers spéciaux sont fabriqués pour des usages bien définis et répondent à des caractéristiques très précises : papiers pour câbles, guipage, isolants stratifiés, condensateurs, filtres, supports abrasifs, bouts filtres de cigarettes, cartes à perforer, couvertures, papiers photographiques, sulfurisés véritables, etc.

Papiers à usages domestiques ou sanitaires : ils comprennent les papiers lisses, les papiers crêpés ainsi que les ouates de cellulose.

222. Papiers et cartons transformés

Papiers couchés classiques et fantaisie : il s'agit de la consommation de papier support pour la fabrication des papiers couchés traditionnels.

Le papier couché est un papier collé recouvert d'une couche de kaolin à l'aide d'une colle à base de latex principalement. Ce poste comprend les papiers couchés machine et autres.

Les papiers couchés machine en continu sont comptabilisés pour la totalité de leur poids, y compris le couchage (revêtement), dans la production de papiers écriture « autres ».

Les sacs : ce sont des sacs multifeuilles en papier kraft ayant 40 cm et plus à la base et les autres sacs.

Articles en papier et ouate de cellulose à usages domestiques et sanitaires : il s'agit de produits finis, souvent en ouate de cellulose tels que les mouchoirs et serviettes en papier, les couches à jeter, le papier hygiénique, etc.

223. Cartons ondulés

Bruts : livraisons de cartons ondulés en feuilles ou en rouleaux (simple face, double face, double double face, triple cannelure).

Transformés : caisses standard et spéciales.

224. Cartonnages

Ce sont les produits finis en carton, en complexes carton-aluminium, imprimés ou non, destinés principalement à l'emballage et au conditionnement.

3. Imprimerie, presse, édition
(tableaux 10 et 11)

Les industries polygraphiques fabriquent tous les articles imprimés, c'est-à-dire les livres et les brochures, les journaux, les magazines et les périodiques, les affiches, les partitions, les cartes, ...

Elles regroupent l'imprimerie de labeur, l'imprimerie de presse et l'édition.

Le découpage en sous-branches est rendu malaisé par l'intégration d'une partie des activités d'imprimerie à l'édition, en particulier dans la presse. La séparation de l'activité imprimerie entre « presse » et « imprimerie de labeur » s'avère indispensable. Les activités « imprimerie de presse » et « imprimerie de labeur » se distinguent nettement, tant par les techniques de travail que par les machines, les horaires, etc.

Il est à noter qu'une partie non négligeable de la presse (certains grands hebdomadaires) est imprimée par des imprimeries de labeur.

La branche comprend également la fabrication et l'édition d'enregistrements sonores ou visuels.

Les activités se répartissent donc, comme suit :

31. Presse

Édition de journaux d'information (tirés sur rotatives de presse).

Édition de publications périodiques, magazines, revues.

Imprimerie de presse : il s'agit de l'impression seule de documents d'information sur rotatives de presse, quels que soient le format et la périodicité.

32. Imprimerie de labeur et industries connexes à l'imprimerie

Imprimerie de labeur : utilise tous les moyens d'impression autres que les rotatives de presse. Elle comprend l'imprimerie de périodiques : impression de périodiques par tous procédés et tous moyens sauf les rotatives de presse.

Fonderie de caractères, photogravure et clicherie, gravure.

Reliure, dorure, brochure.

33. Édition

Livres (2).

Cartes postales, images, édition de musique.

Disques, bandes et cassettes enregistrées.

---

2. Quelques données sur l'édition de livres sont présentées au chapitre E.02 « Culture ».

* * *

TABLEAU K.09-1

Industries du bois et de l'ameublement : effectifs et ventes de la branche

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *branche*] (1)

Activité — Numéro de la NAP	Activité — Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)
	Travail mécanique du bois (scierie exclue)	50.390	23.826
4802	Fabrication d'éléments de charpente et de menuiserie de bâtiment (y compris pose associée de menuiserie)	15.794	7.792
4803	Fabrication de parquets, moulures et baguettes (y compris lattis armés)	4.813	2.118
4804	Fabrication et transformation de panneaux, bois de placage, bois améliorés et traités	11.021	6.745
4805	Fabrication d'emballages en bois	14.205	5.201
4806	Fabrication de bâtiments préfabriqués légers (à ossature bois)	1.115	679
4807	Fabrication d'objets divers en bois	3.442	1.291
	Ameublement	53.078	21.752
4901	Fabrication de meubles meublants	21.654	7.965
4902	Fabrication de sièges	11.267	4.733
4903	Fabrication de meubles de cuisine et meubles en bois blanc	11.082	5.409
4905	Fabrication de meubles divers et industries connexes à l'industrie de l'ameublement (y compris cercueils)	5.963	2.224
4906	Fabrication de mobilier fonctionnel non métallique	3.112	1.421
	Literie	8.665	5.015
4904	Fabrication de literie	8.665	5.015
	Ensemble	**112.133**	**50.593**

(1) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chapitre G.03.

TABLEAU K.09-2

Industries du bois et de l'ameublement : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement (1)

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *secteur d'établissement*] (2)

Activité — Numéro de la NAP	Activité — Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
	Travail mécanique du bois (scierie exclue)	47.152	4.215	1.015
4802	Fabrication d'éléments de charpente et de menuiserie de bâtiment (y compris pose associée de menuiserie)	14.380	1.262	258
4803	Fabrication de parquets, moulures et baguettes (y compris lattis armés)	5.033	428	128
4804	Fabrication et transformation de panneaux, bois de placage, bois améliorés et traités	11.269	1.120	397
4805	Fabrication d'emballages en bois	12.273	1.028	164
4806	Fabrication de bâtiments préfabriqués légers (à ossature bois)	1.281	116	16
4807	Fabrication d'objets divers en bois	2.916	261	52
	Ameublement	47.425	4.236	631
4901	Fabrication de meubles meublants	19.035	1.684	217
4902	Fabrication de sièges	11.074	980	118
4903	Fabrication de meubles de cuisine et meubles en bois blanc	10.324	957	191
4905	Fabrication de meubles divers et industries connexes à l'industrie de l'ameublement (y compris cercueils)	4.238	371	56
4906	Fabrication de mobilier fonctionnel non métallique	2.754	244	49
	Literie	8.844	882	122
4904	Fabrication de literie	8.844	882	122
	Ensemble	**103.421**	**9.333**	**1.768**

(1) Établissements appartenant à des entreprises de 20 salariés et plus. — (2) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chapitre G.03.

TABLEAU K.09-3

Travail mécanique du bois : principales livraisons de la branche

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI)

Numéro de la NAP		Unité	1984	1985	1986	*r* 1987	*p* 1988
4802	ÉLÉMENTS DE CHARPENTE ET MENUISERIE DE BÂTIMENT						
	Portes et fenêtres menuisées	Millier de vantaux	6.836	6.603	6.260	6.289	6.195
	Portes planes et blocs-portes en bois	Millier de pièces	6.131	6.153	6.607	7.356	7.398
	Profilés pour menuiserie et fermetures de bâtiment	Millier de mètres	2.201	1.878	1.751	1.427	1.160
4803	PARQUETS, MOULURES ET BAGUETTES						
	Parquets et lambris en bois de résineux	Millier de m^2	26.160	25.707	27.008	29.994	31.758
	Parquets et lambris en bois de feuillus	»	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*
	Panneaux pour parquets (parquets dits mosaïques)	»	1.644	1.625	1.662	1.863	...
	Moulures et baguettes	Millier de mètres linéaires	188.249	192.189	187.784	197.168	220.294
4804	PANNEAUX, BOIS DE PLACAGE, BOIS AMÉLIORÉS ET TRAITÉS						
	Bois déroulés ou tranchés (pour placage)	Millier de m^2	69.229	70.745	63.721	69.557	72.498
	Contreplaqués multiplis	Millier de m^3	445	449	418	451	498
	Panneaux de particules bois, lin et autres	»	1.528	1.424	1.479	1.517	1.613
	Panneaux de fibres	Millier de tonnes	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*
	Panneaux replaqués à âme épaisse	Millier de m^2	4.859	5.513	5.085	3.731	...
	Panneaux surfacés mélaminés	»	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*
4805	EMBALLAGES EN BOIS						
	Emballages légers en bois	Tonne	398.948	382.962	376.353	380.806	450.934
	Caisses en bois	»	114.513	128.004	120.561	120.111	112.652
	Palettes et caisses palettes	Millier de pièces	19.343	20.051	20.940	23.834	29.632
	Emballages spéciaux en bois	Tonne	74.068	72.068	44.048	49.923	50.407
	Articles de tonnellerie	»	6.614	6.231	6.849	8.655	9.132
4807	OBJETS DIVERS EN BOIS						
	Matériel industriel et agricole en bois :						
	Manchisterie industrielle	Tonne	17.290	14.154	12.838	10.483	11.693
	Tournerie industrielle	»	5.474	5.540	3.778	4.628	5.448
	Articles domestiques et décoratifs en bois	»	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*
	Laines de bois :						
	Laine, paille ou fibre de bois	»	14.527	13.479	26.433	27.690	...

TABLEAU K.09-4

Ameublement : facturations de la branche

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI) — *Unité :* Million de francs

Numéro de la NAP	Produit	1983	1984	1985	1986	1987	1988
4901	MEUBLES MEUBLANTS	6.814	6.427	6.017	6.397	6.446	6.952
	dont : Tables pour salles à manger	533	524	502	529	534	570
	Meubles de rangement par éléments juxtaposables ou modulaires	838	922	985	1.044	1.093	1.151
	Buffets et bahuts	1.600	1.475	1.373	1.461	1.503	1.596
	Armoires, coiffeuses, commodes	1.782	1.743	1.505	1.590	1.650	1.669
	Lits	948	922	829	843	828	945
	Meubles de complément	801	841	823	931	838	863
4902	SIÈGES	4.473	4.185	4.191	4.318	4.287	4.548
	dont : Chaises	925	887	781	817	723	705
	Canapés et fauteuils non transformables	1.654	1.578	1.608	1.682	1.782	1.823
	Canapés-lits et fauteuils transformables	1.598	1.503	1.574	1.608	1.553	1.756
4903	MEUBLES DE CUISINE ET MEUBLES EN BOIS BLANC	3.967	4.069	4.432	4.881	5.097	5.617
	dont : Meubles de cuisine par éléments	2.920	3.093	3.374	3.780	4.033	4.468
	Tables, sièges et autres meubles de cuisine	409	389	494	351	476	498
	Meubles pour salle d'eau	303	326	329	359	385	582
	Meubles de jardin	162	122	96	75	56	23
4904	LITERIE	3.810	4.059	4.246	4.519	4.723	4.937
	dont : Sommiers	703	703	695	770	826	922
	Matelas	1.482	1.653	1.712	1.875	2.015	2.192
	Petits articles de literie	1.299	1.292	1.490	1.630	1.697	1.822
4905	MEUBLES DIVERS	1.391	1.377	1.452	1.582	1.762	1.990
4906	MOBILIER FONCTIONNEL NON MÉTALLIQUE	692	817	962	1.072	1.459	1.739

TABLEAU K.09-5

Pâtes, papiers et cartons : effectifs et ventes de la branche

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *branche*] (1)

Activité — Numéro de la NAP	Activité — Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)
	Fabrication de pâtes à papier, papiers et cartons	28.399	27.744
5001	Fabrication de pâtes à papier	3.567	3.095
5002	Fabrication de papiers et de cartons	24.832	24.649
	Transformation du papier et du carton	69.439	48.289
5003	Fabrication d'articles de papeterie	10.028	5.885
5004	Transformation du papier	24.148	20.118
5006	Fabrication de carton ondulé et de produits en carton ondulé	16.300	12.879
5007	Fabrication de cartonnages	18.963	9.407
	Ensemble	**97.838**	**76.033**

(1) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chapitre G.03.

TABLEAU K.09-6

Pâtes, papiers et cartons : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement (1)

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *secteur d'établissement*] (2)

Activité — Numéro de la NAP	Activité — Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
	Fabrication de pâtes à papier, papiers et cartons	28.781	3.817	3.684
5001	Fabrication de pâtes à papier	2.859	412	228
5002	Fabrication de papiers et de cartons	25.922	3.405	3.456
	Transformation du papier et du carton	68.075	7.462	2.302
5003	Fabrication d'articles de papeterie	9.651	1.034	284
5004	Transformation du papier	24.654	2.848	904
5006	Fabrication de carton ondulé et de produits en carton ondulé	15.657	1.765	746
5007	Fabrication de cartonnages	18.113	1.815	368
	Ensemble	**96.856**	**11.279**	**5.986**

(1) Établissements appartenant à des entreprises de 20 salariés et plus. — (2) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chap. G.03.

TABLEAU K.09-7

Pâtes à papier : production de la branche (NAP 5001)

Sources : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI)
CEPIPCC

Unité : Millier de tonnes

Pâtes produites	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Fabrication de pâtes à papier	**1.919,9**	**1.927,6**	**1.815,3**	**1.699,3**	**1.748,2**	**1.870,3**	**2.052,2**	**1.946,3**	**2.022**	**2.092**	**2.191**
Pâtes mécaniques et mi-chimiques	678,4	655,9	592,9	525,9	524,2	517,1	579,7	541,5	571	600	650
Pâtes chimiques de bois	1.229,6	1.257,0	1.222,5	1.173,4	1.224,0	1.337,8	1.455,7	1.390,3	1.445	1.492	1.541
Pâtes chimiques de végétaux et autres matières fibreuses	12,0	14,8	14,0	15,5	16,4	15,4	16,7	14,5	6	—	—

TABLEAU K. 09-8

Pâtes à papier : commerce extérieur

Sources : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Produits	N° du SH	Quantités (millier de tonnes)			Valeurs (million de francs)		
		1986	*r* 1987	*p* 1988	1986	*r* 1987	*p* 1988
IMPORTATIONS (CAF)							
Pâtes de bois mécaniques et mi-chimiques	47.01 et 47.05	50,1	49,4	57,5	110,4	116,2	163,2
Pâtes de bois chimiques	47.02 à 47.04	1.757,9	1.774,9	1.785,3	5.248,8	5.978,8	6.922,1
Pâtes à dissoudre	47.02	78,8	86,5	22,1	296,2	322,9	94,7
Pâtes au bisulfite	47.04	151,7	142,5	128,6	454,6	481,2	467,9
— écrues	47.04.11 et 47.04.19	4,9	3,4	3,8	12,4	11,5	14,3
— autres	47.04.21 et 47.04.29	146,8	139,1	124,8	442,2	469,7	453,6
Pâtes au sulfate ou à la soude	47.03.11 à 47.03.29	1.527,4	1.545,8	1.634,6	4.498,1	5.174,7	6.359,5
— écrues	47.03.11 et 47.03.19	33,1	32,0	38,6	85,7	89,2	125,0
— autres	47.03.21 et 47.03.29	1.494,3	1.513,7	1.596,0	4.412,4	5.085,5	6.234,5
Pâtes de végétaux et matières fibreuses autres	47.06	14,9	15,6	17,5	84,8	84,0	110,5
Ensemble		**1.822,9**	**1.839,9**	**1.860,3**	**5.443,9**	**6.179,0**	**7.195,8**
EXPORTATIONS (FAB)							
Ensemble	**47.01 à 47.06**	**354,0**	**403,4**	**407,5**	**1.086,7**	**1.380,4**	**1.612,4**

TABLEAU K.09-9

Papier-carton : activité de la branche

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI)

Numéro de la NAP	Produit	Unité	1983	1984	1985	1986	1987	1988
	● Production							
5002	PAPIERS ET CARTONS	Milliers de tonnes	5.262	5.565	5.343	5.594	5.832	6.313
	Papier d'emballage	»	2.008	2.098	2.013	2.091	2.172	2.313
	dont : Papier et carton pour ondulé (y compris paille)	»	1.521	1.585	1.550	1.655	1.736	1.867
	Kraft pour sacs grande contenance	»	105	116	96	81	75	86
	Kraft pour autres usages	»	161	152	146	138	361	360
	Papier d'impression-écriture	»	2.347	2.519	2.391	2.509	2.608	2.859
	dont : Qualité journal	»	219	265	264	304	*r*299	373
	Cartons	»	539	552	520	529	555	606
	dont : Couchés	»	222	231	219	228	246	257
	Papiers industriels et spéciaux	»	152	169	175	205	221	237
	Papiers domestiques et sanitaires	»	216	227	245	260	276	298
	● Livraisons							
5004	PRODUITS DE LA TRANSFORMATION DU PAPIER							
	Papiers de tenture	Million de rouleaux	59	52	52	33	30	28
	Papiers couchés :							
	Production des usines à papier	Millier de tonnes	750	874	805	877	...	...
	Vente d'articles en papier pour usage domestique ou sanitaire	»	466	504	526	545	580	598
	dont : Papier hygiénique	»	147	163	163	172	184	201
	Couches-bébés	»	183	200	202	205	209	184
5006	CARTON ONDULÉ ET PRODUITS EN CARTON ONDULÉ	»	1.679	1.727	1.713	1.761	1.870	2.011
	dont : Cartons ondulés transformés	»	1.354	1.395	1.377	1.418	1.500	1.597

TABLEAU K.09-10

Imprimerie, presse, édition : effectifs et ventes de la branche

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *branche*] (1)

Activité — Numéro de la NAP	Activité — Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)
	Presse	55.004	48.115
5101	Agences de presse	2.946	1.536
5120	Presse (y compris imprimerie de presse)	52.058	46.579
	Labeur	97.721	44.193
5110	Imprimerie de labeur (y compris imprimerie de périodiques)	72.631	37.077
5111	Industries connexes à l'imprimerie	25.090	7.116
	Édition	18.438	19.583
5112	Édition (de livres)	14.567	14.954
5130	Édition de disques, bandes et cassettes enregistrés	3.871	4.629
	Ensemble	**171.163**	111.891

(1) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chap. G.03.

TABLEAU K.09-11

Imprimerie, presse, édition : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement (1)

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *secteur d'établissement*] (2)

Activité — Numéro de la NAP	Activité — Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
	Presse	53.271	8.952	1.027
5101	Agences de presse	2.752	679	67
5120	Presse (y compris imprimerie de presse)	50.519	8.273	960
	Labeur	74.452	9.154	1.724
5110	Imprimerie de labeur (y compris imprimerie de périodiques)	60.025	7.397	1.419
5111	Industries connexes à l'imprimerie	14.427	1.757	305
	Édition	19.206	2.761	384
5112	Édition (de livres)	15.807	2.302	259
5130	Édition de disques, bandes et cassettes enregistrés	3.399	459	125
	Ensemble	**146.929**	**20.867**	**3.135**

(1) Établissements appartenant à des entreprises de 20 salariés et plus. — (2) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chap. G.03.

SOURCES DE DOCUMENTATION

INDUSTRIES DU BOIS ET DE L'AMEUBLEMENT.

Syndicats professionnels :

- Fédération nationale du bois, 1, place André Malraux, 75001 Paris. Tél. : (1) 42 60 30 27;
- Confédération nationale des industries du bois (CNIB), 36, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : (1) 45 61 00 90;
- Fédération des industries lourdes du bois (FILB), 30, avenue Marceau, 75008 Paris. Tél. : (1) 47 20 17 32 et 39;
- Union nationale des industries françaises de l'ameublement (UNIFA), 28 *bis*, avenue Daumesnil, 75012 Paris. Tél. : (1) 46 28 68 61;
- Chambre syndicale nationale de la literie, 6, avenue du Coq, 75009 Paris. Tél. : (1) 42 85 44 33.

Publications spécialisées :

- La situation de l'industrie en 1987 (tome 4) SESSI. Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire;
- Annuaire de statistique industrielle SESSI. Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire;
- Bulletin mensuel de statistique industrielle SESSI. Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire;
- Constat sectoriel « Biens de consommation courante ». Étude de la période 1959-1977. Préparation du VIII[e] Plan.

PÂTES, PAPIERS, CARTONS.

Syndicats professionnels :

- Centre technique de l'industrie des papiers, cartons et celluloses, 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Tél. : (1) 45 62 56 84;
- Fédération nationale des transformateurs de papier (service social) 154, bd Haussmann, 75008 Paris. Tél. : (1) 45 62 45 36;
- Fédération française du cartonnage, 15, rue de l'Abbé-Grégoire, 75006 Paris. Tél. : (1) 45 44 13 37.

Publications spécialisées :

- La situation de l'industrie en 1987 (tome 4) SESSI. Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire;
- Annuaire de statistique industrielle SESSI. Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire;
- Bulletin mensuel de statistique industrielle SESSI. Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire;
- *Constat sectoriel Biens intermédiaires.* Étude de la période 1959-1977; document réalisé par l'INSEE (département Entreprises) à l'occasion du VIII[e] Plan;
- *JO* RF n° 12 du 16 juin 1977 (avis et rapports du Conseil économique et social) : « L'avenir des industries de pâtes, papiers et cartons ».

IMPRIMERIE, PRESSE, ÉDITION.

Syndicats professionnels :

- Fédération professionnelle des industries graphiques, 115, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris. Tél. : (1) 43 29 00 20;
- Syndicat national de l'édition, 35, rue Grégoire-de-Tours, 75279 Paris Cedex 06. Tél. : (1) 43 29 75 75;

Publications spécialisées :

- La situation de l'industrie en 1987 (tome 4) SESSI. Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire;
- Annuaire de statistique industrielle SESSI. Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire;
- Bulletin mensuel de statistique industrielle SESSI. Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire;
- *Constat sectoriel Biens de consommation courante* : étude de la période 1959-1977; document réalisé par l'INSEE (département Entreprises) à l'occasion de la préparation du VIII[e] Plan.

Vous vous intéressez aux réalités diverses et changeantes du monde des entreprises ...

LES STATISTIQUES D'ENTREPRISES

(Réalités observées et méthodes d'observation)

Un ouvrage de référence pour connaitre:

L'étendue et la portée des statistiques françaises sur :

- les entreprises
- les établissements
- les groupes
- les produits
- les activités

- La diversité de leurs présentations et les arcanes des suivis temporels.

- Les cheminements de leur production.

Cet ouvrage conçu pour la Formation des statisticiens, se révèlera utile pour tous ceux qui friands de données sur le système productif, ne connaissent pas l'étendue du système statistique ou se perdent, parfois, dans le maquis des chiffres.

Les «Collections de l'INSEE» série E «Entreprises» no101, 224 pages, 75 F.

BON DE COMMANDE

à retourner à CNGP, 23 rue Robert de Luzarches, 80027 AMIENS CEDEX

Veuillez enregistrer ma commande de ..... exemplaires de «LES STATISTIQUES D'ENTREPRISES» (E101) au prix de 75F.

Nom ou raison sociale : .....

Activité : .....

Adresses : .....

..... Tél : .....

Ci-joint en reglement la somme de : ..... F.

par chèque postal ☐ chèque banquaire ☐ mandat ☐

à l'ordre de l'INSEE.

D29

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

Chapitre K.10

Caoutchouc, matières plastiques et industries diverses

1. Caoutchouc (NAP classe 52)

2. Matières plastiques (NAP classe 53)

3. Industries diverses (NAP classe 54)

1. Caoutchouc

Si la fabrication du caoutchouc synthétique relève des techniques chimiques, les activités de transformation du caoutchouc brut en ouvrages sont autonomes du point de vue des techniques comme de l'intégration économique. On doit y distinguer deux domaines :

— le domaine du *pneumatique*. Ayant réalisé une concentration comparable à celles des constructeurs d'automobiles dont ils sont les fournisseurs, les industriels du pneumatique travaillent pour deux marchés : l'un où la concurrence joue entre quelques partenaires au moyen de contrats d'approvisionnement à long terme; l'autre où le marché est très ouvert, la distribution devant atteindre les ménages;

— le domaine du *caoutchouc industriel,* d'importance économique comparable à celui des pneumatiques, ne présente pas du tout la même homonégéité; si l'automobile reste un client important (courroies, joints, durites, ...), il existe de nombreux marchés spécialisés (tubes, tuyaux, revêtements de sol, semelles) et cette dispersion se retrouve au niveau des producteurs.

L'industrie des ouvrages en amiante (à l'exclusion de l'amiante-ciment, regroupée avec les matériaux de construction) présente des techniques sensiblement différentes de celles du caoutchouc mais son comportement économique est voisin, du fait d'une dépendance comparable vis-à-vis de l'industrie automobile (garnitures de freins, embrayages, joints de culasse, etc.).

2. Matières plastiques

Le groupe retrace l'activité de transformation des matières plastiques (de provenance chimique), sous forme d'émulsions, de grains ou de poudres, en blocs, en demi-produits et en ouvrages finis en matière plastique, et de transformation de pâte cellulosique en articles finis de cellulose.

L'ancienne délimitation de cette branche, obtenue à partir du critère des techniques, a été abandonnée en raison de son caractère ambigu. En effet, il est difficile de cerner avec précision des procédés techniques aisément adaptables à toutes les industries, sans pour autant nécessiter de la part de celles-ci une haute spécialisation en la matière.

Les principales activités regroupées dans cette branche sont distribuées comme suit :

— *Fabrication de demi-produits :* mélanges; plaques, feuilles, films; tubes, tuyaux; autres profilés; panneaux décoratifs et stratifiés à support papier; produits isolants stratifiés.

— *Fabrication sur plan de pièces détachées pour toutes industries.*

Les principaux utilisateurs de pièces détachées sont l'industrie automobile pour une faible part, celles des cycles et des motocycles, l'industrie électrique et électronique (électro-ménager compris), la construction aéronautique, la construction navale, l'ameublement et le génie chimique.

— *Fabrication d'emballages en matière plastique.*

Ceci englobe la fabrication de produits d'emballage, de conditionnement et de manutention, c'est-à-dire les flacons, les bouteilles, les sacs et les boîtes ainsi que les casiers, les containers, les citernes et autres articles de conditionnement et d'emballage.

— *Fabrication d'éléments pour le bâtiment* (exception faite des plaques-plans, des tubes et des tuyaux).

Ces éléments pour le bâtiment réunissent :

1° Les éléments de gros œuvre, tels que les portes-fenêtres, les volets, les murs-rideaux, les toitures et les gouttières, etc.;

2° Les revêtements de murs et de sols, à l'exception toutefois des tissus enduits de matière plastique, du calaminage de feuilles en caoutchouc, et du tissu caoutchouté;

3° Les articles sanitaires ou destinés à l'installation sanitaire. Sont exclus les robinets et les raccords filetés et usinés;

4° Les autres produits destinés au bâtiment.

— *Fabrication de produits de consommation divers :* quincaillerie; articles publicitaires; articles de ménage; articles d'ameublement entièrement en matière plastique; articles de bureau; articles de sport, de camping, de pêche; fleurs, fruits, feuillages; autres.

Sont écartées de la branche les fabrications qui nécessitent une conception originale liée à la branche traditionnelle. C'est ainsi que la fabrication de lunettes est classée dans la lunetterie. Il en est de même pour la fabrication des jouets, des accessoires automobiles, de maroquinerie, de confection, de chaussures, d'articles de sport...

Les plastiques se présentent sous deux formes essentielles :

— les thermoplastiques, à structure linéaire, qui se ramollissent à la chaleur et que l'on doit, après mise en forme, fixer dans un moule refroidi. Le phénomène de transformation est réversible et les déchets sont donc récupérables;

— les thermodurcissables à structure réticulée qui se rigidifient définitivement à la chaleur. Leur mise en œuvre s'opère donc dans un moule chauffé et, le phénomène étant irréversible, les chutes éventuelles sont perdues.

Les opérations concernant la transformation des plastiques font appel à des techniques telles que le moulage, l'injection, l'extrusion ou le soufflage. L'injection et l'extrusion s'appliquent plus particulièrement aux thermoplastiques tandis que les thermodurcissables sont davantage traités par compression.

Pour obtenir des objets longs et étroits, tels les tubes, les profilés, on recourt principalement à l'extrusion. Ce processus consiste à pousser la matière fluide non pas dans un moule, mais dans une filière.

Pour les objets soufflés (les flacons par exemple), on opère par injection - soufflage, ou par extrusion soufflage. Cette technique permet aussi de fabriquer des films très minces, dont l'épaisseur se mesure en dixièmes de millimètre.

Bien d'autres techniques seraient à signaler, tels le calandrage, l'emboutissage, le chaudronnage, etc.

— *Fabrication de cellulose régénérée, de pellicules cellulosiques et d'ouvrages en cellulose régénérée.* La cellulose régénérée se présente sous forme de feuilles minces, brillantes, transparentes, et s'obtient généralement par précipitation d'une solution alcaline de xanthate de cellulose extrudée en milieu acide.

3. Industries diverses

Les produits des industries diverses se décomposent comme suit :

— jeux et jouets et articles de puériculture;
— articles de sports et de campement (dont planches à voile);
— bateaux de plaisance;
— produits de la bijouterie, orfèvrerie, joaillerie;
— instruments de musique;
— articles de bureau et articles de Paris, rassemblement assez varié de produits dont les plus notables sont : les matières premières d'origine animale (écaille, crins, boyaux, ivoires), les articles de bureau (stylos, crayons, plumes...), les pipes et briquets;
— accessoires d'ameublement en bronze et fer forgé;
— articles de brosserie, vannerie, articles en liège;
— photographies et films développés;
— articles divers non désignés ailleurs, ce sont : les postiches et perruques, les mannequins et automates, les préparations anatomiques.

Ces branches regroupent des activités très différentes les unes des autres mais qui ont cependant des caractéristiques communes :

— elles sont consommées presque entièrement par les ménages;
— pour la plupart industries de luxe ou industries liées aux loisirs et au tourisme, leur activité est très saisonnière et très sensible à la conjoncture;
— elles sont composées en majeure partie de petites et moyennes entreprises occupant une main-d'œuvre nombreuse.

Certaines branches, telles que la bijouterie-joaillerie, les articles de campement, la pêche, la facture instrumentale et la navigation de plaisance bénéficient d'une réputation mondiale.

TABLEAU K.10-1

Transformation du caoutchouc et des matières plastiques : effectifs et ventes de la branche

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *branche*] (1)

Activité — Numéro de la NAP	Activité — Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)
52	Industrie du caoutchouc	73.922	34.797
5201	Fabrication de pneumatiques et chambres à air	40.147	21.357
5202	Rechapage et réparation industrielle de pneumatiques	3.021	1.145
5203	Fabrication d'ouvrages en caoutchouc (autres que pneumatiques et chambres à air)	27.492	11.067
5204	Fabrication d'ouvrages en amiante	3.262	1.228
53	Transformation des matières plastiques	106.917	63.155
5301	Fabrication de mélanges, plaques, feuilles, films, tubes, tuyaux et profilés	19.309	16.834
5302	Fabrication de pièces diverses pour l'industrie	38.290	18.249
5303	Fabrication d'emballages en matières plastiques	26.203	15.227
5304	Fabrication d'éléments pour le bâtiment	8.265	5.309
5305	Fabrication de produits de consommation divers	13.469	6.521
5306	Fabrication de pellicules cellulosiques (y compris produits annexes)	1.381	1.015
	Ensemble	**180.839**	**97.952**

(1) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chap. G.03.

TABLEAU K.10-2

Transformation du caoutchouc et des matières plastiques : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement (1)

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *secteur d'établissement*] (2)

Activité — Numéro de la NAP	Activité — Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
52	Industrie du caoutchouc	79.309	8.627	1.687
5201	Fabrication de pneumatiques et chambres à air	47.081	5.399	964
5202	Rechapage et réparation industrielle de pneumatiques	1.574	140	46
5203	Fabrication d'ouvrages en caoutchouc (autres que pneumatiques et chambres à air)	27.294	2.712	612
5204	Fabrication d'ouvrages en amiante	3.360	376	65
53	Transformation des matières plastiques	98.844	10.177	3.498
5301	Fabrication de mélanges, plaques, feuilles, films, tubes, tuyaux et profilés	18.294	2.150	790
5302	Fabrication de pièces diverses pour l'industrie	35.439	3.402	1.059
5303	Fabrication d'emballages en matières plastiques	24.253	2.488	978
5304	Fabrication d'éléments pour le bâtiment	6.256	641	200
5305	Fabrication de produits de consommation divers	13.136	1.308	431
5306	Fabrication de pellicules cellulosiques (y compris produits annexes)	1.466	188	40
	Ensemble	**178.153**	**18.804**	**5.185**

(1) Etablissements appartenant à des entreprises de 20 salariés et plus. — (2) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chap. G.03.

TABLEAU K.10-3

Caoutchouc naturel et synthétique : commerce avec les principaux pays

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Pays	Quantités (millier de tonnes)				Valeurs (million de francs)			
	1985	1986	*r* 1987	*p* 1988	1985	1986	*r* 1987	*p* 1988
IMPORTATIONS (CAF)								
Caoutchouc naturel (SH 40.01)	170,0	172,4	190,0	190,9	1.368,7	1.058,6	1.180,0	1.441,1
dont : Cameroun	16,7	16,1	21,3	24,8	124,4	94,8	127,0	175,6
Côte-d'Ivoire	14,5	18,5	21,4	21,6	113,5	114,8	133,0	162,3
Indonésie	21,4	23,2	23,0	25,8	167,5	131,3	134,8	186,7
Liberia	7,9	5,7	4,9	4,4	63,5	34,2	31,0	33,4
Malaysia	91,0	80,7	89,3	87,4	739,3	498,6	558,0	666,3
Nigeria	1,1	3,2	3,3	1,6	8,3	17,4	17,6	11,3
Zaïre	2,3	2,6	2,7	2,5	18,0	15,2	17,1	18,9
Caoutchouc synthétique (SH 40.02)	171,1	194,6	230,0	231,8	1.728,5	1.744,9	1.808,6	1.858,7
dont : CEE (1)	135,6	155,1	166,7	182,6	1.331,3	1.373,7	1.324,4	1.420,0
Allemagne fédérale	52,6	59,9	63,7	61,7	447,2	473,5	482,0	456,6
Espagne	4,9	5,1	9,0	7,3	33,5	28,2	45,0	44,7
Italie	20,2	25,3	24,4	30,7	158,8	171,9	158,4	221,8
Pays-Bas	17,6	15,4	15,4	19,3	150,1	124,8	121,6	156,6
Royaume-Uni	25,0	27,5	29,5	27,3	266,6	277,1	285,6	247,7
UEBL	20,1	21,9	24,1	34,4	317,8	297,1	228,0	276,5
États-Unis	11,5	16,4	32,7	28,8	197,0	215,8	298,8	296,6
Japon	3,3	4,1	4,9	6,0	39,4	42,3	47,3	60,2
URSS	3,2	2,0	2,0	2,2	22,2	11,7	8,5	13,0
EXPORTATIONS (FAB)								
Caoutchouc synthétique (SH 40.02 et 40.9800)	431,8	458,7	477,2	501,2	4.403,9	3.981,0	3.771,1	4.114,0
dont : CEE (1)	263,7	■ 331,6	346,1	370,1	2.561,7	■ 2.848,2	2.679,3	2.901,6
Allemagne fédérale	89,1	95,9	97,3	97,4	914,9	869,5	773,9	783,0
Espagne	47,7	52,1	51,3	56,2	477,2	447,6	386,0	420,7
Italie	61,4	62,2	60,8	63,5	581,8	543,0	498,7	526,0
Pays-Bas	18,8	21,1	19,7	21,7	162,8	154,6	147,5	160,7
Royaume-Uni	48,7	44,1	45,5	44,9	502,3	389,8	381,4	409,7
UEBL	35,1	39,1	55,4	63,4	295,3	299,5	372,0	421,8
Autriche	4,0	5,0	4,9	7,9	35,2	35,9	37,8	53,9
Canada	8,0	7,1	6,7	3,8	78,1	52,6	41,8	27,0
États-Unis	18,3	24,9	29,4	20,7	189,7	195,6	208,8	192,3
Japon	5,6	5,1	6,5	6,7	69,3	57,2	62,7	71,7
Suède	10,5	8,8	8,0	6,1	95,7	72,7	59,3	60,0
Suisse	5,4	5,7	5,3	6,1	40,6	39,3	35,3	45,0
URSS	10,2	6,5	8,8	15,2	196,3	91,8	76,0	148,9

(1) CEE des dix jusqu'en 1985, CEE des douze à partir de 1986.

TABLEAU K.10-4

Caoutchouc et amiante : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI)
Chambre syndicale de l'amiante

Numéro de la NAP	Intitulé	Unité	1984	1985	1986	1987	1988
5201	PNEUMATIQUES ET CHAMBRES À AIR						
	Enveloppes pour voitures de tourisme	Tonne	280.635	278.529	297.736	322.194	350.042
	Enveloppes pour transports routiers (1)	»	*c*	197.973	196.397	*c*	*c*
	Enveloppes pour cycles et motocycles	»	14.618	14.271	13.141	*c*	*c*
	Enveloppes pour tracteurs et machines agricoles, engins de génie civil et avions	»	90.357	93.591	95.368	*c*	*c*
	Chambres à air pour véhicules	»	29.856	30.161	*c*	*c*	*c*
5203	OUVRAGES EN CAOUTCHOUC						
	Tissus caoutchoutés	»	3.794	4.129	6.196	6.433	6.734
	Tubes et tuyaux	»	19.894	22.152	23.744	22.539	*c*
	Courroies en caoutchouc	»	14.918	*c*	*c*	12.801	12.725
	Articles de semelage en caoutchouc compact	»	15.239	13.459	13.541	11.845	*c*
	Petits bandages	»	2.857	1.863	3.149	3.556	4.114
5204	OUVRAGES EN AMIANTE						
	Garniture de friction en amiante pour freins à tambour	»	5.610	5.852	6.266	6.727	5.774
	Amiante manufacturée	»	6.538	6.187	5.916	*c*	*c*

(1) Camions et autocars.

TABLEAU K.10-5

Production de pneumatiques

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI)

Unité : Millier de pièces

N° de la NAP	Intitulé	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
5201	*Enveloppes*	*65.000*	*66.355*	*70.651*	*74.025*	*63.226*	*57.474*	*57.928*	*62.133*	*65.583*	*c*	*c*	*c*
	soit : Voitures de tourisme	41.185	40.672	43.446	44.300	37.797	37.296	40.650	42.361	42.254	48.036	49.981	54.043
	Transports routiers	5.405	5.733	6.184	6.301	5.399	4.182	4.956	5.456	5.488	4.488	*c*	*c*
	Cycles et vélomoteurs	18.410	19.950	21.021	23.424	20.030	15.996	12.322	14.316	12.841	*c*	*c*	*c*
	Chambres	*38.075*	*37.469*	*36.066*	*37.831*	*34.266*	*30.467*	*29.755*	*32.184*	*34.101*	*30.144*	*24.266*	*25.468*
	soit : Voitures de tourisme	20.890	19.844	19.112	19.367	17.442	16.276	17.816	19.093	19.917	15.188	11.320	9.772
	Transports routiers	2.630	2.754	2.908	3.033	2.566	2.463						
	Cycles	14.555	14.871	14.046	15.431	14.258	11.728	11.939	13.091	14.184	14.556	12.946	15.696

TABLEAU K.10-6

Transformation des matières plastiques : principales livraisons de la branche

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI)

Numéro de la NAP	Produit	Unité	1983	1984	1985	1986	1987	1988
5301	Mélanges à base de matières plastiques	Millier de tonnes	357	397	447	486	516	564
»	Plaques, feuilles et films (1)	»	413	468	472	526	561	605
»	Tubes et tuyaux	»	264	213	219	227	237	270
5302	Pièces moulées en matières thermoplastiques	»	189	191	192	218	244	274
5303	Sacs, sachets et housses (2)	»	241	252	266	291	*c*	*c*
5304	Revêtements de murs et de sols à surface plastique	Tonne	97.077	93.782	93.828	96.472	101.503	100.659
5305	Meubles en matières plastiques	»	33.967	41.629	40.908	55.111	72.965	67.238
»	Articles de ménage et de campement en matières plastiques	»	41.074	41.567	41.844	40.485	44.028	42.527

(1) N^os^ 5301.03 à 5301.11 de la NODEP. — (2) N^os^ 5303.01 et 5303.02 de la NODEP.

TABLEAU K.10-7

Industries diverses : effectifs et ventes de la branche

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *branche*] (1)

Activité — Numéro de la NAP	Activité — Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)
	Jeux, jouets, articles de sport, de puériculture et bateaux de plaisance	25.798	12.294
5401	Fabrication de jeux, jouets et d'articles de puériculture	10.020	4.609
5402	Fabrication d'articles de sport et de campement (y compris articles de pêche)	9.019	4.783
5403	Fabrication de bateaux de plaisance	6.759	2.902
	Bijouterie, orfèvrerie, joaillerie	12.389	5.828
5404	Bijouterie, joaillerie (y compris orfèvrerie et bijoux de fantaisie)	12.389	5.828
	Développements photographiques et cinématographiques	8.913	3.282
5409	Laboratoires de développements photographiques et cinématographiques	8.913	3.282
	Autres industries diverses	17.292	7.475
5405	Fabrication d'instruments de musique	1.650	429
5406	Fabrication d'articles de bureau et d'articles de Paris (y compris stylos, articles à écrire, tabletterie, articles pour fumeurs)	6.452	3.345
5407	Fabrication d'accessoires d'ameublement en bronze et fer forgé, statuettes et articles funéraires (y compris luminaires)	2.217	726
5408	Fabrication d'articles de brosserie, d'articles de vannerie et d'articles en liège	5.394	2.257
5410	Fabrication d'articles divers non désignés ailleurs	1.579	718
	Ensemble	**64.392**	**28.879**

(1) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chap. G.03.

TABLEAU K.10-8

Industries diverses : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement (1)

Année 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (SESSI). Enquête annuelle d'entreprise [résultats *secteur d'établissement*] (2)

Activité — Numéro de la NAP	Activité — Intitulé	Effectif employé (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
	Jeux, jouets, articles de sport, de puériculture et bateaux de plaisance	24.778	2.367	676
5401	Fabrication de jeux, jouets et d'articles de puériculture	9.982	938	228
5402	Fabrication d'articles de sport et de campement (y compris articles de pêche)	8.884	868	325
5403	Fabrication de bateaux de plaisance	5.912	561	123
	Bijouterie, orfèvrerie, joaillerie	10.852	1.261	110
5404	Bijouterie, joaillerie (y compris orfèvrerie et bijoux de fantaisie)	10.852	1.261	110
	Développements photographiques et cinématographiques	8.592	960	191
5409	Laboratoires de développements photographiques et cinématographiques	8.592	960	191
	Autres industries diverses	15.571	1.564	315
5405	Fabrication d'instruments de musique	1.492	154	6
5406	Fabrication d'articles de bureau et d'articles de Paris (y compris stylos, articles à écrire, tabletterie, articles pour fumeurs)	6.019	669	246
5407	Fabrication d'accessoires d'ameublement en bronze et fer forgé, statuettes et articles funéraires (y compris luminaires)	1.686	149	8
5408	Fabrication d'articles de brosserie, d'articles de vannerie et d'articles en liège	5.006	474	45
5410	Fabrication d'articles divers non désignés ailleurs	1.368	118	10
	Ensemble	**59.793**	**6.152**	**1.292**

(1) Établissements appartenant à des entreprises de 20 salariés et plus. — (2) Sur l'enquête annuelle d'entreprise, voir texte commentaire chap. G.03.

TABLEAU K.10-9

Industries diverses : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire
Fédération des industries nautiques

Numéro de la NAP	Produit	Unité	1983	1984	1985	1986	1987
5130	Microsillons enregistrés	Millier de pièces	151.025	102.590	109.513	100.760	...
	Soit : 33 tours	»	68.536	45.351	44.127	37.634	...
	45 tours	»	82.489	57.239	65.386	63.126	...
»	Bandes et cassettes enregistrées	»	23.509	21.545	...	25.221	...
5401	Landaus	»	94	176	188	175	89
»	Poussettes	»	388	657	694	678	588
5402	Planche à voile	Pièce	153.964	135.128	125.713	112.616	106.282
5403	Bateaux de plaisance à voile	»	8.370	8.089	7.564	7.670	6.750
»	Bateaux de plaisance à moteur (hors pneumatiques)	»	5.272	5.513	5.181	5.536	5.458

SOURCES DE DOCUMENTATION

CAOUTCHOUC ET MATIÈRES PLASTIQUES.

Syndicats professionnels :

- Syndicat national du caoutchouc et des plastiques, 60, rue Auber, 94400 Vitry-sur-Seine. Tél. : (1) 46 71 91 22;
- Union nationale des industries de transformation des matières plastiques, 65, rue de Prony, 75854 Paris Cedex 17. Tél. : (1) 47 63 12 59;
- Chambre syndicale de l'amiante, 10, rue de la Pépinière, 75008 Paris. Tél. : (1) 45 22 12 34 et (1) 45 22 11 77.

Publications spécialisées :

- *La situation de l'industrie en 1987* (tomes 3 et 4), SESSI, ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire;
- *Annuaire de Statistique industrielle*, SESSI, ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire;
- *Bulletin mensuel de statistique industrielle*, SESSI, ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire;
- *Revue générale des caoutchoucs et plastiques*, 5, rue Jules-Lefevre, 75001 Paris. Tél. (1) 48 74 53 70;
- *Cartes de l'industrie du pneumatique.*

INDUSTRIES DIVERSES.

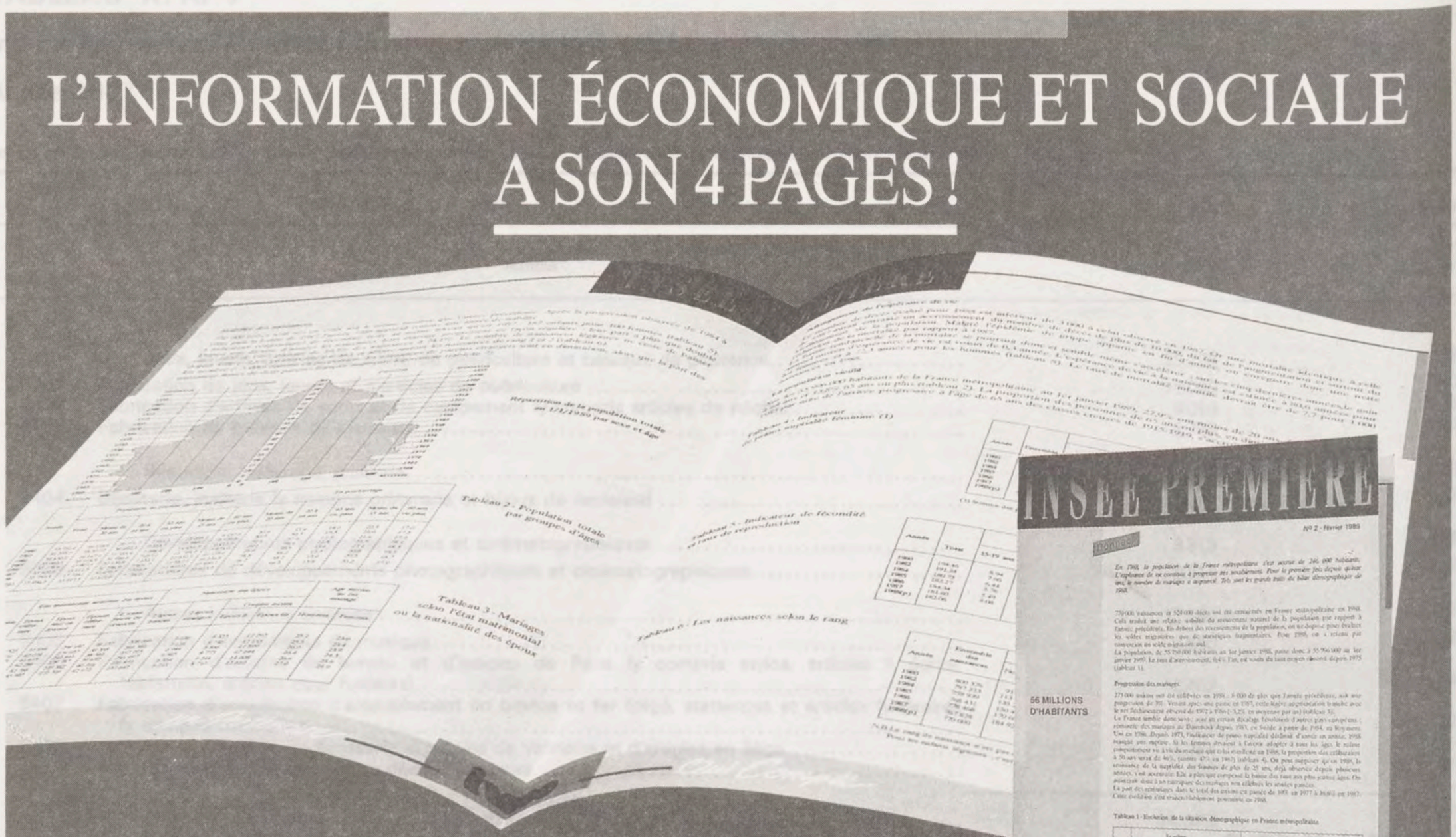
Syndicats professionnels :

- Fédération nationale de la musique, 41, quai de la Loire, 75019 Paris. Tél. : (1) 42 01 95 98.

Publications spécialisées :

- Fascicule *Industries du papier, du bois et diverses* de l'enquête annuelle d'entreprise du ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire;
- *Les entreprises à l'épreuve des années 1980.* Étude du système productif français. INSEE, août 1989 (334 p).

L'INFORMATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE A SON 4 PAGES !



INSEE PREMIERE
l'essentiel en tête...

Vous devez ...

être le premier informé

INSEE PREMIERE vous livre les principaux résultats des grandes enquêtes et études de l'INSEE dès qu'ils sont disponibles.

avoir les chiffres qui font la une

INSEE PREMIERE sélectionne les données essentielles sur les thèmes d'actualité : économie, modes de vie, démographie...

garder le 4 pages de référence

INSEE PREMIERE est l'instrument privilégié de votre culture économique. INSEE PREMIERE, le 4 pages à consulter, à conserver.

BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI, *je souhaite m'abonner à INSEE PREMIERE. 1 an, 60 numéros :*
400 F (France)
475 F (étranger)

Nom ou raison sociale _____

Adresse _____

_____ Ville _____

Profession ou activité _____

Ci-joint, en règlement, la somme de _____ *Francs par :*
☐ *chèque bancaire* ☐ *chèque postal* ☐ *mandat* *à l'ordre de l'INSEE*

A retourner à : CNGP-INSEE BP 2718 80027 AMIENS CEDEX

insee *un Partenaire Qui Compte*

D213

Chapitre K.11

Bâtiment, travaux publics

1. Étendue des activités de la branche
2. Les entreprises
3. Construction et transformation de bâtiments
4. Commercialisation des logements neufs

Dans ce chapitre sont présentés deux types de statistiques; les unes retracent l'activité de la branche, les autres concernent spécialement la construction de bâtiments et en particulier les logements. D'autres aspects du logement sont traités au chapitre D.02 « logement ».

1. Étendue des activités de la branche

(NAP classe 55)

Les activités de la branche concourent à la construction d'ouvrages immobiliers, qu'il s'agisse de logements, bureaux, centres commerciaux, installations industrielles, réseaux de transports et télécommunication, équipements collectifs, etc. Le plus souvent interviennent conjointement, pour la réalisation de ces ouvrages, des activités industrielles et des prestations de services qui sont décrites dans d'autres chapitres. Une distinction est faite entre bâtiment et travaux publics dans la nomenclature des activités de la branche qui comprend :

• *Pour le bâtiment :*

— construction d'ossatures autres que métalliques pour les bâtiments;
— installation industrielle, montage-levage;
— installation électrique dans les immeubles;
— construction industrialisée;

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer (Direction des affaires économiques et internationales).

— maçonnerie et travaux courants de béton armé;
— génie climatique : chauffage, ventilation, isolation des immeubles;
— menuiserie et serrurerie;
— couverture, plomberie, installations sanitaires;
— aménagements, finitions : plâtrerie, peinture, vitrerie.

• *Pour les travaux publics :*

— travaux d'aménagement des terres et des eaux, voirie urbaine et rurale, aménagement des parcs et jardins;
— construction de lignes de transport d'électricité;
— travaux d'infrastructure générale : terrassement, travaux souterrains, fluviaux et maritimes, travaux de voies ferrées, pose à longue distance de canalisations et de lignes téléphoniques;
— construction de chaussées;
— forage, sondages de terrains, fondations spéciales;
— construction d'ossatures autres que métalliques pour des ouvrages d'art (ponts, châteaux d'eau, etc.).

2. Les entreprises
(tableaux 1 à 6)

Il s'agit des entreprises exerçant à titre principal une ou plusieurs des activités précédemment énumérées, mais qui peuvent en plus intégrer des activités secondaires industrielles (construction d'ossatures métalliques, fabrication en série de menuiserie, préfabrication de matériaux, etc.). Inversement, ne sont pas repris dans les tableaux les résultats concernant les entreprises industrielles ou de service dont l'activité « BTP » est secondaire. C'est le cas par exemple d'une entreprise de construction métallique qui effectue accessoirement le montage sur le terrain ou bien d'une entreprise de distillation de goudron qui, à titre secondaire, ferait des travaux de revêtement routier.

Les tableaux 1 à 6 présentent les données principales sur l'activité des entreprises.

L'« enquête annuelle d'entreprise » (1) dans le secteur du BTP est réalisée par le ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer, selon les modalités suivantes :

— enquête de périodicité effectivement annuelle auprès des entreprises de 11 salariés et plus; exhaustive au-delà d'une taille de 20 salariés, par sondage en deçà;
— enquête périodique (deux fois tous les cinq ans) et par sondage auprès des entreprises de 10 salariés et moins.

Les questionnaires utilisés sont :

— le *questionnaire général* pour les entreprises de 50 salariés et plus;
— le *questionnaire simplifié*, et sans compte de résultat, pour les entreprises de 11 à 49 salariés;
— le *questionnaire simplifié pour les artisans* pour les entreprises de 10 salariés et moins.

D'une manière générale, le secteur est peu concentré, surtout dans le bâtiment où il existe un nombre important de petites et moyennes entreprises, particulièrement dans les activités de second œuvre. D'autre part, les grandes entreprises ont le plus souvent des activités multiples, bâtiment et travaux publics, notamment celles qui sont classées dans le poste « construction d'ossatures », les techniques utilisées étant assez similaires.

3. Construction et transformation de bâtiments
(tableaux 7 à 20)

31. Permis de construire

Les statistiques de la construction sont réalisées depuis plusieurs années par le ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer à l'aide de systèmes informatisés. Ces systèmes, ensembles d'applications cohérentes, forment un réseau d'informations qui a évolué au cours du temps : SICLONE (système d'information sur la construction des logements et des locaux) a remplacé SIROCO-2 (système d'information répertoriant les opérations de construction) au 1er janvier 1986, SIROCO-2 ayant lui-même succédé à SIROCO en avril 1982.

SICLONE a eu pour conséquence principale une nouvelle répartition des tâches au sein du réseau, avec un rôle accru des cellules statistiques des directions régionales de l'Équipement, alors que les concepts et la méthodologie statistique n'ont pas connu d'évolutions sensibles.

Les opérations retenues correspondent au champ des permis dits « gros permis » au sens de SICLONE, c'est-à-dire qu'elles répondent au moins à l'une des conditions suivantes :

— création d'un ou plusieurs logements ordinaires;
— création d'au moins 50 m^2 de locaux autres qu'habitation;
— création de logements ou/et de chambres d'habitat communautaire ou d'hébergement.

En conséquence, les opérations comportant uniquement des locaux autres qu'habitation pour une surface totale inférieure à 50 m^2 ne sont plus retenues.

Quelques définitions :

● *Logement*

Ensemble de pièces d'habitation comportant au moins une pièce de service (cuisine généralement); les pièces indépendantes, même aménagées, sont comptées comme pièces (définition différente de celle utilisée par l'INSEE). Les chambres d'hôtel ne sont pas considérées comme des logements et ne sont pas prises en compte dans ce chapitre.

● *Logement autorisé*

Logement, non encore réalisé, qui entre dans le cadre d'un dossier de permis de construire ayant reçu un avis favorable.

● *Logement commencé*

Logement faisant partie d'un bâtiment dont les fondations sont commencées (cas des collectifs) ou dont les fouilles en rigole sont entreprises (cas des individuels).

● *Logement terminé*

Logement habitable compris dans un bâtiment entièrement terminé (pris en compte dans le fichier des permis de construire après réception de la déclaration d'achèvement des travaux).

1. Ce type d'enquête est décrit dans le chapitre G.03 « Production industrielle ».

• *Pièces d'habitation*

Sont comptées comme telles les pièces ayant une surface au moins égale à 9 m^2, autres que celles de service et de circulation (entrée, dégagement, salle de bains,...); toutefois la cuisine est comptée comme pièce dès lors que sa surface atteint 12 m^2.

• *Surface de plancher des locaux à usage autre que l'habitation*

Il s'agit de la surface hors œuvre développée.

• *Secteur de financement*

Cette ventilation très liée à l'aide de l'État se modifie avec les dispositions en vigueur.

La réforme de l'aide au logement, dont la mise en place s'est effectuée progressivement à partir de juillet 1977, se caractérise par une simplification des circuits de financement. A chaque secteur de financement correspond un seul type de prêt de l'État :

— secteur « accession aidée » : le prêt en accession à la propriété (PAP) s'est substitué aux prêts spéciaux immédiats du Crédit foncier de France (PSI) et aux prêts HLM accession;

— secteur « locatif aidé », le prêt locatif aidé (PLA) finance toutes les habitations locatives à loyer modéré;

— autres financements (dont prêts conventionnés).

Le financement, saisi à l'autorisation, est un financement envisagé, le pétitionnaire n'ayant pas toujours reçu l'accord de l'organisme prêteur. Il ne correspond pas toujours au financement définitif de l'opération.

• *Type de construction*

La distinction se fait selon *individuel* ou *collectif*. La maison individuelle correspond à un bâtiment ne comportant qu'un seul logement et disposant d'une entrée particulière.

On distingue deux types de maisons individuelles :

— *individuel pur :* maison individuelle résultant d'une opération de construction ne comportant qu'un seul logement;

— *individuel groupé :* maison individuelle résultant d'une opération de construction comportant plusieurs logements individuels.

Le terme collectif est défini par l'exclusion des deux premiers concepts. Il s'agit de logements faisant partie d'un bâtiment de deux logements ou plus.

32. Prêts spéciaux et aidés du Crédit foncier de France

La loi du 21 juillet 1950, chargeait le Crédit foncier de France de payer les primes à la construction allouées par l'État et d'accorder des prêts spéciaux aux bénéficiaires de ces primes. Depuis 1964, l'aide à la personne remplace l'aide à la pierre par l'introduction de plafond de ressources des occupants des logements financés et la bonification du taux d'intérêt du prêt remplace progressivement le paiement direct de la prime à la construction à son titulaire. Jusqu'à 1972 le Crédit foncier de France accordait également des prêts spéciaux différés (décret du 13 juillet 1965) dont la réalisation était subordonnée à l'obtention préalable d'une promesse de prêt, d'une part, et à l'achèvement des travaux, d'autre part.

A partir de 1972 (décret du 24 janvier 1972), le Crédit foncier de France a accordé :

— des prêts spéciaux immédiats (PSI) qui comprenaient une fraction conditionnelle correspondant à un supplément familial;

— des prêts à taux réduits aux établissements bancaires et financiers habilités par convention à consentir des prêts immobiliers conventionnés (PIC).

A la suite de la réforme du financement du Logement (loi du 3 janvier 1977) instituant notamment l'Aide personnalisée au logement (APL), le Crédit foncier de France participe à l'octroi des nouveaux prêts aidés, « accession à la propriété » et « location » (PAP et PLA; décrets du 27 juillet 1977).

Des statistiques relatives à ces prêts sont présentées dans les tableaux 17 et 18.

Ces prêts, toujours soumis à des conditions de ressources des futurs occupants, se caractérisent notamment par l'extension de leur champ d'application aux opérations d'acquisition-amélioration. Par rapport aux PSI qu'ils remplacent, les PAP ont des montants unitaires plus élevés. Les occupants des logements financés au moyen des PAP et des PLA peuvent bien entendu bénéficier de l'APL.

Les PAP peuvent être consentis :

— à taux d'intérêt fixes et à annuités soit progressives (décret du 27 juillet 1977), soit constantes (décret du 20 juillet 1987);

— ou à taux d'intérêt révisables (décret du 27 avril 1984).

Les PLA peuvent être octroyés :

— à taux d'intérêt fixes (décret du 27 juillet 1977);

— ou à taux d'intérêt révisables (décret du 5 juin 1985).

4. Commercialisation des logements neufs
(tableaux 21 et 22)

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs est effectuée chaque trimestre auprès des promoteurs, professionnels ou occasionnels. Elle permet de suivre les logements mis en vente, vendus, disponibles, ainsi que les délais d'écoulement et les taux de renouvellement des stocks. Elle donne, par ailleurs, des prix moyens au mètre carré.

Entrent dans le champ de l'enquête les permis de construire de cinq logements et plus, dont la destination est la vente.

On a donc exclu du champ de l'enquête :

— le secteur locatif (permis de construire destinés à la location);

— les constructions individuelles réalisées par des particuliers en vue de leur occupation personnelle (permis de construire d'un logement);

— les logements construits par l'État, les collectivités locales et les sociétés nationalisées;

— l'ensemble des logements de fonction;

— les permis de construire de deux, trois ou quatre logements dont l'importance totale est négligeable.

⁂

TABLEAU K.11-1

Bâtiment, Travaux publics (NAP classe 55) : **entreprises et population active totale du secteur d'entreprise** (entreprises de plus de 10 salariés)

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer. — Enquête annuelle d'entreprise

Numéro de la NAP	Activité principale de l'entreprise	1983 Nombre d'entreprises	1983 Effectifs (1)	1984 Nombre d'entreprises	1984 Effectifs (1)	1985 Nombre d'entreprises	1985 Effectifs (1)	1986 Nombre d'entreprises	1986 Effectifs (1)	1987 Nombre d'entreprises	1987 Effectifs (1)
5510	Aménagement des terres et des eaux, voirie; parcs et jardins	1.633	94.284	1.624	92.683	1.654	88.478	1.855	95.212	1.718	95.390
5511	Construction de lignes de transport d'électricité	234	29.843	280	34.467	275	32.977	283	34.763	323	32.398
5512	Travaux d'infrastructure générale	582	70.096	675	54.882	537	53.103	552	55.358	540	53.640
5513	Construction de chaussées	165	45.999	161	37.967	165	34.395	152	34.095	175	36.204
5520	Entreprises de forages, sondages; fondations spéciales	57	8.875	69	8.928	79	7.543	77	7.201	73	5.843
5530	Construction d'ossatures autres que métalliques	82	26.815	72	31.030	80	26.878	72	26.236	77	24.280
5531	Installations industrielles, montage-levage	105	7.190	138	7.340	109	7.059	129	7.086	140	9.356
5540	Installation électrique	1.608	97.356	1.620	99.013	1.603	100.120	1.732	101.436	1.709	106.501
5550	Construction industrialisée	229	26.932	253	24.869	226	21.647	358	20.223	301	20.140
5560	Maçonnerie, travaux courants de béton armé	6.794	269.595	6.124	229.766	5.832	214.548	6.091	210.291	5.785	211.161
5570	Génie climatique	1.250	47.810	1.170	46.120	1.169	44.548	1.234	44.101	1.190	43.961
5571	Menuiserie-serrurerie	2.569	70.179	2.394	64.072	2.464	66.429	2.550	64.574	2.654	72.408
5572	Couverture, plomberie et installations sanitaires	1.629	51.554	1.757	52.392	1.793	50.826	1.769	48.508	1.685	47.672
5573	Aménagements, finitions	3.335	107.190	3.131	99.353	2.955	92.941	3.193	94.560	3.188	97.696
	Ensemble bâtiment, travaux publics	**20.272**	**953.718**	**19.468**	**882.882**	**18.941**	**841.492**	**20.047**	**843.644**	**19.558**	**856.650**

(1) Population active totale au 30 juin de chaque année.

TABLEAU K.11-2

Bâtiment, travaux publics (NAP classe 55) : **production** (1) **(hors taxes) du secteur d'entreprise** (entreprises de plus de 10 salariés)

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer. — Enquête annuelle d'entreprise

Unité : Million de francs

Numéro de la NAP	Activité principale de l'entreprise	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
5510	Aménagement des terres et des eaux, voirie; parcs et jardins	27.198	28.157	29.712	28.873	29.717	29.696	34.765	37.949
5511	Construction de lignes de transport d'électricité	7.075	7.590	8.653	7.861	10.196	10.507	12.319	11.856
5512	Travaux d'infrastructure générale	24.832	33.500	39.715	39.973	35.593	38.943	36.994	33.447
5513	Construction de chaussées	9.341	13.516	17.831	*r* 18.671	16.794	17.983	18.883	21.685
5520	Entreprises de forages, sondages; fondations spéciales	2.747	4.016	4.567	4.628	4.645	4.749	5.135	4.211
5530	Constructions d'ossatures autres que métalliques	8.496	10.958	13.262	10.465	15.969	14.711	13.124	11.819
5531	Installation industrielle, montage-levage	1.816	1.983	2.096	2.047	2.430	2.367	2.372	3.525
5540	Installation électrique	20.335	23.018	27.924	*r* 30.561	34.250	36.210	37.911	40.776
5550	Construction industrialisée	8.234	8.240	8.720	10.855	13.343	10.437	9.862	8.484
5560	Maçonnerie et travaux courants de béton armé	55.888	58.035	61.648	66.449	60.969	60.716	63.949	66.996
5570	Génie climatique	12.229	12.770	14.102	15.382	16.966	18.034	19.615	18.598
5571	Menuiserie-serrurerie	14.230	16.018	18.014	19.250	19.436	21.311	24.351	28.023
5572	Couverture, plomberie et installations sanitaires	12.097	12.949	14.712	14.290	15.374	16.539	17.096	17.458
5573	Aménagements, finitions	20.055	21.850	22.968	24.302	24.235	24.309	27.439	29.916
	Ensemble bâtiment, travaux publics	**224.573**	**252.600**	**283.925**	***r* 293.607**	**299.917**	**306.512**	**323.815**	**334.741**

(1) La production du secteur comprend le montant des travaux de bâtiment et de travaux publics exécutés directement et le montant des activités autres.

TABLEAU K.11-3

Bâtiment, travaux publics (NAP classe 55) : **investissements du secteur d'entreprise** (entreprises de plus de 10 salariés)

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer. Enquête annuelle d'entreprise — *Unité :* Million de francs

Numéro de la NAP	Activité principale de l'entreprise	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
5510	Travaux d'aménagement des terres et des eaux, voirie; parcs et jardins	1.358	1.416	1.341	1.235	1.170	1.321	1.721	2.112
5511	Construction de lignes de transport d'électricité	234	242	263	274	330	313	419	457
5512	Travaux d'infrastructure générale	1.549	1.733	2.239	1.563	1.430	1.459	1.856	1.722
5513	Construction de chaussées	412	459	433	508	418	569	700	1.077
5520	Entreprise de forages, sondages; fondations spéciales	332	433	361	443	576	672	244	221
5530	Constructions d'ossatures autres que métalliques	274	367	416	241	555	444	485	432
5531	Installation industrielle, montage-levage	60	105	96	58	82	70	67	121
5540	Installation électrique	409	413	483	513	537	698	761	889
5550	Construction industrialisée	384	309	540	1.001	836	273	258	377
5560	Maçonnerie et travaux courants de béton armé	1.866	1.950	2.026	1.861	1.533	1.702	1.923	1.962
5570	Génie climatique	226	229	214	223	230	251	296	311
5571	Menuiserie-serrurerie	357	417	430	448	469	550	565	670
5572	Couverture, plomberie et installations sanitaires	201	255	282	244	289	299	346	368
5573	Aménagement, finitions	412	441	471	482	457	500	663	658
	Ensemble bâtiment, travaux publics	**8.074**	**8.769**	**9.596**	**9.092**	**8.911**	**9.121**	**10.304**	**11.378**

TABLEAU K.11-4

Bâtiment, travaux publics (NAP classe 55) :
Travaux directs en métropole selon l'ouvrage (entreprises de plus de 10 salariés)

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer. Enquête annuelle d'entreprise — *Unité :* Million de francs

Nature de l'ouvrage	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Maisons individuelles	38.077	36.996	36.454	36.330	32.800	38.880	34.582
Logements collectifs	38.777	43.056	42.047	41.776	42.696	45.391	45.734
Bâtiments résidentiels	3.346	4.187	3.852	4.735	5.046	6.336	7.334
TOTAL	80.200	84.239	82.354	82.841	*r*80.542	90.607	87.650
Ateliers industriels, usines	26.190	28.822	28.746	27.028	28.310	36.288	36.063
Bureaux, halls	17.585	19.067	21.175	17.740	18.805	21.907	26.952
Bâtiments destinés à l'enseignement et à la recherche	5.450	5.744	5.290	5.774	5.943	5.958	7.634
Autres bâtiments	23.971	25.458	27.772	39.643	*r*43.289	*r*44.738	49.540
TOTAL	73.196	79.092	82.983	90.185	*r*96.347	*r*108.891	120.190
Total Bâtiment	**153.396**	**163.332**	**165.997**	**173.026**	**176.889**	***r*199.498**	**207.840**
Routes et pistes	●	●	●	●	26.096	28.765	33.198
Autres voies de communication	●	●	●	●	9.674	12.084	11.331
TOTAL voies de communication	●	●	●	●	35.770	40.849	44.529
Réseau électrique et télécommunications	●	●	●	●	13.842	12.379	14.052
Autres lignes et canalisations	●	●	●	●	12.106	12.929	14.340
TOTAL lignes et canalisations	●	●	●	●	25.948	25.308	28.393
Autres ouvrages de travaux publics	●	●	●	●	5.864	7.328	6.871
Total Travaux publics	●	●	●	●	**67.582**	**73.485**	**79.792**
TOTAL Bâtiment et Travaux publics	●	●	●	●	**244.471**	**272.983**	**287.632**

TABLEAU K.11-5

Bâtiment, travaux publics (NAP classe 55) : **Travaux directs en métropole selon l'ouvrage** (ensemble des entreprises)

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer. Enquête annuelle d'entreprise — *Unité :* Million de francs

Nature de l'ouvrage	1981		1983		1986	
	Ensemble des entreprises	Dont entreprises de 0 à 10 salariés	Ensemble des entreprises	Dont entreprises de 0 à 10 salariés	Ensemble des entreprises	Dont entreprises de 0 à 10 salariés
Maisons individuelles	114.024	75.946	124.206	87.752	132.220	93.340
Logements collectifs	53.910	15.133	60.458	18.411	69.886	24.495
Bâtiments résidentiels	4.629	1.283	5.317	1.465	8.995	2.659
TOTAL	172.563	92.362	189.981	107.628	211.101	120.494
Ateliers industriels, usines	32.440	6.250	37.619	8.873	43.250	6.962
Bureaux, halls	23.703	6.119	28.550	7.375	29.793	7.886
Bâtiments destinés à l'enseignement et à la recherche	7.260	1.809	7.295	2.005	8.700	2.742
Autres bâtiments	34.541	10.589	39.244	11.472	66.542	21.802
TOTAL	97.944	24.767	112.708	29.725	148.285	39.392
Total bâtiment	**270.507**	**117.129**	**302.689**	**137.353**	**359.386**	**159.886**
Routes et pistes	●	●	●	●	31.010	2.245
Autres voies de communication	●	●	●	●	12.533	449
TOTAL voies de communication	●	●	●	●	43.543	2.694
Réseau électrique et télécommunications	●	●	●	●	12.907	528
Autres lignes et canalisations	●	●	●	●	13.678	749
TOTAL lignes et canalisations	●	●	●	●	26.585	1.277
Autres ouvrages de travaux publics	●	●	●	●	10.489	3.161
TOTAL travaux publics	●	●	●	●	**80.617**	**7.132**
TOTAL bâtiment et travaux publics	●	●	●	●	**440.002**	**167.019**

TABLEAU K.11-6

Bâtiment, travaux publics (NAP classe 55) : **Travaux directs en métropole selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise**

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer. Enquête annuelle d'entreprise — *Unité :* Million de francs

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
0 à 10 salariés :							
Neuf	55.814	///	66.605	///	///	65.091	///
Entretien, amélioration	65.736	///	76.900	///	///	101.927	
11 à 19 salariés :							
Neuf	13.610	14.055	13.473	15.327	16.331	21.398	20.283
Entretien, amélioration	11.738	13.565	14.837	14.195	16.217	20.056	21.150
20 à 49 salariés :							
Neuf	29.878	32.957	32.847	35.416	35.672	41.753	44.851
Entretien, amélioration	22.522	25.421	27.985	28.708	28.562	28.603	34.166
50 à 199 salariés :							
Neuf	32.907	34.884	33.912	36.514	36.014	39.107	41.947
Entretien, amélioration	15.327	17.626	19.455	19.623	19.834	19.419	20.672
200 salariés et plus :							
Neuf	62.781	64.818	59.893	56.492	67.161	73.378	76.391
Entretien, amélioration	21.621	28.187	28.274	32.365	24.677	29.271	28.172
Total entreprises de 11 salariés et plus :							
Neuf	**139.176**	**146.714**	**140.126**	**143.749**	**155.179**	**175.636**	**183.472**
Entretien, amélioration	**71.208**	**84.799**	**90.552**	**94.891**	**89.291**	**97.349**	**104.160**
Ensemble des entreprises :							
Neuf	**194.990**	///	**206.731**	///	///	**240.727**	///
Entretien, amélioration	**136.944**	///	**167.452**	///	///	**199.276**	

TABLEAU K.11-7

Logements autorisés par secteur de financement principal envisagé

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer

Unité : Millier de logements

Secteur de financement principal envisagé	1985	1986	1987	1988
Aide à la location	53,9	54,4	48,3	47,5
Aide à l'accession	84,6	90,9	*r* 72,2	62,0
Autres financements (dont prêts conventionnés)	210,6	207,4	261,9	305,3
Ensemble	**349,1**	**352,7**	**382,4**	**414,8**

TABLEAU K.11-8

Logements autorisés par nombre de pièces d'habitation

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer

Unité : Millier de logements

Nombre de pièces d'habitation par logement	1985	1986	1987	1988
1 pièce	29,9	31,6	41,0	47,1
2 pièces	44,3	48,9	59,6	75,4
3 pièces	61,8	61,0	67,5	80,0
4 pièces	92,8	88,5	89,1	91,2
5 pièces	87,2	87,6	87,8	82,9
6 pièces et plus	33,0	35,1	37,3	38,2
Total	**349,1**	**352,7**	**382,4**	**414,8**

TABLEAU K.11-9

Logements autorisés selon la taille du permis de construire et le type de construction

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer

Unité : Millier de logements

Taille du permis de construire	1986			1987			1988		
	Individuel	Collectif	Ensemble	Individuel	Collectif	Ensemble	Individuel	Collectif	Ensemble
1 logement	165,4	ε	165,4	166,1	0,1	166,1	160,6	0,1	160,7
2 à 9 logements	6,4	12,6	19,0	8,7	14,9	23,6	10,9	16,8	27,7
10 à 19 logements	7,5	15,9	23,3	8,1	17,4	25,5	8,4	23,1	31,5
20 à 49 logements	14,3	46,7	61,0	17,6	50,6	68,2	16,5	60,2	76,7
50 à 99 logements	9,6	42,6	52,2	8,7	45,8	54,5	9,7	60,3	70,0
100 logements et plus	4,3	27,5	31,7	3,4	41,0	44,4	6,7	41,5	48,2
Ensemble	**207,5**	**145,3**	**352,7**	**212,7**	**169,7**	**382,4**	**212,8**	**202,0**	**414,8**

TABLEAU K.11-10

Logements autorisés par statut d'occupation (mode d'utilisation)

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer — *Unité :* Millier de logements

Statut d'occupation	1985	1986	1987	1988
Occupation personnelle	171,4	169,6	181,2	180,6
Location vide ou meublée	71,0	65,7	60,7	63,3
Vente ou location-vente	74,5	81,9	98,3	122,8
Mixte location et vente (1)	2,3	3,1	4,3	4,9
Ensemble des résidences principales (2)	*321,3*	*322,9*	*347,8*	*374,4*
Résidences secondaires	*27,7*	*29,9*	*34,5*	*40,4*
Ensemble (2)	**349,1**	**352,7**	**382,4**	**414,8**

(1) Opérations destinées en partie à la vente et en partie à la location. — (2) Y compris les logements de fonction inclus dans les résidences principales : 2,3 milliers en 1985, 2,5 milliers en 1986, 3,4 milliers en 1987, 2,9 milliers en 1988.

TABLEAU K.11-11

Surfaces autres qu'habitations autorisées selon la destination

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer — *Unité :* Millier de mètres carrés

Destination	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	*r* 1987	1988
Bâtiments agricoles	13.485	13.125	13.017	13.077	11.723	10.913	9.175	9.545	9.334	10.570	11.209
Bâtiments industriels	6.414	7.244	7.178	5.766	5.052	4.590	4.340	4.653	5.052	6.454	8.223
Stockages	5.749	6.047	6.221	5.590	4.434	4.228	3.779	4.059	4.159	5.440	7.467
Garages	1.300	1.177	1.320	1.080	1.357	1.161	916	1.069	1.067	1.493	1.630
Commerces	1.976	2.147	2.571	2.708	2.950	2.738	2.906	3.096	3.349	4.647	5.611
Bureaux	2.332	2.572	2.571	2.977	2.316	2.296	2.420	3.245	4.059	5.285	6.359
Autres	7.048	6.854	6.528	6.650	5.456	4.663	4.438	5.181	4.936	6.040	7.388
Ensemble	**38.304**	**39.166**	**39.406**	**37.848**	**33.288**	**30.589**	**27.974**	**30.848**	**31.956**	**39.929**	**47.887**

TABLEAU K.11-12

Logements commencés par type de construction

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer — *Unité :* Millier de logements

Type de construction	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Individuels purs	213,0	209,3	199,4	186,4	164,2	166,4	151,0	145,3	142,1	149,6	145,3
Autres individuels	64,7	71,6	65,2	64,0	56,2	51,8	40,8	41,2	37,0	36,4	37,6
Totaux individuels	*277,7*	*280,9*	*264,6*	*250,4*	*220,4*	*218,2*	*191,9*	*186,5*	*179,1*	*186,0*	*182,9*
Collectifs	*162,4*	*148,2*	*132,8*	*148,2*	*125,8*	*115,8*	*91,2*	*97,0*	*107,7*	*r 115,5*	*139,0*
Ensemble	**440,1**	**429,1**	**397,4**	**398,6**	**346,2**	**334,1**	**283,1**	**283,5**	**286,8**	***r* 301,5**	**321,9**

TABLEAU K.11-13

Logements terminés par type de construction

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer — *Unité :* Millier de logements

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Individuel	243,5	250,2	250,0	218,4	207,5	180,9	173,0	160,7	160,8	181,1
Collectif	160,1	128,1	140,1	117,9	106,6	89,9	83,9	75,8	*r* 90,0	105,6
Total	**403,6**	**378,3**	**390,1**	**336,3**	**314,1**	**270,8**	**256,9**	***r* 236,5**	***r* 250,8**	**286,7**

TABLEAU K.11-14

Logements terminés par secteur de financement dans les départements d'outre-mer

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer — *Unité :* Logement

Secteur de financement (1)	Guadeloupe			Guyane			Martinique			Réunion		
	1985	1986	1987	1985	1986	1987	1985	1986	1987	1985	1986	1987
Location aidée	395	144	49	10	442	48	443	398	95	63	...	...
Accession aidée	278	87	106	38	171	9	—	—	96	373	...	...
Logements primés	76	203	46	—	5	—	—	—	—	647	...	...
Autres logements	423	370	478	655	262	151	1.146	880	1.579	371	...	...
Ensemble	**1.172**	**804**	**679**	**703**	**880**	**208**	**1.589**	**1.278**	**1.770**	**1.454**	**1.997**	**1.770**

(1) Les départements d'outre-mer ne sont pas concernés par la réforme du financement du logement de 1977 et conservent les anciens modes de financement.

TABLEAU K.11-15

Logements autorisés dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer — *Unité :* Logement

	TOM			Collectivités territoriales	
	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française (1)	Wallis et Futuna (2)	Mayotte	Saint-Pierre-et-Miquelon
1981	515	888	17	567	95
1982	450	893	30	737	82
1983	525	807	55	547	128
1984	564	926	40	267	40
1985	316	947	39	220	35
1986	748	1.450	*r* 29	616	54
1987	1.417	1.304	31	396	40

(1) Îles du Vent : Tahiti et Moorea. — (2) Logements financés (prêts à la construction neuve).

TABLEAU K.11-16

Statistiques de la construction dans certains pays industrialisés

Source : Commission économique pour l'Europe. Bulletin annuel de statistique du logement et de la construction pour l'Europe

Pays de la CEE/ONU	*r* 1984		*r* 1985		1986		1987	
	Investissement dans le logement (en % du PIB)	Logements achevés (taux pour 1.000 habitants)	Investissement dans le logement (en % du PIB)	Logements achevés (taux pour 1.000 habitants)	Investissement dans le logement (en % du PIB)	Logements achevés (taux pour 1.000 habitants)	Investissement dans le logement (en % du PIB)	Logements achevés (taux pour 1.000 habitants)
Allemagne (République fédérale d')	6,4	6,5	5,6	5,1	5,3	4,1	5,1	...
Belgique	3,1	(1) 2,6	3,2	(1) 3,1	3,2	(1) 2,6	3,6	...
Danemark	4,6	5,6	4,3	4,4	5,0	5,6	4,4	...
Espagne	...	5,1	...	...	...	...	...	...
France	4,9	5,4	4,7	5,3	4,5	5,3	4,4	...
Grèce	4,5	7,4	4,3	8,9	5,2	11,0	...	...
Irlande	4,5	7,0	...	6,7	...	6,4	...	5,2
Italie	6,5	(2) 3,9	6,2	(2) 3,5	5,7	(2) 2,7	5,2	...
Luxembourg	...	3,8	...	3,5	...	3,8	...	...
Pays-Bas	5,1	8,0	4,7	7,0	4,7	7,5	4,7	7,9
Portugal	...	4,3	...	3,8	...	...	...	...
Royaume-Uni	3,7	4,0	3,4	3,8	3,6	...	3,7	...
Canada	5,0	6,3	5,4	...	6,3	7,5	7,2	...
Etats-Unis	4,8	...	4,8	...	5,2	...	5,2	...
Suisse	7,1	7,4	6,9	7,4	...	7,1	...	6,7
URSS	...	7,3	...	7,2	...	7,5	...	...

(1) Logements commencés. — (2) Logements autorisés.

TABLEAU K.11-17

Prêts spéciaux et aidés du Crédit Foncier de France, en autorisations brutes

Source : Crédit Foncier de France

	Unité	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
		Régime 1977 (1)	Régime 1977 (1)	Régime 1977 (1)	Régime 1977 (1)	Régime 1977 (1)	Régime 1977 (1)	Régime 1977 (1)	Régime 1977 (1)	Régime 1977 (1)
Nombre de logements	Millier	75,7	94,9	118,5	135,3	136,7	100,4	108,8	87,8	68,2
Montant des prêts	Million de F	15.159,4	22.151,7	30.079,3	36.795,4	41.424,2	31.946,0	35.114,4	28.450,3	21.610,9
Nombre de pièces (2)	Millier	342,0	433,5	(3)	(3)	(3)	(3)	(3)	(3)	(3)
Nombre moyen de pièces par logement (2)	Nombre	4,5	4,6	(3)	(3)	(3)	(3)	(3)	(3)	(3)
Surface habitable moyenne par logement (2)	Mètre carré	95,0	96,0	95,4	94,1	93,0	88,0	89,8	88,7	87,3
Prêt moyen par logement	Millier de F	198,9	233,6	253,8	272,0	303,0	318,2	322,7	324,0	316,8
Prêt moyen par pièce (2)	»	44,1	51,2	(3)	(3)	(3)	(3)	(3)	(3)	(3)
Prêt moyen au mètre carré (2)	F	2.119,6	2.462,4	2.663,8	2.936,9	3.317,3	3.678,8	3.649,3	3.691,8	3.630,5

(1) Non compris prêts spéciaux immédiats dans les DOM : 411 logements pour 79,1 millions de F en 1980; 719 logements pour 150,1 millions de F en 1981; 1.428 logements pour 359,7 millions de F en 1982; 1.101 logements pour 291,6 millions de F en 1983; 1.344 logements pour 387,8 millions de F en 1984; 2.308 logements pour 717,0 millions de F en 1985; 1.741 logements pour 555,2 millions de F en 1986; 1.339 logements pour 448,6 millions de F en 1987; 1.977 logements pour 622,7 millions de F en 1988. — (2) Compte tenu des PAP du secteur diffus à gestion globale s'agissant du régime 1977. — (3) Depuis 1982, les renseignements ne sont disponibles que pour les PAP du secteur diffus à gestion individuelle, nombre de pièces : 272,6 milliers en 1982; 314,6 milliers en 1983; 337,1 milliers en 1984; 191,4 milliers en 1985; 262,4 milliers en 1986; 197,4 milliers en 1987 et 170 milliers en 1988. — Nombre moyen de pièces par logement : 4,7 en 1982, en 1983, en 1984, et en 1985 et 4,8 en 1986, en 1987 et en 1988. — Prêt moyen par pièce : 50,3 milliers de F en 1982, 54,1 en 1983, 62,4 en 1984; 64,7 en 1985, 67,7 en 1986, 68,1 en 1987 et 66,5 en 1988.

TABLEAU K.11-18

Prêts aidés du Crédit Foncier de France (régime 1977) par type, en autorisations

Source : Crédit Foncier de France

Type	Nombre de logements	Montant des prêts (en millions de F)	Moyenne par logement : Prêt (en milliers de F)	Moyenne par logement : Surface habitable (3) (en m^2)
Accession (PAP)	58.748	19.242,7	327,5	92
Diffus (1)	40.271	12.906,8	320,5	101
Groupés (2)	18.477	6.335,9	342,9	76
Location (PLA)	9.462	2.368,2	250,3	59
Ensemble année 1988	**68.210**	**21.610,9**	**316,8**	87
Année 1987	*87.807*	*28.450,3*	*324,0*	89
Année 1986	*108.825*	*35.114,4*	*322,7*	90
Année 1985	*100.394*	*31.946,0*	*318,2*	88
Année 1984	*136.699*	*41.424,2*	*303,0*	93

(1) Accession directe à la propriété. — (2) Accession indirecte à la propriété, par l'intermédiaire d'un promoteur maître d'ouvrage. — (3) Compte non tenu des PAP du secteur diffus, à gestion globale.

TABLEAU K.11-19

Investissement en logement

Source : INSEE. Rapport sur les comptes de la Nation

Unité : Million de francs

	1980	1981	1982	1983	1984	*r* 1985	*r* 1986	*r* 1987	*p* 1988
Ménages (1)	184.566	196.139	206.959	217.397	220.987	222.952	227.965	237.730	251.782
Organismes d'HLM	14.347	16.673	19.206	20.571	20.546	21.904	23.947	23.688	23.998
Autres (2)	9.948	10.571	13.073	12.469	12.841	12.895	14.058	15.549	18.417
Ensemble	**208.861**	**223.383**	**239.238**	**250.437**	**254.374**	**257.751**	**265.970**	**276.967**	**294.197**
soit : Logements neufs	*142.209*	*149.362*	*155.828*	*162.193*	*160.480*	*158.467*	*161.000*	*166.357*	*176.707*
Gros entretien	*66.652*	*74.021*	*83.410*	*88.244*	*93.894*	*99.284*	*104.970*	*110.610*	*117.490*

(1) Non compris entreprises individuelles. — (2) Entreprises individuelles, sociétés et quasi-sociétés, institutions de crédit, entreprises d'assurance, administrations publiques et privées.

TABLEAU K.11-20

Prêts accordés pour le financement des investissements en logements neufs *

Sources : INSEE. Rapport sur les comptes de la Nation
Banque de France

Unité : Million de francs

Organismes distributeurs	1983	1984	1985	1986	*r* 1987	*p* 1988
Banques (1)	41.770	39.757	47.088	*r* 46.830	69.372	68.577
Sociétés financières	4.404	5.073	4.087	5.302	8.467	4.892
Crédit foncier et comptoir des entrepreneurs	28.788	36.101	27.580	31.362	28.449	22.464
Caisse de prêts aux HLM (2)	22.607	20.718	20.555	—	—	—
Caisse des dépôts (3) et caisses d'épargne	11.928	14.278	14.839	38.309	33.709	32.483
Entreprises « 1 % logement »	8.532	9.396	10.041	9.353	8.988	8.913
Divers (4)	2.127	1.815	1.665	*r* 1.785	1.463	1.528
Ensemble	**120.156**	**127.138**	**125.855**	*r* **132.941**	**150.448**	**138.857**
dont : prêts aidés (5)	66.062	72.327	65.828	*r* 68.129	57.237	49.103

* L'optique adoptée est celle de la distribution et non celle du financement.

(1) Banques AFB, Banques populaires, Crédit mutuel, Crédit agricole. — (2) Suppression de cet organisme remplacé par la Caisse de garantie du logement social en 1986 et reprise de la distribution des prêts locatifs aidés (PLA) par la Caisse des dépôts et consignations. — (3) Y compris la Caisse de garantie du logement social (CGLS) à partir de 1986. — (4) Collectivités locales, caisses de retraites complémentaires et organismes de sécurité sociale, assurances. — (5) Prêts assortis de bonifications ou subventions de l'État, prêts complémentaires à ces derniers.

TABLEAU K.11-21

Ventes de logements neufs (1)

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer
(Enquête sur la commercialisation des logements neufs)

Unité : Millier de logements

Type de construction	Secteur de financement	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	*r* 1987	1988
Individuel groupé	Aidé	30,8	26,6	23,6	22,3	24,0	21,8	16,4	13,8	10,6	7,7
	Non aidé	12,1	13,6	10,9	11,7	11,5	10,6	7,9	7,2	8,7	13,0
	Ensemble	**42,9**	**40,2**	**34,5**	**34,0**	**35,5**	**32,4**	**24,3**	**21,0**	**19,3**	**20,7**
Collectif	Aidé	28,4	21,0	12,3	10,8	13,3	14,3	13,7	13,4	13,2	9,9
	Non aidé	78,0	69,6	55,8	45,2	42,6	37,8	33,8	33,7	43,2	54,4
	Ensemble	**106,4**	**90,6**	**68,1**	**56,0**	**55,9**	**52,1**	**47,5**	**47,1**	**56,4**	**64,3**

(1) Logements vendus : logements ayant fait l'objet d'une réservation au cours de l'année.

TABLEAU K.11-22

Stocks de logements neufs disponibles à la vente (1)

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer
(Enquête sur la commercialisation des logements neufs)

Unité : Millier de logements

Type de construction	Secteur de financement	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	*r* 1987	1988
Individuel groupé	Aidé	17,5	16,5	18,3	19,6	16,7	15,8	14,4	11,4	9,7	6,8
	Non aidé	11,6	18,0	16,2	15,8	11,8	9,4	7,7	7,0	7,8	10,0
	Ensemble	**29,1**	**34,5**	**34,5**	**35,4**	**28,5**	**25,2**	**22,1**	**18,4**	**17,5**	**16,8**
Collectif	Aidé	20,2	12,2	11,5	14,5	14,9	14,6	12,5	13,3	10,4	8,6
	Non aidé	51,8	51,6	59,3	57,2	49,3	40,0	38,5	29,8	29,7	37,7
	Ensemble	**72,0**	**63,8**	**70,8**	**71,7**	**64,2**	**54,6**	**51,0**	**43,1**	**40,1**	**46,3**

(1) Logements disponibles à la vente : moyenne, calculée sur les quatre trimestres, des logements offerts à la vente.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ministère de tutelle et syndicats professionnels :

— Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer (Sous-Direction des actions statistiques de la Direction des affaires économiques et internationales), L'arche, 92055 Paris-La Défense Cedex 04. Tél. : (1) 40 81 21 22;

— Fédération nationale du bâtiment, 33, avenue Kléber, 75784 Paris Cedex 16. Tél. : (1) 47 20 10 20. — (1) 47 20 88 00;

— Fédération nationale des travaux publics, 3, rue de Berri, 75008 Paris. Tél. : (1) 45 63 11 44.

Publications spécialisées :

● Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer :

Collections statistiques :

— *Statistiques de la construction*, bulletin mensuel, édité par La documentation française;

— *Statistiques et études générales* (derniers titres parus) :

N° 116. Le comportement des occupants de logements neufs en matière de chauffage (1984). L'opinion des occupants de logements neufs sur leur mode de chauffage (1984);

N° 118. Données régionales sur la structure du bâtiment et du génie civil et agricole en 1981. Les chantiers des entreprises de bâtiment et de génie civil et agricole en 1981;

N° 120. Les chantiers en métropole et hors métropole des entreprises de bâtiment et de génie civil agricole en 1981;

N° 121. L'amélioration-entretien dans le génie civil et agricole (de 1978 à 1981). Le prix de revient des logements neufs (en 1982-1983);

N° 122. Enquête sur la commercialisation des logements neufs (résultats du 1er trimestre 1985). Le marché du logement neuf dans les principales zones touristiques en 1983;

N° 123. Structure du bâtiment et du génie civil et agricole en 1983. L'amélioration-entretien dans le bâtiment et le génie civil et agricole en 1983;

N° 124. Données économiques et financières sur le logement (établies au 31 décembre 1984). Construction et financement de logements à l'étranger;

N° 125. Statistiques de la construction neuve en 1983. La construction neuve dans les DOM-TOM en 1983;

N° 126. Enquête sur la commercialisation des logements neufs (résultats du 2e trimestre 1985). Le marché du logement neuf dans les principales zones touristiques;

N° 127. L'amélioration-entretien dans le bâtiment non résidentiel de 1978 à 1981. La prime à l'amélioration de l'habitat en 1983 et 1984. Les exportations de BTP de 1977 à 1983;

N° 128. Les chantiers des entreprises de bâtiment et de génie civil et agricole en 1983. Données régionales sur la structure du bâtiment et du génie civil et agricole en 1983;

N° 129. L'amélioration-entretien du logement (édition de 1984). La hauteur des bâtiments neufs. Rentabilité, efficacité et taux de valeur ajoutée des entreprises de BTP de 1978 à 1983;

N° 130. Structure du bâtiment et du génie civil et agricole en 1984. Les chantiers des entreprises du bâtiment et de génie civil et agricole en 1984;

N° 131. Enquête sur la commercialisation des logements neufs (résultats du 1er trimestre 1986). Le marché du logement neuf au 1er semestre 1986;

N° 132. Données économiques et financières sur le logement (établies au 31 décembre 1985). Construction et financement de logements à l'étranger:

N° 133. L'amélioration-entretien dans le génie civil et agricole de 1978 à 1984. Les 10 premiers groupes du secteur BTP en 1984. Les exportations de BTP de 1978 à 1984;

N° 134. Statistiques de la construction en 1984. La construction neuve dans les DOM-TOM en 1984;

N° 135. Structure du bâtiment et des travaux publics en 1985;

N° 136. Statistiques de la construction en 1986. La construction neuve dans les DOM-TOM en 1986;

N° 137. L'amélioration-entretien dans le bâtiment non résidentiel (édition 1987). Les chantiers des entreprises de BTP en 1985 (enquête réalisée en 1986);

N° 138. Données économiques et financières sur le logement (établies au 31 décembre 1986). Construction et financement des logements à l'étranger;

N° 139. Statistiques de la construction en 1985. Le parc des logements en 1987;

N° 140. Les artisans du bâtiment et des travaux publics. Les grands groupes du secteur BTP en 1985. La construction neuve dans les départements et territoires d'outre-mer;

N° 141. Statistiques de la construction en 1987;

N° 142. Tableau de bord de l'amélioration-entretien du logement (édition 1987);

N° 143. Structure du bâtiment et des travaux publics en 1986;

N° 144. Données économiques et financières sur le logement (établies au 31 décembre 1987). Construction et financement de logement à l'étranger;

N° 145. Séries rétrospectives de l'EAE (enquête annuelle d'entreprise). Les politiques d'investissement dans le BTP de 1977 à 1986;

N° 146. Statistiques de la construction en 1988.

Notes vertes économiques :

— *Tableau de bord :* (tendances de l'activité du bâtiment, logement et travaux publics sous forme de graphiques commentés);

— *Conjoncture.* Analyse détaillée des activités du bâtiment et des travaux publics;

— *Informations rapides.* Diffusion rapide des premiers résultats d'enquêtes et de travaux statistiques.

● Presse spécialisée :

— *Le moniteur des T.P. et du bâtiment* (hebdomadaire);

— *Le bâtiment* (mensuel);

— « Les travaux publics en 1980. — Les marchés intérieurs ». N° 37, mars 1982. Bulletin périodique de la Fédération nationale du bâtiment;

— Bulletin de statistique de la Fédération nationale du bâtiment (trimestriel).

L

Transports et télécommunications

Chapitre L.01

Transports ferroviaires

1. SNCF

2. RATP

1. SNCF

11. Généralités

Pour le suivi de sa gestion, la SNCF dispose d'un ensemble de statistiques régulières dont le présent chapitre fournit une synthèse.

Le département des systèmes d'information statistique de la direction des études, de la planification et de la recherche SNCF, chargé de l'établissement ou de la centralisation de ces statistiques, est en mesure de fournir les précisions utiles concernant les tableaux de résultats publiés et, éventuellement, des résultats complémentaires.

12. Effectifs de personnel

Ces effectifs sont ventilés au tableau 3 selon l'organisation SNCF en place depuis 1972, articulée suivant 3 grandes classes :

— direction de l'entreprise, directions régionales, et services annexes;
— SERNAM;
— établissements par fonction.

13. Consommation d'énergie pour la traction des trains

L'extension du réseau électrifié (voir tableau 2 : longueur des lignes électrifiées) explique la croissance de la part de l'énergie électrique consommée (tableau 5).

14. Trafic de voyageurs

Rappel de définition : *voyageur-kilomètre* : unité de mesure de trafic correspondant au transport d'un voyageur sur une distance d'un kilomètre. Pour un parcours international, le calcul des voyageurs-km a pour base la distance effectuée en territoire français.

Le trafic SNCF comprend :

— le trafic de la banlieue parisienne relatif aux déplacements effectués avec des titres de transport propres à la zone du Syndicat des transports parisiens (depuis le décret du 11 avril 1975);
— le trafic du réseau principal, ne relevant pas de la tarification ci-dessus, composé du trafic des trains rapides et express et des services ferroviaires et routiers régionaux.

Les statistiques du trafic voyageurs sont issues de deux sources :

a. Informations disponibles au moment de l'émission : décomptes détaillés des titres émis par période de vente;
b. Informations disponibles au jour de circulation, avec identification du train.

La source *a* sert de base aux statistiques des nombres de voyageurs et de voyageurs-km par catégorie tarifaire. La source *b* permet, notamment, la détermination de trafics particuliers (TGV par exemple).

15. Trafic marchandises

Rappel de définition : *tonne-kilomètre* : unité de mesure de trafic correspondant au transport d'un poids taxé d'une tonne sur une distance de taxation d'un kilomètre. Pour un transport international, le calcul des tonnes-kilomètres a pour base la distance effectuée en territoire français.

Le trafic SNCF comprend :

— le trafic « expéditions » : trafic assuré désormais par le

Ce chapitre a été établi avec la collaboration de la Direction des études, de la planification et de la recherche de la SNCF.

SERNAM (Service national des messageries) pour les envois de messageries, express,... et les journaux neufs;
— le trafic des wagons à charge et les transports routiers : affrètements routiers assurés par la SCETA (Société de contrôle et d'exploitation de transports auxiliaires);

Dans le tableau 7 est compté comme transport international, tout envoi à destination ou en provenance de l'étranger, soit par point-frontière terrestre (avec ou sans transbordement), soit par les ports maritimes et fluviaux. Les pays indiqués sont en principe ceux de destination finale ou d'origine des marchandises transportées.

16. Prestations des engins moteurs

Elles comprennent les parcours et les tonnes-kilomètres brutes remorquées, définis en note (1) du tableau 10.

2. Régie autonome des transports parisiens (RATP)

Les statistiques de transports relevant du domaine de la RATP comprennent les transports ferroviaires mais également les transports routiers.

* * *

TABLEAU L.01-1

Effectifs, recettes totales et investissements de la SNCF

Source : SNCF

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Effectifs au 31 décembre (en milliers)	248,6	252,9	251,2	245,8	238,8	228,5	218,2	209,4
Recettes totales (hors taxes) [en millions de F] (1) (3)	32.182	35.278	38.737	41.043	43.656	42.721	42.817	44.437
Investissements totaux (en millions de F)	7.391	7.985	8.266	7.735	7.370	8.966	9.245	11.024
soit : réseau principal [en millions de F] (2)	6.743	7.112	7.200	6.688	6.497	8.262	8.481	9.716
banlieue parisienne (en millions de F) (4)	647	873	1.066	1.047	873	704	764	1.308

(1) Produit du trafic, non compris contributions de l'État et des collectivités locales. — (2) Y compris ligne nouvelle Paris-Sud-Est, TGV atlantique, TGV nord, armement naval et matériel acquis en location-vente. — (3) Nouvelle présentation comptable à partir de 1984. — (4) Hors programme « banlieue parisienne » financé par subventions et prêts spéciaux.

TABLEAU L.01-2

Lignes et installations de la SNCF

Situation au 31 décembre

Source : SNCF — *Unité :* Installations : nombre de lignes en km

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Longueur des lignes exploitées :											
Total	34.522	34.444	34.362	34.596	34.599	34.710	34.688	34.676	34.639	34.647	34.563
dont : à deux voies et plus	15.184	15.136	15.134	15.414	15.401	15.523	15.528	15.507	15.509	*r*15.512	15.497
Lignes électrifiées	9.710	9.863	10.074	10.477	10.660	11.088	11.335	11.490	11.583	11.692	12.008
dont : en 25.000 V (1)	4.477	4.484	4.497	4.811	4.959	5.314	5.492	*r*5.637	5.726	5.825	6.056
Lignes ouvertes au trafic voyageurs (2)	24.136	24.032	23.326	23.643	23.771	23.887	23.887	23.902	23.897	23.887	23.782
dont : parcourues par des TGV	///	///	///	883	1.350	1.605	2.139	2.265	2.422	2.595	2.746
Lignes ouvertes au trafic marchandises	34.163	34.089	34.061	33.961	33.964	33.958	33.936	33.920	33.885	33.880	33.769
Longueur des voies principales des lignes	51.059	50.935	50.852	51.401	51.334	51.575	51.577	51.531	51.493	51.534	51.402
dont : parcourues à 200 km/h et plus	840	840	854	1.428	1.395	1.634	2.038	2.038	2.042	2.067	2.067
Installations :											
« Points de vente » ouverts au trafic commercial (3) :											
— voyageurs et marchandises	2.955	2.970	2.930	2.899	2.900	2.897	2.871	2.851	2.832	2.735	2.466
— voyageurs seulement	2.557	2.554	2.572	2.587	2.616	2.621	2.639	2.672	2.710	2.726	2.777
— marchandises seulement	1.169	1.136	1.123	1.153	1.156	1.156	1.156	1.117	1.107	1.171	1.350
Total	**6.681**	**6.660**	**6.625**	**6.639**	**6.672**	**6.674**	**6.666**	**6.640**	**6.649**	**6.632**	**6.593**
Passages à niveaux (4)	22.699	22.545	22.281	22.108	22.111	22.084	22.035	21.888	21.775	21.622	21.505
dont : gardés	5.723	5.352	4.891	4.604	4.492	4.263	4.103	3.883	3.663	3.533	3.525
à signalisation automatique	9.737	10.008	10.304	10.491	10.582	10.797	10.965	11.136	11.343	11.481	11.551
Embranchements particuliers (5)	10.839	10.773	10.672	10.646	10.585	10.453	10.273	10.060	9.800	9.400	9.000

(1) Lignes à courant monophasé industriel (50 périodes). — (2) Ces lignes sont également ouvertes au trafic des marchandises, à l'exclusion de quelques tronçons exploités uniquement en trafic voyageurs. — (3) *Points de vente voyageurs :* gares et points d'arrêts des trains de voyageurs ouverts au trafic commercial, y compris les points d'arrêt sans personnel (au départ desquels les billets sont délivrés par les contrôleurs de route). Ne sont pas compris : les agences de voyages, bureaux de tourisme, bureaux de villes. *Points de vente marchandises :* gares et chantiers ouverts au trafic des wagons complets (les gares ouvertes seulement au service des envois express sont comptées comme points de vente voyageurs). Y compris les gares sans personnel, les embranchements isolés desservis par une gare voisine et les localités desservies par service routier de substitution « FERCAM ». Non comprises les succursales du SERNAM. — (4) Non compris les passages à niveau isolés réservés uniquement aux piétons et les passages à niveau privés, non compris les passages à niveau sur les lignes neutralisées. — (5) Y compris les sous-embranchements raccordés à un embranchement principal, seuls sont pris en compte les embranchements ayant eu une activité dans l'année.

TABLEAU L.01-3

Effectif de personnel à la SNCF

Situation au 31 décembre

Source : SNCF — *Unité :* Millier

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Personnel en activité :								
Direction de l'entreprise, directions régionales et services annexes	*35,0*	*35,8*	*35,6*	*32,9*	*32,3*	*30,8*	*29,9*	*29,1*
Autres fonctions	*203,5*	*206,8*	*205,4*	*202,9*	*196,8*	*188,7*	*180,4*	*172,8*
soit : Transport	86,5	88,6	87,6	84,6	81,2	77,0	73,1	70,6
Commercial voyageurs	23,9	25,1	25,9	26,4	26,0	25,6	25,3	24,8
Commercial marchandises	5,6	5,9	5,6	5,0	5,0	4,8	4,6	4,0
Matériel	38,5	38,6	38,3	37,2	36,2	34,4	32,5	30,4
Équipement	49,0	48,6	48,0	49,7	48,4	46,9	44,9	43,0
Service national des messageries (SERNAM)	*10,1*	*10,3*	*10,3*	*10,1*	*9,7*	*8,9*	*7,9*	*7,5*
Ensemble	**248,6**	**252,9**	**251,2**	**245,8**	**238,8**	**228,5**	**218,2**	**209,4**
Personnel bénéficiant de pensions de retraite :								
Anciens agents (sauf auxiliaires)	253,8	251,9	249,4	246,6	243,0	240,0	237,8	235,4
Veuves et orphelins (1)	155,7	153,8	151,8	149,9	148,2	146,7	*r* 145,3	143,6

(1) Veuves et orphelins d'agents décédés en service ou en retraite.

TABLEAU L.01-4

Matériels ferroviaires moteur (1) et remorqué (2) en service (voie normale)

Situation au 31 décembre

Source : SNCF

Nature du matériel	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Matériel moteur :											
Locomotives diesel	2.191	2.186	2.175	2.144	2.111	2.046	2.015	2.002	1.977	1.977	1.930
TGV (3)	—	—	5	40	68	87	95	104	109	109	107
Automotrices électriques (3)	606	576	571	591	598	635	669	706	745	762	786
Autorails (3)	888	891	861	841	823	811	782	749	728	715	700
Locomotives électriques	2.379	2.423	2.431	2.421	2.417	2.409	2.318	2.324	2.313	2.285	2.237
Turbotrains (3)	52	53	53	53	53	53	53	53	52	52	52
Locotracteurs	1.384	1.385	1.396	1.402	1.420	1.429	1.396	1.388	1.404	1.420	1.417
Matériel à voyageurs :											
Voitures d'express	8.517	8.540	8.415	8.264	7.960	7.758	7.493	7.221	7.212	7.086	6.989
Voiture des services d'intérêt régional	1.599	1.586	1.437	1.375	1.449	1.551	1.680	1.700	1.710	1.722	1.701
Voitures de la banlieue parisienne	1.444	1.435	1.394	1.437	1.380	1.331	1.238	1.147	1.086	1.085	1.081
TGV (4)	—	—	40	320	544	696	760	832	872	872	856
Automotrices électriques (4)	1.904	1.859	1.859	1.920	1.997	2.132	2.221	2.364	2.485	2.521	2.594
Autorails + turbotrains (4)	2.231	2.251	2.172	2.144	2.100	2.065	1.992	1.918	1.858	1.800	1.751
Ensemble matériel à voyageurs	**15.695**	**15.671**	**15.317**	**15.460**	**15.430**	**15.533**	**15.384**	**15.182**	**15.223**	**15.086**	**14.972**
Capacité [millier de places offertes] (5)	1.531,0	1.547,2	1.534,9	1.567,6	1.577,5	1.614,7	1.616,2	1.610,3	1.644,0	1.650,3	1.660,5
Matériel à marchandises (millier) :											
Wagons SNCF Total	174,0	171,2	170,1	167,2	163,6	159,6	156,5	144,0	126,6	108,7	100,7
dont :											
couverts (types courant et spécial)	*60,9*	*58,2*	*57,1*	*56,0*	*55,6*	*55,3*	*55,2*	*49,1*	*39,8*	*31,1*	*28,1*
plats (types courant et spécial)	*59,7*	*59,4*	*59,4*	*59,8*	*59,5*	*59,3*	*58,0*	*55,0*	*50,8*	*44,4*	*40,8*
tombereaux (types courant et spécial)	*36,6*	*37,3*	*37,8*	*36,0*	*33,0*	*30,1*	*28,3*	*25,5*	*22,4*	*20,5*	*19,2*
à toit ouvrant	*16,1*	*15,7*	*15,5*	*15,0*	*15,1*	*14,4*	*14,5*	*13,8*	*13,2*	*12,5*	*12,2*
Wagons de particuliers (6)	83,1	81,2	83,0	83,3	82,3	80,3	77,3	75,6	73,4	71,7	72,6
Wagons de service	13,1	14,1	14,2	14,0	14,1	14,3	13,4	13,1	13,3	15,4	15,7
Capacité [million de tonnes de charge utile] (7)	10,1	10,0	10,1	10,1	10,0	9,8	9,6	9,2	8,5	7,8	7,5

(1) Effectif à l'inventaire diminué des unités louées à des tiers, garées (ne pouvant être utilisées qu'après révision), en réparation différée ou en utilisation spéciale. Non compris les automotrices à voies étroites. — (2) Effectif à l'inventaire corrigé du nombre de véhicules pris ou donnés en location ou en gérance et diminué des véhicules en réparation différée; non compris les véhicules en garage ou en utilisation spéciale. — (3) Nombre d'éléments. — (4) Véhicules moteurs (lorsqu'ils offrent des places voyageurs) et véhicules remorques. — (5) Non compris les voitures-lits; y compris les places transformables en couchettes en position de nuit. — (6) Y compris les wagons SNCF donnés en location ou en gérance à des particuliers. — (7) Non compris les wagons de service .

TABLEAU L.01-5

Consommation d'énergie pour la traction des trains

Source : SNCF

	Unité	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Combustible diesel (1)	millier de m^3	567	568	549	525	514	506	481	468	435	430	418
Énergie électrique (2)	million de kWh	5.123	5.276	5.350	5.201	5.312	5.463	5.586	5.597	5.479	5.650	5.791

(1) Y compris la consommation des locotracteurs. — (2) Y compris l'énergie consommée par les véhicules moteurs étrangers sur le réseau SNCF.

TABLEAU L.01-6

Trafic commercial de voyageurs

Source : SNCF

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
VOYAGEURS TRANSPORTÉS (million) :										
Banlieue parisienne (1) (2) (3).....	**432**	**432**	**■ 433**	**444**	**457**	**465**	**475**	**482**	**482**	**499**
Réseau principal (4) :										
TGV.....	///	///	1,3	6,1	9,2	13,8	15,4	15,6	17,0	18,1
Autres trains rapides et express (5).....	*r*123	*r*126	*r*129	*r*126	*r*128	*r*129	*r*133	*r*127	*r*128	128
Total rapides et express	123	126	130	132	137	143	149	143	145	146
Services régionaux de voyageurs (6)	*r*125	*r*127	*r*134	*r*138	*r*142	*r*147	*r*153	*r*154	*r*155	165
Total réseau principal (4)	**248**	**253**	**265**	**270**	**280**	**290**	**301**	**297**	**300**	**311**
dont 1re classe.....	20	19	19	18	18	19	19	19	19	20
TOTAL VOYAGEURS.....	**680**	**686**	**698**	**715**	**736**	**756**	**777**	**779**	**782**	**810**
dont trafic international total.....	15	15	17	16	16	16	16	15	14	16
dont par principaux pays de provenance ou de destination :										
Allemagne Fédérale.....	1,98	2,10	2,22	2,20	1,87	1,96	1,98	1,86	1,95	1,99
Belgique.....	2,26	2,19	2,35	2,31	1,96	2,09	2,01	2,14	2,02	2,10
Espagne-Portugal.....	1,10	1,35	1,16	1,27	1,28	1,36	1,23	1,36	1,36	1,41
Grande-Bretagne et Irlande.....	2,27	2,60	1,65	1,69	1,60	1,70	1,54	1,43	1,12	0,96
Italie.....	3,06	3,37	3,36	3,45	3,53	3,76	3,43	3,34	3,44	3,56
Luxembourg	0,28	0,27	0,27	0,28	0,28	0,28	0,30	0,29	0,30	0,28
Pays-Bas	0,70	0,70	0,64	0,62	0,54	0,58	0,58	0,57	0,59	0,62
Suisse.....	1,76	1,76	1,68	2,04	2,25	2,32	2,38	2,37	2,16	2,56
VOYAGEURS-KILOMÈTRES (milliard) :										
Banlieue parisienne (1) (2) (3).....	**7,55**	**7,61**	**■ 7,50**	**7,67**	**7,97**	**8,20**	**8,47**	**8,61**	**8,65**	**8,91**
Réseau principal (4) :										
TGV.....	///	///	0,62	3,34	5,34	7,73	8,72	8,83	9,70	10,37
Autres trains rapides et express (5).....	*r*41,28	*r*42,02	*r*42,50	*r*40,66	*r*39,65	*r*38,59	*r*38,78	*r*36,26	*r*35,45	37,43
Total rapides et express	41,28	42,02	43,12	43,99	44,98	46,32	47,51	45,08	45,14	47,80
Services régionaux de voyageurs (6)	*r*4,91	*r*5,02	*r*5,21	*r*5,38	*r*5,64	*r*5,87	*r*6,09	*r*6,17	*r*6,18	6,58
Total réseau principal (4).....	**46,19**	**■ 47,04**	**48,33**	**49,37**	**50,63**	**52,20**	**53,60**	**51,25**	**51,32**	**54,38**
dont 1re classe.....	7,35	7,00	6,80	6,78	6,71	7,02	7,16	7,11	7,17	7,87
TOTAL VOYAGEURS-KILOMÈTRES	**53,74**	**54,66**	**55,84**	**57,04**	**58,60**	**60,39**	**62,07**	**59,86**	**59,97**	**63,29**
dont trafic international total.....	6,28	■ 6,47	6,91	6,69	6,47	6,53	6,52	5,97	5,74	6,38

(1) Le trafic de la banlieue parisienne est relatif à la zone d'action du syndicat des Transports parisiens définie par le décret du 11 avril 1975. — (2) Non compris les voyageurs et les voyageurs-kilomètres relatifs aux parcours effectués dans les trains de banlieue sur la région des Transports parisiens par les voyageurs « Réseau principal ». — (3) En 1981, les règles de décompte du trafic cartes Orange ont été modifiées. — (4) A partir du 1er janvier 1980, calcul des nombres de voyages et voyageurs-kilomètres des abonnements hebdomadaires et ordinaires du réseau principal selon des nouvelles bases forfaitaires par carte. Les résultats antérieurs (1979) ont été reconstitués selon les mêmes bases. — (5) Y compris les voyageurs et les voyageurs-kilomètres relatifs aux parcours effectués dans les trains de banlieue sur la région des Transports parisiens par les voyageurs « Réseau principal ». — (6) Y compris les services routiers de substitution à tarification SNCF.

TABLEAU L.01-7

Trafic commercial de marchandises (1)

Source : SNCF

Mode d'expédition	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Tonnes transportées (million) :											
Trains entiers	104,7	112,7	113,5	97,7	88,2	85,0	88,3	85,3	77,1	76,5	79,6
Transports combinés	8,9	9,8	10,0	10,3	10,2	10,2	10,5	11,1	11,2	11,3	11,9
Autres transports par wagon	86,0	87,2	82,3	75,8	72,9	67,9	65,8	62,0	54,4	51,2	49,9
Total wagons	**199,6**	**209,7**	**205,8**	**183,8**	**171,3**	**163,1**	**164,6**	**158,4**	**142,7**	**139,0**	**141,4**
dont en wagons de particuliers	*115,4*	*119,5*	*120,2*	*105,4*	*98,5*	*95,6*	*95,7*	*92,0*	*84,5*	*83,4*	*84,3*
Affrètement routier	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,5	1,6
Transport par expédition	2,0	2,0	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	1,9	1,8	1,9
Ensemble du trafic	**202,9**	**213,0**	**209,1**	**187,0**	**174,5**	**166,3**	**167,8**	*r* **161,6**	**145,9**	**142,3**	**144,9**
dont : Trafic international.											
Pays de provenance ou de destination :											
Allemagne fédérale	13,44	15,64	14,98	11,73	9,84	8,91	9,22	8,93	7,63	7,06	7,17
Belgique	8,86	10,53	9,35	8,12	7,52	8,68	9,52	9,07	6,87	7,34	7,60
Espagne et Portugal	1,05	1,09	1,13	1,01	1,08	1,06	1,07	1,02	1,05	1,21	1,49
Grande-Bretagne	1,47	1,54	1,74	2,15	2,24	1,46	1,24	0,68	0,75	0,73	0,83
Italie	9,96	9,82	9,53	9,05	8,27	8,12	9,67	8,73	7,53	7,14	7,93
Luxembourg	1,40	1,05	0,89	0,66	0,54	0,48	0,60	0,60	0,66	0,70	0,83
Pays-Bas	1,23	1,54	1,68	1,27	1,57	1,74	1,91	2,06	1,72	1,91	2,24
Suisse	2,85	2,80	2,65	2,24	1,90	2,15	1,93	1,73	1,61	1,47	1,52
Afrique du Nord	1,25	0,95	0,77	0,79	0,73	0,81	0,76	0,78	0,56	0,61	0,55
Amérique	3,74	4,44	5,16	4,02	4,12	3,70	3,33	2,95	2,84	2,45	2,32
Moyen et Extrême-Orient	1,89	1,74	1,65	1,56	1,46	1,66	1,41	1,48	1,25	1,49	1,23
Autres pays	15,54	18,72	19,53	19,15	14,82	12,63	14,49	13,99	11,91	10,35	9,98
Transit	7,01	8,38	8,59	8,33	8,10	8,19	9,00	8,65	8,50	8,95	9,16
Total	**69,69**	**78,24**	**77,65**	**70,08**	**62,19**	**59,59**	**64,15**	**60,67**	**52,88**	**51,41**	**52,85**
Tonnes-kilomètres taxées [milliard] (2) :											
Trains entiers	23,52	26,10	27,00	24,85	23,35	23,20	24,53	23,90	22,05	22,99	23,98
Transports combinés	5,08	5,82	5,94	6,12	6,11	6,12	6,33	6,71	6,77	6,78	7,17
Autres transports par wagon	34,18	34,06	31,83	28,86	27,36	25,75	25,04	23,61	21,34	20,02	19,52
Total wagons	**62,78**	**65,98**	**64,77**	**59,83**	**56,82**	**55,07**	**55,90**	**54,22**	**50,16**	**49,79**	**50,67**
dont en wagons particuliers	*31,37*	*33,26*	*33,98*	*32,38*	*31,18*	*31,28*	*31,41*	*30,67*	*29,19*	*29,98*	*30,46*
Affrètement routier	0,64	0,67	0,65	0,67	0,64	0,65	0,64	0,66	0,66	0,73	0,75
Transports par expédition	0,93	0,93	0,95	0,94	0,94	0,93	0,92	0,90	0,87	0,81	0,86
Ensemble du trafic	**64,35**	**67,58**	**66,37**	**61,44**	**58,40**	**56,65**	**57,46**	**55,78**	**51,69**	**51,33**	**52,28**
dont trafic international total	*22,92*	*25,35*	*25,32*	*23,59*	*21,65*	*21,25*	*23,12*	*21,82*	*19,79*	*19,64*	*20,44*

(1) Non compris les bagages et la poste. — (2) Calculées selon la distance fictive servant à la taxation sur la lettre de voiture.

TABLEAU L.01-8

Trafic ferroviaire commercial de marchandises (1) par nature de marchandises

Source : SNCF

Nature de marchandises	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Tonnes transportées (million) :											
Produits agricoles et animaux vivants	13,07	14,08	14,93	14,95	13,43	15,37	16,60	16,11	13,37	14,02	14,24
Denrées alimentaires et fourrages	11,63	12,07	12,35	12,68	13,36	12,87	12,43	12,94	12,28	13,12	13,16
Combustibles minéraux solides	23,94	27,40	27,03	24,51	22,42	20,26	21,42	17,51	14,58	12,58	10,85
Produits pétroliers	18,67	18,99	17,45	15,05	14,29	15,29	14,42	13,21	12,48	10,94	10,90
Minerais ferreux et non ferreux et déchets pour la métallurgie	34,56	34,30	31,99	23,12	20,43	16,58	15,41	13,54	10,66	9,73	9,42
Produits métallurgiques	28,39	30,78	29,80	28,22	25,83	24,23	25,65	25,25	22,42	21,24	23,05
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	24,87	25,48	27,64	23,00	20,73	18,77	18,71	19,90	19,22	19,51	21,84
Engrais	11,63	11,98	11,00	9,81	9,14	8,47	8,80	8,73	7,44	6,87	6,62
Produits chimiques	10,71	11,40	10,99	10,58	10,38	10,62	11,10	11,06	10,36	11,09	10,87
Autres	23,43	24,46	23,85	23,02	22,52	21,82	21,29	21,49	21,16	21,40	22,03
Total (2)	**200,90**	**210,94**	**207,03**	**184,94**	**172,53**	**164,27**	**165,83**	**159,73**	**143,97**	**140,50**	**142,98**
Tonnes-kilomètres [milliard] (3) :											
Produits agricoles et animaux vivants	6,79	7,05	7,36	7,28	6,50	6,99	7,63	6,97	5,95	5,88	6,12
Denrées alimentaires et fourrages	5,49	5,63	5,66	5,68	5,97	6,08	5,67	5,85	5,50	5,66	5,63
Combustibles minéraux solides	3,45	4,04	4,06	3,66	3,20	3,20	3,48	2,74	2,37	2,42	2,18
Produits pétroliers	5,16	5,19	4,72	4,17	3,99	4,33	4,14	3,88	3,82	3,44	3,51
Minerais ferreux et non ferreux et déchets pour la métallurgie	4,98	5,31	5,04	3,86	3,50	2,92	3,12	2,64	2,10	2,06	1,83
Produits métallurgiques	8,07	8,58	8,24	7,45	7,03	6,31	6,62	6,55	6,19	6,03	6,69
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	8,12	8,20	8,39	7,22	6,65	5,99	5,78	6,06	5,68	5,72	6,13
Engrais	5,12	5,43	5,04	4,56	4,28	3,80	3,93	3,85	3,24	2,99	2,86
Produits chimiques	4,37	4,59	4,46	4,38	4,34	4,36	4,51	4,46	4,16	4,42	4,19
Autres	11,87	12,63	12,45	12,25	12,01	11,76	11,66	11,87	11,79	11,90	12,29
Total (2)	**63,42**	**66,65**	**65,42**	**60,51**	**57,47**	**55,72**	**56,55**	**54,88**	**50,82**	**50,52**	**51,43**

(1) Non compris les bagages et la poste. — (2) Non compris détail et colis; non compris le tonnage et le tonnage kilométrique forfaitaires des wagons de particuliers vides; y compris le trafic routier (affrètements SCETA). — (3) Calculées selon la distance fictive servant à la taxation sur la lettre de voiture.

TABLEAU L.01-9

Transports combinés rail-route (1)

Source : SNCF

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Tonnes transportées [million] (2) :											
Unités routières sur wagons	2,47	2,73	2,77	3,02	3,32	3,23	3,33	3,71	4,14	3,97	4,39
Conteneurs	6,41	7,05	7,22	7,23	6,86	7,01	7,18	7,35	7,01	7,29	7,47
Tonnes-kilomètres [milliard] (2) :											
Unités routières sur wagons	1,65	1,96	1,99	2,20	2,42	2,34	2,44	2,70	3,03	2,91	3,25
Conteneurs	3,44	3,86	3,95	3,93	3,69	3,78	3,89	4,01	3,74	3,87	3,92

(1) Compris dans l'ensemble du trafic marchandises (tableaux 7 et 8). — (2) Y compris la tare des véhicules et conteneurs chargés ou vides.

TABLEAU L.01-10

Parcours et tonnes-kilomètres brutes remorquées (TKBR) des trains et véhicules moteurs (1)

Source : SNCF

Unité : Million de kilomètres
Milliard de tonnes-km

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Parcours :											
Trains de voyageurs (2)	279,1	283,2	286,5	288,5	296,6	302,8	303,1	302,1	295,4	300,5	308,0
Trains de marchandises et messageries (2)	205,7	209,8	211,2	201,4	193,4	187,8	180,7	171,4	159,6	159,4	160,4
Ensemble des parcours des véhicules moteurs (3)	643,3	648,2	655,8	645,8	648,8	650,5	645,6	633,1	606,9	616,8	624,3
Tonnes-kilomètres brutes remorquées :											
Trains de voyageurs	95,5	96,7	96,9	97,5	102,5	105,5	106,4	105,8	103,8	105,8	108,5
Trains de marchandises et messageries	164,9	171,6	169,0	157,8	151,9	146,2	146,1	142,3	132,0	132,2	134,1
Ensemble (4)	263,2	270,8	269,6	259,0	257,6	254,8	255,7	251,3	239,2	241,4	246,0
Répartition des tkbr par mode de traction (%) :											
Électrique	77,4	78,3	79,2	80,0	80,3	80,9	82,4	83,0	83,9	84,2	84,8
Diesel (5)	22,6	21,7	20,8	20,0	19,7	19,1	17,6	17,0	16,1	15,8	15,2

(1) Parcours et tonnes-kilomètres brutes remorquées des véhicules moteurs de la SNCF à voie normale, y compris les parcours et les tonnes-kilomètres effectués à l'étranger et non compris les parcours et les tonnes-kilomètres sur le réseau SNCF des véhicules moteurs des administrations étrangères. Les tonnes-kilomètres brutes remorquées représentent le total des kilomètres parcourus par les tonnes brutes (poids du chargement + tare) des voitures, wagons, automotrices, autorails et turbotrains. Elles incluent donc le poids du matériel roulant. — (2) Il s'agit des parcours des véhicules moteurs « en tête des trains » effectués au titre d'engin principal de traction (non compris trains de service). — (3) Y compris les parcours des trains de service, des trains de bagages, les parcours des véhicules moteurs non affectés à la remorque des trains au titre d'engin principal de traction (renforts, circulations en unités multiples, autorails et automotrices à plusieurs éléments), les parcours de manœuvre, les parcours « haut-le-pied », etc.; non compris les parcours des locotracteurs. — (4) Y compris les tonnes-kilomètres brutes remorquées des trains de service, des trains de bagages, non compris les tonnes-kilomètres brutes remorquées des locotracteurs. — (5) Y compris les tonnes-kilomètres brutes des autorails et turbotrains.

TABLEAU L.01-11

Accidents de chemin de fer (1)

Source : SNCF

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
ACCIDENTS. **Total**	**982**	**945**	**843**	**868**	**832**	**941**	**920**	**897**	**818**	**762**	**709**
dont : *Accidents de trains* (2)	*152*	*159*	*128*	*110*	*119*	*130*	*127*	*124*	*112*	*84*	*87*
Accidents de passage à niveau	*325*	*301*	*276*	*315*	*292*	*344*	*354*	*299*	*286*	*294*	*255*
Accidents autres (3)	*505*	*485*	*439*	*443*	*421*	*467*	*439*	*474*	*420*	*384*	*367*
TUÉS (4) :											
Accidents de trains (2) :											
Agents en service	6	1	3	3	7	1	2	4	—	1	13
Voyageurs	1	—	—	—	3	7	1	78	—	2	52
Nombre de voyageurs-km (en milliards)	*53,66*	*53,74*	*54,66*	*55,84*	*57,04*	*58,60*	*60,39*	*62,07*	*59,86*	*59,97*	*63,29*
Nombre de tués par milliard de vk	*0,02*	—	—	—	*0,05*	*0,12*	*0,02*	*1,26*	—	*0,03*	*0,82*
Accidents de passage à niveau	86	114	72	84	75	86	93	87	79	71	56
Accidents autres (3)	171	135	128	148	159	171	124	136	116	109	128
Total	**264**	**250**	**203**	**235**	**244**	**265**	**220**	**305**	**195**	**183**	**249**
BLESSÉS GRAVES (5) :											
Accidents de trains (2) :											
Agents en service	13	7	8	9	13	7	11	6	3	6	7
Voyageurs	—	10	1	9	46	15	3	69	—	22	22
Accidents de passage à niveau	45	53	47	47	29	44	35	44	39	34	29
Accidents autres (3)	187	179	176	175	178	177	154	184	150	132	124
Total	**245**	**249**	**232**	**240**	**266**	**243**	**203**	**303**	**192**	**194**	**182**

(1) Accidents dans lesquels est impliqué un véhicule ferroviaire (ou car SNCF) en mouvement. Ne sont pris en compte que ceux ayant entraîné une « conséquence grave » : morts, blessures graves, avaries importantes, perturbation importante dans la circulation des trains. — (2) Collisions, déraillements, dérives. — (3) Notamment : chute d'un train, heurt par un train, non compris les suicides et tentatives de suicide. — (4) Victimes décédées le jour même ou le lendemain de l'accident. — (5) Victimes hospitalisées plus de trois jours.

TABLEAU L.01-12

Régie autonome des transports parisiens. Lignes A et B du RER.

Source : Régie autonome des transports parisiens (RATP)

	Unité	1978	1979	1980	1981	1982	1983	(5) 1984	1985	1986	1987	1988
Longueur du réseau exploité au 31 décembre :												
Réseau ferré	km	276	278	290	294	295	■ 295	295	301	301	302	302
Réseau d'autobus (1)	»	2.096	2.096	2.100	2.113	2.156	■ 2.450	2.417	2.487	2.518	2.523	2.570
Matériel en service au 31 décembre :												
Fer (2)												
Motrices ou automotrices	»	2.363	2.426	2.519	2.578	2.634	2.611	2.646	2.691	2.715	2.673	2.668
Remorques	»	1.573	1.558	1.538	1.521	1.534	1.511	1.570	1.628	1.682	1.708	1.708
Route : autobus	»	3.971	3.992	3.959	3.937	4.004	4.047	4.026	3.972	3.996	3.978	3.925
Voyages effectués :												
Réseau ferré (3)	million	1.283	1.305	1.301	1.334	1.379	1.415	1.457	1.477	1.457	1.468	1.482
dont RER		178,2	196,2	205,1	222,9	■ 246,4	256,9	278,0	288,8	291,1	292,1	291,6
Réseau d'autobus : lignes à billetterie RATP (1)	»	709,2	746,6	733,7	708,5	724,0	■ 755,5	■ 757,8	749,3	766,1	760,2	791,7
dont : lignes remisées de banlieue	»	398,9	421,2	404,8	389,6	405,3	■ 416,1	■ 415,6	412,1	*r* 421,0	*r* 418,8	435,2
Voyageurs-kilomètres :												
Réseau ferré (3) (4)	»	7.398	7.544	7.507	7.846	8.249	8.392	8.724	8.770	8.687	8.746	8.810
Réseau d'autobus (1)	»	2.041	2.117	2.061	1.977	2.031	■ 2.075	■ 2.000	2.043	2.065	2.048	2.128
Véhicules-kilomètres :												
Réseau ferré (2) (4)	»	238,0	236,1	238,6	243,9	248,0	250,0	252,9	258,3	261,7	262,7	258,7
dont RER	»	48,9	47,6	47,9	51,8	■ 56,7	59,3	61,1	62,8	65,5	65,7	64,4
Réseau d'autobus (1)	»	131,9	134,7	134,4	131,6	136,3	■ 143,9	142,7	142,3	148,9	148,5	146,4
Effectif moyen à disposition	millier	36,2	36,2	35,7	35,7	37,3	38,9	39,0	39,0	38,8	38,5	38,2
Recettes du trafic HT	MF	2.036	2.435	2.882	3.351	3.726	4.182	4.569	4.912	5.234	5.533	5.872
Investissements totaux	»	2.378	2.588	3.065	3.032	3.172	3.282	3.838	3.515	7.716	3.331	3.223
Énergie électrique consommée	MkWh	927,2	928,3	923,0	924,8	931,2	946,7	961,2	992,4	984,1	983,7	969,7
Consommation de carburants	millier hl	531	545	542	531	554	567	568	582	593	592	589
Accidents d'exploitation :												
Réseau ferré	nombre	12.268	12.606	12.376	13.424	14.672	16.607	17.957	18.855	17.993	18.641	17.866
Réseau d'autobus	»	11.585	12.375	12.029	12.309	14.378	14.885	14.299	13.700	14.321	13.603	13.160

(1) Lignes remisées de Paris et lignes remisées de banlieue (y compris, jusqu'à 1982 : les lignes affrétées à tarification RATP; à partir de 1983 : les lignes affrétées RATP, les lignes associées TRA et les lignes des services communaux de banlieue). — (2) Non compris le funiculaire de Montmartre exploité par la RATP. — (3) Y compris le funiculaire de Montmartre. — (4) Il s'agit des voyages effectués sur le métro et le RER. — (5) À partir de 1984, pour les voyageurs sur le réseau d'autobus, nouveau mode de comptage par tapis contact.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Secrétariat d'État chargé des transports :

— Départements des statistiques des Transports, 55, rue Brillat-Savarin, 75658 Paris Cedex 13. Tél. : (1) 45 89 89 27.

Mémento de statistiques des transports;

Bulletin mensuel de statistiques;

Note de conjoncture (mensuelle).

- SNCF :

— Département des systèmes d'information statistique, 88, rue Saint-Lazare, 75436 Paris Cedex 09;

— Centre de documentation, 45, rue de Londres, 75379 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 43 87 85 90.

— Documents statistiques :

— *Mémento de statistiques SNCF (annuel),* et brochure « *La SNCF en...* » réalisés par le département des systèmes d'information statistique de la direction des Études, de la Planification et de la Recherche.

— Autres documents :

Consulter le Centre de documentation SNCF dont la bibliothèque dispose de documents relatifs aux différents aspects des transports ferroviaires.

- RATP :

— Direction de la communication, 53 *ter,* quai des Grands-Augustins, 75006 Paris.

Mémento statistique (annuel);

Rapport annuel;

Statistiques mensuelles.

Recueil des statistiques annuelles.

Chapitre L.02

Transports routiers

1. Réseau routier et trafic
2. Les entreprises du secteur
3. Immatriculation des véhicules
4. Parc des véhicules, vignettes
5. Transports de marchandises
6. Transports urbains et routiers de voyageurs
7. Accidents de la circulation
8. Consommation d'essence et de supercarburant

1. Réseau routier et trafic
(tableaux 1 et 2)

La diminution de la longueur des routes nationales observée jusqu'en 1981 s'explique par le déclassement et la mise à la charge des collectivités locales (départements et communes) d'un certain nombre de routes ou de portions de routes nationales (tableau 1).

Le tableau 2 donne les indices annuels de la circulation motorisée sur les routes nationales et les autoroutes.

2. Les entreprises du secteur

21. Transports routiers de marchandises
(NAP 6911, 6912, 6924 et 6925)
(tableau 3)

Le secteur des transports routiers de marchandises regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est l'exécution de transport routier de marchandises en zone longue, ou de transport routier de marchandises en zone courte ou le déménagement ou la location de véhicules industriels.

La caractéristique principale du secteur est l'importance des entreprises de petite taille : 3/4 des entreprises ont moins de 6 salariés; elles emploient 1/5 des effectifs, réalisent 1/5 des recettes totales et effectuent environ 1/5 des investissements opérés dans le secteur.

Ces résultats globaux masquent malgré tout une certaine disparité entre les sous-secteurs élémentaires. C'est dans le sous-secteur des entreprises dont l'activité principale est le transport routier de marchandises en zone courte que la part des petites entreprises est la plus grande, alors qu'elle est beaucoup plus réduite dans le sous-secteur du déménagement.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer (Observatoire économique et statistique des transports).

22. Transports urbains et routiers de voyageurs (NAP 6921 et 6922) (tableau 4)

Le secteur des transports urbains et routiers de voyageurs regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est l'exécution de transports urbains de voyageurs ou de transports routiers de voyageurs.

Bien que de faible importance numérique, les grandes entreprises de ce secteur (seulement 5 % comptent plus de 100 salariés) y réalisent une part très importante du trafic, plus de la moitié des recettes et effectuent plus de 40 % des investissements.

23. Auxiliaires de transports terrestres (NAP 7403, 7405 et 7408) (tableau 5)

Le secteur des auxiliaires de transports terrestres regroupe les deux sous-secteurs élémentaires : collecte de fret terrestre ou fluvial, manutention terrestre ou fluviale et gestion de parcs de conteneurs.

La principale caractéristique du secteur des auxiliaires de transports terrestres réside dans l'importance économique des grandes entreprises : les quelque 5 % d'entreprises de plus de 200 salariés emploient 60 % de l'effectif total, réalisent 60 % des recettes et effectuent 60 % des investissements opérés dans ce secteur.

3. Immatriculation des véhicules (tableaux 6 à 12)

31. Voitures particulières et commerciales

Elles ont été regroupées parce qu'il s'agit de véhicules très voisins, aussi bien par leurs caractéristiques que par l'utilisation qui en est faite. Au contraire, les fourgonnettes, même si leur charge utile ne dépasse pas 250 kg, sont classées comme camionnettes.

32. Camionnettes, camions et véhicules spéciaux

Les camionnettes de la catégorie de charge utile 500 kg sont, pour la plupart, des véhicules dérivés des modèles de voitures particulières.

Les camionnettes, camions et véhicules spéciaux sont classés, selon leur charge utile, en grandes catégories dont les limites exactes sont :

— moins de 1 tonne;
— de 1,0 à 1,7 tonne;
— de 1,8 à 2,9 tonnes;
— de 3,0 à 4,5 tonnes;
— de 4,6 à 6,5 tonnes;
— de 6,6 à 8,9 tonnes;
— de 9,0 à 12,9 tonnes;
— de 13,0 à 16,9 tonnes;
— 17,0 tonnes et plus.

Des regroupements de ces catégories ont été effectués pour la présentation des tableaux relatifs à ces véhicules.

4. Parc des véhicules, vignettes

41. Parc des véhicules (tableaux 13 à 15)

L'Observatoire économique et statistique des Transports procède, chaque année, au dépouillement du *Fichier des véhicules utilitaires de moins de 10 ans d'âge* pour dénombrer les véhicules immatriculés à la date du 1er janvier de l'année (abstraction faite des véhicules immatriculés par les administrations civiles et militaires, ou, à titre temporaire, dans les séries TT et IT).

Les résultats obtenus à partir du fichier dépassent le parc existant parce que les destructions ne sont pas toujours signalées aux préfectures.

42. Taxes sur les véhicules à moteur (vignettes) (tableau 16)

La loi du 30 juin 1956 a institué trois taxes annuelles distinctes applicables aux véhicules automobiles immatriculés sur le territoire métropolitain et dans les départements d'outre-mer (taxe différentielle, taxe spéciale et taxe sur les véhicules de tourisme des sociétés).

Les deux premières taxes donnent lieu à la délivrance d'une *vignette*, dont le montant est variable suivant la puissance et l'ancienneté des véhicules et, depuis le 1er novembre 1985, suivant le département. En sont exonérés certains types de véhicules (tracteurs et machines agricoles, matériels de travaux publics et engins, véhicules à deux roues, véhicules spéciaux des infirmes et mutilés,...) ainsi que les véhicules affectés au transport en commun.

5. Transports de marchandises (enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises) (tableaux 17 et 18)

Une enquête par sondage sur les transports routiers de marchandises est effectuée chaque année par l'Observatoire économique et statistique des Transports.

Le champ de l'enquête ne comprend que les véhicules de 3 tonnes et plus de charge utile et de moins de 15 ans d'âge.

Cette enquête permet de décrire le transport routier de marchandises en faisant ressortir la part des transporteurs publics (c'est-à-dire d'entreprises effectuant des transports rémunérés pour le compte d'autrui) dans l'ensemble des transports routiers.

En 1981, afin de mieux saisir la part du trafic routier réalisé pour le compte d'autrui, le questionnaire de l'enquête a été modifié. A compter du 1er janvier 1983, en outre, cette enquête a reçu d'importantes améliorations :

— mise en œuvre d'une nouvelle méthode de redressement des non-réponses communes aux statistiques mensuelles et annuelles;
— enquêtes en continu (une enquête toutes les semaines au lieu d'une semaine sur deux);

— meilleur contrôle de la qualité des réponses grâce à une saisie contrôlée des questionnaires sur écran;
— prise en compte des porte-conteneurs.

Sur la base de ces modifications, des séries antérieures à 1983 ont été recalculées.

6. Transports urbains et routiers de voyageurs

(enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes)
(tableau 19)

L'enquête sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes a été totalement refondue au 1er janvier 1978.

Elle porte sur l'utilisation des autobus et autocars d'au moins 10 places assises, à l'exception des véhicules de la RATP ou appartenant à des forains. Il convient de noter que cette enquête, effectuée par sondage au 1/10 à partir du fichier des cartes grises des véhicules de transport en commun de personnes, couvre aussi bien le transport professionnel que le transport privé.

7. Accidents de la circulation

(tableaux 20 et 21)

Les tableaux relatifs aux accidents corporels de la circulation routière présentent des renseignements sur le nombre d'accidents corporels et le nombre de victimes tuées ou blessées. Sont comptées comme « tués » les victimes d'accidents *décédées dans les six jours.* Sont comptées comme « blessés » les victimes d'accidents ayant subi un traumatisme nécessitant un traitement médical (avec ou sans hospitalisation); si ce traitement requiert *six jours d'hôpital* au moins, la blessure est qualifiée de *grave.*

Le chapitre *Assurances* donne, par ailleurs, des renseignements sur les sinistres de la branche *véhicules automobiles.*

8. Consommation d'essence et de supercarburant

(tableau 22)

Ce tableau, dont les données proviennent du Comité professionnel du pétrole, fournit cette consommation pour les motocycles, les voitures particulières et les taxis ainsi que les véhicules utilitaires.

* * *

TABLEAU L.02-1

Réseau routier. — Longueur des autoroutes et des routes nationales

Situation au 31 décembre

Source : Ministère chargé des Transports. Direction des Routes (SETRA) — *Unité :* Kilomètre

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Autoroutes (1)	4.238	4.481	4.801	5.231	5.404	5.553	5.739	5.910	6.036	*r* 6.206	6.328
Routes nationales	29.068	28.355	28.514	28.132	28.231	28.275	28.224	28.335	28.257	28.198	28.153
soit :											
Chaussée unique :											
Deux voies	22.385	21.677	21.724	21.241	21.027	21.077	20.973	20.974	20.769	20.637	...
Trois voies	3.661	3.593	3.556	3.505	3.681	3.371	3.373	3.372	3.376	3.374	...
Quatre voies et plus	927	970	989	992	969	954	954	970	940	878	...
Chaussées séparées :											
Deux fois 2 voies	1.916	2.032	2.172	2.310	2.465						
Deux fois 3 voies	172	75	66	77	82	2.873	2.924	3.019	3.172	3.309	...
Deux fois 4 voies	7	8	7	7	7						
Ensemble du réseau national	**33.306**	**32.836**	**33.315**	**33.363**	**33.635**	**33.828**	**33.963**	**34.245**	**34.293**	***r* 34.404**	**34.481**

(1) Définition de l'autoroute figurant dans le rapport du Conseil économique et social présenté en novembre 1960 : « Voie routière sans croisement, accessible seulement en certains points aménagés à cet effet et exclusivement réservée aux véhicules mécaniques. Les routes de ce type comportent généralement deux chaussées à sens unique, séparées et indépendantes, chaque chaussée ayant au moins deux voies de circulation de 3,5 mètres de largeur chacune ».

TABLEAU L.02-2

Indices annuels (1) de la circulation motorisée (2)

Source : Ministère chargé des Transports. Direction des Routes (SETRA)

Base 100 : année 1970

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Routes nationales (3)	126	131	135	137	137	139	140	138	140	147	153	158
Autoroutes	173	180	184	189	194	200	204	209	215	230	247	266
Ensemble	139	144	148	151	153	156	157	158	161	171	180	190

(1) Moyenne arithmétique des 12 indices mensuels de l'année. — (2) Véhicules à deux essieux et plus, et cycles à moteur de cylindrée supérieure à 50 cm^3. — (3) Rase campagne et agglomérations < 5.000 habitants.

TABLEAU L.02-3

Transports routiers de marchandises : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP 6911, 6912, 6924 et 6925)

Année 1986

Source : Observatoire économique et statistique des transports (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise	Entreprises du secteur		Effectif total du secteur, salarié et non salarié		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	21.554	74,3	45.200	20,0	16.551,7	17,7	1.469,1	18,0
6 à 9 salariés	2.930	10,1	22.994	10,2	9.358,2	10,0	769,3	9,4
10 à 19 salariés	2.273	7,8	31.808	14,1	13.783,9	14,7	1.414,7	17,3
20 à 49 salariés	1.709	5,9	52.193	23,1	22.570,3	24,1	1.878,7	22,9
50 à 99 salariés	317	1,1	22.135	9,8	9.785,6	10,4	819,2	10,0
100 à 199 salariés	157	0,6	21.496	9,5	8.579,2	9,2	674,7	8,2
200 salariés et plus	65	0,2	30.194	13,3	13.052,7	13,9	1.162,7	14,2
Total	**29.005**	**100,0**	**226.020**	**100,0**	**93.681,6**	**100,0**	**8.188,4**	**100,0**

TABLEAU L.02-4

Transports urbains et routiers de voyageurs : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP 6921 et 6922)

Année 1986

Source : Observatoire économique et statistique des transports (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise	Entreprises du secteur		Effectif total du secteur, salarié et non salarié		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	1.315	46,2	4.288	5,2	893,1	5,1	188,3	7,1
6 à 9 salariés	404	14,2	3.133	3,8	872,6	4,9	109,6	4,1
10 à 19 salariés	431	15,2	6.156	7,5	1.621,4	9,2	230,1	8,7
20 à 49 salariés	450	15,8	14.157	17,2	3.697,7	20,9	552,8	20,8
50 à 99 salariés	106	3,7	7.456	9,0	2.110,2	11,9	298,0	11,2
100 à 199 salariés	67	2,4	9.380	11,4	2.259,9	12,8	262,9	9,9
200 salariés et plus	71	2,5	37.752	45,9	6.227,4	35,2	1.016,2	38,2
Total	**2.844**	**100,0**	**82.322**	**100,0**	**17.682,3**	**100,0**	**2.657,9**	**100,0**

TABLEAU L.02-5

Auxiliaires de transports terrestres : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP 7403, 7405 et 7408)

Année 1986

Source : Observatoire économique et statistique des transports (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié permanent de l'entreprise au 31 décembre	Entreprises du secteur		Effectif permanent total du secteur salarié et non salarié		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	525	38,6	1.437	2,2	2.387,7	5,1	30,9	2,6
6 à 9 salariés	227	16,7	1.683	2,6	1.755,8	3,7	35,6	3,0
10 à 19 salariés	168	12,4	2.381	3,6	2.361,7	5,0	47,1	4,1
20 à 49 salariés	265	19,5	8.835	13,4	5.251,4	11,2	174,0	14,8
50 à 99 salariés	74	5,5	5.616	8,5	4.437,4	9,5	131,0	11,1
100 à 199 salariés	43	3,2	6.293	9,5	4.157,5	8,9	89,1	7,6
200 salariés et plus	55	4,1	39.765	60,2	26.519,5	56,6	668,0	56,8
Total	**1.357**	**100,0**	**66.010**	**100,0**	**46.871,0**	**100,0**	**1.175,7**	**100,0**

TABLEAU L.02-6

Immatriculations en séries normales des véhicules par catégorie de véhicule

Source : Observatoire économique et statistique des transports

Année	Véhicules à moteur (par catégorie)					Remorques	Semi-remorques	Motocycles
	Voitures particulières et commerciales	Autocars, autobus	Camions, camionnettes et véhicules spéciaux	Tracteurs routiers	Tracteurs autres que routiers			
Véhicules neufs								
1978	1.944.986	8.522	277.407	13.574	64.074	2.081	11.579	111.662
1979	1.976.391	8.428	293.157	13.546	64.382	2.355	11.722	133.047
1980	1.873.202	8.757	300.214	14.320	58.784	2.592	12.449	136.399
1981	1.834.826	8.681	312.358	13.452	53.849	2.226	10.060	108.311
1982	2.056.490	9.714	338.600	14.354	56.817	2.266	10.340	119.681
1983	2.017.617	8.927	322.125	15.262	55.742	2.285	10.408	101.124
1984	1.757.673	8.149	292.146	15.844	54.196	2.253	10.776	80.283
1985	1.766.328	8.269	320.727	13.168	47.493	2.167	10.005	73.331
1986	1.911.521	7.612	367.038	15.923	37.957	2.328	11.662	86.092
1987	2.105.180	4.131	394.769	19.166	39.679	2.916	15.440	93.088
1988	2.217.149	4.077	404.351	21.049	42.492	3.258	18.661	104.068
Véhicules d'occasion								
1978	4.107.687	10.466	421.854	15.784	107.236	3.017	15.986	170.686
1979	4.249.167	9.889	450.838	16.313	109.678	3.606	16.389	212.884
1980	4.441.423	10.699	468.728	16.713	111.408	3.669	16.321	218.515
1981	4.627.753	11.850	501.723	16.940	111.441	3.391	17.071	200.647
1982	4.809.665	14.138	533.841	17.366	110.576	3.806	18.186	221.325
1983	4.857.202	15.207	549.667	18.088	111.156	3.714	18.677	227.464
1984	4.776.665	15.880	587.929	18.098	110.805	4.109	19.258	231.319
1985	4.802.837	16.399	628.612	18.720	109.611	4.274	21.188	237.833
1986	4.119.411	15.367	557.285	21.518	103.128	4.245	22.381	227.271
1987	4.373.675	6.988	600.000	22.566	101.836	4.437	23.714	231.035
1988	4.490.488	6.846	634.146	22.945	105.254	4.674	24.169	238.512

TABLEAU L.02-7

Immatriculations en séries normales des voitures particulières et commerciales, par puissance et catégorie professionnelle des acheteurs

Source : Observatoire économique et statistique des transports — *Unité :* Véhicule

Profession du propriétaire	Puissance 1 à 3 CV	4 et 5 CV	6 et 7 CV	8 et 9 CV	10 à 16 CV	17 CV et plus	Total 1988	Total 1987
Véhicules neufs								
Agriculteurs exploitants	115	7.099	6.653	961	394	15	15.237	15.636
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	249	30.878	35.507	13.292	8.601	923	89.450	94.088
Cadres et professions libérales	367	42.735	44.803	19.285	8.907	575	116.672	113.103
Professions intermédiaires	432	56.825	63.434	13.725	3.652	65	138.133	134.984
Employés	3.055	357.391	296.267	52.206	16.018	708	725.645	692.047
Ouvriers	765	84.979	78.467	10.700	2.811	112	177.834	169.156
Retraités, étudiants et sans profession	2.347	126.730	112.355	18.740	6.370	339	266.881	253.521
Profession non indiquée	1.361	122.617	113.298	27.560	11.167	866	276.869	275.616
Sous-total particuliers	***8.691***	***829.254***	***750.784***	***156.469***	***57.920***	***3.603***	***1.806.721***	***1.748.151***
Sous-total sociétés	***1.231***	***150.971***	***176.762***	***46.564***	***31.168***	***3.732***	***410.428***	***357.029***
dont : véhicules de démonstration, commerce et réparation automobile	816	62.222	80.486	19.264	9.990	990	173.768	154.647
location mobilier (voitures...)	86	25.432	19.160	3.930	2.163	365	51.136	40.235
Total 1988	**9.922**	**980.225**	**927.546**	**203.033**	**89.088**	**7 335**	**2.217.149**	///
Année 1987	*15.470*	*887.587*	*911.929*	*203.620*	*81.764*	*4.810*	///	*2.105.180*
Véhicules d'occasion								
Agriculteurs exploitants	4.733	27.452	42.470	8.477	4.534	81	87.747	92.007
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	5.225	41.589	69.138	29.620	29.357	2.282	177.211	181.412
Cadres et professions libérales	6.038	62.058	74.488	29.489	23.805	1.907	197.785	191.752
Professions intermédiaires	11.532	100.924	125.453	34.061	21.867	606	294.443	292.042
Employés	63.541	582.411	682.184	161.260	95.497	2.730	1.587.623	1.574.568
Ouvriers	45.927	271.177	414.130	102.847	54.808	673	889.562	868.093
Retraités, étudiants et sans profession	27.226	192.527	203.760	40.997	26.981	895	492.386	456.073
Profession non indiquée	24.764	208.202	278.247	78.801	57.351	2.649	650.014	611.178
Sous-total particuliers	***188.986***	***1.486.340***	***1.889.870***	***485.552***	***314.200***	***11.823***	***4.376.771***	***4.267.125***
Sous-total sociétés	***2.328***	***31.901***	***47.850***	***15.465***	***14.370***	***1.803***	***113.717***	***106.550***
dont : véhicules de démonstration, commerce et réparation automobile	561	10.381	13.930	3.458	2.298	184	30.812	24.028
location mobilier (voitures...)	13	760	728	199	191	31	1.922	2.190
Total 1988	**191.314**	**1.518.241**	**1.937.720**	**501.017**	**328.570**	**13.626**	**4.490.488**	///
Année 1987	*217.776*	*1.407.205*	*1.901.452*	*492.170*	*342.928*	*12.144*	///	*4.373.675*

TABLEAU L.02-8

Immatriculations en séries normales de camionnettes, camions et véhicules spéciaux par charge utile

Source : Observatoire économique et statistique des transports — *Unité :* Capacité de transport : tonne

Classes de charge utile	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Véhicules neufs											
Moins de 1 tonne	154.835	166.274	177.913	190.748	206.940	203.346	186.272	219.052	256.011	273.166	269.374
1,0 à 2,9 tonnes	95.661	100.720	96.165	97.188	106.619	94.973	82.085	81.576	88.396	96.389	107.084
3,0 à 6,5 tonnes	11.272	11.332	11.044	10.139	10.604	10.016	9.768	8.552	9.092	9.608	9.781
6,6 tonnes et plus	12.089	12.303	12.534	11.732	11.913	11.990	12.560	10.577	12.044	14.394	16.812
Non déterminé	3.550	2.528	2.558	2.551	2.524	1.800	1.461	970	1.495	1.212	1.300
Total	**277.407**	**293.157**	**300.214**	**312.358**	**338.600**	**322.125**	**292.146**	**320.727**	**367.038**	**394.769**	**404.351**
dont : *Marques françaises*	*239.551*	*244.970*	*246.556*	*256.733*	*271.727*	*258.623*	*229.949*	*253.238*	*289.797*	*307.017*	*315.343*
Capacité de transport (1)	399.500	414.100	415.200	*r*410.200	428.380	406.860	●	373.600	417.000	462.000	503.000
Véhicules d'occasion											
Moins de 1 tonne	228.736	247.266	262.216	284.059	304.815	317.666	338.242	368.433	332.947	368.422	396.585
1,0 à 2,9 tonnes	137.185	149.023	153.471	163.761	171.346	174.281	182.314	195.595	165.021	173.798	178.773
3,0 à 6,5 tonnes	20.212	19.943	18.629	18.187	18.122	17.599	18.596	20.774	19.883	19.726	19.595
6,6 tonnes et plus	22.749	22.427	22.271	21.637	21.268	20.876	21.460	22.912	23.121	23.667	25.747
Non déterminé	12.972	12.179	12.141	15.345	18.290	19.245	27.611	20.898	16.313	14.387	13.446
Total	**421.854**	**450.838**	**468.728**	**502.989**	**533.841**	**549.667**	**588.223**	**628.612**	**557.285**	**600.000**	**634.146**
dont : *Marques françaises*	*370.478*	*389.457*	*404.287*	*431.098*	*454.166*	*463.943*	*491.835*	*519.273*	*448.902*	*478.613*	*500.795*

(1) Charge utile totale.

TABLEAU L.02-9

Immatriculations en séries normales des tracteurs par catégorie et puissance

Source : Observatoire économique et statistique des transports

Classes de puissance fiscale	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Tracteurs neufs											
Tracteurs routiers											
Moins de 11 CV	—	3	2	2	19	31	23	16	23	32	42
11 à 16 CV	362	366	455	290	304	299	293	349	274	263	245
17 à 20 CV	150	176	206	192	149	156	81	55	98	88	106
21 à 25 CV	804	803	1.019	796	967	677	390	431	463	521	372
Plus de 25 CV	12.258	12.198	12.638	12.172	12.915	14.099	15.057	12.317	15.065	18.262	20.284
Total	*13.574*	*13.546*	*14.320*	*13.452*	*14.354*	*15.262*	*15.844*	*13.168*	*15.923*	*19.166*	*21.049*
dont : Marques françaises	7.349	6.372	6.996	6.733	6.923	6.809	7.665	6.409	8.007	9.589	10.689
Tracteurs agricoles et autres que routiers	64.074	64.382	58.784	53.849	56.817	55.742	54.196	47.493	37.957	39.679	42.492
Ensemble	**77.648**	**77.928**	**73.104**	**67.301**	**71.171**	**71.004**	**70.040**	**60.661**	**53.880**	**58.845**	**63.541**
Tracteurs d'occasion											
Tracteurs routiers											
Moins de 11 CV	317	235	220	161	148	135	111	91	96	67	69
11 à 16 CV	682	686	648	539	530	584	558	524	562	512	500
17 à 20 CV	653	598	536	488	423	464	323	308	305	257	245
21 à 25 CV	1.417	1.376	1.310	1.174	1.119	1.067	1.048	1.066	1.103	1.018	828
Plus de 25 CV	12.708	13.411	13.971	14.559	15.126	15.820	16.051	16.723	19.442	20.710	21.302
Non déterminé	7	7	28	19	20	18	7	8	10	2	1
Total	*15.784*	*16.313*	*16.713*	*16.940*	*17.366*	*18.088*	*18.098*	*18.720*	*21.518*	*22.566*	*22.945*
dont : Marques françaises	9.167	9.136	9.361	9.027	9.043	8.948	9.043	9.180	10.055	10.310	10.738
Tracteurs agricoles et autres que routiers	107.236	109.678	111.408	111.441	110.576	111.156	110.805	109.611	103.128	101.836	105.254
Ensemble	**123.020**	**125.991**	**128.121**	**128.381**	**127.942**	**129.244**	**128.903**	**128.331**	**124.646**	**124.402**	**128.199**

TABLEAU L.02-10

Immatriculations en séries normales des remorques (1) par charge utile

Source : Observatoire économique et statistique des transports

Classes de charge utile	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Remorques neuves											
Moins de 1 tonne	24	25	28	23	7	18	11	20	24	13	17
1,0 à 2,9 tonnes	48	48	54	62	44	34	37	38	37	18	30
3,0 à 6,5 tonnes	524	560	577	460	502	472	448	397	377	403	316
6,6 tonnes et plus	1.480	1.715	1.928	1.677	1.708	1.755	1.755	1.708	1.887	2.478	2.888
Non déterminé	5	7	5	4	5	6	2	4	3	4	7
Total	**2.081**	**2.355**	**2.592**	**2.226**	**2.266**	**2.285**	**2.253**	**2.167**	**2.328**	**2.916**	**3.258**
dont : *Marques françaises* (2)	*1.948*	*1.555*	*1.888*	*1.652*	*1.731*	*1.835*	*1.898*	*1.775*	*1.817*	*2.376*	*2.715*
Remorques d'occasion											
Moins de 1 tonne	34	16	21	17	19	9	17	19	17	13	21
1,0 à 2,9 tonnes	93	63	78	84	79	52	61	75	72	73	64
3,0 à 6,5 tonnes	702	909	872	709	879	785	1.130	997	826	861	885
6,6 tonnes et plus	2.139	2.604	2.677	2.564	2.810	2.862	2.896	3.176	3.323	3.479	3.693
Non déterminé	49	14	21	17	19	6	5	7	7	11	11
Total	**3.017**	**3.606**	**3.669**	**3.391**	**3.806**	**3.714**	**4.109**	**4.274**	**4.245**	**4.437**	**4.674**
dont : *Marques françaises* (2)	*2.798*	*2.525*	*2.661*	*2.466*	*2.781*	*2.642*	*2.995*	*3.179*	*3.267*	*3.488*	*3.769*

(1) Caravanes non comprises. Immatriculation obligatoire pour les remorques de 500 kg et plus de poids total en charge. — (2) Depuis 1979, à l'exclusion des marques non répertoriées.

TABLEAU L.02-11

Immatriculations en séries normales des semi-remorques (1) par charge utile

Source : Observatoire économique et statistique des transports

Classes de charge utile	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Semi-remorques neuves											
Moins de 1 tonne	9	19	3	11	13	6	8	3	7	9	6
1,0 à 2,9 tonnes	11	29	6	21	15	8	11	8	9	9	15
3,0 à 6,5 tonnes	123	133	133	116	96	95	87	55	53	58	64
6,6 tonnes et plus	11.425	11.520	12.299	9.887	10.176	10.274	10.658	9.926	11.592	15.359	18.570
Non déterminé	11	21	8	25	40	25	12	13	1	5	6
Total	**11.579**	**11.722**	**12.449**	**10.060**	**10.340**	**10.408**	**10.776**	**10.005**	**11.662**	**15.440**	**18.661**
dont : *Marques françaises* (2)	*10.974*	*10.281*	*11.411*	*9.196*	*9.616*	*9.798*	*10.255*	*9.416*	*10.849*	*13.823*	*16.602*
% de 17 tonnes et plus	82,6	82,6	85,7	85,7	86,8	87,4	90,3	90,7	91,6	93,2	93,6
Semi-remorques d'occasion											
Moins de 1 tonne	18	18	5	8	8	6	5	4	7	13	11
1,0 à 2,9 tonnes	77	97	37	39	44	10	19	26	31	35	35
3,0 à 6,5 tonnes	366	296	276	244	257	248	249	263	383	270	280
6,6 tonnes et plus	15.190	15.870	15.952	16.692	17.784	18.358	18.947	20.837	21.893	23.300	23.635
Non déterminé	335	108	51	88	93	55	38	58	67	96	208
Total	**15.986**	**16.389**	**16.321**	**17.071**	**18.186**	**18.677**	**19.258**	**21.188**	**22.381**	**23.714**	**24.169**
dont : *Marques françaises* (2)	*14.746*	*14.003*	*13.914*	*14.705*	*14.935*	*15.973*	*16.768*	*18.429*	*19.601*	*20.882*	*21.663*
% de 17 tonnes et plus	76,5	77,2	77,7	78,7	81,2	80,1	81,9	80,8	87,8	83,6	84,5

(1) Immatriculation obligatoire pour les semi-remorques de 500 kg et plus de poids total en charge. — (2) Depuis 1979, à l'exclusion des marques non répertoriées.

TABLEAU L.02-12

Immatriculations en séries normales des autocars et autobus par nombre de places assises

Source : Observatoire économique et statistique des transports — *Unité :* Véhicule

Nombre de places assises	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Véhicules neufs											
Moins de 10 places (2)	3.271	3.823	4.207	4.156	4.724	4.340	3.723	3.775	3.493	1	1
10 à 19 places	448	506	377	373	525	514	498	410	358	411	495
20 à 29 places	938	985	922	831	1.063	1.012	1.027	1.131	1.034	1.069	1.130
30 à 39 places	754	653	760	1.026	987	958	740	653	693	705	520
40 places et plus	3.110	2.461	2.491	2.295	2.415	2.103	2.161	2.300	2.034	1.945	1.931
Non déterminé (1)	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	**8.522**	**8.428**	**8.757**	**8.681**	**9.714**	**8.927**	**8.149**	**8.269**	**7.612**	**4.131**	**4.077**
dont : *Marques françaises*	*5.459*	*5.004*	*4.283*	*4.594*	*6.116*	*6.425*	*5.807*	*5.890*	*5.359*	*3.074*	*2.923*
Véhicules d'occasion											
Moins de 10 places (2)	3.180	3.542	3.199	4.398	6.633	7.110	7.796	9.606	8.628	38	30
10 à 19 places	585	602	611	627	565	605	591	666	579	646	584
20 à 29 places	992	984	1.151	1.058	920	940	1.034	951	950	1.041	1.031
30 à 39 places	765	799	795	634	584	700	705	735	660	701	641
40 places et plus	4.265	3.863	4.832	4.034	4.291	4.530	4.636	4.441	4.547	4.562	4.560
Non déterminé (1)	679	99	111	1.099	1.145	1.322	1.118	—	3	—	—
Total	**10.466**	**9.889**	**10.699**	**11.850**	**14.138**	**15.207**	**15.880**	**16.399**	**15.367**	**6.988**	**6.846**
dont : *Marques françaises*	*7.160*	*6.336*	*7.049*	*7.045*	*7.351*	*7.959*	*8.861*	*9.003*	*8.207*	*3.757*	*3.563*

(1) Depuis le 1er janvier 1978, pour les véhicules neufs et le 5 janvier 1985 pour les véhicules d'occasion, les véhicules dont le nombre de places assises est non indiqué font l'objet d'une recherche de ce renseignement et sont classés dans l'une des catégories ci-dessus. — (2) Depuis le 1er janvier 1987, les véhicules de moins de 10 places assises (breaks) sont comptabilisés avec les voitures particulières et commerciales.

TABLEAU L.02-13

Parc des véhicules utilitaires de moins de 10 ans d'âge par charge utile

Situation au 1er janvier *(Dépouillement du fichier des automobiles)*

Source : Observatoire économique et statistique des transports — *Unité :* Véhicule

Type de véhicule par charge utile	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Camionnettes, camions et véhicules spéciaux :											
Moins de 1 t ou non indiquée	1.277.601	1.334.521	1.409.751	1.493.186	1.577.877	1.651.922	1.717.384	1.836.792	1.936.562	2.052.094	2.154.126
1,0 à 2,9 t	778.510	812.481	849.600	884.974	916.725	921.302	918.832	932.839	925.148	928.592	939.589
3,0 à 6,5 t	129.309	124.046	119.380	114.869	112.516	111.406	108.426	107.475	103.450	100.506	99.377
6,6 t et plus	146.288	141.221	135.864	135.654	132.033	125.325	122.980	123.898	121.447	123.307	128.793
Total	**2.331.708**	**2.412.269**	**2.514.595**	**2.628.683**	**2.739.151**	**2.809.955**	**2.867.622**	**3.001.004**	**3.086.607**	**3.204.499**	**3.321.885**
Remorques et semi-remorques :											
Total	175.473	167.233	156.368	148.904	146.034	140.027	135.520	137.227	134.936	138.158	146.429
dont :											
3,0 à 6,5 t	9.016	8.382	7.895	7.013	6.761	6.903	6.621	6.518	6.041	5.613	5.327
6,6 t et plus	136.175	137.468	139.702	139.992	137.471	132.029	130.854	129.697	127.914	*r*131.639	140.222
Autocars et autobus	64.683	64.588	66.524	75.163	79.529	79.664	82.483	85.736	85.804	81.247	76.648
Tracteurs routiers	121.426	123.893	127.864	130.738	132.033	131.515	133.426	137.147	138.714	143.724	151.294

TABLEAU L.02-14

Parc en service des véhicules pour le transport routier de voyageurs (1)

(Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes)

Source : Observatoire économique et statistique des transports — *Unité :* véhicule

Âge du véhicule	1980	1981	1982	1983	1984	1985	*r*1986	1987	1988
0 à 4 ans	20.386	16.732	17.189	17.396	17.966	17.168	17.656	17.258	16.425
5 à 9 ans	17.861	18.661	19.337	21.711	22.871	22.821	22.521	22.001	21.459
10 à 14 ans	10.596	12.306	13.233	15.449	15.322	16.182	15.450	16.140	17.831
15 ans et plus et non déterminé	12.361	14.417	15.129	9.597	10.413	11.132	12.351	12.900	13.497
Ensemble	**61.204**	**62.116**	**64.888**	**64.153**	**66.572**	**67.303**	**67.778**	**68.299**	**69.212**

(1) Autobus et autocars d'au moins 10 places assises, sauf véhicules de la RATP ou appartenant à des forains.

TABLEAU L.02-15

Parc estimé des voitures particulières selon leur puissance administrative

Situation au 1er janvier

Source : Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles — *Unité :* Millier

Année	5 CV et moins	de 6 CV à 10 CV	11 CV et plus	**Total**	dont diesel
1979	5.030	10.880	1.810	**17.720**	610
1980	5.090	11.460	1.890	**18.440**	730
1981	5.310	11.890	1.930	**19.130**	890
1982	5.670	12.163	1.917	**19.750**	1.077
1983	6.018	12.430	1.852	**20.300**	1.288
1984	6.323	12.549	1.728	**20.600**	1.453
1985	6.645	12.525	1.630	**20.800**	1.660
1986	6.875	12.665	1.550	**21.090**	1.885
1987	7.130	12.931	1.439	**21.500**	2.125
1988	7.491	13.095	1.384	**21.970**	2.390
1989	7.914	13.265	1.341	**22.520**	2.800

TABLEAU L.02-16

Véhicules automobiles ayant acquitté les taxes sur les véhicules à moteur (vignettes)

(Du 1er novembre au 31 décembre)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget. Direction de la Comptabilité publique — *Unité :* Millier de véhicules

	Période de validité										
	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1987-1988	1988-1989
Du 1er novembre au 31 décembre :											
Taxe différentielle :											
Véhicules de moins de 5 ans	9.042,2	9.534,7	9.978,7	9.970,2	10.088,4	10.206,4	9.960,3	10.093,2	10.330,5	10.576,8	10.749,5
Véhicules de 5 à 20 ans	9.796,6	10.161,3	10.396,2	11.364,0	11.443,8	11.947,8	12.343,3	12.912,5	13.320,9	13.768,4	14.121,4
Véhicules de 21 à 25 ans	165,5	177,3	179,2	192,0	192,4	212,6	231,3	249,8	270,7	294,5	308,2
Taxe spéciale (1)	6,1	6,0	■ 25,7	19,7	19,8	18,8	17,2	—	—	—	—
Vignettes gratuites	608,7	641,7	690,2	752,7	756,0	803,6	840,2	886,5	888,5	936,9	951,2
Ensemble	**19.619,1**	**20.521,0**	**21.270,0**	**22.298,6**	**22.500,5**	**23.189,3**	**23.392,3**	**24.142,0**	**24.810,5**	**25.576,5**	**26.130,3**
Du 1er novembre au 31 octobre	22.322,4	23.017,4	23.845,0	24.474,0	25.300,1	25.746,5	26.119,5	26.707,6	27.274,7	28.601,5	...
Montant du produit de la vignette (2) [million de francs]	4.175	4.506	5.545	5.647	6.867	7.870	8.107	8.889	(3) 9.532	(3) 9.781	(3) 10.242

(1) Taxe spéciale applicable aux voitures particulières et commerciales, d'une puissance fiscale supérieure à 16 CV et de moins de 2 ans d'âge jusqu'à 1979-1980; à partir de 1980-1981, taxe étendue aux véhicules de plus de 2 ans mais de moins de 25 ans. — (2) Pour l'année civile indiquée en premier dans la colonne correspondante. En effet, la période légale de perception de ces taxes s'étend du 1er novembre au 31 décembre inclus de chaque année, mais celles-ci peuvent être perçues hors de cette période pour les véhicules mis ou remis en service postérieurement au 31 décembre, ainsi que pour les « retardataires » (avec surtaxe). — (3) Ce chiffre ne tient pas compte des sommes perçues pour la comptabilité publique.

TABLEAU L.02-17

Trafic routier de marchandises, par distance en charge

Véhicules de moins de 15 ans d'âge

Source : Observatoire économique et statistique des transports. (Enquête TRM)

Transport	Tonnes transportées (million)				Tonnes-kilomètres (milliard)			
	Distance en charge			Total	Distance en charge			Total
	moins de 50 km	de 50 à 150 km	plus de 150 km		moins de 50 km	de 50 à 150 km	plus de 150 km	
Tous véhicules de charge utile ⩾ 3 tonnes								
1987								
Compte d'autrui (1)	229	105	142	476	3,9	8,3	51,4	63,6
Compte propre (2)	621	144	68	833	8,5	9,7	18,1	36,3
Ensemble des transports	**850**	**249**	**210**	**1.309**	**12,4**	**18,0**	**69,5**	**99,9**
1988								
Compte d'autrui (1)	288	119	162	569	4,7	9,3	59,7	73,7
Compte propre (2)	695	150	72	917	9,0	10,2	18,9	38,1
Ensemble des transports	**983**	**269**	**234**	**1.486**	**13,7**	**19,5**	**78,6**	**111,8**
Véhicules gros porteurs de charge utile ⩾ 6,6 tonnes								
1987								
Compte d'autrui (1)	225	98	135	458	3,9	7,8	49,5	61,2
Compte propre (2)	578	130	61	769	8,0	9,0	16,6	33,6
Ensemble des transports	**803**	**228**	**196**	**1.227**	**11,9**	**16,8**	**66,1**	**94,8**
1988								
Compte d'autrui (1)	283	112	154	549	4,6	8,9	57,6	71,1
Compte propre (2)	651	137	65	853	8,5	9,4	17,6	35,5
Ensemble des transports	**934**	**249**	**219**	**1.402**	**13,1**	**18,3**	**75,2**	**106,6**

(1) Transport réalisé par des transporteurs professionnels. — (2) Transport réalisé par des transporteurs non professionnels.

TABLEAU L.02-18

Trafic routier de marchandises, par nature de marchandises

Véhicules de moins de 15 ans d'âge, de charge utile égale ou supérieure à trois tonnes

Source : Observatoire économique et statistique des transports. (Enquête TRM)

Nature des marchandises sections NST (1)	1987				1988			
	Tonnes transportées (millier)		Tonnes-kilomètres (million)		Tonnes transportées (millier)		Tonnes-kilomètres (million)	
	Compte d'autrui	Compte propre	Compte d'autrui	Compte propre	Compte d'autrui	Compte propre	Compte d'autrui	Compte propre
Produits agricoles et animaux vivants	54.184	92.969	6.478	5.867	58.019	95.603	7.765	6.231
Denrées alimentaires et fourrages	52.982	112.556	12.050	9.647	63.781	109.839	14.298	9.618
Combustibles minéraux solides	6.895	8.306	482	124	7.343	7.001	402	146
Produits pétroliers bruts*	86	142	9	16	100	25	10	3
Produits pétroliers raffinés	20.458	43.305	2.693	2.435	23.371	42.711	2.955	2.364
Minerais ferreux et déchets pour métallurgie	3.239	6.556	343	268	2.577	6.652	476	299
Minerais et déchets non ferreux	4.797	7.406	224	211	5.741	7.428	313	248
Produits métallurgiques ferreux	13.272	6.586	3.218	660	14.035	6.172	3.502	683
Produits métallurgiques non ferreux	2.113	1.982	717	222	2.861	2.194	868	322
Minéraux bruts ou manufacturés et matériaux de construction	193.947	457.217	9.547	8.422	250.674	544.366	11.131	9.635
Matières premières pour l'industrie chimique	1.842	1.980	355	117	2.793	1.042	340	100
Engrais	9.378	23.863	1.478	912	12.297	24.004	1.689	1.049
Produits chimiques de base	7.934	3.679	1.993	521	9.479	3.523	2.267	511
Pâtes à papier et cellulose	1.850	2.408	466	176	1.910	2.853	520	233
Autres produits chimiques	9.611	4.499	3.177	630	12.064	5.383	3.696	693
Matériel de transport et matériel agricole	8.107	7.352	1.717	766	8.431	5.445	1.972	685
Machines et articles métalliques	11.460	9.131	2.972	977	12.992	10.457	3.441	1.138
Verre, faïence, porcelaine	3.398	3.886	939	414	4.341	2.927	1.198	379
Autres articles manufacturés	70.771	38.930	14.780	3.869	76.531	39.662	16.842	3.769
Total	**476.324**	**832.753**	**63.638**	**36.254**	**569.340**	**917.287**	**73.685**	**38.106**

* Données pouvant être entachées d'une erreur aléatoire importante.
(1) NST : Nomenclature Statistique des Transports.

TABLEAU L.02-19

Nombre de voyageurs et de véhicules-kilomètre selon la nature du service et l'âge du véhicule (1)

Année 1987

Source : Observatoire Économique et Statistique des Transports (OEST)

Unités : Million de voyageurs
Million de véhicules kilomètre

Nature du service	Âge du véhicule				
	0 à 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 ans et plus et non déterminé	Ensemble
Transport urbain (2) :					
Voyageurs	560,7	627,2	211,2	20,1	1.419,1
Véh./km	170,3	187,0	64,1	9,0	430,4
Transport interurbain (3) :					
Voyageurs	98,1	107,4	50,9	23,0	279,5
Véh./km	128,6	111,9	48,0	21,2	309,6
Transport scolaire (4) :					
Voyageurs	89,5	129,5	146,1	136,2	501,3
Véh./km	56,0	75,7	84,7	84,7	301,1
Transport de personnel :					
Voyageurs	58,6	71,0	40,9	21,7	192,1
Véh./km	69,5	69,4	35,0	18,8	192,7
Transport occasionnel (5) :					
Voyageurs	72,4	81,9	38,0	21,6	214,0
Véh./km	212,8	170,7	50,6	10,9	445,0
Total en charge :					
Voyageurs	**879,4**	**1.017,0**	**487,1**	**222,6**	**2.606,0**
Véh./km	**637,1**	**614,7**	**282,4**	**144,6**	**1.678,8**
A vide :					
Véh./km	87,9	98,8	58,2	40,2	285,2
Total :					
Véh./km	**725,0**	**713,5**	**340,6**	**184,8**	**1.964,0**
Pourcentage de kilomètres parcourus à vide	*12,1*	*13,8*	*17,1*	*21,8*	*14,5*

(1) Les données de 1986 révisées sont disponibles à l'OEST. — (2) Y compris les lignes régulières APTR (Association Professionnelle des Transporteurs Routiers). — (3) Transport par lignes régulières interurbaines y compris les lignes régulières internationales et les services affrétés SNCF. — (4) Services spéciaux de transport scolaire. — (5) Mise à disposition du véhicule pour un transport de groupe ou transport à la place (excursion); y compris transport de clientèle et transport périscolaire.

TABLEAU L.02-20

Accidents corporels de la circulation routière

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer (Direction de la Sécurité et de la Circulation routière — Service d'études techniques des routes et autoroutes)

	1977	1978	1979	1980	*e* 1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Accidents corporels	250.158	238.815	242.975	241.049	232.269	220.586	209.715	199.454	191.096	184.626	170.994	175.887
dont : En agglomération	*186.438*	*179.315*	*182.313*	*181.742*	*174.115*	*162.985*	*154.257*	*145.851*	*139.965*	*132.890*	*123.544*	*126.723*
Véhicules impliqués :												
Véhicules à deux roues	115.214	109.274	110.839	108.109	●	84.750	76.854	67.700	64.424	60.649	57.704	60.167
Véhicules automobiles	322.845	308.820	314.958	316.082	●	303.487	290.576	282.189	269.197	260.978	241.160	247.874
Autres véhicules	1.615	1.563	1.569	1.363	●	1.714	1.567	1.659	1.631	1.584	1.610	1.608
Total	**439.674**	**419.657**	**427.366**	**425.554**	●	**389.951**	**368.997**	**351.548**	**335.252**	**323.211**	**300.474**	**309.649**
Victimes tuées :												
Piétons	2.362	2.118	2.091	2.182	2.033	1.910	1.879	1.760	1.557	1.639	1.479	1.592
Usagers des deux roues	3.153	2.971	2.940	2.954	2.495	2.421	2.337	2.149	2.033	1.942	1.887	1.980
Automobilistes	7.392	6.823	7.135	7.210	7.662	7.648	7.409	7.561	6.804	7.323	6.427	6.919
Divers	54	45	31	38	—	51	52	55	53	57	62	57
Total	**12.961**	**11.957**	**12.197**	**12.384**	**12.190**	**12.030**	**11.677**	**11.525**	**10.447**	**10.961**	**9.855**	**10.548**
dont : En agglomération	*5.036*	*4.651*	*4.698*	*4.861*	*4.516*	*4.464*	*4.342*	*4.333*	*3.901*	*4.085*	*3.642*	*3.858*
Victimes blessées :												
Piétons	41.342	40.040	41.459	41.880	40.185	37.765	35.641	34.006	32.169	30.775	29.256	29.760
Usagers des deux roues	108.644	103.522	106.022	103.763	89.124	80.650	73.296	64.560	61.689	58.033	55.242	57.616
Automobilistes	195.347	183.692	187.863	187.403	196.542	191.561	184.672	183.185	176.015	169.357	152.258	155.803
Divers	767	486	560	547	—	744	754	734	872	850	882	863
Total	**346.100**	**327.740**	**335.904**	**333.593**	**325.851**	**310.720**	**294.363**	**282.485**	**270.745**	**259.015**	**237.638**	**244.042**
dont : Grièvement	*92.246*	*86.927*	*90.006*	*87.752*	*88.677*	*80.023*	*75.833*	*71.063*	*66.911*	*63.500*	*57.902*	*58.172*
dont : En agglomération	*238.609*	*228.532*	*234.051*	*233.337*	*226.108*	*214.562*	*202.939*	*193.744*	*186.110*	*174.730*	*161.021*	*165.452*

TABLEAU L.02-21

Victimes des accidents corporels de la circulation routière suivant leur âge

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer (Direction de la Sécurité et de la Circulation routières — Service d'études techniques des routes et autoroutes)

Âge des victimes	Piétons		Bicyclettes		« Deux roues » à moteur		Conducteurs et passagers de Voitures de tourisme (1)		Autres véhicules		Total des victimes	
	Tués	Blessés	Tués	Blessés	Tués	Blessés	Tués	Blessés	Tués	Blessés	Tués	Blessés
Moins de 15 ans	190	8.766	52	1.988	28	1.220	249	10.137	15	490	534	22.601
De 15 à 19 ans	73	2.529	37	1.510	412	20.099	588	13.546	32	646	1.142	38.330
De 20 à 24 ans	79	2.001	13	706	378	10.615	1.312	29.721	60	1.468	1.842	44.511
De 25 à 64 ans	607	10.600	160	3.430	639	16.030	3.396	83.297	386	6.268	5.188	119.625
65 ans et plus	618	5.667	138	908	121	1.015	871	9.886	45	503	1.793	17.979
Non déclaré	25	197	1	23	1	72	21	674	1	30	49	996
Total année 1988	**1.592**	**29.760**	**401**	**8.565**	**1.579**	**49.051**	**6.437**	**147.261**	**539**	**9.405**	**10.548**	**244.042**
Moins de 15 ans	207	9.282	65	2.188	24	1.302	231	9.928	21	456	548	23.156
De 15 à 19 ans	68	2.396	37	1.479	382	19.219	525	13.482	20	547	1.032	37.123
De 20 à 24 ans	61	1.965	11	669	391	10.182	1.211	29.060	57	1.413	1.731	43.289
De 25 à 64 ans	603	10.298	197	3.350	555	14.869	3.280	81.776	338	5.926	4.973	116.219
De 65 ans et plus	518	5.090	107	838	114	1.070	723	9.329	50	528	1.512	16.855
Non déclaré	22	225	2	24	2	52	30	658	3	37	59	996
Total année 1987	**1.479**	**29.256**	**419**	**8.548**	**1.468**	**46.694**	**6.000**	**144.233**	**489**	**8.907**	**9.855**	**237.638**
Année 1986	*1.639*	*30.775*	*438*	*9.277*	*1.504*	*48.756*	*6.867*	*161.170*	*513*	*9.037*	*10.961*	*259.015*
Année 1985	*1.557*	*32.169*	*426*	*10.027*	*1.607*	*51.662*	*6.419*	*167.586*	*438*	*9.301*	*10.447*	*270.745*
Année 1984	*1.760*	*34.006*	*465*	*10.227*	*1.684*	*54.344*	*7.111*	*174.553*	*505*	*9.355*	*11.525*	*282.485*
Année 1983	*1.879*	*35.641*	*536*	*10.916*	*1.801*	*62.380*	*6.950*	*175.830*	*505*	*9.596*	*11.677*	*294.363*
Année 1982 r	*1.910*	*37.765*	*501*	*11.743*	*1.920*	*68.907*	*7.109*	*181.064*	*590*	*11.241*	*12.030*	*310.720*
Année 1981 e	*2.033*	*40.185*	●	●	●	●	●	●	●	●	*12.190*	*325.851*
Année 1980	*2.182*	*41.880*	*656*	*13.353*	*2.298*	*90.410*	*6.587*	*174.895*	*661*	*13.054*	*12.384*	*333.593*
Année 1979	*2.091*	*41.459*	*589*	*13.018*	*2.351*	*93.004*	*6.519*	*175.084*	*647*	*13.339*	*12.197*	*335.904*
Année 1978	*2.118*	*40.040*	*571*	*12.156*	*2.400*	*91.366*	*6.211*	*171.744*	*657*	*12.434*	*11.957*	*327.740*

(1) Y compris les taxis et les ambulances.

TABLEAU L.02-22

Consommation d'essence et de supercarburant

Marché intérieur acquitté et sous douane *(Ventilation estimée par matériel)*

Source : Comité professionnel du pétrole — *Unité :* Millier de m^3

Véhicules à moteur	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Motocycles (cyclomoteurs, vélomoteurs, motocyclettes, scooters)	600	630	640	635	625	625	620	620	640	620	630
Voitures particulières commerciales et taxis.....	18.743	18.776	18.806	19.193	19.196	19.440	19.400	19.100	19.600	19.800	20.180
Véhicules utilitaires (camions, camionnettes, autocars).....	4.000	4.100	4.150	4.276	4.200	4.236	4.300	4.210	4.325	4.340	4.300

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer, 92005 Paris La Défense Cedex 04. Tél. : (1) 40 81 21 22 :

— Observatoire économique et statistique des transports, 55, rue Brillat-Savarin, 75658 Paris Cedex 13. Tél. : (1) 45 89 89 27.

  — *Mémento de statistiques des transports;*
  — *Bulletin mensuel de statistiques;*
  — *Note de conjoncture;*
  — *Enquête annuelle d'entreprise dans les transports :*
    - *transports routiers de marchandises,*
    - *transports urbains et routiers de voyageurs,*
    - *auxiliaires des transports terrestres;*
  — *Parc et immatriculations des véhicules utilitaires* (annuel);
  — *Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises;*
  — *Enquête sur l'utilisation des véhicules utilitaires légers;*
  — *Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes;*
  — *SITRAM : Système d'information sur les transports de marchandises : Résultats généraux (Trafic intérieur, Trafic international);*
  — *Liste des publications périodiques des transports;*
  — *Notes de synthèse* (mensuel).

— Service d'Études Techniques des Routes et Autoroutes (SETRA), 208, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris. Tél. : (1) 45 49 61 62.

  — *Les accidents corporels de la circulation routière* (annuel);
  — Carte routière : *Recensement de la circulation sur les routes nationales et autoroutes* (annuel);
  — Carte routière : *Recensement de la circulation des poids lourds sur les routes nationales et autoroutes en 1985.*

- Secrétariat d'État chargé du budget :

  — Direction générale des douanes et droits indirects.
  — *Tableau général des transports* (Direction générale des douanes et droits indirects). Statistiques du commerce extérieur de la France;
  — *Le transport du commerce extérieur de la France.* — Statistiques du commerce extérieur de la France (Direction générale des douanes et droits indirects).

Publications diverses :

  — *Les transports en France* (annuel) — *Rapport de la Commission des comptes des transports de la nation. INSEE, collections C;*
  — *Tableau de bord (annuel) : 1986. Comité interministériel de la sécurité routière;*
  — *Recueil de données statistiques sur l'assurance automobile en France. Publication bisannuelle — 1986. Association générale des sociétés d'assurances contre les accidents;*
  — *JORF :* Avis et rapports du Conseil économique et social, n° 7 du 18 mars 1982. Séances des 26 et 27 janvier 1982. « Les liaisons autoroutières et routières à fort débit ».

Chapitre L.03

Transports de navigation intérieure

1. Les entreprises du secteur
2. Consistance du réseau
3. Moyens de transport
4. Trafic

1. Les entreprises du secteur
(tableau 1)

Le secteur des transports fluviaux de marchandises (NAP classe 70) regroupe les entreprises employant 6 salariés et plus, dont l'activité principale est le transport, pour compte d'autrui, de marchandises sur les rivières, canaux et lacs ou le poussage et remorquage de bateaux ou le flottage du bois.

2. Consistance du réseau
(tableaux 2 à 4)

Les tableaux 2 et 3 donnent la longueur des voies navigables *fréquentées* qui est en fin d'année 1987, de 2.618 km de fleuves, rivières, lacs et étangs (dont 23 km de lacs) et de 3.766 km de canaux, soit une longueur totale de 6.384 km. Quant à la longueur totale des voies navigables, *fréquentées ou non*, prise en compte dans les statistiques de la navigation intérieure, elle était, à la fin de l'année 1987, de 3.925 km de fleuves, rivières, lacs et étangs (dont 55 km de lacs), et de 4.575 km de canaux soit une longueur totale de 8.500 km. Le tableau 4 indique la répartition du réseau de voies navigables selon l'accessibilité des bateaux ou convois.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration de l'Office national de la navigation (ONN). Service statistique.

Le réseau est administré par l'État par l'entremise de l'Office national de la navigation (ONN), à l'exception de 128 km qui sont concédés.

3. Moyens de transport

Ceux-ci sont relatifs à l'ensemble des transports de navigation intérieure publics et privés.

Les *transporteurs privés* sont les propriétaires de bateaux (industriels, commerçants...) qui transportent habituellement des marchandises leur appartenant ou faisant l'objet de leur industrie, de leur commerce ou de leur exploitation, mais dont l'activité principale n'est pas le transport.

31. Personnel navigant

Le tableau 5 fournit les effectifs du personnel navigant et du personnel à terre de la navigation intérieure.

Les personnes (hommes, femmes et enfants) habitant habituellement sur des bateaux de rivière étaient au nombre de 7.500 à la date du recensement général de la population de 1982.

32. Matériel de transport
(tableau 6)

Sont appelés *bateaux de rivière,* les bateaux de plus de 39 m de longueur, de plus de 5,10 m de largeur et portant plus de 280 tonnes à l'enfoncement de 1,80 m; *bateaux de canal,* les bateaux de 38,50 à 39 m de longueur, de 5 à 5,10 m de largeur et portant 245 à 280 tonnes à l'enfoncement de 1,80 m; *petits bateaux,* les bateaux de dimensions et de capacité inférieures à celles des bateaux de canal.

La *barge* est un bateau sans moyen de propulsion mécanique propre, construit ou transformé spécialement pour être poussé. Le *pousseur* est un bateau pourvu de force motrice, construit spécialement pour le poussage, ou un remorqueur transformé pour le même usage.

4. Trafic
(tableaux 7 à 10)

Depuis 1936, les contrats d'affrètement sont obligatoirement conclus dans les bureaux d'affrètement régionaux (organismes publics) qui, depuis 1938, contrôlent l'application des tarifs légaux. Ces tarifs ne concernent pas les affrètements spéciaux, comme les hydrocarbures et le trafic du Rhin.

Le trafic total des voies navigables est récapitulé aux tableaux 7 et 8; la ventilation de ce trafic par chapitre de marchandises (établie à partir de la nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques de transport) est donnée au tableau 9.

Le trafic des principaux ports fluviaux fait l'objet du tableau 10.

Ces statistiques portuaires sont établies :

— pour les déchargements, à partir des marchandises déchargées pendant l'année dans le port considéré;

— pour les chargements, à partir des marchandises déchargées dans les ports français (ou passant la frontière) pendant l'année et provenant du port considéré.

* * *

TABLEAU L.03-1

Transports fluviaux : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP classe 70)

Année 1986

Transports fluviaux de marchandises pour compte d'autrui. Entreprises employant 6 salariés et plus

Source : Observatoire économique et statistique des transports (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Répartition du personnel			Chiffre d'affaires net (hors taxes en millions de francs)	Investissements corporels du secteur d'entreprise (1) (en millions de francs)
		Ensemble	Personnel sédentaire	Personnel navigant		
6 à 9 salariés	13	55	29	26	44,0	0,6
10 à 99 salariés	6	131	37	94	103,4	2,0
100 salariés et plus	3	1.736	1.016	720	1.225,7	27,5
Total	**22**	**1.922**	**1.082**	**840**	**1.373,1**	30,1

(1) Hors apports.

TABLEAU L.03-2

Longueur totale des voies navigables fréquentées (1)

Situation au 1er janvier

Source : Office national de la Navigation — *Unité :* Kilomètre

Voies navigables fréquentées	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
1. Voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais	519	518	514	505	513	515	505	500	510	498	504
2. Voies de liaison de Paris avec le Nord et l'Est	1.152	1.152	1.152	1.152	1.152	1.152	1.166	1.166	1.152	1.152	1.152
3. Seine et canaux annexes	570	570	570	570	570	570	663	570	570	570	570
4. Voies navigables de l'Est	1.548	1.558	1.548	1.548	1.546	1.546	1.537	1.537	1.537	1.546	1.546
5. Rhin, grand canal d'Alsace et canaux annexes	262	262	262	262	262	262	262	262	262	262	257
6. Voies navigables du Centre	892	921	892	867	867	861	865	869	863	863	825
7. Rhône et Basse-Saône (2)	833	854	786	701	754	773	725	724	748	720	720
8. Voies navigables du Sud-Ouest	716	720	686	749	720	640	547	547	617	623	537
9. Voies navigables de l'Ouest	166	157	158	249	158	157	153	149	150	150	141
Total	**6.658**	**6.712**	**6.568**	**6.603**	**6.542**	**6.476**	**6.423**	**6.324**	**6.409**	**6.384**	**6.252**

(1) Longueur de voie navigable où passe au moins un bateau dans l'année considérée. — (2) Y compris 43 km de sections maritimes.

TABLEAU L.03-3

Longueur des voies navigables fréquentées (1) selon l'accessibilité aux bateaux ou convois

(Accessibilité inférieure à 1.000 tonnes et supérieure à 1.000 tonnes). Situation au 1er janvier

Source : Office national de la Navigation — *Unité :* Kilomètre

Voies navigables fréquentées	1984		1985		1986		1987		1988		1989	
	Voies < 1.000 t	Voies > 1.000 t	Voies < 1.000 t	Voies > 1.000 t	Voies < 1.000 t	Voies > 1.000 t	Voies < 1.000 t	Voies > 1.000 t	Voies < 1.000 t	Voies > 1.000 t	Voies < 1.000 t	Voies > 1.000 t
1. Voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais	323	192	313	192	308	192	318	192	306	192	312	192
2. Voies de liaison de Paris avec le Nord et l'Est	1.044	108	1.058	108	1.058	108	1.044	108	1.044	108	1.044	108
3. Seine et canaux annexes	52	518	143	520	52	518	52	518	52	518	52	518
4. Voies navigables de l'Est	1.390	156	1.381	156	1.381	156	1.381	156	1.390	156	1.390	156
5. Rhin, grand canal d'Alsace et canaux annexes	66	196	66	196	66	196	66	196	66	196	61	196
6. Voies navigables du Centre	861	—	865	—	869	—	863	—	863	—	825	—
7. Rhône et Basse-Saône (2)	234	539	165	560	165	559	188	560	160	560	160	560
8. Voies navigables du Sud-Ouest	505	135	455	92	455	92	525	92	531	92	445	92
9. Voies navigables de l'Ouest	101	56	97	56	93	56	94	56	94	56	94	47
Total	**4.576**	**1.900**	**4.543**	**1.880**	**4.447**	**1.877**	**4.531**	**1.878**	**4.506**	**1.878**	**4.383**	**1.869**

(1) Longueur de voie navigable où passe au moins un bateau dans l'année considérée. — (2) Y compris 43 km de sections maritimes.

TABLEAU L.03-4

Réseau des voies navigables par gabarit

Situation au 1er janvier

Source : Office national de la Navigation — *Unité :* Kilomètre

Classes (1) Voies accessibles aux bateaux ou convois poussés d'un port en lourd		1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
0. De moins de 250 tonnes	(2) *a.*	1.927	1.927	1.927	1.927	1.927	1.927	1.880	1.880	1.880	1.880	1.880
	b.	437	432	353	465	390	322	324	231	302	309	222
1. De 250 à 399 tonnes	*a.*	3.972	3.918	3.909	3.909	3.904	3.904	3.904	3.904	3.904	3.904	3.904
	b.	3.782	3.766	3.713	3.680	3.683	3.673	3.665	3.662	3.666	3.662	3.626
2. De 400 à 649 tonnes	*a.*	273	266	266	266	266	266	266	266	266	266	266
	b.	220	213	213	213	213	213	227	227	213	213	213
3. De 650 à 999 tonnes	*a.*	436	441	441	441	441	441	441	441	441	441	441
	b.	350	376	355	348	351	368	327	327	350	322	322
4. De 1.000 à 1.499 tonnes	*a.*	77	86	86	86	91	91	91	91	91	91	91
	b.	27	36	36	36	41	41	43	41	41	41	41
5. De 1.500 à 2.999 tonnes	*a.*	300	300	275	275	275	275	271	271	271	271	271
	b.	273	273	248	244	245	244	249	248	249	249	249
6. De 3.000 tonnes et plus (3)	*a.*	1.583	1.630	1.664	1.664	1.664	1.664	1.647	1.647	1.647	1.647	1.647
	b.	1.569	1.616	1.650	1.617	1.619	1.615	1.588	1.588	1.588	1.588	1.579
Total (3)	*a.*	8.568	8.568	8.568	8.568	8.568	8.568	8.500	8.500	8.500	8.500	8.500
	b.	6.658	6.712	6.568	6.603	6.542	6.476	6.423	6.324	6.409	6.384	6.252

(1) Classes de voies navigables définies par l'Office statistique des Communautés européennes. — (2) *a.* : longueur totale du réseau, *b.* : longueur fréquentée. — (3) Y compris 43 kilomètres de sections maritimes.

TABLEAU L.03-5

Personnel navigant et personnel à terre de la navigation intérieure

Situation au 1er janvier

Source : Office national de la Navigation

Catégorie	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Transports publics et privés (1) :											
Travailleurs indépendants (*r*)	3.170	2.896	2.817	2.896	2.879	2.815	2.658	2.564	2.337	2.137	1.997
dont : retraités en activité	*159*	*132*	*136*	*117*	*108*	*95*	*68*	*55*	*33*	*21*	*14*
Salariés	3.281	3.670	3.581	3.339	3.159	2.882	2.655	2.261	2.438	2.319	1.655
dont : Salariés de la flotte française de navigation rhénane	510	508	509	502	475	374	346	302	291	265	227
De nationalité française	*369*	*372*	*383*	*378*	*357*	*283*	*263*	*232*	*228*	*210*	*177*
Salariés des transports privés	1.004	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Personnel de la traction sur berges	31	31	28	28	28	30	27	25	20	20	20
Personnel administratif et technique des compagnies de navigation (2)	*e* 1.200	*e* 1.200	*e* 1.200	*e* 1.200	*e* 1.200	*e* 1.200	*e* 700	*e* 630	585	585	500
Personnel assurant le fonctionnement des voies navigables (sauf l'entretien) :											
Conducteurs des TPE (3)	462	454	429	454	503	446	472	496	516	*r* 518	(4) 510
Agents des TPE (3)	2.699	2.982	3.050	3.174	4.107	3.384	3.773	3.908	3.115	2.237	(4) 1.726
Éclusiers auxiliaires	*e* 890	*e* 870	*e* 870	*e* 870	*e* 850	*e* 717	*e* 717	546	546	233	(4) 161
Personnel des bureaux d'affrètements	104	101	103	106	111	103	107	103	89	89	(4) 87

(1) Y compris le personnel des remorqueurs. — (2) Effectif pour lequel l'ONN ne possède pas d'éléments directs d'information. — (3) Postes statutaires (décrets nos 66-900 et 66-901 du 18 novembre 1966). TPE (Travaux publics de l'État). — (4) Source : ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer.

TABLEAU L.03-6

Parc des bateaux fluviaux

Situation au 1er janvier 1989

Source : Office national de la Navigation

Unités : Tonnage : Millier de tonnes
Puissance : Millier de CV

a. Bateaux porteurs de marchandises (y compris les barges poussées)	Ensemble du parc						Dont automoteurs					
	Effectif suivant l'année de construction						Effectif suivant la puissance					
	Avant 1950 (1)	De 1950 à 1959	De 1960 à 1969	Depuis 1970	Total	Tonnage (1) (2)	Jusqu'à 49 CV	De 50 à 149 CV	150 CV et plus	Total	Tonnage (2)	Puissance
Bateaux porteurs de marchandises générales	1.414	1.334	623	163	3.534	1.683	8	582	2.126	2.716	1.097	550
dont : appartenant à des transporteurs publics	*1.112*	*1.235*	*387*	*104*	*2.838*	*1.835*	*4*	*530*	*2.017*	*2.551*	*1.039*	*519*
Bateaux porteurs de marchandises spécialisées	84	128	82	17	311	231	—	41	181	222	109	58
dont : appartenant à des transporteurs publics	*65*	*121*	*74*	*15*	*275*	*205*	—	*38*	*158*	*196*	*91*	*47*
Total	**1.498**	**1.462**	**705**	**180**	**3.845**	**1.889**	**8**	**623**	**2.307**	**2.938**	**1.206**	**608**
soit : bateaux du Rhin	14	9	14	34	71	143	—	—	21	21	18	9
bateaux de rivière	247	159	284	132	822	691	—	12	303	315	222	128
bateaux de canal	1.202	1.287	374	9	2.872	1.068	7	598	1.976	2.581	963	468
petits bateaux	37	7	31	5	80	12	1	13	7	21	3	3

b. Remorqueurs et pousseurs	Effectif suivant l'année de construction					Effectif suivant la puissance					Puissance
	Avant 1950 (1)	De 1950 à 1959	De 1960 à 1969	Depuis 1970	Total (1)	Jusqu'à 49 CV	De 50 à 149 CV	De 150 à 499 CV	500 CV et plus	Total	
Total	**100**	**19**	**70**	**38**	**227**	**2**	**23**	**96**	**106**	**227**	**160**
dont : rhénans	*3*	*2*	*15*	*6*	*26*	—	*1*	*4*	*21*	*26*	*50*

(1) Y compris ceux dont l'année de construction est inconnue. — (2) Poids possible de la cargaison (port en lourd ou capacité de chargement maximale).

TABLEAU L.03-7

Trafic *(public et privé)* des voies navigables par nature de trafic

Source : Office national de la Navigation

Nature du trafic	Unité	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Tonnage transporté												
Trafic intérieur	millier t	50.185	50.973	50.975	46.020	40.601	36.701	33.763	30.455	29.747	28.616	29.604
Importations	»	11.285	11.698	12.209	10.339	10.568	10.153	10.386	10.332	10.971	10.615	11.259
Exportations	»	22.421	22.497	21.293	20.048	18.912	19.231	19.106	18.566	17.769	17.330	19.477
Transit	»	7.665	7.694	7.720	7.164	6.328	5.863	5.637	4.767	4.631	4.159	4.247
Total	»	**91.556**	**92.862**	**92.197**	**83.571**	**76.409**	**71.948**	**68.892**	**64.120**	**63.118**	**60.720**	**64.587**
Tonnage kilométrique												
Trafic intérieur	million t/km	6.528	6.806	7.061	6.541	5.948	5.360	4.956	4.506	4.118	3.877	3.692
Importations	»	1.532	1.555	1.616	1.410	1.366	1.335	1.333	1.338	1.322	1.317	1.232
Exportations	»	2.266	2.274	2.192	1.933	1.833	1.773	1.665	1.745	1.552	1.492	1.720
Transit	»	1.268	1.263	1.282	1.184	1.043	979	926	805	775	684	690
Total	»	**11.594**	**11.898**	**12.151**	**11.068**	**10.190**	**9.447**	**8.880**	**8.394**	**7.767**	**7.370**	**7.334**
Distance moyenne de transport d'une tonne (1)	kilomètre	127	128	132	132	133	131	129	131	123	121	114
Chargement moyen (2)	tonne	427	445	449	448	466	467	478	466	479	481	503

(1) Quotient du tonnage kilométrique par le tonnage total transporté. — (2) Quotient du tonnage total transporté par le nombre de voyages.

TABLEAU L.03-8

Trafic *(public et privé)* des voies navigables par voie

Source : Office national de la Navigation

Voies navigables	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
					Tonnage transporté (millier de tonnes)						
1. Voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais	10.496	10.055	10.340	11.530	11.103	9.107	8.700	8.214	7.548	6.956	6.809
2. Voies de liaison de Paris avec le Nord et l'Est	6.638	6.687	7.000	6.407	5.958	5.922	5.665	5.788	5.473	5.115	5.325
3. Seine et canaux annexes	22.761	24.109	23.865	21.270	18.761	17.449	15.749	13.916	13.373	13.230	14.195
4. Voies navigables de l'Est (1)	10.346	10.889	10.832	9.134	9.179	8.323	8.916	9.463	9.189	8.398	11.082
5. Rhin, grand canal d'Alsace et canaux annexes (2)	23.985	24.160	23.251	22.088	19.841	19.858	19.494	17.522	18.469	18.633	18.539
6. Voies navigables du Centre	2.575	2.204	2.320	517	443	1.459	1.613	1.439	892	885	1.011
7. Rhône et Basse-Saône	5.299	5.820	6.074	5.542	5.888	4.927	4.563	4.640	5.276	4.855	4.685
8. Voies navigables du Sud-Ouest	5.947	5.909	5.759	4.791	3.551	3.090	2.539	1.787	1.818	1.457	1.767
9. Voies navigables de l'Ouest	3.509	3.029	2.756	2.292	1.685	1.813	1.653	1.351	1.080	1.191	1.174
Total	**91.556**	**92.862**	**92.197**	**83.571**	**76.409**	**71.948**	**68.892**	**64.120**	**63.118**	**60.720**	**64.587**
					Tonnage kilométrique (million de tonnes-kilomètres)						
1. Voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais	1.073	1.043	1.061	1.020	980	915	889	872	807	730	749
2. Voies de liaison de Paris avec le Nord et l'Est	2.013	2.031	2.111	1.854	1.648	1.542	1.427	1.398	1.334	1.160	1.163
3. Seine et canaux annexes	4.397	4.581	4.819	4.324	3.924	3.595	3.376	2.984	2.659	2.488	2.414
4. Voies navigables de l'Est (1)	1.033	1.063	1.009	935	864	784	748	826	696	684	775
5. Rhin, grand canal d'Alsace et canaux annexes (2)	2.261	2.304	2.249	2.114	1.869	1.843	1.775	1.645	1.671	1.654	1.656
6. Voies navigables du Centre	137	124	140	112	94	94	95	104	66	75	77
7. Rhône et Basse-Saône	461	535	548	529	667	541	468	492	471	516	442
8. Voies navigables du Sud-Ouest	156	144	148	134	107	94	63	49	47	44	44
9. Voies navigables de l'Ouest	63	73	66	46	37	39	39	24	16	19	14
Total	**11.594**	**11.898**	**12.151**	**11.068**	**10.190**	**9.447**	**8.880**	**8.394**	**7.767**	**7.370**	**7.334**

(1) Rhin exclu. — (2) Y compris le circuit international rhénan.

TABLEAU L.03-9

Trafic *(public et privé)* des voies navigables par « chapitre » de marchandises

Source : Office national de la Navigation

Chapitre de marchandises	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
					Tonnage transporté (millier de tonnes)						
Produits agricoles	9.067	8.955	9.498	9.161	8.378	8.631	8.652	9.769	8.012	7.093	7.090
Denrées alimentaires et fourrages	3.825	3.761	3.832	3.691	3.465	3.099	2.874	2.889	2.477	2.755	3.096
Combustibles minéraux solides	9.405	9.348	11.130	10.132	9.273	8.008	8.057	5.815	4.618	3.332	3.861
Produits pétroliers	18.902	20.200	18.390	14.827	13.526	13.174	11.017	9.677	9.735	9.381	8.426
Minerais et déchets pour la métallurgie	2.343	2.836	3.020	2.680	2.512	2.001	2.282	2.390	2.447	2.135	3.528
Produits métallurgiques	4.472	4.176	3.622	3.246	3.025	2.818	2.880	2.795	2.754	2.260	2.332
Minéraux bruts ou manufacturés et matériaux de construction	39.370	39.088	38.151	35.679	32.237	30.182	29.075	26.767	29.710	30.025	32.531
Engrais	1.933	2.114	2.292	2.037	2.087	2.193	2.138	2.190	1.638	1.843	1.733
Produits chimiques	1.715	1.828	1.700	1.657	1.458	1.414	1.555	1.428	1.340	1.483	1.534
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	524	556	562	461	448	428	362	400	387	413	456
Total	**91.556**	**92.862**	**92.197**	**83.571**	**76.409**	**71.948**	**68.892**	**64.120**	**63.118**	**60.720**	**64.587**
					Tonnage kilométrique (million de tonnes/kilomètres)						
Produits agricoles	2.052	2.068	2.188	2.077	1.660	1.696	1.653	1.906	1.587	1.384	1.301
Denrées alimentaires et fourrages	900	888	914	828	771	742	657	644	520	559	597
Combustibles minéraux solides	1.619	1.713	2.086	2.056	1.973	1.596	1.589	1.053	766	449	351
Produits pétroliers	2.310	2.425	2.225	1.736	1.777	1.659	1.338	1.135	1.109	1.068	1.019
Minerais et déchets pour la métallurgie	248	236	252	220	175	140	137	159	164	156	200
Produits métallurgiques	735	707	660	546	494	449	452	438	436	343	374
Minéraux bruts ou manufacturés et matériaux de construction	2.950	2.988	2.913	2.758	2.509	2.318	2.198	2.212	2.472	2.649	2.807
Engrais	376	437	486	456	479	514	513	508	409	427	345
Produits chimiques	321	342	324	313	283	268	293	275	248	277	276
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	83	94	103	78	69	65	50	64	56	58	64
Total	**11.594**	**11.898**	**12.151**	**11.068**	**10.190**	**9.447**	**8.880**	**8.394**	**7.767**	**7.370**	**7.334**

TABLEAU L.03-10

Trafic *(public et privé)* des principaux ports fluviaux (1)

Source : Office national de la Navigation — *Unité :* Millier de tonnes

Port	1986			1987			1988		
	Déchargements	Chargements	Total	Déchargements	Chargements	Total	Déchargements	Chargements	Total
Trafic total	40.718	47.515	88.233	39.231	45.945	85.176	40.862	49.081	89.943
dont : Paris, port autonome (2)	12.179	6.801	18.980	12.141	6.775	18.916	13.159	7.413	20.572
dont : Paris	2.017	550	2.567	2.408	665	3.073	2.566	598	3.164
Gennevilliers	1.104	250	1.354	250	1.170	1.420	1.260	526	1.786
Porcheville	46	—	46	24	—	24	16	—	16
Vitry-sur-Seine	888	30	918	120	13	133	22	9	31
Nanterre	598	60	658	710	73	783	678	62	740
Bonneuil-sur-Marne	808	13	821	754	18	772	834	22	856
Strasbourg, port autonome	1.471	8.907	10.378	1.579	9.058	10.637	1.064	9.301	10.365
Rouen, port autonome	2.295	1.976	4.271	2.304	1.545	3.849	1.784	1.531	3.315
Le Havre, port autonome	960	1.323	2.283	882	1.032	1.914	1.018	899	1.917
Bordeaux, port autonome	784	312	1.096	562	152	714	652	81	733
Thionville-Illange (Moselle)	2.788	609	3.397	2.342	525	2.867	3.038	1.347	4.385
Dunkerque, port autonome	544	2.047	2.591	478	1.590	2.068	553	1.444	1.997
Agglomération lilloise (3)	1.165	193	1.358	1.092	173	1.265	912	132	1.044
Nantes, Saint-Nazaire, port autonome	474	477	951	330	338	668	292	217	509
Mulhouse-Ottmarsheim (Haut-Rhin)	530	1.498	2.028	653	1.486	2.139	600	1.777	2.377
Mondelange-Richemont (Moselle)	644	399	1.043	479	360	839	1.319	252	1.571
Lyon	1.077	376	1.453	1.144	240	1.384	1.369	109	1.478
Marseille, port autonome	61	680	741	60	862	922	116	739	855
Poses (Eure)	824	269	1.093	691	552	1.243	366	510	876

(1) Ports dont le trafic a été supérieur à un million de tonnes. — (2) Le port autonome de Paris comprend : la Seine, de la limite des départements de l'Aube et de la Seine-et-Marne à la limite des départements des Yvelines et de l'Eure; la Marne, de la limite des départements de l'Aisne et de la Seine-et-Marne au confluent avec la Seine; l'Oise, de la limite des départements de l'Oise et du Val-d'Oise au confluent avec la Seine; les canaux de Saint-Denis, de Saint-Martin et de l'Ourcq; l'Yonne, de la limite des départements de l'Yonne et de la Seine-et-Marne au confluent avec la Seine; le canal du Loing, de la limite des départements du Loiret et de la Seine-et-Marne à la jonction avec la Seine. — (3) L'agglomération lilloise comprend : le canal de la Deûle, d'Haubourdin à Quesnoy-sur-Deûle; le canal de Roubaix, du canal de la Deûle à Wasquehal et Croix.

SOURCES DE DOCUMENTATION

— Office national de la navigation, 2, boulevard de Latour-Maubourg, 75007 Paris Cedex 09. Tél. : (1) 49 55 60 00.

Statistiques mensuelle et annuelle des transports visés dans les bureaux d'affrètement.

Statistiques mensuelle et annuelle commerciales.

Statistique annuelle de la navigation intérieure par sections de voies navigables.

Statistique annuelle de la flotte fluviale en exploitation.

Le transport de commerce extérieur (Statistiques du commerce extérieur de la France), publié chaque année par la direction générale des Douanes et Droits indirects.

Memento de statistiques des transports, chapitre navigation intérieure (annuel), publié par le Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer (Observatoire Économique et Statistique des Transports).

L'ÉCONOMIE EN POCHE...

L'EDITION 1989 VIENT DE PARAITRE

L'ESSENTIEL DES DONNEES ECONOMIQUES ET SOCIALES DANS LES TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

- DES REPERES CHIFFRÉS
- DES COMPARAISONS INTERNATIONALES
- UNE INFORMATION MISE A JOUR CHAQUE ANNEE
- DES ILLUSTRATIONS DE CARTES ET GRAPHIQUES

EDITION 1989 DES
TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANCAISE
FORMAT 16×24 – 192 PAGES
50 F

UN GUIDE UNIQUE A LA PORTEE DE TOUS

- PRESENTE PAR CHAPITRES ET THEMES
- LU D'UN SEUL COUP
- COMPLET ET PRATIQUE

UNIQUE AUSSI

- SON FORMAT DE POCHE
- SON PRIX : 50 F

DES THEMES D'ACTUALITE : EMPLOI – CONSOMMATION – REVENUS – ENSEIGNEMENT – AGRICULTURE – FINANCES...

insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

OUI JE SOUHAITE RECEVOIR _____ EXEMPLAIRES DES TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE EDITION 1989 (192 PAGES - 50 F)

NOM _____
PRENOM _____
SOCIETE _____
ADRESSE _____
_____ CODE POSTAL _____
VILLE _____

insee
un Partenaire Qui Compte

CI-JOINT MON REGLEMENT DE _____ F PAR
☐ MANDAT ☐ CHEQUE BANCAIRE ☐ CHEQUE POSTAL
A L'ORDRE DE L'INSEE

A RETOURNER A :
C.N.G.P.- INSEE BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX

Chapitre L.04

Transports maritimes

1. Entreprises : transports maritimes et auxiliaires des transports maritimes

2. Etat de la flotte

3. Personnel

4. Trafic

5. Accidents de mer

1. Entreprises

11. Transports maritimes
(tableau 1)

Le secteur des transports maritimes (NAP classe 71) regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est le transport maritime — long cours ou cabotage — de passagers, de marchandises ou de produits pétroliers (pétrole brut, produits pétroliers raffinés, gaz naturels liquéfiés). Ce secteur comprend également la navigation côtière et d'estuaire.

12. Auxiliaires des transports maritimes
(tableau 2)

Ce secteur regroupe les entreprises ayant pour activité principale :

— la collecte de fret maritime (NAP 7401) : commissionnaires de transport maritime et commissionnaires agréés en douanes transitaires;
— la manutention portuaire (NAP 7404);
— les services spécifiques d'auxiliaires des transports maritimes (NAP 7406) : courtiers, agents et consignataires maritimes.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer et du ministère délégué chargé de la Mer.

2. État de la flotte française de commerce

(tableau 3)
(navires de plus de 100 tonneaux de jauge brute)

La répartition par catégorie et le tonnage total des navires de plus de 100 tonneaux de jauge brute sont donnés au tableau 3.

Le tonnage (ou jauge) *brut total* d'un navire de commerce de la *navigation maritime* représente le volume de la coque. Le tonnage *brut* s'obtient à partir de ce tonnage total par déduction du volume des espaces inutilisables.

Enfin, le tonnage *net* est égal au tonnage brut diminué de l'espace réservé aux machines et au logement de l'équipage. L'unité utilisée est le *tonneau international* égal à 100 pieds cubes anglais, soit 2,83 m^3.

3. Personnel
(tableau 4)

Il s'agit du personnel considéré comme *effectivement embarqué,* c'est-à-dire des marins portés sur les rôles d'équipage des navires français armés (en est donc exclu le personnel non embarqué en situation liée à l'embarquement). Les pilotins sont également exclus.

Le nombre total de marins employés dans la Marine marchande s'obtient en multipliant le nombre de postes embarqués par un coefficient qui exprime, notamment, l'incidence des relèves et des congés. Ce coefficient est de 1,9 pour les officiers et de 1,8 pour le personnel subalterne.

4. Trafic
(tableaux 5 à 16)

Sont exclus du trafic les bateaux de pêche et leur cargaison (voir chap. I.03 *Pêche maritime*) et la navigation de plaisance.

Ne sont retenus que les mouvements de navires de commerce, y compris les aéroglisseurs transportant des marchandises ou des passagers, et se rapportant à un trafic à la fois commercial et maritime.

41. Trafic de passagers
(tableaux 7 et 8)

Les séries publiées dans les tableaux 7 et 8 concernent le nombre de passagers débarqués ou embarqués dans les ports de la France métropolitaine. Le trafic correspondant à la navigation côtière est exclu. Le trafic passagers est ventilé, depuis 1970, *en trafic international* (relations entre un port métropolitain et un port étranger) et *cabotage national* (relations entre ports métropolitains, principalement trafic entre la France continentale et la Corse).

42. Trafic de marchandises
(tableaux 9 à 13)

Les séries publiées dans ces tableaux concernent le trafic des marchandises. Les renseignements donnés portent sur le trafic international et le cabotage national.

Le tableau 9 précise le trafic des principaux ports maritimes.

43. Trafic portuaire maritime des départements d'outre-mer
(tableaux 14 et 15)

Le tableau 14 donne le nombre de navires de commerce entrés dans les ports des départements d'outre-mer. Le trafic de passagers et de marchandises (embarqués et débarqués) pour ces mêmes départements est publié au tableau 15.

5. Accidents de mer
(tableau 17)

Il s'agit des accidents de mer survenus à des bateaux français sur l'ensemble des mers du globe. Ils portent également sur les navires de pêche et les bateaux de plaisance.

* * *

TABLEAU L.04-1

Transports maritimes : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP classe 71)

Année 1986

Source : Observatoire économique et statistique des transports (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Répartition du personnel salarié			Chiffre d'affaires net (hors taxes)	Investissements corporels du secteur d'entreprise (2) (en millions de francs)	
		Ensemble	Personnel sédentaire	Personnel navigant	En millions de francs	Total	dont matériel naval
0 à 5 salariés (1)	43	29	26	3	2.561,2	346,3	342,7
6 à 9 salariés (1)	9	68	31	37	119,0	20,7	18,1
10 à 19 salariés (1)	10	158	45	113	186,0	6,2	5,6
20 à 49 salariés	20	602	307	295	1.648,1	11,7	5,5
50 à 99 salariés	10	733	270	463	1.556,6	3,3	1,6
100 à 199 salariés	11	1.689	342	1.347	1.335,3	59,6	5,1
200 salariés et plus	18	13.781	5.590	8.191	12.230,7	959,3	110,1
Total	**121**	**17.060**	**6.611**	**10.449**	**19.636,9**	**1.407,2**	**488,8**

(1) Le classement par taille des entreprises de transport maritime est à utiliser avec précaution en raison de la diversité des entreprises de la tranche « 0 à 19 salariés »; celle-ci regroupe les petits armements, des groupements d'intérêt économique ainsi que des sociétés-mères qui réalisent les investissements du groupe et confient la gérance technique des navires à des filiales. — (2) Hors apports.

TABLEAU L.04-2

Auxiliaires de transports maritimes : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP 7401, 7404 et 7406)

Année 1986

Source : Observatoire économique et statistique des transports (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié permanent de l'entreprise au 31 décembre	Entreprises du secteur		Effectif permanent total du secteur salarié et non salarié		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	322	47,1	1.677	7,0	1.401,4	8,3	20,2	5,7
6 à 9 salariés	94	13,7	1.101	4,6	919,5	5,5	8,5	2,4
10 à 19 salariés	84	12,3	1.538	6,4	1.103,8	6,6	14,3	4,0
20 à 49 salariés	119	17,4	6.466	27,2	3.769,7	22,4	87,0	24,6
50 à 99 salariés	38	5,6	3.772	15,9	2.576,1	15,3	89,7	25,3
100 à 199 salariés	13	1,9	2.889	12,2	1.976,0	11,6	42,1	12,0
200 salariés et plus	14	2,0	6.352	26,7	5.102,5	30,3	92,1	26,0
Total	**684**	**100,0**	**23.795**	**100,0**	**16.849,0**	**100,0**	**353,9**	**100,0**

TABLEAU L.04-3

Flotte de commerce française (1) en service

Situation au 1er janvier

Source : Direction de la Flotte de Commerce et de l'Équipement naval

Unité : Jauge en milliers de tonneaux

Catégorie de navires	1984		1985		1986		1987		1988		1989	
	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute
Navires à passagers (2)	29	178	26	166	27	178	26	173	27	171	25	167
dont :												
Paquebots et mixtes	*3*	*30*	*2*	*17*	*2*	*17*	*2*	*17*	*2*	*7*	*2*	*7*
Car et train-ferries	*22*	*146*	*21*	*147*	*22*	*158*	*22*	*155*	*25*	*164*	*23*	*160*
Cargos	270	3.340	243	2.993	221	2.685	191	2.175	172	1.823	158	1.693
dont :												
Cargos de ligne	*86*	*440*	*72*	*350*	*63*	*310*	*49*	*251*	*42*	*191*	*43*	*177*
Transporteurs de vrac sec	*45*	*1.196*	*38*	*972*	*33*	*830*	*30*	*747*	*27*	*679*	*23*	*644*
Caboteurs (moins de 500 tonneaux)	*13*	*5*	*10*	*3*	*9*	*3*	*10*	*4*	*10*	*4*	*10*	*3*
Pétroliers	89	5.605	80	4.839	63	2.968	66	2.614	62	2.394	58	2.269
dont :												
Pétroliers long-courrier	*43*	*5.134*	*36*	*4.391*	*23*	*2.538*	*22*	*2.140*	*21*	*1.958*	*17*	*1.797*
Total	**388**	**9.123**	**349**	**7.998**	**311**	**5.830**	**283**	**4.962**	**261**	**4.389**	**241**	**4.129**

(1) De plus de 100 tonneaux de jauge brute. — (2) Y compris les cargos mixtes de plus de 12 passagers et les aéroglisseurs.

TABLEAU L.04-4

Personnel embarqué de la marine de commerce

Situation au 31 décembre

Source : Direction de la Flotte de Commerce et de l'Équipement naval

Catégorie de personnel	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	*r* 1987	1988
Officiers :									
Pont et radio	2.605	2.427	2.405	2.247	2.097	1.860	1.515	1.370	1.323
Machine	1.747	1.601	1.591	1.497	1.330	1.161	914	826	771
Service général	32	24	29	26	13	13	8	9	10
Total	*4.384*	*4.052*	*4.025*	*3.770*	*3.440*	*3.034*	*2.437*	*2.205*	*2.104*
Non-officiers :									
Pont et radio	3.555	3.232	3.168	2.931	2.681	2.344	1.761	1.482	1.409
Machine	2.335	2.153	2.051	1.902	1.714	1.529	1.248	1.013	951
Service général	2.272	2.051	2.048	1.981	1.822	1.605	1.113	1.019	1.083
Total	*8.162*	*7.436*	*7.267*	*6.814*	*6.217*	*5.478*	*4.122*	*3.514*	*3.443*
Total général	**12.546**	(2) **11.488**	**11.321**	**10.584**	**9.657**	**8.512**	**6.559**	**5.719**	**5.547**
Personnel polyvalent (1) :									
Officiers	47	46	47	65	66	74	78	77	90
Non-officiers	297	329	262	268	206	219	170	160	160

NB. — Il s'agit des marins portés sur les rôles d'équipage des navires français armés (pilotins exclus).

(1) Non ventilé, non compris dans le total. — (2) Y compris 29 personnes hors hiérarchie non ventilées dans les catégories de personnel.

TABLEAU L.04-5

Trafic portuaire maritime pour l'ensemble des ports maritimes de commerce

(Trafic international et cabotage national. — Métropole)

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes

Année	Entrées				Sorties					Entrées + sorties			
	Nombre de navires	Tonnage de jauge nette (1)	Poids des marchandises	Nombre de passagers	Nombre de navires	Tonnage de jauge nette (1)	Poids des marchandises	Avitaillement	Nombre de passagers	Nombre de navires	Tonnage de jauge nette (1)	Poids des marchandises (2)	Nombre de passagers
	nombre	millier de tonneaux	millier de tonnes	millier	nombre	millier de tonneaux	millier de tonnes	millier de tonnes	millier	nombre	millier de tonneaux	millier de tonnes	millier
1978	82.280	254.659	232.523	6.834	81.880	252.676	58.215	6.213	6.863	164.160	507.335	296.951	13.697
1979	84.961	298.360	258.939	7.501	84.632	296.358	71.586	6.759	7.561	169.593	594.718	337.284	15.062
1980	86.626	296.073	250.175	8.605	86.415	295.780	69.292	5.599	8.549	173.041	591.853	325.067	17.162
1981	81.529	298.243	224.171	9.674	81.088	295.992	75.499	5.559	9.646	162.617	594.235	305.229	19.326
1982	77.792	283.565	205.972	10.176	77.400	283.640	65.474	4.879	10.111	155.192	567.205	276.325	20.287
1983	74.357	284.226	196.450	10.281	74.357	283.321	70.110	4.074	10.276	148.714	567.547	270.634	20.557
1984	73.208	●	202.206	10.013	73.028	●	70.563	3.594	10.055	146.416	●	273.363	20.067
1985	74.245	●	199.081	10.268	74.245	●	75.176	3.832	10.398	148.490	●	278.089	20.666
1986	74.008	●	206.071	10.882	74.008	●	75.271	2.486	10.911	148.016	●	283.829	21.793
1987 *r.*	74.447	●	203.253	10.713	●	●	77.782	●	10.760	●	●	281.035	21.473
1988 *p*	68.776	●	209.085	10.388	●	●	77.146	●	10.456	●	●	286.231	20.844

(1) La jauge nette n'est plus disponible depuis 1984. — (2) Y compris l'avitaillement.

TABLEAU L.04-6

Trafic des principaux ports maritimes : navires de commerce entrés

(Trafic international et cabotage national)

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes

Port (1)	Nombre de navires entrés						
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	*p* 1988
Dunkerque	6.155	6.191	6.088	6.541	6.611	*r* 7.027	6.284
Calais (2)	13.647	12.298	13.364	13.415	13.839	13.969	12.781
Boulogne-sur-Mer (2)	7.738	7.592	7.627	7.083	6.945	6.706	5.075
Dieppe	2.058	2.156	2.081	2.273	2.109	*r* 1.695	1.635
Le Havre	8.184	7.621	7.885	7.129	6.739	7.459	8.033
Rouen	3.511	3.590	3.397	3.438	3.700	3.365	3.293
Caen-Ouistreham	549	644	560	588	787	1.087	1.551
Cherbourg	2.438	2.482	2.183	2.588	2.651	2.426	2.622
Saint-Malo (2)	2.783	2.864	2.750	3.041	3.047	*r* 3.015	3.257
Brest	645	650	573	507	481	515	630
Lorient	298	272	278	293	337	299	484
Nantes, Saint-Nazaire	1.685	1.747	1.621	1.672	1.826	2.008	1.859
La Rochelle-Pallice	1.410	1.078	859	877	934	1.109	1.053
Bordeaux	1.732	1.517	1.441	1.456	1.590	1.544	1.443
Bayonne	930	927	810	788	750	*r* 840	849
La Nouvelle	384	441	415	453	454	516	509
Sète	1.614	1.506	1.564	1.623	1.327	1.344	1.172
Marseille	10.107	9.857	9.570	9.449	9.117	8.744	8.439
Toulon	235	400	340	334	393	*r* 366	316
Nice-Villefranche	829	767	819	877	662	689	736
Bastia	1.588	1.460	1.537	1.637	1.730	*r* 1.995	2.118
Ajaccio	949	984	879	832	729	793	861

(1) Classement selon un ordre géographique. — (2) Y compris aéroglisseurs et hydrofoils.

TABLEAU L.04-7

Trafic des principaux ports maritimes : passagers

(Trafic international et cabotage national)

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes

Unité : Millier de passagers

Port (1)	Passagers débarqués						Passagers embarqués					
	Trafic international			Cabotage national			Trafic international			Cabotage national		
	1985	1986	1987	1985	1986	1987	1985	1986	1987	1985	1986	1987
Dunkerque	619,7	615,5	639,6	—	—	—	621,1	618,0	643,8	—	—	—
Calais	4.090,0	4.580,2	4.544,6	0,4	0,4	0,2	4.106,4	4.606,3	4.606,5	0,0	0,5	0,6
Boulogne-sur-Mer	1.515,0	1.464,6	1.327,2	—	—	—	1.518,2	1.489,9	1.319,6	—	—	—
Dieppe	440,2	465,5	403,0	—	—	—	419,5	465,4	414,5	—	—	—
Le Havre	454,1	416,1	443,3	0,2	0,9	0,5	441,0	419,4	449,2	0,4	0,7	1,4
Cherbourg	518,7	555,5	511,0	0,4	—	—	528,8	541,6	505,8	—	—	—
Saint-Malo	373,2	395,4	365,2	0,7	0,3	1,1	365,6	372,8	352,7	0,5	0,3	0,4
Roscoff	161,8	162,8	149,4	—	—	—	169,6	168,6	152,8	—	—	—
Sète	49,2	38,3	43,2	2,6	—	—	74,5	42,8	42,4	—	—	—
Marseille	349,0	223,1	192,4	252,4	310,4	309,1	479,7	282,0	264,8	296,8	326,0	326,7
Toulon	23,9	18,6	18,0	53,8	52,6	52,0	23,0	21,1	18,3	49,2	54,8	51,3
Nice - Villefranche	29,6	14,4	15,5	256,4	287,3	281,7	28,4	14,8	14,7	248,5	269,3	269,7
Bastia	253,8	305,4	348,5	256,4	266,2	279,9	222,2	268,9	295,7	255,4	252,9	250,2
Ajaccio	9,9	9,3	16,7	240,9	255,7	234,5	9,9	9,3	16,7	231,0	243,5	246,9

(1) Classement selon un ordre géographique.

TABLEAU L.04-8

Trafic maritime de passagers (1)

(Trafic international et cabotage national)

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes — *Unité :* Millier de passagers

Pays de provenance ou de destination	1983	1984	1985	1986	1987
EUROPE					
France	2.476	2.414	2.518	2.624	2.768
dont : *Continent-Corse*	*2.441*	*2.338*	*2.482*	*2.600*	*2.762*
Italie (y compris Italie-Corse)	580	633	769	867	737
Royaume-Uni	16.478	15.881	16.174	17.449	16.886
dont : *Îles anglo-normandes*	*466*	*483*	*523*	*491*	*443*
Irlande	264	250	302	219	290
Espagne (y compris Baléares)	28	46	29	28	30
Grèce	—	—	—	—	—
Autres pays	27	47	33	17	16
Total « Europe »	**19.853**	**19.271**	**19.825**	**21.204**	**20.727**
AFRIQUE					
Maroc	37	37	35	41	66
Algérie	482	588	619	384	304
Tunisie	136	146	155	146	145
Autres pays	8	3	2	2	2
Total « Afrique »	**663**	**774**	**811**	**573**	**517**
AMÉRIQUE					
États-Unis	7	6	4	4	1
Autres pays	7	3	1	2	1
Total « Amérique »	**14**	**9**	**5**	**6**	**2**
Pays d'Asie et d'Océanie et autres pays non dénommés ailleurs et indéterminés	25	12	25	10	212
Ensemble	**20.555**	**20.066**	**20.666**	**21.793**	**21.458**

(1) Total des passagers embarqués et débarqués.

TABLEAU L.04-9

Trafic des principaux ports maritimes : marchandises

(Trafic international et cabotage national)

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes — *Unité :* Millier de tonnes

Ports	Marchandises débarquées					Marchandises embarquées				
	1984	1985	1986	1987	*p* 1988	1984	1985	1986	1987	*p* 1988
Dunkerque	26.690,7	25.073,9	24.611,3	23.969,3	26.002,8	6.652,8	7.093,4	7.780,9	8.395,3	9.654,9
Calais	4.270,4	4.645,0	5.178,5	5.536,9	5.783,6	4.854,8	5.155,6	5.487,4	5.883,7	6.600,8
Boulogne-sur-Mer	1.746,5	1.749,3	2.048,2	1.949,6	2.050,8	1.695,2	1.963,3	2.119,4	*r* 2.391,1	2.368,2
Dieppe	941,6	1.176,0	983,3	888,4	889,9	1.135,5	1.246,1	1.182,3	1.088,6	1.140,3
Le Havre	42.948,6	39.471,5	38.155,6	39.177,2	38.434,4	11.016,4	9.264,0	9.051,8	11.968,1	11.416,4
Rouen	8.910,8	8.619,3	8.990,0	7.982,7	7.674,1	11.746,7	13.484,4	12.905,1	13.074,8	12.746,8
Caen-Ouistreham	1.283,9	1.395,3	1.507,7	1.661,5	1.883,2	742,5	1.013,9	887,7	975,2	1.405,2
Cherbourg	980,4	1.041,4	1.176,4	1.151,7	1.343,5	1.002,2	1.087,5	1.119,5	1.080,3	1.308,7
Saint-Malo	1.337,1	1.349,1	1.226,6	1.419,1	1.451,2	220,3	258,5	279,0	273,3	240,6
Brest	1.616,6	1.597,8	1.584,2	1.738,3	1.582,0	269,3	256,8	260,8	272,5	288,1
Lorient	1.744,2	1.888,9	2.362,3	*r* 2.732,6	2.951,9	47,3	35,6	39,2	14,4	36,6
Nantes-Saint-Nazaire	17.528,4	18.956,3	20.267,0	20.137,7	17.786,5	3.143,8	3.896,9	4.276,8	4.490,3	4.245,0
La Rochelle - Pallice	2.888,3	2.758,5	2.977,0	3.321,8	3.510,7	1.196,7	2.126,2	1.681,4	2.066,0	1.878,8
Bordeaux	6.819,7	7.165,4	5.680,9	5.953,4	5.747,0	3.191,2	3.414,8	3.530,6	3.493,4	3.105,5
Bayonne	1.079,1	930,7	806,5	930,6	1.009,1	2.584,8	2.552,1	2.339,5	2.389,2	2.443,2
Port-La Nouvelle	943,9	823,9	923,6	1.168,0	1.177,2	494,0	646,5	571,7	725,4	752,9
Sète	4.358,1	4.233,8	2.945,1	3.120,4	3.619,6	1.777,6	1.441,9	835,3	818,6	608,3
Marseille	71.526,6	71.544,4	80.039,5	75.419,4	81.389,3	16.485,8	17.850,0	18.526,6	15.846,4	14.371,7

TABLEAU L.04-10

Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie

(Trafic international et cabotage national. — Métropole)

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes — *Unité :* Millier de tonnes

Catégorie de marchandises	Marchandises débarquées (2)						Marchandises embarquées (2)					
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Produits agricoles et animaux vivants.	5.540,4	4.766,2	4.249,2	4.162,7	4.461,5	4.338,5	10.823,6	14.356,7	14.129,2	17.918,6	17.399,0	18.735,4
Denrées alimentaires et fourrages....	7.713,8	7.003,4	6.508,7	6.828,0	7.245,6	8.122,4	6.961,8	6.637,4	6.734,0	6.708,2	6.591,6	7.583,4
Combustibles minéraux solides.....	19.379,1	15.629,8	18.131,7	15.662,5	14.090,4	10.761,1	694,5	972,3	1.520,8	1.047,4	687,5	771,9
Produits pétroliers	130.676,6	128.659,5	128.107,7	125.878,5	133.978,7	130.117,3	19.633,9	19.038,7	17.815,0	18.746,5	20.000,9	17.140,6
Minerais et déchets pour la métallurgie	16.543,4	14.094,7	17.826,4	17.480,4	17.681,5	17.311,8	161,3	191,5	391,7	349,5	361,1	908,7
Produits métallurgiques	1.370,6	1.097,8	1.169,2	1.182,5	1.117,7	1.355,0	3.767,7	3.381,0	3.758,3	3.926,2	3.864,3	4.251,0
Minerais bruts ou manufacturés et matériaux de construction.....	5.283,4	5.222,0	4.649,5	5.388,8	4.395,4	4.720,1	5.973,0	5.439,9	5.574,3	5.497,9	4.888,2	4.040,1
Engrais.....	6.035,7	6.620,9	6.735,1	6.650,0	6.144,5	7.694,0	327,1	396,5	456,8	461,5	389,6	520,8
Produits chimiques	3.270,6	3.072,7	3.123,1	3.571,3	3.529,9	3.835,1	3.987,5	5.569,9	4.824,1	4.783,2	4.848,7	6.680,9
Autres (1)	10.158,5	10.282,7	11.705,9	12.276,5	13.426,2	14.693,2	13.143,1	14.119,5	15.348,9	15.736,4	16.240,2	17.167,0
Total des marchandises....	**205.972,0**	**196.449,8**	**202.206,5**	**199.081,1**	**206.071,4**	**202.948,5**	**65.474,4**	**70.109,9**	**70.553,1**	**75.175,8**	**75.271,1**	**77.799,8**

(1) Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales. — (2) Non compris aéroglisseurs et hydrofoils.

TABLEAU L.04-11

Trafic maritime (ensemble des ports) : marchandises par mode de conditionnement (1)

(Trafic international et cabotage national. — Métropole)

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes — *Unité :* Million de tonnes

Mode de conditionnement des marchandises	Marchandises débarquées						Marchandises embarquées					
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Liquides en vrac.....	134,2	131,4	130,7	129,3	136,8	133,9	22,5	23,8	21,4	22,3	23,7	22,5
Solides en vrac.....	52,0	46,0	51,1	48,9	46,6	45,1	15,0	18,0	18,7	22,6	21,3	23,5
Colis non conditionnés de 15 tonnes et moins.....	3,7	3,3	3,5	3,1	3,2	3,0	4,1	3,9	4,2	4,4	4,3	4,4
Colis non conditionnés de plus de 15 tonnes.....	ε	0,2	ε	ε	0,1	ε	0,1	0,6	0,1	0,1	0,1	ε
Marchandises conditionnées (2).....	5,3	5,4	5,6	6,1	6,2	7,3	10,5	10,0	11,1	10,8	9,6	9,8
Unités de charge (3).....	3,4	2,9	3,3	3,3	3,7	3,1	3,7	3,3	4,4	4,1	4,4	4,8
Conteneurs de 6 mètres de long et plus	4,8	4,5	5,0	5,0	5,5	5,7	7,1	7,1	7,8	7,8	7,9	7,9
Non défini.....	2,6	2,8	3,0	3,2	3,9	5,1	2,4	2,6	2,9	3,2	4,0	4,7
**Ensemble ..... **	**206,0**	**196,5**	**202,2**	**198,9**	**206,0**	**203,2**	**65,4**	**69,3**	**70,6**	**75,3**	**75,3**	**77,8**

(1) Non compris la pêche débarquée et l'avitaillement. — (2) Caisses, cartons, sacs, paquets, fûts, cylindres, rouleaux. — (3) Marchandises prépalettisées, préélinguées ou fardelées, cadres, conteneurs de moins de 6 m de long, plateaux, remorques.

TABLEAU L.04-12

Trafic des navires de commerce suivant les principaux pavillons

(Trafic international et cabotage national. — Ports maritimes de la France métropolitaine)

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes — *Unités :* Navire

Pavillon	Nombre de navires entrés						
	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Ensemble des pavillons	**81.529**	**77.792**	**74.357**	**73.208**	**74.245**	**74.008**	**74.447**
dont :							
CEE :							
Français	26.367	24.999	23.622	22.680	20.482	21.005	20.447
Allemagne (RFA)	4.134	3.898	3.671	3.566	3.779	3.617	3.329
Belge	350	515	378	217	568	370	415
Britannique	25.838	25.136	22.711	24.541	26.465	24.792	21.971
Danois	791	776	1.066	1.239	835	1.479	1.428
Espagnol	1.097	1.209	1.163	1.181	1.342	1.070	1.100
Grec	2.215	1.630	1.269	1.129	1.137	836	800
Irlandais	665	594	596	523	597	576	668
Italien	2.608	2.151	1.828	1.107	1.438	2.798	1.399
Néerlandais	1.714	1.863	1.972	1.664	1.868	1.832	1.982
Autres :							
Américain (USA)	143	132	98	105	112	73	65
Finlandais	653	815	887	349	304	191	166
Japonais	430	393	468	359	407	369	357
Libérien	1.269	1.226	1.196	946	1.149	1.094	1.053
Norvégien	1.744	1.185	990	812	861	668	496
Panaméen	1.892	1.771	2.237	1.978	2.478	2.355	2.251
Polonais	635	710	490	425	427	494	399
Singapour	616	616	571	530	474	415	426
Soviétique (URSS)	1.112	1.141	1.494	1.397	1.221	1.387	1.304

TABLEAU L.04-13

Trafic total de marchandises suivant les principaux pavillons

(Trafic international et cabotage national. — Ports maritimes de la France métropolitaine)

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes — *Unité :* Millier de tonnes

Pavillon	Marchandises débarquées					Marchandises embarquées				
	1983	1984	1985	1986	1987	1983	1984	1985	1986	1987
Ensemble des pavillons	**196.449,8**	**202.206,4**	**199.081,2**	**206.071,3**	**203.253,0**	**70.109,9**	**70.562,8**	**75.175,9**	**75.271,1**	**77.781,9**
dont :										
CEE :										
Français	46.115,4	41.490,6	37.284,6	29.928,1	29.662,5	18.764,8	18.183,2	17.982,1	18.730,5	19.189,3
Allemand (RFA)	6.970,3	6.681,7	4.582,2	3.116,2	3.612,5	2.726,3	2.524,5	2.968,2	3.351,8	3.017,4
Belge	2.906,5	2.754,0	4.090,4	3.405,6	1.979,1	206,7	208,2	207,2	452,4	333,8
Britannique	21.129,1	21.542,6	19.551,5	19.575,4	18.271,2	8.036,5	8.581,1	10.121,4	9.776,0	9.403,9
Danois	1.934,1	1.555,0	1.978,8	1.526,7	3.294,8	865,8	1.233,5	912,5	1.062,4	957,3
Grec	12.148,7	18.231,8	15.449,5	17.526,0	15.907,3	4.543,8	4.944,2	5.782,7	3.429,5	3.642,0
Irlandais	518,7	313,2	332,5	339,5	374,2	439,0	374,5	500,3	602,9	737,8
Italien	4.226,3	3.687,0	3.559,3	4.341,2	6.485,4	2.292,1	2.461,4	2.913,6	2.806,8	2.661,2
Néerlandais	3.244,7	2.820,8	1.787,2	1.814,0	1.932,2	2.086,9	1.708,7	1.928,7	2.124,1	2.115,1
Autres :										
Américain (USA)	1.130,7	1.245,6	1.139,5	698,1	768,1	153,3	202,1	504,7	257,4	75,0
Espagnol	4.140,7	6.793,8	5.691,7	3.554,9	2.842,1	1.662,4	1.798,5	2.310,9	2.145,1	4.130,8
Finlandais	2.703,9	3.144,2	2.541,1	924,3	744,2	383,5	367,8	279,7	260,5	248,0
Japonais	5.010,9	4.929,4	5.130,6	6.239,9	5.772,6	1.222,9	367,2	688,6	444,5	342,4
Libérien	31.780,0	25.300,0	28.699,7	33.400,6	28.967,1	5.787,0	4.175,9	5.111,9	5.776,0	3.123,5
Norvégien	8.122,2	10.418,7	13.301,0	10.068,8	6.629,7	1.826,5	1.165,7	1.291,4	1.022,9	633,6
Panaméen	6.736,7	6.238,7	9.578,9	10.360,9	11.184,5	3.933,1	3.652,3	5.738,1	4.590,7	4.800,7
Polonais	2.017,9	2.126,9	1.921,1	1.749,5	2.533,3	841,6	591,7	592,8	1.116,4	532,0
Singapour	3.753,0	4.584,9	4.892,8	3.129,5	3.560,7	1.098,4	1.046,9	718,7	931,8	936,3
Soviétique (URSS)	9.210,8	9.143,2	7.842,5	8.552,2	7.507,2	4.342,0	3.291,5	2.533,7	3.848,8	4.292,0

TABLEAU L.04-14

Trafic portuaire maritime des départements d'outre-mer : navires de commerce

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes

Département et port	Nombre de navires entrés						
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	*p* 1988
Guadeloupe	1.162	1.223	1.472	1.239	1.099	1.255	1.458
Martinique (Fort-de-France)	724	1.064	1.023	903	1.129	1.329	1.413
Guyane	289	278	252	205	233	225	269
dont : Degrad-des-Cannes	241	243	223	180	209	225	269
Réunion (Pointe-des-Galets)	379	390	383	362	402	412	418

TABLEAU L.04-15

Trafic portuaire maritime des départements d'outre-mer : passagers et marchandises

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes

Unités : Passager
Marchandises en milliers de tonnes

Département et port	Passagers (1)						Marchandises					
	Débarqués			Embarqués			Débarquées (2)			Embarquées (3)		
	1986	1987	1988	1986	1987	1988	1986	1987	1988	1986	1987	1988
Guadeloupe	70.090	73.738	63.963	69.780	72.893	63.224	1.071,1	1.217,8	1.571,2	428,8	394,0	463,5
Martinique (Fort-de-France)	213.511	304.700	388.700	214.020	303.600	386.900	1.207,8	1.490,2	1.573,4	679,5	667,1	708,9
Guyane	76	109	51	79	92	60	279,9	302,2	418,4	52,5	53,0	59,9
dont : Degrad-des-Cannes	76	109	51	79	92	60	273,2	302,0	418,4	51,2	53,0	59,9
Réunion (Pointes-des-Galets)	496	262	332	478	276	79	1.239,6	1.465,6	1.575,3	324,6	325,6	337,7

(1) Navigation côtière exclue. — (2) Produits de la pêche non compris. — (3) Avitaillement non compris.

TABLEAU L.04-16

Principaux ports maritimes mondiaux : trafic total de marchandises (1)

Source : Enquête annuelle du *Journal de la Marine marchande* — *Unité :* Million de tonnes

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
EUROPE :							
Amsterdam (Pays-Bas)	19,7	23,7	20,9	27,1	25,8	28,6	29,6
Anvers (Belgique)	79,8	84,2	80,3	90,3	86,2	90,2	91,1
Bilbao (Espagne)	19,5	●	22,7	23,6	25,9	25,8	24,0
Brême-Bremerhaven (République fédérale d'Allemagne)	25,8	26,2	26,6	28,6	29,8	29,5	30,0
Dunkerque (France)	37,7	32,9	30,2	33,3	32,2	32,4	32,4
Gand (Belgique)	19,3	22,9	23,9	26,6	26,7	24,2	24,3
Gênes (Italie)	47,1	44,0	42,2	44,3	42,8	46,2	...
Göteborg (Suède)	21,5	22,7	23,9	23,5	25,0	25,7	23,6
Grimsby-Immingham (Royaume-Uni)	27,0	●	●	●	28,3	32,0	...
Hambourg (République fédérale d'Allemagne)	61,4	61,6	50,6	53,5	59,5	54,5	56,7
Le Havre (France)	71,8	56,8	53,5	54,0	48,7	47,2	51,1
Londres (Royaume-Uni)	44,0	46,9	41,7	●	46,5	48,3	44,2
Marseille (France)	96,5	91,8	86,6	88,0	89,4	98,6	91,3
Nantes-Saint-Nazaire (France)	14,0	15,8	20,2	20,7	22,9	24,5	24,6
Rotterdam (Pays-Bas)	243,7	237,8	224,0	239,7	244,6	248,9	255,0
Tarragone (Espagne)	20,1	18,8	25,2	21,3	21,0	22,8	23,9
Tees-Hartlepool (Royaume-Uni)	35,2	35,4	33,5	32,3	30,2	30,3	33,5
Trieste (Italie)	30,8	28,0	26,3	●	27,7	22,9	24,9
Venise (Italie)	26,4	24,1	23,2	24,8	25,2	26,1	26,2
AFRIQUE :							
Richard's Bay (Afrique du Sud)	31,9	●	35,6	44,3	48,5	47,5	47,7
AMÉRIQUE :							
Los Angeles (États-Unis)	38,4	33,7	30,8	●	●	54,5	44,5
La Nouvelle-Orléans (États-Unis)	166,1	●	137,8	135,8	142,9	...	...
Vancouver (Canada)	49,5	49,1	51,6	59,3	56,1	57,6	64,0
ASIE :							
Hong-Kong (Hong-Kong)	35,6	37,1	43,3	47,5	53,7	62,5	70,5
Kaohsiung (Taïwan)	42,3	43,3	51,8	53,8	55,2	60,7	67,9
Kawasaki (Japon)	89,3	●	83,3	●	●	87,8	90,4
Kobé (Japon)	155,6	●	●	157,1	●	157,9	...
Osaka (Japon)	●	84,9	84,0	●	86,1	●	...
Shimuzu (Japon)	14,5	14,3	14,5	15,9	15,5	16,4	17,3
Singapour (Singapour)	92,5	101,0	106,3	111,9	105,8	120,7	129,5
Yokohama (Japon)	117,6	111,8	●	117,6	●	110,3	108,6
OCÉANIE :							
Dampier (Australie)	31,3	30,4	34,9	40,7	41,3	...	...
Port Hedland (Australie)	37,3	30,5	35,3	36,6	35,6	37,4	42,9

(1) Tous produits sauf avitaillement. Pour diverses raisons, des lacunes subsistent et des ports importants (tels Shanghaï ou New York), ne répondant pas à l'enquête, sont absents de cette liste.

TABLEAU L.04-17

Accidents de mer (1)

Source : Direction du service des Phares et Balises de la navigation

Unité : Accident ou victime

Genre d'accident et année	Navires de commerce			Navires de pêche			Bateaux de plaisance			Total		
	Accidents	Victimes		Accidents	Victimes		Accidents	Victimes		Accidents	Victimes	
		Décédées ou disparues	Blessées		Décédées ou disparues	Blessées		Décédées ou disparues	Blessées		Décédées ou disparues	Blessées
Naufrages, abordages, échouements, heurts, chavirements												
1978	6	1	—	46	36	—	530	32	5	582	69	5
1979	37	74	5	65	39	—	396	37	14	498	150	19
1980	15	—	1	32	8	—	334	18	3	381	26	4
1981	2	—	—	50	16	4	341	22	12	393	38	16
1982	12	—	10	64	9	5	317	32	12	393	41	27
1983	8	—	—	48	16	2	339	25	8	395	41	10
1984	7	—	4	23	1	8	278	28	16	308	29	28
1985	21	—	—	51	13	1	436	50	20	508	63	21
1986	3	8	12	59	15	6	456	42	34	518	65	52
1987	4	—	—	69	32	17	400	19	21	473	51	38
1988	13	—	1	66	30	2	527	32	18	606	62	21
Incendies et accidents de machines												
1978	2	4	1	5	—	—	25	—	3	32	4	4
1979	10	50	2	7	1	1	32	—	4	49	51	7
1980	28	—	1	2	1	—	121	—	—	151	1	1
1981	—	—	—	5	—	—	24	2	5	29	2	5
1982	2	—	—	2	—	1	34	—	4	38	—	4
1983	1	1	15	4	—	—	16	—	2	21	1	17
1984	—	—	—	3	—	—	15	—	2	18	—	2
1985	58	—	—	124	—	—	705	—	10	887	—	10
1986	8	—	—	206	1	6	663	10	13	877	11	19
1987	7	—	—	264	—	4	705	1	10	976	1	14
1988	28	—	—	269	1	3	919	7	15	1.216	8	18
Voies d'eau, divers, accidents individuels												
1978	14	1	1	49	8	3	140	11	2	203	20	6
1979	67	14	28	104	16	42	144	38	28	315	68	98
1980	43	12	10	37	16	9	274	16	10	354	44	29
1981	41	9	7	154	41	43	301	50	14	496	100	64
1982	17	4	6	129	33	33	235	24	21	381	61	60
1983	20	2	3	135	26	38	366	29	16	521	57	47
1984	32	4	7	87	53	13	313	29	13	432	86	33
1985	78	9	21	149	7	55	130	11	35	357	27	111
1986	29	—	5	143	15	62	132	20	36	304	35	103
1987	18	1	7	160	9	61	144	20	50	322	30	118
1988	76	12	33	150	12	80	138	19	44	364	43	157
Ensemble												
1978	22	6	2	100	44	3	695	43	10	817	93	15
1979	114	138	35	176	56	43	572	75	46	862	269	124
1980	86	12	12	71	25	9	729	34	13	886	71	34
1981	43	9	7	209	57	47	666	74	31	918	140	85
1982	31	4	16	195	42	38	586	56	37	812	102	91
1983	29	3	18	187	42	40	721	54	26	937	99	84
1984	39	4	11	113	54	21	606	57	31	758	115	63
1985	157	9	21	324	20	56	1.271	61	65	1.752	90	142
1986	40	8	17	408	31	74	1.251	72	83	1.699	111	174
1987	29	1	7	493	41	82	1.249	40	81	1.771	82	170
1988	117	12	34	485	43	85	1.584	58	77	2.186	113	196

(1) Il s'agit uniquement des accidents de mer survenus à des bateaux français sur l'ensemble des mers du globe.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Ministère délégué chargé de la Mer :

— Direction de la flotte de Commerce et de l'Équipement naval, 3, place de Fontenoy, 75007 Paris. Tél. : (1) 42 73 55 05.

— Direction des Gens de mer et de l'Administration générale.

— Direction des Ports et de la Navigation maritimes.

— Centre administratif des Affaires maritimes, 27, quai Solidor, 35408 Saint-Malo Cedex. Tél. : 99 82 78 78.

Statistiques maritimes françaises (trimestriel).
Statistiques mensuelles des ports maritimes de commerce.
Activité des ports maritimes de commerce (annuel).
Résultats de l'exploitation des ports maritimes (annuel).
Statistique plaisance (annuel).

- Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer.

— Observatoire économique et statistique des transports, 55, rue Brillat-Savarin, 75658 Paris Cedex 13. Tél. : (1) 45 89 89 27.

Mémento des statistiques des transports.
Enquête annuelle d'entreprise : *Les transports maritimes. Les auxiliaires des transports maritimes.*
Comment évaluer la part du trafic maritime né de notre commerce extérieur qui échappe aux ports français. Application du système d'information sur les transports de marchandises.

- Comité Central des Armateurs de France (CCAF), 73, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 65 36 04.

Brochure annuelle : *Le transport maritime français.*

E&S
ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

La France dans la perspective du grand marché européen

4 ans avant la mise en place du grand marché européen, des économistes de l'INSEE, du CEPII, de la Direction de la Prévision et de la Banque de France dressent l'état des lieux.

HORIZON 1993

ÉCONOMIE & STATISTIQUE n° 217-218 - janvier-février 1989

AU SOMMAIRE :

*** PANORAMA DES ÉCONOMIES EUROPÉENNES :**
Les forces et faiblesses des économies de la CEE et de la France en particulier

*** LE COMMERCE INDUSTRIEL FRANCAIS ET EUROPÉEN DANS LA COMPÉTITION INTERNATIONALE :**
- vingt ans d'échanges internationaux : l'Europe sur la défensive
- la spécialisation fragile du commerce extérieur français
- le marché communautaire se distingue déjà de moins en moins des marchés nationaux internes

*** LA COMPÉTITIVITÉ DE LA FRANCE ET DE SES PARTENAIRES :**
- au-delà de la compétitivité-prix
- les entreprises françaises sont-elles bien dimensionnées ?

*** LA MISE EN PLACE DU GRAND MARCHÉ INTERIEUR :**
- les conditions de réussite du marché intérieur
- les risques de "délocalisation" de l'épargne
- harmonisation des taux de TVA et mécanismes macroéconomiques

D212

BON DE COMMANDE à retourner au CNGP-INSEE BP 2718 80027 AMIENS CEDEX

OUI, je désire recevoir exemplaire(s) du nº 217-218 d'*ÉCONOMIE et STATISTIQUE* consacré à la France dans la perspective du Grand Marché Européen (176 pages) au prix de 76F le numéro.

Nom, Prénom : _____
Activité : _____
Adresse : _____
Code postal _____

Ci-joint, mon réglement par [ ] chèque postal [ ] chèque bancaire [ ] mandat

Chapitre L.05

Transports aériens

1. Les entreprises du secteur des transports aériens
2. Activité des principales compagnies
3. Trafic des aérodromes
4. Sécurité

1. Les entreprises du secteur des transports aériens

Le secteur des transports aériens (NAP classe 72) regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est l'exécution de transports aériens : transports de passagers par ligne régulière ou à la demande, transport de fret et de poste ou location d'aéronefs.

Le secteur est dominé par les grandes compagnies nationales : Air France, UTA, Air Inter. En dehors de ces compagnies, il existe de nombreuses entreprises d'importance limitée spécialisées surtout dans le travail aérien et dans le transport sur faible distance.

2. Activité des principales compagnies de transport aérien
(tableau 5)

Les résultats d'exploitation des grandes compagnies : Air France, UTA et Air Inter sont donnés par faisceau de lignes (la ligne étant définie comme une suite fixe et ordonnée d'escales reliées par un même vol et le faisceau comme un groupe de lignes appartenant à un même secteur géographique).

Le trafic ne concerne que les passagers payants.

Dans l'évaluation en tonnes-kilomètres du trafic aérien chaque voyageur est compté forfaitairement pour 90 kg.

• *Coefficient d'utilisation (trafic passagers)*

Rapport du nombre de passagers-kilomètres payants transportés au nombre de sièges-kilomètres offerts (offre d'une place sur un kilomètre).

• *Coefficient d'utilisation (trafic global)*

Rapport du nombre de tonnes-kilomètres transportées au nombre de tonnes-kilomètres offertes (offre d'une tonne de chargement sur un kilomètre).

3. Trafic des aérodromes
(tableaux 6 à 12)

Les mouvements d'appareils comprennent les atterrissages et décollages sur chaque aérodrome.

Le trafic de passagers et marchandises concerne les transports payants et non payants.

Les passagers en transit direct, c'est-à-dire originaires d'une escale antérieure et à destination d'une escale ultérieure du même vol ne sont compris qu'une fois dans les statistiques.

Les passagers en transit de correspondance qui continuent leur voyage avec un autre appareil, sous un autre numéro de ligne, ne sont pas distingués des passagers locaux : ils sont donc comptés à l'arrivée et au départ de l'aérodrome.

Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure de transit direct.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Ministère chargé des Transports (Direction générale de l'aviation civile).

4. Sécurité

Il n'existe pas de statistiques mondiales complètes sur le niveau de sécurité de l'aviation générale c'est-à-dire des vols autres que ceux du transport aérien régulier ou non régulier.

On estime cependant qu'en 1987, l'aviation générale a enregistré quelque 900 accidents mortels qui ont fait environ 1.650 victimes.

Le tableau 13 donne les statistiques mondiales (à l'exclusion de l'URSS) relatives à la sécurité de l'aviation civile pour les vols réguliers et non réguliers.

* * *

TABLEAU L.05-1

Transports aériens : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise

Année 1986

Source : Observatoire économique et statistique des transports (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise	Nombre d'entreprises	Ensemble du personnel salarié et non salarié	Répartition du personnel salarié à temps plein		Chiffre d'affaires net (hors taxes)		Investissements corporels du secteur d'entreprise (3)	
			Personnel sédentaire (2)	Personnel navigant (2)	en millions de F	par personne occupée (millier de F)	Montant (million de F)	*dont :* matériel de transport
0 à 9 salariés	58	184	73	67	204,3	1.110,2	33,8	25,1
10 à 19 salariés	11	151	79	66	159,1	1.054,0	21,9	11,0
20 à 99 salariés	18	906	481	418	2.109,4	2.328,3	92,8	72,5
100 salariés et plus	10	2.895	1.897	993	3.359,3	1.160,4	272,5	203,8
Grandes compagnies (1)	3	43.617	33.457	9.235	40.703,0	933,2	4.792,6	3.586,8
Total	**100**	**47.753**	**35.987**	**10.779**	**46.535,1**	**974,5**	**5.213,6**	**3.899,2**

(1) Air France, Air Inter, UTA. — (2) Non compris le personnel hors métropole. — (3) Hors apports.

TABLEAU L.05-2

Personnel des principales compagnies (1) de transport aérien

Source : Direction générale de l'Aviation civile

Compagnie de transport aérien	Personnel navigant					Personnel au sol		Total général
	Personnel technique de bord		Personnel commercial de bord		Total			
	Pilotes et copilotes (2)	Mécaniciens Navigants	Encadrement du personnel navigant (3)	Stewards et hôtesses (4)		Personnel d'entretien	Personnel administratif	
Air France	1.508	699	5.285		7.492	8.696	20.833	37.021
UTA	210	130	860		1.200	1.902	3.378	6.480
Air Inter	580	249	1.461		2.290	1.676	5.163	9.129
Total au 31 décembre 1988	**2.298**	**1.078**	**7.606**		**10.982**	**12.274**	**29.374**	**52.630**
Air France	1.466	687	4.795		6.948	8.598	20.348	35.894
UTA	200	107	855		1.162	1.932	3.471	6.565
Air Inter	532	240	1.298		2.070	1.569	4.690	8.329
Total au 31 décembre 1987	**2.198**	**1.034**	**6.948**		**10.180**	**12.099**	**28.509**	**50.788**
31 décembre 1986	*2.104*	*1.064*	*6.433*		*9.601*	*12.188*	*28.070*	*49.859*
31 décembre 1985	*2.037*	*1.092*	*798*	*5.484*	*9.411*	*11.865*	*28.530*	*49.806*
31 décembre 1984	*2.015*	*1.055*	*348*	*5.713*	*9.131*	*11.557*	*28.386*	*49.074*
31 décembre 1983	*1.993*	*1.074*	*355*	*5.583*	*9.005*	*11.665*	*27.769*	*48.439*
31 décembre 1982	*1.971*	*1.088*	*327*	*5.542*	*8.928*	*11.915*	*27.308*	*48.145*
31 décembre 1981	*1.933*	*1.097*	*1.153*	*4.394*	*8.577*	*11.819*	*26.261*	*46.657*
31 décembre 1980	*1.974*	*1.090*	*1.036*	*4.299*	*8.399*	*11.979*	*25.666*	*45.944*
31 décembre 1979	*2.029*	*1.089*	*968*	*4.457*	*8.543*	*12.079*	*25.202*	*45.824*

(1) Compagnies dites du *premier groupe.* — (2) Y compris les pilotes à qualification unique. — (3) Y compris les instructeurs et les chefs de cabine. — (4) Y compris les auxiliaires.

TABLEAU L.05-3

Flottes de transport des principales compagnies de transport aérien

Source : Direction générale de l'Aviation civile — *Unité :* Appareil

Compagnie de transport aérien et type d'appareils	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
AIR FRANCE (1)	...	*98*	*96*	*98*	*91*	*88*	*98*	*100*	*101*	*106*	*105*
soit : Concorde (2)	...	4	4	7	7	7	7	7	7	7	5
Boeing 747 Cargo	...	3	4	4	5	6	6	6	6	7	8
Boeing 747 (100 et 200)	...	18	20	23	24	25	25	25	24	26	26
Boeing 707	...	10	12	10	3	—	—	—	—	—	—
Boeing 707 Cargo	...	7	5	4	3	—	—	—	—	—	—
Boeing 727-200	...	20	20	25	29	29	29	29	29	29	25
Boeing 737-200	...	2	1	—	—	1	12	12	12	14	16
Caravelle 3	...	23	16	8	—	—	—	—	—	—	—
Airbus A 300	...	11	14	17	20	20	19	18	18	17	14
Airbus A 310	...	—	—	—	—	—	—	3	5	6	7
Airbus A 320	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	4
UTA (3)	*19*	*18*	*18*	*19*	*18*	*17*	*12*	*11*	*11*	*11*	*11*
soit : Boeing 747 (4)	1	2	2	4	4	5	5	4	5	5	5
Douglas DC 8	9	9	9	8	5	3	1	1	—	—	—
Douglas DC 10	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6
Britten Norman	1	1	1	1	1	1	—	—	—	—	—
AIR INTER (3)	*45*	*45*	*48*	*44*	*44*	*41*	*42*	*44*	*45*	*43*	*45*
soit : Airbus	5	5	7	8	9	12	13	14	17	17	18
SE 210 « Caravelle III »	16	16	14	8	6	—	—	—	—	—	—
SE 210 « Caravelle XII »	5	5	8	9	10	12	12	12	12	12	12
Fokker 27-500	9	9	9	9	9	7	7	7	5	3	—
Mercure	10	10	10	10	10	10	10	11	11	11	11
Airbus A 320	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	4

(1) Situation au 1er janvier. — (2) Certains de ces appareils ne volent plus mais continuent à figurer dans la flotte car on y prélève des pièces de rechange pour ceux qui volent. Ils peuvent ne pas figurer dans l'inventaire de la flotte de certaines sources statistiques. — (3) Situation au 31 décembre. — (4) Dont un Boeing 747 cargo.

TABLEAU L.05-4

Aéronefs civils inscrits au registre du bureau Veritas

Situation au 31 décembre

Source : Bureau Veritas — *Unité :* Appareil

Catégorie d'utilisateurs	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Avions :											
Transport aérien	501	519	549	537	538	555	573	482	528	563	634
Aviation générale	4.618	4.656	4.676	4.728	4.721	5.181	5.074	5.285	5.374	5.430	5.589
CNRA (1)	548	571	616	635	677	728	782	822	881	935	1.019
Autres	994	993	998	826	742	—	—	—	—	—	—
Ensemble	*6.661*	*6.739*	*6.839*	*6.726*	*6.678*	*6.464*	*6.429*	*6.589*	*6.783*	*6.928*	*7.242*
Hélicoptères :											
Transport aérien	62	84	103	113	137	29	16	135	134	148	171
Aviation générale	61	74	80	78	85	246	240	326	351	366	446
Autres	158	165	166	162	171	155	197	—	—	—	—
Ensemble	*281*	*323*	*349*	*353*	*393*	*430*	*453*	*461*	*485*	*514*	*617*
Planeurs	1.429	1.556	1.546	1.556	1.618	1.657	1.734	1.758	1.815	1.859	1.888
Ballons libres (aérostats)	●	●	●	●	●	●	242	261	318	367	433
Total des aéronefs inscrits au registre (2)	**8.371**	**8.618**	**8.734**	**8.635**	**8.689**	**8.551**	**8.858**	**9.069**	**9.401**	**9.668**	**10.180**

(1) CNRA : Certificat de navigabilité restreinte avions ou planeurs. — Appareils non conformes aux normes de l'OACI (Organisation aérienne civile internationale). Ils ne peuvent survoler que les territoires français (métropole ou pays d'outre-mer). — (2) Y compris Ballons depuis 1984.

TABLEAU L.05-5

Trafic de lignes des principales compagnies de transport aérien

Année 1988

Source : Direction générale de l'Aviation civile

Faisceau de lignes (1)	Trafic de passagers			Trafic global				
				Tonnage kilométrique transporté				
	Passagers payants transportés	Passagers km payants transportés	Coefficient d'utilisation	Passagers et bagages	Fret	Poste	Total	Coefficient d'utilisation
Unité :	millier	million	%	million de t-km				%
AIR FRANCE								
Trafic intérieur à la métropole	1.764,6	1.046,8	72,4	94,2	3,2	0,1	97,5	61,2
Trafic entre la France et :								
— l'Algérie	1.119,4	1.308,2	68,7	117,7	5,4	0,8	123,9	58,0
— le Maroc	313,8	573,9	61,5	51,7	14,5	0,6	66,8	56,1
— la Tunisie	312,5	377,8	67,3	34,0	4,6	0,4	39,0	61,5
— autres Afrique	710,3	4.497,9	73,0	404,8	348,9	25,0	778,7	68,9
— l'Europe	7.153,6	5.755,3	61,2	518,0	65,8	5,3	589,1	54,3
— le Proche-Orient	306,6	1.136,4	60,5	102,3	48,0	1,4	151,7	58,2
— l'Asie	42,6	361,2	66,1	32,5	36,1	0,8	69,4	57,5
— l'Amérique du Nord	957,0	6.521,3	71,1	586,9	1.087,5	12,8	1.687,2	68,9
— les Antilles	965,7	6.460,1	75,1	581,4	160,4	22,6	764,4	63,6
— les Caraïbes (2)	413,9	286,0	70,8	25,7	3,7	0,2	29,6	50,2
— l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud	226,9	1.802,7	73,4	162,2	353,2	4,6	520,0	73,3
Autres liaisons :								
Vols spéciaux	34,3	120,8	63,1	10,9	6,7	0,4	18,0	57,4
Total : Air France	*14.805,6*	*34.463,5*	*70,1*	*3.101,7*	*3.160,7*	*85,4*	*6.347,8*	*65,8*
UTA								
Trafic entre la France et :								
— l'Afrique centrale	392	1.865,3	65,5	167,9	167,1	5,3	340,3	52,1
— l'Afrique du Sud	72	484,6	62,6	43,6	174,9	1,2	219,6	62,4
— l'Extrême-Orient	144	1.620,6	76,0	145,8	79,1	8,3	233,2	70,6
— le Pacifique et l'Amérique	228	1.562,1	69,1	140,6	80,0	6,3	217,6	59,2
— le Proche-Orient	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres liaisons :								
Divers Afrique	—	—	—	—	—	—	—	—
Total : UTA	*836*	*5.532,6*	*68,8*	*497,9*	*501,1*	*21,1*	*1.010,7*	*59,2*
AIR INTER								
Total : Air Inter	*13.750*	*7.492*	*68,6*	*614,0*	*24,4*	*3,5*	*645,0*	*60,0*
Total année 1988	**29.384**	**47.389,6**	**69,7**	**4.223,4**	**3.693,4**	**110,0**	**8.086,8**	**63,9**
Année 1987	*27.110,5*	*44.343,9*	*69,2*	*3.935,4*	*3.415,0*	*112,0*	*7.462,3*	*65,5*
Année 1986	*24.755,5*	*39.536,5*	*66,0*	*3.506,9*	*3.136,0*	*116,0*	*6.758,9*	*64,0*
Année 1985	*23.991,4*	*39.655,4*	*67,9*	*3.522,6*	*2.900,1*	*119,1*	*6.541,9*	*62,4*
Année 1984	*23.142,6*	*38.443,0*	*67,2*	*3.415.155*	*2.827.825*	*111.942*	*6.354.922*	*65,2*
Année 1983	*22.679,6*	*38.450,8*	*65,3*	*3.416.983*	*2.535.089*	*113.121*	*6.065.193*	*63,7*
Année 1982	*21.830,4*	*37.692,4*	*64,8*	*3.352.216*	*2.199.991*	*131.749*	*5.683.956*	*61,5*
Année 1981	*21.170,3*	*36.629,3*	*65,0*	*3.259.564*	*2.148.568*	*129.947*	*5.538.079*	*62,0*

(1) Seules, dans ce classement, sont prises en compte les extrémités de lignes, et non les escales. — (2) Trafic interne.

TABLEAU L.05-6

Trafic commercial de passagers payants et non payants

Relations de pays à pays

Source : Direction générale de l'Aviation civile — *Unité :* Millier de passagers

	F ou E (1)	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Intérieur métropole	F	11.219,8	12.805,8	13.277,7	13.568,9	13.999,4	15.394,0	16.934,9	18.149,5
	E	105,9	116,6	62,2	62,4	65,4	25,2	33,5	29,9
Métropole-outre-mer	F	758,3	892,9	923,8	899,6	902,5	1.030,0	1.410,5	1.578,6
	E	2,2	4,2	9,3	2,6	3,3	0,3	—	0,1
Métropole-étranger	F	10.793,1	11.261,9	10.640,3	11.425,7	12.353,2	(2) 12.531,6	13.799,8	14.497,4
	E	12.176,3	13.493,9	12.835,6	13.443,0	14.021,6	(2) 14.477,3	15.351,4	17.141,6
soit : Europe	F	5.695,5	6.093,0	5.700,9	6.144,6	6.608,3	6.903,8	7.932,3	8.957,7
	E	7.001,5	7.789,9	7.234,6	7.485,3	7.668,6	7.572,8	8.155,4	8.971,3
dont : Allemagne (République fédérale d')	F	621,2	662,8	663,7	684,6	753,6	802,8	916,8	1.037,6
	E	860,0	902,1	791,4	823,0	817,3	827,2	877,7	977,4
Belgique	F	192,9	172,3	104,1	107,4	180,2	277,1	265,2	286,5
	E	195,0	226,1	291,4	299,1	259,2	219,4	229,5	249,1
Danemark	F	119,1	150,7	151,8	156,3	154,7	145,4	145,4	162,1
	E	184,6	178,5	170,6	182,2	187,2	186,7	214,3	209,3
Irlande	F	25,0	10,9	32,3	54,2	64,9	56,7	66,8	77,5
	E	203,9	204,3	158,3	134,0	137,2	132,4	140,8	173,1
Italie	F	953,3	1.072,2	935,6	990,7	1.024,9	1.025,1	1.201,0	1.371,5
	E	583,5	765,4	734,9	765,9	819,9	814,1	896,9	975,2
Luxembourg	F	0,8	0,8	0,8	0,4	0,4	6,9	8,4	8,1
	E	57,8	61,5	58,7	59,3	61,6	56,3	57,4	60,0
Pays-Bas	F	259,7	252,3	244,1	247,4	225,2	262,1	291,6	329,4
	E	269,9	317,0	293,3	313,8	334,2	362,7	383,3	426,6
Royaume-Uni	F	1.370,2	1.454,9	1.412,9	1.469,2	1.531,7	1.618,4	1.881,5	2.165,0
	E	1.750,8	1.967,9	1.918,6	2.116,2	2.250,6	2.161,9	2.489,8	2.788,9
Espagne	F	579,2	631,8	563,7	685,2	659,2	692,9	836,0	1.055,8
	E	901,7	1.008,9	879,9	800,2	766,9	777,2	735,9	768,4
Grèce	F	442,4	484,2	408,5	475,1	572,7	566,7	655,0	664,8
	E	148,5	191,6	189,7	221,7	188,7	158,8	190,9	199,1
Portugal	F	165,6	160,4	143,9	161,6	165,0	179,3	202,3	227,1
	E	172,7	196,6	179,5	174,6	182,4	186,7	203,2	239,4
Suisse	F	551,3	526,0	554,6	537,5	558,2	575,4	613,8	631,3
	E	746,6	759,4	680,3	659,7	697,8	696,4	716,9	740,8
Afrique	F	3.081,0	3.156,0	3.062,5	3.339,9	3.702,3	3.348,6	3.369,6	3.047,5
	E	3.126,3	3.495,9	3.350,5	3.527,1	3.638,1	3.583,6	3.545,8	4.024,5
dont : Algérie	F	1.269,0	1.220,2	1.215,3	1.370,9	1.552,9	1.140,2	1.020,9	1.117,0
	E	1.310,9	1.365,6	1.353,0	1.523,6	1.639,7	1.416,9	1.264,8	1.311,9
Maroc	F	390,0	417,6	396,4	409,3	439,4	433,2	485,6	511,9
	E	505,4	604,6	533,3	547,9	570,6	584,5	612,4	654,4
Tunisie	F	525,7	492,7	467,1	527,6	634,0	583,9	622,9	694,7
	E	617,6	736,1	707,2	697,8	667,9	703,2	746,9	665,3
Amérique	F	1.059,1	1.075,6	1.006,2	1.113,3	1.207,6	1.338,0	1.557,6	1.703,3
	E	988,8	1.120,0	1.136,9	1.359,7	1.578,5	2.006,7	2.380,0	2.622,8
dont : Canada	F	143,9	150,5	161,4	177,7	214,2	174,0	200,3	200,2
	E	183,5	225,0	216,9	252,3	278,7	398,1	417,1	454,8
Etats-Unis	F	645,4	666,3	615,9	689,4	749,0	777,4	922,8	1.016,4
	E	650,0	746,1	779,3	927,0	1.109,8	1.251,0	1.557,6	1.785,5
Asie	F	805,5	847,1	802,5	784,1	786,9	(2) 735,7	837,6	680,2
	E	859,8	992,3	986,4	990,7	1.061,4	(2) 1.051,9	1.125,6	1.406,2
dont : Israël	F	198,8	166,9	140,7	143,3	143,0	138,6	189,0	180,7
	E	202,2	256,6	286,8	286,2	285,5	319,4	316,4	283,3
Japon	F	118,1	130,0	138,6	146,1	155,3	182,4	211,8	229,3
	E	136,3	155,8	143,1	143,6	149,9	151,4	183,9	217,2
Océanie et indéterminés	F	141,0	90,2	59,3	43,8	39,0	205,5	102,7	108,7
	E	91,6	95,8	64,0	80,1	74,9	262,3	144,6	116,7
Ensemble des relations	F	**22.771,2**	**24.960,6**	**24.841,8**	**25.894,3**	**27.255,1**	**(2) 28.955,6**	**32.145,2**	**34.225,5**
	E	**12.284,4**	**13.614,6**	**12.907,1**	**13.508,0**	**14.090,3**	**(2) 14.502,8**	**15.384,9**	**17.171,7**

(1) Transporteur français ou étranger. — (2) Non compris 33,8 milliers de passagers entre la France et l'Iran, exploitants français et étrangers confondus.

TABLEAU L.05-7

Trafic d'aérodromes

Trafic local (arrivées + départs) des mouvements d'appareils commerciaux. Métropole

Source : Direction générale de l'Aviation civile — *Unité :* Décollage ou atterrissage

	1980	(1) 1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
MOUVEMENT PAR NATIONALITÉ DE L'EXPLOITANT :									
Française	491.893	460.007	490.984	488.884	504.232	512.323	560.616	629.604	687.020
dont : Air France, UTA et Air Inter	320.500	296.398	318.427	317.079	319.059	320.372	334.859	360.426	384.092
Étrangère	197.550	193.621	207.637	204.990	214.590	226.731	223.137	228.621	252.164
MOUVEMENTS PAR NATURE DE VOL :									
Vol régulier	594.293	579.669	597.920	599.702	615.201	627.008	658.167	714.882	779.298
Vol non régulier	95.150	91.622	100.701	94.172	103.621	112.046	125.717	143.343	159.972
Ensemble des mouvements commerciaux (trafic local)	**690.440**	**681.244**	**701.150**	**696.217**	**721.608**	**742.225**	**783.884**	**858.222**	(2) **939.270**

(1) En 1981, la somme de la ventilation du trafic n'atteint pas le total général, certains vols n'ayant pu être classés faute d'informations. — (2) En 1988, la somme de la ventilation du trafic par nationalité n'atteint pas le total général, les arrondis n'ayant pu être calculés de la même manière dans les deux ventilations.

TABLEAU L.05-8

Tratif d'aérodromes

Trafic de passagers (arrivées + départs). Métropole

Sources : Direction générale de l'Aviation civile — *Unité :* Millier de passagers

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
TRAFIC LOCAL									
Exploitants français	32.091,3	33.901,4	37.626,8	38.063,2	39.400,6	44.776,5	43.744,0	48.468,0	52.689,5
dont : Air France, UTA et Air Inter	28.789,5	30.647,6	33.983,7	34.641,7	35.812,8	39.118,8	39.237,2	42.959,3	46.050,3
soit : Vols réguliers	29.893,8	31.952,4	35.634,1	36.246,0	37.220,4	41.643,4	40.596,3	44.874,3	48.553,9
Vols non réguliers	2.197,5	1.949,0	1.992,7	1.817,2	2.180,2	3.133,1	3.147,7	3.593,7	4.135,6
Exploitants étrangers	12.251,0	12.865,4	14.307,4	13.470,3	14.184,8	17.407,5	14.387,2	15.384,8	16.726,3
soit : Vols réguliers	10.800,1	11.414,9	12.453,9	11.680,0	12.295,7	15.583,5	12.561,4	13.433,4	14.611,8
Vols non réguliers	1.450,9	1.450,5	1.853,5	1.790,3	1.889,1	1.824,0	1.825,8	1.951,4	2.114,5
Total	**44.342,3**	(1) **47.721,8**	**51.924,2**	**51.533,5**	**53.585,4**	**60.184,0**	**58.141,8**	**63.852,8**	**69.415,8**
soit : Arrivées	22.201,2	23.926,0	25.824,5	25.807,2	26.773,2	30.056,2	29.043,5	31.934,4	34.743,1
Départs	22.141,1	23.795,8	26.109,7	25.726,3	26.812,1	30.127,8	29.098,3	31.918,4	34.672,7
TRAFIC DE TRANSIT DIRECT (2)	1.642,3	1.583,8	1.866,8	1.586,4	1.702,6	2.583,1	1.361,1	1.520,2	1.393,5
Ensemble du trafic	**45.984,6**	**49.305,6**	**53.801,0**	**53.119,9**	**55.288,0**	**62.767,0**	**59.502,9**	**65.373,0**	**70.809,3**

(1) En 1981, la somme de la ventilation du trafic n'atteint pas le total général, certains vols n'ayant pu être classés faute d'informations. — (2) Les passagers en transit direct sont les passagers qui arrivent à un aérodrome par un vol donné et qui en repartent par le même vol. Ils ne sont comptés, dans les statistiques du présent chapitre, qu'une seule fois.

TABLEAU L.05-9

Trafic d'aérodromes

Trafic local (arrivées + départs) de fret (véhicules compris) et de poste - Métropole

Source : Direction générale de l'Aviation civile — *Unité :* Tonne

	1980	(1) 1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
FRET									
Par nationalité de l'exploitant :									
Française	424.097	441.297	483.536	499.789	572.993	562.382	583.690	633.676	677.824
dont : Air France, UTA et Air Inter	414.437	424.227	462.736	478.674	546.708	536.710	556.824	603.526	637.381
Étrangère	261.452	275.293	296.729	263.450	252.929	254.185	234.584	257.035	277.875
Par nature du vol :									
Vol régulier	636.735	681.984	737.423	736.143	793.600	783.973	789.347	860.193	916.444
Vol non régulier	48.644	34.606	40.451	27.096	32.322	32.594	28.928	30.518	39.385
Ensemble	**685.549**	**728.776**	**777.874**	**763.239**	**825.922**	**816.567**	**818.274**	**890.711**	(2) **955.829**
POSTE	125.708	129.886	137.380	132.470	130.943	123.759	127.465	131.896	137.015

N.B. — Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure du transit direct.
(1) En 1981, la somme de la ventilation du trafic n'atteint pas le total général, certains vols n'ayant pu être ventilés faute d'informations. — (2) En 1988, la somme de la ventilation du trafic par nationalité n'atteint pas le total général, les arrondis n'ayant pas été réalisés de la même manière dans les deux ventilations.

TABLEAU L.05-10

Trafic aérien sur les principaux aérodromes de métropole

Source : Direction générale de l'Aviation civile

Unités : Passagers : millier
Fret : Tonne
Atterrissage ou décollage : unité

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Mouvements d'appareils commerciaux (1)	**692.820**	**676.005**	**690.440**	**681.244**	**701.150**	**696.217**	**721.608**	**742.225**	**783.884**	**858.222**	**939.270**
dont : Bâle-Mulhouse	23.451	25.976	26.311	25.202	25.096	27.864	30.915	33.100	37.548	38.826	40.554
Bordeaux	20.255	19.122	19.998	19.384	19.299	18.780	19.045	18.102	19.276	23.207	27.680
Lille	11.980	10.791	10.671	10.333	10.275	10.540	10.147	10.114	12.865	14.062	14.708
Lyon-Satolas	47.170	45.165	46.505	47.821	42.399	46.593	46.688	48.100	50.312	56.173	64.101
Marseille	46.570	46.275	46.576	45.993	45.955	46.152	47.716	48.711	50.731	53.502	55.795
Nantes	10.509	9.980	11.731	11.812	12.317	13.330	15.111	15.153	19.535	20.396	20.442
Nice	44.236	46.522	48.845	51.284	52.650	57.340	62.025	69.210	71.550	78.759	90.643
Paris-Charles-de-Gaulle	104.423	105.043	103.394	102.241	133.355	130.967	133.870	140.646	145.168	155.342	178.125
Paris-Orly	172.381	170.180	176.070	178.000	167.570	152.775	153.997	155.150	164.550	171.855	184.834
Strasbourg	10.932	10.842	10.846	10.743	12.049	13.186	12.589	12.532	13.226	17.366	17.172
Toulouse	17.637	16.401	19.028	19.705	20.074	19.981	20.710	20.816	20.970	24.591	28.777
Trafic de passagers (1) **(arrivées + départs)**	**38.272,8**	**41.170,0**	**44.342,3**	**49.305,6**	**51.934,2**	**51.533,6**	**53.585,4**	**55.984,5**	**59.502,9**	**63.852,8**	**69.415,9**
dont : Bâle-Mulhouse	765,1	854,6	856,5	922,0	848,1	873,1	971,4	1.021,5	1.176,0	1.189,3	1.308,2
Bordeaux	789,6	856,9	1.027,6	1.267,4	1.218,2	1.340,7	1.446,2	1.537,4	1.797,3	1.840,5	2.022,2
Lille	354,1	370,0	401,5	459,0	443,6	469,7	463,0	446,9	603,2	597,4	595,3
Lyon-Satolas	2.103,4	2.249,5	2.488,6	2.799,9	2.583,1	2.618,2	2.519,3	2.597,1	2.808,0	2.841,6	3.131,0
Marseille	2.870,1	3.137,3	3.364,7	4.017,2	3.757,5	3.773,5	3.936,4	4.134,5	4.283,6	4.061,8	4.296,3
Nantes	357,3	371,9	459,1	524,7	564,0	597,3	665,8	728,9	960,4	996,3	1.018,1
Nice	2.440,3	2.723,5	2.927,5	3.415,3	3.429,9	3.622,4	3.801,7	3.984,4	4.297,5	4.551,7	4.915,8
Paris-Charles-de-Gaulle	9.053,5	9.771,1	10.091,1	11.127,0	13.905,3	13.361,7	13.624,7	14.643,9	14.770,5	16.042,1	17.831,9
Paris-Orly	13.695,2	14.549,7	15.668,2	17.169,0	17.333,0	16.249,8	17.175,4	17.675,1	18.692,9	20.429,7	22.213,0
Strasbourg	431,1	470,5	515,7	587,2	630,2	713,1	803,9	867,6	972,3	1.190,2	1.231,7
Toulouse	909,7	1.011,2	1.207,6	1.426,4	1.579,2	1.701,7	1.854,8	1.945,8	2.138,9	2.343,3	2.551,5
Trafic local de fret (fret + poste)	**770.146**	**833.661**	**811.257**	**858.662**	**915.254**	**895.709**	**956.865**	**940.326**	**945.739**	**1.022.607**	**1.092.846**
dont : Bâle-Mulhouse	21.593	23.414	21.236	19.850	17.365	15.872	17.247	13.799	15.017	16.597	21.539
Bordeaux	12.667	12.686	12.039	15.230	11.818	10.132	11.256	10.552	10.077	12.376	13.917
Lille	2.426	2.252	1.971	1.790	2.663	2.057	2.310	2.151	2.745	3.654	3.469
Lyon-Satolas	55.187	63.987	38.734	26.645	26.919	26.751	27.318	21.483	21.012	22.789	25.674
Marseille	35.298	34.634	32.385	35.852	35.910	35.092	38.313	41.421	41.390	38.784	41.498
Nantes	2.212	1.999	1.686	2.174	1.938	1.893	2.145	2.395	2.545	2.806	3.446
Nice	18.963	20.006	20.885	21.477	21.295	21.911	22.014	18.165	18.786	20.277	23.414
Paris-Charles-de-Gaulle	357.813	407.993	424.307	468.561	530.703	518.645	530.213	533.128	533.788	569.326	597.192
Paris-Orly	205.517	207.438	206.913	208.917	206.133	204.117	242.575	232.503	238.003	254.429	274.460
Strasbourg	3.444	3.537	3.646	4.051	4.060	3.963	3.879	4.257	4.941	6.853	6.398
Toulouse	10.442	12.119	13.742	17.993	17.556	17.015	17.349	17.749	20.275	23.182	28.719

N.B. — Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure du transit direct.
(1) Arrivées + départs y compris les escales techniques pour les mouvements d'appareils; non compris le trafic de transit direct pour le trafic de passagers.

TABLEAU L.05-11

Trafic commercial des principaux aérodromes des départements et territoires d'outre-mer

Unités : Mouvements d'appareils : atterrissage ou décollage
Trafic de passagers : millier de passagers
Fret et poste : tonne

Source : Direction générale de l'Aviation civile

Aérodrome	Mouvements d'appareils commerciaux					Trafic de passagers (3)						
	Par nationalité de l'exploitant		Par nature du vol		Ensemble (1)	Par nationalité de l'exploitant		Par nature du vol		Ensemble (2)	Fret	Poste
	Française	Étrangère	Vol régulier	Vol non régulier		Française	Étrangère	Vol régulier	Vol non régulier			
Année 1987												
Fort-de-France (Martinique)	14.109	9.898	20.796	3.211	24.007	905,1	160,7	958,9	106,9	1.185,2	12.683	1.630
Pointe-à-Pitre (Guadeloupe)	22.760	8.969	29.690	2.039	31.729	1.101,3	116,9	1.068,3	150,0	1.249,8	12.162	1.889
Marie-Galante (Guadeloupe)	3.539	—	3.410	129	3.539	54,4	—	52,9	1,5	54,4	104	42
Cayenne (Guyane)	6.348	968	6.506	810	7.316	194,8	26,8	215,7	5,9	260,0	4.836	697
Bora-Bora (Polynésie française)	4.415	8	4.047	376	4.423	128,8	ε	123,1	5,7	129,0	181	15
Mooréa (Polynésie française)	28.559	—	804	27.755	28.559	192,8	—	7,1	185,7	200,0	1	—
Papeete (Polynésie française)	37.854	2.261	9.788	30.327	40.115	631,6	216,9	617,8	230,7	990,6	9.899	907
Nouméa (Nouvelle-Calédonie) (4)	10.457	1.229	9.240	2.446	11.686	385,5	51,4	403,2	33,8	460,5	6.838	752
Saint-Denis-Gillot (Réunion)	3.500	3.514	6.301	713	7.014	479,5	117,2	580,4	16,4	651,2	13.860	2.252
Année 1988												
Fort-de-France (Martinique)	14.941	8.787	20.461	3.267	23.728	954,9	119,6	909,4	165,1	1.074,5	12.261	1.478
Pointe-à-Pitre (Guadeloupe)	21.539	7.705	27.919	1.325	29.244	1.081,2	101,1	1.034,4	147,9	1.182,3	10.962	1.595
Marie-Galante (Guadeloupe)	3.082	—	2.973	109	3.082	37,5	—	36,5	1,0	37,5	87	35
Cayenne (Guyane)	6.096	1.359	7.082	373	7.455	195,6	33,4	228,5	0,5	229,0	4.703	547
Bora-Bora (Polynésie française)	3.464	—	3.228	236	3.464	95,2	—	91,1	3,1	95,2	117	14
Mooréa (Polynésie française)	21.376	—	1.610	19.766	21.376	172,1	—	15,3	156,8	172,1	—	—
Papeete (Polynésie française)	29.258	2.136	9.613	21.781	31.394	533,7	217,3	562,8	188,2	751,0	8.533	899
Nouméa (Nouvelle-Calédonie) (4)	10.741	757	9.509	1.989	11.498	376,5	33,8	393,8	16,5	410,3	6.182	672
Saint-Denis-Gillot (Réunion)	3.475	3.443	5.945	973	6.918	505,6	134,7	535,1	105,2	640,3	13.089	1.944

(1) Y compris les escales techniques ne donnant pas lieu à un trafic local. — (2) Y compris le trafic de transit direct. — (3) Trafic de passagers payant et non-payant. — (4) Comprend les deux aérodromes : Nouméa-Magenta et Nouméa-la-Tontouta.

TABLEAU L.05-12

Trafic commercial total des principaux aéroports internationaux

Sources : Organisation de l'Aviation civile internationale en 1984 et 1985
Aéroports magazine en 1986, 1987 et 1988

Unités : Mouvements d'appareils : millier
Passagers : millier
Fret : millier de tonnes

Pays et aéroport	Mouvements d'appareils commerciaux				Passagers				Fret			
	1985	1986	1987	1988	1985	1986	1987	1988	1985	1986	1987	1988
Allemagne (République fédérale d') :												
Francfort	...	249,7	254,7	281,5	...	20.496	23.288	25.222	...	822,8	909,2	1.007,1
Munich	...	*e* 166,5	136,7	145,9	...	*e* 8.400	9.575	9.956	...	*e* 38,4	54,1	46,5
Belgique :												
Bruxelles	...	90,0	139,3	(1) ...	...	5.927	6.401	(1) ...	...	192,3	233,5	(1) ...
Danemark :												
Copenhague	148,9	180,7	191,8	181,9	9.400	10.371	11.373	11.647	146,7	162,4	148,9	154,6
France :												
Bordeaux	18,1	...	23,2	27,7	1.537	1.798	2.035	2.220	7,7	7,3	9,7	11,0
Lyon	48,1	...	59,2	64,2	2.598	2.881	2.993	3.255	12,1	11,2	12,4	12,7
Marseille	49,3	...	53,5	55,8	4.185	4.282	4.329	4.556	30,5	29,9	26,3	28,1
Nice	...	...	78,5	90,7	...	4.304	4.694	5.043	...	13,7	14,9	18,1
Paris	302,0	309,0	383,2	362,7	32.342	33.525	37.048	40.780	693,1	712,7	764,0	814,1
Irlande :												
Dublin	47,8	54,4	99,4	75,3	2.579	2.930	3.551	4.412	40,3	38,0	35,9	42,9
Italie :												
Milan	...	102,3	111,8	122,4	...	8.652	9.706	10.230	...	116,2	119,2	142,2
Rome	...	140,2	143,2	151,2	...	12.856	14.721	14.945	...	189,2	200,8	202,1
Pays-Bas :												
Amsterdam	151,3	158,6	174,9	186,8	11.385	12.010	13.628	14.989	436,1	451,4	513,7	575,3
Royaume-Uni :												
Londres	438,5	460,0	494,7	539,5	46.195	48.715	55.407	59.976	681,9	720,3	786,7	862,7
Espagne :												
Madrid	113,7	113,4	113,6	128,7	10.644	10.843	11.794	13.661	170,6	169,6	164,4	178,9
Portugal :												
Lisbonne	35,1	38,1	39,5	47,6	3.204	3.613	3.881	4.284	65,6	59,1	60,3	64,8
Norvège :												
Oslo	...	94,3	88,7	107,7	...	6.427	5.724	7.276	...	43,1	43,3	42,8
Suède :												
Stockholm	162,2	196,0	201,9	224,8	9.088	10.561	12.050	13.337	57,8	59,9	63,8	72,1
Suisse :												
Zurich	128,2	178,8	136,8	151,1	9.102	9.670	10.615	11.227	210,7	220,7	229,5	241,5
Etats-Unis d'Amérique :												
Chicago	653,5	1.068,4	841,0	980,3	48.469	58.940	64.122	66.347	550,7	887,8	787,0	772,2
Los Angeles	...	713,3	566,7	671,9	...	45.663	49.448	49.197	...	1.122,1	1.271,1	1.212,1
New York	909,0	1.030,4	943,5	1.036,9	78.064	78.846	77.894	77.820	1.277,6	1.445,4	1.416,9	1.639,3
Japon :												
Osaka	...	126,7	...	...	...	17.695	...	20.120	...	319,1	...	384,4
Tokyo	...	240,2	...	255,2	...	39.166	...	49.453	...	1.211,0	...	1.632,9

(1) Aéroport en pleine restructuration et aucune statistique fiable n'a pu, pour l'instant être communiquée.

TABLEAU L.05-13

Sécurité de l'aviation civile. Statistiques mondiales (1)

Source : Organisation de l'Aviation civile internationale

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Services aériens réguliers.											
Nombre d'accidents d'aviation	25	31	22	21	26	(3) 20	(4) 16	22	17	*r*24	25
Nombre de passagers tués	754	877	814	362	764	809	223	1.066	331	*r*890	709
Passagers tués pour 100 millions de passagers-kilomètres.....	0,09	0,10	0,09	0,04	0,08	0,08	0,02	0,09	0,03	0,06	0,05
Vols non réguliers (2).											
Nombre d'accidents d'aviation	4	6	5	6	2	2	—	5	●	●	●
Nombre de passagers tués	222	281	185	202	49	4	—	443	●	●	●
Passagers tués pour 100 millions de passagers-kilomètres.....	0,18	0,24	0,17	0,19	0,04	—	—	0,36	●	●	●

(1) A l'exclusion de l'URSS. — (2) Aéronefs de gros tonnage, d'un poids minimal au décollage de 9 tonnes et plus, transporteurs de vols réguliers et non réguliers. — (3) Dont une collision au sol comptée comme un accident. — (4) Dont un abordage en vol compté comme un seul accident.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- **Ministère de l'Equipement, du Logement, des Transports et de la Mer :**

— Direction générale de l'Aviation civile, direction des Transports aériens, 39, rue de Washington, 75008 Paris. Tél. : (1) 40 75 87 00.

— *Bulletin statistique* (mensuel et supplément annuel).

— Observatoire économique et statistique des transports, 55, rue Brillat-Savarin, 75658 Paris Cedex 13. Tél. : (1) 45 89 89 27.

— *Mémento des statistiques des transports* (annuel).

— *Enquête annuelle d'entreprise : transports aériens.*

- **Bureau Veritas,** 17 *bis*, place des Reflets, La Défense II, 92400 Courbevoie. Tél. : (1) 42 91 52 91

— *Bulletin technique du Bureau Veritas* (mensuel); le numéro de juin de chaque année concerne les statistiques d'accidents.

- **Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI),** 1000 Ouest, rue Sherbrooke, bureau 400, Montréal (Canada).

— *Annuaire statistique de l'OACI :* statistiques de l'aviation civile dans le monde.

— *Recueils de statistiques de l'OACI.*

Divers :

— *Le transport du commerce extérieur* (annuel), publié par la direction générale des Douanes et Droits indirects. Statistiques du commerce extérieur de la France.

— *Rapport du comité transports du VIII^e Plan* (Commissariat général du plan), distribué par *La documentation française.*

— Consulter également les publications de l'Institut de transport aérien (ITA), 4, rue de Solférino, 75007 Paris.

— *Aéroports magazine* (mensuel), 291, boulevard Raspail, 75675 Paris cedex 14. Tél. : (1) 43 35 70 93 et 43 35 73 60.

Chapitre L.06

Postes et télécommunications

1. Structures

2. Poste

3. Télécommunications

1. Structures (1)

L'Administration centrale du ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace comprend, outre le bureau du cabinet, le service de l'information et de la communication et le service de défense et de sécurité civile directement rattachés au cabinet du ministre :

1° La direction de la réglementation générale;

2° La direction des affaires communes.

3° La direction générale de la poste, qui comprend :

- La direction des services « courrier »;
- La direction des services financiers;
- La direction du réseau;
- La direction technique;
- La direction financière;
- Le service du personnel;
- Le service de sécurité;
- Le service des affaires internationales.

4° La direction générale des Télécommunications (France Télécom), qui comprend :

- La direction des affaires commerciales et télématiques;
- La direction des affaires industrielles et internationales;
- La direction de la production;

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace (direction des Affaires communes).

1. Décret n° 86-129 du 28 janvier 1986 modifié par le décret n° 86-1083 du 7 octobre 1986, le décret n° 87-3 du 7 janvier 1987 et le décret n° 88-1121 du 14 décembre 1988.

— La direction des programmes et des affaires financières;
— Le service de la prospective et des études économiques;
— Le service du personnel;
— Le service de sécurité;
— Le service des Télécommunications de l'image;
— Le service des Télécommunications avec les mobiles.

5° La délégation générale à l'espace.

6° Le comité des enseignements supérieurs.

L'inspection générale, organe supérieur de contrôle des services placé sous l'autorité directe du ministre, fait partie de l'administration centrale.

2. Poste

21. Services « courrier »

Les résultats de l'activité des services postaux (tableau 6) s'appliquent à l'ensemble du trafic payant déposé. Ils sont obtenus, par une méthode de détermination du volume du trafic qui utilise la technique des sondages.

22. Services financiers (2)

• *Chèques postaux*

L'activité des chèques postaux est retracée au tableau 7.

• *Mandats*

Le service des mandats (tableaux 8 et 9) présente des liens étroits avec le service des chèques postaux, les centres de chèques intervenant fréquemment, soit à l'émission, soit au paiement des titres.

• *Caisse nationale d'épargne*

Les renseignements concernant son activité figurent, avec ceux relatifs aux caisses d'épargne et de prévoyance, dans le chapitre N.01 *Monnaie, Crédit, Épargne* du présent annuaire.

• *Placements financiers*

Les bureaux de poste ouvrent à leur clientèle des comptes-titres pour le dépôt et la gestion des valeurs mobilières. Plusieurs centres financiers assurent le service après-vente complet de ces valeurs.

• *Services exécutés pour le compte d'autres départements ministériels*

L'administration des Postes et Télécommunications assume également l'exécution de diverses opérations pour le compte d'autres départements ministériels, notamment pour celui des Finances :

— émission et remboursement des bons du Trésor;
— placement des emprunts d'État et de certains organismes publics ou semi-publics (SNCF, Électricité de France, Crédit foncier de France, ...) en plus de ceux des Postes et Télécommunications;
— gestion des comptes titres, achats et ventes en bourse, paiement des coupons et dividendes des valeurs mobilières;
— placement des SICAV et des Fonds communs de placement gérés par la Caisse des dépôts et consignations;
— paiement des pensions de l'État, des traitements de la Légion d'honneur, de la Médaille militaire et de la retraite du combattant;
— versement à la Caisse nationale de prévoyance et paiement des rentes dont la Caisse des dépôts et consignations assure la gestion;
— vente des billets de la Loterie nationale et paiement des lots;
— participation à certaines opérations de l'Enregistrement.

3. Télécommunications

31. Recettes des Télécommunications

Ce sont principalement les produits d'exploitation mis en recouvrement, les prestations fournies à la Poste, les produits accessoires et exceptionnels.

Les produits d'exploitation proprement dits sont significatifs des services rendus par les Télécommunications aux usagers. Ils varient ainsi en fonction du trafic.

Dans les prestations fournies, les lignes de produits sont au nombre de 26. Il s'agit, en suivant les grandes catégories, de services offerts aux clients des rubriques suivantes :

— téléphone : accès au réseau, abonnement, communication poste d'abonné, communication poste public;
— télex : accès au réseau, abonnement, communication nationale, internationale et totale;
— divers : liaison spécialisée, renseignement, annuaire papier, annuaire électronique et télétel.

32. Trafic téléphonique

• *Téléphone*

Les conversations téléphoniques sont taxées par impulsions périodiques.

L'unité télécom est la valeur applicable à chaque impulsion enregistrée au compteur de l'abonné.

• *Transmission de données*

Il s'agit de la transmission de données utilisant une liaison spécialisée. Une liaison spécialisée est un circuit établi en permanence entre deux établissements d'un client locataire, par construction au niveau des répartiteurs des commutateurs et des centres d'amplification, en utilisant les voies de transmission du réseau général.

Parmi les liaisons spécialisées tous usages, on distingue celles utilisées pour la transmission de données.

• *Télétel*

TÉLÉTEL, nom du système français de vidéotex interactif, permet de transmettre et de recevoir, via le réseau téléphonique, des pages de texte et de graphisme qui s'affichent sur l'écran d'un terminal.

MINITEL est le nom de la gamme de terminaux (4 modèles) commercialisés par les Télécommunications pour accéder au service Télétel. Le Minitel 1 Bistandard est commercialisé sans supplément d'abonnement en remplacement de l'annuaire papier.

2. Les principaux résultats monétaires de l'activité de ces services sont retracés au chapitre N.01 Monnaie, crédit, épargne.

L'utilisateur accède aux services Télétel, soit par l'utilisation exclusive du réseau téléphonique, soit par l'utilisation du service d'accès Télétel qui, grâce à l'utilisation du réseau TRANSPAC, conjointe avec celle du réseau téléphonique, permet des tarifications plus adaptées.

Trois modes de tarification sont proposés sur tout le territoire :

- La tarification au demandé :
  - — numéro vert Télétel ou Télétel libre appel (numéro à 8 chiffres seulement : 3605...);
  - — Télétel 1 (3613);
  - — Télétel ASCII (3621);
- La tarification au demandeur :
  - — Télétel 2 (3614 ou numéro à 8 chiffres : 3624...);
  - — Télétel 3 (3615 ou numéro à 8 chiffres : 3625...);
  - — Télétel 3 professionnel (3616 ou numéro à 8 chiffres : 3626...);
  - — Télétel 4 (3617 ou numéro à 8 chiffres : 3627...).
- La tarification de type « Kiosque » :

Les Télétel 3 professionnel et Télétel 4 sont réservés aux services à usage professionnel ou d'information spécialisée.

L'évolution des coûts Télétel n'est plus liée à celle de l'unité Télécom depuis le 1er juillet 1987.

Pour sa part, le service annuaire électronique est accessible par le 11 ou par le 3614 code AE. Les 3 premières minutes sont gratuites (accès par le 11), ensuite le tarif est de 1 UT toutes les 2 minutes avec le même tarif réduit que le téléphone (suivant tranches horaires).

* * *

TABLEAU L.06-1

Effectifs budgétaires de l'administration des P. et T.

Situation au 31 décembre 1988

Source : Ministère des Postes et Télécommunications et de l'Espace

Service	Poste			Télécommunications			Services généraux			Total
	Titulaires	Contractuels, agents des cadres complémentaires	Auxiliaires à service incomplet (1)	Titulaires	Contractuels, agents des cadres complémentaires	Auxiliaires à service incomplet (1)	Titulaires	Contractuels, agents des cadres complémentaires	Auxiliaires à service incomplet (1)	
Service des directions et services généraux d'exécution	150.125	244	22.260	87.006	2.369	1.558	4.547	90	582	268.781
Services des installations	1.613	—	—	21.563	—	—	40	—	—	23.216
Service de la distribution et de l'acheminement	116.378	21	—	821	—	—	371	—	—	117.591
Service des ateliers et ouvriers d'état	3.741	—	—	15.948	—	—	839	—	—	20.528
Service des lignes	35	—	—	28.570	—	—	6	—	—	28.611
Service des locaux	241	—	—	183	—	—	3	—	—	427
Service automobile	292	—	—	109	—	—	2.464	—	—	2.865
Divers (imprimerie des timbres-poste)	251	—	—	—	—	—	—	—	—	251
Total	**272.676**	**265**	**22.260**	**154.200**	**2.369**	**1.558**	**8.270**	**90**	**582**	**462.270**
Ensemble			**295.201**			**158.127**			**8.942**	**462.270**
31 décembre 1987	278.121	538	22.142	158.316	2.315	1.654	4.874	99	604	468.663
31 décembre 1986	280.602	849	22.142	159.842	2.305	1.654	5.196	100	604	473.294
31 décembre 1985	277.129	888	26.565	161.190	2.289	1.799	5.567	105	601	476.133
31 décembre 1984	278.715	940	26.565	161.552	2.263	1.799	5.584	108	601	478.127
31 décembre 1983	278.636	1.036	26.565	161.567	2.268	1.800	5.563	92	600	478.127
31 décembre 1982	273.462	1.183	25.247	159.016	2.228	1.711	5.480	98	570	468.995
31 décembre 1981	269.567	1.206	25.247	157.669	2.110	1.711	5.165	95	548	463.318
31 décembre 1980	263.622	1.152	24.047	156.057	1.958	1.928	4.931	92	548	454.335
31 décembre 1979	262.510	1.133	23.207	152.695	1.837	1.928	4.845	89	551	448.795
31 décembre 1978	257.599	4.481	21.250	142.555	5.039	917	4.494	343	545	437.223

(1) Heures d'auxiliaires transformées en unités sur la base de 1.972 heures annuelles.

Remarque. — Le personnel des services câbliers, les ouvriers rémunérés sur la base des salaires du commerce et de l'industrie, la main-d'œuvre de nettoyage n'ont pas été pris en compte dans le tableau ci-dessus. Ces catégories représentent un équivalent de 4.056 emplois à temps complet pour la Poste, 1.394 pour les Télécommunications et 63 pour les Services généraux, soit au total 5.513 équivalents emplois à raison de 1.972 heures pour une unité.

TABLEAU L.06-2

Résultats financiers de la gestion de l'administration des P. et T.

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Année 1987

Source : Ministère des Postes et Télécommunications et de l'Espace — *Unité :* Million de francs

Intitulé des comptes	Montant			Intitulé des comptes	Montant		
	Poste	Télécommunications	P. et T.		Poste	Télécommunications	P. et T.
1re section. — FONCTIONNEMENT							
Charges				Produits			
Services extérieurs	4.082	9.630	13.712	Produits d'exploitation	42.696	93.211	135.907
Autres services extérieurs	3.295	1.470	4.765	Production immobilisée	90	10.696	10.786
Impôts et taxes et versements assimilés	1.320	730	2.050	Subventions d'exploitation	46	166	212
Charges de personnel	42.825	26.266	69.091	Autres produits de la gestion courante	241	4.393	4.634
Charges financières	16.951	12.188	29.139	Produits financiers	31.545	1.565	33.110
Charges exceptionnelles	392	1.087	1.479	Produits exceptionnels	304	1.487	1.791
Dotations aux amortissements et provisions	3.279	36.372	39.651	Reprises sur amortissements et provisions	///	338	338
Transferts de produits et résultats	4.335	25.101	29.436	Transferts de charges	1.557	988	2.545
Total	**76.479**	**112.844**	**189.323**	**Total**	**76.479**	**112.844**	**189.323**
2e section. — OPÉRATIONS EN CAPITAL							
Emplois				Ressources			
Remboursements d'emprunts	3.798	17.708	21..506	Participations de divers aux opérations en capital	1	2	3
Équipement de la Poste	3.366	///	3.366	Aliénations d'immobilisations	6	3	9
Équipement des Télécommunications	///	29.484	29.484	Diminution de stocks	///	1.445	1.445
Développement de la filière électronique	///	1.824	1.824	Écritures de régularisation ayant leur contrepartie dans le compte de résultat	735	13.343	14.078
Contribution aux apports en fonds propres de l'État aux entreprises de la filière électronique	///	700	700	Avances de types III et IV	///	365	365
Fonds de réserve sur résultat affecté aux recettes du budget général	20	8.395	8.415	Produit brut des emprunts	2.546	18.024	20..570
Paiements résultant de l'intervention des sociétés de financement des Télécommunications	///	272	272	Amortissements et provisions	3.279	36.715	39.994
Contribution aux programmes du centre national d'études spatiales (CNES)	///	4.377	4.377	Excédent de l'exercice	2.611	9.274	11.885
Production immobilisée	90	10.696	10.786	Écritures de régularisation ayant leur contrepartie dans le compte des opérations en capital	109	1.692	1.801
Augmentation de stocks	138	///	138	Reversement par le budget général des sommes perçues en trop sur les PTT au cours des années antérieures	///	///	///
Écritures de régularisation ayant leur contrepartie dans le compte de résultat	118	3.257	3.375				
Écritures de régularisation ayant leur contrepartie dans le compte des opérations en capital	109	1.691	1.800				
Sous-total	*7.639*	*78.404*	*86.043*				
Équilibre financier final	*1.648*	*2.459*	*4.107*				
Total	**9.287**	**80.863**	**90.150**	**Total**	**9.287**	**80.863**	**90.150**

TABLEAU L.06-3

Parc des véhicules de l'administration des P. et T.

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Situation au 1er janvier

Source : Ministère des Postes et Télécommunications et de l'Espace

Catégorie	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Avions postaux Fokker 27	15	15	15	15	15	15	15	15	15
Avions postaux Transall	4	4	4	4	2	2	2	2	2
TGV Postal (1)	///	///	///	///	///	2,5	2,5	2,5	2,5
Wagons poste (2)	323	327	317	282	*r* 282	*r* 256	*r* 231	231	221
Wagons allèges (3)	298	301	297	301	*r* 301	*r* 298	*r* 299	299	310
Rames automotrices postales	●	8	8	8	8	8	8	8	8
Véhicules automobiles	81.540	82.404	83.164	83.762	82.831	92.180	92.504	*r* 90.357	91.360
Triporteurs à moteur	624	615	650	647	647	*r* 617	737	682	723
Vélomoteurs, motocyclettes, scooters et cyclomoteurs	5.353	6.616	7.339	8.200	9.246	10.629	10.648	*r* 10.724	10.557
Tracteurs et tracteurs porteurs (4)	835	841	860	872	884	960	963	971	986
Chariots tricycles attelés aux tracteurs	16.123	16.725	16.820	17.423	18.243	21.900	23.100	24.012	24.512

(1) Deux rames et demie mises en service le 1er octobre 1984. — (2) Wagons spécialement équipés pour permettre le tri. — (3) Wagons servant uniquement au transport des sacs postaux. — (4) Utilisés pour le transbordement du courrier postal dans les centres de tri et les gares.

TABLEAU L.06-4

Transport du courrier

Source : Ministère des Postes et Télécommunications et de l'Espace

	Unités	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Transports ferroviaires (1)										
Ancienne présentation										
Wagons-poste et allèges	Million de TKBR	2.045	2.007	1.975	1.963	1.799	///	///	///	///
Fourgons	//	803	757	885	849	763	///	///	///	///
Kilomètres parcourus par les wagons-poste et allèges	Millier	43.939	45.125	44.912	44.911	41.037	///	///	///	///
Nouvelle présentation										
Wagons-poste et allèges en trains-poste autonomes	Million de véhicules/km	///	///	///	///	///	15,60	17,60	17,61	19,73
Wagons-poste et allèges en trains de voyageurs	//	///	///	///	///	///	24,18	21,45	21,45	19,83
Fourgons SNCF en trains-poste autonomes	//	///	///	///	///	///	0,64	0,47	0,41	0,30
Fourgons SNCF en trains de voyageurs	//	///	///	///	///	///	7,17	6,36	5,78	5,16
Wagons SNCF	//	///	///	///	///	///	31,79	28,14	22,70	18,12
Rames automotrices postales	Million de trains/km	///	///	///	///	///	0,71	0,71	0,71	0,67
TGV postal	//	///	///	///	///	///	0,42	0,42	0,43	0,39
Transports par route										
Ancienne présentation										
Services	Nombre	2.790	2.795	2.755	2.755	3.560	4.389	4.615	///	///
Kilomètres parcourus	Millier	110.400	110.500	100.084	111.341	112.416	114.914	114.314	///	///
Nouvelle présentation										
Nombre de liaisons TDEA (transport de dépêches extérieur à l'Administration)	Nombre	///	///	///	///	///	///	3.569	3.785	3.835
Nombre de kilomètres parcourus en TDEA	Millier	///	///	///	///	///	///	113.261	124.519	136.700
Transports aériens										
Tonnes transportées	Nombre	43.313	43.718	45.609	43.855	43.276	39.138	41.015	44.951	48.295
Kilomètres parcourus	Millier	4.371	4.506	4.637	4.139	4.116	4.215	*r* 4.313	4.280	4.500
Heures de vol	Nombre	14.050	14.381	14.965	13.242	13.031	13.707	13.995	16.000	17.983

(1) Les relations PTT/SNCF sont régies par une nouvelle convention signée en juin 1985. La nouvelle tarification ne prend plus en compte la notion de tonne-kilomètre brute remorquée (TKBR). La quantité taxable devient le véhicule/kilomètre.

TABLEAU L.06-5

Nombre de bureaux de poste (1)

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Situation au 1er janvier

Source : Ministère des Postes et Télécommunications et de l'Espace

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Total	17.176	17.200	17.155	17.114	17.166	17.194	17.211	17.224	(2) 17.223	(4) 17.187	(6) 17.028
dont : recettes de plein exercice et recettes rurales	*12.623*	*12.653*	*12.674*	*12.706*	*12.736*	*12.769*	*12.796*	*12.822*	(3) *12.853*	(5) *12.843*	(7) *12.824*

(1) Y compris les agences postales, les correspondants postaux et les guichets annexes fixes et mobiles. — (2) Dont DOM : 191. — (3) Dont DOM : 135. — (4) Dont DOM : 198. — (5) Dont DOM : 137. — (6) Dont DOM : 201. — (7) Dont DOM : 137.

TABLEAU L.06-6

Activité des services « Courrier »

Unités : Courrier déposé : million d'objets
Équipement : installation
Recettes d'exploitation : million de francs

Source : Ministère des Postes et Télécommunications et de l'Espace

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	*p* 1988
Courrier déposé (à l'exclusion des plis de service et des franchises)											
Ancienne présentation											
Lettres ordinaires et cartes postales urgentes (1)	4.324,2	4.251,3	4.472,5	4.439,2	4.309,1	4.278,5	4.337,0	4.430,3	4.522,4	///	///
Plis non urgents (1)	3.294,9	3.546,3	3.540,5	3.752,4	4.141,0	4.299,9	4.602,5	4.902,7	5.512,3	///	///
Paquets ordinaires	232,7	251,8	261,0	267,1	287,3	241,1	252,0	245,2	262,8	///	///
Paquets recommandés	38,2	37,3	38,4	38,7	38,5	36,7	36,1	36,0	34,3	///	///
Périodiques	2.173,0	2.119,1	2.100,8	2.169,9	2.129,2	2.133,6	2.104,9	2.066,5	2.050,8	///	///
Lettres chargées et recommandées, boîtes chargées	97,9	100,1	100,4	105,5	106,5	110,3	113,9	116,2	124,4	///	///
Imprimés sans adresse	654,2	752,8	766,7	745,9	852,0	921,3	1.004,1	1.040,8	1.300,9	///	///
Catalogues (2)	36,7	45,0	54,2	57,0	60,0	61,8	68,6	69,2	69,6	///	///
Total	**10.851,8**	**11.103,7**	**11.334,5**	**11.575,7**	**11.923,6**	**12.083,2**	**12.519,1**	**12.906,9**	**13.877,5**	///	///
Nouvelle présentation											
Lettres ordinaires et cartes postales urgentes (1) (3)	///	///	///	///	///	///	4.309,1	4.402,7	4.494,5	r5.018,7	5.385,6
Plis non urgents (PNU), tarif normal (1)	///	///	///	///	///	///	2.845,3	2.966,5	3.480,7	r 3.686,3	3.702,5
Messagerie	///	///	///	///	///	///	288,1	281,2	297,1	r303,3	389,9
Périodiques	///	///	///	///	///	///	2.104,9	2.066,5	2.050,8	r1.973,4	2.050,0
Lettres chargées et recommandées, boîtes chargées	///	///	///	///	///	///	113,9	116,2	124,4	r130,5	137,0
Catalogues (2)	///	///	///	///	///	///	68,6	69,2	73,6	r85,0	85,0
Postimpact (ex-PNU tarifs spéciaux)	///	///	///	///	///	///	1.737,7	1.913,7	2.008,8	r2.407,0	2.675,0
Postcontact (ex-imprimés sans adresse)	///	///	///	///	///	///	1.004,1	1.040,8	1.300,9	r1.679,0	2.000,0
Postréponse (ex-correspondances-réponses et libres-réponses)	///	///	///	///	///	///	47,4	50,1	50,7	r58,8	62,0
Total	///	///	///	///	///	///	**12.519,1**	**12.906,9**	**13.881,5**	r**15.342,0**	**16.487,0**
Equipement des services « Courrier »											
Bureaux ambulants ferroviaires	66	62	53	52	51	47	44	37	36	36	35
Bureaux ambulants routiers	8	7	7	6	6	4	4	3	2	1	1
Centres de tri	98	102	104	119	106	107	108	113	117	126	125
Recettes principales centralisatrices	23	24	28	29	31	31	29	28	r28	28	28
Recettes d'exploitation des prestations « Courrier »											
Ventes de figurines	4.034	4.264	4.791	5.359	6.270	6.580	7.001	7.497	r7.936	8.715	...
Ancienne présentation											
Taxes perçues en numéraire	7.918	9.208	10.735	12.441	15.151	17.184	18.861	20.832	///	///	///
Nouvelle présentation											
Taxes perçues en numéraire	///	///	///	///	///	///	///	///	5.622	5.000	...
Machines à affranchir	///	///	///	///	///	///	///	///	19.002	21.637	...
Colis postaux	169	172	189	230	279	325	282	325	r319	264	...
Correspondances admises en dispense d'affranchissement	2.187	2.441	2.699	3.099	4.580	4.453	4.765	5.253	r4.199	3.761	...
Recettes diverses	96	98	86	172	166	283	146	210	176	200	...
Total	**14.404**	**16.183**	**18.500**	**21.301**	**26.446**	**28.825**	**31.055**	**34.117**	r**37.254**	**39.577**	...

(1) Les cartes postales affranchies au tarif des plis non urgents sont comprises dans la rubrique : plis non urgents. — (2) Catalogues à tarifs spéciaux et catalogues à distribuer au guichet. — (3) À l'exclusion des correspondances-réponses et des libres-réponses.

TABLEAU L.06-7

Activité des chèques postaux

Source : Ministère des Postes et Télécommunications et de l'Espace

Unités : Nombre : millier
Montant : million de francs

Année	Opérations de débit				Opérations de crédit				Situation au 31 décembre		
	Total (1)		dont : virements - débit (4)		Total (2)		dont : virements - crédit (4)		Avoir des titulaires		Nombre de comptes courants
	Nombre (3)	Montant (5)	Nombre (3)	Montant (5)	Nombre (3)	Montant (5)	Nombre (3)	Montant (5)	Comptables publics	Particuliers	
1977	870.072	2.622.461	783.669	2.341.721	875.871	2.567.263	778.997	2.310.399	48.972	62.927	7.303
1978	892.505	3.010.007	810.974	2.643.553	900.679	*r* 2.908.724	807.219	2.615.517	50.261	73.191	7.337
1979	922.435	3.384.891	847.921	2.983.707	932.150	3.297.189	*r* 841.431	2.978.323	55.765	79.394	7.389
1980	940.673	3.876.592	875.519	3.392.330	942.713	3.732.327	854.206	3.384.065	64.470	86.797	*r* 7.435
1981	967.206	4.319.767	901.878	3.756.080	988.175	4.231.113	900.740	3.820.198	58.290	97.416	7.516
1982	1.013.446	4.924.856	958.970	*r* 4.337.204	1.028.968	4.833.455	943.694	4.362.341	*r* 78.290	107.064	7.597
1983	971.000	5.431.617	976.050	4.761.530	1.012.216	5.366.136	929.294	4.853.871	91.348	114.549	7.698
1984	1.102.430	6.308.316	1.063.941	5.589.227	1.142.527	6.228.279	1.061.676	5.691.492	89.284	117.927	7.795
1985	1.141.599	6.557.394	1.106.741	5.985.950	1.187.968	6.599.003	1.109.318	6.049.250	101.946	127.177	7.898
1986	1.169.796	6.796.244	1.137.579	6.145.997	1.206.551	6.803.618	1.129.333	6.226.580	117.315	129.865	*r* 8.067
1987	1.269.916	7.346.646 (6)	1.236.826	6.535.778	1.287.429	7.269.290	1.211.551	6.649.436	120.793	134.554	8.713

(1) Y compris les chèques de paiement. — (2) Y compris les mandats de versement. — (3) Non compris les virements pour ordre. — (4) Virements intérieurs et extra-métropolitains. — (5) Y compris le montant des virements internes pour ordre. — (6) *Dont :* les virements optiques : 33.433 et les lettres-chèques optiques : 32.217.

TABLEAU L.06-8

Mandats émis

Source : Ministère des Postes et Télécommunications et de l'Espace

Unités : Nombre : millier
Montant : million de francs

Année	Pays de destination				Total général des mandats toutes catégories		Soit			
	Métropole		Autres pays étrangers				Trafic chèques postaux		Trafic bureaux de poste	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1978	213.725	608.412	6.262	*r* 5.633	219.987	*r* 614.045	71.519	426.146	148.408	187.899
1979	201.472	653.584	7.139	7.227	208.611	660.811	65.358	477.952	143.253	182.859
1980	187.955	700.141	*r* 6.573	7.162	194.528	707.303	58.154	521.315	136.374	185.988
1981	171.350	801.914	6.584	8.764	177.934	810.678	51.008	623.136	126.926	187.542
1982	151.540	880.468	6.595	9.897	158.135	890.365	44.549	695.925	113.586	194.440
1983	130.824	942.048	6.298	11.047	137.122	953.095	34.516	761.554	102.596	191.154
1984	*r* 114.213	940.762	6.091	10.570	*r* 120.304	951.332	27.487	771.988	92.818	179.344
1985	102.474	790.545	6.295	11.337	108.769	801.882	23.813	637.474	84.956	164.408
1986	*r* 93.967	*r* 764.375	*r* 6.471	11.897	*r* 100.438	*r* 776.272	19.851	636.511	80.587	139.761
1987	88.205	815.570	7.559	11.056	95.764	826.626	19.414	698.085	76.350	128.541

TABLEAU L.06-9

Mandats payés

Source : Ministère des Postes et Télécommunications et de l'espace

Unités : Nombre : millier
Montant : million de francs

Année	Pays de destination				Total général des mandats toutes catégories		Soit :			
	Métropole		Autres pays étrangers				Trafic chèques postaux (1)		Trafic bureaux de poste (1)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1978	212.370	602.848	2.329	1.448	214.699	604.296	94.338	287.019	120.361	317.277
1979	200.691	641.443	2.411	1.616	203.102	643.059	91.163	313.373	111.939	329.686
1980	187.974	460.586	2.929	1.869	190.903	462.455	89.014	341.127	101.889	121.328
1981	171.045	538.583	2.618	2.134	173.663	540.717	*r* 86.485	385.764	87.238	154.953
1982	151.140	633.347	2.731	2.533	153.871	635.880	82.950	436.552	70.921	199.328
1983	130.585	659.983	2.888	2.946	133.473	*r* 662.929	78.931	468.214	54.542	194.715
1984	113.580	643.469	2.982	3.390	116.562	646.859	75.226	*r* 459.728	41.336	*r* 187.331
1985	102.511	560.970	3.182	3.819	105.693	564.789	70.416	367.010	35.277	197.779
1986	*r* 93.542	*r* 504.765	2.646	3.451	*r* 96.188	*r* 508.216	65.859	299.833	30.329	208.383
1987	88.031	495.728	2.213	3.198	90.244	498.926	62.561	289.070	27.683	203.856

(1) Jusqu'en 1979, le trafic des agences comptables, des CRIT et services régionaux n'a pas été dissocié du trafic des bureaux de poste.

TABLEAU L.06-10

Recettes des télécommunications

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source : Ministère des Postes et Télécommunications et de l'Espace

Unité : Million de francs

Évolution des produits	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	*p* 1988
Production vendue	35.958	41.238	45.287	52.807	60.107	71.105	83.565	89.721	93.210	85.322
soit : *Communications postes d'abonnés*	*24.007*	*28.243*	*31.459*	*37.203*	*40.682*	*49.347*	*59.674*	*63.308*	*64.433*	*56.910*
Communications postes publics	*8.311*	*9.023*	*9.703*	*10.676*	*2.341*	*2.791*	*2.888*	*3.156*	*3.317*	*3.122*
Abonnements et raccordements (1)					*11.504*	*12.255*	*12.746*	*13.831*	*15.222*	*14.728*
Liaisons spécialisées	*1.503*	*1.826*	*1.739*	*2.373*	*2.890*	*3.432*	*4.157*	*4.464*	*4.209*	*4.098*
Télex	*1.294*	*1.479*	*1.484*	*1.576*	*1.687*	*1.944*	*2.201*	*2.332*	*2.387*	*2.162*
Autres recettes d'exploitation	*843*	*667*	*902*	*979*	*1.003*	*1.336*	*1.899*	*2.630*	*3.642*	*4.302*
Prestations fournies à la Poste	371	425	442	512	574	683	855	1.043	983	969
Production immobilisée	1.368	1.577	1.874	2.038	2.212	2.277	2.345	2.518	10.696	5.944
Autres produits (publicité, augmentation de stock, recettes exceptionnelles)	2.003	3.273	3.462	2.979	4.267	5.835	10.231	12.335	7.874	6.603
Total général	**39.700**	**46.513**	**51.065**	(2) **58.336**	(3) **67.160**	**79.900**	**96.996**	**105.617**	**112.763**	**98.838**

(1) Y compris les raccordements Télex jusqu'en 1982. — (2) Hors affectation au budget général (2.806 MF). — (3) Non compris 2.000 MF correspondant au versement au budget général de l'État.

TABLEAU L.06-11

Abonnements et trafic téléphoniques

France métropolitaine

Situation au 31 décembre

Source : Ministère des Postes et Télécommunications et de l'Espace

Unités : Nombre : millier
Trafic : million de taxes de base facturées jusqu'en 1985
million d'unités Télécom facturées à compter de 1986

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Nombre d'abonnés	11.712,3	13.615,6	15.498,6	17.290,5	18.947,8	20.277,4	21.339,2	22.198,4	22.859,5	23.667,2	24.635,2
Parc de lignes principales (1)	11.936,0	13.870,7	15.790,5	17.616,7	19.327,7	20.753,5	21.853,5	22.755,8	23.597,9	24.461,8	25.454,5
Parc de postes de toute nature (1)	19.870,0	22.212,0	24.686,3	26.940,3	29.373,7	31.219,6	32.692,7	33.992,8	(2)	(2)	(2)
Parc total de publiphones	65,9	86,9	109,9	131,7	153,0	169,8	173,7	177,9	190,5	194,7	205,3
dont : Publiphones des P. et T.	*57,3*	*79,0*	*102,3*	*124,8*	*151,2*	*168,3*	*172,4*	*176,3*	*173,9*	*173,6*	●
Demande nette annuelle de lignes principales	2.460,5	2.292,1	2.794,4	2.882,8	2.835,7	2.947,9	3.090,2	3.248,3	3.445,2	3.741,0	4.000,0
Demande satisfaite annuelle de lignes principales	2.539,2	2.726,7	2.943,8	3.030,2	3.125,5	3.185,3	3.177,8	3.280,1	3.455,2	3.738,5	3.989,3
Demande de lignes principales en instance	1.479,4	1.041,9	890,9	742,3	450,8	212,9	125,2	92,9	80,1	82,3	92,8
Trafic financier global (en MUT)	42.353	49.180	55.802	62.381	67.361	73.647	77.993	81.633	86.994	94.237	*p* 96.686

(1) Le parc de lignes principales comprend les lignes d'abonnés et les lignes des postes publics, postes d'exploitation et de service; en ajoutant les lignes supplémentaires on obtient le parc des postes de toute nature. — (2) Indicateur non suivi à compter de 1986.

TABLEAU L.06-12

Abonnements et trafic télex

France métropolitaine

Source : Ministère des Postes et Télécommunications et de l'Espace

Unité : Nombre de communications et minutes taxées en milliers

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	*r* 1987	1988
Nombre d'abonnés au 31 décembre (1)	70.497	76.627	82.215	87.904	95.383	103.447	112.248	122.511	132.153	141.792	147.255
Nombre d'équipements utilisés au 31 décembre	77.192	84.681	91.008	96.687	105.695	112.689	121.392	131.122	143.738	146.660	152.416
Nombre de communications (2)	101.942	113.308	123.544	132.933	144.698	159.767	*r* 173.117	202.931	215.425	228.885	233.007
dont : Régime intérieur	*67.257*	*75.474*	*83.208*	*89.737*	*99.344*	*111.651*	*126.467*	*145.447*	*155.271*	*169.055*	*176.323*
Minutes taxées (2)	274.524	306.523	325.910	355.561	371.841	410.713	470.520	515.766	537.319	567.530	565.203

(1) Le nombre d'abonnés France métropolitaine et DOM est de 144.259 en 1987, de 150.010 en 1988. — (2) Au départ, y compris le régime international.

TABLEAU L.06-13

Équipement et trafic télégraphiques

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source : Ministère des Postes et Télécommunications et de l'Espace

Unité : Trafic en milliers

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Équipement (au 31 décembre) :											
Nombre d'appareils téléimprimeurs arythmiques	81.162	87.769	91.079	103.045	115.200	116.642	125.546	135.041	142.424	146.544	148.139
Trafic de départ (nombre de télégrammes) :											
Intérieurs	11.348	10.162	8.558	7.063	6.825	8.654	8.589	8.776	8.880	9.119	8.444
Internationaux	3.030	2.876	2.397	2.786	1.747	1.746	1.670	1.558	1.389	1.257	784
De service	3.142	3.442	3.360	3.588	3.500	2.054	2.152	2.213	1.885	1.329	279
Messages de la Poste	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	2.661
Total	**17.520**	**16.480**	**14.315**	**13.437**	**12.072**	**12.454**	**12.411**	**12.547**	**12.154**	**11.705**	**12.168**

TABLEAU L.06-14

Transmission de données

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Situation au 31 décembre

Source : Ministère des Postes et Télécommunications et de l'Espace

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Nombre d'abonnés au réseau TRANSPAC.....	640	2.395	5.273	8.474	13.420	21.650	31.410	40.500	50.914	60.200
Parc de liaisons spécialisées tous usages (1)..	140.335	169.263	199.653	232.031	262.492	290.555	340.917	378.519	*r* 421.348	467.727

(1) Ces données incluent les liaisons TRANSPAC, CADUCEE, COLISEE...; elles excluent les liaisons militaires, gouvernementales et assimilées, gérées par FRANCE TELECOM et les liaisons internationales.

TABLEAU L.06-15

Télétel : parc de minitel, trafic et codes d'accès

Situation au 31 décembre

Source : Ministère des Postes et Télécommunications et de l'Espace (La lettre de Télétel)

	1985	1986	1987	1988
Parc de minitel (en milliers).....	1.305	2.237	3.373	4.228
dont : minitel avec supplément d'abonnement.....	158	203	265	281
minitel 10.....	78	139	210	294
Trafic (en milliers d'heures de connexion par an) :				
Annuaire électronique.....	●	7.236	10.050	13.261
Numéro vert Télétel	—	—	28	670
Télétel 1	2.332	2.922	3.827	4.142
Télétel 2 dont minitel « Guide des services »	1.903	5.716	*r* 13.917	19.540
Télétel 3	7.441	21.617	34.439	32.631
Télétel 3P.....	—	—	166	3.257
Télétel 4	—	—	7	202
Divers (3609; 3624; 3629).....	—	—	*r* 7	45
Codes d'accès et numéros directs :				
Numéro vert télétel.....	—	—	57	218
Télétel 1	515	729	684	701
Télétel 2	1.032	1.992	2.930	3.695
Télétel 3	352	1.435	3.103	3.622
Télétel 3P.....	—	—	433	1.052
Télétel 4	—	—	149	263
Divers.....	—	—	16	27

SOURCES DE DOCUMENTATION

• Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace.

— Direction générale de la Poste, direction financière, bureau B 2, 20, avenue de Ségur, 75700 Paris, tél. : (1) 45 64 13 38. — *Rapport d'activité. Exercice 19...* (annuel).

— Direction générale France Télécom, direction des Programmes et des Affaires financières (documentation : 6, place d'Alleray, 75015 Paris, tél. : (1) 44 44 84 05. — Statistiques annuelles du service des Télécommunications. Télécommunications 19... (annuel). — *Rapport d'activité. Exercice 19...* (annuel).

Divers :

Rapport sur la gestion financière et la marche des services pendant l'année 19... — *JO* RF, édition des documents administratifs.

— La lettre de Télétel.

M

Commerce et services marchands

TABLEAU L.06-14

Transmission de données

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Situation au 31 décembre

Source : Ministère des Postes et Télécommunications et de l'Espace

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Nombre d'abonnés au réseau TRANSPAC	540	2.396	5.272	8.474	13.420	21.850	31.410	40.500	518.4	60.200
Nombre de liaisons spécialisées sous réseaux (1)	140.205	169.763	189.650	232.243	262.492	280.565	340.917	378.519	r 423.348	497.700

(1) Ces données incluent les liaisons TRANSPAC, CADUCEE, COLIBRI,... elles excluent les liaisons cellulaires gouvernementales et spécialisées, gérées par FRANCE TELECOM et les liaisons internationales.

TABLEAU L.06-15

Télépel : parc de minitel, trafic et codes d'accès

Situation au 31 décembre

Source : Ministère des Postes et Télécommunications et de l'Espace (Direction générale des Télécommunications)

	1985	1986	1987	1988
Parc de minitel (en milliers)	1.368	2.237	3.373	4.918
dont minitel avec supplément d'abonnement	158	203	268	360
minitel 10	78	139	210	294
Trafic (en millions d'heures de connexion par an)				19.000
Annuaire électronique	–	–	28	37
Numéro vert Télétel	2.282	2.922	3.827	5.100
Télétel 1	1.903	5.716	r 13.917	18.400
Télétel 2 dont minitel « Guide des services »	7.431	21.617	24.435	32.000
Télétel 3	–	–	186	250
Télétel 3F	–	–	7	9
Télétel 4	–	–	r 17	23
Divers (3600; 3624; 3625)				
Codes d'accès et numéros directs	–	–	57	76
Numéro vert télétel	316	729	684	912
Télétel 1	1.997	1.992	2.630	3.507
Télétel 2	392	1.436	3.103	4.137
Télétel 3	–	–	433	577
Télétel 3F	–	–	149	199
Télétel 4	–	–	16	21
Divers				

SOURCES DE DOCUMENTATION

M

Commerce et services marchands

- Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace, direction financière, bureau B 2, Paris, 18e ; (1) 45 64 19 36. — *Rapport d'activité. Exercice 19..* (annuel).
- Paris, 18e ; (1) 44 64 94 05. — *Statistiques annuelles du service des Télécommunications. Télécommunications 19..* (annuel). — *Rapport*

Divers (...)

Rapport sur la gestion financière et la marche des services pendant l'année 19.. — JO RF, édition des documents administratifs.

— *La lettre du Télétel*.

Chapitre M.01

Commerce intérieur

1. Définitions

2. Appareil commercial

3. Population active

4. Activité commerciale

5. Résultats des enquêtes commerce

1. Définitions

Le commerce est l'activité de revente en l'état, sans transformation, de produits achetés à des tiers. Cette activité peut comporter accessoirement des activités de production (ex. : torréfaction) ou de prestation de services (ex. : réparation).

On distingue les entreprises :

— de *commerce de gros* (alimentaire : NAP classe 57; non alimentaire : NAP classe 58; et interindustriel : NAP classe 59) qui revendent en l'état, à titre principal ou exclusif, à des utilisateurs professionnels, à d'autres commerçants, à des collectivités, des marchandises achetées en nom propre;

— de *commerce de détail* (NAP classes 61 à 64) qui revendent, à titre principal ou exclusif, aux consommateurs;

— d'*intermédiaire du commerce* (NAP classe 60), personne physique ou morale, dont l'activité consiste, à titre exclusif ou principal, à mettre en rapport acheteurs et vendeurs, ou à agir pour le compte d'un tiers dans des opérations de commerce. Les courtiers et commissionnaires, les agents commerciaux, les représentants non salariés, les centrales et groupements d'achats, les chaînes volontaires, ... sont des intermédiaires du commerce.

2. Appareil commercial

21. Données d'ensemble sur les établissements
(tableaux 1 et 2)

Les statistiques présentées dans cette rubrique font référence à l'activité principale des établissements, qui peut différer de celle des entreprises dont ils relèvent. C'est ainsi que sera classé en établissement du commerce de détail de la chaussure un magasin de vente qui appartient à une entreprise de production de chaussures; par contre un établissement consacré exclusivement au service après-vente et relevant d'une entreprise de commerce de détail sera exclu de cette statistique.

Le tableau 1 relatif au nombre d'établissements du commerce (situation au 1er janvier de l'année) est élaboré à partir de l'exploitation par l'INSEE du fichier issu du système informatique pour le répertoire des entreprises et des établissements (SIRENE). Il convient de rappeler que tout répertoire a tendance à surestimer le nombre d'entreprises ou d'établissements en raison des difficultés d'enregistrement des disparitions. Cette surestimation affecte surtout les établissements sans salarié, qui pour cette raison sont isolés dans les tableaux.

Le tableau 2 indique, pour les regroupements commerciaux (niveaux 100 de la NAP), la répartition du nombre d'établissements commerciaux selon les régions à partir de l'exploitation des données du répertoire.

22. Établissements alimentaires de grande surface en libre service
(tableau 4)

Ce tableau regroupe des renseignements relatifs aux supermarchés et hypermarchés; ils résultent d'un arbitrage réalisé par l'INSEE entre les diverses sources professionnelles : principalement Institut français du libre-service et revue *Points de vente.*

Les définitions retenues sont les suivantes :

L'*hypermarché* est une grande unité de vente au détail présentant un très large assortiment en alimentation comme en marchandises générales, avec une prédominance de l'alimentation, et une surface de vente de 2.500 m^2 minimum.

Le *supermarché* est un magasin constituant à lui seul un établissement à prédominance alimentaire, avec une surface de vente comprise entre 400 et 2.500 m^2.

23. Règlements judiciaires, liquidations de biens, jugements d'ouverture de redressement judiciaire
(tableau 5)

Il donne le nombre total de jugements de règlements judiciaires, de liquidations de biens ou d'ouverture de redressement judiciaire (1) selon une ventilation assez détaillée pour le commerce. Il s'agit ici de l'exploitation du Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (BODACC).

3. Population active
(tableau 6)

Réalisé à partir de statistiques publiées chaque année par l'UNEDIC, il présente les effectifs salariés correspondant aux divers secteurs d'établissements du commerce selon la NAP. On y a introduit certains producteurs (boulangerie-pâtisserie) dont l'activité est ressentie comme proche de celle des commerçants.

Le lecteur tiendra compte du fait qu'il s'agit des effectifs au 31 décembre (données ponctuelles), et non d'une moyenne sur l'année. L'utilisation de ces chiffres nécessite donc quelques précautions, en particulier pour les secteurs à activité saisonnière.

4. Activité commerciale

41. Chiffres d'affaires du commerce
(tableau 7)

Ce tableau récapitule les chiffres d'affaires hors taxes du commerce de gros et du commerce de détail. Il s'agit des évaluations présentées, chaque année, par l'INSEE, à la Commission des comptes commerciaux de la nation (CCCN), après examen de toutes les informations disponibles sur le sujet, notamment fiscales : ces données sont conformes à la nouvelle base de comptabilité nationale (année de base 1980).

42. Ventes du commerce de détail
(tableaux 8 à 11)

Le tableau 8 récapitule l'évolution des chiffres d'affaires du commerce de détail sur longue période en distinguant selon qu'il s'agit du commerce alimentaire ou du commerce non alimentaire.

Le tableau 9 indique la répartition des achats des ménages entre le commerce de détail et les opérateurs non détaillants.

Les ventes aux ménages du commerce de détail alimentaire (tableau 10) et du commerce non alimentaire (tableau 11) sont ventilées par groupes de produits pour les principales formes de commerce classées par secteur d'activité (définition au chap. G.03. L'appareil productif). Une telle information est disponible à partir de l'année 1970. Il s'agit des tableaux de « passage produit-secteur » présentés annuellement à la Commission des comptes commerciaux de la nation (cf. sources de documentation).

5. Résultats des enquêtes commerce
(tableaux 3, 12 et 13)

L'enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (EAEC), réalisée depuis 1971 par l'INSEE, est une enquête par sondage, portant sur les entreprises dont l'activité principale est le commerce (cf. définition de ce terme). Ses objectifs sont d'étudier les structures des différents secteurs d'activité du commerce et leur modification au cours du temps. Cette optique sectorielle, visant les études des entreprises, diffère de l'approche des statistiques d'établissement. Les résultats présentés aux tableaux 12 et 13 pour l'exercice 1987 concernent l'ensemble du commerce de gros, les intermédiaires du commerce et le commerce de détail. Environ 40.000 entreprises ont été interrogées, par sondage, parmi celles employant moins de 20 salariés et de façon exhaustive pour les entreprises dont l'effectif est égal ou supérieur à 20 salariés. Compte tenu de ces remarques, les résultats figurant dans ces tableaux peuvent différer de ceux présentés dans d'autres parties de ce chapitre ou mentionnés en sources de documentation.

Un des intérêts principaux de cette source statistique est sa cohérence interne et le fait qu'elle permette aux utilisateurs de calculer de nombreux ratios de gestion.

Par contre, des reclassements d'entreprises étant effectués chaque année, il n'est pas pertinent de comparer les résultats de deux années consécutives pour des niveaux fins. Des tableaux complémentaires sont disponibles (cf. sources de documentation) permettant de répartir, pour les informations données dans les tableaux 12 et 13, les entreprises suivant le nombre de salariés ou de personnes occupées; de même sont publiés les comptes de résultat par sous-secteurs pour les entreprises de 20 salariés et plus.

Cette enquête est complétée tous les trois ans, en moyenne, par une enquête sur les établissements (points de vente, entrepôts, bureaux...) destinée à établir des statistiques selon leurs caractéristiques propres et leur localisation géographique. La dernière publiée, qui porte sur l'exercice 1982, couvre le commerce de détail, le commerce et la réparation de l'automobile et la boulangerie-pâtisserie artisanale. Effectuée pour la première fois sur un échantillon aussi vaste (82.000 unités interrogées), elle fournit des renseignements notamment sur la surface de vente des magasins et la répartition par région de l'activité commerciale (cf. tableau 3). L'enquête sur les établissements réalisée en 1986 est moins complète, et ne permet pas d'élaborer des résultats régionaux à un niveau fin.

---

1. Ouverture de redressement judiciaire pour les affaires jugées selon la nouvelle législation (applicable à compter du 1er janvier 1986), règlement judiciaire ou liquidation de biens pour les affaires jugées selon l'ancienne législation.

TABLEAU M.01-1

Nombre d'établissements du commerce

Situation au 1er janvier 1989

Source : INSEE. Exploitation du fichier SIRENE

Unité : Établissement

Numéro de nomenclature NAP	Activité de l'établissement	Nombre d'établissements		
		Total	Sans salarié	Avec salariés
57	COMMERCE DE GROS ALIMENTAIRE	46.136	16.036	30.100
5701	Commerce de gros de matières premières agricoles	10.283	3.082	7.201
5702	Commerce de gros des bestiaux	5.381	3.102	2.279
5703	Commerce de gros de fruits et légumes	7.142	2.101	5.041
5704	Commerce de gros de viandes sans abattage	2.559	655	1.904
5705	Commerce de gros de produits laitiers	2.684	1.119	1.565
5706	Commerce de gros de volailles et de gibiers	748	267	481
5707	Commerce de gros de poissons	1.921	516	1.405
5708	Commerce de gros de vins, spiritueux, liqueurs	6.954	2.724	4.230
5709	Commerce de gros d'autres boissons	1.710	485	1.225
5710	Commerce de gros d'épicerie	2.151	575	1.576
5711	Commerce de gros spécialisés de produits alimentaires divers	4.603	1.410	3.193
58	COMMERCE DE GROS NON ALIMENTAIRE	47.610	13.959	33.651
5801	Commerce de gros d'accessoires automobiles et de matériel de garage	2.509	443	2.066
5802	Commerce de gros de pneumatiques, cycles et motocycles	1.217	223	994
5803	Commerce de gros de quincaillerie et d'appareils ménagers	2.054	376	1.678
5804	Commerce de gros de matériel électrique et électronique	8.962	2.180	6.782
5805	Commerce de gros des textiles	2.749	810	1.939
5806	Commerce de gros de l'habillement, des chaussures et de la maroquinerie	8.521	2.533	5.988
5807	Commerce de gros de produits pharmaceutiques	656	136	520
5808	Commerce de gros de parfumerie, produits de beauté	1.089	421	668
5809	Commerce de gros de droguerie, de produits d'entretien	3.280	758	2.522
5810	Commerce de gros de céramique et verrerie	510	145	365
5811	Commerce de gros de jouets, papeterie et articles de fumeurs	1.970	506	1.464
5812	Commerce de gros divers	14.093	5.428	8.665
59	COMMERCE DE GROS INTER-INDUSTRIEL	54.713	13.226	41.487
5901	Commerce des textiles bruts	325	112	213
5902	Commerce de gros de cuirs et peaux	651	209	442
5903	Commerce de gros de charbon, minerais et minéraux	741	179	562
5904	Commerce de gros de produits pétroliers	2.395	518	1.877
5905	Commerce de métaux	1.738	254	1.484
5906	Commerce de produits chimiques industriels	1.664	417	1.247
5907	Commerce du bois	2.590	806	1.784
5908	Commerce de matériaux de construction, de verre à vitres et d'appareils sanitaires	11.526	2.691	8.835
5909	Commerce de matériel agricole	5.360	1.265	4.095
5910	Commerce d'équipements et de fournitures pour l'industrie	9.848	2.240	7.608
5911	Commerce de matériel et mobilier de bureaux	7.704	1.773	5.931
5912	Commerce de matériel pour le bâtiment et les travaux publics	2.522	701	1.821
5913	Commerce de fournitures diverses pour les utilisateurs professionnels du commerce et des services	6.609	1.815	4.794
5914	Commerce de papiers et cartons en l'état	1.040	246	794
60	INTERMÉDIAIRES DU COMMERCE	38.670	26.743	11.927
6001	Intermédiaires du commerce en matières premières agricoles, animaux vivants, matières premières textiles et demi-produits	1.621	1.066	555
6002	Intermédiaires du commerce en combustibles, métaux, minéraux et produits chimiques pour l'industrie	748	367	381
6003	Intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction	974	626	348
6004	Intermédiaires du commerce en machines, matériel et véhicules	1.809	1.001	808
6005	Intermédiaires du commerce en meubles, articles de ménage et quincaillerie	786	465	321
6006	Intermédiaires du commerce en textiles, habillement, chaussures et cuir	1.557	799	758
6007	Intermédiaires du commerce spécialisés en produits alimentaires	3.121	1.856	1.265
6008	Centrales d'achats en produits alimentaires	415	149	266
6009	Intermédiaires du commerce spécialisés en produits non désignés ailleurs	16.144	12.842	3.302
6010	Intermédiaires du commerce en produits divers (sans prédominance)	10.917	7.369	3.548
6011	Centrales d'achats en produits non alimentaires	578	203	375

TABLEAU M.01-1 (*suite et fin*)

Nombre d'établissements du commerce

Situation au 1er janvier 1989

Source : INSEE. Exploitation du fichier SIRENE

Unité : Établissement

Numéro de nomenclature NAP	Activité de l'établissement	Nombre d'établissements		
		Total	Sans salarié	Avec salariés
61	COMMERCE DE DÉTAIL D'ALIMENTATION GÉNÉRALE DE GRANDE SURFACE	7.447	387	7.060
6101	Exploitation de supermarchés	5.656	254	5.402
6102	Exploitation de magasins populaires	781	62	719
6103	Exploitation d'hypermarchés	1.010	71	939
62	COMMERCE DE DÉTAIL ALIMENTAIRE DE PROXIMITÉ OU SPÉCIALISÉ	175.721	100.656	75.065
6211	Alimentation générale indépendante	44.936	30.415	14.521
6212	Exploitation de supérettes indépendantes	3.139	482	2.657
6221	Alimentation générale dépendant d'une entreprise à magasins multiples	10.623	2.864	7.759
6222	Exploitation de supérettes dépendant d'une entreprise à magasins multiples	1.500	193	1.307
6230	Coopératives alimentaires d'entreprise ou d'administration	260	129	131
6241	Commerce de détail de fruits et légumes	19.195	13.985	5.210
6242	Commerce de détail de produits laitiers	5.217	3.273	1.944
6243	Commerce de détail des viandes	52.509	23.456	29.053
6244	Commerce de détail de poissons et coquillages	8.656	5.291	3.365
6245	Commerce de détail de vins et boissons	5.871	3.689	2.182
6246	Commerce de détail de confiserie et commerces de détail alimentaires divers	23.815	16.879	6.936
63	COMMERCE DE DÉTAIL NON ALIMENTAIRE NON SPÉCIALISÉ	3.987	1.817	2.170
6301	Grands magasins	256	32	224
6302	Autres grandes surfaces non spécialisées non alimentaires	296	29	267
6303	Grandes surfaces semi-spécialisées non alimentaires	228	25	203
6304	Entreprises de vente par correspondance à assortiment général	939	348	591
6305	Autres commerces non alimentaires non spécialisés	2.268	1.383	885
64	COMMERCE DE DÉTAIL NON ALIMENTAIRE SPÉCIALISÉ	379.558	194.532	185.026
6411	Commerce de détail de l'habillement	101.361	56.239	45.122
6412	Commerce de détail de la chaussure	16.535	7.005	9.530
6413	Commerce de détail de la maroquinerie et des articles de voyage	5.425	2.933	2.492
6414	Commerce de détail des textiles pour la maison	8.610	4.954	3.656
6421	Commerce de détail du meuble	13.091	4.106	8.985
6422	Commerce de détail de quincaillerie et d'appareils ménagers	10.346	4.540	5.806
6423	Commerce de détail de la droguerie, couleurs, vernis	9.414	5.111	4.303
6424	Commerce de détail de matériel électrique, radioélectrique et électro-ménager	19.542	8.262	11.280
6425	Autres commerces de détail de l'équipement du foyer	25.931	17.597	8.334
6430	Pharmacies	22.985	1.350	21.635
6440	Commerce de détail d'articles médicaux et de produits de beauté	8.393	3.130	5.263
6441	Commerce de détail et réparation de motocycles, cycles et véhicules divers	8.583	4.704	3.879
6442	Commerce de détail des charbons et combustibles	4.666	1.749	2.917
6443	Commerce de détail de livres, papeterie et fournitures de bureau	30.238	17.739	12.499
6444	Commerce de détail d'optique (médicale et non médicale) et de photographie	7.947	2.154	5.793
6445	Commerce de détail de l'horlogerie et bijouterie	11.278	5.215	6.063
6446	Commerce de détail de fleurs, graines et petits animaux d'agrément	20.972	12.252	8.720
6447	Commerce de détail d'articles de sport et de campement	11.195	5.278	5.917
6448	Commerce de détail du tabac	5.099	3.499	1.600
6449	Commerce de détail divers	37.947	26.715	11.232

TABLEAU M.01-2

Nombre d'établissements du commerce. Données régionales (France métropolitaine et départements d'outre-mer)

Situation au 1er janvier 1989

Source : INSEE. Exploitation du fichier SIRENE

Région \ Secteur NAP 100	NAP 57 Commerce de gros alimentaire	NAP 58 Commerce de gros non alimentaire	NAP 59 Commerce de gros inter-industriel	NAP 60 Services des intermédiaires du commerce	NAP 61 Commerce de détail d'alimentation générale de grande surface	NAP 62 Commerce de détail alimentaire de proximité ou spécialisé	NAP 63 Commerce de détail non alimentaire non spécialisé	NAP 64 Commerce de détail non alimentaire spécialisé	**ENSEMBLE DU COMMERCE**
Alsace	1.092	1.393	1.914	777	270	2.849	61	8.159	16.515
Aquitaine	3.262	1.898	2.813	2.341	483	8.644	154	19.182	38.777
Auvergne	1.406	591	1.102	533	186	3.971	63	8.809	16.661
Basse-Normandie	1.242	491	911	641	211	4.207	91	8.404	16.198
Bourgogne	1.707	755	1.346	717	275	4.156	139	9.390	18.485
Bretagne	2.909	1.161	1.945	1.001	462	6.789	124	16.613	31.004
Centre	2.043	1.019	1.983	1.436	339	5.802	141	12.816	25.579
Champagne - Ardenne	1.202	587	1.154	675	185	3.266	63	7.290	14.422
Corse	218	158	250	106	50	1.316	20	2.383	4.501
Franche-Comté	746	416	872	355	174	2.464	43	6.379	11.449
Guadeloupe	353	320	239	311	14	3.359	25	3.486	8.107
Guyane	46	38	85	97	4	542	13	636	1.461
Haute-Normandie	1.021	700	1.211	831	208	4.722	117	9.540	18.350
Île-de-France	5.603	19.846	13.113	11.574	929	32.020	770	79.059	162.914
languedoc-Roussillon	2.353	1.572	2.171	1.781	258	9.608	315	16.798	34.856
Limousin	909	369	661	245	128	1.908	52	4.283	8.555
Lorraine	1.168	1.004	1.844	943	340	4.577	182	12.439	22.497
Martinique	211	227	172	301	13	2.415	176	2.741	6.256
Midi-Pyrénées	2.546	1.517	2.579	1.191	345	7.857	146	17.084	33.265
Nord-Pas-de-Calais	2.313	2.068	2.783	1.523	516	10.998	154	21.381	41.736
Pays de la Loire	2.643	1.139	2.299	1.469	369	6.899	148	16.149	31.115
Picardie	1.234	689	1.304	613	244	4.430	92	9.024	17.630
Poitou-Charentes	1.913	673	1.306	952	249	4.571	89	9.499	19.252
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3.659	3.889	4.377	4.141	537	17.761	529	37.808	72.701
Réunion	212	488	158	672	32	3.092	11	2.644	7.309
Rhône-Alpes	4.125	4.602	6.121	3.444	626	16.498	269	37.562	73.247
Ensemble	**46.136**	**47.610**	**54.713**	**38.670**	**7.447**	**174.721**	**3.987**	**379.558**	**752.842**

TABLEAU M.01-3

Magasins de vente au détail (pharmacies exclues) : répartition régionale

Année 1986

Source : INSEE (Enquête triennale d'établissements)

Unités : N : nombre
S : surface de vente, en millier de m²

	Alimentation générale		Alimentation spécialisée		Non alimentaire non spécialisé		Habillement Textile Cuir		Équipement du foyer		Hygiène Culture Loisir		Spécialisés Divers		Commerce de (1) détail	
	N	S	N	S	N	S	N	S	N	S	N	S	N	S	N	S
Alsace	1.101	403	1.810	71	77	54	2.020	258	1.310	266	737	56	1.456	62	**8.511**	**1.169**
Aquitaine	2.584	625	3.944	206	189	132	4.427	357	2.872	779	2.626	227	2.372	108	**19.014**	**2.435**
Auvergne	1.794	298	1.989	74	57	26	2.359	144	1.101	275	940	48	1.299	61	**9.539**	**927**
Basse-Normandie	1.264	297	2.039	64	141	36	2.324	139	1.386	298	939	61	1.247	66	**9.340**	**960**
Bourgogne	1.429	396	2.266	70	77	50	2.470	184	2.085	594	1.202	75	1.352	71	**10.881**	**1.441**
Bretagne	2.354	705	3.540	134	153	71	4.907	437	2.506	654	1.983	162	2.187	124	**17.630**	**2.287**
Centre	1.735	529	2.988	95	67	63	3.340	269	2.544	470	1.688	135	2.076	122	**14.438**	**1.683**
Champagne - Ardenne	1.467	338	1.230	65	107	55	2.059	187	1.290	261	892	84	1.035	56	**8.080**	**1.045**
Corse (2)	403	65	476	11	—	—	401	23	211	68	240	17	240	10	**1.971**	**195**
Franche-Comté	1.091	235	1.070	56	8	12	2.009	161	925	196	877	59	927	41	**6.907**	**760**
Haute-Normandie	1.517	389	2.609	95	78	50	2.750	210	1.823	373	938	66	1.359	84	**11.074**	**1.266**
Île-de-France	8.279	1.965	14.102	600	453	485	21.449	1.579	11.768	1.985	9.549	726	10.244	512	**75.844**	**7.852**
Languedoc-Roussillon	3.426	544	3.729	148	197	106	4.437	264	2.097	526	1.609	131	2.201	135	**17.696**	**1.854**
Limousin	986	198	782	18	15	25	1.159	73	544	247	531	49	710	61	**4.727**	**670**
Lorraine	1.939	586	1.827	83	36	77	3.405	299	2.054	616	1.604	116	2.114	97	**12.979**	**1.874**
Midi - Pyrénées	2.457	520	3.355	100	131	268	4.228	247	2.246	596	2.254	205	2.359	157	**17.030**	**2.093**
Nord - Pas-de-Calais	3.331	859	5.426	199	51	46	5.935	444	3.541	1.032	2.616	238	3.173	190	**24.073**	**3.007**
Pays de la Loire	2.502	696	3.696	115	31	59	4.431	363	2.261	514	2.006	136	2.396	225	**17.323**	**2.108**
Picardie	1.685	450	2.078	63	237	89	2.165	144	1.471	388	793	173	1.411	121	**9.840**	**1.429**
Poitou-Charentes	1.454	384	2.114	64	82	63	2.502	182	1.785	362	1.126	82	1.335	54	**10.398**	**1.189**
Provence - Alpes - Côte d'Azur	4.145	953	7.436	265	346	126	10.171	542	5.135	1.350	4.434	290	4.887	192	**36.554**	**3.719**
Rhône - Alpes	5.408	1.090	6.880	286	164	128	10.030	798	5.655	1.272	4.517	315	4.592	249	**37.246**	**4.138**
France métropolitaine	**52.351**	**12.527**	**75.386**	**2.881**	**2.697**	**2.020**	**98.978**	**7.304**	**56.610**	**13.120**	**44.101**	**3.450**	**50.972**	**2.797**	**381.095**	**44.099**

(1) Hors vente par correspondance, hors pharmacies. — (2) Du fait de biais d'échantillonnage, certaines colonnes peuvent ne pas être significatives.

TABLEAU M.01-4

Hypermarchés et supermarchés

Situation au 1er janvier

Source : INSEE-IFLS et points de vente

Forme de commerce	1983	1984	1985	(1) ■ 1986	1987	1988	1989
HYPERMARCHÉS							
Nombre d'hypermarchés appartenant à des :							
Entreprises gérant des grandes surfaces	195	204	212	*r* 244	*r* 268	*r* 277	292
Indépendants	92	105	121	*r* 127	*r* 157	*r* 176	216
Succursalistes (2)	184	190	194	*r* 203	*r* 203	*r* 209	213
Magasins populaires	22	22	22	24	23	26	26
Ensemble	**493**	**521**	**549**	***r* 598**	***r* 651**	***r* 688**	**747**
Surface de vente (millier de m²)	2.692	2.851	2.967	*r* 3.339	*r* 3.610	*r* 3.776	4.041
SUPERMARCHÉS							
Nombre de supermarchés :							
Indépendants et succursalistes (2)	4.188	4.581	4.954	*r* 5.466	*r* 5.720	*r* 5.912	6.128
Nombre de magasins populaires	468	480	486	479	458	467	440
Ensemble	**4.656**	**5.061**	**5.440**	***r* 5.945**	***r* 6.178**	***r* 6.379**	**6.568**
Surface de vente (millier de m²)	3.734	4.156	4.498	*r* 5.275	*r* 5.626	*r* 5.890	6.155

(1) À partir de 1986, changement dans les méthodes d'évaluation. — (2) Y compris les établissements précédemment classés en coopératives de consommateurs.

TABLEAU M.01-5

Défaillances d'entreprises du secteur commerce

Nombre d'entreprises ayant fait l'objet :
— d'un règlement judiciaire ou d'une liquidation de biens (1);
— d'un jugement d'ouverture de redressement judiciaire (2).

Source : INSEE (exploitation du *BODACC*)

Numéro de la NAP	Activité économique	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	■ 1986	1987	1988
57	Commerce de gros alimentaire	282	362	357	330	410	448	439	492	545	693
58, 59, 60	Commerces de gros non alimentaire, interindustriel et intermédiaires du commerce	841	940	1.310	1.217	1.388	1.545	1.726	1.743	1.973	2.294
61, 62	Commerce de détail alimentaire	899	899	1.104	1.229	1.177	1.346	1.413	1.397	1.654	1.997
63, 64	Commerce de détail non alimentaire	2.795	2.946	3.532	3.179	3.500	3.807	3.559	3.419	3.535	4.164
	dont :										
6411 à 6414	*Textiles et cuirs*	●	*959*	*1.084*	*952*	*982*	*1.155*	*1.240*	*1.181*	*1.303*	*1.677*
6421 à 6425	*Équipement du foyer*	●	*965*	*1.136*	*1.147*	*1.327*	*1.343*	*1.148*	*1.070*	*1.027*	*1.029*
6430 à 6449	*Hygiène, culture, loisirs, sport*	●	*1.016*	*1.304*	*1.076*	*1.189*	*1.309*	*1.158*	*1.159*	*1.180*	*1.423*
	Commerce (ensemble)	**4.817**	**5.147**	**6.303**	**5.955**	**6.475**	**7.146**	**7.137**	**7.051**	**7.707**	**9.148**

(1) Législation de 1967. Non compris les jugements de transformation. — (2) Nouvelle législation applicable au 1-1-1986 (voir note 2 du tableau G.02-8)

TABLEAU M.01-6

Nombre de salariés des établissements du commerce

Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC — *Unité :* Salarié

Numéro de la NAP*	Activité économique*	1982	1983	1984	1985	*r* 1986	*p* 1987
38	**BOULANGERIE. — PATISSERIE** (sauf boulangerie industrielle)	128.281	132.019	131.923	132.702	135.330	136.452
3840	Boulangerie. — Pâtisserie	101.508	104.398	104.660	105.816	108.657	109.881
3850	Pâtisserie	26.767	27.619	27.263	26.886	26.673	26.571
57	**COMMERCE DE GROS ALIMENTAIRE**	255.318	255.483	245.624	237.887	235.901	237.306
5701	Commerce de gros de matières premières agricoles	22.925	23.437	23.011	22.289	22.405	22.568
5702	Commerce de gros de bestiaux	6.223	6.026	5.908	5.741	5.748	5.759
5703	Commerce de gros de fruits et légumes	36.646	36.930	36.434	36.418	36.264	36.685
5704	Commerce de gros de viandes sans abattage	22.609	22.052	22.090	20.644	20.557	21.171
5705	Commerce de gros de produits laitiers	19.782	20.040	19.067	18.276	17.453	17.172
5706	Commerce de gros de volailles et gibiers	7.736	7.412	6.975	6.259	5.997	6.174
5707	Commerce de gros de poissons	11.198	10.645	9.873	9.405	9.196	9.474
5708	Commerce de gros de vins, spiritueux, liqueurs	55.209	53.699	49.137	46.761	45.206	43.978
5709	Commerce de gros d'autres boissons	13.651	13.562	12.610	12.254	11.949	11.829
5710	Commerce de gros d'épicerie	37.491	38.604	36.353	35.625	36.383	36.053
5711	Commerce de gros spécialisé de produits alimentaires divers	21.786	23.071	24.166	24.215	24.741	26.443
58	**COMMERCE DE GROS NON ALIMENTAIRE**	264.995	269.538	261.876	262.415	268.342	274.493
5801	Commerce de gros d'accessoires automobiles et de matériel de garage	25.631	25.481	24.508	23.475	23.351	23.526
5802	Commerce de gros de pneumatiques, cycles et motocycles	8.742	8.524	8.542	8.470	8.457	8.717
5803	Commerce de gros de quincaillerie et d'appareils ménagers	25.312	25.719	24.420	22.696	22.467	22.739
5804	Commerce de gros de matériel électrique et électronique	61.188	63.178	62.776	64.338	67.529	70.557
5805	Commerce de gros des textiles	13.182	13.327	12.780	12.528	12.550	12.669
5806	Commerce de gros de l'habillement, des chaussures et de la maroquinerie	27.811	28.007	27.147	28.574	29.557	30.026
5807	Commerce de gros de produits pharmaceutiques	17.336	17.372	18.734	19.114	19.700	19.843
5808	Commerce de gros de parfumerie, produits de beauté	6.288	6.715	5.446	5.763	6.230	5.943
5809	Commerce de gros de droguerie, de produits d'entretien	22.165	22.923	20.669	20.115	20.474	21.153
5810	Commerce de gros de céramique et verrerie	5.685	5.702	5.362	5.177	5.079	4.839
5811	Commerce de gros de jouets, papeterie et articles de fumeurs	14.706	14.472	13.971	14.096	14.204	14.228
5812	Commerces de gros divers	36.920	38.116	37.491	38.068	38.740	40.290
59	**COMMERCE DE GROS INTERINDUSTRIEL**	371.933	369.146	354.737	358.633	361.769	369.283
5901	Commerce des textiles bruts	2.773	2.742	2.578	2.556	2.542	2.446
5902	Commerce de gros de cuirs et peaux	3.671	3.464	3.348	3.208	2.899	2.769
5903	Commerce de gros de charbon, minerais et minéraux	19.346	19.440	18.207	17.676	15.796	15.087
5904	Commerce de gros de produits pétroliers	28.715	28.181	26.085	25.745	26.501	26.380
5905	Commerce de métaux	29.035	28.234	26.864	26.893	26.005	24.501
5906	Commerce de produits chimiques industriels	17.184	17.143	16.695	17.166	17.884	17.991
5907	Commerce du bois	18.327	17.658	16.702	16.108	15.496	16.166
5908	Commerce de matériaux de construction, de verre à vitres et d'appareils sanitaires	69.355	67.598	65.129	66.111	67.638	69.936
5909	Commerce de matériel agricole	35.534	35.585	34.964	34.431	32.671	31.819
5910	Commerce d'équipement et de fournitures pour l'industrie	62.318	61.003	58.363	59.788	61.337	63.349
5911	Commerce de matériel et mobilier de bureaux	31.489	33.359	34.088	37.548	39.509	43.322
5912	Commerce de matériel pour le bâtiment et les travaux publics	17.958	17.456	15.440	15.280	15.888	16.640
5913	Commerce de fournitures diverses pour les utilisateurs professionnels du commerce et des services	28.027	28.982	28.653	28.437	29.748	30.970
5914	Commerce de papiers et cartons en l'état	7.941	8.110	7.440	7.505	7.674	7.737
60	**INTERMÉDIAIRES DU COMMERCE**	65.832	66.297	65.509	65.738	66.065	67.928
6001	Intermédiaires du commerce en matières premières agricoles, animaux vivants, matières premières textiles et demi-produits	1.904	1.961	1.998	1.992	1.936	2.024
6002	Intermédiaires du commerce en combustibles, métaux, minéraux et produits chimiques pour l'industrie	2.981	3.047	2.980	2.911	2.877	2.687
6003	Intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction	1.399	1.493	1.418	1.338	1.238	1.300
6004	Intermédiaires du commerce en machines, matériel et véhicules	4.698	4.558	4.516	4.443	4.268	4.159
6005	Intermédiaires du commerce en meubles, articles de ménages et quincaillerie	1.870	1.474	1.363	1.315	1.284	1.333
6006	Intermédiaires du commerce en textiles, habillement, chaussures et articles en cuir	2.365	2.485	2.444	2.481	2.572	2.566
6007	Intermédiaires du commerce spécialisés en produits alimentaires	9.591	9.200	8.692	8.479	8.484	8.570
6008	Centrales d'achats en produits alimentaires	5.514	7.129	7.617	8.112	8.777	9.049
6009	Intermédiaires du commerce spécialisés en produits non désignés ailleurs	15.946	16.341	15.903	15.728	15.878	16.215
6010	Intermédiaires du commerce en produits divers (sans prédominance)	16.335	15.130	15.029	15.279	15.247	16.101
6011	Centrales d'achats en produits non alimentaires	3.169	3.447	3.540	3.655	3.500	3.921
61, 62	**COMMERCE DE DÉTAIL ALIMENTAIRE** (1)	503.928	524.352	518.588	518.558	525.733	531.046
6101 à 6222	Commerce de détail d'alimentation générale	365.003	383.419	380.045	382.517	390.780	398.673
6230	Coopératives alimentaires d'entreprise ou d'administration	3.340	3.064	2.844	2.570	2.445	2.265
6241	Commerce de détail de fruits et légumes	11.444	11.882	11.607	11.578	11.561	11.478
6242	Commerce de détail de produits laitiers	6.540	6.398	6.242	6.059	6.000	5.587
6243	Commerce de détail des viandes	93.347	94.092	91.654	88.836	86.510	83.986

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU M.01-6 *(suite et fin)*

Nombre de salariés des établissements du commerce

Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC — *Unité :* Salarié

Numéro de la NAP*	Activité économique*	1982	1983	1984	1985	*r* 1986	*p* 1987
6244	Commerce de détail de poissons et coquillages	8.290	8.467	8.448	8.517	8.848	8.729
6245	Commerce de détail de vins et boissons	5.159	5.356	5.311	5.460	5.336	5.233
6246	Commerce de détail de confiserie et commerces de détail alimentaires divers	10.626	11.666	12.425	12.998	14.239	15.080
63	**COMMERCE DE DÉTAIL NON ALIMENTAIRE NON SPÉCIALISÉ**	87.549	84.721	78.862	77.500	74.936	74.260
6301	Grands magasins	50.524	48.369	44.317	43.495	39.851	38.018
6302	Autres grandes surfaces non spécialisées non alimentaires	10.576	9.878	8.291	7.389	6.454	6.114
6303	Grandes surfaces semi-spécialisées non alimentaires	6.947	6.942	6.319	6.361	6.040	6.068
6304	Entreprises de vente par correspondance à assortiment général	15.265	15.305	15.741	16.163	17.739	18.220
6305	Autres commerces non alimentaires non spécialisés	4.184	4.227	4.194	4.092	4.852	5.840
64	**COMMERCE DE DÉTAIL NON ALIMENTAIRE SPÉCIALISÉ**	642.280	646.621	626.709	623.998	634.572	652.021
6411	Commerce de détail de l'habillement	134.385	135.440	129.951	131.402	133.124	134.383
6412	Commerce de détail de la chaussure	35.161	35.618	34.547	34.165	34.847	34.963
6413	Commerce de détail de la maroquinerie et des articles de voyage	5.794	6.168	5.895	6.060	6.220	6.215
6414	Commerce de détail des textiles pour la maison	11.947	11.107	10.648	11.261	11.788	11.865
6421	Commerce de détail du meuble	51.649	50.880	46.948	44.884	45.547	47.739
6422	Commerce de détail de quincaillerie et d'appareils ménagers	37.761	38.242	36.735	36.675	37.176	38.323
6423	Commerce de détail de la droguerie, couleurs, vernis	18.540	18.455	17.815	16.881	16.079	15.651
6424	Commerce de détail de matériel électrique, radioélectrique et électro-ménager	52.740	52.051	49.142	47.767	47.850	51.277
6425	Autres commerces de détail de l'équipement du foyer	20.301	20.131	19.726	19.120	19.910	20.786
6430	Pharmacies	82.185	84.559	85.535	87.873	90.813	93.077
6440	Commerce de détail d'articles médicaux et de produits de beauté	17.555	18.682	18.977	18.903	19.713	20.713
6441	Commerce de détail et réparation de motocycles, cycles et véhicules divers	12.544	11.794	10.855	10.062	9.880	10.039
6442	Commerce de détail des charbons et combustibles	16.022	16.071	15.205	15.100	14.612	14.405
6443	Commerce de détail de livres, papeterie et fournitures de bureau	45.934	45.969	45.645	44.891	44.702	45.763
6444	Commerce de détail d'optique (médicale et non médicale) et de photographie	15.734	15.928	16.322	16.251	16.860	17.274
6445	Commerce de détail de l'horlogerie-bijouterie	18.224	18.404	18.076	17.729	17.858	17.762
6446	Commerce de détail de fleurs, graines et petits animaux d'agrément	16.242	16.609	16.630	16.988	17.796	18.535
6447	Commerce de détail d'articles de sport et de campement	15.627	16.161	15.867	15.959	17.446	18.228
6448	Commerce de détail du tabac	3.961	3.976	3.802	3.608	3.389	3.292
6449	Commerce de détail divers	29.781	30.345	28.381	28.409	28.955	31.723

*L'activité économique de certains établissements n'a pu être renseignée que dans la nomenclature regroupée à 2 chiffres. Ceci explique que la somme des effectifs des postes détaillés soit parfois inférieure aux effectifs des postes regroupés correspondants.

(1) Certaines anomalies ont conduit à regrouper les classes 61 « Commerce de détail d'alimentation générale de grande surface » et 62 « Commerce de détail alimentaire de proximité ou spécialisé » et, dans ces classes, les postes 6101 à 6222 en « Commerce de détail d'alimentation générale ».

TABLEAU M.01-7

Chiffres d'affaires du commerce (1)

(Évaluations de base 1980)

Source : INSEE, CCCN — *Unité :* Million de francs

Numéro de nomenclature	Forme de commerce	1979	1980	1981	1982	1983	1984	(2) 1985	(2) 1986	(2) 1987	(2) 1988
57	Commerce de gros alimentaire	379.645	439.741	513.730	579.603	667.995	715.045	770.156	787.119	792.705	837.046
58	Commerce de gros non alimentaire	169.936	196.522	224.198	259.430	284.857	310.496	334.170	362.415	381.764	411.278
59	Commerce de gros interindustriel	332.043	403.918	455.673	505.711	539.793	579.423	599.258	575.821	608.914	670.486
	Ensemble du commerce de gros	**881.624**	**1.040.181**	**1.193.601**	**1.344.744**	**1.492.645**	**1.604.964**	**1.703.584**	**1.725.355**	**1.783.383**	**1.918.810**
61 et 62 *p*	Commerce de détail d'alimentation générale (3)	203.066	237.237	278.669	319.918	359.947	400.296	435.080	466.675	501.244	533.299
62	Commerce de détail d'alimentation spécialisée (4)	81.072	88.711	98.688	111.209	120.621	127.263	131.098	134.790	133.856	132.781
63	Commerce de détail non alimentaire non spécialisé	30.455	33.776	38.303	44.304	45.715	46.857	49.143	52.086	54.410	56.132
64	Commerce de détail non alimentaire spécialisé	258.135	295.905	333.229	380.576	415.402	442.229	474.692	506.013	523.763	549.888
	Ensemble du commerce de détail	**572.728**	**655.629**	**748.889**	**856.007**	**941.685**	**1.016.645**	**1.090.013**	**1.159.564**	**1.213.273**	**1.272.100**

(1) Chiffres d'affaires hors taxes des sociétés et entreprises individuelles. — (2) Ces données sont susceptibles de révision. — (3) Numéros de NAP 61 et 6211 à 6230. — (4) Numéros de NAP 6241 à 6246.

TABLEAU M.01-8

Évolution du chiffre d'affaires du commerce de détail (1)

(Évaluation de base 1980)

Source : INSEE, CCCN — *Unité :* Million de francs

Année	Commerce de détail alimentaire	Commerce de détail non alimentaire	**Ensemble**	Année	Commerce de détail alimentaire	Commerce de détail non alimentaire	**Ensemble**
1978	275.961	301.339	**577.300**	1984	576.799	586.703	**1.163.502**
1979	310.989	339.926	**650.915**	1985	620.077	626.311	**1.246.388**
1980	357.329	388.679	**746.008**	1986 (2)	659.913	668.003	**1.327.916**
1981	414.222	437.891	**852.113**	1987 (2)	697.830	691.231	**1.389.061**
1982	473.099	503.467	**976.566**	1988 (2)	732.196	722.326	**1.454.522**
1983	523.579	549.177	**1.072.756**				

(1) Toutes taxes comprises. — (2) Ces données sont susceptibles de révision.

TABLEAU M.01-9

Répartition des achats des ménages entre le commerce de détail et les opérateurs non détaillants

Année 1988

Source : INSEE. CCCN — *Unité :* Million de francs

Produits distribués \ Secteur d'activité	Total commerce de détail	Boulangerie-pâtisserie	Commerces de gros et intermédiaires du commerce	Prestataires de services : Commerces de l'automobile	Prestataires de services : Autres prestataires de services	Ventes directes des producteurs	Correction pour biens existants	Consommation intermédiaire	Consommation commercialisable (1)
Pain, pâtisserie fraîche	7.738	40.500	150	—	78	120	—	— 2.316	46.270
Boissons	73.389	153	2.252	51	291	6.442	—	— 533	82.045
Épicerie, produits agricoles divers	121.475	5.390	2.196	542	710	601	—	— 1.629	129.285
Fruits et légumes frais	67.602	189	629	—	169	2.039	—	— 617	70.011
Crémerie et autres produits frais	94.469	693	1.605	—	333	4.804	—	— 1.249	100.655
Viandes, charcuterie, volailles, gibiers, lapins	163.789	220	3.003	—	326	9.854	—	— 2.844	174.348
Poissons, crustacés, coquillages	18.292	82	10	—	40	210	—	—	18.634
Total alimentaire	546.754	47.227	9.845	593	1.947	24.070	—	— 9.188	621.248
Produits pétroliers raffinés	61.326	28	3.492	89.776	692	15.056	—	— 16.521	153.849
Produits combustibles non pétroliers	3.127	4	—	323	4	157	—	—	3.615
Pneumatiques	2.748	—	—	6.097	—	988	—	— 2.218	7.615
Pièces détachées automobiles	12.423	—	—	58.850	105	8.214	—	— 16.504	63.088
Cycles, motocycles et accessoires	7.747	—	—	—	—	55	—	—	7.802
Habillement	163.774	52	6.416	—	108	14.213	—	— 496	184.067
Chaussures	35.558	—	178	247	93	2.956	—	—	39.032
Maroquinerie	9.650	—	88	—	10	367	—	—	10.115
Textiles pour la maison et pour la confection	22.931	—	1.811	—	1	494	—	—	25.237
Meubles	59.678	—	133	—	4	7.303	—	—	67.118
Quincaillerie	37.264	—	101	265	42	532	—	— 4.401	33.803
Droguerie	40.010	55	272	6	49	2.291	—	— 1.455	41.228
Matériel électroménager	90.428	—	1.580	534	501	3.802	—	— 371	96.474
Autres produits de l'équipement du foyer	24.598	—	144	—	5	1.070	— 12.847	— 2.025	10.945
Produits pharmaceutiques	84.044	—	—	—	880	—	—	—	84.924
Tabac et allumettes	22.081	129	—	—	17.333	287	—	—	39.830
Articles médicaux et parfumerie	34.021	—	99	—	27	3.104	—	— 138	37.113
Produits de la librairie	52.707	50	4.171	—	877	2.690	—	—	60.495
Optique - Photographie	14.695	—	16	215	764	259	—	—	15.949
Articles de sport	11.239	—	91	676	22	1.124	—	—	13.152
Produits de l'horlogerie-bijouterie	23.389	—	411	414	38	1.270	—	—	25.522
Plantes, fleurs et graines	16.645	53	1.070	12	78	2.692	—	—	20.550
Produits divers	35.881	11	62	34	172	900	—	—	37.060
Total non alimentaire	865.964	382	20.135	157.449	21.805	69.824	— 12.847	— 44.129	1.078.583
Total alimentaire et non alimentaire [TTC] (2)	**1.412.718**	**47.609**	**29.980**	**158.042**	**23.752**	**93.894**	**— 12.847**	**— 53.317**	**1.699.831**

(1) Produits susceptibles d'être achetés par les ménages auprès des commerçants. — (2) TTC : toutes taxes comprises.

TABLEAU M.01-10

Ventes (TTC) du commerce de détail alimentaire

Année 1988

Source : INSEE, CCCN

Unité : Million de francs

Produits distribués \ Secteur d'activité	*Commerce d'alimentation générale*					*Détail alimentaire spécialisé*							
	Ensemble des hypermarchés	Ensemble des supermarchés	Magasins populaires	Ensemble des supérettes, mini-libre-services et magasins traditionnels	Alimentation générale	Fruits et légumes	Produits laitiers	Poissons	Vins et boissons	Confiserie et autres	Total alimentaire spécialisé	*Boucheries Charcuteries*	*Total détail alimentaire*
Pain, pâtisserie fraîche	3.404	1.976	280	1.373	7.033	16	6	2	—	614	638	20	7.691
Boissons	22.842	24.798	2.085	15.134	64.859	136	106	6	7.247	167	7.662	103	72.624
Épicerie, produits agricoles divers	39.304	38.790	3.513	24.018	105.625	243	224	10	182	8.726	9.385	2.441	117.451
Fruits et légumes frais	18.264	19.366	2.037	11.248	50.915	15.773	99	125	5	80	16.082	108	67.105
Crémerie et autres produits frais	28.545	32.508	3.709	18.334	83.096	412	8.074	38	60	1.095	9.679	873	93.648
Viandes, charcuterie, volailles, gibiers, lapins	36.405	35.925	5.158	10.078	87.566	69	302	35	5	11	422	74.774	162.762
Poissons, crustacés, coquillages	2.876	2.512	239	1.185	6.812	205	—	11.164	1	14	11.384	37	18.233
Total alimentaire	151.640	155.875	17.021	81.370	405.906	16.854	8.811	11.380	7.500	10.707	55.252	78.356	539.514
Produits pétroliers raffinés	23.831	7.346	152	810	32.139	—	—	—	141	40	181	—	32.320
Produits combustibles non pétroliers	11	—	—	266	277	—	—	—	13	2	15	—	292
Pneumatiques	2.397	74	—	—	2.471	—	—	—	—	—	—	—	2.471
Pièces détachées automobiles	9.037	204	—	—	9.241	—	—	—	—	—	—	—	9.241
Cycles, motocycles et accessoires	368	41	—	—	409	—	—	—	—	—	—	—	409
Habillement	16.766	4.089	2.896	595	24.346	—	6	—	—	19	25	5	24.376
Chaussures	3.821	962	802	214	5.799	—	—	—	—	5	5	—	5.804
Maroquinerie	1.784	284	339	—	2.407	—	—	—	—	—	—	—	2.407
Produits textiles pour la maison et pour la confection	3.935	938	839	—	5.712	—	—	—	—	—	—	—	5.712
Meubles	6.000	78	215	—	6.293	—	—	—	—	—	—	—	6.293
Quincaillerie	2.053	1.941	264	1.057	5.315	—	—	—	—	35	35	—	5.350
Droguerie	6.763	6.492	325	5.885	19.465	4	—	—	—	12	16	50	19.531
Matériel électroménager	24.364	3.557	905	2.040	30.866	4	—	—	1	23	28	—	30.894
Autres produits de l'équipement du foyer	2.213	2.365	442	108	5.128	—	—	—	—	1	1	—	5.129
Produits pharmaceutiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tabac et allumettes	28	—	—	355	383	—	—	—	169	2	171	—	554
Articles médicaux et parfumerie	4.477	99	1.349	102	6.027	—	—	—	27	64	91	—	6.118
Produits de la librairie	3.875	— 31	849	1	4.694	—	—	—	12	7	19	—	4.713
Optique - Photographie	522	15	—	1	538	—	—	—	—	—	—	—	538
Articles de sport	873	— 25	386	—	1.234	—	—	—	—	—	—	—	1.234
Produits de l'horlogerie-bijouterie	2.883	98	900	—	3.881	—	—	—	—	—	—	—	3.881
Plantes, fleurs et graines	153	12	59	—	224	34	—	—	—	136	170	—	394
Produits divers	2.260	96	306	43	2.705	—	—	—	—	38	38	—	2.743
Total non alimentaire	118.414	28.635	11.028	11.477	169.554	42	6	—	363	384	795	55	170.404
Total alimentaire et non alimentaire	**270.054**	**184.510**	**28.049**	**92.847**	**575.460**	**16.896**	**8.817**	**11.380**	**7.863**	**11.091**	**56.047**	**78.411**	**709.918**
Chiffre d'affaires toutes activités réunies (toutes taxes comprises)	278.170	191.317	28.530	94.590	592.607	17.128	9.574	11.669	9.066	11.350	58.787	80.781	732.175

TABLEAU M.01-11

Ventes (TTC) du commerce de détail non alimentaire

Année 1988

Source : INSEE. CCCN

Unité : Million de francs

Produits distribués \ Secteur d'activité	Détail non alimentaire non spécialisé				Détail non alimentaire spécialisé							Total détail non alimentaire
	Grands magasins	Vente par correspondance	Autres non alimentaires non spécialisés	Total non alimentaire non spécialisé	Équipement de la personne	Équipement du foyer	Pharmacies	Hygiène, loisirs, culture et sport	Bureaux de tabac	Autres commerces de produits divers	Total non alimentaire spécialisé	
Pain, pâtisserie fraîche	47	—	—	47	—	—	—	—	—	—	—	47
Boissons	393	82	14	489	—	—	—	10	24	242	276	765
Épicerie, produits agricoles divers	828	32	133	993	3	36	1.513	171	290	1.018	3.031	4.024
Fruits et légumes frais	480	—	8	488	—	—	—	—	—	9	9	497
Crémerie et autres produits laitiers	794	—	23	817	—	—	—	—	—	4	4	821
Viandes, charcuterie, volailles, gibiers, lapins	1.013	—	14	1.027	—	—	—	—	—	—	—	1.027
Poissons, crustacés, coquillages	59	—	—	59	—	—	—	—	—	—	—	59
Total alimentaire	3.614	114	192	3.920	3	36	1.513	181	314	1.273	3.320	7.240
Produits pétroliers raffinés	—	—	352	352	11	607	—	2.241	39	25.756	28.654	29.006
Produits combustibles non pétroliers	—	—	46	46	—	53	—	25	4	2.707	2.789	2.835
Pneumatiques	243	—	—	243	—	—	—	34	—	—	34	277
Pièces détachées automobiles	2.892	135	—	3.027	—	5	—	146	—	4	155	3.182
Cycles, motocycles et accessoires	43	35	—	78	—	—	—	7.254	—	6	7.260	7.338
Habillement	6.948	8.057	1.263	16.268	118.086	173	—	4.093	17	761	123.130	139.398
Chaussures	365	450	159	974	25.278	7	—	3.286	—	209	28.780	29.754
Maroquinerie	542	497	141	1.180	5.679	130	—	81	2	171	6.063	7.243
Textiles pour la maison et la confection	1.168	2.913	1.138	5.219	9.459	1.700	804	—	—	37	12.000	17.219
Meubles	2.160	3.754	626	6.540	466	45.947	—	—	—	432	46.845	53.385
Quincaillerie	917	408	1.841	3.166	19	27.053	23	330	—	1.323	28.748	31.914
Droguerie	279	140	2.303	2.722	369	16.851	—	56	1	480	17.757	20.479
Matériel électroménager	2.113	2.092	670	4.875	54	52.766	—	1.698	38	103	54.659	59.534
Autres produits de l'équipement du foyer	310	68	362	740	40	18.462	—	6	—	221	18.729	19.469
Produits pharmaceutiques	—	—	—	—	—	—	84.044	—	—	—	84.044	84.044
Tabac et allumettes	—	—	—	—	22	—	—	5.341	15.253	911	21.527	21.527
Articles médicaux et parfumerie	2.395	41	249	2.685	208	309	9.274	14.935	40	452	25.218	27.903
Produits de la librairie	1.328	63	119	1.510	30	57	—	43.691	2.240	466	46.484	47.994
Optique-photographie	497	118	145	760	—	146	45	13.073	1	132	13.397	14.157
Articles de sport	350	90	152	592	236	16	—	8.739	—	422	9.413	10.005
Produits de l'horlogerie-bijouterie	882	127	29	1.038	149	104	—	337	114	17.766	18.470	19.508
Plantes, fleurs et graines	67	35	116	218	—	69	—	29	—	15.935	16.033	16.251
Produits divers	810	953	1.011	2.774	679	637	—	2.671	1.691	24.686	30.364	33.138
Total non alimentaire	24.309	19.976	10.722	55.007	160.785	165.092	94.190	108.066	19.440	92.980	640.553	695.560
Total alimentaire et non alimentaire	**27.923**	**20.090**	**10.914**	**58.927**	**160.788**	**165.128**	**95.703**	**108.247**	**19.754**	**94.253**	**643.873**	**702.800**
Chiffre d'affaires toutes activités réunies (toutes taxes comprises)	29.198	20.462	11.079	60.739	160.137	173.634	95.206	114.183	19.684	98.765	661.609	722.348

TABLEAU M.01-12

Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise

Année 1987

Source : Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce

Numéro de la NAP	Activité principale de l'entreprise	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31 déc.			Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%)	Investissements corporels (2) (en millions de francs)
			Personnel occupé au 31 déc.	Total	dont : temps partiel (1)				
57	**Commerce de gros alimentaire**	**27.846**	**266.559**	**248.607**	**23.040**	**678.671,7**	**55.343,5**	**14,1**	**7.733,1**
5701	Commerce de gros de matières premières agricoles	4.566	51.778	48.980	4.504	221.051,5	9.625,1	9,2	3.095,3
5702	Commerce de gros des bestiaux	4.351	13.208	8.836	1.775	53.507,1	2.621,8	8,5	356,4
5703	Commerce de gros de fruits et légumes	5.546	48.839	44.766	6.737	70.953,0	8.893,7	20,4	1.046,7
5704	Commerce de gros de viandes sans abattage	2.184	22.273	21.344	1.540	51.240,4	4.694,4	16,5	462,0
5705	Commerce de gros de produits laitiers	1.461	18.504	17.566	962	54.928,1	3.351,0	11,2	371,5
5706	Commerce de gros de volailles et de gibiers	506	2.728	2.376	318	5.039,7	501,6	14,7	60,0
5707	Commerce de gros de poissons	1.293	11.028	10.327	755	19.674,4	2.255,1	17,3	175,4
5708	Commerce de gros de vins, spiritueux, liqueurs	3.296	32.180	30.497	1.709	50.211,7	9.653,0	31,2	795,7
5709	Commerce de gros d'autres boissons	1.232	14.706	14.068	472	18.587,1	3.330,2	26,0	321,0
5710	Commerce de gros d'épicerie	752	23.973	23.840	1.584	59.211,0	5.367,9	13,7	572,1
5711	Commerces de gros spécialisés de produits alimentaires divers	2.659	27.342	26.007	2.684	74.267,8	5.049,7	12,3	477,0
58	**Commerce de gros non alimentaire**	**23.586**	**260.928**	**250.744**	**18.084**	**359.636,5**	**60.708,6**	**26,2**	**4.064,8**
5801	Commerce de gros d'accessoires automobiles et de matériel de garage	1.914	27.349	26.576	1.280	23.754,7	5.568,1	31,3	322,5
5802	Commerce de gros de pneumatiques cycles et motocycles	561	9.567	9.409	408	14.035,0	2.162,5	21,9	217,4
5803	Commerce de gros de quincaillerie et d'appareils ménagers	1.158	20.791	20.605	1.118	20.090,7	4.373,9	31,9	221,6
5804	Commerce de gros de matériel électrique et électronique	3.429	57.411	56.351	2.443	96.074,2	15.998,7	25,4	1.034,6
5805	Commerce de gros des textiles	1.073	8.430	7.950	516	11.999,7	2.025,3	29,9	116,3
5806	Commerce de gros de l'habillement, des chaussures et de la maroquinerie	3.868	30.775	29.381	2.353	43.251,4	7.333,1	27,9	392,5
5807	Commerce de gros de produits pharmaceutiques	277	19.594	19.456	1.918	50.776,0	3.735,3	9,1	351,2
5808	Commerce de gros de parfumerie, produits de beauté	610	6.805	6.442	2.105	6.862,3	1.630,6	47,4	85,6
5809	Commerce de gros de droguerie, de produits d'entretien	2.023	21.119	20.321	1.272	22.568,0	4.358,7	31,4	305,6
5810	Commerce de gros de céramiques et verrerie	290	5.089	4.999	200	6.099,0	1.217,3	29,2	91,5
5811	Commerce de gros de jouets, papeteries et articles de fumeurs	2.784	21.785	20.212	1.834	23.570,3	5.186,6	33,8	276,5
5812	Commerce de gros divers	5.599	32.213	29.042	2.637	40.555,4	7.118,5	31,0	649,5
59	**Commerce de gros interindustriel**	**28.974**	**366.780**	**355.655**	**18.078**	**572.542,0**	**94.993,0**	**22,7**	**9.438,1**
5901	Commerce des textiles bruts	303	1.625	1.475	190	5.216,6	468,0	15,3	17,5
5902	Commerce de gros de cuirs et peaux	383	1.981	1.761	136	5.218,3	587,3	19,2	40,1
5903	Commerce de gros de charbon, minerais et minéraux	108	823	803	70	2.486,0	233,5	14,0	24,2
5904	Commerce de gros de produits pétroliers	791	28.830	28.612	1.406	115.445,2	8.511,5	11,6	1.183,3
5905	Commerce de métaux	761	23.179	23.027	453	48.509,0	6.227,1	18,9	500,1
5906	Commerce de produits chimiques industriels	880	12.821	12.560	516	39.750,9	4.936,1	17,5	362,2
5907	Commerce du bois	1.008	10.899	10.549	418	16.859,0	2.529,8	22,8	197,6
5908	Commerce de matériaux de construction, de verre à vitres et d'appareils sanitaires	5.413	71.650	69.315	3.322	87.872,0	15.837,5	25,8	1.336,3
5909	Commerce de matériel agricole	3.276	37.193	35.881	2.381	41.208,8	7.174,6	21,2	392,9
5910	Commerce d'équipements et de fournitures pour l'industrie	6.176	63.547	61.475	3.371	74.350,2	17.474,1	32,8	1.320,1
5911	Commerce de matériel et mobilier de bureaux	3.629	58.951	57.910	3.121	66.494,6	17.165,6	30,5	2.642,7
5912	Commerce de matériel pour le bâtiment et les travaux publics	1.074	13.756	13.453	388	19.223,6	3.675,0	22,9	415,5
5913	Commerce de fournitures diverses pour les utilisateurs professionnels du commerce et des services	4.424	32.768	30.436	2.029	30.304,7	7.699,9	36,5	715,2
5914	Commerce de papiers et cartons en l'état	748	8.757	8.398	277	19.603,0	2.473,1	19,4	290,4
60	**Intermédiaires du commerce**	**18.680**	**66.111**	**51.803**	**5.111**	**113.940,1**	**16.137,5**	///	**1.117,5**
6001	Intermédiaires du commerce en matières premières agricoles, animaux vivants, matières premières textiles et divers produits	1.387	2.644	1.517	306	1.646,7	649,1	///	42,5
6002	Intermédiaires du commerce en combustibles, métaux, minéraux et produits chimiques pour l'industrie	692	3.782	3.319	263	3.329,5	980,2	///	54,7
6003	Intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction	1.405	3.099	2.010	86	1.586,7	681,7	///	35,2
6004	Intermédiaires du commerce en machines, matériel et véhicules	2.652	8.292	6.496	557	4.453,5	1.729,6	///	107,8
6005	Intermédiaires du commerce en meubles, articles de ménage et quincaillerie	630	2.224	1.782	264	912,5	381,9	///	19,3
6006	Intermédiaires du commerce en textiles, habillement, chaussures et cuir	1.464	3.829	2.711	426	1.817,0	802,9	///	55,3
6007	Intermédiaires du commerce spécialisés en produits alimentaires	2.508	7.452	5.168	1.067	3.015,0	1.628,0	///	88,8
6008	Centrales d'achats en produits alimentaires	311	13.078	12.888	539	68.992,0	4.498,5	///	412,2
6009	Intermédiaires du commerce spécialisés en produits non désignés ailleurs	5.693	12.986	8.121	1.222	5.881,8	2.760,7	///	155,4
6010	Intermédiaires du commerce en produits divers (sans prédominance)	1.135	2.800	2.055	145	2.913,0	582,9	///	15,1
6011	Centrales d'achats en produits non alimentaires	803	5.925	5.736	236	19.392,6	1.441,9	///	131,1

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis. — (2) Y compris apports.

TABLEAU M.01-13

Commerce de détail : résultats du secteur d'entreprise

Année 1987

Source : Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce

Numéro de la NAP	Activité principale de l'entreprise	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffres d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%)	Investissements corporels (2) (en millions de francs)
				Total	dont : temps partiel (1)				
	Commerce de détail d'alimentation générale	**34.207**	**425.215**	**387.683**	**89.979**	**492.715,6**	**62.694,8**	**17,5**	**10.557,8**
6101	Exploitation de supermarchés	3.000	133.316	132.602	24.012	165.714,3	19.386,2	16,3	3.240,1
6102	Exploitation de magasins populaires	209	28.699	28.667	6.427	26.177,5	3.780,8	20,9	718,5
6103	Exploitation d'hypermarchés	271	182.736	182.708	47.367	246.769,4	31.210,8	17,2	5.634,5
6211	Alimentation générale indépendante	26.837	46.750	14.176	5.434	26.875,4	4.241,2	21,9	459,2
6212	Exploitation de supérettes indépendantes	3.716	20.834	16.762	3.824	17.986,9	2.567,0	20,4	297,1
6221	Alimentation générale succursaliste	14	10.600	10.600	2.711	6.739,4	1.186,9	25,5	148,4
6222	Exploitation de supérettes succursalistes	7	1.663	1.662	133	1.878,0	267,9	18,2	56,1
6230	Coopératives alimentaires d'entreprises	153	617	506	71	574,5	53,8	13,3	3,8
	Commerce de détail alimentaire spécialisé	**92.340**	**246.087**	**138.405**	**43.406**	**119.493,9**	**28.775,1**	**30,5**	**3.333,0**
6241	Fruits et légumes	14.516	29.839	13.196	3.972	15.023,8	2.943,9	27,4	219,8
6242	Produits laitiers	4.168	9.203	4.806	1.455	5.944,0	1.063,7	25,2	123,3
6243	Viandes	46.131	141.722	83.836	29.885	65.531,0	17.054,5	28,7	1.819,7
6244	Poissons et coquillages	6.531	16.072	8.049	2.738	8.283,0	1.913,1	33,5	222,7
6245	Vins et boissons	5.088	13.442	8.352	1.247	7.964,5	1.933,2	37,8	212,3
6246	Confiserie, produits alimentaires divers	15.906	35.809	20.166	4.109	16.747,6	3.866,7	36,0	735,2
	Commerce de détail non alimentaire non spécialisé	**1.876**	**62.903**	**61.268**	**12.679**	**50.394,8**	**9.844,5**	**33,5**	**1.333,9**
6301	Grands magasins	39	35.314	35.313	8.776	23.751,4	5.442,5	32,9	700,9
6302	Autres grandes surfaces non spécialisées	96	2.089	2.063	241	1.499,9	283,8	29,0	28,0
6303	Grandes surfaces semi-spécialisées	439	9.674	9.423	1.346	8.307,2	1.578,1	27,7	353,4
6304	Ventes par correspondance	182	13.010	12.961	1.976	15.628,9	2.287,2	38,2	222,6
6305	Autres commerces non spécialisés	1.120	2.816	1.508	340	1.207,3	252,9	31,6	29,0
	Commerce de détail habillement, textile, cuir	**94.023**	**260.016**	**175.290**	**46.488**	**126.851,5**	**31.828.4**	**38,5**	**3.386,6**
6411	Habillement	73.069	194.507	128.829	35.654	93.023,5	23.412,3	38,7	2.604,1
6412	Chaussure	10.439	37.038	27.555	6.400	20.794,3	5.133,4	37,2	472,3
6413	Maroquinerie, articles de voyage	3.971	10.044	6.488	1.771	4.823,6	1.374,2	42,7	139,0
6414	Textile pour la maison	6.544	18.427	12.418	2.663	8.210,1	1.908,4	37,0	171,1
	Commerce de détail d'équipement du foyer	**52.173**	**226.089**	**181.100**	**46.423**	**133.605,2**	**30.773,5**	**34,9**	**3.478,4**
6421	Meubles	7.610	53.469	49.296	6.560	42.243,0	9.996,3	38,3	1.068,6
6422	Quincaillerie, appareils ménagers	8.798	58.653	51.008	16.150	32.845,3	7.553,2	33,6	1.131,8
6423	Droguerie, produits d'entretien	6.345	24.120	17.479	11.142	6.544,1	1.866,0	41,5	158,5
6424	Matériel électrique électroménager, télé	10.836	53.033	44.234	7.992	35.087,6	7.117,9	27,7	769,6
6425	Autres commerces d'équipement	18.584	36.814	19.083	4.579	16.885,3	4.240,1	40,4	349,8
	Pharmacies	**21.632**	**116.845**	**91.598**	**38.905**	**73.536,5**	**22.393,5**	**34,7**	**1.483,7**
6430	Pharmacies	21.632	116.845	91.598	38.905	73.536,5	22.393,5	34,7	1.483,7
	Commerce de détail d'hygiène, culture, loisir	**43.565**	**123.121**	**82.037**	**18.856**	**63.016,9**	**17.486,9**	**36,2**	**1.902,1**
6440	Appareils médicaux, produits de beauté	4.760	19.659	16.150	3.917	9.476,8	2.693,5	40,1	339,4
6441	Motocycles, cycles	7.096	16.609	9.507	1.852	11.643,6	2.264,2	23,6	291,3
6443	Livres, papeterie	20.272	47.895	26.762	6.568	20.073,6	6.009,6	36,3	547,9
6444	Optique, photographie	4.911	19.272	15.490	3.519	9.558,3	3.867,4	53,9	317,8
6447	Articles de sport et de campement	6.526	19.686	14.128	3.000	12.264,7	2.652,3	30,9	405,7
	Commerce de détail spécialisé divers	**53.418**	**128.468**	**72.084**	**20.989**	**69.085,1**	**16.686,2**	**33,9**	**1.596,8**
6442	Charbons et combustibles	4.552	16.717	12.498	1.576	22.379,6	3.386,8	17,9	275,1
6445	Horlogerie, bijouterie	9.632	26.467	17.344	5.057	13.048,8	4.070,5	46,3	347,8
6446	Fleurs, graines	15.375	38.887	21.673	8.060	13.355,9	4.062,3	46,2	410,8
6448	Tabac	7.344	13.438	3.745	2.011	6.169,8	1.693,1	23,5	154,9
6449	Autres commerces spécialisés, divers	16.515	32.959	16.824	4.285	14.131,0	3.473,4	39,8	408,3

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis. — (2) Y compris apports.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Des informations détaillées concernant les multiples aspects économiques de la distribution (données de structure, population active, activité commerciale...) peuvent être obtenues à partir de sources très diverses.

Nous mentionnons ci-après quelques-unes de ces sources, parmi les plus importantes, classées suivant l'organisme qui les exploite. Pour chaque source sont indiquées les plus récentes publications intéressant la distribution.

INSEE.

- Le Répertoire national des entreprises et des établissements (SIRENE) fournit, sur demande, des listes d'entreprises ou d'établissements par activité économique, par classe de salariés, etc.

- *L'enquête annuelle d'entreprise dans le commerce,* lancée en 1972 sur un champ réduit, a été étendue, à partir de 1973, à l'ensemble des grossistes et détaillants. Elle a été complétée par des enquêtes d'établissements sur 1980, 1982 et 1986.

— Principaux résultats relatifs à 1987. *INSEE Résultats,* système productif n° 1, 1989.

— Les chiffres du commerce en 1987. *INSEE Première,* n° 12, 1989.

— Enquête d'établissements dans le commerce (1982). *Les Collections de l'INSEE,* série E, n° 95, 1985.

- *Les recensements de la population* (1962, 1968, 1975 et 1982) fournissent des données détaillées sur la population active du commerce (salariés et non-salariés).

— INSEE, « La population active non salariée du Commerce », *Archives et Documents,* mai 1981 (2 volumes), n[os] 20 et 21.

— INSEE, « Structure de la population totale. Recensement de 1982 » (volumes bordeaux);

— INSEE, « Population active au recensement de 1982 » (volumes bordeaux).

- L'exploitation des déclarations fiscales mensuelles relatives à la TVA (« déclarations CA 3 ») réalisée par l'INSEE, permet d'élaborer des indices mensuels de chiffres d'affaires pour les entreprises des secteurs du commerce de gros .

— *Bulletin mensuel de statistique.*

— *Informations rapides,* série T.

- Dans le commerce de détail, l'exploitation des déclarations fiscales mensuelles relatives à la TVA (« déclarations CA3 ») est complétée par la réalisation d'une enquête mensuelle auprès d'un échantillon d'entreprises non soumises à déclaration CA3, ce qui permet à l'INSEE de calculer des indices de chiffre d'affaires pour l'ensemble des entreprises des secteurs.

— *Bulletin mensuel de statistiques.*

— *Informations rapides,* série D.

- *L'enquête de conjoncture dans le commerce,* réalisée par le Service de la conjoncture de l'INSEE, permet de connaître six fois par an les opinions de 7.000 chefs d'entreprises du commerce de détail et de gros sur la situation économique.

— Les résultats sont publiés régulièrement dans les *Informations rapides* de l'INSEE, série D et série G.

- *L'exploitation statistique, assurée par l'INSEE, des déclarations annuelles de données sociales fournit de nombreuses informations sur les salariés des principaux secteurs de la distribution, ainsi que sur le montant des salaires.*

— « Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1984 ». *Archives et documents de l'INSEE,* n° 249, 1988.

- Enquête sur les coûts de la main-d'œuvre.

— « Les coûts de la main-d'œuvre en 1984 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 120, 1986.

- L'exploitation de l'enquête de l'Office statistique des Communautés européennes (OSCE) permet, tous les six ans, d'obtenir en matière de « structure et répartition des salaires », des données statistiques comparables pour les pays membres.

— « La structure des salaires dans l'industrie et les services en 1978 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n[os] 90-91, mars 1981.

- *L'enquête permanente sur la consommation alimentaire des Français* fournit la répartition des produits alimentaires achetés par les ménages, suivant la nature du produit et le type de magasin.

— « Consommation et lieux d'achats des produits alimentaires en 1982 ». *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 117.

- Les comptes et études.

— « Images économiques des entreprises, commerce au 1er janvier 1986 » (dossier sectoriel n° 6, SUSE), *Archives et documents,* n° 270, 1988.

— « Grandes surfaces alimentaires : le règne des hypermarchés » *Économie et statistique,* n° 196, février 1987.

— « Commerce de détail : la dispersion des marges exprime la variété des services rendus », *Économie et statistique,* n° 196, février 1987.

— « L'emploi dans le commerce de 1962 à 1986 : rupture en 1968 et 1982 », *Économie et statistique,* n° 196, février 1987.

COMMISSION DES COMPTES COMMERCIAUX DE LA NATION (CCCN).

Son rapport annuel est un document essentiel pour la connaissance de l'activité et des résultats du commerce.

La *publication* du rapport est effectuée par l'INSEE; derniers rapports publiés :

— « Activité soutenue dans le commerce en 1988 », *INSEE Première,* n° 7, 1989;

— « Les comptes du commerce en 1988 », *INSEE Résultats Économie générale,* n° 5, 1989;

— « Le commerce en 1987 », *Les Collections de l'INSEE,* série C, n° 152, 1988.

Articles :

— « La croissance du commerce en 1987 : toujours les hypermarchés », *Économie et statistique,* n° 209, avril 1988;

— « Le commerce en 1986 : bons résultats d'ensemble », *Économie et statistique,* n° 196, février 1987.

UNEDIC.

(Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce, 77, rue Miromesnil, 75008 Paris).

Elle réalise chaque année une exploitation statistique des bordereaux transmis par les entreprises et fournit des tableaux donnant, pour l'ensemble des secteurs de l'industrie et du commerce, les effectifs salariés au 31 décembre de l'année précédente.

Le *Bulletin de liaison* édité par cet organisme comporte chaque année, dans son numéro de septembre, les statistiques des nombres d'établissements et nombres de salariés au 31 décembre de l'année précédente.

BANQUE DE FRANCE.

(39, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris).
Tél. : (1) 42 92 42 92

Sa *Centrale des Bilans* diffuse chaque année, sur la base de renseignements recueillis auprès d'un échantillon de 15.000 entreprises environ, et pour chacun des principaux secteurs économiques, des fascicules comportant :

— des tableaux comptables détaillés reprenant les éléments de comptes de résultat et des bilans;

— des distributions portant, en particulier, sur divers ratios économiques et financiers.

Une douzaine de ces fascicules sont consacrés aux principaux secteurs de la distribution.

Son enquête de conjoncture fournit des indices mensuels de vente pour les produits d'épicerie, les produits de boucherie, les textiles, la chaussure, l'ameublement, la librairie-papeterie, la droguerie et l'horlogerie-bijouterie. Pour les appareils ménagers et de radio-télévision, s'ajoutent aux indices des indications concernant les nombres d'appareils vendus et en stock.

— Fascicules annuels de la Centrale des Bilans, par secteurs.

— Enquête mensuelle de conjoncture.

IFLS.

(Institut français du libre-service, 91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris).

Il diffuse chaque année la liste complète des hypermarchés, supermarchés en indiquant pour chaque unité l'entreprise exploitante, la surface de vente, les effectifs employés, le nombre de caisses, le nombre de places de parking.

Cet organisme publie également des indices mensuels d'évolution du chiffre d'affaires pour les supermarchés et les hypermarchés.

— « Atlas des supermarchés et hypermarchés au 1er janvier 1989 », *Libre-service Actualités,* supplément au numéro 1142/1143, décembre 1988.

CECOD.

(Centre d'étude de la commercialisation et de la distribution, 19, rue de Calais, 75009 Paris).

Il réalise des dossiers professionnels par secteur d'activité, se livre à des études d'équipement commercial, conduit, en outre, des activités d'information, de formation et de coordination de l'assistance technique au commerce.

Le CECOD possède une très riche bibliothèque d'ouvrages français ou étrangers concernant la distribution.

COE

(Centre d'observation économique de la Chambre de commerce de Paris, 14, rue Chateaubriand, 75008 Paris).

Il diffuse des indices mensuels de chiffres d'affaires pour les grands magasins, les magasins populaires, les hypermarchés et la vente par correspondance.

— Indicateurs COE (mensuel).

ASSOCIATION POUR LE COMMERCE MODERNE

Cette association regroupe le Groupement national des hypermarchés (GNH) et la Fédération des Entreprises de Distribution, de Magasins à prédominance Alimentaire et des Services (FEDIMAS).

Elle diffuse des indices mensuels de chiffres d'affaires pour les hypermarchés, supermarchés et les magasins de proximité.

— Statistiques mensuelles de l'Association pour le Commerce Moderne (ACM).

CTCOE

(Centre textile de conjoncture et d'observation économique, 12, rue d'Anjou, 75008 Paris).

Il diffuse des informations sur l'évolution détaillée des ventes par rayon, dans le textile et l'habillement.

Cet indice est repris dans un document mensuel du CTCOE : *Distribilan.*

IPEA

(Institut de Promotion et d'Études de l'Ameublement, 28, avenue Daumesnil, 75012 Paris).

Il diffuse un indice mensuel de chiffres d'affaires couvrant les secteurs de vente de meubles par famille de produits.

PUBLICATIONS DIVERSES.

— « La France des commerces, 1988 », ministère du Commerce, de l'Artisanat et des Services.

— « Statistiques et indicateurs des régions françaises », *Les Collections de l'INSEE,* série R, n° 65-66, 1987;

— « La grande distribution française », monographie de 53 groupes, et « Le commerce de gros », monographie de 34 secteurs, ministère du Commerce, de l'Artisanat et des Services, 1988.

— La revue *Points de vente* (14, rue Chaptal, 92309 Levallois Cedex) recense les supermarchés, les hypermarchés, ainsi que les centres commerciaux et les grandes surfaces de l'équipement de la maison. *Points de vente,* numéro spécial : Panorama, édition 1989 (recensement au 1er septembre 1988).

— « Les statistiques d'entreprises », *Les Collections de l'INSEE,* série E, n° 101, juillet 1986);

— « Circuits de distribution et marges commerciales », *Archives et Documents,* INSEE :
« Boissons », n° 191, 1987;
« Produits d'alimentation générale », n° 194, 1987;
« Produits animaux bruts et transformés », n° 197, 1987;
« Produits végétaux frais », n° 206, 1987;
« Habillement, textiles, cuirs », n° 208, 1987;
« Biens de consommation courante », n° 217, 1987;
« Biens d'équipement ménager et professionnel », n° 218, 1987;
« Énergie et biens intermédiaires », n° 219, 1987.

— « Consommation d'énergie dans le commerce de détail et les services à caractère commercial en 1985 », *Les Collections de l'INSEE,* série E, n° 115, 1988.

— « L'habillement : dépenses et points de vente en 1984 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 123, 1987.

DANS LES COLLECTIONS DE L'INSEE

SÉRIE M

MÉNAGES

Nº 131
80F

LA CONSOMMATION DES MÉNAGES DE 1970 A 1987

séries de la comptabilité nationale base 1980

En 17 ans, les consommateurs français ont-ils beaucoup changé ? Comment dépensent-ils leur argent ? Sont-ils davantage attirés par les voitures étrangères ? Achètent-ils plus volontiers des plats prêts à consommer que des produits frais ?

Si vous voulez lancer un produit nouveau ou connaître mieux le marché, cet ouvrage répondra à toutes les questions sur :
- la consommation de produits et services, à un niveau de détail très fin, selon la fonction et la durée d'utilisation;
- l'évolution des comportements à court, à moyen et à long terme;
- les effets des fluctuations du pouvoir d'achat des ménages sur les différents postes de la consommation.

NOUVEAU

Toutes ces informations existent aussi sur disquette

390F

Commandez-le sans tarder.

insee
Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

BON DE COMMANDE
à retourner à l'Observatoire Economique de Paris - Tour Gamma A, 195 rue de Bercy - PARIS

Veuillez m'adresser :

.... exemplaires du volume **"La consommation des ménages de 1970 à 1987"** paru dans les Collections de l'INSEE, série M, n° 131, au prix de 80 F.

.... exemplaires de la disquette au prix de 390 F.

Nom ou raison sociale : _____

Activité : _____ Tél : _____

Adresse : _____

ci-joint en règlement la somme de _____ F.
par : [ ] chèque postal, [ ] chèque bancaire, [ ] mandat, à l'ordre de l'INSEE.

B 208

Chapitre M.02

Services marchands rendus principalement aux entreprises

1. L'enquête annuelle d'entreprise dans les services
2. L'enquête annuelle de branche « Ingénierie, études et conseils »
3. Les activités de crédit-bail

1. L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) dans les services

Lancée par l'INSEE en 1982 (exercice 1981) sur un champ réduit, l'EAE dans les services a été étendue à 42 secteurs en 1983 (exercice 1982) et enfin à 62 secteurs à partir de 1984. Une partie de ces secteurs correspond au poste T33 « Services marchands rendus principalement aux entreprises » (traités dans ce chapitre) du regroupement au « niveau 40 » de la NAP (nomenclature d'activités et de produits); le reste des secteurs enquêtés concerne les Services marchands à destination des ménages (objet du chap. M.03).

11. Description des secteurs enquêtés au titre du poste T33

Le terme de « services marchands rendus principalement aux entreprises » est entendu ici dans un sens restrictif, celui de la comptabilité nationale. Ce poste ne regroupe en effet que les classes 56, 76 à 80, 82 et 83 de la NAP, excluant de ce fait de nombreuses autres activités de services utilisés par les entreprises (commerce interindustriel, assurances, crédit, ...).

Le champ de l'enquête est limité aux classes 56 et 77 à 80 (1).

Les activités reprises dans ce champ apparaissent nettement créatrices d'emplois, du fait notamment de la prise

1. La Recherche — services marchands (classe 83) et non marchands — fait l'objet du chapitre F.02 de cet annuaire.

en compte de fonctions autrefois exercées à l'intérieur des établissements industriels (externalisation des services comptables, informatiques, ...).

Ces activités sont d'autre part très hétérogènes : selon les secteurs, les emplois peuvent être très qualifiés (ingénierie), ou peu (gardiennage); la part prise par le travail à temps partiel est, elle aussi, très variable et il y a lieu d'en tenir compte pour apprécier la progression globale des emplois salariés.

La population active des secteurs d'établissement des six groupes d'activités repris ici était de 1.005.000 personnes (salariées et non salariées) au recensement de population de 1982.

111. Récupération
(NAP 56)

Ce secteur regroupe les activités de collecte, démolition, préparation, triage de biens usagés métalliques ou non métalliques (papiers, textiles, plastique, verre, ...), en vue de leur réutilisation comme matière première. Les établissements de récupération occupaient 29.300 personnes (salariées et non salariées) au recensement de population de 1982.

112. Holding
(NAP 76)

Un holding gère les participations financières des entreprises d'un groupe (holding financier). D'autres, ou les mêmes, exercent un rôle de conseil et d'assistance vis-à-vis des entreprises du groupe auquel ils appartiennent. Pour qu'il y ait holding, il faut qu'il existe un contrôle financier (par le biais de la gestion des participations financières) ou un contrôle de direction (par le biais des prestations de services incluant celles d'état major). Si ce n'est le cas, l'activité relève des « Études, conseils, assistance ». La population active de ce secteur était de 7.700 personnes au recensement de 1982.

113. Études, conseils et assistance
(NAP 77)

Dans ce secteur qui occupait 696.700 personnes au recensement de 1982, les activités, les qualifications, les évolutions sont très diverses; on distingue :

● Les activités d'*ingénierie*, ou, d'une façon plus large, d'aide à la conception et à la décision. Le niveau de qualification y est élevé. Dans ce groupe sont classés :

— les cabinets d'études techniques, dont le rôle consiste en la conception et la réalisation pour compte de tiers (allant parfois jusqu'à la livraison « clés en main ») de bâtiments, d'infrastructure ou d'usines. Les activités de contrôle et vérifications techniques, d'assistance technique (aide à la mise en œuvre de matériels complexes) relèvent également de cette activité;

— les cabinets d'études économiques et sociologiques, qui réalisent les enquêtes d'opinion, les études de marché et celles d'urbanisme. Dans cette activité, il y a un nombreux personnel salarié féminin à temps (très) partiel;

— les cabinets d'organisation, dont le rôle consiste à aider les entreprises en matière de direction, d'organisation, de gestion. Les conseils en recrutement du personnel et les cabinets de formation du personnel des entreprises sont également classés dans cette rubrique;

— les services et les travaux à façons informatiques. Les services en informatique consistent en la livraison de logiciels spécifiques ou standards ou en la conception d'un système informatique. Les travaux à façon informatiques (saisie de données, location d'heures machines, ...) excluant toute activité de conception, ne relèvent donc pas de l'ingénierie, mais les activités de travaux à façon sont tellement imbriquées avec celles de services informatiques qu'il vaut mieux les classer dans un même ensemble;

— les cabinets de conseils en information et en documentation, qui ont également un rôle d'aide à la décision. Leurs activités vont de la documentation (conseils, recherche, diffusion) aux relations publiques (notamment, organisation de congrès, foires, salons). Les banques de données (les serveurs) sont également classées dans cette activité.

● *Les services connexes de la construction,* qui comprennent les cabinets d'architectes et ceux de métreurs et de géomètres. Ces activités sont exercées pour l'essentiel sous la forme libérale. Les évolutions sont évidemment très dépendantes de celle du bâtiment et génie civil. Ce sous-secteur comptait une population active de 66.400 personnes au recensement de 1982.

— Les architectes et agréés en architecture ont essentiellement pour rôle la conception architecturale d'ouvrage de bâtiment. Outre la conception, ils peuvent également effectuer la maîtrise d'œuvre. Certains architectes sont spécialisés dans l'aménagement de jardins (paysagistes), dans la décoration intérieure des bâtiments (décorateurs) ou dans l'aménagement de zones urbaines (urbanistes); d'autres, enfin, peuvent se consacrer à la rénovation et à l'entretien de bâtiments anciens (notamment les architectes en chef des monuments historiques).

— Les métreurs, et métreurs-vérificateurs, établissent des devis descriptifs d'ouvrages, mesurent ou vérifient l'avancement des travaux, effectuent le suivi des coûts réels des travaux.

— Les géomètres effectuent les levés de terrains et d'ouvrages, établissent des cartes et plans à partir de ces levés.

● *Les activités juridiques et comptables,* qui regroupent les cabinets juridiques et offices publics et ministériels d'une part, les cabinets d'expertise-comptable et d'analyse financière de l'autre. De même que pour les services connexes de la construction, ces services sont exercés souvent sous forme libérale. Ils occupaient 190.000 personnes au recensement de 1982.

— Les cabinets juridiques et offices publics et ministériels incluent de nombreuses professions, mais excluent celles qui relèvent de la magistrature. Ce groupe comprend les activités de conseil ou d'assistance en matière juridique : les conseils juridiques (consultations, sans plaidoirie, en matière de droit fiscal, droit des sociétés, droit du travail,...); les avocats, avoués et agréés près les tribunaux de commerce, qui conseillent, assistent ou représentent leurs clients pour le règlement de contentieux à l'amiable ou devant les juridictions; les syndics et administrateurs judiciaires, qui gèrent les actifs d'une société en règlement judiciaire ou les liquident en cas de mise en faillite; les conseils en propriété industrielle, qui accomplissent pour leur client les formalités nécessaires au dépôt, à la protection ou à la cession des brevets et marques industrielles.

Les officiers publics et ministériels incluent les notaires qui rédigent et conservent les actes authentiques, les huissiers qui signifient les sommations résultant des décisions de justice et éventuellement les mettent à exécution (saisie de biens), les commissaires-priseurs qui estiment la valeur

des biens mobiliers et en effectuent la vente publique aux enchères.

— Les cabinets d'expertise comptable et d'analyse financière regroupent les activités des experts-comptables et comptables agréés et des conseils et analystes financiers. Les travaux comptables peuvent consister en une activité d'assistance auprès des entreprises, notamment en la centralisation, la mise en forme et la synthèse des documents de base (tenue et surveillance de comptabilité). Il peut s'agir aussi du contrôle et de la certification de la régularité et de la sincérité des comptes des sociétés faisant appel à l'épargne publique, afin de protéger les intérêts des actionnaires et créanciers (révision comptable, audit externe, commissariat aux comptes).

L'analyse comptable ou financière (audit interne) consiste en toute analyse de comptes d'une entreprise à des fins de conseils ou d'études économiques.

● La *publicité* comprend les services des créateurs en publicité, des agences-conseils et les ventes d'espace de publicité. Ce sous-secteur occupait 50.700 personnes au recensement de 1982. Les salariés à temps (très) partiel y sont nombreux (distribution de prospectus, ...).

— Les régies publicitaires commercialisent, pour le compte des propriétaires de supports (journaux, cinéma, radios, télévisions, emplacements d'affichage, ...) l'espace publicitaire. Certaines régies créent leur propre espace publicitaire (régies de journaux gratuits, régies de mobilier urbain). Les régies publicitaires vendent l'espace soit directement à l'annonceur, soit, cas le plus fréquent, aux agences-conseils qui l'achètent pour le compte de l'annonceur.

— Les créateurs et intermédiaires en publicité regroupent les agences-conseils en publicité et les créateurs et producteurs publicitaires qui travaillent soit comme sous-traitants des agences-conseils, soit directement avec les annonceurs.

Les agences-conseils en publicité conçoivent et exécutent la campagne pour le compte de l'annonceur; selon le cas, elles exécutent directement ou sous-traitent les travaux de création ou de production publicitaires; enfin, elles achètent à la régie, pour le revendre à l'annonceur, l'espace ou le temps publicitaire.

Dans les intermédiaires en publicité sont également classés les établissements de distribution de prospectus et de promotion des ventes; ils emploient de nombreux salariés à temps (très) partiel.

● Les *travaux à façon et les services divers* rendus aux entreprises incluent de nombreuses activités, avec une population active de 83.900 personnes au recensement de 1982.

— Les travaux à façon divers, reprographie, dactylographie, secrétariat, traduction, ne comportent aucun rapport de conception ou d'initiative particulière.

— Il n'en va pas de même pour les services divers rendus aux entreprises qui comprennent, outre les établissements de transports de fonds et de gardiennage, ceux d'assistance non spécialisée qui interviennent, pour le compte de tiers, dans tous les domaines des services et parfois même de la fabrication, et également les établissements d'activités auxiliaires réalisées pour le compte d'un groupe d'entreprises (les dernières sociétés sont proches de holding mais s'en distinguent par ce qu'elles n'ont ni rôle de décision, ni rôle d'état-major).

● Le *travail temporaire* (dont l'activité est abordée, de façon plus détaillée, au chapitre C.01 « Population active, emploi ») occupait 85.900 personnes au recensement de 1982.

● Les *ordres et syndicats professionnels,* avec une population active de 17.300 personnes au recensement de 1982.

114. Auxiliaire financier et d'assurances (NAP 78)

● Les *auxiliaires financiers* ne sont pas interrogés dans l'enquête, mais ils figurent dans les statistiques de l'UNEDIC.

● Les *auxiliaires d'assurances* se chargent, soit de la représentation des compagnies d'assurances auprès des assurés (agents d'assurance), soit de la représentation des assurés auprès des compagnies d'assurances (courtiers en assurances).

Ces activités occupaient 78.500 personnes au recensement de 1982.

115. Promotion et sociétés immobilières (NAP 79)

Les promoteurs et sociétés immobilières regroupent les promoteurs, les administrateurs de biens et les agents immobiliers. Les établissements de locations immobilières sont exclus de ce secteur, qui comptait une population active de 158.300 personnes au recensement de 1982.

● La *promotion* d'immeubles, d'infrastructure, de zones industrielles ou commerciales consiste à réunir des moyens techniques et financiers en vue de la réalisation d'un programme. Elle peut s'exercer sous deux formes :

— le promoteur agit en tant que prestataire de services et gère une société de construction-vente créée à l'occasion d'un programme. A l'achèvement du programme, la société disparaît ou se transforme en syndicat de copropriété (qui relève du service du logement et non de la promotion);

— le promoteur agit pour compte propre, il achète le terrain, paie les travaux de construction puis revend le programme. Il agit en tant que commerçant.

● L'*administration* d'immeubles et d'infrastructures consiste à gérer, pour le compte des propriétaires, l'ensemble des services nécessaires au bon fonctionnement des biens gérés. L'administrateur est rémunéré par des honoraires. La gestion des infrastructures de transports (gares routières, aéroports, parkings) n'est pas classée ici, mais dans les services annexes de transports.

● Les *agents immobiliers* effectuent des transactions (achat, vente, location) sur des biens immobiliers ou des fonds de commerce. Ils agissent comme mandataires de leurs clients et sont rémunérés par des commissions.

Les marchands de biens achètent, en leur nom propre, des biens immobiliers, terrains..., en vue de les revendre en l'état, ou éventuellement après restauration.

116. Location et crédit-bail mobiliers (NAP 80)

La « location et crédit-bail mobiliers » comprend les activités de location de longue ou de courte durée portant sur des biens d'équipement (à l'exclusion de véhicules industriels).

La mise à disposition d'un matériel avec le personnel de conduite nécessaire est interprétée comme un travail à façon et classée en conséquence en fonction de l'activité exercée (ainsi la location de véhicules particuliers avec chauffeur est assimilée à l'activité de taxi).

Les entreprises fabriquant puis louant des biens d'équipement (par exemple des ordinateurs) sont classées dans la rubrique de fabrication correspondante et non en location, bien que leurs recettes soient constituées de produits de location.

La population active de ce secteur était de 34.700 personnes au recensement de 1982.

Bien que le crédit-bail immobilier n'appartienne pas au champ des « services marchands rendus principalement aux entreprises », tel qu'il est défini en comptabilité nationale, il est traité en paragraphe 3 de ce chapitre « Activités de crédit-bail », en raison de l'importance que représentent, pour les entreprises, les investissements en crédit-bail.

2. L'enquête annuelle de branche « Ingénierie, études et conseils »

Cette enquête, réalisée par le SESSI (Service d'étude des stratégies et des statistiques industrielles — ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire) depuis l'année de constat 1981, concerne les entreprises exerçant, à titre principal ou secondaire, l'une des activités suivantes :

7701. Études techniques (y compris ingénierie et contrôle).
7702. Études économiques et sociologiques (y compris études de marché et études d'urbanisme).
7703. Études informatiques et d'organisation (la partie conseil des sociétés de services et conseils en informatique — SSCI — ainsi que les cabinets d'organisation, formation, recrutement).
7704. Travaux à façon informatiques (travaux essentiellement à façon, saisie de données, mise à disposition de matériels et réseaux informatiques, gestion et assistance de centres informatiques).

Ces quatres branches qui emploient environ 174.000 personnes et réalisent quelque 75 milliards de francs de facturation de « matière grise » constituent la partie essentielle de cette profession des services qui concourt à la production des investissements dits non matériels tels qu'ils sont définis dans les travaux préparatoires du IX^{e} Plan.

Il faut distinguer deux catégories d'entreprises :

1° Les entreprises exerçant à titre principal une activité d'ingénierie, études et conseils.

Pour ce type d'entreprises, ne sont retenues que celles qui emploient 6 salariés et plus.

2° Les entreprises exerçant à titre secondaire une activité d'ingénierie, études et conseils.

Pour ce type d'entreprises, sont retenues celles d'activité principale industrielle au seuil de 6 salariés et celles d'activité principale non industrielle au seuil de 1.000 salariés.

Les résultats de chaque branche (7701, 7702, 7703 et 7704) sont constitués par la sommation de ces deux catégories d'entreprises.

3. Les activités de crédit-bail

31. Définition

L'opération de crédit-bail permet aux entreprises désireuses d'avoir à leur disposition des biens d'équipement, sans immobiliser de fonds propres, de louer du matériel d'outillage, de transport ou des biens immobiliers à usage professionnel, auprès d'entreprises qui les ont achetés spécialement en vue de cette location et qui en demeurent propriétaires. Mais, à la différence d'une simple location, le crédit-bail donne au locataire la faculté d'acquérir tout ou partie des biens loués, à la fin du contrat dont la durée et les modalités sont fixées à l'avance. Le rachat du bien se fait moyennant un prix convenu qui tient compte des versements effectués au titre des loyers.

De même que le crédit-bail se distingue de la location, il se distingue de la location-vente car la promesse de vente est unilatérale. L'entreprise de crédit-bail s'engage à vendre le bien pour une valeur résiduelle en fin de contrat, mais rien n'oblige le locataire à lever cette option d'achat. Dans la pratique, on observe que dans la plupart des cas le bien est effectivement acheté en fin de contrat.

Le crédit-bail n'inclut pas les opérations de *leasing* par des organismes non agréés pour exercer le crédit-bail, ni les opérations de location financière.

32. Présentation générale

La loi du 2 juillet 1966 a officialisé l'existence du crédit-bail et codifié l'exercice de son activité. Elle fait obligation aux entreprises de se faire inscrire sur la liste des banques ou de se faire enregistrer comme établissement financier par le Conseil national du crédit. Elle facilite le recours de ces entreprises au réescompte.

L'ordonnance du 28 septembre 1967 a adapté cette réglementation au crédit-bail immobilier et créé le statut des « sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie » (SICOMI). Cette ordonnance introduit la distinction entre « crédit-bail mobilier » et « crédit-bail immobilier », et accorde aux SICOMI un certain nombre d'avantages sur le plan fiscal (exonération partielle de l'impôt sur les sociétés, droits de mutation réduits, ...).

En 1970, apparaît une nouvelle formule destinée à financer, par des opérations de crédit-bail, une partie des investissements des PTT. La loi du 24 décembre 1969 et l'arrêté du 24 février 1970 créent le statut des « sociétés agréées pour le financement des télécommunications ». Ces sociétés concourent au financement des PTT dans le cadre de conventions signées avec l'administration des Postes et Télécommunications. L'originalité du statut réside dans la possibilité donnée aux « sociétés agréées » de financer les investissements destinés aux PTT par des contrats de crédit-bail mobilier et immobilier. Les sociétés ont par ailleurs, de même que les autres SICOMI, la possibilité de procéder à la location d'immeubles à usage industriel ou commercial non équipés, soit sous la forme de crédit-bail soit sous la forme de location ordinaire. Les opérations de ces sociétés se sont développées très rapidement jusqu'en 1976. Depuis cette date, on observe un certain tassement des investissements.

On a donc trois secteurs de financement, celui du crédit-bail mobilier (durée des contrats de trois à cinq ans), celui du crédit-bail immobilier (quinze ans) et celui du crédit-bail destiné aux PTT (de même quinze ans) et deux types d'opérations (crédit-bail mobilier et immobilier).

Les données présentées dans les tableaux 8 à 11 sont tirées de l'enquête « crédit-bail » réalisée annuellement par l'INSEE depuis 1967.

TABLEAU M.02-1

Nombre de salariés des établissements de services rendus aux entreprises (1)

Effectif au 31 décembre

Source : UNEDIC

Numéro de NAP	Activité économique	1983	1984	1985	1986	*p* 1987 Hommes	*p* 1987 Femmes	*p* 1987 Total
56	**Récupération**	**20.824**	**22.110**	**22.249**	**20.542**	**16.034**	**3.568**	**19.602**
5601	Récupération de ferraille et vieux métaux non ferreux	9.857	10.421	10.492	9.690	7.791	1.351	9.142
5602	Récupération de produits divers	10.967	11.689	11.757	10.842	8.235	2.215	10.450
76	**Holdings**	**8.130**	**9.365**	**9.540**	**10.417**	**5.714**	**4.781**	**10.495**
7600	Holdings	8.130	9.365	9.540	10.417	5.714	4.781	10.495
77	**Activités d'études de conseil et d'assistance**	**732.137**	**750.667**	**809.013**	**850.373**	**528.898**	**413.270**	**942.168**
7701	Cabinets d'études techniques	127.033	124.109	127.403	130.385	95.390	41.014	136.404
7702	Cabinets d'études économiques et sociologiques	15.627	15.569	16.015	17.748	9.173	9.999	19.172
7703	Cabinets d'études informatiques et d'organisation	40.639	49.790	59.469	70.577	50.754	30.725	81.479
7704	Travaux à façon informatiques	31.471	32.654	33.366	34.627	18.794	16.225	35.019
7705	Cabinets d'architecte	24.798	23.767	24.445	25.307	13.947	13.131	27.078
7706	Cabinets de métreur et de géomètre	13.055	12.507	12.238	12.196	8.503	3.940	12.443
7707	Cabinets de conseils en information et documentation	9.748	10.753	12.110	13.016	6.464	8.562	15.026
7708	Cabinets juridiques et offices publics et ministériels	84.804	85.086	85.896	87.787	19.029	71.823	90.852
7709	Cabinets d'expertise comptable et d'analyse financière	81.986	85.016	88.356	91.883	33.712	60.836	94.548
7710	Créateurs et intermédiaires en publicité	46.611	47.732	49.417	52.320	26.506	31.198	57.704
7711	Régies publicitaires	14.384	15.786	17.224	21.090	12.951	10.212	23.163
7712	Travaux à façon divers	16.810	16.614	17.388	17.326	8.431	8.368	16.799
7713	Prestation temporaire de personnel	105.581	101.391	129.220	130.642	125.751	50.496	176.247
7714	Services divers rendus aux entreprises	98.403	108.612	115.980	124.745	90.998	45.154	136.152
7715	Ordres et syndicats professionnels	20.817	20.890	20.126	19.899	8.239	11.458	19.697
78	**Auxiliaires financiers et d'assurances**	**55.847**	**56.918**	**57.418**	**58.920**	**20.036**	**42.283**	**62.319**
7801	Auxilaires financiers	8.644	9.382	10.506	12.244	8.988	6.425	15.413
7802	Auxiliaires d'assurances	47.202	47.533	46.910	46.676	11.048	35.858	46.906
79	**Promoteurs et sociétés immobilières**	**130.832**	**131.946**	**132.627**	**134.286**	**56.963**	**81.687**	**138.650**
7901	Promotion immobilière	22.135	22.043	20.892	21.132	10.228	10.746	20.974
7902	Promotion en infrastructure	1.703	1.564	1.644	1.622	825	712	1.537
7903	Supports juridiques de programme	12.240	11.912	10.918	9.846	4.825	5.164	9.989
7904	Administration d'immeubles	53.844	55.788	56.150	55.961	19.288	36.331	55.619
7905	Administration d'infrastructures	4.307	4.350	5.591	5.901	3.066	2.800	5.866
7906	Agences immobilières	36.600	36.272	37.418	39.810	18.725	25.928	44.653
80	**Location et crédit-bail mobiliers**	**39.114**	**38.691**	**39.853**	**41.274**	**29.150**	**13.774**	**42.924**
8001	Location de machines et équipements agricoles	1.784	1.753	1.536	1.389	1.096	258	1.354
8002	Location de matériel pour le bâtiment et les travaux publics	6.234	5.958	6.459	6.724	6.343	1.006	7.349
8003	Location de matériel de bureau	5.651	5.863	6.199	6.441	4.803	1.692	6.495
8004	Location de voitures particulières	7.194	7.285	7.635	7.775	5.123	3.041	8.164
8005	Location de wagons	870	880	1.001	1.095	650	379	1.029
8006	Location de biens de consommation	9.493	8.660	8.486	9.344	5.442	4.182	9.624
8007	Crédit-bail mobilier	1.572	1.668	1.830	2.329	967	1.559	2.526
8008	Location d'autres biens d'équipement	6.316	6.624	6.707	6.177	4.726	1.657	6.383

(1) La ventilation partielle des groupes d'activités (2 chiffres) en postes à 4 chiffres est due au fait que, pour un certain nombre d'établissements, le code APE complet (à 4 chiffres) n'a pu être déterminé.

TABLEAU M.02-2

Les secteurs d'entreprise de services rendus aux entreprises en 1987

Source : INSEE (EAE services — Enquête crédit-bail)

Unité : Million de francs

Numéro de la NAP	Activité économique	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31-12 : Total	dont à temps partiel	Effectif non salarié au 31-12	Salaires bruts	Investissements	Ventes hors taxes	Valeur ajoutée hors taxes
56	ACTIVITÉS DE RÉCUPÉRATION	4.505	16.701	1.124	4.674	1.568	521	16.105	3.878
5601	Récupération de ferrailles et métaux non ferreux	3.496	11.024	714	3.681	1.043	304	12.126	2.643
5602	Récupération de produits divers	1.009	5.677	410	993	524	217	3.979	1.235
77	ACTIVITÉS D'ÉTUDES, DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE	137.405	849.479	187.339	159.452	97.612	11.371	368.171	191.087
7701	Cabinets d'études techniques	15.307	95.133	6.475	15.972	14.554	1.350	55.436	24.741
7702	Cabinets d'études économiques et sociologiques	2.769	18.902	10.034	3.054	1.662	200	5.703	3.225
7703	Cabinets d'études informatiques et d'organisation	15.351	87.556	6.655	16.520	13.714	1.901	43.178	24.355
7704	Travaux à façon informatiques	3.282	38.756	2.075	3.247	4.976	1.443	19.763	9.827
7705	Cabinets d'architecte	19.948	25.018	6.328	22.619	2.361	465	14.335	7.899
7706	Cabinets de métreur et géomètre	4.835	12.450	2.043	5.432	1.054	171	3.949	2.906
7707	Cabinets de conseils en information et documentation	4.016	9.856	2.367	4.348	1.166	284	6.124	2.409
7708	Cabinets juridiques et offices publics et ministériels	20.418	82.062	17.127	27.271	8.162	1.140	34.385	24.801
7709	Cabinets d'expertise comptable et d'analyse financière	12.696	85.400	10.307	11.802	11.401	890	27.823	21.175
7710	Créateurs et intermédiaires en publicité	9.607	63.451	24.757	10.338	6.455	675	55.194	12.750
7711	Régies publicitaires	1.000	19.275	2.087	975	2.489	491	25.736	5.456
7712	Travaux à façon divers	8.361	11.383	1.203	8.932	1.160	304	5.688	2.929
7713	Prestation temporaire de personnel	742	160.632	73.627	610	14.308	179	25.158	23.199
7714	Services divers rendus aux entreprises	19.073	139.605	22.254	28.332	14.159	1.885	45.706	25.423
78	AUXILIAIRES D'ASSURANCES								
7802	Auxiliaires d'assurances	22.062	42.145	9.810	25.579	4.133	724	18.172	12.358
79	PROMOTION ET SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES	26.905	80.419	11.702	28.121	10.161	5.082	71.987	24.922
7901	Promotion immobilière	3.655	14.982	1.356	3.591	2.295	1.414	26.205	5.237
7902	Promotion en infrastructure	1.622	4.965	484	1.635	796	772	11.258	2.880
7903	Supports juridiques de programme	278	168	33	214	17	90	343	100
7904	Administration d'immeubles	4.149	25.411	3.274	4.006	2.920	1.359	9.374	5.772
7905	Administration d'infrastructures	514	4.925	964	256	589	714	2.749	1.528
7906	Agences immobilières	16.687	29.968	5.591	18.419	3.546	736	22.060	9.608
80	LOCATION ET CRÉDIT-BAIL MOBILIERS	8.372	30.409	2.257	8.553	3.143	12.228	26.654	15.609
8001	Location de machines et équipements agricoles	3.142	734	518	3.161	22	322	433	215
8002	Location de matériel pour le bâtiment et les travaux publics	947	6.296	288	929	656	1.048	4.147	2.072
8003	Location de matériel de bureau	158	2.038	63	121	323	3.981	8.524	5.174
8004	Location de voitures particulières	692	5.415	394	651	565	4.193	4.415	2.709
8005	Location de wagons	304	360	83	275	62	146	1.070	394
8006	Location de biens de consommation	2.024	11.652	673	2.257	1.083	1.316	4.647	3.067
8008	Location d'autres biens d'équipement	1.105	3.914	316	1.159	430	1.222	3.419	1.977

TABLEAU M.02-3

Effectifs de la branche ingénierie, études et conseils [au 31 décembre] (1)

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire (SESSI)

	Études techniques NAP 7701		Études économiques et sociologiques NAP 7702		Études informatiques et d'organisation Travaux à façon informatiques NAP 7703-7704	
	1986	1987	1986	1987	(2) 1986	1987
Personnel affectable (dont le temps est directement compris dans la facturation) :						
Ingénieurs, assimilés et cadres (IAC)	29.620	29.145	2.120	2.411	30.772	■ 40.656
dont : *détachés à l'étranger pour une période de longue durée*	*1.456*	*1.216*	///		*531*	■ *339*
Employés, techniciens, dessinateurs et assimilés (ETDA)	36.522	34.852	2.101	2.439	14.884	■ 29.759
dont : *détachés à l'étranger pour une période de longue durée*	*618*	*475*	///		*99*	*50*
Chargés d'études (CE)	///	///	451	643	///	///
Chargés d'études à garantie annuelle (CEGA)	///	///	1.185	863	///	///
Enquêteurs vacataires (EV)	///	///	11.100	9.644	///	///
Personnel non affectable :						
IAC	4.458	4.668	202	316	2.978	■ 6.381
dont : *détachés à l'étranger pour une période de longue durée*	*17*	*13*	///	///	*6*	■ *8*
ETDA	11.475	10.830	829	941	5.577	■ 9.719
dont : *détachés à l'étranger pour une période de longue durée*	*22*	*29*	///	///	*4*	■ *14*
Total	**82.075**	**79 495**	**17.988**	**17.257**	**54.211**	■ **86.515**
dont : *détachés à l'étranger pour une période de longue durée*	*2.113*	*1.733*	///	///	*640*	■ *411*

(1) Le nombre des unités enquêtées varie d'une année à l'autre (créations, disparitions). Il y a lieu de tenir compte de cette variation dans l'observation de l'évolution des effectifs et de leur rémunération. — (2) Les chiffres fournis pour cette année ne concernent que les activités d'études informatiques et d'organisation. En effet, le champ de l'enquête 1986 se restreignait à ces activités seules, alors que celui de l'enquête 1987 s'est élargi aux activités de travaux à façon informatiques. De plus, le questionnaire, dans sa conception, ne permet d'avoir qu'une vue regroupée des deux branches 7703 et 7704.

TABLEAU M.02-4

Frais de personnel de la branche ingénierie, études et conseils (1)

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire (SESSI)

Unité : Millier de francs

	Études techniques NAP 7701		Études économiques et sociologiques NAP 7702		Études informatiques et d'organisation Travaux à façon informatiques NAP 7703-7704	
	1986	1987	1986	1987	(2) 1986	1987
Rémunération brute des personnels en France (donnant lieu à versement à la sécurité sociale)	12.920.478	13.062.813	968.784	1.120.017	9.256.916	■ 14.452.072
Effectifs correspondants	79.962	77.762	17.988	17.257	53.571	■ 86.104
Rémunération brute (à l'exclusion des frais de séjour) des personnels détachés à l'étranger	548.775	433.044	///	///	177.261	■ 106.166
Effectifs correspondants	2.113	1.733	///	///	644	■ 411
Frais de location de personnel	1.170.733	1.185.891	17.860	17.549	322.265	■ 382.723
Nombre de personnes correspondant	6.924	6.008	147	149	1.295	■ 1.776

(1) Cf. note 1 du tableau 3. — (2) Cf. note 2 du tableau 3.

TABLEAU M.02-5

Facturations de la branche études techniques (NAP 7701) en 1987

Source : Ministère de l'Industrie, et de l'Aménagement du Territoire (SESSI) — *Unité :* Million de francs

Études réalisées en France (y compris exportation)	Facturations des services, études, interventions et matériels y afférents (hors taxes)			Ventilation des facturations par secteur client			Rappel 1986
				Perçues en France			
	Études et prestations de services	Ventes de matériels et installations	Total	Secteur privé	Secteur public	Perçues de l'étranger	Total
ENSEMBLE DE LA BRANCHE							
Nombre de fractions d'entreprise (1) : **2.319** (2)							**2.256**
Ingénierie bâtiment	5.738	1.454	7.192	5.161	889	1.142	6.781
Ingénierie infrastructure	4.117	693	4.810	1.438	1.659	1.713	4.164
Ingénierie industrie	19.179	8.844	28.023	15.679	2.978	9.366	28.338
Sous-total ingénierie	29.034	10.991	40.025	22.278	5.526	12.221	39.283
Autres études techniques	2.210	54	2.264	1.904	151	209	1.990
Contrôle, vérification technique spécialisée	3.850	77	3.927	2.825	642	460	4.084
Total	**35.094**	**11.122**	**46.216**	**27.007**	**6.319**	**12.890**	**45.357**
dont :							
INGÉNIERIE PROFESSIONNELLE OU AUTONOME (3)							
Nombre de fractions d'entreprise (1) : **1.897** (2)							**1.872**
Ingénierie bâtiment	5.546	1.427	6.973	5.043	861	1.069	6.560
Ingénierie infrastructure	3.460	684	4.144	1.295	1.520	1.329	3.468
Ingénierie industrie	14.732	7.832	22.564	13.495	1.431	7.638	22.036
Sous-total ingénierie	23.738	9.943	33.681	19.833	3.812	10.036	32.064
Autres études techniques	131	—	131	76	33	22	134
Contrôle, vérification technique spécialisée	62	1	63	43	10	10	114
Total	**23.931**	**9.944**	**33.875**	**19.952**	**3.855**	**10.068**	**32.312**
INGÉNIERIE INTÉGRÉE (4)							
Nombre de fractions d'entreprise (1) : **120** (2)							**150**
Ingénierie bâtiment	149	27	176	85	23	68	201
Ingénierie infrastructure	571	8	579	135	117	327	616
Ingénierie industrie	4.371	1.010	5.381	2.134	1.536	1.711	6.239
Sous-total ingénierie	5.091	1.045	6.136	2.354	1.676	2.106	7.056
Autres études techniques	8	—	8	1	6	1	35
Contrôle, vérification technique spécialisée	27	—	27	21	—	6	24
Total	**5.126**	**1.045**	**6.171**	**2.376**	**1.682**	**2.113**	**7.115**

(1) Sur la définition de la fraction d'entreprise, cf. chapitre G.03, paragraphe 11. — (2) Le nombre des entreprises enquêtées est variable d'une année à l'autre (créations, disparitions). Il y a lieu de tenir compte de cette variation dans l'observation du montant des facturations. — (3) L'ingénierie professionnelle ou autonome comprend exclusivement les entreprises qui exercent à titre principal l'activité d'ingénierie bâtiment, infrastructure ou industrie. — (4) L'« ingénierie intégrée » comprend les entreprises exerçant à titre secondaire une activité d'ingénierie bâtiment, infrastructure et/ou industrie. Le terme « intégrée » n'est pas employé dans son sens usuel dans l'industrie puisque cette activité donne lieu à facturation.

TABLEAU M.02-6

Facturations de la branche études économiques et sociologiques (NAP 7702) **en 1987**

Source : Ministère de l'Industrie, et de l'Aménagement du Territoire (SESSI) — *Unité :* Million de francs

Études réalisées en France (y compris exportation)	Facturations des services, études, interventions et matériels y afférents (hors taxes)			Ventilation des facturations par secteur client			Rappel 1986
				Perçues en France		Perçues de l'étranger	
	Études et prestations de services	Ventes de matériels et installations	Total	Secteur privé	Secteur public		Total
ENSEMBLE DE LA BRANCHE							
Nombre de fractions d'entreprise (1) : **313** (2)							**333**
Études sociologiques	362	—	362	268	74	20	239
Études de marché	2.097	19	2.116	1.783	140	193	1.889
Études économiques	627	5	632	406	53	173	604
Études d'urbanisme	121	—	121	75	41	5	145
Autres études	162	—	162	132	23	7	13
Total	**3.369**	**24**	**3.393**	**2.664**	**331**	**398**	**2.890**
dont :							
Entreprises exerçant l'activité 7702 à titre principal							
Nombre de fractions d'entreprise (1) : **246** (2)							**252**
Études sociologiques	310	—	310	222	69	19	224
Études de marché	1.990	19	2.009	1.698	135	176	1.805
Études économiques	564	4	568	393	31	144	485
Études d'urbanisme	98	—	98	69	27	2	116
Autres études	153	—	153	128	20	5	12
Total	**3.115**	**23**	**3.138**	**2.510**	**282**	**346**	**2.642**

(1) Sur la définition de la fraction d'entreprise, cf. chapitre G.03, paragraphe 11. — (2) Cf. note 2 du tableau 5.

TABLEAU M.02-7

Facturations des branches études informatiques et d'organisation et travaux à façon informatiques (NAP 7703-7704) en 1987

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire — *Unité :* Million de francs

Études réalisées en France (y compris exportation)	Facturations des services, études, progiciels, interventions et matériels y afférents (hors taxes)			Ventilation des facturations par secteur client			Rappel 1986 Total (3)
	Études, prestations de services et progiciels	Ventes de matériels et installations	Total	Perçues en France		Perçues de l'étranger	
				Secteur privé	Secteur public		
ENSEMBLE DES BRANCHES							
Nombre de fractions d'entreprises (1) : **2.232** (2)							**1.455**
77.03 *Études informatiques et d'organisation*	*29.720*	*3.088*	*32.808*	*26.398*	*2.890*	*3.520*	*24.303*
Études d'organisation	4.814	80	4.894	3.928	177	789	4.034
soit : Études d'organisation, conseil de gestion ou de direction	3.089	35	3.124	2.553	126	445	2.569
Formation du personnel des entreprises	897	29	926	588	43	295	967
Conseil en recrutement et sélection du personnel	649	—	649	630	4	15	479
Autres études	179	16	195	157	4	34	19
Études informatiques (4)	24.906	3.008	27.914	22.470	2.713	2.731	20.269
77.04 *Travaux à façon informatiques*	*11.606*	*891*	*12.497*	*12.045*	*266*	*186*	•
soit : Travaux essentiellement à façon	6.580	463	7.043	6.793	122	128	•
Saisie de données	883	3	886	795	84	7	•
Mise à disposition de matériel et réseaux informatiques (y c. serveurs; n. c. location de matériel informatique)	2.770	360	3.130	3.057	33	40	•
Gestion et assistance de centre informatique	945	32	977	963	12	2	•
Autres travaux informatiques	428	33	461	437	15	9	•
Total	**41.326**	**3.979**	**45.305**	**38.443**	**3.156**	**3.706**	•

(1) Sur la définition de la fraction d'entreprise, cf. chapitre G.03, paragraphe 11. — (2) Cf. note 2 du tableau 5. — (3) Cf. note 2 du tableau 3. — (4) Les règles du secret statistique ne permettent pas de publier le détail des activités d'études informatiques.

TABLEAU M.02-8

Investissements et chiffre d'affaires des secteurs du crédit-bail

Source : INSEE (enquête annuelle crédit-bail) — *Unité :* Million de francs

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Crédit-bail mobilier :											
Investissements destinés au crédit-bail (1)	5.666	7.039	7.670	8.781	10.955	11.990	15.562	17.015	20.163	24.325	32.917
Chiffre d'affaires hors taxes correspondant	5.444	6.286	6.802	8.179	9.766	11.423	13.649	17.141	19.156	20.836	22.603
Crédit-bail immobilier :											
Investissements destinés au crédit-bail (1)	2.373	2.341	2.493	2.665	3.531	4.461	4.403	5.413	9.551	9.324	9.906
Chiffre d'affaires hors taxes correspondant	2.341	2.740	3.093	3.484	4.015	4.760	5.684	6.459	7.094	8.806	9.409
Sociétés agréées pour le financement des télécommunications :											
Investissements destinés au crédit-bail (1)	4.422	3.603	3.474	2.905	2.244	1.861	2.701	2.764	2.966	2.025	2.584
Chiffre d'affaires hors taxes correspondant	1.273	1.677	2.101	2.510	2.979	3.340	3.563	3.758	4.171	4.417	4.670

(1) Hors taxes déductibles.

TABLEAU M.02-9

Investissements (1) destinés au crédit-bail par secteur d'entreprises clientes

Source : INSEE (enquête annuelle crédit-bail) — *Unité :* Million de francs

	Secteurs clients (2)	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
	Crédit-bail mobilier									
U 01	Agriculture, sylviculture, pêche	263	291	451	492	590	701	1.090	1.265	1.405
U 02	Industries agricoles et alimentaires	310	464	523	599	709	788	882	843	1.192
U 03	Énergie	43	44	59	59	80	145	116	238	159
U 04	Industrie des biens intermédiaires	869	1.170	1.296	1.327	1.624	1.539	1.746	2.055	3.376
U 05	Industrie des biens d'équipement	1.127	1.000	1.269	1.606	2.203	2.446	2.008	2.110	3.177
U 06	Industrie des biens de consommation courante	798	966	1.031	1.043	1.263	1.290	1.674	2.190	3.397
U 07	Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole	645	770	881	932	1.138	1.023	1.126	1.483	2.144
U 08	Commerces	1.200	1.329	1.598	1.950	2.472	2.824	3.422	3.792	4.896
U 09	Transports et télécommunications	4.272	3.816	3.581	3.151	4.569	4.447	5.050	4.741	6.516
U 10	Services marchands	1.266	1.537	1.899	2.277	2.928	3.656	4.618	5.357	7.028
U 11	Location et crédit-bail immobiliers	5	6	8	27	37	36	28	27	44
U 12	Assurances	16	10	16	44	33	52	101	303	230
U 13	Organismes financiers	205	114	238	113	339	480	719	1.377	1.235
U 14	Services non marchands	116	148	290	178	206	314	465	515	545
	Total	**11.135**	**11.665**	**13.140**	**13.798**	**18.191**	**19.741**	**23.045**	**26.296**	**35.344**
	Crédit-bail immobilier									
U 01	Agriculture, sylviculture, pêche	6	—	3	7	2	13	3	4	78
U 02	Industries agricoles et alimentaires	55	97	128	103	78	65	72	184	168
U 03	Énergie	35	4	58	42	37	20	177	89	64
U 04	Industrie des biens intermédiaires	123	126	161	197	130	126	173	283	494
U 05	Industrie des biens d'équipement	405	436	579	684	571	742	3.728	3.275	1.215
U 06	Industrie des biens de consommation courante	317	316	471	338	146	242	213	364	587
U 07	Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole	36	61	91	51	85	68	115	85	123
U 08	Commerces	741	911	1.072	1.784	2.037	2.807	3.039	3.003	3.303
U 09	Transports et télécommunications	157	119	159	133	229	152	252	177	264
U 10	Services marchands	431	477	705	738	905	844	1.327	1.195	2.574
U 11	Location et crédit-bail immobiliers	100	—	2	13	10	26	99	114	384
U 12	Assurances	12	5	—	5	1	1	7	69	300
U 13	Organismes financiers	77	115	142	418	171	322	343	462	454
U 14	Services non marchands	7	19	19	1	73	23	3	74	55
	Total	**2.502**	**2.686**	**3.590**	**4.514**	**4.475**	**5.451**	**9.551**	**9.378**	**10.063**

(1) Hors taxes déductibles. — (2) La nomenclature utilisée est celle du « Système élargi de comptabilité nationale » (en 14 postes).

TABLEAU M.02-10

Ventilation par nature des investissements destinés à faire l'objet de contrats de crédit-bail mobilier sur le marché intérieur (hors taxes déductibles)

Source : INSEE (enquête annuelle crédit-bail) — *Unité :* Million de francs

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Produits du travail des métaux	68	88	83	97	105	165	293	60	251
Machines agricoles	155	171	295	327	435	504	853	956	1.052
Machines outils	501	652	812	848	917	744	791	1.396	2.409
Équipement industriel	1.050	1.315	1.503	1.573	2.085	2.047	2.478	2.633	5.252
Matériel de manutention, matériel pour les mines, la sidérurgie, le génie civil	1.032	1.212	1.425	1.415	1.571	1.363	1.560	1.461	2.555
Matériel de traitement de l'information	1.505	1.536	2.139	2.422	3.772	4.081	4.913	7.498	7.447
Machines de bureau	249	386	613	623	665	1.342	1.570	1.445	1.267
Matériel électrique	729	183	69	76	89	87	187	262	289
Matériel électronique	3.233	3.135	2.577	2.413	3.508	3.786	4.442	3.335	4.987
Véhicules automobiles de moins de 2 tonnes de CU	277	349	525	673	873	1.381	1.427	1.883	2.494
Véhicules automobiles de 2 tonnes et plus de CU	1.475	1.724	2.146	2.335	3.030	2.817	3.117	4.021	5.762
Matériel ferroviaire roulant	39	41	44	69	94	33	31	29	30
Produits de la construction navale	32	46	74	21	43	19	32	19	38
Produits de la construction aéronautique	43	51	175	93	111	96	105	264	182
Instruments et matériels de précision	273	343	349	474	620	889	687	642	1.148
Meubles	67	5	20	24	41	47	34	392	181
Autres	407	428	291	315	232	340	525	—	—
Total	**11.135**	**11.665**	**13.140**	**13.798**	**18.191**	**19.741**	**23.045**	**26.296**	**35.344**
dont : Investissements réalisés par les sociétés agréées pour le financement des télécommunications (concernent les rubriques « Matériel électrique », « Matériel électronique »)	*3.465*	*2.885*	*2.185*	*1.808*	*2.628*	*2.726*	*2.882*	*1.972*	*2.427*

TABLEAU M.02-11

Ventilation par nature des investissements destinés à faire l'objet de contrats de crédit-bail immobilier (hors taxes déductibles)

Source : INSEE (enquête annuelle crédit-bail) — *Unité :* Million de francs

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Achats de terrains, construction et génie civil	1.756	1.735	2.584	3.237	2.926	3.506	4.595	4.704	7.213
Magasins et commerces	476	540	668	1.141	1.580	1.915	2.303	1.996	2.428
Usines et entrepôts	677	690	1.046	1.287	611	856	1.213	1.354	2.105
Bureaux	442	280	486	451	370	406	747	806	1.432
Cliniques et hôpitaux	35	24	24	25	27	15	12	28	97
Autres	126	201	360	333	338	314	320	520	1.151
Achats de bâtiments existants	746	951	1.006	1.277	1.549	1.945	4.956	4.673	2.850
Magasins et commerces	204	296	362	406	433	665	727	1.210	904
Usines et entrepôts	250	331	345	400	651	642	3.438	2.202	706
Bureaux	249	240	210	339	296	499	600	1.011	797
Cliniques et hôpitaux	8	24	11	5	25	16	9	12	3
Autres	35	60	78	127	144	123	182	238	440
Total	**2.502**	**2.686**	**3.590**	**4.514**	**4.475**	**5.451**	**9.551**	**9.377**	**10.063**
dont : Investissements réalisés par les sociétés agréées pour le financement des télécommunications	*9*	*20*	*59*	*53*	*73*	*38*	*83*	*53*	*157*

SOURCES DE DOCUMENTATION

Publications de l'INSEE :

— « Données sectorielles sur les ouvriers en 1987 », *INSEE-Résultats,* septembre 1989;

— « Les services marchands rendus principalement aux entreprises 1960-1974 », *Les Collections de l'INSEE,* série E, n° 59, 1979;

— « Enquête annuelle d'entreprise dans l'ingénierie, exercice 1987 », *INSEE-Résultats,* septembre 1989;

— « Les entreprises de location, promotion et les sociétés immobilières en 1987 », *INSEE-Résultats,* octobre 1989;

— Les résultats des enquêtes « crédit-bail » portant sur les exercices 1965 à 1977 ont été publiés dans *Économie et Statistique* : n° 11 (exercices 1965 à 1968), n° 23 (exercice 1969), n° 26 (1970), n° 38 (1971), n° 48 (1972), n° 60 (1973), n° 72 (1974), n° 83 (1975), n° 95 (1976) et enfin n° 103 (1977);

— Par ailleurs, à partir de l'exercice 1975, l'INSEE publie annuellement une brochure qui reprend l'ensemble des résultats détaillés : *Enquête annuelle d'entreprise, crédit-bail.*

Publication du ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire :

— Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, Service des Statistiques industrielles (SESSI). *Résultats de l'enquête de branche Ingénierie, études et conseils.*

Chapitre M.03

Services marchands à destination des ménages

1. Introduction

2. Description du champ couvert

1. Introduction

Les secteurs des services étudiés dans ce chapitre correspondent aux postes T 29 *Réparation et commerce de l'automobile,* T 30 *Hôtels, cafés, restaurants* et à une partie du poste T 34 *Services marchands rendus principalement aux particuliers* du regroupement, au « niveau 40 » de la NAP, utilisé par la Comptabilité nationale.

L'information présentée dans les tableaux ci-après est tirée des enquêtes annuelles d'entreprise (EAE) dans le commerce (1) pour le poste T 29 et dans les services (1) pour les autres postes. Les secteurs des services marchands de santé et d'action sociale (qui appartiennent au poste T 34) ne sont pas interrogés par l'EAE dans les services.

La population active (salariés et non-salariés) des secteurs d'établissement enquêtés était de 1.519.000 personnes au recensement de population de 1982.

2. Description du champ couvert

21. Réparation et commerce de l'automobile (NAP classe 65)

Ce secteur rassemble des activités commerciales et des prestations de services. Le commerce comprend la vente au détail d'accessoires et d'équipements automobiles, de carburants et de lubrifiants et de véhicules automobiles. Les prestations de services consistent en l'entretien et la

1. Les EAE dans le commerce et les services sont décrites respectivement aux chapitres M.01 et M.02.

réparation des véhicules. Le commerce et la réparation de cycles et motocycles et de matériels agricoles ne sont pas inclus dans ce secteur.

Le commerce et la réparation de l'automobile occupaient 411.200 personnes au recensement de 1982.

22. Réparations diverses
(NAP classe 66)

La population active de ce secteur était de 37.900 personnes au recensement de 1982. En fait, la plupart des activités de réparation ne sont pas incluses dans ce secteur car, d'une manière générale, toutes les réparations de biens d'équipement sont classées avec les activités de fabrication; il en est de même pour les réparations liées au bâtiment et à l'habitation, qui sont classées avec le « bâtiment et génie civil et agricole » (NAP 55). En outre, certaines réparations (par exemple, on l'a vu, automobiles) sont classées avec l'activité commerciale correspondante.

Finalement, les *réparations diverses* comprennent les réparations de chaussures, d'appareils électro-ménagers, de montres, d'horloges, de bijouterie et de biens de consommation, de jouets,...

23. Hôtels, cafés, restaurants
(NAP classe 67)

La population occupée dans ce secteur était de 620.200 personnes au recensement de 1982.

Il s'agit en fait d'un ensemble assez hétérogène, constitué par :

— les activités de *restauration, hébergement, prestations bars et cafés* (497.000 personnes actives au recensement de 1982); y sont inclus tout autant le « café-charbon » que la grande chaîne d'hôtels;

— les *cantines et les traiteurs* (avec une population active de 67.700 personnes au recensement de 1982); les cantines regroupent les établissements de restauration de collectivités (établissements publics, scolaires, universitaires, restaurants d'entreprises). L'effectif employé dans la branche ou les établissements est donc très important, alors qu'il n'en va pas de même dans le « secteur d'entreprise ». Les établissements de traiteurs préparent et livrent des repas ou des plats cuisinés chez des particuliers et surtout à des restaurants de collectivités;

— les *autres formes d'hébergement* (qui occupaient 55.500 personnes au recensement de 1982), regroupant les wagons-lits et wagons-restaurants, les foyers d'étudiants et de jeunes travailleurs, les installations d'hébergement à équipements légers (camping) et développés (village de vacances).

24. Services récréatifs, culturels et sportifs
[NAP classe 86] (2)

Ce secteur occupait 133.800 personnes au recensement de 1982. Outre la radiodiffusion et la télévision et les activités cinématographiques (production, distribution, gestion de salles), sont incluses ici la gestion de salles de spectacle (théâtre, cirque,...), l'interprétation artistique et la gestion d'équipements sportifs.

25. Services divers marchands
(NAP classe 87)

Au recensement de 1982, 315.500 personnes étaient occupées dans ces services, qui comprennent :

— les établissements de *blanchisserie, teinturerie de gros ou de détail* (population active de 47.200 personnes, dont 2/3 environ de femmes, au recensement de 1982);

— les *salons de coiffure et d'esthétique corporelle* (qui occupaient 134.900 personnes, dont 3/4 environ de femmes, au recensement de 1982);

— les établissements de *services funéraires,* de *studios de photographie,* de *services personnels divers* (population active de 39.600 personnes, dont 2/3 environ d'hommes, au recensement de 1982);

— enfin, les *services de nettoyage et d'assainissement,* qui constituent davantage des services rendus aux entreprises (nettoyage d'usines, de bureaux, ...) ou à la collectivité (enlèvement et destruction des ordures), que des services rendus aux ménages (population active de 93.800 personnes au recensement de 1982, se répartissant de manière sensiblement égale entre hommes et femmes).

---

2. Pour ce qui concerne l'offre et l'utilisation de ces services, cf. les chapitres E.01 « Communication », E.02 « Culture » et E.04 « Jeunesse et sports ».

TABLEAU M.03-1

Nombre de salariés des établissements de services à destination des ménages (1)

Effectif au 31 décembre

Source : UNEDIC

Numéro de la NAP	Activité économique	1983	1984	1985	*r* 1986	*p* 1987		
						Hommes	Femmes	Total
65	**Réparation et commerce de l'automobile**	**351.958**	**338.689**	**329.208**	**330.161**	**275.839**	**61.626**	**337.465**
6501	Commerce de détail d'accessoires et équipements automobiles	11.616	11.382	11.794	12.399	11.176	2.700	13.876
6502	Commerce de détail de carburants et lubrifiants	32.111	33.065	33.201	32.684	22.422	9.855	32.277
6503	Vente et réparation de véhicules automobiles	210.657	200.534	194.112	195.567	164.532	35.589	200.121
6506	Réparation de véhicules automobiles	97.574	93.707	90.100	89.510	77.709	13.481	91.190
66	**Réparations diverses**	**21.527**	**21.586**	**21.890**	**23.510**	**18.666**	**5.969**	**24.635**
6601	Réparation de chaussures et d'autres articles en cuir	3.885	3.926	3.874	4.013	3.078	841	3.919
6602	Réparation d'appareils électriques ménagers	10.080	10.200	10.286	10.679	8.609	2.689	11.298
6603	Réparation de montres et d'horloges de bijouterie	864	901	956	965	581	430	1.011
6604	Réparations non désignées ailleurs et sans spécialisation	6.698	6.559	6.774	7.853	6.398	2.009	8.407
67	**Hôtels — Cafés — Restaurants**	**457.635**	**459.512**	**464.300**	**478.948**	**259.460**	**236.622**	**496.082**
6701	Restaurants et cafés-restaurants (sans hébergement)	153.144	156.782	163.735	175.226	111.442	74.811	186.253
6702	Cantines	63.579	62.273	63.531	65.717	26.654	39.797	66.451
6703	Traiteurs	4.144	4.977	5.226	5.957	4.005	2.788	6.793
6704	Débits de boissons (sans spectacles)	27.345	26.254	25.277	25.094	12.649	11.980	24.629
6705	Cafés-tabacs	14.121	13.573	13.075	12.393	5.057	6.568	11.625
6706	Débits de boissons avec spectacles	8.058	8.376	8.741	8.799	6.287	2.726	9.013
6707	Cafés associés à une autre activité	7.725	7.519	7.389	7.082	2.938	3.909	6.847
6708	Hôtels avec restaurant	108.001	107.610	108.229	109.278	58.695	54.762	113.457
6709	Hôtels sans restaurant	19.866	20.084	19.727	19.958	9.080	11.581	20.661
6710	Wagons-lits et wagons-restaurants	1.180	1.345	1.335	2.830	2.072	729	2.801
6711	Foyers d'étudiants et de jeunes travailleurs	9.937	9.521	9.488	9.658	4.431	5.249	9.680
6712	Installations d'hébergement à équipements développés	31.622	32.025	29.446	27.939	10.814	17.767	28.581
6713	Installations d'hébergement à équipements légers	8.901	9.158	9.089	9.011	5.333	3.951	9.284
86	**Services récréatifs, culturels et sportifs (marchands)**	**78.603**	**80.124**	**83.121**	**82.047**	**49.461**	**32.042**	**81.503**
8601	Radiodiffusion et télévision	20.752	22.447	25.971	21.834	13.784	8.087	21.871
8602	Production de films	3.160	3.078	3.096	2.678	1.612	1.497	3.109
8603	Distribution de films	1.472	1.306	1.144	1.159	483	622	1.105
8604	Gestion de salles de cinéma	11.865	11.421	10.111	8.895	3.549	3.991	7.540
8605	Gestion de salles de spectacles	6.932	6.061	6.006	4.868	2.661	2.115	4.776
8606	Autres spectacles et services récréatifs	5.517	5.822	5.853	6.154	4.277	2.315	6.592
8607	Création et interprétation littéraires et artistiques	4.222	3.783	3.433	3.630	1.825	1.664	3.489
8608	Services annexes aux spectacles	2.595	2.378	2.741	2.984	1.889	1.512	3.401
8609	Jeux de hasard et d'argent	9.224	9.573	9.607	11.422	6.502	4.000	10.502
8610	Gestion d'équipements et centres sportifs	5.197	6.023	6.849	7.619	5.084	3.719	8.803
8611	Remontées mécaniques	6.393	6.642	6.152	8.072	6.060	1.260	7.320
8612	Professeurs de sports et sportifs professionnels	1.247	1.511	1.891	2.334	1.512	1.052	2.564
87	**Services divers (marchands)**	**324.892**	**328.809**	**337.333**	**348.405**	**140.116**	**221.515**	**361.631**
8701	Laverie, blanchisserie, teinturerie de détail	24.233	23.059	21.733	21.675	5.824	16.350	22.174
8702	Blanchisserie et teinturerie de gros	8.197	7.885	7.819	7.635	3.394	4.236	7.630
8703	Salons de coiffure	81.294	83.590	85.789	89.641	15.797	76.467	92.264
8704	Esthétique corporelle	3.944	4.155	4.717	5.139	752	4.680	5.432
8705	Services funéraires	17.663	17.475	17.136	17.202	13.470	3.749	17.219
8706	Studios de photographie	7.727	7.586	7.476	7.680	4.015	4.011	8.026
8707	Services personnels divers	4.794	5.097	4.887	4.912	2.630	2.714	5.344
8708	Services de nettoyage	154.293	156.472	164.113	170.899	72.102	106.600	178.702
8709	Enlèvement des ordures	14.194	14.333	14.854	15.506	15.120	1.191	16.311
8710	Autres services d'assainissement	8.548	9.157	8.802	8.116	7.012	1.517	8.529

(1) La ventilation partielle des groupes d'activités (2 chiffres) en postes à 4 chiffres est due au fait que, pour un certain nombre d'établissements, le code APE complet (à 4 chiffres) n'a pu être déterminé.

TABLEAU M.03-2

Les secteurs d'entreprise de services à destination des ménages en 1987

Source : INSEE (EAE commerce-EAE services) — *Unité :* Million de francs

Numéro de la NAP	Activité économique	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31-12		Effectif non salarié au 31-12	Salaires bruts	Investissements corporels (1)	Chiffre d'affaires hors taxes (2)	Valeur ajoutée hors taxes
			total	dont à temps partiel					
65	**Réparation et commerce de l'automobile**	**69.101**	**311.139**	**46.026**	**57.486**	**26.979**	**7.395**	**356.922**	**59.182**
6501	Commerce de détail d'accessoires et équipements automobiles	3.925	13.704	1.787	2.718	1.091	367	9.487	2.364
6502	Commerce de détail de carburants et lubrifiants	9.202	20.981	3.673	6.229	1.647	212	16.324	3.488
6503	Vente et réparation de véhicules automobiles	26.751	211.567	24.379	21.041	19.636	5.628	301.905	41.931
6506	Réparation de véhicules automobiles	29.223	64.887	16.187	27.498	4.605	1.188	29.206	11.399
66	**Réparations diverses**	**13.663**	**15.059**	**1.347**	**14.952**	**1.251**	**271**	**6.392**	**3.222**
6601	Réparation de chaussures et d'autres articles en cuir	5.609	2.670	338	6.030	178	73	1.171	708
6602	Réparation d'appareils électriques ménagers	5.271	7.674	653	5.901	643	134	3.415	1.522
6603	Réparation de montres et d'horloges de bijouterie	1.099	350	54	1.187	25	8	233	133
6604	Réparations non désignées ailleurs et sans spécialisation	1.684	4.365	302	1.834	405	56	1.573	859
67	**Hôtels — cafés — restaurants**	**157.871**	**396.024**	**88.165**	**193.922**	**28.599**	**12.938**	**143.697**	**68.000**
6701	Restaurants et cafés-restaurants	61.743	179.087	38.871	79.610	12.791	4.898	60.377	27.167
6702	Cantines	194	1.471	260	194	110	25	381	147
6703	Traiteurs	1.012	47.185	9.714	1.147	3.460	220	12.199	5.614
6704	Débits de boissons	43.610	22.461	8.646	50.002	1.250	711	14.044	6.698
6705	Cafés-tabacs	12.305	11.511	4.249	16.092	645	418	7.162	3.804
6706	Débits de boissons avec spectacles	2.887	12.200	5.786	3.498	715	401	3.230	1.737
6707	Cafés associés à une autre activité	7.657	2.122	960	8.710	92	180	3.350	1.002
6708	Hôtels avec restaurant	20.388	98.211	14.429	25.887	7.855	5.214	35.489	17.421
6709	Hôtels sans restaurant	8.075	21.776	5.250	8.782	1.681	871	7.465	4.410
86	**Activités audiovisuelles**	**3.549**	**64.682**	**29.292**	**3.621**	**6.629**	**2.327**	**34.799**	**17.334**
8601	Radiodiffusion et télévision	639	27.623	7.528	614	3.647	1.667	19.876	9.954
8602	Production de films	1.757	29.593	19.437	1.955	2.316	504	10.111	5.547
8603	Distribution de films	212	1.494	421	198	179	24	1.984	845
8604	Gestion de salles de cinéma	941	5.972	1.906	854	487	131	2.828	988
87	**Services divers (marchands)**	**87.836**	**354.556**	**123.231**	**96.228**	**18.465**	**3.725**	**61.336**	**40.263**
8701	Laverie, blanchisserie, teinturerie de détail	10.162	15.616	3.080	11.909	932	430	4.264	2.352
8702	Blanchisserie et teinturerie de gros	384	8.128	367	422	622	212	1.926	1.238
8703	Salons de coiffure	48.311	97.414	17.787	52.659	4.507	888	16.656	12.014
8704	Esthétique corporelle	6.432	3.684	1.046	6.723	171	197	1.570	632
8705	Services funéraires	2.169	15.330	3.230	2.487	1.311	174	5.519	2.661
8706	Studios de photographie	5.258	4.869	1.232	6.223	340	216	3.915	1.376
8707	Services personnels divers	6.601	2.978	1.562	6.829	151	71	1.245	670
8708	Services de nettoyage	7.232	179.813	94.038	7.770	7.967	543	17.078	13.858
8709	Enlèvement des ordures	493	17.639	379	437	1.578	769	6.202	3.656
8710	Autres services d'assainissement	794	9.085	510	769	886	225	2.961	1.806

(1) Y compris apports. — (2) Chiffre d'affaires net et production immobilisée.

SOURCES DE DOCUMENTATION

— « Données sectorielles sur les services en 1987 », INSEE — Résultats (septembre 1989);

— « Les services marchands rendus principalement aux ménages 1960-1975 », *Les Collections de l'INSEE,* série E, n° 70, 1980;

— « Enquête annuelle d'entreprise. Les agences de voyage, exercice 1986 », *Archives et documents,* n° 238, 1988;

— « Enquête annuelle d'entreprise. Activités cinématographiques, exercice 1986 », *Archives et documents,* n° 235, 1988;

— « Enquête annuelle d'entreprise. Cafés, hôtels, restaurants », *Archives et documents,* n° 240, 1988.

Chapitre M.04

Assurances

1. Activité des entreprises d'assurance

2. Placements des entreprises d'assurance

L'information relative aux paragraphes 1 et 2 ci-après a pour source le *Rapport au Président de la République*, sur l'activité des organismes d'assurance et de capitalisation. Ce rapport est préparé annuellement par la *Direction des Assurances* (ministère de l'Économie, des Finances et du Budget), dans le cadre de sa mission de contrôle des entreprises d'assurance françaises et étrangères (1) établies sur le territoire français. Les statistiques résultent du collationnement et du traitement des états comptables normalisés adressés par ces entreprises à leur autorité de tutelle.

1. Activité des entreprises d'assurance

11. Le marché français
(tableaux 1 à 9)

Les tableaux intègrent, non seulement l'activité de l'ensemble des entreprises d'assurance, françaises et étrangères, sur le territoire français, mais aussi les activités des succursales d'entreprises françaises d'assurance à l'étranger (sont incorporées également les quelques opérations effectuées à l'étranger par les succursales en France des sociétés étrangères). En ce qui concerne les effectifs du secteur, des estimations provenant des organismes professionnels et un décompte de la Caisse nationale de prévoyance sont présentés au Tableau 2. Les comptes d'exploitation simplifiés des principales branches et les soldes d'exploitation des autres risques (d'assurance de dommages) d'une part, les cessions de réassurance d'autre part, complètent l'information sur cette activité apportée par les données sur les primes collectées.

1. Entreprises régies par le Code des assurances, à l'exception de la Caisse centrale de réassurance et des opérations effectuées avec la garantie de l'État par la Compagnie française d'assurance du commerce extérieur. Les sociétés spécialisées dans la réassurance ne sont pas soumises au contrôle.

12. Les principaux marchés étrangers — place du marché français
(tableaux 10 à 12)

Le Rapport de la Direction des Assurances reprend, pour situer la France dans son environnement international, des statistiques sur le marché mondial des assurances, publiées par la revue *SIGMA* (éditée par la Compagnie suisse de réassurance, à Zurich). Les tableaux 10 à 12 en présentent des extraits.

2. Placements des entreprises d'assurance
(tableau 13)

Chaque fois qu'elles se reconnaissent une dette vis-à-vis d'un assuré, les entreprises d'assurance constituent des *provisions* destinées à garantir le paiement de cette dette; c'est le cas, par exemple, en assurance de dommages, lorsqu'un sinistre est déclaré, mais non encore réglé; c'est le cas également en assurance-vie, où une part de chaque prime est affectée aux *provisions mathématiques,* qui garantissent le paiement des capitaux ou des rentes prévus à l'échéance des contrats. La représentation de ces provisions par des actifs financiers et immobiliers (appartenant aux sociétés ou remis par les réassureurs) est soumise à une réglementation et à un contrôle stricts, destinés à préserver les droits des assurés. Par contre, les compagnies placent librement leurs fonds propres. Les revenus financiers de ces placements permettent aux assureurs de dommages de limiter le montant des primes demandées. Les assureurs-vie, quant à eux, en imputent une part importante aux provisions mathématiques, part qui sera redistribuée aux assurés sous forme de revalorisation des prestations garanties.

* * *

TABLEAU M.04-1

Répartition par forme juridique des entreprises d'assurance

Situation au 31 décembre

Source : Direction des Assurances

Statut	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986			1987		
							Assurance-vie et capitalisation	Assurance dommages	Total	Assurance-vie et capitalisation	Assurance dommages	Total
Entreprises nationales	10	10	10	10	10	10	6	4	10	4	3	7
Sociétés anonymes	r113	r128	r130	r133	r144	r163	66	107	173	79	117	196
Sociétés à forme mutuelle rémunérant des intermédiaires	74	73	69	67	66	66	16	r59	r75	17	59	76
dont : Sociétés à forme mutuelle ne rémunérant pas d'intermédiaires	23	25	26	28	29	28	—	r19	r19	—	19	19
Mutuelles	77	77	71	71	71	83	—	86	86	—	88	88
Entreprises étrangères	163	168	163	166	164	163	14	143	157	13	(1) 150	163
Autres	r8	r8	r8	r8	8	8	(2) 3	(3) r5	r8	3	5	8
Ensemble	**r468**	**r489**	**477**	**483**	**r492**	**r521**	**105**	**r423**	**r528**	**116**	**441**	**557**

N.B. — Les entreprises pratiquant uniquement la réassurance ne sont pas prises en compte. — (1) Y compris les clubs de protection et indemnité non pris en compte jusque-là. — (2) Deux sociétés à forme tontinière. — (3) Cinq caisses départementales des incendies et la Compagnie française d'Assurance pour le Commerce extérieur (COFACE).

TABLEAU M.04-2

Effectifs du secteur de l'assurance

Sources : Organismes professionnels et Caisse nationale de prévoyance

	1983	1984	1985	1986	1987
Personnels salariés employés par les sociétés d'assurance	123.000	123.200	122.700	122.600	122.500
soit : Personnels des services administratifs	97.000	97.700	97.400	97.500	97.200
Personnels extérieurs de production salariés	26.000	25.500	25.300	25.100	25.300
Agents généraux	65.000	68.200	67.700	71.700	71.100
dont : Employés	25.000	30.000	31.000	39.100	39.100
Courtiers	12.000	11.700	11.700	11.700	11.700
dont : Employés	10.000	10.000	10.000	10.000	10.000
Experts	3.200	3.200	3.200	3.200	3.300
Caisse nationale de prévoyance	1.687	1.840	1.872	1.908	1.629
Ensemble	**204.887**	**208.140**	**207.172**	**211.108**	**210.229**

TABLEAU M. 04-3

Primes d'assurance émises par catégorie d'opérations

Source : Direction des Assurances — *Unité :* Million de francs

Catégorie d'opérations	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
1. *Opérations d'assurance sur la vie et de capitalisation :*									
Assurances grande branche	r 7.457	8.896	10.298	12.577	///	///	///	///	///
Assurances populaires (1)	2.532	2.785	3.013	3.290	///	///	///	///	///
Assurances individuelles (2)	///	///	///	///	17.722	21.073	24.685	r 29.943	32.130
Assurances collectives	8.934	r 10.217	r 12.720	15.749	18.225	22.977	r 29.998	40.122	49.448
Opérations de capitalisation	2.823	3.195	4.089	5.297	4.638	6.216	9.850	15.354	25.431
Autres opérations : autres affaires, complémentaire, vie, nuptialité, natalité	r 1.949	r 2.341	r 2.937	r 3.631	4.430	5.076	r 6.437	r 6.377	6.551
Total affaires directes France métropolitaine	23.695	r 27.434	33.057	r 40.544	45.015	55.342	70.970	r 91.796	113.560
Départements et territoires d'outre-mer	62	72	86	86	106	141	199	267	396
Total affaires directes en France	23.757	27.500	33.143	40.629	45.121	55.483	71.169	92.064	113.956
Total affaires directes à l'étranger	560	591	666	776	684	656	708	787	746
Total affaires directes	24.317	28.091	33.809	41.405	45.805	56.139	71.877	92.851	114.702
Acceptations	1.269	1.437	1.936	2.499	3.055	3.212	3.313	2.901	3.373
Total « Vie et capitalisation »	*r 25.586*	*29.528*	*35.745*	*43.904*	*48.860*	*59.351*	*75.190*	*95.752*	*118.075*
2. Sociétés à forme tontinière	81	82	83	86	94	103	117	133	151
3. *Opérations d'assurances dommages :*									
Accidents corporels	5.664	6.673	7.447	8.187	9.032	9.949	10.687	11.455	///
Maladie	5.172	5.993	7.131	8.303	9.966	11.240	12.573	14.006	///
Dommages corporels (3)	///	///	///	///	///	///	///	///	26.825
Incendie (4)	10.171	11.481	13.084	14.831	16.848	18.797	20.485	21.879	///
Autres dommages aux biens et grêle (4) (5)	4.392	5.996	7.378	7.622	8.997	10.165	11.737	12.659	///
Dommages aux biens (4)	///	///	///	///	///	///	///	///	39.602
Automobiles	29.736	33.215	38.304	44.324	50.650	54.071	55.244	57.472	61.336
Transports (y compris aviation)	2.695	3.148	3.833	4.510	4.595	5.398	5.734	6.140	5.903
Responsabilité civile générale	5.436	6.555	7.640	6.114	7.015	7.687	8.332	8.966	7.726
Divers (y compris crédit)	1.426	1.737	2.005	2.245	2.655	3.937	4.613	5.105	5.564
Assurance construction [Dommages ouvrages et responsabilité civile décennale] (6)	///	///	///	3.631	3.572	3.460	3.274	2.753	3.085
Garantie légale des catastrophes naturelles (7)	///	///	///	577	2.068	2.803	3.153	3.263	3.447
Total affaires directes France métropolitaine	64.692	74.788	86.822	100.344	115.398	127.507	135.832	143.698	153.488
Départements et territoires d'outre-mer	529	583	693	789	1.014	1.136	1.241	1.386	1.575
Total affaires directes en France	65.221	75.371	87.515	101.133	116.412	128.642	137.073	145.084	155.063
Total affaires directes à l'étranger	2.389	2.637	2.825	3.279	3.124	3.790	3.600	3.629	3.641
Total affaires directes	67.610	78.008	90.340	104.412	119.536	132.432	140.673	148.713	158.703
Acceptations	6.994	8.010	9.613	11.848	13.967	15.173	14.997	13.809	13.259
Total général des opérations d'assurance de dommages	*74.604*	*86.018*	*99.953*	*116.260*	*133.503*	*147.605*	*155.670*	*162.522*	*171.963*
4. **Total affaires d'assurance et de capitalisation**	100.271	115.628	135.781	160.249	182.457	207.059	230.977	258.406	290.189

(1) Y compris les assurances populaires à capital variable. — (2) À partir de 1983, les assurances « grande branche » et les assurances populaires sont devenues « asurances individuelles ». — (3) À partir de 1987, les assurances « accidents corporels » et « maladie » ont fusionné pour constituer les dommages corporels. — (4) À partir de 1987, les assurances « incendie » et « autres dommages aux biens » ont fusionné pour donner naissance à la rubrique « dommages aux biens ». — (5) Les primes d'assurances « bris de glace » et « dégâts des eaux » sont comptabilisées (depuis 1970) dans la catégorie « autres dommages aux biens ». — (6) Jusqu'en 1981, l'assurance construction était incluse dans les catégories « responsabilité civile générale » et « autres dommages aux biens ». — (7) Les catastrophes naturelles font l'objet d'une assurance obligatoire depuis la loi du 13 juillet 1982.

TABLEAU M.04-4

Primes nettes d'annulations perçues par les différentes catégories d'entreprises et par branche

Source : Direction des Assurances — *Unité :* Million de francs

Année	Branche	Entreprises françaises				Entreprises étrangères	Ensemble
		Entreprises nationales	Sociétés anonymes	Sociétés à caractère mutuel	Caisse nationale de prévoyance		
1978	Vie et capitalisation	10.466	5.424	1.981	2.844	878	21.593
	Dommages (1)	19.002	22.404	19.984	///	4.721	66.111
	Total	**29.468**	**27.828**	**21.965**	**2.844**	**5.599**	**87.704**
1979	Vie et capitalisation	12.130	6.716	2.346	3.403	993	25.588
	Dommages (1)	21.039	25.113	23.123	///	5.317	74.592
	Total	**33.169**	**31.829**	**25.469**	**3.403**	**6.310**	**100.180**
1980	Vie et capitalisation	13.557	8.363	2.329	4.102	1.178	29.529
	Dommages (1)	23.669	29.096	27.010	///	*r* 6.243	86.018
	Total	**37.226**	**37.459**	**29.339**	**4.102**	**7.421**	**115.547**
1981	Vie et capitalisation	15.465	10.728	3.215	4.969	1.368	35.745
	Dommages (1)	26.920	33.364	32.428	///	7.241	99.953
	Total	**42.385**	**44.092**	**35.643**	**4.969**	**8.609**	**135.698**
1982	Vie et capitalisation	18.172	14.546	3.595	5.956	1.635	43.904
	Dommages (1)	30.621	38.283	39.091	///	8.264	116.259
	Total	**48.793**	**52.829**	**42.686**	**5.956**	**9.899**	**160.163**
1983	Vie et capitalisation	19.873	16.068	4.216	6.763	1.940	48.860
	Dommages (1) (2)	34.938	43.775	45.498	///	9.292	133.503
	Total	**54.811**	**59.843**	**49.714**	**6.763**	**11.232**	**182.363**
1984	Vie et capitalisation	23.085	20.095	4.904	9.106	2.161	59.351
	Dommages (1) (2)	38.216	48.055	50.839	///	10.495	147.605
	Total	**61.301**	**68.150**	**55.743**	**9.106**	**12.656**	**206.956**
1985	Vie et capitalisation	27.681	28.144	6.401	10.458	2.505	(3) 75.306
	Dommages (1) (2)	40.971	51.808	54.294	—	8.597	155.670
	Total	**68.652**	**79.952**	**60.695**	**10.458**	**11.102**	**230.976**
1986	Vie et capitalisation	34.039	39.261	8.147	11.572	2.733	(3) 95.884
	Dommages (1) (2)	42.688	54.173	57.091	—	8.569	162.521
	Total	**76.727**	**93.434**	**65.238**	**11.572**	**11.302**	**258.405**
1987	Vie et capitalisation	36.823	53.239	12.213	12.950	2.849	(3) 118.225
	Dommages (1) (2)	37.371	58.378	68.328	—	7.886	171.963
	Total	**74.194**	**111.617**	**80.541**	**12.950**	**10.735**	**290.188**

(1) Soit primes nettes mises en recouvrement dans l'exercice, plus rappels, moins annulations au cours de l'exercice, plus variations des primes acquises et non émises; ces comptabilisations sont faites hors taxes, c'est-à-dire hors taxes d'assurance, contribution à la Sécurité sociale (pour l'automobile), contribution au fonds de garantie, contribution pour les catastrophes naturelles. — (2) L'assistance fournie par les sociétés d'assurance apparaît à partir de 1983. Les sociétés d'assistance pure sont prises en compte à partir de 1984. — (3) L'ensemble comprend, à compter de 1985, les tontines.

TABLEAU M.04-5

Assurance vie et capitalisation. — Compte d'exploitation simplifié

(Y compris Caisse nationale de prévoyance)

Source : Direction des Assurances — *Unité :* Million de francs

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
RESSOURCES										
Primes	21.594	25.588	29.529	35.745	43.904	48.860	59.351	75.189	95.752	118.075
Produits nets des placements (1)	6.194	7.235	9.080	11.340	r15.366	19.641	21.711	27.033	32.291	30.190
Autres produits (2)	122	141	189	201	235	294	857	952	987	1.638
Charges incombant aux réassureurs	1.577	1.837	2.145	2.621	3.196	3.755	4.193	5.099	5.231	5.862
Total	**29.487**	**34.801**	**40.943**	**49.907**	**62.701**	**72.550**	**86.112**	**108.273**	**134.261**	**155.765**
En % des primes	*136,5*	*136*	*138,6*	*139,6*	*142,8*	*148,4*	*145*	*144*	*140,2*	*131,9*
CHARGES										
Prestations	13.264	15.744	18.704	23.020	28.179	33.699	39.931	46.370	51.580	59.574
Provisions mathématiques (3)	8.514	10.271	12.206	15.238	r20.688	23.272	29.426	42.679	62.532	72.855
Charges de production et de gestion	5.540	6.337	7.317	8.420	10.128	11.195	12.395	14.102	16.400	18.572
Primes cédées aux réassureurs	1.486	1.741	2.006	2.411	3.013	3.557	3.790	4.637	4.544	5.358
Total	**28.804**	**34.093**	**40.233**	**49.089**	**62.008**	**71.723**	**85.542**	**107.788**	**135.056**	**156.359**
En % des primes	*133,3*	*133,2*	*136,2*	*137,3*	*141,2*	*146,7*	*144,1*	*143,3*	*141*	*132,4*
Solde d'exploitation	**683**	**708**	**710**	**r818**	**693**	**827**	**570**	**r485**	**— 795**	**— 594**
En % des primes	*3,1*	*2,7*	*2,4*	*2,2*	*1,5*	*1,6*	*0,9*	*0,6*	*— 0,8*	*— 0,5*

(1) Déduction faite des charges de placement. — (2) Ce poste comprend le total des subventions d'exploitation, des produits accessoires et des travaux faits par l'entreprise pour elle-même. — (3) Ce poste retrace la variation des provisions mathématiques et les virements aux provisions mathématiques, les intérêts servis à la provision pour participation aux excédents, déduction faite de la participation aux excédents des exercices antérieurs incorporés dans l'exercice.

TABLEAU M.04-6

Assurance dommages. — Compte d'exploitation simplifié de la branche automobile

(Responsabilité civile et dommages)

Source : Direction des Assurances — *Unité :* Million de francs

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
RESSOURCES										
Primes nettes (1)	26.142	29.736	33.214	38.306	44.324	50.650	54.070	55.244	57.472	61.336
Produits financiers	3.219	3.743	4.423	5.332	6.215	7.269	7.941	8.230	8.451	8.340
Solde de la réassurance	157	105	256	281	146	—	133	37	—	—
Total	**29.518**	**33.584**	**37.893**	**43.919**	**50.685**	**57.919**	**62.144**	**63.511**	**65.923**	**69.676**
En % des primes	*112,9*	*112,9*	*114,1*	*114,6*	*114,4*	*114,4*	*114,9*	*115,0*	*114,7*	*113,7*
CHARGES										
Sinistres	17.363	19.926	23.229	27.321	30.356	33.819	37.177	39.031	41.031	45.737
Dotation aux provisions techniques	4.642	5.109	5.717	6.604	7.825	8.884	8.081	6.641	6.684	2.710
Commissions	3.087	3.447	3.805	4.271	4.738	5.341	5.645	5.385	5.508	5.811
Frais généraux et impôts (autres charges)	4.349	4.910	5.682	6.680	7.776	8.512	9.566	10.090	10.872	12.019
Solde de la réassurance	—	—	—	—	—	26	—	—	83	79
Autres éléments de débit	181	215	165	131	168	264	329	467	446	597
Total	**29.622**	**33.607**	**38.598**	**45.007**	**50.863**	**56.846**	**60.798**	**61.614**	**64.624**	**66.953**
En % des primes	*113,3*	*113,0*	*116,2*	*117,5*	*114,8*	*112,2*	*112,4*	*111,6*	*112,4*	*108,1*
Solde d'exploitation	**— 104**	**— 23**	**— 705**	**— 1.088**	**— 178**	**1.073**	**1.346**	**1.897**	**1.299**	**2.723**
En % des primes	*0,4*	*0,1*	*2,1*	*2,9*	*0,4*	*2,2*	*2,5*	*3,4*	*2,3*	*4,4*

(1) Soit primes nettes mises en recouvrement dans l'exercice, plus rappels, moins annulations au cours de l'exercice, plus variations des primes acquises et non émises : comptabilisations sont faites hors taxes, c'est-à-dire hors taxes d'assurance, contribution à la Sécurité sociale (pour l'automobile), contribution au fonds de garantie, contribution pour catastrophes naturelles.

TABLEAU M.04-7

Assurance dommages. — Compte d'exploitation simplifié de la branche incendie et de la branche dommages aux biens à partir de 1987

Source : Direction des Assurances — *Unité :* Million de francs

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	■ 1987
RESSOURCES										
Primes nettes (1)	9.255	10.171	11.480	13.084	14.831	16.848	18.796	20.485	21.879	39.602
Produits financiers	433	527	645	789	1.003	1.185	1.348	1.436	1.486	2.735
Charges incombant aux réassureurs et autres produits	///	///	///	///	///	///	///	///	///	9.534
Total	**9.688**	**10.698**	**12.125**	**13.873**	**15.834**	**18.033**	**20.144**	**21.921**	**23.365**	**51.871**
En % des primes	*104,7*	*105,2*	*105,6*	*106,0*	*106,8*	*107,0*	*107,2*	*107,0*	*106,8*	*130,9*
CHARGES										
Sinistres payés	4.505	5.391	6.531	7.384	8.787	11.787	12.764	13.626	13.581	23.261
Accroissement net des provisions	591	1.437	1.087	1.271	3.921	1.331	1.316	1.128	1.045	4.955
Commissions	1.851	2.048	2.336	2.642	2.996	3.413	3.771	3.983	4.154	6.643
Autres charges	1.597	1.768	2.023	2.351	2.700	2.938	3.266	3.653	3.939	7.555
Autres éléments de débit	148	156	199	218	220	223	296	470	513	1.157
Solde de la réassurance	555	— 34	8	61	— 1.794	— 686	— 686	60	1.015	8.612
Total	**9.247**	**10.766**	**12.184**	**13.927**	**16.830**	**19.006**	**20.727**	**22.920**	**24.247**	**52.183**
En % des primes	*99,9*	*105,8*	*106,1*	*106,4*	*113,5*	*112,8*	*110,3*	*111,9*	*110,8*	*131,7*
Solde d'exploitation	**441**	**— 68**	**— 59**	**— 54**	**— 996**	**— 973**	**— 583**	**— 999**	**— 882**	**— 312**
En % des primes	*4,8*	*0,6*	*0,5*	*0,4*	*6,7*	*5,8*	*3,1*	*4,9*	*— 4,0*	*— 0,8*

(1) Soit primes nettes mises en recouvrement dans l'exercice, plus rappels, moins annulations au cours de l'exercice, plus variations des primes acquises et non émises : comptabilisations sont faites hors taxes, c'est-à-dire hors taxes d'assurance, contribution à la Sécurité sociale (pour l'automobile), contribution au fonds de garantie, contribution pour catastrophes naturelles.

TABLEAU M.04-8

Assurance dommages. — Solde d'exploitation des autres risques

Source : Direction des Assurances — *Unité :* Million de francs

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
MONTANTS										
Accidents corporels	655	746	890	1.146	1.188	1.628	1.635	1.513	1.630	///
Maladie	114	104	112	— 156	— 24	54	— 10	— 67	— 549	///
Dommages corporels	///	///	///	///	///	///	///	///	///	997
Autres dommages aux biens (1)	— 100	— 230	— 286	■ — 794	— 777	— 306	— 255	— 756	104	///
Transports	76	100	68	2	46	138	159	241	270	202
Responsabilité civile générale (1)	7	86	110	■ 526	561	752	823	806	678	397
Assurance construction (1)	///	///	///	24	— 28	— 276	— 407	— 161	— 358	— 358
Catastrophes naturelles (2)	///	///	///	///	— 231	26	317	456	360	287
Divers	132	230	210	211	213	5	232	328	286	427
Assistance (3)	///	///	///	///	///	18	55	58	85	///
Total	**884**	**1.036**	**1.104**	**■ 959**	**948**	**2.039**	**2.549**	**2.418**	**2.506**	**1.952**
PART DES PRIMES EN %										
Accidents corporels	12,7	13,2	13,3	15,4	14,5	18,0	16,4	14,1	14,2	///
Maladie	2,5	2,0	1,9	— 2,2	— 0,3	0,6	— 0,1	— 0,5	— 3,9	///
Dommages corporels	///	///	///	///	///	///	///	///	///	3,7
Autres dommages aux biens (1)	— 2,8	— 5,2	— 4,8	■ — 12,7	— 10,2	— 3,4	— 2,5	— 6,4	1,3	///
Transports	2,9	3,7	2,2	0,1	1,0	3,0	2,9	4,2	4,4	3,4
Responsabilités civile générale (1)	0,1	1,6	1,7	■ 9,8	9,2	10,8	10,7	0,7	7,5	5,1
Assurances construction (1)	///	///	///	0,7	— 0,8	— 7,6	— 11,9	— 4,9	— 13	— 11,6
Catastrophes naturelles (2)	///	///	///	///	— 40,0	1,3	11,3	14,5	11	8,3
Divers	11,5	16,1	12,1	10,5	9,5	0,2	8,0	9,5	7,6	7,7
Assistance (3)	///	///	///	///	///	8,3	5,4	5,0	6,4	///
Ensemble	**4,1**	**4,2**	**3,7**	**■ 2,7**	**2,3**	**4,3**	**4,7**	**2,4**	**4,2**	**2,5**

(1) Jusqu'à l'année 1980 incluse, l'« assurance construction » était comprise dans « autres dommages aux biens » et « responsabilité civile générale ». — (2) Les catastrophes naturelles font l'objet d'une assurance obligatoire depuis la loi du 13 juillet 1982. — (3) L'assistance fournie par les sociétés d'assurance apparaît à partir de 1983. Les sociétés d'assistance pure sont prises en compte à partir de 1984. À partir de 1987 l'assistance est incluse dans les divers.

TABLEAU M.04-9

Cessions en réassurance : primes cédées

[En % des primes nettes de la branche] (1) (2)

Source : Direction des Assurances

Branche	1983	1984	1985	1986	1987
Accidents corporels	12,8	10,5	10,0	10,7	—
Maladie	8,7	9,6	10,1	*r*10,0	—
Dommages corporels	—	—	—	—	11,7
Incendie	27,7	27,1	24,9	23,8	—
Autres dommages aux biens et grêle	23,6	*r*24,8	*r*24,7	*r*26,8	—
Dommages aux biens	—	—	—	—	22,4
Automobile	5,9	5,6	5,0	4,9	4,6
Transports (y compris aviation)	53,5	53,1	55,4	53,6	55,0
Responsabilité civile générale	13,1	12,7	11,1	*r*11,0	11,5
Divers	31,8	34,7	32,4	27,7	18,5
Construction	54,3	51,3	40,1	17,9	15,7
Catastrophes naturelles	79,1	74,9	70,8	63,3	54,0
Ensemble	**18,3**	**18,1**	**17,7**	**14,8**	**16,1**

(1) Les cessions relatives aux branches vies et capitalisation gérées en capitalisation ne sont pas reprises dans ce tableau, compte tenu de leur faible montant. — (2) Soit primes nettes mises en recouvrement dans l'exercice, plus rappels, moins annulations au cours de l'exercice, plus variations des primes acquises et non émises; ces comptabilisations sont faites hors taxes, c'est-à-dire hors taxes d'assurance, contribution à la Sécurité sociale (pour l'automobile), contribution au fonds de garantie, contribution pour les catastrophes naturelles.

TABLEAU M.04-10

Part des principaux marchés dans le marché mondial des assurances

[En % du total mondial des primes] (1)

Source : Revue SIGMA

Pays	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Allemagne (République fédérale d')	9,95	10,56	9,25	8,53	8,32	7,54	6,56	7,02	6,91
Australie	1,64	1,54	1,62	1,72	1,77	1,78	1,76	1,24	1,00
Belgique	1,19	1,16	1,01	0,84	0,71	0,61	0,54	0,58	0,59
Canada	2,74	2,87	2,86	3,40	3,40	3,36	3,17	2,69	2,30
États-Unis d'Amérique	45,20	44,65	43,63	46,00	47,65	48,10	50,87	47,70	43,22
France	5,21	5,62	5,20	4,62	4,49	4,05	3,86	4,37	4,25
Italie	1,59	1,74	1,67	1,56	1,57	1,53	1,49	1,58	1,68
Japon	13,76	11,56	13,61	13,45	13,44	14,79	14,85	17,31	19,67
Pays-Bas	2,11	2,21	1,96	1,73	1,65	1,44	1,25	1,32	1,33
Royaume-Uni	5,30	6,28	7,14	6,52	5,95	5,88	5,33	5,75	5,32
Suisse	1,60	1,64	1,41	1,42	1,36	1,33	1,14	1,29	1,31
Ensemble	**90,29**	**89,83**	**89,36**	**89,79**	**90,31**	**90,41**	**90,82**	**90,27**	**86,99**

(1) Pays du CAEM (Conseil d'aide économique mutuelle) exclus, à partir de 1986.

TABLEAU M.04-11

Part des primes rapportée au produit national brut des principaux pays de l'OCDE

Source : Revue SIGMA — *Unité :* %

Pays	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Allemagne (République fédérale d')	5,02	5,10	5,29	5,60	5,77	5,83	5,87	5,90	5,97
Australie	5,37	5,08	4,96	5,02	5,51	5,62	5,48	5,34	5,19
Canada	5,21	5,06	5,11	5,49	5,46	5,08	4,95	5,14	5,41
Etats-Unis d'Amérique	7,60	7,25	7,23	7,05	7,22	6,90	6,91	7,52	8,84
France (1)	3,62	3,62	3,69	3,83	4,98	4,11	4,31	4,53	4,70
Italie	2,12	2,04	2,00	2,13	...	...	2,35	*r* 2,49	(1) *r* 2,19
Japon	4,64	4,89	5,12	5,30	5,80	5,90	6,19	6,94	8,20
Royaume-Uni	5,68	5,83	5,78	6,12	6,34	6,35	7,05	7,11	8,34
Suisse	5,85	6,16	6,08	5,90	6,14	6,56	6,47	7,07	7,54

(1) Produit intérieur brut.

TABLEAU M.04-12

Montant total des primes émises sur le territoire national des principaux pays de l'OCDE et part en % de l'assurance dommages dans ce montant

Source : Revue SIGMA — *Unité :* Milliard de francs

Pays	1979		1980		1981		1982		1983		1984		1985		1986	
	Total	Dommages %	Total	Dommages %	Total	Dommages %	Total	Dommages %	Total	Dommages %	Total	Dommages %	Total	Dommages %	Total	Dommages %
Allemagne (République fédérale d')	167,4	59,9	183,0	58,6	218,8	59,0	261,3	59,2	298,2	58,1	313,6	58,9	197,3	59,0	220,7	57,6
Australie	24,2	66,8	32,0	66,4	44,7	66,3	55,7	66,4	70,6	69,5	84,1	70,5	59,3	69,0	55,7	68,2
Belgique	18,4	73,2	19,9	73,0	21,8	73,2	22,3	71,9	24,1	72,6	26,4	72,3	19,8	72,2	23,5	72,3
Canada	45,2	60,4	56,4	59,0	88,3	57,1	105,8	59,6	133,0	60,5	151,6	54,5	128,2	53,0	127,7	55,0
États-Unis	703,7	67,4	857,2	65,8	1.189,9	63,3	1.493,2	62,7	1.903,2	64,6	2.430,6	62,9	2.273,8	62,1	2.395,3	59,6
France	89,1	73,2	103,0	73,2	124,2	72,7	145,9	71,6	161,6	72,0	184,2	69,8	137,1	65,8	143,8	61,1
Italie	27,5	86,2	32,9	86,8	40,0	87,5	49,5	87,9	60,5	87,6	71,2	86,3	63,8	84,4	76,2	81,7
Japon	183,6	32,3	268,3	31,5	348,0	30,6	425,3	29,6	585,4	29,7	709,6	29,7	824,9	28,6	1.089,9	29,8
Pays-Bas	35,0	60,3	38,8	60,0	44,4	59,2	51,5	56,4	57,0	55,3	59,5	55,0	33,6	53,3	40,0	54,4
Royaume-Uni	99,5	48,4	140,3	48,5	166,6	47,0	187,5	45,5	232,7	41,6	254,4	40,9	110,2	40,2	119,7	40,6
Suisse	25,6	50,5	27,7	51,3	36,5	51,4	42,6	50,2	52,8	48,9	54,4	50,0	61,5	46,6	72,7	46,3

TABLEAU M.04-13

Portefeuille valeurs des entreprises d'assurance

(Valeurs conservées par les entreprises - estimation d'inventaire)

Source : Direction des Assurances

Unité : Milliard de francs

Année	Nature des valeurs	Branches (France et étranger)		Pays (ensemble des branches)		Total
		Vie et capitalisation	Dommages	France	Pays étrangers	
1978	Valeurs mobilières	58,9	54,5	109,5	3,8	113,3
	Immeubles et parts de SCI	14,2	16,9	30,5	0,7	31,1
	Prêts et effets assimilés	7,3	6,9	13,5	0,7	14,2
	Cautionnements en espèces	ε	0,2	0,2	ε	0,3
	Total	**80,4**	**78,5**	**153,7**	**5,2**	**158,9**
1979	Valeurs mobilières	68,0	61,2	125,0	4,2	129,2
	Immeubles et parts de SCI	20,0	20,0	39,2	0,8	40,0
	Prêts et effets assimilés	8,0	7,6	14,8	0,8	15,6
	Cautionnements en espèces	0,1	0,3	0,2	0,1	0,3
	Total	**96,1**	**89,1**	**179,2**	**5,9**	**185,1**
1980	Valeurs mobilières	78,5	70,4	144,4	4,5	148,9
	Immeubles et parts de SCI	22,9	22,2	44,4	0,8	45,1
	Prêts et effets assimilés	9,2	8,2	16,4	0,9	17,3
	Cautionnements en espèces	ε	0,2	0,2	0,1	0,3
	Total	**110,6**	**101,0**	**205,4**	**6,3**	**211,6**
1981	Valeurs mobilières	91,0	79,2	164,8	5,5	170,2
	Immeubles et parts de SCI	27,3	25,1	51,6	0,8	52,4
	Prêts et effets assimilés	12,0	10,0	20,9	1,0	22,0
	Cautionnements en espèces	0,2	0,6	0,7	0,2	0,9
	Total	**130,5**	**114,9**	**238,0**	**7,5**	**245,5**
1982	Valeurs mobilières	109,6	87,8	191,0	6,4	197,4
	Immeubles et parts de SCI	31,7	28,0	58,8	0,9	59,7
	Prêts et effets assimilés	15,0	11,6	25,6	1,0	26,6
	Cautionnements en espèces	0,4	0,6	0,9	0,1	1,0
	Total	**156,8**	**128,0**	**276,3**	**8,5**	**284,8**
1983	Valeurs mobilières	135,2	104,6	232,9	7,0	239,8
	Immeubles et parts de SCI	35,4	30,7	65,2	0,9	66,1
	Prêts et effets assimilés	17,0	12,7	28,7	0,9	29,6
	Cautionnements en espèces	0,5	0,8	1,0	0,2	1,2
	Total	**188,1**	**148,8**	**327,8**	**9,0**	**336,7**
1984	Valeurs mobilières	165,0	122,8	280,5	7,3	287,8
	Immeubles et parts de SCI	39,7	33,1	71,9	0,9	72,8
	Prêts et effets assimilés	19,6	13,5	32,3	0,8	33,1
	Cautionnements en espèces	2,1	*r*10,1	12,3	1,5	13,8
	Total	**226,2**	**179,5**	***r*397,0**	**10,3**	***r*407,5**
1985	Valeurs mobilières	214,3	141,7	348,3	7,7	356,0
	Immeubles et parts de SCI	44,8	35,8	79,7	0,9	80,6
	Prêts et effets assimilés	21,5	13,4	34,0	0,9	34,9
	Cautionnements en espèces	2,1	11,7	12,3	1,5	13,8
	Total	**282,7**	**202,6**	**474,3**	**11,0**	**485,3**
1986	Valeurs mobilières	281,5	*r*174,7	*r*448,1	*r*8,1	*r*456,2
	Immeubles et parts de SCI	*r*51,2	*r*40,0	*r*90,3	*r*0,9	*r*91,2
	Prêts et effets assimilés	25,4	*r*15,2	*r*39,7	0,9	*r*40,6
	Cautionnements en espèces	2,2	*r*11,1	*r*12,0	*r*1,3	*r*13,3
	Total	***r*360,3**	***r*241,0**	***r*590,1**	***r*11,2**	***r*601,3**
1987	Valeurs mobilières	358,4	198,1	549,3	7,2	556,5
	Immeubles et parts de SCI	58,6	43,9	101,8	0,7	102,6
	Prêts et effets assimilés	25,2	16,0	40,7	0,5	41,1
	Cautionnements en espèces	1,8	11,6	11,9	1,5	13,4
	Total	**444,0**	**269,6**	**703,7**	**9,9**	**713,6**

SOURCES DE DOCUMENTATION

— Rapport sur l'activité des organismes d'assurance et de capitalisation *(annuel)*. Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget.

— Rapport annuel de la Fédération française des sociétés d'assurances, 26, boulevard Haussmann, 75009 Paris.
Tél. : (1) 42 47 90 00.

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

La revue de synthèse de l'INSEE

Lire ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

C'est bénéficier d'analyses approfondies sur des problèmes qui, s'ils ne sont plus d'actualité immédiate, restent toujours latents.

S'abonner à ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

C'est être assuré d'obtenir régulièrement une information de première main sur les résultats des grandes enquêtes de l'INSEE et de la statistique française.

Conserver ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

C'est disposer d'informations suivies sur la vie économique, les problèmes démographiques, les phénomènes sociaux.

Publication disponible sous deux formes :
- édition sur *papier*
- édition sur *microfiche*

Abonnement 1 an (11 numéros) : papier : France 375 F, étranger 469 F.
microfiche : France 155 F, étranger 194 F.

Le numéro : papier : France 40 F.
microfiche : 18 F.

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à, INSEE, CNGP, BP 2718, 80027 AMIENS Cedex

Veuillez noter mon abonnement à **ÉCONOMIE & STATISTIQUE**
édition sur papier ☐
édition sur microfiche ☐

Nom ou raison sociale : .....

Activité : .....

Adresse : .....

.....Tél : .....

Ci-joint, en règlement la somme de ..... F

par ☐ chèque postal ☐ chèque bancaire ☐ mandat
à l'ordre de l'INSEE.

C 95

insee Institut National de la Statistique et des Études Économiques.

N

Finances

La revue de synthèse de l'INSEE

Lire E&S ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

C'est bénéficier d'analyses approfondies sur des problèmes qui, s'ils ne sont plus d'actualité immédiate, restent toujours latents.

S'abonner à E&S ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

C'est être assuré d'obtenir régulièrement une information de première main sur les résultats des grandes enquêtes de l'INSEE et de la statistique française.

Conserver E&S ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

C'est disposer d'informations suivies sur la vie économique, les problèmes démographiques, les phénomènes sociaux.

Publication disponible sous deux formes :
- édition sur *papier*
- édition sur *microfiche*

Abonnement 1 an (11 numéros) : papier : France 375 F, étranger 469 F.
microfiche : France 156 F, étranger 194 F.

Le numéro : papier : France 40 F.
microfiche : 18 F.

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à : INSEE, ONGP, BP 2716, 80027 AMIENS Cedex

Veuillez noter mon abonnement à ÉCONOMIE & STATISTIQUE
édition sur papier ☐
édition sur microfiche ☐

Nom ou raison sociale

Activité

Adresse

Tél.

Ci-joint, en réglement la somme de F.

à l'ordre de l'INSEE

Date

Avenue Général de la Statistique et des Études Économiques

Chapitre N.01

Monnaie-Crédit-Épargne

1. Nomenclature des institutions financières
2. Les agrégats monétaires
3. Les contreparties de M 3
4. Le crédit intérieur total
5. Opérations avec les non-résidents
6. Taux d'intérêt
7. Épargne

La loi n° 84-46 du 24 janvier 1984, dite *loi bancaire*, définit le cadre institutionnel dans lequel s'exerce désormais l'activité des établissements de crédit.

Les statistiques permettant de suivre cette activité sont établies par la Banque de France.

1. Nomenclature des institutions financières en vigueur en 1988

Cette nomenclature est commune aux statistiques monétaires et aux tableaux d'opérations financières de la comptabilité nationale.

Les institutions financières sont classées en deux grandes catégories :

— établissements de crédit et assimilés;

— organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM).

Le détail et l'articulation de cette nomenclature sont les suivants :

Établissements de crédit et assimilés :

— Banque de France;

— Banques :

- Banques « AFB »,
- Banque française du commerce extérieur,

- Banques mutualistes (Banques populaires, Crédit agricole, Crédit mutuel, Crédit mutuel agricole et rural, Crédit maritime, Banques du crédit coopératif, Sociétés coopératives de banque), Crédits municipaux.

— Caisses d'épargne :
  - Caisses d'épargne et de prévoyance,
  - Caisse nationale d'épargne (PTT) :

— Caisse des dépôts de consignations,

— Sociétés financières :
  - Sociétés financières,
  - Sociétés financières soumises à des dispositions particulières (SICOMI, SOFERGIE, Sociétés de financement des Télécom, Sociétés de crédit différé, Sociétés de crédit immobilier, CNE (1), CRH),
  - Sociétés financières habilitées à titre individuel (crédit-bail immobilier, location avec option d'achat; gestion moyens de paiement...),
  - Maisons de titres,
  - Instituts régionaux de participation;

— Institutions financières spécialisées :
  - CEPME,
  - Comptoir des entrepreneurs,
  - Crédit foncier de France,
  - Crédit national,
  - SPR,
  - CAECL,
  - CCCE,
  - CCIFP,
  - SOFARIS,
  - CNA et CNT;

— Institutions financières diverses :
  - CNI, CNB, CACOM, CAPA, FIS,
  - Groupements de répartion d'emprunts,
  - Sociétés de caution mutuelle et fonds de garantie...,
  - Agents de change.

OPCVM :
  - Sociétés d'investissement à capital fixe;
  - Sociétés d'investissement à capital variable (SICAV);
  - Fonds commun de placement (FCP).

En outre, le Trésor et les services financiers de la Poste (CCP) sont considérés dans de nombreuses analyses comme des agents financiers.

2. Les agrégats de monnaie *(schéma)*

Au cours des années récentes, deux évolutions marquantes ont affecté les modalités de financement de l'économie française. D'une part, le rôle des marchés de capitaux s'est accru, spécialement celui du marché obligataire. D'autre part, les produits financiers se sont diversifiés. L'essor des SICAV et des fonds communs de placement à court terme, l'apparition des certificats de dépôts, la création des bons du Trésor négociables et celle des billets de trésorerie ont conduit la Banque de France à modifier les agrégats monétaires.

À cette occasion, le critère institutionnel qui séparait certains instruments en catégories distinctes selon qu'ils étaient gérés ou émis par les banques ou les caisses d'épargne a été abandonné et le champ des recensements statistiques a été élargi.

Par ailleurs ne sont recensés, dans les agrégats de monnaie, que les actifs détenus par les agents non financiers résidents.

21. L'agrégat M1 (moyens de paiement)

L'agrégat M1 regroupe les moyens de paiement émis ou gérés par les établissements de crédit, les centres de chèques postaux et le Trésor : billets, monnaies divisionnaires, dépôts à vue. Par conséquent :

— sont exclus les dépôts à vue en devises (il ne s'agit pas de moyens de paiement utilisables en France et leur détention comporte un risque de perte en capital);

— sont inclus dans les dépôts à vue des OPCVM, en vertu du principe de transparence, les dépôts à vue des SICAV;

— sont inclus également, par élargissement du champ statistique, les dépôts à vue des collectivités locales et des autres correspondants non financiers au Trésor, ainsi que les dépôts gérés par la Caisse des dépôts (au titre de la section générale).

22. L'agrégat M2

L'agrégat M2 regroupe, avec M1, les placements à vue en francs rémunérés et gérés par les établissements de crédit et le Trésor (livrets bancaires ordinaires, livrets A et B des caisses d'épargne, livrets bleus du Crédit mutuel, CODEVI, livrets d'épargne populaires [LEP] et comptes d'épargne-logement).

Cet agrégat contient donc les actifs les plus directement liés aux transactions sur biens et services, c'est-à-dire ceux qui sont disponibles à vue, rémunérés ou non.

23. L'agrégat M3

L'agrégat M3 ajoute à M2 les dépôts en devises, les placements à court terme non négociables émis ou gérés par les établissements de crédit et le Trésor (comptes à terme — y compris ceux des OPCVM —, bons de caisse et d'épargne, bons du Trésor et des PTT sur formules) et les placements à court terme négociables émis par les établissements de crédit (certificats de dépôts pour l'essentiel).

Conformément à la pratique des pays étrangers, les certificats de dépôts sont classés dans le même ensemble que les autres actifs monétaires gérés par les banques, dont ils sont de proches substituts.

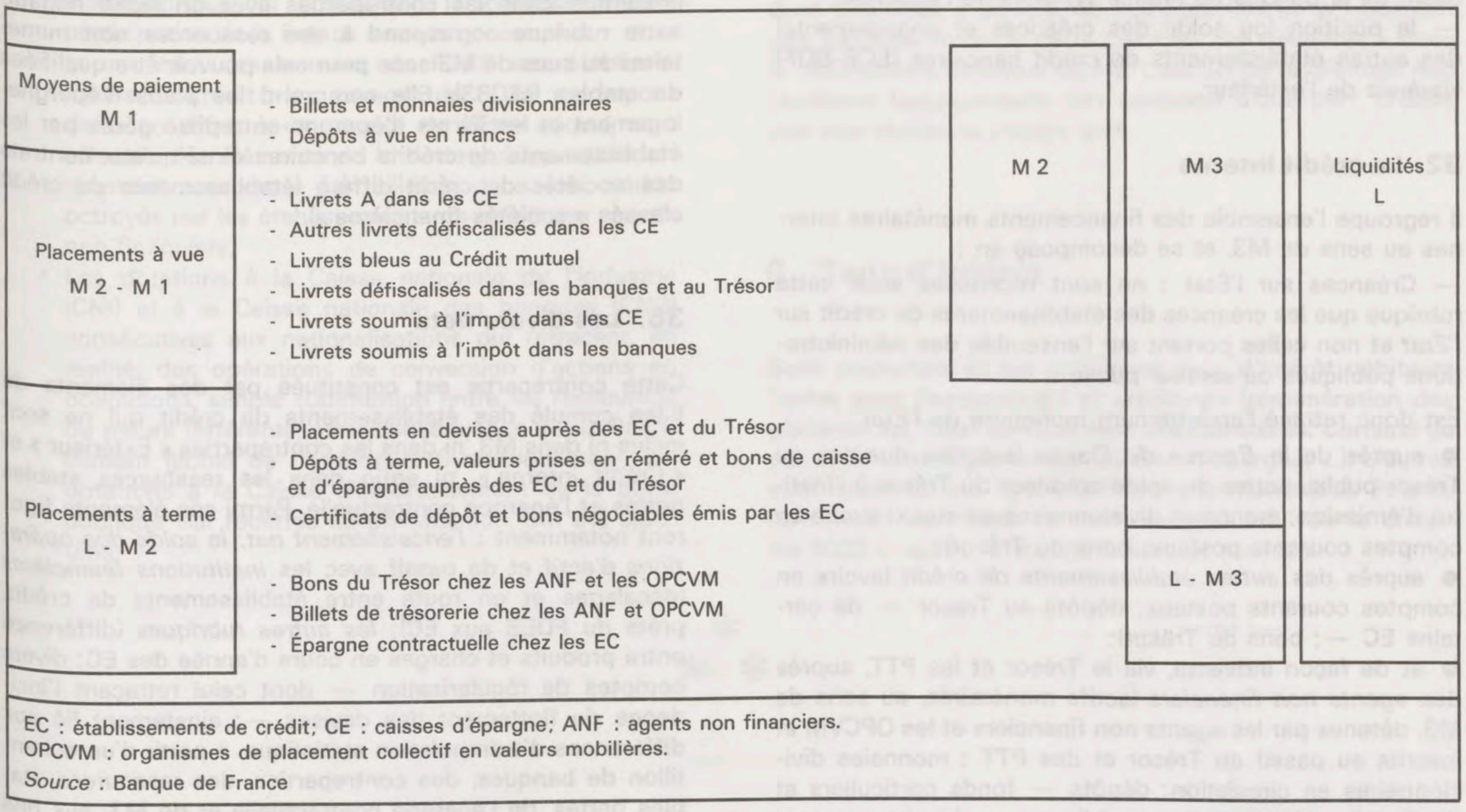
Par ailleurs, sont recensées au même titre que les dépôts à terme et avec eux dans les agrégats de monnaie, les opérations de réméré conclues par les établissements de crédit bancaires avec les agents non financiers et les OPCVM. Quelle que soit l'analyse juridique que l'on fasse de ces opérations, elles correspondent pour les contractants à des dépôts à terme sans risque de perte en capital.

Enfin, l'élargissement du champ statistique concerne évidemment aussi bien les placements à échéance que les dépôts à vue.

---

1. En 1988, la CNE sera classée comme Institution financière spécialisée.

Principaux agrégats de monnaie (1987)



EC : établissements de crédit; CE : caisses d'épargne; ANF : agents non financiers.
OPCVM : organismes de placement collectif en valeurs mobilières.
Source : Banque de France

24. L'agrégat L (ensemble des liquidités)

L'agrégat L contient donc, en sus de M3, deux catégories d'actifs :

— l'épargne contractuelle gérée par les établissements de crédit (plans d'épargne-logement, livrets d'épargne entreprises) : ces placements peuvent évidemment être transformés à tout moment en moyens de paiement, mais leur conversion avant l'échéance fait subir au détenteur une perte en intérêts et en droits à crédit très importante et, en pratique, la stabilité de ces produits est très grande;

— les actifs à court terme négociables émis par les agents non financiers (billets de trésorerie émis par les entreprises, bons du Trésor négociables).

3. Les contreparties de M3

Les contreparties de M3 sont calculées à partir d'une consolidation des bilans des établissements de crédit situés sur le territoire métropolitain — Monaco inclus — agents gestionnaires de liquidités au sens de M3 (2). Les divers postes d'actif du bilan consolidé sont regroupés en grandes rubriques dénommées « contreparties ». Viennent en déduction les engagements non retenus dans M3. Le choix des regroupements retenus comme contreparties a pour but de mettre en lumière les principaux « canaux » de la création monétaire au sens de M3.

On peut distinguer d'abord deux contreparties principales, les créances nettes sur l'extérieur et le crédit interne que l'on peut décomposer en créances sur l'État et créances sur le secteur privé (appelées créances sur l'économie).

Viennent ensuite, en déduction dans les contreparties, les ressources stables nettes des établissements de crédit ainsi que l'épargne contractuelle incluse dans L-M3.

Enfin, l'ensemble des opérations d'actif et de passif des établissements de crédit qui ne peuvent être classées dans l'une des rubriques précédentes est regroupé dans une contrepartie appelés « divers nets ».

31. L'extérieur

La contrepartie « Extérieur » englobe tous les postes d'actif et de passif des bilans des établissements de crédit concernant les relations avec les non-résidents, qu'ils soient des agents financiers ou non. Sa variation mesure l'incidence des opérations retracées dans la balance des paiements (transactions de nature commerciale, financière ou autre, effectuées entre les résidents et les non-résidents) sur les liquidités, au sens de M3, détenues par les résidents (3).

---

2. Les OPCVM ne sont donc pas retenus.
3. Sous réserve de l'impact du flottement des monnaies puisque, comme toute statistique patrimoniale, les postes de bilans retracent l'effet comptable de la modification des cours de change sur la contre-valeur en francs des créances et engagements en devises. Les banques réévaluent chaque mois la totalité de leurs encours de créances et engagements en devises en utilisant le cours de change observé en fin de mois.

Les deux composantes de cette contrepartie sont :

— le solde des créances (avoirs bruts de change, postes d'actif du bilan) et des engagements (postes de passif du bilan) de la Banque de France vis-à-vis de l'extérieur;

— la position (ou solde des créances et engagements) des autres établissements de crédit bancaires (ECB-BDF) vis-à-vis de l'extérieur.

32. Le crédit interne

Il regroupe l'ensemble des financements monétaires internes au sens de M3, et se décompose en :

— Créances sur l'État : ne sont recensées sous cette rubrique que les créances des établissements de crédit *sur l'État* et non celles portant sur l'ensemble des administrations publiques ou secteur public.

Est donc retracé l'endettement monétaire de l'État :

- auprès de la *Banque de France* (avances directes au Trésor public, nettes du solde créditeur du Trésor à l'institut d'émission; monnaies divisionnaires en stock; avoirs en comptes courants postaux; bons du Trésor);
- auprès des *autres établissements de crédit* (avoirs en comptes courants postaux; dépôts au Trésor — de certains EC —; bons du Trésor);
- et de façon indirecte, via le Trésor et les PTT, auprès des *agents non financiers* (actifs monétaires, au sens de M3, détenus par les agents non financiers et les OPCVM et inscrits au passif du Trésor et des PTT : monnaies divisionnaires en circulation; dépôts — fonds particuliers et dépôts des administrations publiques — chez les comptables du Trésor et en comptes courants postaux; bons du Trésor sur formules, non négociables). Ces créances sont ventilées entre les crédits et les titres.

— Créances sur l'économie : il s'agit des financements consentis par des établissements de crédit. Ces créances se décomposent de même en crédits et titres.

- Les *crédits* — en francs et en devises — comprennent les crédits stricto sensu; les effets à l'encaissement à crédit immédiat; les immobilisations de crédit-bail (non compris les immobilisations non louées mais y compris les immobilisations en cours) et de location avec option d'achat; les opérations de location simple, exercées à titre complémentaire; les prêts participatifs.
- Les *titres* incluent les obligations hors État et actions ne donnant pas un droit de contrôle, les billets de trésorerie émis par les entreprises et acquis par les établissements de crédit, tous les titres (hormis ceux émis par l'État) vendus à réméré ou avec engagement de rachat qui sont réintroduits dans les bilans.

33. Les ressources stables nettes

Présentées dans les contreparties, avec un signe négatif, les ressources stables des établissements de crédit sont formées :

- des *emprunts obligataires* émis sur le marché intérieur (nets des amortissements effectués et hors émissions des titres Codevi émis et détenus simultanément par les ECB);
- des *emprunts participatifs nets des prêts participatifs consentis à des agents financiers;*
- des *capitaux propres nets* calculés en faisant la balance des fonds propres (capital et dotation, réserves, provisions, report à nouveau), d'une part, et des immobilisations, participations, filiales, frais d'établissement, report à nouveau d'autre part.

34. L'épargne contractuelle (classée dans L-M3)

Présentée dans les contreparties avec un signe négatif, cette rubrique correspond à des ressources non monétaires au sens de M3 sans pour cela pouvoir être qualifiées de stables (cf. 33). Elle comprend les plans d'épargne-logement et les livrets d'épargne-entreprise gérés par les établissements de crédits bancaires ainsi qu'aux contrats des sociétés de crédit différé (établissements de crédit classés « sociétés financières »).

35. Les divers nets

Cette contrepartie est constituée par des éléments du bilan cumulé des établissements de crédit qui ne sont inclus ni dans M3, ni dans les contreparties « Extérieur » et « Crédit interne », ni enfin dans les ressources stables nettes et l'épargne contractuelle. Parmi ces éléments figurent notamment : *l'encaissement net; le solde des opérations* d'actif et de passif avec les *institutions financières* (décalages et en route entre établissements de crédit, prêts du FDES aux EC); *les autres rubriques* (différence entre produits et charges en cours d'année des EC; divers comptes de régularisation — dont celui retraçant l'incidence du flottement des devises —; ajustement lié aux différences d'extrapolation statistique, à partir d'un échantillon de banques, des contreparties, des ressources stables nettes, de l'épargne contractuelle et de M3, aux fins de mois autres que les fins de trimestre.

4. Le crédit intérieur total

Le crédit interne, contrepartie de M3, retrace une partie seulement du financement de l'économie, celle qui est assurée par les établissements de crédit. Or, depuis quelques années le rôle de l'intermédiation financière par les EC est devenu moins prédominant. À l'observation des financements monétaires doit donc être associée celle d'un agrégat de financement global : le crédit intérieur total.

Celui-ci regroupe l'ensemble de l'endettement des agents non financiers résidents obtenu auprès des établissements de crédit, sur les marchés de capitaux ou par emprunt noués à l'étranger. Il se définit comme la somme des composantes suivantes :

— Passif des agents non financiers résidents (hors État) :
  - Crédits obtenus auprès des établissements de crédit,
  - Titres négociables émis par les agents non financiers (hors État) : obligations, titres participatifs et billets de trésorerie,
  - Emprunts obligataires sur les marchés internationaux de capitaux et euro-crédits accordés par les banques étrangères;

— Passif de l'État : dette publique corrigée des engagements ne correspondant pas à un véritable financement de l'économie interne. La dette publique retenue ici correspond à une dette *stricto sensu* (n'incluant pas les règlements bancaires en cours d'exécution et les différents comptes de tiers créditeurs — assimilables à un « float »

du Trésor public). Sont ainsi déduits de l'endettement de l'État :

- Les bons du Trésor souscrits par les organismes internationaux, qui représentent la contrepartie de la participation de la France à ces organismes,
- Le montant des avances du FDES aux établissements de crédit : les avances du FDES correspondent, en effet, à un emploi de l'État auquel sont affectés des éléments de la dette publique pour un montant enregistré par ailleurs dans les crédits octroyés par les établissements de crédit aux agents non financiers,
- Les dotations à la Caisse nationale de l'industrie (CNI) et à la Caisse nationale des banques (CNB) consécutives aux nationalisations qui retracent, en réalité, des opérations de conversion d'actions en obligations, simple substitution entre les ressources de nature différente, sans conséquence sur le financement global de l'économie. Symétriquement, les dotations à la Caisse d'amortissement de la dette publique, sur recettes de privatisation, ont été ajoutées.

5. Opérations avec les non-résidents

Sont détaillées, à ce titre, les composantes de la « position des banques vis-à-vis de la clientèle non résidente » dans la contrepartie *Extérieur* de M3 : dépôts de la clientèle non résidente (engagements des banques) d'une part, crédits aux non-résidents d'autre part.

6. Taux d'intérêt

Sont présentés ici les principaux taux d'intérêt débiteurs (coûts pour l'emprunteur) et créditeurs (rémunération des placements), ainsi que des taux interbancaires. Certains de ces taux sont réglementés (caisses d'épargne, ...), d'autres sont observés sur le marché (marché monétaire). Pour le rendement des titres (actions, obligations), voir le chapitre N.02 ci-après, « Marché financier, bourse ».

* * *

TABLEAU N.01-1

Nombre de guichets permanents de banques
(Métropole, Monaco et outre-mer)

Situation en fin d'année

Source : Banque de France (Bulletin trimestriel) — *Unité :* Guichet

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Banques (1)	9.953	10.100	10.147	10.112	10.137	10.148	10.187	10.106
Banques mutualistes ou coopératives	10.616	10.983	11.109	11.149	11.186	11.214	11.268	11.180
soit :								
Sociétés coopératives de banque	///	///	///	71	75	80	83	82
Banques populaires	1.494	1.541	1.547	1.560	1.568	1.580	1.598	1.605
Crédit agricole	5.309	5.587	5.644	5.657	5.674	5.688	5.726	5.723
Autres (2)	3.813	3.855	3.918	3.861	3.869	3.866	3.861	3.770
Total	**20.569**	**21.083**	**21.256**	**21.261**	**21.323**	**21.362**	**21.455**	**21.286**

(1) La catégorie des banques inclut, depuis 1984, la Banque Française du commerce extérieur ainsi que le Crédit Foncier et communal d'Alsace et de Lorraine mais elle ne comprend plus les 46 Sicomi, Sofergie et Sociétés de financement des télécommunications (classées sociétés financières) ni le Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises - CEPME (classé institution financière spécialisée). Enfin, les banques constituées sous la forme de sociétés coopératives de banque sont classées sous la rubrique des banques mutualistes ou coopératives. — (2) Crédit maritime mutuel, Caisse centrale de crédit coopératif, Crédit mutuel et Crédit mutuel agricole et rural.

TABLEAU N.01-2

Nombre des établissements de crédit et établissements relevant de l'article 99 de la loi du 24 janvier 1984

Source : Banque de France

	31-12-1984	31-12-1985	31-12-1986	31-12-1987	31-12-1988
Établissements de crédit - Métropole - Outre-Mer					
I. **Établissements de crédit agréés en qualité de banques**	**349**	**357**	**374**	**383**	**397**
II. **Établissements de crédit agréés en qualité de banques mutualistes ou coopératives**	**195**	**194**	**192**	**190**	**178**
● établissements affiliés à la Chambre syndicale des banques populaires	42	41	40	39	33
● établissements affiliés à la Caisse nationale de crédit agricole	95	95	95	95	93
● établissements affiliés à la Caisse centrale de crédit coopératif	16	16	16	16	15
● établissements affiliés à la Confédération nationale du crédit mutuel	23	23	23	23	23
● établissements affiliés à la Fédération centrale du crédit mutuel agricole et rural	17	15	14	13	10
● sociétés coopératives de banque non affiliées à un organe central	2	4	4	4	4
III. **Établissements de crédit agréés en qualité de caisses d'épargne et de prévoyance**	**468**	**430**	**401**	**364**	**301**
IV. **Établissements de crédit agréés en qualité de caisses de crédit municipal**	**21**	**21**	**21**	**21**	**21**
V. **Établissements de crédit agréés en qualité de sociétés financières**	**875**	**1.010**	**1.042**	**1.060**	**1.052**
A. *Sociétés financières soumises à des dispositions législatives et réglementaires particulières*	*527*	*597*	*595*	*588*	*573*
1. Sociétés financières affiliées à un organe central :					
a. Sociétés financières affiliées à la Chambre syndicale des banques populaires (sociétés de caution mutuelle « loi de 1917 »)	267	292	286	273	183
b. Sociétés financières affiliées au CENCEP	—	21	21	21	21
2. Sociétés financières adhérant à un organisme professionnel					
a. Sociétés de caution mutuelle	2	17	17	18	96
b. Sociétés de crédit différé	4	4	4	4	4
c. Sociétés de crédit immobilier	171	168	167	162	155
d. Sociétés de crédit d'outre-mer	7	6	6	6	5
e. Sociétés de financement des télécommunications	5	5	5	5	5
f. Sofergie	20	20	19	20	25
g. Sicomi (*dont* 1 affiliée à la Caisse centrale de crédit coopératif)	50	62	68	78	78
h. Autres sociétés financières	1	2	2	1	1
B. *Sociétés financières habilitées à effectuer les opérations de banque résultant de leur décision individuelle d'agrément*	*348*	*413*	*447*	*472*	*479*
1. Sociétés financières affiliées à un organe central :					
a. Sociétés financières affiliées à la Caisse nationale de crédit agricole	18	31	31	32	32
b. Sociétés financières affiliées à la Caisse centrale de crédit coopératif	12	13	20	20	21
2. Sociétés financières adhérant à un organisme professionnel	318	369	396	420	426
VI. **Établissements de crédit agréés en qualité d'institutions financières spécialisées**	**28**	**30**	**31**	**31**	**32**
Total	**1.936**	**2.042**	**2.061**	**2.049**	**1.981**
Établissements de crédit - Monaco					
I. **Établissements de crédit agréés en qualité de banques**	**9**	**10**	**11**	**11**	**11**
II. **Établissements de crédit agréés en qualité de sociétés financières**	**7**	**7**	**7**	**7**	**7**
Total	**16**	**17**	**18**	**18**	**18**
Établissements relevant de l'article 99 de la loi du 24 janvier 1984					
Total	**65**	**67**	**83**	**103**	**124**
TOTAL GÉNÉRAL	**2.017**	**2.126**	**2.162**	**2.170**	**2.123**

TABLEAU N.01-3A

Bilan des établissements de crédit

Actif fin décembre 1988

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de francs

	Banque de France	Banques AFB	Autres banques	Caisse des dépôts et de consignation et caisses d'épargne	Sociétés financières et maisons de titres	Institutions financières spécialisées	Ensemble des établissements de crédit
Créances sur l'extérieur	**430,4**	**1.561,9**	**188,6**	**23,2**	**6,6**	**45,3**	**2.255,9**
dont :							
Créances sur l'économie	—	410,8	65,2	14,7	2,0	40,3	533,0
Créances sur correspondants étrangers	—	1.071,8	101,4	8,5	2,3	2,8	1.186,9
Créances sur l'État	**48,2**	**110,8**	**44,7**	**255,4**	**8,7**	**8,8**	**476,6**
Crédits	38,3	0,3	0,4	24,0	0,2	3,0	66,2
Titres	9,9	110,5	44,3	231,4	8,5	5,8	410,4
Créances sur l'économie	**2,2**	**1.684,4**	**1.035,7**	**965,6**	**572,8**	**830,3**	**5.091,0**
Crédits	0,1	1.511,6	986,1	829,7	507,4	815,2	4.650,1
Titres	2,1	172,7	49,6	135,9	65,4	15,2	440,9
Créances sur les institutions financières résidentes	**237,5**	**1.216,7**	**506,7**	**279,5**	**159,6**	**75,2**	**2.475,2**
dont :							
Comptes ordinaires et à terme	—	746,1	296,9	90,1	87,8	56,0	1.276,9
Opérations contre effets et titres	—	465,0	197,8	106,6	71,7	19,2	860,3
Rubriques déduites des ressources stables	**3,5**	**117,6**	**45,6**	**21,8**	**68,5**	**13,6**	**270,5**
dont : Valeurs immobilisées	3,5	94,7	33,0	20,3	66,9	10,6	228,9
Autres rubriques d'actif	**88,7**	**447,5**	**275,4**	**83,8**	**47,2**	**64,0**	**1.006,6**
Total de l'actif	**810,5**	**5.138,8**	**2.096,6**	**1.629,2**	**863,4**	**1.037,2**	**11.575,7**

TABLEAU N.01-3B

Bilan des établissements de crédit

Passif fin décembre 1988

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de francs

	Banque de France	Banques AFB	Autres banques	Caisse des dépôts et de consignation et caisses d'épargne	Sociétés financières et maisons de titres	Institutions financières spécialisées	Ensemble des établissements de crédit
Engagements envers l'extérieur	**328,6**	**1.539,4**	**182,4**	**4,2**	**6,8**	**182,2**	**2.243,6**
dont :							
Dépôts de la clientèle	—	141,8	2,9	1,4	0,1	0,3	146,4
Engagements envers correspondants étrangers	—	1.205,1	123,8	2,9	2,5	81,4	1.415,7
Emprunts obligataires	—	97,2	46,1	—	0,8	95,2	239,3
Billets en circulation	**240,7**	—	—	—	—	—	**240,7**
Dépôts des agents non financiers	**3,7**	**1.025,7**	**842,1**	**1.101,9**	**48,3**	**18,8**	**3.040,5**
dont : Dépôts à vue	3,7	545,5	337,0	113,7	22,9	13,5	1.036,4
Engagements envers l'État	**75,6**	—	**1,2**	**64,0**	—	**36,3**	**177,1**
Engagements envers les institutions financières résidentes	**114,6**	**1.252,6**	**255,7**	**48,7**	**429,0**	**195,0**	**2.295,6**
dont :							
Comptes ordinaires et à terme	—	653,1	109,7	10,7	322,2	165,1	1.260,9
Opérations contre effets et titres	—	599,5	146,0	—	106,8	29,8	882,2
Titres du marché monétaire	—	**223,4**	**80,7**	**25,7**	**23,9**	**36,7**	**390,4**
Épargne contractuelle	—	**141,9**	**170,9**	**89,8**	**6,3**	**0,3**	**409,2**
Ressources stables	**8,6**	**503,9**	**305,3**	**110,9**	**273,2**	**471,8**	**1.673,7**
dont :							
Capitaux propres	8,6	239,3	83,2	91,8	125,0	35,9	583,9
Emprunts obligataires	—	224,9	205,3	19,0	142,2	434,2	1.025,5
Autres rubriques du passif	**38,6**	**451,8**	**258,2**	**184,0**	**75,9**	**96,2**	**1.104,8**
Total du passif	**810,5**	**5.138,8**	**2.096,6**	**1.629,2**	**863,4**	**1.037,2**	**11.575,7**

TABLEAU N.01-4

Les agrégats de monnaie (résidents)

Situation en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de francs

	1985	1986	1987	1988
MONNAIES DIVISIONNAIRES	11,8	12,7	13,6	15,1
BILLETS EN CIRCULATION	195,5	201,4	210,2	222,5
DÉPÔTS À VUE EN FRANCS	1.119,6	1.192,5	1.244,1	1.289,6
M 1	1.326,9	1.406,7	1.467,9	1.527,1
PLACEMENTS À VUE EN FRANCS	1.177,1	1.198,8	1.250,2	1.290,0
Livrets soumis à l'impôt	209,7	216,9	222,5	223,7
Livrets A ou bleus	761,2	760,6	788,4	806,0
Livrets d'épargne populaire	53,5	56,1	62,2	69,3
Comptes pour le développement industriel	72,2	75,0	77,3	80,1
Comptes d'épargne-logement	80,5	90,2	99,8	110,9
M 2	2.504,0	2.605,5	2.718,1	2.817,2
DÉPÔTS ET TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE EN DEVISES ÉTRANGÈRES	27,6	25,6	30,3	59,6
Dépôts à vue	17,1	15,2	15,5	23,8
Autres dépôts	10,5	10,4	14,8	35,8
dont : dépôts à terme	9,9	10,0	11,7	17,9
PLACEMENTS À TERME ET TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE EN FRANCS	634,1	684,4	863,9	999,8
Dépôts à terme	267,4	281,8	335,9	369,2
Comptes créditeurs à terme	202,7	186,6	223,5	227,7
Opérations à terme sur titres	64,8	95,3	112,5	141,5
Bons de caisse et d'épargne	357,6	363,6	367,9	374,6
Titres du marché monétaire	9,1	39,0	160,0	256,0
Certificat de dépôt	8,6	37,0	151,3	235,8
Bons négociables	0,5	2,0	7,9	18,4
Billets de trésorerie (CNT)	—	—	0,9	1,8
M 3	3.165,8	3.315,4	3.612,3	3.876,6
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE EN FRANCS	13,8	46,5	128,0	163,6
Bons du Trésor	10,5	24,1	90,2	104,5
Billets de trésorerie	3,3	22,5	37,8	59,1
ÉPARGNE CONTRACTUELLE	236,8	295,4	351,6	409,2
Plans d'épagne-logement	228,2	285,7	342,8	400,8
Contrats d'épargne auprès de sociétés de crédit différé	7,0	7,5	6,6	6,3
Livrets d'épargne-entreprise	1,6	2,2	2,2	2,1
L	3.416,4	3.657,3	4.091,9	4.449,4
Pour mémoire :				
L — M 3	250,6	341,9	479,6	572,8
L — M 2	912,4	1.051,9	1.373,8	1.632,2
L — M 1	2.089,5	2.250,7	2.624,0	2.922,3
M 3 — M 2	661,8	709,9	894,2	1.059,5
M 3 — M 1	1.838,8	1.908,8	2.144,4	2.349,5

TABLEAU N.01-5

Dépôts à vue en francs par réseau

Situation en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de francs

	1985	1986	1987	1988
Dépôts à vue	**1.119,6**	**1.192,5**	**1.244,1**	**1.289,6**
Banque de France	3,2	3,4	6,2	3,7
Banques	728,8	781,5	821,9	862,7
Banques AFB	460,6	491,3	502,8	526,9
Banque française du commerce extérieur	2,9	2,4	2,7	2,6
Banques mutualistes	264,9	287,0	315,6	332,5
Banques populaires	55,6	63,1	67,3	73,5
Crédit agricole	181,1	192,1	212,2	221,1
Crédit mutuel	23,2	26,4	30,5	32,7
Crédit mutuel agricole et rural	2,2	2,2	2,3	1,8
Crédit maritime	0,8	1,1	1,2	1,3
Banques de crédit coopératif	1,9	2,0	2,2	2,2
Crédits municipaux	0,4	0,8	0,8	0,6
Caisses d'épargne et de prévoyance	14,8	19,2	23,6	26,7
Caisse des dépôts et consignations	80,1	90,0	82,8	87,0
Sociétés financières et maisons de titres (article 99)	18,8	17,2	14,6	19,0
Institutions financières spécialisées	21,1	21,0	15,7	13,5
PTT (CCP)	134,7	143,3	146,7	149,9
Trésor public	112,3	116,9	132,6	127,0
Ajustement	5,8	—	—	—

TABLEAU N.01-6

Dépôts à vue selon les agents détenteurs

Situation en fin d'année

Source : Banque de France

Unité : Milliard de francs

	1985	1986	1987	1988
Total	**1.119,6**	**1.192,5**	**1.244,1**	**1.289,6**
Sociétés	236,4	251,7	279,7	295,7
Ménages	563,9	627,3	673,1	701,1
Entrepreneurs individuels	*124,1*	*143,7*	*160,7*	*171,1*
Particuliers	*339,7*	*378,2*	*398,6*	*413,9*
Non répartis	*100,1*	*105,4*	*113,8*	*116,1*
OPCVM (1)	32,4	19,4	22,8	22,8
Autres agents	254,9	258,5	238,8	228,8
Non répartis	32,1	35,6	29,8	41,2

(1) OPCVM : organismes de placement collectif en valeurs mobilières.

TABLEAU N.01-7

Le crédit intérieur total

Encours en fin d'année

Unité : Milliard de francs

	1985	1986	1987	1988
Dette publique ajustée (1)	925,2	1.044,0	1.152,2	1.332,3
Crédits à l'économie	3.531,9	3.773,0	4.164,3	4.659,8
Titres négociables émis par les agents non financiers sur les marchés intérieurs	268,8	324,0	356,6	401,9
— *Obligations (encours nets des amortissements)*	*254,9*	*285,7*	*303,1*	*328,1*
— *Titres participatifs*	*10,5*	*14,4*	*12,7*	*13,3*
— *Billets de trésorerie*	*3,3*	*24,0*	*40,8*	*60,5*
Emprunts à moyen et long terme à l'extérieur des agents non financiers (hors État)	144,2	133,1	132,7	149,9
Crédit intérieur total	**4.870,1**	**5.274,1**	**5.805,8**	**6.543,8**

(1) Après déduction des bons du Trésor souscrits par les organismes internationaux, des avances du FDES aux établissements de crédit et des transferts consécutifs aux opérations de nationalisation et de privatisation.

TABLEAU N.01-8

Les actifs monétaires en devises étrangères et leurs détenteurs résidents

Source : Banque de France

Unité : Milliard de francs

	1985	1986	1987	1988
Ensemble des actifs	**27,6**	**25,6**	**30,3**	**59,6**
Sociétés	13,1	15,0	15,5	23,3
Ménages	0,5	1,1	1,3	1,5
OPCVM (1)	1,0	0,7	1,5	1,4
Autres agents	4,4	5,2	6,2	6,9
Non répartis	8,5	3,5	5,8	26,4
dont :				
Dépôts à vue	17,1	15,2	15,5	23,8
Sociétés	4,5	6,7	6,5	9,4
Ménages	0,4	0,6	0,7	0,7
OPCVM (1)	0,6	0,7	1,3	1,1
Autres agents	3,6	4,0	4,2	4,1
Non répartis	7,9	3,1	2,7	8,4

(1) OPCVM : Organismes de placement collectif en valeurs mobilières.

TABLEAU N.01-9

Les contreparties de M 3

Situation en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de francs

	1985	1986	1987	1988
EXTÉRIEUR	19,7	91,8	73,8	12,2
Solde des créances et des engagements de la Banque de France	111,7	158,4	102,3	101,8
Solde des créances et des engagements des établissements de crédit	— 92,1	— 66,6	— 28,5	— 89,6
CRÉDIT INTERNE	4.443,8	4.784,1	5.247,0	5.831,0
Créances sur l'État	*689,2*	*726,7*	*694,7*	*731,0*
Crédits	302,2	293,9	279,0	320,6
Banque de France	— 22,5	— 30,1	— 80,5	— 37,3
Monnaies divisionnaires en stock	0,7	0,9	1,0	1,1
Avoirs en comptes courants postaux	0,2	0,3	2,1	0,3
Concours au Trésor Public	23,6	25,3	36,5	36,9
À déduire : compte courant du Trésor	47,0	56,6	120,0	75,6
Autres établissements de crédit	26,3	13,1	29,6	27,9
Avoirs en comptes courants postaux	0,9	0,9	1,0	0,9
Dépôts au Trésor	24,8	7,5	23,4	27,0
Prêts et avances	0,6	4,7	5,2	
Agents non financiers	298,4	310,9	329,9	330,0
Monnaies divisionnaires en circulation	11,8	12,7	13,6	15,1
Avoirs en comptes courants postaux	134,6	143,1	145,8	149,6
Dépôts au Trésor	115,7	120,5	136,5	131,4
Bons du trésor	36,2	34,6	34,0	33,9
Titres	387,0	432,9	415,7	410,4
Bons négociables	325,1	346,8	331,3	312,6
Emprunts d'État	61,9	86,1	84,3	97,8
dont : titres vendus à réméré	15,8	32,0	21,9	22,9
Créances sur l'économie	*3.754,6*	*4.057,4*	*4.552,3*	*5.100,0*
Crédits	3.531,9	3.773,0	4.164,3	4.659,8
Titres	222,7	284,4	388,0	440,2
Titres de placement	*r*222,7	*r*283,0	*r*386,0	438,8
dont : titres vendus à réméré	38,2	55,4	77,7	103,2
Billets de trésorerie (hors CNT)	*r* —	1,5	2,0	1,4
À déduire : ÉPARGNE CONTRACTUELLE	236,8	295,4	351,6	409,2
À déduire : RESSOURCES STABLES NETTES	898,4	1.083,8	1.232,0	1.403,2
Emprunts obligataires	643,5	755,0	881,0	991,1
Emprunts participatifs nets	28,4	23,5	19,2	57,1
Capitaux propres nets	226,5	305,4	331,8	355,0
DIVERS NETS	— 162,4	— 181,3	— 125,0	— 154,1
Encaissement net	78,8	82,5	153,5	100,0
Solde des opérations avec les institutions financières	19,2	19,3	28,4	74,4
Autres rubriques	— 260,4	— 283,0	— 306,8	— 328,6
M3	**3.165,8**	**3.315,4**	**3.612,3**	**3.876,6**

TABLEAU N.01-10

Créances sur l'économie : catégories de créances

Encours en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de francs

	1985	1986	1987	1988
ENSEMBLE DES CRÉANCES SUR L'ÉCONOMIE	**3.754,6**	**4.057,4**	**4.552,3**	**5.100,0**
Crédits	3.531,9	3.773,0	4.164,3	4.659,8
Crédits *stricto sensu*	3.314,6	3.509,0	3.863,9	4.321,1
Effets à crédit immédiat	4,2	4,0	6,3	9,2
Immobilisations de crédit-bail	142,2	172,4	204,8	257,7
Opérations de location simple	12,8	19,1	23,1	27,6
Concours à des sociétés immobilières de promotion	1,5	1,4	3,3	1,7
Prêts participatifs	56,6	67,1	62,9	42,5
dont : en francs	3.460,5	3.703,4	4.059,3	4.559,1
Titres	222,7	284,4	388,0	440,2

TABLEAU N.01-11

Crédits : établissements distributeurs et agents emprunteurs résidents

Encours en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de francs

	1985	1986	1987	1988
CRÉDITS À L'ÉCONOMIE	**r 3.532,1**	**r 3.772,7**	**r 4.164,6**	**4.659,7**
ÉTABLISSEMENTS DISTRIBUTEURS :				
Banque de France	0,2	0,2	1,8	0,1
Banques	r 1.769,0	r 1.851,1	r 2.120,6	2.497,7
— Banques AFB	1.070,6	1.109,9	1.258,3	1.511,6
— Banque française du commerce extérieur	19,4	16,9	18,4	20,1
— Banques populaires	91,3	101,1	123,8	146,0
— Crédit agricole	488,4	513,0	585,6	661,9
— Crédit mutuel	77,8	85,8	104,7	125,7
— Crédit mutuel agricole et rural	5,4	5,6	6,2	5,4
— Crédit maritime	3,3	3,5	4,3	5,4
— Banques de crédit coopératif	6,3	6,8	7,3	7,8
— Crédits municipaux	6,5	8,5	12,0	13,8
Sociétés financières et maisons de titres	r 324,8	r 373,0	434,8	507,4
— SICOMI - SOFERGIE	54,6	68,1	78,2	94,9
— Sociétés de financement des télécommunications	30,1	30,6	31,2	31,8
— Sociétés de crédit différé	3,8	5,3	4,4	4,3
— Sociétés financières HTI (habilitées à titre individuel)	236,2	268,7	320,1	376,1
— Maisons de titres	0,1	0,3	0,9	0,3
Caisse des dépôts et consignations et caisses d'épargne	754,6	794,3	808,2	829,7
Comptoir des entrepreneurs	28,1	30,8	33,4	37,3
Crédit foncier de France	221,7	249,7	261,4	257,8
Crédit d'équipement des PME	66,8	71,2	72,2	71,6
Crédit national	87,7	86,2	85,2	82,4
Sociétés de développement régional	26,1	27,6	27,9	29,3
Crédit local de France (ex CAECL)	72,7	94,1	129,1	152,5
Caisse nationale de l'énergie	69,6	72,1	66,6	58,8
Caisse nationale des télécommunications	74,4	78,5	72,8	77,9
Caisse nationale des autoroutes	26,7	33,1	38,2	44,0
Caisse centrale de coopération économique	2,7	3,1	3,2	3,5
PTT	7,0	7,7	9,2	9,7
AGENTS EMPRUNTEURS :				
Sociétés	1.724,1	1.776,1	1.902,6	2.165,3
Ménages	1.370,3	1.530,5	1.755,8	1.941,1
Autres agents résidents	437,5	466,4	505,9	553,4

TABLEAU N.01-12

Crédits : répartition selon l'objet économique et les agents emprunteurs résidents

Encours en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de francs

	1985	1986	1987	1988
RÉPARTITION SELON L'OBJET ÉCONOMIQUE :				
Crédits à l'économie	**3.531,9**	**3.773,0**	**4.164,3**	**4.659,8**
Trésorerie des entreprises	527,0	488,7	528,3	651,2
Exportation	93,4	78,6	71,2	50,4
Investissement	1.331,5	1.414,8	1.529,7	1.672,7
Trésorerie des particuliers	131,8	183,3	245,1	297,6
Habitat	1.283,3	1.392,1	1.537,0	1.644,3
Crédits-promoteurs	15,6	17,5	24,4	40,7
Autres crédits	149,3	186,3	214,1	302,8
RÉPARTITION SELON L'AGENT EMPRUNTEUR ET L'OBJET ÉCONOMIQUE :				
Crédits aux sociétés	**1.724,1**	**1.776,1**	**1.902,6**	**2.165,3**
Trésorerie	477,0	434,6	456,5	577,7
Exportation	92,7	77,9	70,5	49,5
Investissement	730,0	771,7	837,0	915,8
Habitat	310,0	346,6	376,7	406,0
Crédits-promoteurs	14,6	15,9	24,3	37,3
Autres crédits	99,7	129,3	137,6	178,9
Crédits aux ménages	**1.370,3**	**1.530,5**	**1.755,8**	**1.941,1**
Trésorerie (entrepreneurs individuels)	39,5	42,2	46,0	48,8
Exportation	0,3	0,3	0,3	0,4
Investissement	195,1	214,8	241,9	265,3
Trésorerie (particuliers)	131,8	183,3	245,1	297,6
Habitat	963,8	1.033,8	1.147,1	1.226,0
Crédits-promoteurs	0,9	1,1	1,9	3,2
Autres crédits	38,9	54,9	73,5	99,7
Crédits aux autres agents résidents	**437,5**	**466,4**	**505,9**	**553,4**
Trésorerie	10,5	11,9	25,7	24,6
Exportation	0,4	0,4	0,4	0,5
Investissement	406,4	428,2	450,8	491,6
Habitat	9,5	11,8	13,2	12,3
Crédits-promoteurs	0,1	ε	ε	0,2
Autres crédits	10,7	14,0	15,8	24,1

TABLEAU N.01-13

Opérations des non-résidents

Situation en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de francs

	1985	1986	1987	1988
Dépôts à vue	26,2	27,7	32,7	34,3
En francs	*12,9*	*14,7*	*15,3*	*17,6*
En devises	*13,3*	*13,0*	*17,4*	*16,6*
Livrets soumis à l'impôt	2,3	2,5	2,6	3,1
En francs	*2,2*	*2,4*	*2,6*	*3,0*
En devises	*ε*	*0,1*	*0,1*	*0,1*
Comptes d'épargne-logement (en francs)	0,2	0,2	0,2	0,3
Dépôts à terme	100,4	84,2	92,4	105,8
En francs	*9,7*	*9,7*	*13,2*	*17,5*
En devises	*90,7*	*74,6*	*79,2*	*88,3*
Titres du marché monétaire	5,9	8,3	18,4	39,0
En francs	*0,1*	*0,1*	*10,7*	*34,2*
En devises	*5,8*	*8,1*	*7,6*	*4,8*
Bons de caisse et d'épargne	0,3	0,2	0,6	1,7
En francs	*0,3*	*0,2*	*0,6*	*1,7*
En devises	—	—	—	—
Plans d'épargne-logement (en francs)	0,6	0,7	0,8	1,1
Crédits aux non-résidents	459,2	427,0	408,5	429,2
En francs	*204,4*	*209,4*	*209,4*	*210,2*
En devises	*254,8*	*217,7*	*199,1*	*219,0*

TABLEAU N.01-14

Principaux taux d'intérêt débiteurs : taux en vigueur au 31 décembre et moyenne (1) de l'année

Sources : Banque de France (bulletin trimestriel)
Conseil national du crédit (Rapport annuel)

Unité : En % par an

	Opérations de la Banque de France								
				Mobilisation des créances nées sur l'étranger					
	Achat ferme d'effets privés	Pensions contre bons du Trésor à 5 ou 7 jours	Taux d'escompte	Court terme	Moyen terme		Taux de base bancaire	Bons du Trésor à 5 ans	Prêts à long terme du Crédit national
					CEE	Autres pays			
1988 :									
31 décembre	8,25	9,00	9,50	...	...	...	9,25	7,50	9,70
Moyenne	*7,13*	*7,77*	*9,50*	...	...	...	*9,43*	*7,50*	*9,83*
dont :									
3e trimestre (2)	*6,86*	*7,60*	*9,50*	...	...	...	*9,25*	*7,50*	*9,70*
2e trimestre (2)	*7,18*	*7,65*	*9,50*	...	...	...	*9,60*	*7,50*	*9,95*
1er trimestre (2)	*7,35*	*7,83*	*9,50*	...	...	...	*9,60*	*7,50*	*9,95*
1987 :									
31 décembre	7,75	8,25	9,50	...	...	...	9,60	7,50	r9,95
Moyenne	*7,76*	*8,27*	*9,50*	...	...	...	*9,60*	*7,50*	*r9,89*
dont :									
3e trimestre (2)	*7,50*	*8,00*	»	...	...	...	»	»	*r9,95*
2e trimestre (2)	*7,74*	*8,23*	»	...	...	...	»	»	*r9,95*
1er trimestre (2)	*7,88*	*8,57*	»	...	...	...	»	»	*r9,72*
1986 :									
31 décembre	7,25	8,25	9,50	9,50	9,50	7,50	9,60	7,50	9,25
Moyenne	*7,38*	*10,41*	*9,50*	*9,50*	*9,50*	*7,50*	*9,84*	*8,50*	*9,98*
1985 :									
31 décembre	8,75	11,25	9,50	9,50	9,50	7,50	10,60	10,50	13,00
Moyenne	*9,73*	*11,37*	*9,50*	*9,50*	*9,50*	*7,50*	*11,16*	*11,25*	*13,38*
1984 :									
31 décembre	10,75	11,75	9,50	9,50	9,50	7,50	12,00	12,00	14,50
Moyenne	*11,35*	*12,39*	*9,50*	*9,50*	*9,50*	*6,29*	*12,27*	*12,63*	*14,69*
1983 :									
31 décembre	12,00	13,50	9,50	9,50	9,50	6,00	12,25	13,00	15,25
Moyenne	*12,30*	*12,78*	*9,50*	*9,50*	*9,50*	*6,00*	*12,25*	*13,58*	*15,85*
1982 :									
31 décembre	12,75	16,50	9,50	9,50	9,50	6,00	12,75	14,00	17,25
Moyenne	*14,34*	*16,13*	*9,50*	*9,50*	*9,50*	*5,52*	*13,63*	*14,00*	*17,63*
1981 :									
31 décembre	15,08	///	9,50	9,50	9,50	4,50	14,00	14,00	15,50
Moyenne	(3) *16,10*	*17,49*	*9,50*	*9,50*	*9,50*	*4,50*	*14,28*	*12,33*	*14,94*
1980 :									
31 décembre	10,75	10,75	9,50	9,50	9,50	4,50	12,25	12,00	14,75
Moyenne	*11,91*	*11,90*	*9,50*	*9,50*	*9,50*	*4,50*	*12,49*	*11,45*	*13,57*
1979 :									
31 décembre	12,12	///	9,50	9,50	9,50	4,50	11,50	9,50	12,40
Moyenne	*9,56*	///	*9,50*	*9,50*	*9,50*	*4,50*	*9,74*	*9,50*	*10,91*
1978 :									
31 décembre	6,37	///	9,50	9,50	9,50	4,50	8,80	9,50	11,00
Moyenne	*7,21*	///	*9,50*	*9,50*	*9,50*	*4,50*	*9,14*	*9,68*	*11,00*

(1) Moyenne arithmétique simple. — (2) Moyenne (arithmétique simple) du trimestre. — (3) Moyenne des 3e et 4e trimestres.

TABLEAU N.01-15

Taux d'intérêt entre banques. Moyenne par mois

Source : Banque de France (Bulletin trimestriel) — *Unité :* % par an

	Au jour le jour								A un mois							
	1981	1982	1983	1984	1985	1986	■ 1987 (1)	1988	1981	1982	1983	1984	1985	1986	■ 1987 (1)	1988
Janvier	10,736	15,248	12,710	12,395	10,560	8,839	8,897	7.802	10,903	15,056	12,581	12,198	10,480	8,891	8,769	7,877
Février	10,913	14,564	12,772	12,306	10,646	8,777	8,364	7.263	11,192	14,458	12,723	12,332	10,616	8,795	8,478	7,444
Mars	11,718	15,716	12,839	12,482	10,671	8,522	7,887	7.538	11,996	15,464	12,702	12,379	10,667	8,355	7,964	7,743
Avril	12,233	16,808	12,550	12,154	10,488	8,188	7,910	7.552	12,733	16,525	12,354	12,317	10,488	7,792	7,993	7,823
Mai	16,028	16,407	12,464	12,040	10,173	7,504	8,022	7.343	15,843	16,179	12,512	12,056	10,165	7,391	8,179	7,728
Juin	19,933	15,975	12,608	12,115	10,226	7,246	8,010	7.110	19,350	15,725	12,542	12,083	10,183	7,250	8,225	7,237
Juillet	18,492	15,052	12,395	11,448	9,886	7,280	7,456	7.189	17,859	14,645	12,290	11,548	9,919	7,125	7,734	7,238
Août	17,504	14,581	12,536	11,431	9,688	7,054	7,405	7.383	17,262	14,431	12,355	11,278	9,706	7,123	7,692	7,470
Septembre	17,775	14,113	12,567	11,363	9,575	7,085	7,360	7.523	17,646	14,027	12,404	11,017	9,533	7,075	7,620	7,755
Octobre	17,093	13,911	12,353	10,038	9,345	7,317	7,694	7.573	16,637	13,573	12,391	10,887	9,323	7,367	7,864	7,822
Novembre	15,721	13,183	12,371	11,185	8,984	7,285	8,669	7.817	15,333	13,010	12,279	10,754	8,946	7,381	8,656	7,965
Décembre	15,464	12,879	12,270	10,952	9,016	7,805	8,034	8.202	15,272	12,722	12,157	10,750	8,932	7,938	8,232	8,365

(1) A partir de janvier 1987, changement du mode de calcul de ces taux moyens par la Banque de France.

TABLEAU N.01-16

Fourchette des taux (1) effectifs pratiqués pour les opérations de crédit par les banques et les établissements financiers

Source : Journal officiel — *Unité :* En % par an

Nature des opérations	1987				1988			
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre
A. Crédits aux entreprises								
Mobilisation de créances commerciales (2)	*r* 10,65 à 15,80	→	→	→	→	→	10,35 à 15,50	→
Crédits financiers à court terme (2) et (3)	10,65 à 14,05	→	→	→	...	...	...	...
Crédits à moyen terme de 3 à 7 ans (2) et (3)	9,95 à 13,45	→	→	→	...	...	...	...
Découverts et avances (4)	11,10 à 16,80	→	→	→	→	→	10,80 à 16,50	→
Financement de ventes à tempérament de matériel d'équipement professionnel (2) et (3)	12,00 à 18,25	→	→	12,50 à 18,25	...	...	...	...
B. Crédits aux particuliers								
Prêts personnels	13,80 à 18,25	→	→	→	13,80 à 20,50	13,90 à 20,50	13,90 à 18,72	→
Financement de ventes à tempérament des biens de consommation (5)	14,00 à 18,25	→	→	→	...	...	...	...
C. Crédits immobiliers								
Crédits acquéreurs (2), (3) et (6)	9,90 à 17,00	→	→	10,10 à 17,00	...	...	...	...

(1) Taux annuels hors taxes en fin de période. Pour tous les crédits confirmés, les banques perçoivent en outre une commission d'engagement de 1 à 2 % l'an. — (2) Ces taux s'entendent de crédits mobilisables à la Banque de France et chez les organismes réescompteurs. Les crédits non mobilisables se traitent en moyenne à un taux supérieur de 1 % à 2 % à celui qui est indiqué. — (3) Non compris le coût des garanties dont ces crédits sont éventuellement assortis. — (4) A ces taux s'ajoute une commission sur le plus fort découvert du mois : 1/20 % à 1/10 % par mois. Cette commission perçue pour un trimestre n'excède généralement pas la moitié des intérêts débiteurs afférents à la même période. — (5) Il s'y ajoute des perceptions forfaitaires que les établissements prêteurs sont autorisés à prélever et dont le montant a été fixé par arrêté du 16 juin 1975. — (6) La fourchette des taux ci-dessus englobe les crédits à moyen terme classiques, les crédits d'anticipation et les crédits éligibles au marché hypothécaire.

TABLEAU N.01-17

Conditions de rémunération des principales formes d'épargne, en vigueur au 31 décembre

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
COMPTES SUR LIVRET										
Banques (1) :										
Taux d'intérêt (%)	6,50	7,50 (6)	8,50 (7)	→	7,50	6,50	6,00	4,50	→	→
Crédit mutuel (livret bleu) :										
Taux d'intérêt (%)	6,50	7,50 (6)	8,50 (7)	→	7,50	6,50	6,00	4,50	→	→
Plafond de dépôt (francs)	41.000	45.000	→	→	58.000	68.000	→	72.000	80.000	→
Caisses d'épargne :										
1er livret :										
Taux d'intérêt (%)	6,50	7,50 (6)	8,50 (7)	→	7,50	6,50	6,00	4,50	→	→
Plafond de dépôt (francs)	45.000	49.000	→	→	58.000	68.000	→	72.000	80.000	→
Livret supplémentaire :										
Taux d'intérêt (%)	6,50	7,50 (6)	8,50 (7)	→	7,50	6,50	6,00	4,50	→	→
Épargne populaire (2) [banques et caisses d'épargne] :										
Taux d'intérêt (%)	///	///	///	8,50	→	7,50	7,00	5,50	→	→
Plafond d'IR (2) (francs)	///	///	///	1.000	1.130	1.240	1.340	*r*1.420	1.460	1.510
Plafond de dépôt (francs)	///	///	///	5.000	20.000	30.000	→	→	→	→
CODEVI (3) [banques et caisses d'épargne] :										
Taux d'intérêt (%)	///	///	///	///	7,50	6,50	6,00	4,50	→	→
Plafond de dépôt (francs)	///	///	///	///	10.000	→	→	→	→	→
ÉPARGNE LOGEMENT (banques et caisses d'épargne)										
Compte :										
Taux d'intérêt (%)	3,25	→	→	→	→	→	→	2,75	→	→
Plafond de prime (4) (francs)	7.500	→	→	→	→	→	→	→	→	→
Plafond de dépôt (francs)	100.000	→	→	→	→	→	→	→	→	→
Plan :										
Taux d'intérêt (%)	4,5	→	9,00 (8)	→	10,00 (9)	9,00	7,50	6,00	→	→
Plafond de prime (5) (francs)	10.000	→	→	→	→	→	→	→	→	→
Plafond de dépôt (francs)	100.000	→	→	150.000	300.000	→	→	→	→	→

(1) Hors livret bleu du Crédit Mutuel. — (2) Institué à compter de juin 1982, pour les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France et dont l'imposition sur le revenu mise en recouvrement l'année précédente n'excède pas un plafond (dont le montant est révisé chaque année). — (3) Compte pour le développement industriel, institué (loi n° 83-607) à compter d'octobre 1983, pour les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France. — (4) Lors de la réalisation d'un prêt, une prime d'épargne d'un montant égal à celui des intérêts produits est versée, mais dans la limite d'un plafond. — (5) A l'expiration du contrat, une prime d'un montant égal à celui des intérêts produits est versée par l'État, mais dans la limite d'un plafond. — (6) Y compris une prime exceptionnelle d'épargne de 1 %. — (7) Suppression de la prime exceptionnelle de 1 %. — (8) Cette rémunération globale est répartie ainsi, dans la limite du plafond : 4/9 à la charge de l'État et 5/9 à la charge de l'établissement de crédit; hors plafond, le taux de rémunération revient à 5,3 %. — (9) La rémunération à 10 % comprend pour 6/10 des intérêts proprement dits et pour 4/10 la prime de l'État, dans la limite du plafond.

TABLEAU N.01-18

Disponibilités monétaires et quasi monétaires et leurs contreparties dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Situation en fin d'année

Source : Conseil national du crédit (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs

	*r*1986	1987	1988
I. GUADELOUPE			
Disponibilités monétaires	4.299	4.949	5.304
Billets et monnaies en circulation (1)	*1.066*	*1.239*	*1.352*
Dépôts à vue	*3.233*	*3.710*	*3.952*
Disponibilités quasi monétaires	3.547	4.134	4.393
Total des disponibilités monétaires et quasi monétaires	**7.846**	**9.083**	**9.697**
Contrepartie :			
Avoirs extérieurs	3.416	4.123	3.751
Créances sur le Trésor public (2)	256	154	232
Concours à l'économie de caractère bancaire	11.758	14.249	16.658
À déduire :			
Ressources non monétaires	— 7.584	— 9.443	— 10.944
Divers	48	20	— 415
II. GUYANE			
Disponibilités monétaires	2.145	2.583	2.977
Billets et monnaies en circulation (1)	*1.482*	*1.725*	*2.021*
Dépôts à vue	*663*	*858*	*956*
Disponibilités quasi monétaires	510	639	832
Total des disponibilités monétaires et quasi monétaires	**2.655**	**3.222**	**3.809**
Contreparties :			
Avoirs extérieurs	1.775	2.189	2.518
Créances sur le Trésor public (2)	105	121	130
Concours à l'économie de caractère bancaire	2.663	3.379	4.229
À déduire :			
Ressources non monétaires	— 1.888	— 2.467	— 3.150
Divers	— 87	— 67	— 170
III. MARTINIQUE			
Disponibilités monétaires	4.153	4.514	4.991
Billets et monnaies en circulation (1)	*1.171*	*1.238*	*1.377*
Dépôts à vue	*2.982*	*3.276*	*3.614*
Disponibilités quasi monétaires	4.518	5.206	6.004
Total des disponibilités monétaires et quasi monétaires	**8.671**	**9.720**	**10.995**
Contreparties :			
Avoirs extérieurs	3.786	4.181	4.564
Créances sur le Trésor public (2)	152	147	178
Concours à l'économie de caractère bancaire	10.824	12.791	14.765
A déduire :			
Ressources non monétaires	— 6.508	— 7.890	— 9.130
Divers	111	— 297	— 258

NB. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU N.01-18 *(suite et fin)*

Disponibilités monétaires et quasi monétaires et leurs contreparties dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Situation en fin d'année

Source : Conseil national du crédit (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs

	*r*1986	1987	1988
IV. RÉUNION			
Disponibilités monétaires	6.107	6.802	7.382
Billets et monnaies en circulation (1)	*2.575*	*2.912*	*3.157*
Dépôts à vue	*3.532*	*3.890*	*4.225*
Disponibilités quasi monétaires	5.153	6.114	6.874
Total des disponibilités monétaires et quasi monétaires	**11.260**	**12.916**	**14.256**
Contreparties :			
Avoirs extérieurs	4.259	4.900	5.158
Créances sur le Trésor public (2)	220	261	222
Concours à l'économie de caractère bancaire	15.992	648	23.306
A déduire :			
Ressources non monétaires	— 9.721	505	— 15.202
Divers	— 328	— 911	— 851
V. SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON			
Disponibilités monétaires	181	209	189
Billets et monnaies en circulation (1)	*64*	*70*	*76*
Dépôts à vue	*117*	*139*	*113*
Disponibilités quasi monétaires	268	292	342
Total des disponibilités monétaires et quasi monétaires	**449**	**501**	**531**
Contreparties :			
Avoirs extérieurs	210	247	290
Créances sur le Trésor public (2)	81	91	85
Concours à l'économie de caractère bancaire	322	390	414
A déduire :			
Ressources non monétaires	— 164	— 227	— 258
Divers	11	— 4	— 1

(1) Depuis les réformes intervenues les 1er janvier 1975 et 28 décembre 1977 dans le régime de l'émission des billets et pièces, l'Institut d'émission des départements d'outre-mer, agissant en qualité de correspondant de la Banque de France, et pour le compte du Trésor, met en circulation dans ces cinq départements ou ancien département (depuis le 1er janvier 1978 en ce qui concerne Saint-Pierre-et-Miquelon) les signes monétaires ayant cours en métropole. Comme il est impossible de mesurer les mouvements de billets qui interviennent dans les deux sens entre la métropole et les départements d'outre-mer, les chiffres de la circulation fiduciaire publiés par l'Institut d'émission ne représentent que les émissions nettes. — (2) Dépôts d'entreprises et de particuliers au Trésor, monnaies divisionnaires, effets publics détenus par le système bancaire.

TABLEAU N.01-19

Activité de la Caisse nationale d'épargne (CNE) dans les départements d'outre-mer. Répartition des diverses formes d'épargne

Situation au 31 décembre

Source : CNE (Rapport annuel au ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation)

Unités : Solde : millier de francs
Livret

Forme d'épargne	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Épargne ordinaire									
Solde dû aux déposants (1) :									
Guadeloupe-Martinique	30.448	44.751	64.440	87.818	123.719	166.103	212.794	253.415	295.093
Guyane.....	20.724	26.158	30.416	36.983	44.230	52.410	61.873	68.751	104.489
Réunion	120.548	152.162	190.231	231.492	286.658	347.471	395.319	440.899	473.650
Total.....	**171.720**	**223.071**	**285.087**	**356.293**	**454.607**	**565.984**	**669.986**	**763.065**	**873.232**
Nombre de livrets :									
Guadeloupe-Martinique	*8.023*	*10.867*	*14.728*	*19.136*	*25.365*	*31.801*	*38.967*	*45.661*	*60.945*
Guyane.....	*7.578*	*8.214*	*8.741*	*9.452*	*10.290*	*11.345*	*12.692*	*13.924*	*18.162*
Réunion	*45.059*	*49.014*	*54.663*	*60.811*	*67.821*	*78.911*	*86.651*	*95.464*	*107.958*
Total.....	***60.660***	***68.095***	***78.132***	***89.399***	***103.476***	***122.057***	***138.310***	***155.049***	***187.065***
Épargne-logement (2) :									
Solde dû aux déposants (1) :									
Guadeloupe-Martinique	4.783	7.546	11.395	13.741	17.186	19.079	21.573	■(3) 21.649	24.797
Guyane.....	9.631	10.377	12.383	14.726	16.184	18.705	20.404	■(3) 10.882	15.904
Réunion	21.224	25.945	31.271	37.092	40.825	44.543	48.572	■(3) 25.342	30.190
Total.....	**35.638**	**43.868**	**55.049**	**65.559**	**74.195**	**82.327**	**90.549**	■(3) **57.873**	**70.891**
Nombre de livrets :									
Guadeloupe-Martinique	*218*	*290*	*371*	*431*	*499*	*592*	*713*	■(3) *1.020*	*1.174*
Guyane.....	*283*	*291*	*333*	*367*	*410*	*504*	*578*	■(3) *534*	*714*
Réunion	*534*	*639*	*737*	*853*	*903*	*942*	*1.021*	■(3) *1.026*	*1.109*
Total.....	***1.035***	***1.220***	***1.441***	***1.651***	***1.812***	***2.038***	***2.312***	■(3) ***2.580***	***2.997***
Épargne populaire									
Solde dû aux déposants (1) :									
Guadeloupe-Martinique	///	///	///	///	///	100	523	631	837
Guyane.....	///	///	///	///	///	31	273	337	709
Réunion	///	///	///	///	///	178	759	1.387	1.982
Total.....	///	///	///	///	///	**309**	**1.555**	**2.355**	**3.528**
Nombre de livrets :									
Guadeloupe-Martinique	///	///	///	///	///	*29*	*68*	*60*	*85*
Guyane.....	///	///	///	///	///	*13*	*37*	*39*	*84*
Réunion	///	///	///	///	///	*72*	*117*	*140*	*172*
Total.....	///	///	///	///	///	***114***	***222***	***239***	***341***
CODEVI									
Solde dû aux déposants (1) :									
Guadeloupe-Martinique	///	///	///	///	///	///	●	588	1.139
Guyane.....	///	///	///	///	///	///	●	187	399
Réunion	///	///	///	///	///	///	●	1.082	1.335
Total.....	///	///	///	///	///	///	●	**1.857**	**2.873**
Nombre de livrets :									
Guadeloupe-Martinique	///	///	///	///	///	///	●	*71*	*245*
Guyane.....	///	///	///	///	///	///	●	*29*	*54*
Réunion	///	///	///	///	///	///	●	*126*	*157*
Total.....	///	///	///	///	///	///	●	***226***	***456***
Ensemble									
Solde dû aux déposants (1) :									
Guadeloupe-Martinique	35.231	52.297	75.835	101.559	140.905	185.282	●	■(3) 276.283	321.866
Guyane.....	30.355	36.535	42.799	51.709	60.414	71.146	●	■(3) 80.157	121.501
Réunion	141.772	178.107	221.502	268.584	327.483	392.192	●	■(3) 468.710	507.157
Total.....	**207.358**	**266.939**	**340.136**	**421.852**	**528.802**	**648.620**	●	■(3) **825.150**	**950.524**
Nombre de livrets :									
Guadeloupe-Martinique	*8.241*	*11.157*	*15.099*	*19.567*	*25.864*	*32.422*	●	■(3) *46.812*	*62.449*
Guyane.....	*7.861*	*8.505*	*9.074*	*9.819*	*10.700*	*11.862*	●	■(3) *14.526*	*19.014*
Réunion	*45.593*	*49.653*	*55.400*	*61.664*	*68.724*	*79.925*	●	■(3) *96.756*	*109.396*
Total.....	***61.695***	***69.315***	***79.573***	***91.050***	***105.288***	***124.209***	●	■(3) ***158.094***	***190.859***

(1) Y compris intérêts capitalisés. — (2) Comptes et plans. Non compris épargne-crédit et épargne-construction de la CNE, en voie d'extinction depuis la mise en place de l'épargne-logement. — (3) À partir de 1984, les données sur l'épargne-logement (solde et nombre de livrets) proviennent de l'interrogation du fichier « soldes ». Ces nouvelles données, en quelque sorte consolidées, ne peuvent être rapprochées des séries antérieures à 1984, issues de comptabilisations manuelles de flux.

TABLEAU N.01-20

Disponibilités monétaires et quasi monétaires et leurs contreparties dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte

Situation en fin d'année

Source : Conseil national du crédit (Rapport annuel)

Unité : Million de francs

	r1986	1987	1988
I. ILE DE MAYOTTE (1)			
Disponibilités monétaires	191	254	346
Billets et monnaies en circulation	*150*	*203*	*271*
Dépôts à vue	*41*	*51*	*75*
Disponibilités quasi monétaires	28	30	42
Total des disponibilités monétaires et quasi monétaires	**219**	**284**	**388**
Contreparties :			
Avoirs extérieurs	204	246	327
Créances sur le Trésor public	9	15	21
Concours à l'économie de caractère bancaire	114	141	173
A déduire :			
Ressources non monétaires	— 107	— 118	— 131
Divers	— 8	— 4	1
II. NOUVELLE-CALÉDONIE (2)			
Disponibilités monétaires	1.942	2.138	2.248
Billets et monnaies en circulation	*257*	*307*	*341*
Dépôts à vue	*1.685*	*1.831*	*1.907*
Disponibilités quasi monétaires	2.084	2.455	2.847
Total des disponibilités monétaires et quasi monétaires	**4.026**	**4.593**	**5.095**
Contreparties :			
Avoirs extérieurs	2.264	2.150	2.261
Créances sur le Trésor public (3)	114	124	118
Concours à l'économie de caractère bancaire	4.874	5.874	7.254
A déduire :			
Ressources non monétaires	— 3.226	— 3.555	— 4.538
Divers	15	— 140	— 266
III. POLYNÉSIE FRANÇAISE (2)			
Disponibilités monétaires	2.176	2.188	2.266
Billets et monnaies en circulation	*361*	*366*	*343*
Dépôts à vue	*1.816*	*1.821*	*1.923*
Disponibilités quasi monétaires	4.188	4.196	4.604
Total des disponibilités monétaires et quasi monétaires	**6.364**	**6.384**	**6.870**
Contreparties :			
Avoirs extérieurs	1.364	1.215	1.407
Créances sur le Trésor public (3)	—	—	—
Concours à l'économie de caractère bancaire	8.829	9.898	10.230
A déduire :			
Ressources non monétaires	— 3.829	— 4.730	— 4.767
Divers	— 300	— 333	— 2

(1) Par décret n° 76-175 du 19 février 1976, l'Institut d'émission d'outre-mer a été chargé de mettre en circulation les billets de la Banque de France pour le compte et en qualité de correspondant de cette dernière. La mise en circulation des monnaies métalliques est assurée par le Trésor public. — (2) Les montants sont basés sur la contre-valeur en franc du franc CFP. soit 0,055 F pour 1 franc CFP. — (3) Dépôts d'entreprises et de particuliers au Trésor, monnaies divisionnaires, effets publics détenus par le système bancaire.

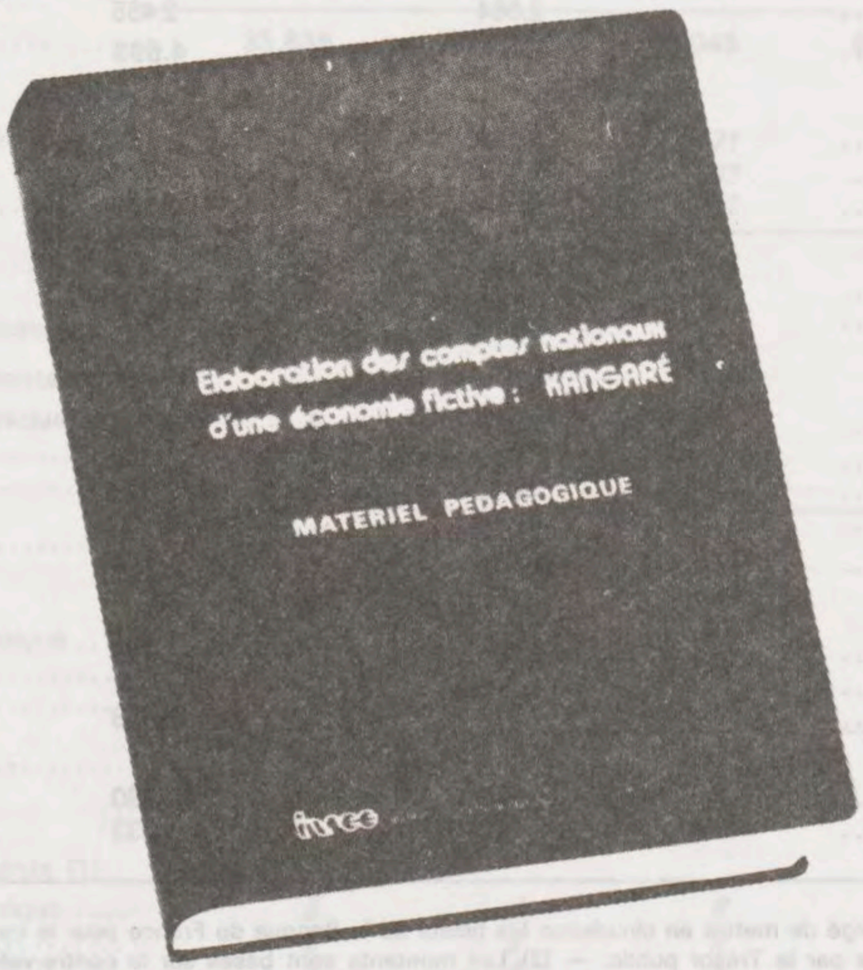
SOURCES DE DOCUMENTATION

- Volume annuel des statistiques monétaires (Banque de France);
- Compte rendu des opérations de la Banque de France présenté à M. le président de la République;
- *Rapport annuel* du Conseil national du crédit;
- *Rapport annuel* de la Commission bancaire;
- *Les institutions financières françaises*, de R. Penaud. Édition 1983 (éditeur la revue Banque);
- *Monnaie, institutions financières et politique monétaire*, de J.-F. Patat. *Economica*, 1984;
- *La Monnaie en 1986*, brochure de la Banque de France, septembre 1987;
- *La Banque de France et la Monnaie*, édition 1983, Service de l'information de la Banque de France;
- *Rapports annuels* des caisses d'épargne (rapport des caisses d'épargne et de prévoyance, rapport de la Caisse nationale d'épargne);
- Banque de France. Statistiques mensuelles, trimestrielles et annuelles;
- Verger (D.). — « Le crédit à la consommation », *Données sociales*, édition 1984;
- Lollivier (S.), Verger (D.). — « Les différents actifs patrimoniaux : qui possède quoi ? » *Économie et statistique*, n° 202, septembre 1987;
- Lollivier (S.), Verger (D.). — « Les comportements en matière d'épargne et de patrimoine », *Économie et statistique*, n° 202, septembre 1987;
- Lollivier (S.), Verger (D.). — « L'enquête Actifs financiers », *Courrier des statistiques*, n° 40, octobre 1986.

POUR UN ENSEIGNEMENT RENOUVELÉ DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE

EMBARQUEMENT IMMÉDIAT POUR "KANGARÉ"

NOUVELLE VERSION



UN OUTIL PÉDAGOGIQUE PERFORMANT

LA NOUVELLE VERSION DU COFFRET "KANGARE"

L'INSEE vous propose une démarche originale pour apprendre à élaborer LES COMPTES DE LA NATION dans le cadre d'une nation fictive à ÉCONOMIE SIMPLIFIÉE : KANGARE. Des données statistiques sur l'économie vous permettent d'engager une série d'exercices TRÈS PROGRESSIFS en 3 temps.

1 Les notions essentielles de la Comptabilité Nationale;
L'articulation des comptes;
La construction des grands tableaux économiques.

TES : Tableau Entrées Sorties
TEE : Tableau Economique d'Ensemble
TOF : Tableau des Opérations Financières

2 Le cas d'un projet d'implantation industrielle conduit à l'élaboration des tableaux différentiels et des conclusions économiques.

3 Dans une étape de perfectionnement la Comptabilité Nationale est utilisée comme outil de prévision économique.
Utilisation de la matrice des coefficients techniques, élaboration des différents scénarios de financement du plan proposé.

DANS CE COFFRET FONCTIONNEL

Un exemplaire* du support de cours destiné aux étudiants comprenant : schémas explicatifs et cadres pour les exercices (141 pages).

Un manuel pour l'enseignant (171 pages).

Un jeu de 70 transparents en couleur.

En libre consultation dans les Observatoires

Et en plus .... "EXTRAITS ET TABLEAUX DES COMPTES NATIONAUX, ETC".

D73

insee Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

INSEE CNGP
BP 2718
80027
Amiens Cedex

BON DE COMMANDE

Merci de m'adresser : **LE MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE "KANGARE"**

☐ Coffret(s) complet(s) 3000F l'un

☐ Brochure(s) pour Etudiant 20F l'une ou 15F à partir de 30 exemplaires

Je joins la somme de _____ F
☐ Mandat ☐ Chèque bancaire ☐ Chèque postal à l'ordre de l'INSEE

NOM _____
ADRESSE _____
TÉL. _____
ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT : _____

Chapitre N.02

Marché financier
Bourse

1. Émissions de valeurs mobilières

2. Valeurs mobilières cotées en Bourse : capitaux (capitalisation boursière, flux de transactions), indices de cours

3. Taux du marché financier

4. Marché de l'or et des devises

1. Émissions de valeurs mobilières
(tableaux 1 et 2)

La statistique des émissions de valeurs mobilières en France, ici présentée, est établie par la direction des études financières du Crédit lyonnais.

Les émissions de valeurs mobilières sont réparties d'après la nature des titres souscrits (actions, obligations) et la qualité de l'émetteur, dans la nomenclature de la comptabilité nationale (sociétés et quasi-sociétés non financières, institutions financières, entreprises d'assurance, administrations publiques, administrations privées, émetteurs étrangers et internationaux).

2. Valeurs mobilières cotées en Bourse

21. Capitalisation et transactions
(tableaux 3 et 4)

Le tableau 3 montre l'évolution de la *capitalisation boursière* (produit du nombre de titres d'une valeur par le cours de cette valeur à une date donnée) de l'ensemble des valeurs françaises (actions et obligations) cotées en Bourse, tandis que le tableau 4 indique la répartition des capitaux échangés en Bourse (*flux* de transactions annuels) par grande catégorie (actions, obligations) et par mode de négociation : marché officiel (règlement mensuel et comptant), second marché, hors cote.

22. Indices des cours
(tableaux 5 à 7)

L'INSEE établit, chaque fin de semaine, à partir d'un échantillon des valeurs cotées à Paris, un indice des cours pour les actions françaises (tableau 5), les actions étrangères (tableau 5) et les obligations françaises à revenu fixe (tableau 6). On présente ici, pour chaque année, la moyenne annuelle des indices hebdomadaires (1).

221. Actions françaises

L'indice INSEE est un indice de Laspeyres (tableau 5). Il est calculé à partir d'un échantillon renouvelé chaque année quant au choix des valeurs et à leurs pondérations. Ces dernières sont proportionnelles à leur capitalisation le dernier jour de bourse de l'année précédente, cette capitalisation ne tenant pas compte, depuis 1985, des parts de capital possédées par des actionnaires ayant chacun plus de 10 % du capital total. Cette nouvelle façon de calculer la pondération a entraîné, depuis 1985, la diminution de 16 à 14 du nombre des sous-groupes de valeurs. Par ailleurs, la Société des bourses françaises, qui s'est substituée à la Compagnie des agents de change calcule aussi un indice des cours pour les actions françaises (tableau 7). Les chiffres publiés sont les moyennes des indices calculés à la fin de chaque semaine.

1. Les indices hebdomadaires sont publiés dans la partie « Statistiques hebdomadaires » du *Bulletin mensuel de statistique* de l'INSEE; la moyenne mensuelle de ces indices est donnée dans la partie mensuelle du même bulletin.

222. Valeurs françaises à revenu fixe ou indexé

Jusqu'en 1980, il était calculé un indice des cours des valeurs françaises à revenu fixe ou indexé (cf. édition 1984 de cet annuaire).

Depuis 1981, l'INSEE calcule un indice des cours des *valeurs françaises à revenu fixe* (les valeurs indexées ayant été exclues de ce nouvel indice). La méthode de calcul est analogue à celle présentée plus haut pour l'indice du cours des actions (tableau 6).

223. Valeurs étrangères à revenu variable

Il n'est pas calculé de capitalisation boursière pour les valeurs étrangères cotées à la Bourse de Paris, le nombre de titres admis à la cote étant dépourvu de signification. L'indice des cours est la moyenne arithmétique simple des indices relatifs à chacune des actions retenues pour le calcul (tableau 5).

3. Taux du marché financier

31. Obligations
(tableaux 8 et 9)

Il s'agit essentiellement des obligations classiques hors titres participatifs.

311. Taux moyen de rendement des obligations émises dans l'année

Ce calcul est fait mensuellement, mais les chiffres annuels indiqués ici sont des moyennes pondérées pour l'ensemble de l'année (tableau 8). Chaque taux est la moyenne arithmétique, pondérée par le montant de l'émission, des taux actuariels de chaque émission effectuée pendant la période considérée. Toutefois, à partir de novembre 1982, on procède à deux sortes de calculs selon que le taux actuariel considéré est un *taux à l'émission* ou un *taux au règlement*.

312. Taux de rendement des obligations cotées à la Bourse de Paris

Le tableau 9 indique, pour chaque fin d'année, les taux moyens de six catégories parmi ceux que calcule chaque semaine la Caisse des dépôts et consignations.

32. Valeurs françaises à revenu variable
(tableau 10)

Le calcul du taux moyen de rendement des valeurs françaises à revenu variable s'effectue en rapportant, pour chacune des valeurs retenues dans le calcul de l'indice des cours, le montant du dernier coupon payé à la cotation du dernier vendredi du mois. L'échantillon et les pondérations sont les mêmes que pour l'indice des cours. Les chiffres publiés sont les moyennes des taux des derniers vendredis de chaque mois.

4. Marché de l'or et des devises
(tableau 11)

Ce tableau donne, pour chaque année, la moyenne des cotations quotidiennes à la Bourse de Paris.

* * *

TABLEAU N.02-1

Émissions des valeurs mobilières (contre apports en espèces) selon la nature de l'émission

Source : Crédit Lyonnais — *Unité :* Million de francs

	1987			1988		
	Montant effectif	Déductions	Montant net versé	Montant effectif	Déductions	Montant net versé
I. ÉMISSIONS D'ACTIONS ET TITRES ASSIMILÉS						
Actions (et parts)	151.938,42	11.912,16	140.026,26	156.523,11	1.539,24	154.983,86
Certificats d'investissements	4.708,00	472,50	4.235,50	1.194,20	—	1.194,20
Total I	**156.646,43**	**12.384,66**	**144.261,76**	**157.717,31**	**1.539,24**	**156.178,07**
dont : Valeurs cotées	*45.034,14*	*5.746,00*	*39.288,14*	*38.870,86*	*592,68*	*38.278,19*
dont : Appel public à l'épargne	*56.513,29*	*8.044,00*	*48.469,29*	*31.672,61*	*592,68*	*31.079,94*
II. ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS ET TITRES ASSIMILÉS						
Obligations classiques	286.644,09	121.099,97	165.544,12	322.447,42	106.025,03	216.422,39
à taux fixe	151.137,66	116.662,13	34.475,53	188.238,60	99.541,17	88.697,42
à taux variable	135.506,43	4.437,84	131,068,59	134.208,83	6.483,86	127.724,97
Titres obligataires à caractère action	9.801,89	591,18	9.210,70	22.500,91	3.327,70	19.173,22
Total II	**296.445,97**	**121.691,15**	**174.754,82**	**344.948,34**	**109.352,73**	**235.595,61**
dont : Emploi de fonds « Codevi »	*2.690,00*	—	*2.690,00*	*8.832,00*	—	*8.832,00*
Total des émissions de valeurs mobilières (I + II)	**453.092,40**	**134.075,81**	**319.016,58**	**502.665,65**	**110.891,97**	**391.773,67**

TABLEAU N.02-2

Émissions de valeurs mobilières selon la qualité de l'émetteur

Source : Crédit Lyonnais — *Unité :* Million de francs

	1987			1988		
	Montant effectif	Déductions	Montant versé	Montant effectif	Déductions	Montant versé
ACTIONS						
Sociétés et quasi-sociétés non financières	146.815,28	5.158,38	141.656,90	141.549,18	1.539,24	140.009,94
Grandes entreprises nationales	723,07	—	723,07	—	—	—
Autres sociétés et quasi-sociétés non financières	146.092,21	5.158,38	140.933,83	141.549,18	1.539,24	140.009,94
Institutions financières	16.820,39	—	16.820,39	12.852,45	—	12.852,45
Établissements de crédit bancaires (et assimilés)	16.484,67	—	16.484,67	12.344,17	—	12.344,17
— Banques	6.019,79	—	6.019,79	6.675,18	—	6.675,18
— Banques A.F.B. et B.F.C.E.	5.690,54	—	5.690,54	5.464,71	—	5.464,71
— Banques mutualistes (et crédits municipaux)	329,25	—	329,25	1.210,47	—	1.210,47
— Caisses d'épargne et caisse des dépôts	—	—	—	—	—	—
— Autres établissements de crédit bancaires	10.464,88	—	10.464,88	5.668,99	—	5.668,99
Autres institutions financières	335,72	—	335,72	508,28	—	508,28
— Établissements de crédit non bancaires	327,80	—	327,80	—	—	—
— Autres institutions non bancaires	7,92	—	7,92	—	—	—
Entreprises d'assurance	1.669,35	—	1.669,35	3.255,32	—	3.255,32
Administrations publiques	86,62	—	86,62	60,37	—	60,37
Administration publique centrale et sécurité sociale	—	—	—	—	—	—
Administrations publiques locales	86,62	—	86,62	—	—	—
Administrations privées	—	—	—	—	—	—
Émetteurs étrangers et internationaux	—	—	—	—	—	—
Total	**165.391,64**	**5.158,38**	**160.233,26**	**157.717,31**	**1.539,24**	**156.178,07**
OBLIGATIONS						
Sociétés et quasi-sociétés non financières	32.559,40	13.806,85	18.752,55	52.792,81	19.369,45	33.423,36
Grandes entreprises nationales	20.616,47	8.546,06	12.070,41	28.492,39	11.971,28	16.521,11
Autres sociétés et quasi-sociétés non financières	11.942,93	5.260,78	6.682,15	24.300,41	7.398,17	16.902,24
Institutions financières	173.350,86	43.589,70	129.761,16	187.014,49	50.666,15	136.348,34
Établissements de crédit bancaires (et assimilés)	98.896,92	23.879,79	75.017,13	129.123,50	26.735,04	102.388,46
— Banques	63.738,79	12.478,64	51.260,15	89.015,24	17.557,20	71.458,04
— Banques A.F.B. et B.F.C.E.	48.190,70	5.683,59	42.507,11	64.309,74	7.663,81	56.645,93
— Banques mutualistes (et crédits municipaux)	15.548,10	6.795,04	8.753,06	24.705,50	9.893,39	14.812,11
— Caisses d'épargne et caisse des dépôts	4.786,51	—	4.786,51	7.049,43	—	7.049,43
— Autres établissements de crédit bancaires	30.371,62	11.401,15	18.970,47	33.058,83	9.177,84	23.880,99
Autres institutions financières	74.453,94	19.709,91	54.744,03	54.804,60	18.395,77	36.408,83
— Établissements de crédit non bancaires	71.372,43	14.000,50	57.371,93	—	—	—
— Autres institutions non bancaires	3.081,51	5.709,41	2.627,90	3.086,39	5.535,34	— 2.448,95
Entreprises d'assurance	—	—	—	—	194,97	— 194,97
Administrations publiques	85.329,07	34.193,84	51.135,23	101.292,07	38.648,10	62.643,97
Administration publique centrale et sécurité sociale	84.098,69	32.957,33	51.141,36	98.953,11	36.996,98	61.956,13
Administrations publiques locales	1.230,38	1.236,51	— 6,13	2.338,96	1.651,12	687,84
Administrations privées	—	0,02	— 0,02	—	0,02	— 0,02
Émetteurs étrangers et internationaux	4.134,27	248,25	3.886,02	3.848,96	474,05	3.374,91
Total	**295.373,60**	**91.838,66**	**207.421,06**	**344.948,34**	**109.352,73**	**235.595,61**

TABLEAU N.02-3

Capitalisation boursière des valeurs françaises (1)

(Fin d'année)

Source : Société des Bourses françaises — *Unité :* Million de francs

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Actions. Total	**198.796**	**234.843**	**265.849**	**233.264**	**211.369**	**338.721**	**431.495**	**675.308**	**1.150.300**	**967.669**	**1.537.062**
Soit : Paris	191.626	226.694	256.261	224.660	203.779	327.795	413.852	649.611	1.104.256	929.231	1.483.740
Province	7.170	8.149	9.588	8.604	7.590	10.926	17.643	25.697	46.044	38.438	53.322
Obligations. Total	**421.135**	**470.120**	**586.228**	**605.007**	**815.970**	**1.032.989**	**1.296.779**	**1.598.101**	**1.976.967**	**2.050.865**	**2.337.991**
Soit : Paris	409.166	456.805	568.240	580.934	779.230	982.471	1.231.544	1.512.995	1.873.499	1.942.997	2.213.855
Province	11.969	13.315	17.988	24.073	36.740	50.518	65.235	85.106	103.468	107.868	124.136
Ensemble des valeurs	**619.931**	**704.963**	**852.077**	**838.271**	**1.027.339**	**1.371.710**	**1.728.274**	**2.273.409**	**3.127.267**	**3.018.534**	**3.875.053**

(1) Ce tableau concerne les valeurs françaises inscrites au marché officiel (Règlement mensuel et comptant) et au second marché; il comprend les valeurs de la zone franc.

TABLEAU N.02-4

Répartition des transactions sur les valeurs mobilières cotées à la Bourse de Paris et dans les Bourses de Province

Année 1988

Source : Société des Bourses françaises (année boursière) — *Unité :* Millier de francs

	Paris				Province				Ensemble
	Marché officiel	Second marché	Hors cote	Total	Marché officiel	Second marché	Hors cote	Total	
Règlement mensuel	371.175.607	—	—	371.175.607	4.441.819	—	—	4.441.819	375.617.426
Comptant (1)	3.466.426.068	36.126.592	6.619.898	3.509.172.558	71.415.994	4.853.313	1.528.688	77.797.995	3.586.970.553
Ensemble	3.837.601.675	36.126.592	6.619.898	3.880.348.165	75.857.813	4.853.313	1.528.688	82.239.814	3.962.587.979
Actions	412.690.810	34.418.046	6.075.143	453.183.999	6.904.903	4.845.502	1.517.983	13.268.388	466.452.387
Obligations	3.424.910.865	1.708.546	544.755	3.427.164.166	68.952.910	7.811	10.705	68.971.426	3.496.135.592
Ensemble	3.837.601.675	36.126.592	6.619.898	3.880.348.165	75.857.813	4.853.313	1.528.688	82.239.814	3.962.587.979
France	3.814.636.553	36.038.508	5.776.238	3.856.451.299	75.857.753	4.853.313	1.528.672	82.239.738	3.938.691.037
Zone franc	307.066	—	4.320	311.386	60	—	3	63	311.449
Étranger	22.658.056	88.084	839.340	23.585.480	—	—	13	13	23.585.493
Ensemble	3.837.601.675	36.126.592	6.619.898	3.880.348.165	75.857.813	4.853.313	1.528.688	82.239.814	3.962.587.979

(1) Dans les publications de la *Société des Bourses Françaises,* (qui s'est substituée à la Compagnie des Agents de Change) le mot « comptant » est employé dans certains cas pour désigner les seules transactions du marché officiel au comptant, mais dans d'autres cas cette expression recouvre l'ensemble des transactions opérées au comptant sur le marché officiel, sur le second marché et « hors cote ». C'est conformément à la définition au sens large du mot « comptant » que les statistiques de l'*Année boursière* indiquent la répartition des transactions de 1988 en deux grandes catégories selon le mode de négociation, soit 3.880.348.165 milliers de francs répartis en 371.175.607 pour le marché au règlement mensuel et 3.509.172.558 pour les transactions au comptant.

TABLEAU N.02-5

Indices du cours des actions cotées à la Bourse de Paris

(Indices calculés par l'INSEE. Moyennes des fins de semaine)

Source : INSEE

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
A. Sur base 100 = moyenne 1949											
Actions françaises : indice général	657	832	916	810	807	1.022	1.446	1.854	3.080	3.351	2.900
Actions étrangères	768	927	1.166	1.642	1.966	3.254	3.461	3.220	3.487	4.131	3.707
B. Sur base 100 au 29 décembre 1972											
Actions françaises : indice général (1)	94,8	120,2	132,2	116,8	116,4	147,5	208,5	267,0	444,4	483,7	418,7
dont : Valeurs industrielles	92,4	118,3	135,6	119,5	116,0	152,8	211,5	247,0	378,7	438,8	398,5
Actions étrangères	103,9	125,5	157,8	222,1	266,0	440,3	468,3	435,6	471,8	558,6	504,2
C. Sur base 100 au 31 décembre 1981											
Actions françaises : indice général (1)	●	●	●	●	104,3	132,2	181,2	232,4	386,1	420,2	363,7
dont : Valeurs industrielles	●	●	●	●	102,9	135,5	185,1	216,1	331,2	383,8	348,6
Actions étrangères	●	●	●	●	114,6	189,6	170,6	188,5	204,1	241,6	218,1
D. Sur base 100 au 28 décembre 1984											
Actions françaises : indice général (1)	●	●	●	●	●	●	●	145,0	197,2	197,2	233,5
dont : Valeurs industrielles	●	●	●	●	●	●	●	130,4	172,9	182,1	223,3
Pétrole, énergie	●	●	●	●	●	●	●	96,5	126,8	132,3	157,2
Chimie	●	●	●	●	●	●	●	141,7	178,4	182,9	212,7
Métallurgie, mécanique	●	●	●	●	●	●	●	151,2	205,0	222,4	286,7
Électricité, électronique	●	●	●	●	●	●	●	155,1	199,9	192,1	253,6
Bâtiment et matériaux	●	●	●	●	●	●	●	184,2	273,7	306,0	347,3
Industries de consommation non alimentaires	●	●	●	●	●	●	●	119,6	159,1	168,3	201,3
Agro-alimentaire	●	●	●	●	●	●	●	113,8	147,1	155,3	200,8
Distribution	●	●	●	●	●	●	●	154,4	260,3	257,4	290,9
Transports, loisirs, services	●	●	●	●	●	●	●	141,8	211,3	205,6	270,8
Assurances	●	●	●	●	●	●	●	258,4	407,0	372,8	451,5
Crédit, banques	●	●	●	●	●	●	●	166,0	248,3	234,1	266,6
Sicomi	●	●	●	●	●	●	●	125,7	149,6	127,0	120,8
Immobilier et foncier	●	●	●	●	●	●	●	146,0	198,6	190,1	165,8
Investissement et portefeuille	●	●	●	●	●	●	●	209,9	335,8	317,0	379,1
Actions étrangères	●	●	●	●	●	●	●	101,7	110,3	126,1	113,8

(1) Jusqu'à fin 1981, l'indice général des actions françaises comportait 22 groupes. Entre janvier 1982 et fin 1984, il comportait 16 groupes (les 9 premiers constituant les « valeurs industrielles »). À partir de janvier 1985, il compte 14 groupes (les 7 premiers groupes constituant les « valeurs industrielles »).

TABLEAU N. 02-6

Indices du cours des obligations françaises à revenu fixe cotées à la Bourse de Paris

(Indices calculés par l'INSEE. Moyennes des fins de semaine)

Source : INSEE

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
A. Sur base 100 au 29-12-1972.											
Emprunts garantis	95,0	96,9	89,7	83,5	85,0	90,0	93,7	99,6	109,8	99,4	108,8
Sociétés	105,1	107,0	98,0	89,5	91,6	97,7	102,1	108,6	118,3	113,5	120,3
B. Sur base 100 au 31-12-1980.											
Indice général	●	●	●	**93,5**	**95,4**	**102,6**	**106,9**	**113,2**	**123,7**	**113,3**	**123,7**
Emprunts d'État	●	●	●	94,2	96,3	103,4	107,5	112,9	120,4	113,5	121,3
Emprunts garantis et assimilés	106,5	108,6	100,6	93,6	95,4	102,4	106,6	113,3	125,0	113,1	123,9
Sociétés	109,0	111,0	101,6	92,8	95,0	102,7	107,3	114,1	124,3	113,5	126,4

TABLEAU N.02-7

Indices du cours des actions françaises cotées à la Bourse de Paris

(Indices calculés par la Société des Bourses françaises. Moyennes des fins de semaine)

Source : Société des Bourses françaises

Base 100 au 29 décembre 1961 jusqu'en 1981
Base 100 au 31 décembre 1981 à partir de 1982

Groupe	1978	1979	1980	1981	■ 1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Valeurs à revenu variable	76,7	96,1	109,9	95,7	102,6	126,8	171,9	218,4	363,3	397,9	338,7
Valeurs industrielles	68,3	87,0	102,0	84,2	101,5	129,1	174,7	208,9	327,1	379,3	330,9
soit : Produits de base	47,7	75,9	102,1	78,2	87,0	110,4	163,7	175,6	236,1	259,7	222,3
Construction	107,1	131,3	151,9	162,6	101,1	103,2	106,8	154,0	334,1	427,5	356,9
Biens d'équipement	76,7	98,6	114,3	86,7	106,7	113,7	140,0	215,1	326,6	319,4	253,4
Biens de consommation durables	122,2	101,8	80,7	62,1	102,4	137,7	172,9	217,8	434,5	578,5	444,8
Biens de consommation non durables	75,6	84,2	84,2	79,1	111,6	168,9	241,5	284,9	415,7	521,2	461,0
Biens de consommation alimentaires	82,0	99,9	112,5	118,6	111,2	171,8	244,5	249,7	366,5	429,6	467,0
Services	113,6	143,6	162,3	166,4	101,2	111,3	143,3	190,6	327,5	369,7	313,5
Sociétés financières	88,5	106,6	112,8	100,7	109,6	142,6	207,4	305,1	585,3	526,1	414,8
Sociétés françaises exploitant principalement à l'étranger	181,4	197,9	211,3	215,9	98,5	104,8	148,5	210,9	323,9	408,9	336,8

TABLEAU N.02-8

Taux moyen de rendement des obligations émises dans l'année

Source : BALO : Caisse des Dépôts et Consignations (1)

Unité : En %

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Taux à l'émission :											
Obligations garanties et assimilées	10,63	10,74	14,02	16,67	16,55	14,73	13,43	11,78	9,09	9,38	9,07
Obligations non garanties	11,00	11,10	14,19	16,01	16,54	14,84	13,52	11,99	8,84	9,88	9,24
Taux au règlement :											
Obligations garanties et assimilées	●	●	●	●	●	14,84	13,52	11,78	9,13	9,43	9,14
Obligations non garanties	●	●	●	●	●	15,01	13,67	12,10	8,92	9,96	9,31

(1) Le calcul du taux moyen à l'émission est effectué depuis novembre 1982 par la Caisse des Dépôts et Consignations tandis que le taux moyen au règlement est calculé par l'INSEE à partir des taux publiés au BALO. Jusqu'à octobre 1982, l'INSEE calculait le taux moyen à l'émission à partir des taux publiés au BALO, avec l'aide de l'actuariat de la SNCF jusqu'en 1978 et de l'actuariat de la Société générale de 1979 à 1982.

TABLEAU N.02-9

Taux de rendement de certaines catégories d'obligations cotées à la Bourse de Paris (1)

(Fin d'année)

Source : Caisse des Dépôts et Consignations

Unité : En %

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Obligations cotées (2)											
Emprunts d'État à court terme	●	●	●	15,63	14,70	13,01	11,87	10,41	9,23	9,71	8,41
Emprunt d'État à long terme	●	●	●	16,14	14,72	13,32	11,79	10,47	9,07	9,93	8,53
Secteur public à long terme emprunteurs nationaux	9,94	12,59	14,31	16,44	15,40	13,96	12,70	11,33	9,80	10,56	8,81
Secteur public, emprunteurs régionaux	●	●	●	17,22	16,05	14,54	13,35	11,80	10,07	11,00	9,62
Secteur public à lot	9,40	12,44	14,21	16,20	15,20	●	●	●	●	●	●
Secteur privé, première signature	10,27	12,92	14,68	17,33	15,86	14,35	12,94	11,76	9,94	10,94	9,20

(1) Avec crédit d'impôt s'il y a lieu. — (2) Moyenne calculée sur échantillon par la Caisse des Dépôts et Consignations, dernière semaine de l'année.

TABLEAU N.02-10

Taux moyen de rendement des actions françaises cotées à la Bourse de Paris (1)

Source : INSEE — *Unité :* En %

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Ensemble (2)	**6,47**	**5,76**	**6,26**	**8,19**	**7,97**	**6,33**	**5,22**	**3,89**	**2,55**	**3,03**	**3,78**
Pétrole, énergie	●	●	●	●	●	●	●	8,22	6,78	5,67	6,86
Chimie	●	●	●	●	●	●	●	2,66	2,28	2,58	3,28
Métallurgie, mécanique	●	●	●	●	●	●	●	3,35	2,63	2,05	2,23
Électricité, électronique	●	●	●	●	●	●	●	2,86	2,11	2,91	6,29
Bâtiment et matériaux	●	●	●	●	●	●	●	4,42	2,63	2,03	2,66
Industrie de consommation non alimentaires	●	●	●	●	●	●	●	1,88	1,26	1,40	2,32
Agro-alimentaire	●	●	●	●	●	●	●	2,28	1,48	1,64	1,82
Distribution	●	●	●	●	●	●	●	4,52	2,54	6,60	6,20
Transports, loisirs, services	●	●	●	●	●	●	●	3,49	2,22	2,34	2,20
Assurances	●	●	●	●	●	●	●	2,68	2,16	2,50	4,88
Crédit, banques	●	●	●	●	●	●	●	4,94	2,04	3,34	5,20
Sicomi	●	●	●	●	●	●	●	6,93	4,39	6,63	7,66
Immobilier et foncier	●	●	●	●	●	●	●	4,91	3,46	3,60	4,56
Investissement et portefeuille	●	●	●	●	●	●	●	3,18	1,56	1,57	1,57

(1) Avec crédit d'impôt. — (2) Calculé par l'INSEE sur le même échantillon que l'indice du cours des actions.

TABLEAU N.02-11

Cours de l'or et de certaines devises à Paris *(moyenne des cotations quotidiennes de l'année)*

Source : Société des Bourses françaises (Cote officielle) — *Unité :* Franc

	Unité	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Cours libre de l'or :	Franc pour :											
Lingot	1 kg	28.300	43.960	84.040	86.870	79.450	103.460	100.905	91.506	81.938	86.527	83,608
Pièces françaises de 20 F (1)	1 pièce	265,47	371,46	744,39	853,43	632,18	688,00	620,44	558,44	540,52	529,76	505,16
États-Unis	1 $	62,15	87,89	152,43	180,88	147,81	199,82	213,05	190,31	158,81	151,98	147,71
Suisse	20 F	252,22	345,43	601,82	690,33	566,61	677,45	606,44	549,59	540,64	530,15	532,73
Grande-Bretagne	Souverain	259,56	406,58	742,36	780,36	653,51	811,28	743,18	669,76	617,08	629,90	610,41
Cours de devises étrangères :												
États-Unis	1 $	4,5128	4,2512	4,2256	5,4344	6,5718	7,6215	8,7396	8,9852	6,9260	6,0106	5,9565
Canada	1 $ Can.	3,9631	3,6315	3,6152	4,5332	5,3275	6,1842	6,7652	6,5842	4,9830	4,5283	4,8442
Allemagne fédérale	1 DM	2,2462	2,3232	2,3255	2,4036	2,7052	2,9817	3,0705	3,0523	3,1948	3,3450	3,3920
Belgique	1 F.B.	0,1434	0,1451	0,1446	0,1463	0,1439	0,1490	0,1513	0,1513	0,1552	0,1610	0,1620
Pays-Bas	1 Fl.	2,0855	2,1202	2,1265	2,1785	2,4595	2,6643	2,7238	2,7064	2,8320	2,9685	3,0140
Italie	100 L	0,5305	0,5129	0,4937	0,4784	0,4857	0,5016	0,4976	0,4702	0,4651	0,4637	0,4577
Danemark	1 DKK	0,8186	0,8078	0,7500	0,7628	0,7881	0,8328	0,8439	0,8478	0,8567	0,8792	0,8850
Irlande	1 LEP	●	8,7496	8,6853	8,7475	9,3233	9,4743	9,4700	9,5051	9,2978	8,9372	9,0725
Grande-Bretagne	1 GBP	8,6534	9,0544	9,8319	10,9509	11,4705	11,5486	11,6369	11,5500	10,1580	9,8389	10,5948
Grèce	100 GRD	●	●	●	9,8160	9,8543	8,7662	7,7778	6,5379	4,9542	4,4355	4,2019
Espagne	100 ESP	5,8990	6,4170	5,8980	5,8860	5,9860	5,3140	5,4300	5,2751	4,9457	4,8707	5,1149
Portugal	1 PTE	0,1033	0,0869	0,0845	0,0883	0,0830	0,0691	0,0594	0,0523	0,0462	0,0426	0,0413
CEE	1 ECU	●	●	●	●	●	●	●	6,7955	6,7981	6,9267	7,0356
Suisse	1 CHF	2,5319	2,5590	2,5209	2,7719	3,2357	3,6265	3,7202	3,6608	3,8621	4,0344	4,0724
Japon	100 JPY	2,1573	1,9405	1,8756	2,4658	2,6415	3,2112	3,6774	3,7669	4,1255	4,1613	4,6481

(1) 5,806 grammes d'or fin.

SOURCES DE DOCUMENTATION

— « Les statistiques d'émissions de valeurs mobilières », publié par le Crédit lyonnais (mensuel);

— « Taux de rendement des principales obligations cotées en France », publié par la Caisse des dépôts et consignations;

— « Rapport annuel de la Commission des opérations de bourse », édité par les *Journaux officiels* dans la série : *Documents administratifs;*

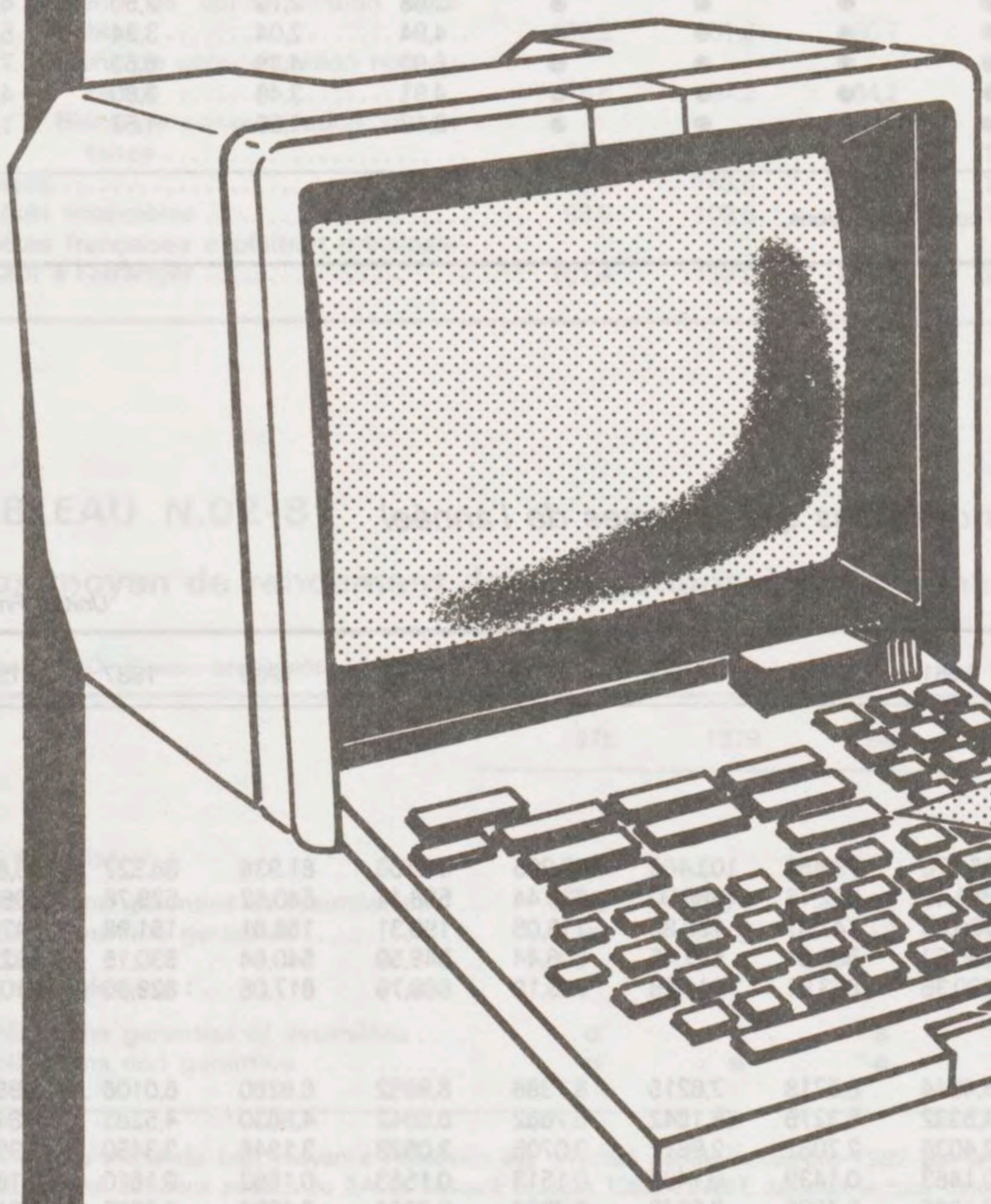
— « Rapport annuel du Conseil national du crédit »;

— « L'évolution du marché financier », note annuelle du Service de l'information du ministère de l'Économie, des Finances et du Budget ;

— « Statistiques mensuelles de la bourse de Paris », Société des bourses françaises ;

— « L'année boursière », Société des bourses françaises.

L'insee un partenaire qui compte



en direct
24 H sur 24

36.15
code
INSEE

- Les indices
- L'actualité économique
- Le catalogue des produits de l'INSEE
- Les derniers ouvrages parus
- L'INSEE au service des régions

insee Institut National de la Statistique et des Études Économiques

0

Commerce extérieur, balance des paiements

L'INSEE
un partenaire qui compte

en direct
24 H sur 24

36.15
code
INSEE

• Les indices
• L'actualité économique
• Le catalogue des produits de l'INSEE
• Les derniers ouvrages parus
• L'INSEE au service des régions
• Commerce extérieur, balance des paiements

INSEE Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Chapitre O.01

Commerce extérieur

1. Sources statistiques et nomenclatures

2. Résultats en valeur de la France

3. Indices douaniers de valeur unitaire et de volume

4. Résultats, en valeur et quantité, des DOM-TOM

1. Sources statistiques et nomenclatures

Les chiffres publiés dans ce chapitre ont, à l'exception du tableau 2, pour source la *Direction générale des douanes et droits indirects* (ministère de l'Économie, des Finances et du Budget) en ce qui concerne les résultats en valeur et en quantité, *l'INSEE* pour ce qui est des indices douaniers de valeur unitaire et de volume.

La Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) établit les statistiques mensuelles du commerce extérieur, par produit croisé par pays d'origine ou de destination.

A compter du 1er janvier 1988 le Système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises qui a été institué par la Convention internationale du 14 juin 1983 en vue d'assurer une comparabilité mondiale des statistiques du commerce extérieur a été appliqué au sein de la Communauté européenne. Au plan communautaire le règlement CEE n° 2658/87 du 23 juillet 1987 a créé la Nomenclature combinée (NC) qui répond à la fois aux exigences du tarif douanier commun et à celles de la statistique. Cette nomenclature adjoint aux 6 chiffres du SH un code à 2 chiffres. L'administration douanière française utilise ainsi depuis janvier 1988 la Nomenclature générale des produits (NGP 9), développement national de la NC comportant un 9e chiffre (l'ancienne NGP 7 comportait 7 chiffres) soit 10.000 positions environ comme la nomenclature précédente.

Ceci permet à l'administration douanière de répondre à toutes sortes de demandes d'information très détaillées (par produit à divers niveaux de regroupement, par pays d'importation ou d'exportation ou tout regroupement par zone, enfin selon le régime douanier, et cela au niveau national, régional et départemental) et, en particulier, de fournir les éléments de divers instruments de l'analyse économique (indices de valeur unitaire et de volume du commerce extérieur, comptes de la nation, indicateurs).

Trois types de nomenclatures de produits — qui sont en correspondance simple avec la NGP 9 — sont en outre utilisées pour présenter les résultats douaniers :

— pour les comparaisons dans le cadre de la *Communauté économique européenne* il est fait usage de la *Nomenclature combinée (NC),* nomenclature à 8 chiffres, comportant 9.600 positions environ, dont est issue la NGP 9, et qui remplace la *Nomenclature des marchandises pour les statistiques du commerce extérieur de la Communauté et du commerce entre ses états membres* (NIMEXE);

— en ce qui concerne les *comparaisons internationales en général,* c'est la *Classification type pour le commerce international* (CTCI) *troisième révision,* qui est utilisée (3.118 rubriques, chacune caractérisée par un numéro de code à 5 chiffres et correspondant à un poste ou à un regroupement de postes du SH exception faite des produits pétroliers ou encore le Système harmonisé, lui-même qui comporte 5.000 positions élémentaires dont est issue la nomenclature combinée (et la NGP 9);

— enfin pour les études, telles que conjoncture et comptabilité nationale, faisant intervenir des *comparaisons entre commerce extérieur et production et consommation,* on utilise des nomenclatures élaborées à cet effet qui sont la NAP 600 (*Nomenclature d'activités et de produits, niveau 600*) et ses regroupements NAP 40, NAP 15, et la NEC

(*Nomenclature d'études conjoncturelles*). Il est à noter néanmoins qu'à compter de 1988 la table de passage entre la nomenclature douanière et la NAP 600 a été profondément modifiée, ce qui a conduit à un nouveau calcul des résultats par produit pour les années précédentes.

Ainsi, la *Direction générale des douanes et droits indirects* publie mensuellement, trimestriellement et annuellement, des tableaux statistiques sous des formes diverses (microfiches, brochures, annuaires) et selon diverses nomenclatures de produits à divers niveaux d'agrégation (NEC à 4 chiffres, SH à 6 et à 4 chiffres, CTCI à 3 chiffres, NAP 600). Grâce à la banque de données (BEATRICE) dont un terminal est installé au Centre de renseignements des douanes ouvert au public, les principales informations sur le commerce extérieur de la France portant sur l'année en cours et les trois années antérieures sont disponibles, en temps réel. En outre, le système de diffusion sur minitel COVADICE (par le 36.17) permet d'obtenir rapidement des informations concises sur le commerce extérieur.

L'INSEE élabore mensuellement les *indices de valeur unitaire et de volume* du commerce extérieur selon la méthode de calcul exposée plus loin, au *niveau* 600 pour les importations et les exportations, par *zone géographique* (CEE à douze pays, reste des pays de l'OCDE, reste du monde) et calcule toutes les agrégations successives : NAP 90, NAP 40, NAP 15, ensemble, par zone ou tous pays.

L'INSEE utilise ces indices douaniers pour la confection des équilibres emplois-ressources par branche dans le cadre de la comptabilité nationale où ils sont confrontés à d'autres sources. Les indices de prix auxquels on aboutit diffèrent peu ou prou selon les produits des indices de départ et il en est de même des volumes. Ces données, établies au niveau de détail de la NAP 600, sont publiées sous une forme agrégée (NAP 40, NAP 15) dans le *Rapport annuel sur les Comptes de la Nation* et dans *Tendances de la Conjoncture,* cahier 2.

2. Résultats en valeur de la France
(tableaux 1, 3 à 6)

21. Définitions

211. Territoire statistique de la France selon la réglementation douanière

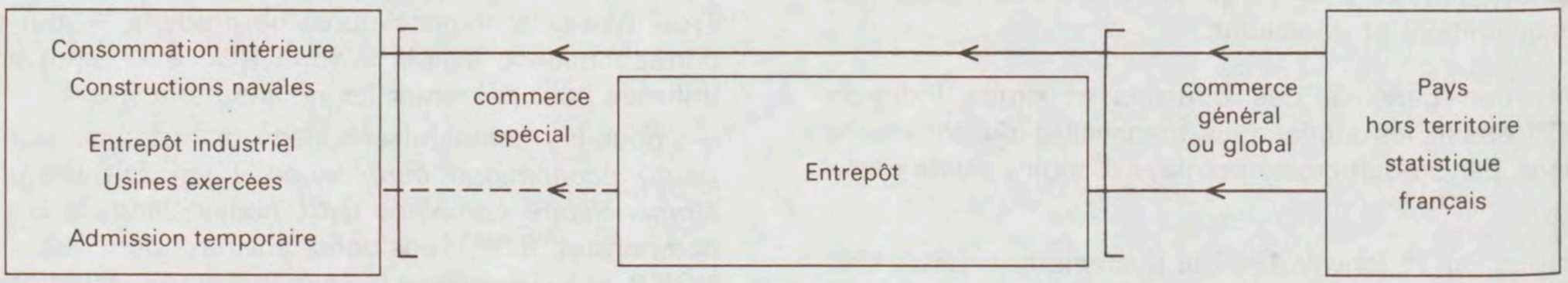
Il inclut la France métropolitaire (y compris les zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie) et la Principauté de Monaco. Il n'inclut pas les départements et territoires d'outre-mer — dont les statistiques de commerce extérieur sont présentées à part en fin de chapitre.

212. Contenu des données statistiques (voir schéma)

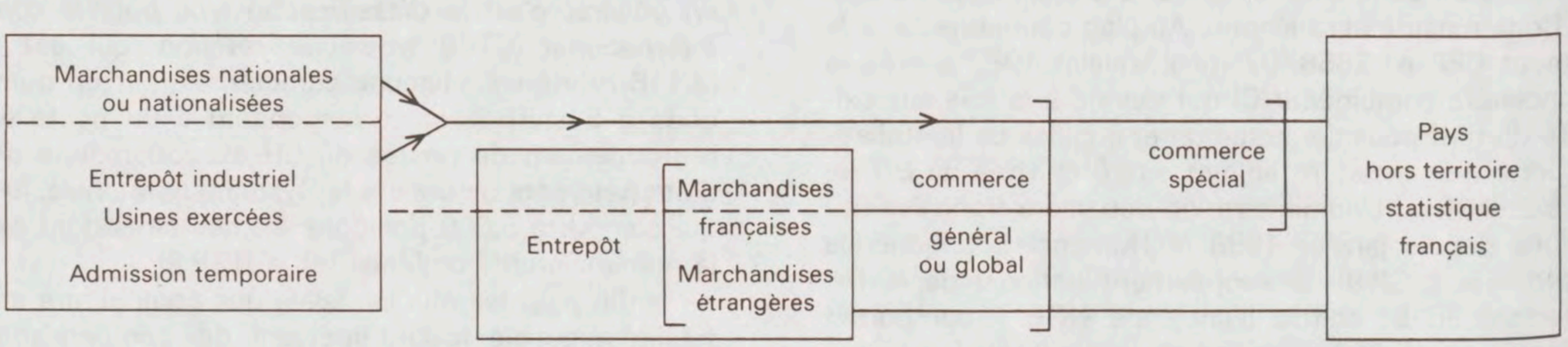
D'une façon générale, elles n'incluent pas l'avitaillement des aéronefs et navires, et, sauf exception, (1) le matériel militaire; elles incluent en revanche, l'or industriel à l'exclusion de l'or monétaire. Elles se rapportent :

1. Le matériel militaire ne figure que dans les résultats d'ensemble (tableau 1).

COMMERCE D'IMPORTATION



COMMERCE D'EXPORTATION



N.-B. – Ces schémas donnent seulement les lignes essentielles des différentes catégories de trafic.

a. *En ce qui concerne les marchandises autres que les produits pétroliers, au commerce spécial, c'est-à-dire :*

- A L'IMPORTATION :
  - — aux marchandises originaires des pays situés hors du territoire statistique, qui, soit à l'arrivée directe de l'extérieur, soit en suite de dépôt, de transit direct ou de transbordement, soit à la sortie des entrepôts, sont déclarées pour la consommation, les constructions navales, placées sous le régime de l'admission temporaire, ou sous celui de l'entrepôt industriel;
  - — aux marchandises réimportées après avoir reçu à l'étranger une ouvraison ou une transformation (à l'exclusion des réparations).
- A L'EXPORTATION :
  - — à la totalité des marchandises nationales ou nationalisées exportées;
  - — aux produits réexportés soit directement, soit après passage en entrepôt, qui proviennent des matières placées à l'entrée, sous le régime de l'admission temporaire;
  - — aux marchandises exportées temporairement à l'étranger pour ouvraison ou transformation (à l'exclusion des réparations);
  - — aux réexportations en suite d'entrepôt industriel.

b. *En ce qui concerne les produits pétroliers, au commerce général, c'est-à-dire :*

- A L'IMPORTATION, aux marchandises originaires des pays situés hors du territoire statistique qui, soit à l'arrivée directe de l'extérieur, soit en suite de dépôt, de transit direct, ou de transbordement, sont soit déclarées pour la consommation, soit placées en entrepôt ou sous le régime de l'admission temporaire, soit introduites dans les usines exercées;

- A L'EXPORTATION, à la totalité des marchandises exportées.

Pour les marchandises autres que les produits pétroliers, les résultats du commerce extérieur global de la France dit « commerce général » peuvent être établis en procédant de la façon suivante :

- A L'IMPORTATION, en ajoutant ou en retranchant, le cas échéant, la balance entre les entrées dans les entrepôts et les sorties d'entrepôts pour la consommation;

- A L'EXPORTATION, en ajoutant les marchandises sorties des entrepôts pour la réexportation.

213. Poids et valeur des marchandises

A l'importation comme à l'exportation, les marchandises sont dépouillées au kilogramme net.

A l'importation, dans le cas des marchandises taxées *ad valorem* et pour lesquelles le contenant est déclaré au droit du contenu, c'est généralement le poids net (sans emballage) qui est retenu et quelquefois le poids demi-net (qui inclut le poids des boîtes et flacons dans lesquels sont présentées les marchandises pour la vente au détail). La « valeur douane » est le prix réputé pouvoir être fait pour les marchandises à évaluer lors d'une vente qui serait effectuée dans des conditions de pleine concurrence. Elle peut donc différer de la valeur facture.

214. Valeurs CAF et FAB

Dans les tableaux du présent chapitre (sauf tableau 1), les valeurs retenues à l'importation sont des valeurs CAF (coût de la marchandise, assurance, fret), valeur de la marchandise à son point d'entrée en France; à l'exportation la valeur est FAB (franco à bord) : c'est la valeur de la marchandise au point de sortie de France.

En ce qui concerne le tableau 1, les importations comme les exportations, sont données en valeur FAB, de manière à faire apparaître le solde exact des importations et exportations de marchandises au sens strict du terme (on passe de la valeur CAF à la valeur FAB en retranchant le coût d'acheminement de la marchandise importée de la frontière du pays producteur à la frontière française. Ce passage fait l'objet d'une évaluation annuelle de la DGDDI portant uniquement sur le niveau global).

22. Spécifications par tableau

221. Résultats d'ensemble
(tableau 1)

Ce tableau est le seul à présenter tous les échanges de marchandises, donc y compris le matériel militaire. Un chiffre positif de la balance signifie ainsi que la balance commerciale est excédentaire.

222. Commerce international
(tableau 2)

Ce tableau montre les importations en valeur d'un certain nombre de pays et la part (en %) de ces importations qui a pour origine chacun des autres pays.

223. Résultats par pays ou zone géographique
(tableaux 3, 4 et 6)

Les *marchandises importées* sont classées d'après leur pays d'origine, c'est-à-dire d'après le pays où elles ont été extraites ou récoltées (matières premières ou produits alimentaires) ou transformées (produits manufacturés).

Par contre, les *marchandises exportées* sont classées au compte de la dernière destination connue.

La nomenclature des zones géographiques est, à quelques regroupements près, celle utilisée par la DGDDI dans ses publications.

224. Résultats en valeur par produit
(tableaux 5 et 6)

La nomenclature utilisée est la NEC 2 (*nomenclature pour les études conjoncturelles, à 12 positions*). À partir de 1988, la DGDDI utilise la nouvelle table de passage dite « agrégée » entre la nomenclature douanière (NGP 9) et la nomenclature officielle de Produit (NAP 600). Une nouvelle série est donc rétropolée depuis 1981.

3. Indices douaniers de valeur unitaire et de volume
(tableau 7)

31. Généralités

L'année 1949, marquée par une certaine stabilité des prix, a été utilisée comme année de référence jusqu'en 1956.

L'année de référence fut ensuite 1956 jusqu'en 1961, puis 1961 jusqu'en 1966, enfin 1966 jusqu'en décembre 1975. Jusqu'à cette date, les calculs étaient manuels et les éléments retenus dans l'échantillon correspondaient à des niveaux variables de détail de la nomenclature générale des produits.

L'année 1973 a été prise pour base d'un nouvel indice calculé selon une méthode entièrement différente. En effet, à compter de 1973, la Direction générale des douanes a procédé à une refonte complète de la nomenclature générale des produits et la procédure de modification de cette nomenclature est devenue annuelle, ce qui a rendu possible l'automatisation des calculs.

En outre, d'autres réformes étaient apportées au calcul des indices. L'ancien partage du commerce en deux zones (zone franc et hors zone franc) faisait place à un partage selon un critère géographique et économique plus actuel : pays de la CEE, pays de l'OCDE hors CEE, reste du monde. L'ancienne nomenclature de calcul dite : « groupement d'utilisation selon la destination économique » faisait place à la nomenclature pour les études conjoncturelles (NEC), dont chaque poste est un regroupement de postes au niveau 600 de la nomenclature officielle des produits (NAP 73). Enfin on retenait une formule de calcul assurant l'indépendance de l'indice de volume toutes zones du découpage en zones retenu. Une série d'indices était ainsi calculée jusqu'en juillet 1976. Puis, 1975 était pris comme base pour tenir compte des effets de la crise pétrolière survenue fin 1973 et de l'inflation mondiale qu'elle a provoquée. Ces indices étaient calculés jusqu'en novembre 1986.

À compter de 1987, des indices base 100 en 1980 (année de base de la nouvelle série des comptes nationaux) ont été diffusés. Leur formule est différente de celle des indices précédents : les indices de valeur unitaire par zone sont de stricts indices de Paasche. De ce fait l'indice de valeur unitaire « toutes zones » n'est pas indépendant du découpage par zone géographique retenu. L'échantillon des produits NGP 7 retenu pour le calcul des indices a été entièrement réexaminé et rendu représentatif au niveau NAP 600 (pour chaque zone). La table d'agrégation des données douanières élémentaires a été revue et diffère ainsi de celle utilisée par la DGDDI pour ses propres publications. La nomenclature par groupement d'utilisation selon la destination économique dite « GUD » a été définitivement abandonnée, en revanche des résultats ont continué d'être calculés en NEC. Des séries mensuelles, trimestrielles et annuelles ont été établies à compter de 1981.

La mise en place à compter de 1988 d'une nouvelle nomenclature douanière, la nomenclature générale des produits à 9 chiffres, issue du système harmonisé de désignation des marchandises, a conduit à revoir complètement l'échantillon de produits douaniers permettant d'établir les indices de valeur unitaire et de volume du commerce extérieur (base 100 en 1980) et ainsi à effectuer un changement de base. La tâche a été particulièrement longue car il a fallu simplifier au vu des résultats du début 1988 la correspondance théorique trop complexe établie à priori entre l'ancienne et la nouvelle nomenclature et vérifier à postériori que la correspondance était bien réelle. Des indices base 100 en 1987 ont donc été établis, selon les mêmes principes que les indices base 100 en 1980, la seule différence étant que la CEE comprend dès lors l'Espagne et le Portugal. Plutôt que de publier ces indices calculés à partir de janvier 1987, il a paru préférable de fournir des indices chaînés aux indices précédents, la référence de ces indices étant 1980.

Le chaînage des indices de valeur unitaire a été effectué au niveau NAP 600 × zones géographiques sur l'année 1987, l'hypothèse étant faite que de 1980 à 1987 l'évolution des valeurs unitaires pour la CEE à 12 pays était la même que celle pour la CEE à 10 pays, la seule connue. Cette hypothèse, forte, conduit, par le seul jeu des pondérations entre zones géographiques, à des indices toutes zones un peu différents de ceux publiés jusqu'ici pour les années 1981 à 1986 (cf. notamment l'indice 1986 à l'exportation relatif à l'automobile). À partir de 1987 ce sont les données issues du nouvel indice qui sont prises en compte.

32. Méthode de calcul

L'indice de valeur unitaire est un indice de Paasche (moyenne harmonique des indices élémentaires pondérée par la valeur des échanges des mois courants). L'indice de volume est un indice de Laspeyres (moyenne arithmétique des indices élémentaires pondérée par la valeur des échanges à la période de base).

Ces indices sont calculés pour trois zones géographiques : CEE à 12 pays, reste de l'OCDE, reste du monde et pour l'ensemble « tous pays » à partir de données CAF à l'importation, FAB à l'exportation. Les indices établis par zone géographique retiennent comme valeur unitaire de l'année de base pour chaque produit les valeurs unitaires annuelles de la zone (au lieu des valeurs unitaires toutes zones comme c'était le cas pour les indices base 100 en 1973 puis 1975). Donc, pour des prix par zone et des quantités tous pays donnés, l'indice de volume « tous pays » est fonction de la répartition des quantités par zone.

Le champ de calcul comprend toutes les marchandises enregistrées par les Douanes exception faite du matériel militaire, de la construction navale et des objets d'art. Mais les valeurs unitaires de certains produits (électronique par exemple) étant très éloignées d'un prix, il a semblé préférable de ne pas diffuser les indices correspondants si ce n'est dans le cadre des publications conjoncturelles (Informations rapides, Tendances de la conjoncture) où ils sont agrégés aux résultats des autres branches.

Dans la pratique, on calcule en premier lieu des indices de valeur unitaire par zone géographique au niveau NAP 600, à partir d'indices élémentaires (au niveau NGP 9) fournis par la DGDDI; ces indices sont calculés par rapprochement des statistiques en valeur et en quantité (tonnage le plus souvent) pour chacun des postes entrant dans l'échantillon établi par l'INSEE et caractéristique du marché des trois zones à l'importation et à l'exportation. L'indice de valeur est calculé ensuite sur la totalité des produits et l'indice de volume est obtenu comme quotient de l'indice de valeur par l'indice de valeur unitaire. Des contrôles sont effectués sur les indices élémentaires pour détecter et redresser les anomalies. On privilégie le contrôle des indices de valeur unitaire parce qu'ils sont considérés comme plus stables que les indices de volume.

33. Diffusion des résultats

Tous les mois les indices sont publiés selon les nomenclatures NAP 15 et NAP 40 toutes zones et, pour chacune des trois zones, tous produits et tous produits manufacturés. Tous les trimestres la publication est en outre faite en NAP 90. Annuellement, la publication est faite en NAP 90, NAP 40, NAP 15 toutes zones (tableau 7).

34. Qualité des indices

Les indices de valeur unitaire sont proches de ce que seraient des indices de prix dans les branches où le poids net (ou éventuellement la quantité complémentaire : nombre d'unités...) est une unité de mesure adéquate. En revanche, dès que l'on a affaire à des produits transformés très élaborés, les indices de valeur unitaire ne sont plus qu'un palliatif. C'est pourquoi, dans la présente publication, on a limité le champ de diffusion; n'ont pas été repris les indices d'un nombre important de branches : électricité, matériels électronique, ferroviaire, instruments et matériels de précision, construction aéronautique, machines-outils, branches pour lesquelles des indices sont néanmoins calculés. En outre, les indices de certains niveaux 90, pris en compte dans le résultat d'ensemble, ne figurent pas dans le présent annuaire.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que ces indices, calculés selon la formule de Paasche, sont sensibles, non seulement aux variations des valeurs unitaires, mais encore à celles de la structure du commerce.

4. Résultats, en valeur et en quantité, des départements et territoires d'outre-mer
(tableaux 8 à 19)

Ces tableaux fournissent les résultats du commerce extérieur des départements et territoires d'outre-mer.

* * *

TABLEAU O.01-1

Commerce extérieur de la France : résultats d'ensemble FAB-FAB définitifs

(Y compris matériel militaire)

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects — *Unité :* million de francs

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Importations FAB (1)	354.862	440.294	551.825	635.186	725.675	766.298	870.442	930.961	863.207	920.523	1.030.453
Exportations FAB	357.053	426.742	489.845	575.796	632.198	722.695	850.109	906.029	863.609	888.913	997.609
Balance FAB-FAB	+ 2.191	— 13.552	— 61.980	— 59.390	— 93.477	— 43.603	— 20.333	— 24.932	+ 402	— 31.610	— 32.844

(1) Les coefficients CAF/FAB qui permettent d'établir, au seul niveau global, la conversion des importations CAF en importations FAB sont les suivants : 96,0 % en 1978, 96,1 % en 1979, 96,0 % en 1980, 96,3 % en 1981, 95,0 % en 1982 et 1983, 95,7 % en 1984, 96,2 % en 1985, 96,8 % en 1986, 96,9 % en 1987 et 1988.

TABLEAU O.01-2

Commerce international. Importations (CAF) * des pays appartenant à la CEE, de la Suisse, des États-Unis d'Amérique et du Japon. Parts de marché de chacun de ces pays dans les importations des autres pays

Année 1988

Source : OCDE

Unités : Million de dollars et pourcentages

Pays exportateurs \ Pays importateurs	Allemagne (République fédérale)	Belgique et Luxembourg	Danemark	France	(1) Grèce	Irlande	Italie	Pays-Bas	Royaume-Uni	Espagne	Portugal	Suisse	États-Unis d'Amérique	Japon
	Part de marché de chaque pays exportateur dans les importations de													
Montant total des importations CAF	**250.534**	**92.104**	**25.941**	**176.843**	**12.988**	**15.558**	**139.024**	**99.337**	**189.289**	**60.341**	**16.773**	**56.310**	**441.282**	**187.517**
Allemagne (Rép. féd. d')	///	24,5	22,9	19,8	22,2	8,6	21,8	26,3	16,6	16,2	13,7	34,1	6,0	4,3
Belgique et Luxembourg	7,1	///	3,4	9,1	3,4	2,1	4,9	14,7	4,7	3,3	4,1	3,4	1,0	0,6
Danemark	1,9	0,6	///	0,9	1,2	0,9	1,0	1,2	1,9	0,7	0,9	1,0	0,4	0,6
France	12,1	15,4	4,9	///	7,8	4,1	14,8	7,6	8,8	13,5	11,5	10,6	2,8	2,3
Grèce	0,7	0,3	0,3	0,4	///	0,1	0,9	0,2	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Irlande	0,8	0,7	0,6	0,8	0,5	///	0,6	0,9	3,6	0,7	0,3	0,4	0,3	0,3
Italie	9,2	4,3	3,9	11,6	12,3	2,5	///	3,8	5,5	9,6	9,3	10,1	2,6	1,6
Pays-Bas	10,4	17,8	6,0	5,3	7,0	4,0	5,7	///	7,8	3,5	4,7	4,2	1,0	0,5
Royaume-Uni	6,9	7,6	7,0	7,3	4,9	42,1	5,1	7,7	///	7,1	8,2	5,7	4,1	2,2
Espagne	2,0	1,5	1,1	4,2	1,4	1,2	2,4	1,4	2,4	///	13,5	1,2	0,7	0,3
Portugal	0,7	0,4	1,0	1,0	0,2	0,5	0,3	0,6	0,9	2,1	///	0,4	0,2	0,1
Ensemble de la CEE	*51,8*	*73,1*	*51,1*	*60,4*	*60,9*	*66,1*	*57,5*	*64,4*	*52,5*	*56,9*	*66,4*	*71,2*	*19,2*	*12,9*
Suisse	4,5	1,8	2,2	2,5	1,9	0,7	4,5	1,4	3,6	1,5	2,4	///	1,1	1,9
États-Unis d'Amérique	6,6	4,3	6,0	7,7	2,8	15,9	5,6	7,6	10,2	8,9	4,4	5,5	///	22,5
Japon	6,4	2,3	4,2	4,2	4,2	4,9	2,5	3,2	6,1	5,1	3,5	5,0	20,4	///

* Exception faite des États-Unis d'Amérique pour lesquels il s'agit de chiffres FAB.
(1) Chiffres 1987.

TABLEAU O.01-3

Commerce extérieur de la France par zone géographique *(Non compris matériel militaire)*

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unité : million de francs

Zone géographique	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	*r* 1986	1987	1988
Importations CAF :										
CEE (1)	*228.873*	*261.600*	*296.295*	*359.667*	*398.144*	*454.728*	*493.552*	*531.301*	*576.943*	*636.048*
OCDE hors CEE (2)	*93.996*	*120.068*	*137.245*	*163.911*	*176.812*	*203.204*	*224.870*	*177.522*	*188.534*	*221.570*
Amérique du Nord	37.646	49.759	57.534	65.003	67.421	76.662	80.236	73.704	74.126	89.248
Europe occidentale (2)	44.442	55.450	60.602	74.242	83.584	95.888	110.893	65.247	71.486	80.862
Autres OCDE	11.909	14.858	19.108	24.667	25.807	30.654	33.741	38.571	42.922	51.460
Reste du monde	*134.260*	*189.111*	*220.700*	*234.017*	*224.797*	*245.734*	*244.324*	*178.713*	*179.566*	*196.180*
Pays développés hors OCDE (3)	5.184	6.392	7.142	6.633	6.630	8.349	8.564	5.881	6.419	7.103
Pays à économie centralisée	15.713	24.329	29.375	31.197	34.102	37.305	38.220	34.937	*r* 33.362	36.886
— d'Europe	14.148	22.246	26.545	28.272	30.727	33.345	33.642	29.878	26.581	28.163
— d'Asie	1.564	2.084	2.831	2.925	3.374	3.960	4.578	5.059	6.781	8.723
Pays du Maghreb	9.024	12.361	18.796	32.325	30.803	33.644	30.553	20.529	18.269	19.088
Pays pétroliers du Moyen-Orient	53.837	78.535	91.071	73.085	52.168	46.622	41.776	22.919	21.037	16.034
Pays de la zone franc	12.118	13.282	13.905	15.470	16.699	21.577	26.769	19.435	16.921	19.074
dont : DOM-TOM	2.256	2.246	2.871	2.691	2.348	3.085	3.522	3.288	2.714	3.631
Autres pays	38.384	54.211	60.410	75.306	84.395	98.237	98.442	75.011	83.558	97.996
TOTAL CAF	**457.128**	**570.778**	**654.239**	**757.595**	**799.754**	**903.666**	**962.746**	**887.537**	*r* **945.045**	**1.053.799**
Exportations FAB :										
CEE (1)	*220.215*	*239.111*	*264.928*	*295.587*	*341.566*	*397.932*	*431.922*	*477.025*	*517.861*	*593.179*
OCDE hors CEE (2)	*80.644*	*92.443*	*108.156*	*119.705*	*143.536*	*183.675*	*209.337*	*158.162*	*161.106*	*182.572*
Amérique du Nord	23.276	23.655	34.330	38.953	49.299	74.541	84.856	69.204	71.266	82.739
Europe occidentale (2)	51.972	62.709	65.466	70.548	82.591	95.775	108.865	73.497	72.815	78.318
Autres OCDE	5.395	6.080	8.360	10.204	11.646	13.358	15.616	15.462	17.025	21.515
Reste du monde	*113.818*	*138.139*	*176.417*	*190.802*	*209.557*	*231.425*	*229.551*	*190.066*	*178.814*	*187.997*
Pays développés hors OCDE (3)	3.651	5.171	7.640	6.290	6.673	6.995	6.228	5.620	6.240	6.816
Pays à économie centralisée	19.034	21.185	23.388	21.182	29.455	28.868	33.361	23.969	23.997	25.864
— d'Europe	17.127	19.591	21.099	18.452	25.423	25.802	26.095	19.051	18.516	19.949
— d'Asie	1.907	1.594	2.289	2.730	4.032	3.066	7.266	4.918	5.481	5.915
Pays du Maghreb	16.549	20.017	24.521	27.406	31.265	37.153	37.431	28.672	23.272	22.575
Pays pétroliers du Moyen-Orient	14.296	17.709	26.516	31.928	30.735	38.040	26.437	18.060	15.046	14.717
Pays de la zone franc	19.906	23.669	26.765	31.431	33.947	38.276	40.787	38.629	38.650	39.683
dont : DOM-TOM	6.792	7.575	8.898	10.948	13.175	16.276	17.690	17.434	20.554	22.067
Autres pays	40.383	50.389	67.587	72.565	77.483	82.092	85.309	75.116	71.608	78.341
Total FAB	**414.677**	**469.694**	**549.500**	**606.094**	**694.659**	**813.032**	**870.812**	**825.254**	**857.781**	**963.748**
Balance des exportations FAB et des importations CAF :										
CEE (1)	*— 8.658*	*— 22.489*	*— 31.367*	*— 64.080*	*— 56.578*	*— 56.796*	*— 61.630*	*— 54.276*	*— 59.082*	*— 42.869*
OCDE hors CEE (2)	*— 13.352*	*— 27.625*	*— 29.089*	*— 44.206*	*— 33.276*	*— 19.529*	*— 15.533*	*— 19.360*	*— 27.428*	*— 38.998*
Amérique du Nord	— 14.370	— 26.104	— 23.204	— 26.050	— 18.122	— 2.121	4.620	— 4.500	— 2.860	— 6.509
Europe occidentale (2)	7.530	7.259	4.864	— 3.694	— 993	— 113	— 2.028	8.250	1.329	— 2.544
Autres OCDE	— 6.514	— 8.778	— 10.748	— 14.463	— 14.161	— 17.296	— 18.125	— 23.109	— 25.897	— 29.945
Reste du monde	*— 20.442*	*— 50.972*	*— 44.283*	*— 43.215*	*— 15.240*	*— 14.311*	*— 14.773*	*11.353*	*r 752*	*— 8.183*
Pays développés hors OCDE (3)	— 1.533	— 1.221	498	— 343	43	— 1.354	— 2.336	— 261	— 179	— 287
Pays à économie centralisée	3.321	— 3.144	— 5.987	— 10.015	— 4.647	— 8.437	— 4.859	— 10.968	— 9.365	— 11.022
— d'Europe	2.979	— 2.655	— 5.446	— 9.820	— 5.304	— 7.543	— 7.547	— 10.827	— 8.065	— 8.210
— d'Asie	343	— 490	— 542	— 195	658	— 894	— 2.688	— 140	— 1.300	— 2.811
Pays du Maghreb	7.525	7.656	5.725	— 4.919	462	3.509	6.878	8.143	5.003	3.487
Pays pétroliers du Moyen-Orient	— 39.541	— 60.826	— *r* 64.555	— 41.157	— 21.433	— 8.582	— 15.339	— 4.859	— 5.991	— 1.317
Pays de la zone franc	7.788	10.387	12.860	15.961	17.248	16.699	14.018	19.194	21.729	20.609
dont : DOM-TOM	4.536	5.329	6.027	8.257	10.827	13.191	14.169	14.146	17.840	18.436
Autres pays	1.999	— 3.822	7.177	— 2.741	— 6.912	— 16.145	— 13.134	105	— 11.950	— 19.655
Balance totale FAB-CAF	**— 42.451**	**— 101.084**	**— 104.739**	**— 151.501**	**— 105.095**	**— 90.636**	**— 91.934**	**— 62.283**	**— 87.264**	**— 90.051**

(1) Y compris Grèce à partir du 1er janvier 1981. Y compris l'Espagne et le Portugal à partir du 1er janvier 1986. — (2) Y compris Grèce jusqu'au 31 décembre 1980. Y compris l'Espagne et le Portugal jusqu'au 31 décembre 1985. — (3) Israël et République d'Afrique du Sud.

TABLEAU O.01-4

Commerce extérieur de la France par pays *(Non compris matériel militaire)*

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects — *Unité :* Million de francs

Pays (1)	Exportations FAB et importations CAF									
	1984		1985		*r* 1986		*r* 1987		1988	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
EUROPE	*584.219*	*520.977*	*638.453*	*568.591*	*626.802*	*571.439*	*675.405*	*611.228*	*745.563*	*693.850*
dont :										
Belgique et Luxembourg	74.345	69.813	82.288	73.931	83.914	74.891	88.680	79.865	96.313	86.723
Pays-Bas	55.084	38.669	58.539	42.608	50.997	40.668	53.271	43.601	55.836	54.007
République fédérale d'Allemagne	147.290	119.447	159.057	130.513	172.329	133.049	186.648	142.699	208.012	157.741
Italie	89.178	88.556	96.796	95.322	103.279	97.024	110.810	103.598	122.779	117.706
Royaume-Uni	72.765	64.366	78.992	71.553	57.697	72.619	67.179	75.513	76.899	94.291
Irlande	5.686	3.798	6.851	4.020	6.955	3.736	7.374	3.318	8.513	3.743
Danemark	6.066	6.260	6.625	7.161	7.486	7.907	8.401	7.734	8.880	7.889
Grèce	4.316	7.024	4.405	6.814	3.898	6.620	4.058	6.714	4.152	7.452
Norvège	11.005	6.242	15.047	5.012	9.475	5.623	10.808	5.378	11.749	4.127
Suède	13.833	10.729	14.361	12.969	14.613	11.297	15.684	11.830	17.670	12.593
Finlande	5.223	3.288	5.547	3.834	5.806	4.551	6.978	4.255	8.060	4.833
Suisse	18.061	31.621	20.275	36.499	22.168	37.722	23.625	36.786	26.496	40.066
Autriche	5.660	6.049	6.396	6.349	7.114	6.850	7.709	7.146	9.061	8.407
Portugal	5.793	5.719	6.797	6.153	7.807	6.731	9.283	9.329	10.275	11.854
Espagne	30.745	26.212	36.535	29.340	36.939	33.779	41.239	45.491	44.388	51.774
Andorre	42	1.165	66	1.390	72	1.509	92	1.691	99	1.809
Yougoslavie	2.828	3.529	2.920	3.509	3.214	3.518	3.195	3.390	3.605	3.650
Turquie	2.417	2.224	2.687	4.997	2.455	3.739	2.993	3.764	3.737	4.393
Union soviétique	22.201	16.838	22.079	16.935	18.145	10.529	15.348	10.483	16.746	11.580
République démocratique d'Allemagne	2.275	1.812	2.601	1.818	2.705	2.330	2.454	2.302	2.724	2.102
Pologne	2.941	2.382	2.659	1.810	2.032	1.660	2.116	1.636	2.226	1.909
Tchécoslovaquie	1.378	995	1.417	1.171	1.393	1.135	1.368	1.271	1.487	1.366
Hongrie	1.420	1.269	1.395	1.508	1.445	1.993	1.576	1.314	1.740	1.328
Roumanie	2.536	1.349	2.849	1.268	3.615	1.085	3.270	693	2.816	717
Bulgarie	491	914	510	1.433	494	881	415	768	375	911
AFRIQUE	*96.600*	*95.630*	*92.924*	*94.955*	*57.484*	*78.972*	*51.988*	*67.664*	*54.074*	*70.771*
dont :										
Maroc	5.205	6.978	6.053	9.178	5.749	7.309	6.380	6.476	7.294	7.657
Algérie	24.759	23.574	20.754	21.798	11.548	15.851	8.535	11.755	8.298	9.444
Tunisie	3.680	6.602	3.746	6.455	3.232	5.511	3.354	5.045	3.496	5.475
Libye	7.126	1.836	6.858	2.179	2.379	1.560	2.850	1.452	3.260	1.723
Égypte	5.167	8.282	3.814	8.953	1.750	6.442	2.522	5.361	1.459	5.429
Soudan	276	832	153	742	166	245	120	302	198	367
Mauritanie	372	644	439	879	372	799	253	657	271	731
Mali	193	890	150	1.014	117	809	79	664	111	713
Burkina Faso	93	579	190	729	256	819	332	729	339	832
Niger	1.691	715	1.648	868	1.556	695	2.222	656	2.027	715
Sénégal	1.720	2.418	1.363	2.333	1.345	2.284	1.299	2.262	1.601	2.413
Guinée	248	796	391	906	223	812	161	800	273	836
Libéria	405	658	482	358	427	681	476	204	512	466
Côte-d'Ivoire	4.852	4.508	5.241	4.109	4.140	4.169	3.456	4.019	3.459	3.999
Togo	329	757	368	937	361	933	172	911	212	874
Bénin (Dahomey)	168	653	156	749	121	799	64	633	18	593
Nigéria	19.192	7.944	15.320	4.946	5.624	3.423	3.466	2.418	2.916	2.848
Cameroun	4.201	5.221	7.234	5.390	3.162	4.956	2.411	3.835	3.159	2.842
République Centrafricaine	284	344	195	483	181	405	102	355	125	371
Gabon	3.743	3.334	5.607	3.606	3.875	3.096	3.067	2.194	2.915	2.402
Congo	1.068	2.097	1.018	2.358	927	1.812	869	1.362	1.367	1.424
Zaïre	981	783	835	1.081	945	917	669	891	544	1.002
Angola	13	874	700	1.217	597	941	593	733	478	886
Djibouti	3	624	2	559	7	342	10	313	5	351
Kenya	302	579	293	456	264	1.419	235	804	261	842
Mozambique	49	328	21	362	38	187	36	259	76	274
Madagascar	1.036	1.012	785	991	793	848	739	782	694	788
Réunion	568	3.921	400	4.169	673	4.545	596	5.368	758	6.202
Ile Maurice	559	415	908	538	1.117	724	1.464	825	1.417	990
Zambie	596	127	604	127	624	168	357	86	560	202
Afrique du Sud (République d')	5.955	4.379	5.749	3.473	3.376	2.794	3.489	2.799	4.198	3.461

TABLEAU O.01-4 *(suite et fin)*

Commerce extérieur de la France par pays *(Non compris matériel militaire)*

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects — *Unité :* Million de francs

Pays (1)	Exportations FAB et importations CAF									
	1984		1985		*r* 1986		*r* 1987		1988	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
AMÉRIQUE	*106.485*	*104.521*	*109.170*	*114.201*	*95.420*	*96.846*	*95.710*	*100.483*	*114.393*	*112.902*
dont :										
États-Unis	69.904	65.883	73.246	75.349	66.989	61.078	67.587	62.525	81.508	70.658
Canada	6.758	8.658	6.990	9.507	6.715	8.126	6.539	8.741	7.740	12.081
Mexique	7.087	2.443	5.268	2.669	2.498	1.791	3.999	2.105	3.655	3.226
Panama	53	542	42	804	105	540	109	560	112	375
Cuba	304	892	341	961	373	379	485	326	395	433
Bahamas	184	158	321	122	61	386	64	362	84	464
Guadeloupe	649	3.341	647	3.453	684	3.994	622	4.544	781	5.156
Martinique	852	3.303	902	3.477	1.068	3.848	974	4.464	1.014	5.176
Antilles néerlandaises	456	1.272	76	189	90	126	9	119	3	108
Colombie	899	1.110	867	1.205	1.130	1.071	854	1.003	831	997
Venezuela	1.693	2.496	2.025	2.796	927	2.454	616	2.189	623	2.789
Guyane française	29	2.974	39	4.054	62	1.703	93	2.959	109	1.960
Pérou	1.057	579	1.000	575	686	721	769	481	712	373
Brésil	9.886	4.891	10.094	3.563	8.397	5.238	7.502	5.249	9.536	4.432
Chili	2.025	811	2.192	682	1.774	696	1.908	765	3.135	841
Argentine	2.395	2.204	2.577	2.162	1.514	2.199	1.541	1.743	1.903	1.621
ASIE	*101.123*	*83.762*	*103.897*	*83.646*	*89.908*	*69.639*	*101.682*	*70.519*	*114.355*	*77.382*
dont :										
Chypre	90	1.595	149	1.028	109	631	142	501	141	530
Liban	34	2.136	43	1.760	75	1.522	139	815	211	1.054
Syrie	1.960	1.901	1.187	1.905	520	1.500	423	1.081	542	1.252
Irak	6.786	5.984	12.366	6.141	3.998	3.398	5.955	2.199	4.480	2.658
Iran	6.661	1.582	7.099	1.420	2.223	679	3.833	1.071	762	1.171
Israël	2.394	2.616	2.815	2.755	2.505	2.826	2.929	3.441	2.905	3.356
Jordanie	96	1.347	147	975	190	663	124	1.564	60	1.492
Arabie saoudite	18.721	19.903	10.841	10.973	13.174	8.282	7.448	6.664	9.045	6.576
Koweit	1.621	6.259	2.719	2.276	1.058	2.023	1.754	1.503	651	1.144
Qatar	4.351	876	3.155	985	1.181	538	76	485	113	401
Émirats arabes unis (2)	8.182	2.464	5.370	3.346	1.092	2.284	1.755	2.500	952	2.086
Oman	244	637	228	974	68	620	10	386	12	425
Yemen du Nord	1	964	32	669	7	443	1	390	60	347
Yemen du Sud	60	325	307	291	23	134	45	60	41	80
Pakistan	645	1.043	785	1.231	835	1.486	919	1.471	950	1.790
Inde	1.982	3.362	3.327	5.268	1.923	6.605	2.244	5.149	2.491	3.924
Bangladesh	193	529	170	287	131	343	161	576	246	634
Thaïlande	1.786	1.156	1.859	2.692	2.094	2.868	2.437	1.261	3.183	1.587
Indonésie	971	2.766	1.547	3.646	1.525	1.969	1.816	1.964	2.284	1.921
Malaysia	2.899	1.725	2.915	1.147	2.343	747	2.840	905	3.156	1.160
Singapour	1.887	3.335	2.129	4.449	2.014	2.511	2.824	3.504	3.980	4.091
Philippines	1.403	664	1.346	624	1.186	610	1.031	849	1.399	825
Chine	3.849	2.692	4.453	6.976	4.890	4.597	6.590	5.086	8.578	5.504
Corée du Sud	2.705	2.334	4.037	4.129	4.467	4.417	6.651	4.701	8.560	5.513
Japon	23.846	8.972	26.887	10.736	32.208	11.156	36.056	13.210	44.051	16.534
Taïwan	3.333	1.722	3.552	1.869	4.920	2.115	7.406	2.744	9.193	3.854
Hong-Kong	2.923	3.323	2.902	3.716	3.367	3.585	4.289	4.748	4.805	6.140
Macao	977	10	1.040	7	1.140	17	1.027	19	951	30
AUSTRALIE-OCÉANIE et AUTRES TERRITOIRES	*7.912*	*7.088*	*8.446*	*7.443*	*7.192*	*7.677*	*7.268*	*7.020*	*8.419*	*8.675*
dont :										
Australie	5.501	3.804	5.505	4.246	5.218	3.712	5.695	3.262	6.242	4.462
Nouvelle-Zélande	1.307	583	1.348	635	1.146	593	1.170	553	1.167	519
Nouvelle-Calédonie	964	1.090	1.467	975	721	1.350	310	1.430	899	1.660
Polynésie française	12	1.387	21	1.382	25	1.810	41	1.575	25	1.671
DIVERS (3)	*7.325*	*1.053*	*9.857*	*1.975*	*10.730*	*681*	*12.991*	*868*	*16.995*	*167*
Ensemble du monde	**903.664**	**813.031**	**962.747**	**870.811**	**887.537**	**825.254**	**945.045**	**857.781**	**1.053.799**	**963.748**

(1) Dans ce tableau, les pays sont classés selon la nomenclature de la Direction générale des Douanes et Droits indirects. — (2) Émirats arabes unis : Doubaï, Abou Dhabi, chardja. — (3) Pays non dénommés ailleurs (origines et destinations multiples), réimportations sous le régime des retours de marchandises nationales ou nationalisées.

TABLEAU O.01-5

Commerce extérieur de la France par produit *(non compris matériel militaire)* (1)

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects — *Unité :* Million de francs

Produit	r 1980	r 1981	r 1982	r 1983	r 1984	r 1985	r 1986	r 1987	1988
Importations CAF :									
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	31.019	33.944	40.358	44.633	49.937	50.506	48.414	47.473	49.268
Produits des industries agricoles et alimentaires	37.551	44.198	51.362	58.912	67.194	70.681	68.779	71.529	79.882
Produits énergétiques	150.456	186.852	201.504	194.322	218.041	213.419	111.152	100.585	85.696
Matières premières minérales	7.154	7.991	8.211	8.262	10.062	9.954	7.306	6.687	8.105
Métaux et produits du travail des métaux	65.930	63.157	68.102	71.915	83.567	90.943	90.080	91.591	106.119
Produits chimiques et demi-produits divers	70.816	79.942	94.005	105.128	124.131	135.621	136.468	148.491	168.593
Biens d'équipements professionnels	88.977	104.409	127.995	135.677	153.569	172.501	181.949	203.161	246.863
Electroménager; électronique grand public	10.380	12.789	16.151	15.202	16.573	18.115	23.060	26.564	30.076
Equipement auto des ménages	17.483	21.736	30.743	34.393	34.803	39.430	44.417	53.005	55.830
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	17.945	19.574	23.451	25.606	27.595	29.768	33.934	39.835	48.745
Bien de consommation courante	69.579	77.434	93.526	102.671	116.592	128.337	139.206	153.232	170.148
Divers	2.565	2.211	2.185	2.614	3.488	3.455	2.773	2.875	4.120
Total CAF	**569.855**	**654.239**	**757.594**	**799.335**	**905.553**	**962.730**	**887.537**	**945.033**	**1.053.445**
Exportations FAB :									
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	34.855	43.356	46.853	59.537	65.730	74.214	69.564	71.931	79.494
Produits des industries agricoles et alimentaires	45.017	55.371	58.979	64.833	76.038	77.054	73.632	76.260	88.936
Produits énergétiques	18.777	25.312	23.714	26.080	29.290	32.995	21.654	18.513	19.029
Matières premières minérales	1.155	1.180	1.213	1.375	1.711	1.758	1.675	1.502	1.667
Métaux et produits du travail des métaux	62.661	69.530	74.985	79.600	95.664	104.095	91.497	89.557	101.306
Produits chimiques et demi produits divers	69.807	80.955	90.792	107.081	128.123	136.555	130.307	138.846	157.032
Biens d'équipement professionnel	99.177	120.902	141.154	161.973	189.209	198.425	189.678	199.858	222.294
Electroménager; électrom. grand public	5.109	5.451	6.373	7.112	8.379	9.425	10.933	11.922	13.671
Equipement auto des ménages	35.059	36.071	41.475	49.127	56.870	60.126	65.287	73.160	63.967
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	28.501	32.406	33.076	35.527	38.965	41.791	42.298	42.574	64.379
Bien de consommation courante	65.647	74.578	82.564	95.827	113.638	125.011	123.312	128.271	143.556
Divers	4.628	4.387	4.911	6.508	9.376	9.424	5.347	5.312	7.990
Total FAB	**470.393**	**549.500**	**606.093**	**694.578**	**812.993**	**870.873**	**825.183**	**857.707**	**963.329**
Balance des exportations FAB et des importations CAF :									
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	3.836	9.412	6.495	14.904	19.793	23.708	24.150	24.458	+ 30.226
Produits des industries agricoles et alimentaires	7.466	11.173	7.617	5.921	8.844	6.373	4.853	4.735	9.054
Produits énergétiques	− 131.679	− 161.540	− 177.790	− 168.242	− 188.751	− 180.424	− 89.498	− 82.072	− 66.667
Matières premières minérales	− 5.999	− 6.811	*p* − 6.998	− 6.887	− 8.351	− 8.196	− 5.631	− 5.185	− 6.438
Métaux et produits du travail des métaux	− 3.269	6.373	6.883	7.685	12.097	13.152	1.417	− 2.034	− 4.813
Produits chimiques et demi-produits divers	− 1.009	1.013	− 3.213	1.953	3.992	934	− 6.161	− 9.645	− 11.561
Biens d'équipement professionnel	10.200	16.493	13.159	26.296	35.640	25.924	7.729	− 3.303	− 24.569
Électroménager; électronique grand public	− 5.271	− 7.338	− 9.778	− 8.090	− 8.194	− 5.690	− 12.127	− 13.642	− 16.405
Équipement auto des ménages	17.576	14.335	10.732	14.734	22.067	24.696	20.870	20.155	8.137
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	10.556	12.832	9.625	9.921	11.070	12.023	8.364	6.738	15.634
Biens de consommation courante	− 3.932	− 2.856	− 10.962	− 6.844	− 2.954	− 3.326	− 15.894	− 24.961	− 26.592
Divers	2.063	2.176	2.726	3.894	5.338	5.969	2.574	2.437	3.870
Balance totale FAB-CAF	− 99.462	− 104.739	− 151.501	− 104.757	− 92.560	− 91.857	− 62.354	− 87.326	− 90.126

(1) Du fait des arrondis, les lignes total ne sont pas toujours la somme exacte des lignes relatives à chaque produit.

TABLEAU O.01-6

Commerce extérieur de la France *[non compris matériel militaire]* (1) par produit et par zone géographique (2)

Année 1988

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects — *Unité :* Million de francs

Produits	Zones géographiques										
	OCDE hors CEE						Reste du monde				Total
	CEE à 12	Amérique du Nord	Europe occidentale	Autres OCDE	Pays développés hors OCDE (3)	Pays à économie centralisée	Pays du Maghreb	Pays pétroliers du Moyen-Orient	Pays de la zone francs (4)	Autres pays	
Importations CAF :											
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	22.017	2.725	1.269	2.529	1.378	1.927	1.635	179	5.536	9.954	49.269
Produits des industries agricoles et alimentaires	53.844	3.488	2.891	1.850	733	2.454	971	208	3.341	10.116	79.895
Produits énergétiques	23.353	2.219	7.222	1.199	328	13.663	8.186	14.791	4.090	10.605	85.656
Matières premières minérales	1.402	1.338	726	832	546	152	321	—	744	2.021	8.082
Métaux et produits du travail des métaux	70.873	5.650	9.075	2.475	1.979	4.145	234	30	4.177	7.560	106.198
Produits chimiques et demi-produits divers	121.149	11.925	21.335	3.165	835	3.833	1.077	437	160	4.726	168.642
Biens d'équipement professionnel	132.359	50.537	17.730	22.932	439	1.867	640	163	109	20.421	247.197
Électroménager, électronique grand public	15.450	771	1.341	5.617	174	1.881	33	—	1	4.801	30.070
Équipement auto des ménages	46.453	305	682	4.889	1	1.381	4	2	9	2.114	55.840
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	40.993	1.505	2.322	1.912	19	636	161	2	6	1.149	48.705
Biens de consommation courante	105.024	8.285	12.459	4.036	654	8.515	5.767	221	746	24.438	170.145
Divers	3.133	499	202	25	18	39	60	7	35	94	4.112
Total	**636.050**	**89.247**	**77.254**	**51.461**	**7.104**	**40.493**	**19.089**	**16.040**	**19.074**	**97.999**	**1.053.811**
Exportations FAB :											
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	62.925	2.724	3.403	698	93	2.802	1.118	735	1.309	3.684	79.491
Produits des industries agricoles et alimentaires	59.871	5.078	3.625	1.967	403	1.258	1.132	2.522	5.703	7.362	88.921
Produits énergétiques	12.812	1.176	3.651	39	56	165	102	22	266	755	19.044
Matières premières minérales	1.255	29	202	11	7	13	23	5	58	62	1.665
Métaux et produits du travail des métaux	62.544	10.050	7.722	2.699	721	4.335	1.767	1.157	3.322	7.075	101.392
Produits chimiques et demi-produits divers	104.216	10.034	13.809	3.718	1.294	5.470	2.586	1.637	4.054	10.252	157.070
Biens d'équipement professionnel	106.101	33.798	17.132	4.482	2.279	8.439	6.737	4.756	9.573	29.305	222.602
Électroménager, électronique grand public	10.295	452	968	88	181	121	169	270	618	513	13.675
Équipement auto des ménages	45.620	2.514	5.344	760	716	1.006	1.506	346	2.594	3.565	63.971
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	43.312	5.655	2.891	355	218	2.201	1.840	433	2.453	5.019	64.377
Biens de consommation courante	76.973	11.138	15.602	6.672	843	3.656	5.577	2.821	9.702	10.568	143.552
Divers	7.260	87	322	25	5	51	18	8	36	178	7.990
Total	**593.184**	**82.735**	**74.671**	**21.514**	**6.816**	**29.517**	**22.575**	**14.712**	**39.688**	**78.338**	**963.750**

(1) Du fait des arrondis les lignes total ne sont pas toujours la somme exacte des lignes relatives à chaque produit. — (2) Les chiffres présentés ici ne concordent pas entièrement avec ceux des tableaux 3 et 5 par suite de la prise en compte de rectifications tardives. — (3) Israël et République d'Afrique du Sud. — (4) Y compris la réimportation sous le régime des retours de marchandises nationales ou nationalisées.

TABLEAU O.01-7A

Indices du commerce extérieur de la France : indices de volume [indices douaniers]

(non compris électricité, matériel militaire, électronique, construction aéronautique et navale, machines-outils, instruments et matériels de précision, matériel ferroviaire)

Source : Direction générale des Douanes et des Droits indirects et INSEE

Référence : 1980

Numéro de code (1)	Intitulé du produit	Importations 1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	Exportations 1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
	ENSEMBLE*	**95,4**	**96,8**	**94,0**	**96,6**	**100,6**	**107,9**	**115,5**	**123,2**	**103,0**	**100,0**	**103,4**	**109,8**	**113,6**	**112,7**	**116,8**	**126,6**
U 04 à U 06	Ensemble des produits manufacturés*	98,5	103,1	100,4	103,6	110,0	119,6	130,5	143,0	102,2	99,8	102,3	108,7	111,2	110,4	114,2	123,4
	NIVEAU 15 B																
U 01	Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	99,9	105,8	104,6	101,7	102,0	105,5	113,2	115,0	111,5	106,5	123,7	129,8	147,5	144,1	155,7	167,9
U 02	Produits des industries agricoles et alimentaires	102,2	105,1	110,6	113,7	121,7	130,2	138,0	146,1	105,1	103,7	104,6	114,6	115,0	117,5	124,6	136,4
U 03*	Produits énergétiques (hors électricité)	86,9	80,7	75,2	77,8	76,8	80,0	81,1	80,3	96,1	80,0	76,3	71,7	80,4	81,5	70,1	79,0
U 04	Biens intermédiaires	96,1	97,3	95,2	100,6	106,9	116,4	124,0	134,2	102,5	100,5	103,6	112,4	116,7	116,0	121,4	130,2
U 05 A*	Biens d'équipement professionnel (hors matériel militaire électronique, construction aéronautique et navale, machines-outils, instruments et matériels de précision)	94,5	97,5	90,4	93,0	101,5	106,5	117,5	132,7	107,0	104,9	102,2	102,6	100,1	95,5	96,0	102,0
U 05 B*	Électroménager	102,2	110,2	103,6	105,7	117,6	139,4	150,8	162,9	92,1	97,4	93,6	100,3	99,0	106,4	107,7	120,8
U 05 C*	Véhicules automobiles, cycles et motocycles	105,4	120,2	117,3	113,4	119,6	127,8	146,9	163,7	96,2	93,0	93,4	97,0	100,1	103,2	107,9	116,3
U 06	Biens de consommation courante	102,1	109,5	108,3	111,0	116,0	128,4	142,1	155,5	104,0	100,9	108,6	117,3	120,2	118,2	120,7	133,8
U 10	Divers	87,0	81,8	81,8	85,6	83,7	89,1	101,4	120,5	100,8	105,2	121,5	138,9	139,5	106,4	110,7	132,7
	NIVEAU 40 B																
T 01	Produits de l'apiculture, de la sylviculture et de la pêche	99,9	105,8	104,6	101,7	102,0	105,5	113,2	115,0	111,5	106,5	123,7	129,8	147,5	144,1	155,7	167,9
T 02	Viandes et produits laitiers	99,5	100,6	108,9	108,6	115,8	122,8	127,8	137,9	111,2	105,5	108,7	120,0	119,8	126,0	129,3	140,2
T 03	Autres produits des industries agricoles et alimentaires	103,8	107,8	111,7	116,7	125,2	134,7	144,1	151,0	101,6	102,6	102,3	111,5	112,2	112,7	122,0	134,3
T 04	Combustibles minéraux solides et produits de la cokéfaction	89,4	71,4	63,7	69,4	66,2	58,8	45,3	45,8	123,5	115,1	119,0	142,3	116,7	85,2	77,8	128,6
T 05	Pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers raffinés	86,7	81,3	75,9	78,3	77,5	81,4	83,5	82,5	94,9	78,5	74,4	68,6	78,9	81,3	69,8	76,9
T 07	Minéraux et métaux ferreux, produits de la première transformation de l'acier	92,7	93,4	87,3	93,8	93,8	94,6	99,4	113,2	101,7	90,0	91,0	101,5	103,6	98,6	100,0	106,1
T 08	Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	90,7	81,7	72,0	76,9	85,3	99,3	100,2	104,2	96,8	99,0	94,0	102,6	121,9	117,1	121,3	127,7
T 09	Matériaux de construction et minéraux divers	91,4	90,4	85,3	89,3	90,2	92,1	100,6	110,2	97,9	98,2	110,3	109,4	108,9	104,0	103,7	111,2
T 10	Produits de l'industrie du verre	95,6	106,3	110,3	114,8	121,5	131,5	142,7	153,7	105,0	104,3	112,5	120,5	124,6	113,6	119,9	125,0
T 11	Produits chimiques de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	98,5	105,3	110,5	116,5	126,3	136,2	146,1	157,3	103,1	103,9	112,2	122,6	126,7	133,5	141,6	154,1
T 12	Produits de la parachimie et de la pharmacie	109,5	122,0	124,5	136,1	143,1	150,2	164,5	191,4	106,7	107,8	117,4	126,6	133,2	130,7	129,2	142,0
T 13	Produits de la fonderie et du travail des métaux	102,0	106,9	102,2	104,9	114,7	123,3	136,1	150,5	113,6	116,6	109,8	110,9	102,4	92,6	91,8	101,8
T 14*	Produits de la mécanique (hors machines-outils, instruments et matériels de précision)	92,7	94,6	84,8	86,8	95,1	98,3	109,1	124,9	106,5	102,7	97,5	97,3	93,7	88,8	87,5	92,7
T 15 A*	Matériel électrique	102,2	110,3	114,9	119,8	129,1	141,5	153,9	166,4	108,3	111,3	116,1	118,0	118,7	115,1	120,8	129,1
T 15 B*	Électroménager	102,2	110,2	103,6	105,7	117,6	139,4	150,8	162,9	92,1	97,4	93,6	100,3	99,0	106,4	107,7	120,8
T 16*	Véhicules automobiles, cycles et motocycles	105,4	120,2	117,3	113,4	119,6	127,8	146,9	163,7	96,2	93,0	93,4	97,0	100,1	103,2	107,9	116,3
T 18	Produits textiles, articles d'habillement	101,2	109,7	107,5	110,4	116,0	131,9	147,0	156,9	100,6	97,7	99,5	106,3	109,9	111,2	116,9	127,2
T 19	Cuirs et chaussures	109,6	118,7	119,5	122,6	126,1	137,9	151,8	158,1	98,4	93,3	98,4	109,9	117,5	115,1	114,9	121,7
T 20	Bois, meubles, produits des industries diverses	97,1	101,1	96,3	93,5	97,8	109,4	120,6	133,9	105,3	101,4	122,1	133,6	126,9	117,8	120,9	142,1
T 21	Papier, carton	104,4	106,4	113,3	119,5	119,3	131,0	138,9	151,8	102,1	104,0	114,5	130,8	134,4	140,8	155,2	171,4
T 22	Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	103,7	106,3	115,6	123,8	126,2	134,7	147,4	164,0	116,8	98,7	101,6	110,4	115,0	114,8	116,7	132,0
T 23	Caoutchouc et matières plastiques	101,0	111,4	112,2	118,6	128,2	142,7	162,2	174,7	100,3	96,2	102,5	111,4	114,1	118,8	128,8	133,4
T 33	Produits de la récupération	87,0	81,8	81,8	85,6	83,7	89,1	101,4	120,5	100,8	105,2	121,5	138,9	139,5	106,4	110,7	132,7

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU O.01-7A *(suite et fin)*

Indices du commerce extérieur de la France : indices de volumes [indices douaniers]

(non compris électricité, matériel militaire, électronique, construction aéronautique et navale, machines outils, instruments et matériels de précision, matériel ferroviaire)

Source : Direction générale des Douanes et des Droits indirects et INSEE

Référence : 1980

Numéro de code (1)	Intitulé du produit	Importations 1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	Exportations 1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
	NIVEAU S																
S 01	Produits de l'agriculture	101,0	107,6	106,0	103,0	103,3	106,0	114,0	113,6	112,1	106,8	124,5	130,8	147,9	144,0	156,2	167,7
S 041	Houilles, lignites et agglomérés	91,0	73,8	66,4	69,0	62,3	60,7	46,5	45,3	147,3	155,9	135,8	177,7	201,3	131,5	137,3	245,6
S 051	Pétrole brut	81,7	69,9	63,0	67,8	64,3	61,7	59,3	61,6	...	...	...	...	...	...	...	...
S 053	Produits pétroliers raffinés	108,1	133,4	132,3	118,9	130,2	166,7	194,2	177,5	94,9	76,0	70,5	68,3	78,6	81,4	69,8	76,1
S 09	Minerai de fer	88,9	81,0	70,1	88,6	89,9	90,2	82,8	102,8	73,6	70,2	60,4	55,0	53,8	48,1	45,0	45,4
S 10	Produits sidérurgiques	92,2	93,4	86,0	92,5	89,8	90,1	93,3	105,6	99,5	82,2	86,0	100,2	102,5	98,9	103,2	107,0
S 11	Produits de la première transformation de l'acier	96,0	98,7	99,2	100,3	108,4	111,1	126,0	142,0	108,7	111,9	105,5	106,3	108,2	99,4	94,0	106,0
S 15	Matériaux de construction et céramique	94,7	95,4	88,7	91,9	94,4	99,5	108,9	120,6	98,4	98,5	111,6	108,1	107,0	100,9	101,1	106,0
S 16	Produits de l'industrie du verre	95,6	106,3	110,3	114,8	121,5	131,5	142,7	153,7	105,0	104,3	112,5	120,5	124,6	113,6	119,9	125,0
S 171	Produits de la chimie minérale	92,2	98,1	106,8	113,8	124,2	121,4	143,9	151,0	99,4	85,7	95,3	105,0	101,7	98,2	109,0	116,3
S 172	Produits de la chimie organique	99,7	107,5	112,9	118,2	127,9	141,8	148,9	162,0	104,2	107,8	116,4	127,6	133,6	143,1	151,0	165,4
S 18	Produits de la parachimie	104,4	114,4	118,1	127,3	129,0	134,8	151,8	170,2	105,8	104,8	113,8	125,3	128,8	126,9	131,3	144,6
S 21	Produits du travail des métaux	101,9	106,8	102,7	105,9	115,6	124,5	137,8	151,2	113,2	115,1	110,5	112,2	101,9	92,5	91,6	101,7
S 22	Machines agricoles	100,6	116,2	106,2	107,6	102,3	97,5	101,2	124,6	105,3	113,5	112,5	122,3	118,3	101,8	91,1	102,4
S 24	Équipement industriel	91,4	92,3	84,3	88,3	98,0	102,6	114,6	125,8	108,1	97,8	92,1	95,7	96,5	91,0	93,0	96,0
S 25	Matériel de manutention, matériel pour les mines, la sidérurgie et le génie civil	91,4	87,9	73,5	70,2	82,4	86,9	98,5	122,7	103,4	111,0	105,7	94,9	82,1	81,3	75,1	83,6
S 28	Matériel électrique	102,2	110,3	114,9	119,8	129,1	141,5	153,9	166,4	108,3	111,3	116,1	118,0	118,7	115,1	120,8	129,1
S 30	Équipement ménager	102,3	110,2	103,6	105,7	117,6	139,4	150,8	162,9	92,1	97,4	93,6	100,3	99,0	106,4	107,7	120,8
S 311	Véhicules automobiles, cycles et motocycles	105,4	120,2	117,3	113,4	119,6	127,8	146,9	163,7	96,2	93,0	93,4	97,0	100,1	103,1	107,9	116,3
S 35	Viandes et conserves de viandes	99,6	102,7	110,1	108,9	117,1	121,9	124,6	129,8	115,3	113,0	117,7	130,8	127,5	144,1	144,3	158,8
S 36	Lait et produits laitiers	99,0	90,0	103,1	107,2	109,2	127,2	143,1	178,6	107,8	99,3	101,2	111,1	113,3	111,0	116,8	124,9
S 37	Conserves	108,9	110,1	122,1	125,1	131,5	149,1	169,9	184,2	103,9	106,0	111,5	126,3	130,5	140,5	140,8	146,7
S 39	Produits du travail du grain	110,6	120,1	133,9	142,6	152,3	180,4	198,9	221,3	104,0	101,3	101,5	118,6	118,2	121,5	130,6	138,1
S 401	Corps gras alimentaires	98,7	104,3	104,5	98,5	104,4	112,2	107,6	103,9	98,4	101,4	99,0	100,1	109,4	99,8	110,7	128,1
S 403	Autres produits alimentaires	103,3	102,7	104,4	117,8	130,0	133,1	147,6	160,1	99,1	102,8	104,7	112,4	123,2	122,0	135,0	148,2
S 41	Boissons et alcools	104,0	113,2	115,2	123,8	127,5	137,8	147,8	164,1	102,1	95,5	102,0	111,3	119,9	125,3	138,5	146,5
S 42	Produits à base de tabac	105,9	105,3	103,8	129,8	158,3	139,5	149,5	138,5	95,0	97,0	92,8	85,4	83,1	70,4	73,0	69,0
S 43	Fils et fibres artificiels et synthétiques	105,2	102,5	93,3	103,6	114,1	114,2	117,8	118,7	95,4	95,6	91,6	89,2	84,1	75,5	76,1	70,0
S 441	Matières textiles naturelles préparées, fils et filés	99,4	103,2	118,6	120,4	120,2	123,5	131,1	133,2	101,3	92,6	100,2	109,0	107,8	102,3	103,3	105,2
S 442	Produits de la bonneterie	113,8	121,6	119,3	125,3	135,9	164,1	194,7	207,6	96,9	94,4	100,5	103,7	108,3	108,3	117,3	136,2
S 443	Ouvrages en filés	96,7	105,2	99,5	102,6	107,5	117,2	122,6	129,2	103,4	103,1	104,1	109,7	113,5	117,3	121,4	136,7
S 451	Cuirs et peaux	109,1	127,5	134,3	144,3	149,1	137,0	142,7	140,0	106,2	99,0	101,1	103,8	103,0	92,5	109,9	112,3
S 46	Chaussures	111,5	111,6	106,2	109,1	118,6	136,4	150,8	159,3	95,5	88,5	92,0	102,9	110,0	106,4	95,3	91,0
S 47	Articles d'habillement	99,3	110,8	106,4	106,6	112,2	134,5	157,5	174,4	98,4	97,0	92,5	101,3	108,2	112,9	122,5	129,6
S 48	Produits du travail mécanique du bois	83,0	84,2	79,9	73,5	79,1	86,6	95,0	101,8	102,0	96,7	103,9	102,6	99,6	96,0	101,8	111,1
S 49	Meubles	109,9	126,5	122,5	120,6	123,6	140,6	148,1	168,5	113,6	105,1	121,4	119,9	118,6	117,6	135,1	159,7
S 50	Papier, carton	104,4	106,4	113,3	119,5	119,3	131,0	138,9	151,8	102,1	104,0	114,5	130,8	134,4	140,8	155,2	171,4
S 51	Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	103,7	106,3	115,6	123,8	126,2	134,7	147,4	164,0	116,8	98,7	101,6	110,4	115,0	114,8	116,7	132,0
S 52	Pneumatiques et autres produits en caoutchouc	94,1	101,4	97,3	99,9	100,7	107,8	121,3	130,3	96,9	89,2	96,2	103,8	103,2	106,4	113,5	119,4
S 53	Produits de la transformation des matières plastiques	105,8	118,2	122,5	131,6	147,4	167,0	191,2	206,1	105,3	107,0	112,1	123,0	130,9	137,8	152,7	155,2
S 56	Produits de la récupération	87,0	81,8	81,8	85,6	83,7	89,1	101,4	120,5	100,8	105,2	121,5	138,9	139,5	106,4	110,7	132,7

* Champ partiellement couvert.
(1) Code U, ou niveau 15 B : regroupement en 15 postes de la NAP; code T, ou niveau 40 B; regroupement en 40 postes de la NAP; code S, ou niveau 90 : niveau 100 (à deux chiffres) de la NAP, avec quelques sous-rubriques (identifiées par un troisième chiffre).

TABLEAU O.01-7B

Indices du commerce extérieur de la France : indices des valeurs unitaires [indices douaniers]

(non compris électricité, matériel militaire, électronique, construction aéronautique et navale, machines outils, instruments et matériels de précision, matériel ferroviaire)

Source : Direction générale des Douanes et des Droits indirects et INSEE

Référence : 1980

Numéro de code (1)	Intitulé du produit	Importations 1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	Exportations 1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
	ENSEMBLE*	**119,2**	**134,9**	**145,8**	**160,2**	**162,3**	**136,7**	**134,9**	**138,6**	**112,5**	**127,0**	**139,3**	**151,3**	**156,6**	**149,2**	**148,1**	**153,6**
U 04 à U 06	Ensemble des produits manufacturés*	110,3	124,7	137,8	151,0	156,1	150,7	151,5	157,4	110,7	126,1	138,6	151,3	158,3	154,6	154,7	160,5
	NIVEAU 15 B																
U 01	Produits de l'agriculture, la sylviculture et de la pêche	109,9	123,5	138,4	158,7	159,8	148,4	136,0	139,6	112,6	127,0	138,6	145,7	144,7	139,3	132,9	136,1
U 02	Produits des industries agricoles et alimentaires	114,8	129,7	141,4	157,5	154,8	140,7	138,2	144,6	117,1	126,4	137,6	147,5	149,1	139,6	136,2	145,1
U 03*	Produits énergétiques (hors électricité)	142,7	165,8	171,0	185,6	183,6	91,2	81,4	69,8	137,8	156,6	171,3	189,3	187,3	100,8	90,9	82,2
U 04	Biens intermédiaires	109,7	123,1	134,5	149,5	152,2	138,7	137,3	146,5	111,3	125,0	136,2	149,9	155,2	144,3	141,6	150,4
U 05 A*	Biens d'équipement professionnel (hors matériel militaire électronique, construction aéronautique et navale, machines outils, instruments et matériels de précision)	114,3	131,2	145,2	153,7	159,6	164,7	167,9	172,1	109,7	128,9	145,0	154,3	163,5	166,1	164,5	167,1
U 05 B*	Électroménager	110,7	125,3	137,8	143,1	145,1	148,9	158,0	159,2	111,3	123,5	136,3	146,0	157,8	162,9	163,0	166,4
U 05 C*	Véhicules automobiles, cycles et motocycles	110,8	127,7	144,7	155,6	163,8	173,5	178,8	180,9	112,0	127,3	143,5	157,0	161,4	165,0	170,1	176,5
U 06	Biens de consommation courante	109,1	122,7	136,3	150,6	158,5	155,3	154,5	156,8	109,5	124,9	134,6	147,7	158,6	158,4	162,1	163,0
U 10	Divers	100,0	105,4	125,6	160,3	162,3	122,4	111,5	134,5	95,6	102,6	117,7	148,3	148,4	112,3	105,4	132,5
	NIVEAU 40 B																
T 01	Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	109,9	123,5	138,4	158,7	159,8	148,4	136,0	139,6	112,6	127,0	138,6	145,7	144,7	139,3	132,9	136,1
T 02	Viandes et produits laitiers	113,5	131,1	136,0	138,6	143,2	136,9	138,9	145,4	120,3	137,7	144,4	151,5	151,7	142,3	143,3	152,7
T 03	Autres produits des industries agricoles et alimentaires	115,5	128,8	144,5	168,0	161,2	142,8	137,8	144,2	115,2	119,7	133,4	145,1	147,5	137,8	131,7	140,4
T 04	Combustibles minéraux solides et produits de la cokéfaction	146,6	165,2	169,9	175,8	186,0	156,1	133,9	130,1	115,8	129,6	131,8	153,3	172,5	165,9	154,9	132,4
T 05	Pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers raffinés	142,4	165,8	171,1	186,1	183,5	88,1	79,5	67,6	139,1	158,3	174,0	192,5	188,3	97,9	87,9	78,6
T 07	Minéraux et métaux ferreux, produits de la première transformation de l'acier	103,2	127,6	134,8	143,0	151,9	144,8	134,2	140,3	108,3	128,6	132,7	145,4	153,0	139,7	129,4	143,6
T 08	Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	103,8	110,7	127,9	145,7	139,2	111,9	108,5	125,9	105,8	109,9	127,9	143,3	143,2	129,3	124,9	135,8
T 09	Matériaux de construction et minéraux divers	116,8	127,7	135,8	145,5	148,4	144,6	142,8	148,2	113,6	127,4	139,7	153,2	160,2	158,1	164,6	169,2
T 10	Produits de l'industrie du verre	112,7	123,1	137,3	147,0	153,8	160,6	161,2	163,2	115,9	130,6	143,3	150,7	155,6	158,4	160,7	170,0
T 11	Produits chimiques de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	113,5	125,7	136,5	154,3	158,3	137,9	136,4	145,1	113,5	127,7	139,6	154,9	159,0	139,0	137,8	146,7
T 12	Produits de la parachimie et de la pharmacie	110,1	120,7	133,0	143,3	153,4	153,3	152,1	155,6	110,7	126,1	140,0	156,1	163,1	164,7	174,5	177,1
T 13	Produits de la fonderie et du travail des métaux	112,4	127,5	139,1	148,9	152,5	155,8	157,7	163,2	111,1	124,8	136,2	149,1	159,1	165,3	164,9	166,8
T 14*	Produits de la mécanique (hors machines outils, instruments et matériels de précision)	115,6	133,8	147,9	156,5	162,0	167,6	171,1	175,1	109,3	130,2	146,9	155,2	164,7	168,3	168,8	172,7
T 15 A*	Matériel électrique	109,4	121,8	136,6	144,8	152,1	156,1	158,0	162,5	110,9	125,3	140,4	152,3	160,7	161,1	155,2	155,4
T 15 B*	Électroménager	110,7	125,3	137,8	143,1	145,1	148,9	158,0	159,2	111,3	123,5	136,3	146,0	157,8	162,9	163,0	166,4
T 16*	Véhicules automobiles, cycles et motocycles	110,8	127,7	144,7	155,6	163,8	173,5	178,8	180,9	112,0	127,3	143,5	157,0	161,4	165,0	170,1	176,5
T 18	Produits textiles, articles d'habillement	109,7	125,6	138,8	155,8	165,7	159,6	156,7	156,2	109,0	125,3	138,5	154,0	163,7	157,8	154,6	153,8
T 19	Cuirs et chaussures	100,3	121,2	135,8	154,6	166,3	166,7	165,3	165,8	109,5	135,3	145,1	157,6	171,2	170,3	177,9	183,1
T 20	Bois, meubles, produits des industries diverses	110,9	120,1	135,1	147,5	148,3	143,1	145,8	152,2	108,3	120,5	117,5	122,7	140,2	146,4	151,9	152,4
T 21	Papier, carton	116,4	129,8	134,8	157,1	161,8	155,0	160,3	170,0	113,4	129,1	135,8	153,1	162,4	157,1	158,7	163,4
T 22	Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	108,3	122,3	134,2	145,1	154,5	161,6	164,0	167,4	110,4	119,2	129,4	140,0	145,9	152,0	158,4	160,4
T 23	Caoutchouc et matières plastiques	110,3	122,5	135,4	147,7	152,6	152,3	153,4	155,7	115,0	127,1	138,9	148,9	156,5	156,8	156,6	161,4
T 33	Produits de la récupération	100,0	105,4	125,6	160,3	162,3	122,4	111,5	134,5	95,6	102,6	117,7	148,3	148,4	112,3	105,4	132,5

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU O.01-7B *(suite et fin)*

Indices du commerce extérieur de la France : indices des valeurs unitaires [indices douaniers]

(non compris électricité, matériel militaire, électronique, construction aéronautique et navale, machines-outils, instruments et matériels de précision, matériel ferroviaire)

Source : Direction générale des Douanes et des Droits indirects et INSEE

Référence : 1980

Numéro de code (1)	Intitulé du produit	Importations 1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	Exportations 1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
	NIVEAU S																
S 01	Produits de l'agriculture	109,9	123,6	138,9	160,6	160,4	147,6	133,4	138,3	112,7	127,4	138,8	145,8	144,3	138,5	131,2	134,8
S 041	Houilles, lignites et agglomérés	151,5	167,8	169,6	178,0	189,5	154,5	130,4	125,4	116,4	127,8	134,9	164,1	170,6	156,9	149,0	126,4
S 051	Pétrole brut	142,8	165,2	169,2	182,7	176,2	74,9	76,0	62,8	...	...	...	...	...	...	...	...
S 053	Produits pétroliers raffinés	131,4	149,2	156,3	169,0	172,3	81,6	77,4	65,5	139,0	157,9	173,8	192,2	187,6	97,1	87,3	77,7
S 09	Minerai de fer	131,0	157,9	172,5	170,5	182,7	136,6	111,1	112,4	111,8	115,9	118,0	122,4	128,7	134,1	135,9	139,5
S 10	Produits sidérurgiques	99,5	125,0	132,4	140,0	148,8	143,9	134,0	140,6	106,3	128,0	133,8	147,1	154,0	140,2	128,5	142,2
S 11	Produits de la première transformation de l'acier	104,7	125,9	130,9	142,4	150,3	149,7	140,6	147,5	112,9	130,0	130,6	141,8	150,9	138,6	131,7	147,3
S 15	Matériaux de construction et céramique	112,6	123,4	132,4	141,3	146,7	150,2	151,2	156,2	113,6	127,9	140,8	156,4	163,7	162,8	169,8	176,5
S 16	Produits de l'industrie du verre	112,7	123,1	137,3	147,0	153,8	160,6	161,2	163,2	115,9	130,6	143,3	150,7	155,6	158,4	160,7	170,0
S 171	Produits de la chimie minérale	112,9	126,1	132,7	147,2	162,6	143,9	125,1	131,6	121,9	139,3	143,4	158,2	174,0	157,6	144,3	155,3
S 172	Produits de la chimie organique	114,1	125,3	137,5	156,0	157,0	134,8	137,9	147,6	112,1	125,9	139,1	154,5	156,8	136,0	136,7	145,4
S 18	Produits de la parachimie	112,9	126,0	136,1	147,9	162,0	160,5	152,5	155,1	112,8	130,3	145,6	162,7	171,3	167,9	171,0	176,2
S 21	Produits du travail des métaux	112,5	127,5	139,3	148,8	152,6	155,9	157,6	163,1	108,1	122,3	135,0	149,3	158,4	166,0	165,6	167,6
S 22	Machines agricoles	115,3	134,7	151,4	156,6	163,5	169,0	175,4	179,3	115,3	130,5	149,7	161,9	166,0	169,4	177,3	185,7
S 24	Équipement industriel	116,4	135,3	149,6	158,1	163,7	169,0	171,8	176,4	106,4	126,0	146,2	153,2	164,5	167,8	169,5	173,9
S 25	Matériel de manutention, matériel pour les mines, la sidérurgie, le génie civil	113,4	128,5	139,6	150,8	155,2	162,0	166,3	168,7	114,5	138,2	147,6	157,4	164,6	169,2	164,7	166,0
S 28	Matériel électrique	109,4	121,8	136,6	144,8	152,1	156,1	158,0	162,4	110,9	125,3	140,4	152,3	160,7	161,0	155,2	155,4
S 30	Équipement ménager	110,7	125,3	137,8	143,1	145,1	148,9	158,0	159,2	111,3	123,5	136,3	146,0	157,8	162,9	163,0	166,4
S 311	Véhicules automobiles, cycles et motocycles	110,8	127,7	144,7	155,6	163,8	173,5	178,8	180,9	112,0	127,3	143,5	157,0	161,4	165,0	170,1	176,5
S 35	Viandes et conserves de viandes	113,2	130,7	135,5	140,8	143,0	136,4	136,8	140,0	118,8	134,5	140,2	149,4	148,3	132,3	138,9	142,8
S 36	Lait et produits laitiers	114,8	133,7	138,9	130,0	144,3	139,5	148,1	164,8	121,5	140,8	148,5	153,6	154,9	153,1	147,8	163,3
S 37	Conserves	112,2	129,9	138,2	153,6	151,0	144,7	147,5	146,4	114,2	131,5	138,7	142,5	144,8	140,9	152,0	157,2
S 39	Produits du travail du grain	113,7	127,9	143,2	155,2	156,9	151,4	146,0	148,4	116,9	131,2	144,1	155,4	153,4	136,7	124,3	133,3
S 401	Corps gras alimentaires	128,7	131,4	150,8	198,6	166,0	120,7	105,8	128,2	110,5	118,3	136,3	205,9	188,0	114,6	91,6	99,0
S 403	Autres produits alimentaires	98,8	114,4	133,3	160,0	163,2	156,5	144,0	138,6	107,0	124,2	134,8	150,2	156,9	156,7	142,7	138,6
S 41	Boissons et alcools	110,5	129,9	148,5	160,8	170,9	158,7	156,2	168,0	118,3	134,4	147,2	158,1	165,2	163,5	164,8	169,6
S 42	Produits à base de tabac	129,7	164,3	178,4	173,4	172,6	146,1	150,7	163,7	111,0	130,4	145,9	166,5	178,6	195,1	196,6	201,7
S 43	Fils et fibres artificiels et synthétiques	107,2	128,6	136,0	154,1	162,1	166,0	159,3	159,6	109,2	126,3	135,4	151,2	159,0	159,4	146,9	149,4
S 441	Matières textiles naturelles préparées, fils et filés	108,7	121,3	134,7	158,9	165,6	151,3	147,5	153,2	112,7	130,5	143,0	167,1	174,2	157,1	155,8	159,1
S 442	Produits de la bonneterie	108,3	128,7	141,6	158,0	166,3	159,9	155,1	151,3	108,4	123,9	135,1	146,2	154,4	154,9	156,1	154,1
S 443	Ouvrages en filés	108,6	122,0	134,6	150,3	160,2	154,8	151,6	151,8	107,3	122,2	133,8	149,1	161,5	159,9	158,2	158,7
S 451	Cuirs et peaux	95,4	114,9	125,9	151,7	165,2	166,5	156,3	166,7	105,1	132,1	144,4	173,4	198,7	192,3	198,0	203,2
S 46	Chaussures	98,9	126,1	146,6	161,0	171,5	171,1	171,0	167,1	110,0	139,2	151,0	160,9	172,7	167,7	170,8	178,0
S 47	Articles d'habillement	113,5	130,9	145,2	161,1	174,3	170,2	168,8	167,8	108,2	125,8	142,7	152,7	162,5	156,9	148,9	143,9
S 48	Produits du travail mécanique du bois	110,7	119,2	128,8	139,7	139,3	133,8	135,3	141,9	108,4	117,0	124,0	133,0	140,5	142,5	145,3	148,4
S 49	Meubles	107,7	118,4	129,3	139,0	143,3	147,8	153,7	153,8	105,6	123,7	132,7	140,9	158,9	156,8	146,0	150,0
S 50	Papier, carton	116,4	129,8	134,8	157,1	161,8	155,0	160,3	170,0	113,4	129,1	135,8	153,1	162,4	157,1	158,7	163,4
S 51	Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	108,3	122,3	134,2	145,1	154,5	161,6	164,0	167,4	110,4	119,2	129,4	140,0	145,9	152,0	158,4	160,4
S 52	Pneumatiques et autres produits en caoutchouc	116,6	125,7	140,4	152,0	160,8	163,8	163,9	164,5	120,2	131,9	142,3	152,1	159,5	161,9	160,7	163,2
S 53	Produits de la transformation des matières plastiques	106,5	120,6	132,7	145,5	148,8	147,0	148,4	151,5	107,5	121,0	134,5	144,8	152,9	150,7	151,3	159,1
S 56	Produits de la récupération	100,0	105,4	125,6	160,3	162,3	122,4	111,5	134,5	95,6	102,6	117,7	148,3	148,4	112,3	105,4	132,5

* Champ partiellement couvert.

(1) Code U ou niveau 15 B : regroupement en 15 postes de la NAP; code T ou niveau 40 B : regroupement en 40 postes de la NAP; code S, ou niveau 90 : niveau 100 à deux chiffres de la NAP, avec quelques sous-rubriques (identifiées par un troisième chiffre).

TABLEAU O.01-8

Guadeloupe : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Quantités : tonne
Valeurs : millier de francs

Pays fournisseurs et clients	1984		1985		1986		1987		1988	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
IMPORTATIONS	894.308	5.230.751	928.532	5.744.991	835.646	5.457.495	888.976	6.228.674	10.144.123	7.219.424
dont :										
France métropolitaine	369.677	3.072.238	360.141	3.435.939	359.616	3.567.273	387.786	4.015.040	407.303	3.567.271
Martinique	235.628	599.365	166.458	432.597	163.899	313.102	110.021	179.802	///	156.489
Allemagne (République fédérale d')	5.468	129.669	5.695	143.443	6.786	166.856	14.627	229.992	7.598	279.030
États-Unis	18.212	153.754	16.282	201.094	13.362	127.517	14.796	206.127	18.440	207.673
Italie	10.087	191.979	12.771	224.325	11.163	238.281	16.251	271.713	17.010	285.590
Japon	2.124	137.985	2.000	130.529	6.802	136.578	2.148	166.632	2.174	172.180
EXPORTATIONS	437.526	750.754	297.145	669.244	241.882	747.654	155.430	564.076	263.079	972.889
dont :										
France métropolitaine	157.965	540.916	130.197	421.300	171.861	541.322	103.076	375.527	169.780	611.573
Guyane	2.319	11.074	3.015	11.902	8.156	15.733	8.296	17.098	///	///
Martinique	32.106	118.039	31.758	117.502	24.253	104.060	26.488	122.994	26.293	121.983

TABLEAU O.01-9

Guadeloupe : principaux produits exportés

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Quantités : tonne (sauf indication contraire)
Valeurs : millier de francs

Produit	1984		1985		1986		1987		1988	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
Bananes fraîches	131.581	427.743	102.733	289.049	128.389	365.075	91.412	283.134	107.013	320.958
Farine de froment	16.932	46.853	19.489	54.005	16.902	47.832	15.926	46.216	15.520	45.349
Sucres	44.947	97.058	30.079	69.612	63.680	153.143	5.835	18.709	9.102	29.937
Rhum (en hl d'alcool pur)	39.570	33.636	81.833	45.575	68.142	45.811	53.768	43.937	64.531	46.813

TABLEAU O.01-10

Guyane : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Quantités : tonne
Valeurs : millier de francs

Pays fournisseurs et clients	1984		1985		1986		1987		1988	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
IMPORTATIONS	236.137	2.156.106	248.960	2.287.125	231.964	2.056.558	285.934	2.371.847	391.657	3.082.792
dont :										
France métropolitaine	80.763	1.180.952	90.010	1.361.216	81.050	1.294.870	97.409	1.473.904	152.548	1.980.248
Guadeloupe	1.635	6.855	2.542	8.729	7.594	*r* 11.960	9.300	16.549	...	...
Martinique	17.827	25.082	21.497	31.605	22.358	36.163	15.104	32.800	15.709	41.830
États-Unis	2.233	157.369	1.933	111.444	1.942	93.414	3.040	102.040	3.032	100.859
Japon	1.226	101.160	1.751	93.173	1.321	86.899	915	75.951	...	...
Trinidad et Tobago	98.408	280.843	106.127	331.475	88.634	158.454	121.110	221.127	152.112	209.317
EXPORTATIONS	20.540	326.663	27.337	330.876	20.919	255.526	26.173	323.730	...	...
dont :										
France métropolitaine	4.002	29.659	4.700	63.073	1.625	57.621	2.242	124.340	4.164	126.769
Martinique	4.902	22.851	6.574	28.221	5.011	23.270	6.953	33.262	3.180	16.155
États-Unis	1.442	135.535	2.178	124.700	2.071	91.437	1.381	71.055	857	47.480
Japon	662	59.122	632	55.247	587	39.776	557	34.784	390	21.215

TABLEAU O.01-11

Guyane : principaux produits exportés

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Quantités : tonne
Valeurs : millier de francs

Produit	1984		1985		1986		1987		1988	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
Poissons frais	580	9.154	558	10.806	631	12.313	691	14.080	641	10.374
Crevettes	2.090	193.601	2.078	176.964	2.308	151.769	3.050	185.082	3.046	174.915
Bois bruts, équarris, sciés	12.190	21.880	16.840	29.500	10.434	17.707	15.068	26.697	15.555	29.913

TABLEAU O.01-12

Martinique : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Quantités : tonne
Valeurs : millier de francs

Pays fournisseurs et clients	1984		1985		1986		1987		1988	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
IMPORTATIONS	1.187.157	5.983.076	1.017.434	6.049.559	1.173.568	6.065.365	1.569.431	6.707.696	1.268.556	7.722.515
dont :										
France métropolitaine	321.796	3.253.278	275.203	3.531.367	422.865	3.861.933	579.916	4.376.169	334.486	4.971.846
Allemagne (République fédérale d')	4.963	122.629	5.248	137.916	6.043	166.769	6.402	200.160	7.884	314.561
Arabie saoudite	174.527	347.516	161.454	342.650	—	—	34	214	...	...
États-Unis	41.537	178.068	38.708	161.397	25.126	148.515	20.486	145.017	22.299	186.341
Italie	9.768	193.561	9.611	205.754	12.376	248.945	12.864	249.738	16.425	294.222
Japon	1.647	116.785	1.804	126.496	2.218	157.903	2.380	168.769	2.933	219.497
Venezuela	314.243	673.392	271.204	464.992	101.861	125.768	72.620	48.061	34.868	46.323
EXPORTATIONS	481.286	1.350.826	407.570	1.456.187	*r* 457.617	*r* 1.496.352	383.807	1.163.290	425.714	1.171.819
dont :										
France métropolitaine	215.203	737.720	183.456	849.527	206.719	940.449	194.684	751.785	195.784	752.477
Guadeloupe	214.615	486.521	167.157	456.477	*r* 201.876	*r* 411.447	157.437	280.573	...	...
Guyane	17.830	34.050	21.603	33.727	22.956	35.470	14.428	34.888	17.519	48.081
Allemagne (République fédérale d')	2.362	24.301	4.554	34.626	8.689	57.632	5.734	64.635	2.782	30.667

TABLEAU O.01-13

Martinique : principaux produits exportés

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Quantités : tonne (sauf indication contraire)
Valeurs : millier de francs

Produit	1984		1985		1986		1987		1988	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
Bananes fraîches	177.971	508.179	154.105	606.786	177.043	719.008	170.796	556.527	174.719	559.008
Conserves d'ananas	7.630	41.552	9.664	55.215	11.646	47.864	*r* 6.706	*r* 27.733	4.695	14.491
Rhum (en hl d'alcool pur)	57.108	89.457	62.773	110.695	85.247	140.959	85.977	149.207	109.015	124.174
Produits pétroliers raffinés	190.426	396.955	143.175	343.828	181.164	299.732	135.581	162.543	181.509	181.508
Emballages en carton	7.328	19.783	5.389	16.813	8.827	21.494	4.995	12.710	4.297	11.567

TABLEAU O.01-14

Réunion : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Quantités : tonne
Valeurs : millier de francs

Pays fournisseurs et clients	1983		1984		1985		1986		*p* 1987	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
IMPORTATIONS	1.032.185	6.410.420	933.200	6.894.277	1.075.931	7.456.508	*r* 1.175.207	*r* 7.860.800	1.258.521	8.751.189
dont :										
France métropolitaine	306.080	3.961.144	295.843	4.475.504	311.438	4.848.181	278.220	5.282.251	325.681	5.939.026
Afrique du Sud	133.918	256.948	106.786	233.688	119.771	221.788	126.904	213.806	98.215	204.568
Allemagne (République fédérale d')	6.704	160.567	5.376	153.113	5.391	132.663	7.261	158.089	8.422	252.666
Bahrein	197.108	521.323	155.692	430.266	134.588	376.932	240.934	381.949	201.788	259.532
Italie	93.703	324.923	39.646	232.884	36.303	228.948	29.103	265.138	30.990	305.575
Japon	3.604	169.005	3.012	173.272	3.023	189.281	3.078	211.196	4.514	229.788
EXPORTATIONS	293.130	662.128	225.398	695.403	268.952	867.978	*r* 249.479	*r* 930.356	229.675	886.604
dont :										
France métropolitaine	125.569	351.770	148.996	537.016	123.041	489.081	*r* 193.416	*r* 646.764	167.359	633.303
Comores	347	7.973	335	8.167	540	6.958	260	6.757	166	4.692
Madagascar	1.648	17.926	2.551	24.163	1.127	25.545	2.120	29.232	2.540	20.308
Mayotte	1.465	20.124	1.416	22.337	1.333	20.858	1.408	27.653	1.306	27.628
Portugal	...	...	...	...	122.545	214.776	—	—	44.523	135.490
Suisse	14	6.754	—	—	11	5.510	13	9.145	9	5.492

TABLEAU O.01-15

Réunion : principaux produits exportés

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Quantités : tonne (sauf indication contraire)
Valeurs : millier de francs

Produit	1983		1984		1985		1986		*p* 1987	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
Sucre	245.131	483.106	201.005	491.387	252.216	646.489	*r* 211.695	*r* 693.651	184.508	663.992
Rhum (en hl d'alcool pur)	51.984	29.371	66.052	34.223	64.781	34.443	*r* 63.905	*r* 35.061	45.434	28.543
Essence de géranium-bourbon	51	24.465	36	20.865	21	13.933	27	18.860	14	9.871
Essence de vétyver	18	10.290	19	11.696	15	9.901	12	8.338	8	5.761

TABLEAU O.01-16

Nouvelle-Calédonie : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Service des Douanes de Nouvelle-Calédonie

Unités : Quantités : tonne
Valeurs : million de francs CFP (1)

Pays fournisseurs et clients	1984		1985		1986		1987		1988	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
IMPORTATIONS	511.092	49.605	712.899	55.931	767.940	62.939	758.164	68.533	859.198	65.387
dont :										
France métropolitaine	67.395	19.798	66.733	25.495	67.044	31.648	80.305	36.119	173.095	31.315
Allemagne (République Fédérale d')	5.275	1.783	4.123	1.381	5.093	2.332	5.365	2.751	6.410	3.343
Australie	69.409	4.809	174.883	4.548	139.649	4.669	160.624	5.167	204.041	6.719
États-Unis	52.397	3.191	111.788	4.630	62.256	3.107	70.505	2.604	250.669	4.340
Italie	3.212	1.721	1.917	1.126	3.236	2.095	4.731	2.409	5.230	2.259
Japon	52.093	2.471	19.390	2.069	21.280	3.271	54.297	3.200	52.492	3.427
Nouvelle-Zélande	18.871	2.018	18.807	1.849	15.349	1.555	18.010	2.029	18.616	2.340
Oman	45.110	1.246	99.396	3.307	142.741	2.417	—	—	—	—
Singapour	2.256	368	4.094	384	3.358	484	4.983	722	39.238	1.592
Koweit	—	—	—	—	56.697	397	172.437	2.087	—	—
EXPORTATIONS	1.305.804	33.098	1.936.396	43.864	1.009.007	26.249	1.134.977	24.479	1.318.650	50.805
dont :										
France métropolitaine	86.807	19.392	101.248	25.796	71.801	13.732	47.430	10.780	52.283	19.533
Allemagne (République fédérale d')	4	8	ε	2	15.848	1.750	20.088	2.117	19.563	4.779
États-Unis	13.457	1.981	14.121	2.305	18.088	1.673	17.407	1.842	17.582	2.502
Inde	2.622	596	11.600	2.468	11.295	1.478	9.953	1.098	8.501	2.330
Japon	1.076.609	7.497	1.672.115	9.096	811.785	4.142	958.639	4.668	1.126.374	11.752
Singapour	2.977	558	2.585	651	123	78	292	25	10	6.929
UEBL	81	8	1.156	248	196	13	3.608	403	4.091	878
Wallis et Futuna	1.272	395	1.121	373	1.944	378	2.625	626	2.638	661

(1) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

TABLEAU O.01-17

Nouvelle-Calédonie : principaux produits importés et exportés

Source : Service des Douanes de Nouvelle-Calédonie

Unités : Quantités : tonne (sauf indication contraire)
Valeurs : million de francs CFP (1)

Produit	1984		1985		1986		1987		1988	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
IMPORTATIONS										
Riz	5.582	415	7.648	521	5.752	276	6.872	276	7.510	374
Farine de froment	8.788	439	8.118	412	5.128	251	6.356	227	2.696	88
Sucres	5.333	319	5.246	282	5.854	289	5.100	233	5.409	281
Vins (hectolitres)	32.533	673	30.237	592	37.962	842	42.974	921	36.494	801
Ciments et clinkers	43.942	248	15.121	88	29.141	188	47.984	195	46.903	194
Combustibles minéraux solides	52.186	1.289	220.085	2.033	202.885	1.291	149.691	578	163.507	1.001
Produits pétroliers	245.864	9.612	315.678	12.027	365.241	7.373	353.963	5.776	342.208	4.622
EXPORTATIONS										
Minerai de nickel (1.000 tonnes)	1.174	5.164	1.773	6.248	863	3.146	993	2.687	1.094	5.164
Mattes de nickel	8.841	3.543	11.750	5.111	11.691	3.245	9.770	2.218	13.797	7.985
Fontes de nickel et ferro-nickel	114.281	20.758	135.333	26.735	124.359	14.125	117.532	13.000	133.728	33.276

(1) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

TABLEAU O.01-18

Polynésie française : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Service des Douanes et Droits indirects de Polynésie française

Unités : Quantités : tonne
Valeurs : million de francs CFP (1)

Pays fournisseurs et clients	1984		1985		1986		1987		1988	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
IMPORTATIONS	526.081	85.622	522.514	88.940	570.962	92.667	555.477	90.587	564.011	87.487
dont :										
France métropolitaine	141.505	39.994	125.574	41.317	128.702	46.430	109.104	47.249	114.014	46.691
Allemagne (Rép. fédérale d')	10.166	3.752	10.828	4.642	10.188	4.218	7.361	3.727	8.700	3.364
Australie	15.519	2.194	43.304	2.946	102.818	3.949	150.285	4.959	169.075	5.502
Etats-Unis	78.614	11.108	152.842	14.595	99.887	12.607	54.929	9.361	93.026	9.887
Italie	8.125	2.452	6.668	2.679	6.854	2.967	6.878	2.727	6.025	1.988
Japon	7.175	3.820	4.149	4.154	4.014	4.698	3.270	3.779	3.320	3.862
Nouvelle-Zélande	79.932	4.952	82.088	4.966	63.589	4.052	44.006	4.490	28.846	4.414
Pays-Bas	8.188	1.560	6.589	1.567	5.446	1.768	12.459	1.623	10.750	1.251
Singapour	42.038	2.801	39.570	2.694	63.208	2.207	58.029	2.282	5.745	878
Malaisie	...	...	...	...	...	...	...	...	41.989	419
EXPORTATIONS	8.821	5.084	12.202	6.564	11.127	5.112	18.006	9.095	8.414	8.112
dont :										
France métropolitaine	1.728	3.243	3.128	2.870	7.292	2.665	11.908	4.863	5.311	3.037
Etats-Unis	134	391	124	1.374	80	594	188	1.691	103	1.537
Italie	4.915	804	7.280	718	1.813	54	...	...	1.508	131
Nouvelle-Calédonie	286	268	599	680	582	730	519	528	375	788

(1) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

TABLEAU O.01-19

Polynésie française : principaux produits importés et exportés

Source : Service des Douanes et Droits indirects de Polynésie française

Unités : Quantités : tonne (sauf indication contraire)
Valeurs : million de francs CFP (1)

Produit	1984		1985		1986		1987		1988	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
IMPORTATIONS										
Riz	5.377	469	5.170	377	5.493	289	7.347	331	4.721	288
Farine de froment	14.517	698	12.744	640	14.371	588	14.512	408	15.410	425
Sucres	6.272	396	6.455	335	6.623	358	7.142	329	5.980	272
Ciments hydrauliques	93.842	1.369	99.488	1.499	98.589	1.128	106.628	1.003	113.307	1.149
Produits pétroliers	187.663	9.732	192.124	10.134	214.221	6.546	203.880	5.268	204.617	4.715
EXPORTATIONS										
Huile de coprah	3.010	466	7.823	753	7.825	211	9.278	327	5.817	278
Perles de culture (grammes nets)	112.183	441	206.463	1.392	104.265	998	407.620	2.252	446.827	2.513

(1) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

SOURCES DE DOCUMENTATION

1° Des données annuelles plus détaillées sont diffusées par la *Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI)*. Citons les brochures suivantes :

— *Commentaires annuels;*

— *Résultats annuels par NGP 9 × pays;*

— *Annuaire abrégé.*

Ces résultats sont également disponibles sur microfiches.

Le *Centre de renseignements* de la DGDDI, situé à Paris, 182, rue Saint-Honoré - 75056 PARIS Cedex R.P. Tél. : (1) 42 61 56 02. Télex : DOUASTA PARIS 230061 — détient l'ensemble des données disponibles; il permet d'avoir accès à la banque de données BEATRICE (cf. l'article paru dans la publication de l'INSEE, le *Courrier des statistiques,* n° 23 - juillet 1982. « BEATRICE : la banque de données des Douanes sur le Commerce extérieur de la France »).

2° Les aspects méthodologiques sont traités dans les documents suivants :

— *Notes Bleues* du Service de l'Information du ministère de l'Économie, des Finances et du Budget : document n° 21 « Les principaux termes utilisés dans la description des échanges extérieurs »;

— *Courrier des statistiques* n° 31 - juillet 1984 : « L'analyse bilatérale des échanges extérieurs »;

— Supplément au *Bulletin mensuel de statistiques* - mars 1988 : « Les indices du commerce extérieur, méthodologie, résultats »;

— *Courrier des statistiques,* n° 49 - janvier 1989 : « Les indices du commerce extérieur font peau neuve ».

3° Études récentes relatives aux échanges extérieurs :

— *Économie et statistique,* n° 178 - juin 1985 : « Les incidences d'une dévaluation du franc ont-elles varié depuis vingt ans ? »;

— *Économie et statistique,* n° 186 - mars 1986 : « Nouvelle donne pour les branches de l'industrie »;

— *Économie et statistique,* n° 189 - juin 1986 : « Les effets des variations du dollar »;

— *Collections de l'INSEE,* série C, n^os^ 142-143 et 147-148 : voir le chapitre du Rapport sur les comptes de la Nation des années 1986 et 1987 consacré aux échanges extérieurs. Celui de 1987 comporte une annexe consacrée à l'évolution des parts de marché à l'exportation de la France depuis 1979;

— *Économie et statistique,* n° 203 - octobre 1987 : « Pourquoi la France perd des parts de marché »;

— *Économie et statistique,* n° 207-février 1988 : « Contrainte pétrolière et croissance française »

— *Économie et statiqtique,* n^os^ 217-218 - janvier-février 1989 : « La France dans la perspective du grand marché européen ».

Chapitre O.02

Balance des paiements

1. Définitions
2. Règles de présentation et d'établissement
3. Les résultats
4. Les balances des paiements de quelques pays

La balance des paiements est un document de référence en usage depuis longtemps. Sa méthodologie actuelle répond à des principes généraux qui ont fait l'objet d'une harmonisation internationale sous l'égide du FMI.

1. Définitions

11. Balance des paiements

La balance des paiements d'un pays est un état statistique, dressé à intervalles de temps réguliers, dont l'objet est de retracer sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée.

La balance des paiements de la France est élaborée, par délégation de la Direction du trésor, par la Banque de France (Direction générale des services étrangers-Direction de la balance des paiements).

12. Résidents et non-résidents

Le terme de « résident » s'applique à certaines catégories de personnes physiques et de personnes morales.

• *Sont résidents personnes physiques :*

a. Les personnes de nationalité française qui demeurent en France et les personnes de nationalité étrangère qui y

résident depuis deux ans au moins (1) à l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France qui restent non résidents quelle que soit la durée de leur mission.

b. Les fonctionnaires civils et les militaires français en poste à l'étranger.

c. Les fonctionnaires français mis à la disposition d'une organisation internationale ou de tout autre employeur non résident.

d. Les personnes de nationalité française résidant habituellement en France et qui sont envoyées à l'étranger, quelle que soit la durée de leur mission, au titre de la coopération culturelle et technique par l'État, les établissements publics et les organismes subventionnés par l'État à cet effet.

• *Sont résidents personnes morales :*

a. Les ambassades, missions diplomatiques et consulats français à l'étranger ainsi que les unités de l'armée française stationnées à l'étranger.

b. Les personnes morales (françaises ou étrangères) pour leurs seuls établissements situés en France, à l'exception formelle des ambassades, missions diplomatiques et consulats étrangers ainsi que des organismes internationaux de caractère intergouvernemental installés en France.

Par « France » il faut entendre la France métropolitaine, la Principauté de Monaco, les départements d'outre-mer, les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales à statut particulier de Mayotte et de Saint-Pierre et Miquelon.

Le terme de « non-résident » désigne les autres personnes physiques ou morales.

Les agents résidents sont regroupés au sein de trois secteurs :

— le secteur bancaire (ensemble des banques exerçant leur activité en France; Crédit national pour ses activités ne relevant pas du secteur public);

— le secteur officiel, (Gouvernement français et ses démembrements : administrations publiques, collectivités locales et représentations à l'étranger : ambassades, consulats..., Banque de France, administration des Postes et Télécommunications, Caisse centrale de coopération économique, Crédit national pour son activité de gestionnaire des prêts et dons du gouvernement français aux gouvernements étrangers);

— le secteur privé non bancaire (agents économiques non inclus dans les deux secteurs précédents).

Pour les besoins du recensement statistique, les agents non résidents sont classés en fonction de la nature du compte ouvert à leur nom par le système bancaire français; on distingue :

— les correspondants étrangers (instituts d'émission, banques, organismes internationaux à caractère financier);

— les clients non résidents (autres agents non résidents).

13. Transactions et règlements

Les échanges entre résidents et non-résidents peuvent être saisis soit au moment de leur réalisation soit lors de leur règlement. Dans le premier cas l'approche est dite en transactions, et dans le second cas en règlements. La première approche privilégie l'aspect économique des relations internationales. La constatation statistique se fait à partir de la connaissance de l'opération économique elle-même. La seconde approche privilégie l'aspect monétaire des relations internationales, la constatation statistique d'un échange se faisant à partir de la connaissance des flux d'actifs monétaires.

Le premier concept de balance est aujourd'hui appliqué par tous les pays membres du FMI, conformément aux recommandations de cet organisme. Il présente l'avantage de faire apparaître les flux économiques en les distinguant des termes de paiements (avances à la commande, crédits commerciaux, termaillage).

Dès 1948, la France a pu dresser à titre expérimental une balance des paiements de type économique en substituant aux règlements de marchandises les mouvements physiques de biens. Plus tard, cette méthodologie a été affinée, ce qui a rendu possible la publication en 1972, conjointement avec la balance traditionnelle en termes de règlements, d'une balance en transactions. En 1976 cette dernière est devenue la seule publication officielle. Actuellement, la quatrième édition du manuel de la Balance des paiements publiée en 1978 par le FMI constitue la référence méthodologique essentielle pour l'établissement de la balance des paiements de la France.

2. Règles de présentation et d'établissement

21. Présentation

La balance des paiements obéit aux règles de la comptabilité générale (en partie double). Un chiffre positif — inscrit en crédit — traduit une diminution des avoirs, qu'ils soient réels (exportations de biens et services), financiers ou monétaires (investissements étrangers en France, prêts accordés par des non-résidents à des résidents,...); tandis qu'un chiffre négatif — inscrit en débit — traduit une augmentation des avoirs (importations de biens et services, investissements français à l'étranger, prêts accordés par des résidents à des non-résidents,...).

Par conséquent, sont retracées au crédit les diminutions d'actifs et au débit les augmentations d'actifs, et ce pour toutes les catégories d'actifs.

Les opérations sont classées sous quatre titres : titre I. *Transactions courantes;* titre II. *Capitaux à long terme;* titre III. *Capitaux à court terme;* titre IV. *Ajustements*. La présence de ce dernier titre, qui permet d'établir la stricte égalité entre total des crédits et total des débits, est rendue nécessaire par le fait que les opérations économiques et leurs contreparties monétaires sont enregistrées à partir de documents différents.

22. Établissement

La méthode suivie pour l'établissement de la balance des paiements de la France consiste dans un premier temps à recenser les règlements entre notre pays et l'extérieur et à dresser un « état des règlements ». Dans un second temps, la prise en compte des transactions sur marchan-

1. Les ressortissants des pays de la Communauté économique européenne peuvent, depuis le 8 avril 1980, opter pour la qualité de résident dès leur établissement en France.

dises et des décalages chronologiques existant entre la réalisation des opérations économiques et leur paiement permet de transformer l'« état des règlements » pour aboutir à une balance des paiements en termes de transactions.

Compte tenu de l'importance des échanges commerciaux par rapport au total des recettes et dépenses de la balance des paiements, et en raison de l'existence d'une statistique spécifique du commerce extérieur, les modifications apportées à l'état des règlements concernent essentiellement les marchandises et leur financement (termes de paiements).

3. Les résultats

31. Sources

La balance des paiements française est établie à partir :

— des règlements entre la France et l'étranger collectés auprès des secteurs bancaire, public et privé non bancaire;

— des données exogènes provenant de l'administration des Douanes, de la Banque française du commerce extérieur (BFCE) et de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE);

— d'un modèle statistique élaboré par la Banque de France (Direction de la balance des paiements), rendant compte des écarts entre les règlements de marchandises et les chiffres du commerce extérieur.

• *Règlements*

Sous réserve des particularités qui s'attachent à la ligne « *Exportations-Importations* » et aux crédits commerciaux, les montants repris dans les *autres rubriques* expriment, de manière générale, les règlements recensés. Ces statistiques proviennent donc des personnes morales ayant réalisé les transferts entre résidents et non-résidents. Il s'agit :

— des banques qui sont tenues de rendre compte des règlements entre résidents et non-résidents;

— de différents organismes publics habilités à engager des dépenses ou à encaisser des recettes directement de l'étranger, pour leur compte propre ou pour celui de tiers;

— d'entreprises qui détiennent des avoirs en devises à l'étranger, utilisent des procédures de règlements compensés ou effectuent avec l'étranger au titre des biens et services des règlements dont le montant excède au cours d'une année civile cinq milliards de francs et qui, en conséquence, doivent rendre compte directement des opérations ainsi effectuées.

• *Données exogènes*

La ligne « *Exportations et Importations* » est établie à partir des statistiques du commerce extérieur publiées par la Direction générale des douanes et droits indirects.

Les *crédits à long terme à l'exportation* sont établis à partir de données fournies :

— par les banques, en ce qui concerne les crédits acheteurs;

— par la Direction générale des Douanes et Droits indirects pour les crédits fournisseurs.

• *Modèle statistique* (2)

La prise en compte des « termes de paiement » — pour le passage des règlements aux transactions — est affinée au moyen d'un modèle statistique mis au point par la Banque de France. Ce modèle, fondé sur un échéancier des paiements du commerce extérieur tiré du cadre financier des déclarations en douane, permet notamment d'identifier les mouvements de termaillage. Il sert également à corriger un biais statistique systématique qui minore indûment les chiffres du commerce extérieur et des invisibles. Cette correction apparaît sous la rubrique « Autres biens et services ».

32. Unité d'évaluation

La balance des paiements est établie en francs. Toutefois, les transactions en devises sont en premier lieu comptabilisées dans la monnaie considérée et sont par la suite converties en francs sur la base du cours moyen coté officiellement le jour de l'opération.

En ce qui concerne les flux de capitaux à long terme (prêts à l'étranger et de l'étranger) et à court terme du secteur bancaire et du secteur public, ceux-ci sont, tout d'abord, calculés en rapprochant les encours de début et de fin de période exprimés dans la devise considérée. Ils sont ensuite valorisés au cours moyen de la devise contre franc pour la période considérée (mois ou trimestre).

33. Description analytique des tableaux

Le tableau 1 (balance générale des paiements) est la reproduction de la balance annuelle publiée dans le document « *Balance des paiements entre la France et l'extérieur* » sous le double timbre du ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction du Trésor) et de la Banque de France (Direction générale des services étrangers). On remarquera que la rubrique « *Exportations et importations* » diffère de la grandeur correspondante donnée par les statistiques du commerce extérieur, ceci étant dû à l'introduction d'un certain nombre de termes correctifs (inclusion des départements et territoires d'outre-mer; passage du concept territorial aux concepts « résidents » et « non-résidents »; évaluation des prix FAB; élimination de certains ajustements de prix effectués par la douane et des transactions sans paiement, à l'exclusion de celles avec transfert de propriété).

Le tableau 2 donne l'évolution des soldes de la balance des paiements.

Les tableaux 3 à 6 présentent les *règlements* avec certains pays ou zones (tandis que les tableaux 1 et 2 se réfèrent aux *transactions)*.

4. Les balances des paiements de quelques pays
(tableau 7)

Les principaux soldes des balances des paiements de quelques pays, dont la France, présentés ici sont extraits du rapport annuel « Balance of Payments Statistics Yearbook » publié par le FMI.

---

2. Ce modèle a fait l'objet d'une présentation détaillée dans les « Cahiers Économiques et Monétaires », n° 14, publiés par la Banque de France en juin 1982.

TABLEAU O.02-1

Balance générale des paiements

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	1987			1988		
	r Crédits	*r* Débits	*r* Soldes	Crédits	Débits	Soldes
I. TRANSACTIONS COURANTES	**1.483.169**	**1.509.836**	**— 26.667**	**1.649.618**	**1.670.967**	**— 21.349**
A. **Marchandises**	**938.132**	**993.638**	**— 55.506**	**1.047.718**	**1.098.632**	**— 50.914**
1. Exportations et importations	849.302	901.548	— 52.246	955.191	1.003.167	— 47.976
2. Négoce international	88.830	92.090	— 3.260	92.527	95.465	— 2.938
B. **Services**	**432.720**	**404.235**	**28.485**	**470.636**	**437.601**	**33.035**
1. Frais accessoires sur marchandises	8.942	17.749	— 8.807	8.695	15.371	— 6.676
2. Transports maritimes	15.518	15.998	— 480	17.950	20.195	— 2.245
3. Transports autres	50.310	43.846	6.464	57.273	48.907	8.366
4. Assurances	16.064	17.071	— 1.007	18.368	17.360	1.008
5. Grands travaux	10.147	3.133	7.014	8.106	3.821	4.285
6. Coopération technique	20.056	12.432	7.624	19.515	12.922	6.593
7. Travail à façon	7.650	2.418	5.232	7.930	3.023	4.907
8. Brevets et redevances	5.365	9.549	— 4.184	6.802	13.286	— 6.484
9. Services de gestion	12.590	5.480	7.110	16.639	7.412	9.227
10. Intérêts, dividendes et autres revenus du capital	152.901	155.352	— 2.451	167.060	166.486	574
11. Salaires et autres revenus du travail	16.675	19.863	— 3.188	20.289	22.781	— 2.492
12. Voyages	71.348	51.048	20.300	82.097	57.852	24.245
13. Services divers	40.932	41.967	— 1.035	34.882	39.664	— 4.782
14. Recettes et dépenses du Gouvernement français	3.198	8.203	— 5.005	3.728	8.035	— 4.307
15. Dépenses et recettes des gouvernements étrangers	1.024	126	898	1.302	486	816
C. **Autres biens et services**	**46.782**	**14.285**	**32.497**	**53.150**	**16.022**	**37.128**
D. **Transferts unilatéraux**	**65.535**	**97.678**	**— 32.143**	**78.114**	**118.712**	**— 40.598**
1. Secteur privé	22.102	35.909	— 13.807	22.545	37.005	— 14.460
a. *Transferts d'économies des travailleurs*	*2.392*	*14.747*	*— 12.355*	*2.656*	*14.255*	*— 11.599*
b. *Autres opérations*	*19.710*	*21.162*	*— 1.452*	*19.889*	*22.750*	*— 2.861*
2. Secteur public	43.433	61.769	— 18.336	55.569	81.707	— 26.138
II. CAPITAUX A LONG TERME	**1.291.728**	**1.278.551**	**13.177**	**1.343.546**	**1.339.901**	**3.645**
A. **Crédits commerciaux**	**13.926**	**4.804**	**9.122**	**16.272**	**2.576**	**13.696**
1. Crédits à l'exportation	13.926	4.334	9.592	15.988	2.576	13.412
a. *Crédits commerciaux bancaires à l'exportation*	*13.926*	*2.407*	*11.519*	*12.074*	*2.576*	*9.498*
— *en francs*	(13.926)	(—)	(13.926)	(12.074)	(—)	(12.074)
— *en devises*	*(—)*	*(2.407)*	*(— 2.407)*	*(—)*	*(2.576)*	*(— 2.576)*
b. *Crédits fournisseurs*	—	*1.927*	*— 1.927*	*3.914*	—	*3.914*
2. Crédits à l'importation	—	470	— 470	284	—	284
B. **Investissements directs**	**56.326**	**80.862**	**— 24.536**	**86.489**	**119.552**	**— 33.063**
1. Français à l'étranger	9.546	61.848	— 52.302	22.180	98.152	— 75.972
2. Étrangers en France	46.780	19.014	27.766	64.309	21.400	42.909
C. **Autres investissements (secteur public)**	**22**	**3.191**	**— 3.169**	**51**	**2.539**	**— 2.488**
D. **Prêts**	**91.196**	**91.875**	**— 679**	**69.987**	**89.690**	**— 19.703**
1. Secteur privé non bancaire	44.483	45.980	— 1.497	46.399	39.254	7.145
a. *Prêts à l'étranger*	*411*	*799*	*— 388*	*242*	*485*	*— 243*
b. *Prêts de l'étranger*	*44.072*	*45.181*	*— 1.109*	*46.157*	*38.769*	*7.388*
2. Secteur bancaire	42.072	12.406	29.666	16.033	16.739	— 706
a. *Prêts en francs* (1)	*2.716*	*4.617*	*— 1.901)*	*2.315*	*6.573*	*— 4.258*
— *prêts à l'étranger*	*(—)*	*(4.617)*	*(— 4.617)*	*(—)*	*(6.573)*	*(— 6.573)*
— *prêts de l'étranger*	*(2.716)*	*(—)*	*(2.716)*	*(2.315)*	*(—)*	*(2.315)*
b. *Prêts en devises* (1)	*39.356*	*7.789*	*31.567*	*13.718*	*10.166*	*3.552*
— *prêts à l'étranger*	*(—)*	*(7.789)*	*(— 7.789)*	*(—)*	*(10.166)*	*(— 10.166)*
— *prêts de l'étranger*	*(39.356)*	*(—)*	*(39.356)*	*(13.718)*	*(—)*	*(13.718)*
3. Secteur public	4.641	33.489	— 28.848	7.555	33.697	— 26.142
a. *Prêts à l'étranger*	*3.871*	*30.461*	*— 26.590*	*7.322*	*32.007*	*— 24.685*
b. *Prêts de l'étranger*	*770*	*3.028*	*— 2.258*	*233*	*1.690*	*— 1.457*
E. **Investissements de portefeuille**	**1.130.258**	**1.097.819**	**32.439**	**1.170.747**	**1.125.544**	**45.203**
1. Opérations de résidents sur titres étrangers	653.850	674.185	— 20.335	562.921	587.513	— 24.592
2. Opérations de non-résidents sur titres français	476.408	423.634	52.774	607.826	538.031	69.795
III. CAPITAUX A COURT TERME (1)	**248.254**	**239.799**	**8.455**	**206.872**	**193.350**	**13.522**
A. **Secteur privé non bancaire**	**28.792**	**15.475**	**13.317**	**24.964**	**30.870**	**— 5.906**
1. Crédits commerciaux :						
a. *A l'exportation*	—	*7.347*	*— 7.347*	—	*11.109*	*— 11.109*
b. *A l'importation*	*16.709*	—	*16.709*	*10.473*	—	*10.473*
2. Prêts :						
a. *Prêts, avoirs et avances à l'étranger*	—	*8.128*	*— 8.128*	—	*19.761*	*— 19.761*
b. *Prêts, avoirs et avances de l'étranger*	*11.114*	—	*11.114*	*12.864*	—	*12.864*
3. Autres crédits et termaillage	969	—	969	1.627	—	1.627

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU O.02-1 *(suite et fin)*

Balance générale des paiements

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	1987			1988		
	r Crédits	*r* Débits	*r* Soldes	Crédits	Débits	Soldes
B. **Secteur bancaire**	**162.538**	**218.411**	**— 55.873**	**148.949**	**134.991**	**13.958**
1. Créances et engagements en francs :						
a. *Créances*	—	*36.686*	*— 36.686*	—	*17.751*	*17.751*
b. *Engagements*	*33.979*	—	*33.979*	*43.724*	—	*43.724*
2. Créances et engagements en devises :						
a. *Créances*	—	*181.725*	*— 181.725*	—	*117.240*	*— 117.240*
b. *Engagements*	*128.559*	—	*128.559*	*105.225*	—	*105.225*
C. **Secteur public**	**56.924**	**5.913**	**51.011**	**32.959**	**27.489**	**5.470**
1. Avoirs à court terme et à vue :						
a. *Réserves officielles*	*15.059*	—	*15.059*	*30.229*	—	*30.229*
b. *Créances sur le FECOM*	—	—	—	—	—	—
c. *Créance sur le FMI*	*1.237*	—	*1.237*	—	*192*	*— 192*
d. *Droits de tirage spéciaux*	—	*14*	*— 14*	*215*	—	*215*
e. *Autres créances*	—	*5.212*	*— 5.212*	—	*3.571*	*— 3.571*
2. Engagements à court terme et à vue :						
a. *Envers le FECOM*	*23.515*	—	*23.515*	—	*23.726*	*— 23.726*
b. *Envers le FMI*	—	*687*	*— 687*	*1.353*	—	*1.353*
c. *Allocations de droits de tirage spéciaux*	—	—	—	—	—	—
d. *Autres*	*17.113*	—	*17.113*	*1.162*	—	*1.162*
IV. AJUSTEMENTS	**5.035**	—	**5.035**	**4.182**	—	**4.182**
Total général	**3.028.186**	**3.028.186**	—	**3.204.218**	**3.204.218**	—

(1) Une inscription en « crédits » correspond à une diminution des avoirs ou à un accroissement des engagements. Une inscription en « débits » correspond à un accroissement des avoirs ou à une diminution des engagements.

TABLEAU O.02-2

Évolution des soldes (1) de la balance générale des paiements

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	1980	1981	1982	1983	1984	1985	*r* 1986	*r* 1987	1988
I. TRANSACTIONS COURANTES	**— 17.617**	**— 25.769**	**— 79.272**	**— 35.745**	**— 7.279**	**— 3.137**	**16.243**	**— 26.667**	**— 21.349**
A. **Marchandises**	**— 55.058**	**— 55.013**	**— 102.136**	**— 62.561**	**— 35.927**	**— 48.178**	**— 19.132**	**— 55.506**	**— 50.914**
1. Exportations et importations	—56.602	—54.032	— 103.825	— 63.941	— 39.653	— 48.550	— 15.006	— 52.246	— 47.976
2. Négoce international	1.544	— 981	1.689	1.380	3.726	372	— 4.126	— 3.260	— 2.938
B. **Services**	**36.994**	**32.351**	**31.434**	**32.236**	**24.723**	**38.820**	**34.418**	**28.485**	**33.035**
1. Frais accessoires sur marchandises	— 5.924	— 7.857	— 8.558	— 6.126	— 12.118	— 9.486	— 8.750	— 8.807	— 6.676
2. Transports maritimes	— 989	— 4.029	— 2.950	— 3.337	— 3.447	— 3.021	— 884	— 480	— 2.245
3. Transports autres	6.936	3.367	72	+ 2.680	4.690	7.534	5.852	6.464	8.366
4. Assurances	— 290	— 184	— 287	— 811	— 1.087	1.132	665	— 1.007	1.008
5. Grands travaux	7.804	10.265	12.994	12.360	11.581	11.942	6.483	7.014	4.285
6. Coopération technique	9.153	10.334	13.690	15.159	14.788	13.884	11.125	7.624	6.593
7. Travail à façon	— 258	472	2.111	2.307	1.950	3.846	4.724	5.232	4.907
8. Brevets et redevances	— 2.242	— 2.457	— 3.462	— 2.469	— 3.948	— 4.219	— 3.798	— 4.184	— 6.484
9. Services de gestion	467	3.279	4.260	3.672	6.043	5.272	7.220	7.110	9.227
10. Intérêts, dividendes et autres revenus du capital	9.654	4.254	280	— 7.309	— 13.310	— 13.956	— 3.372	— 2.451	574
11. Salaires et autres revenus du travail	— 1.010	— 1.691	— 2.512	— 4.128	— 6.118	— 6.245	— 4.271	— 3.188	— 2.492
12. Voyages	9.401	8.108	12.121	22.444	29.077	30.414	22.243	20.300	24.245
13. Services divers	517	1.334	— 363	— 1.215	— 997	2.579	1.070	— 1.035	— 4.782
14. Recettes et dépenses du Gouvernement français	3.424	6.665	3.592	— 1.610	— 2.659	— 1.498	— 4.703	— 5.005	— 4.307
15. Dépenses et recettes des gouvernements étrangers	351	491	446	619	578	642	814	898	816
C. **Autres biens et services**	**18.023**	**19.995**	**21.729**	**23.799**	**29.168**	**29.858**	**32.682**	**32.497**	**37.128**

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU O.02-2 *(suite et fin)*

Évolution des soldes (1) de la balance générale des paiements

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	1980	1981	1982	1983	1984	1985	*r* 1986	*r* 1987	1988
D. **Transferts unilatéraux**	**— 17.576**	**— 23.102**	**— 30.299**	**— 29.219**	**— 25.243**	**— 23.637**	**— 31.725**	**— 32.143**	**— 40.598**
1. Secteur privé	— 10.326	— 12.355	— 12.892	— 13.176	— 8.804	— 11.632	— 12.018	— 13.807	— 14.460
a. *Transferts d'économies des travailleurs*	*— 10.904*	*— 12.955*	*— 13.480*	*— 14.130*	*— 12.925*	*— 14.680*	*— 13.307*	*— 12.355*	*— 11.599*
b. *Autres opérations*	*578*	*600*	*588*	*954*	*4.121*	*3.048*	*1.289*	*— 1.452*	*— 2.861*
2. Secteur public	— 7.250	— 10.747	— 17.407	— 16.043	— 16.439	— 12.005	— 19.707	— 18.336	— 26.138
II. CAPITAUX A LONG TERME	**— 35.805**	**— 49.671**	**7.982**	**68.902**	**44.068**	**29.361**	**— 53.936**	**13.177**	**3.645**
A. **Crédits commerciaux**	**— 15.568**	**— 22.832**	**— 29.984**	**— 26.703**	**— 18.076**	**— 9.735**	**1.707**	**9.122**	**13.696**
1. Crédits à l'exportation	— 16.193	— 23.772	— 30.835	— 26.218	— 18.161	— 9.624	2.415	9.592	13.412
a. *Crédits commerciaux bancaires à l'exportation*	*— 14.379*	*— 18.504*	*— 26.669*	*— 25.584*	*— 22.041*	*— 12.310*	*3.572*	*11.519*	*9.498*
— en francs	*(— 13.920)*	*(— 17.081)*	*(— 21.863)*	*(— 17.283)*	*(— 12.527)*	*(— 4.511)*	*(7.141)*	*(13.926)*	*(12.074)*
— en devises	*(— 459)*	*(— 1.423)*	*(— 4.806)*	*(— 8.301)*	*(— 9.514)*	*(— 7.799)*	*(— 3.569)*	*(— 2.407)*	*(— 2.576)*
b. *Crédits fournisseurs*	*— 1.814*	*— 5.268*	*— 4.166*	*634*	*3.880*	*2.686*	*— 1.157*	*— 1.927*	*3.914*
2. Crédits à l'importation	625	940	851	— 485	— 715	— 111	— 708	— 470	284
B. **Investissements directs**	**801**	**— 11.895**	**— 9.858**	**— 1.596**	**632**	**— 142**	**— 17.188**	**— 24.536**	**— 33.063**
1. Français à l'étranger	— 13.260	— 25.079	— 20.133	— 14.029	— 18.580	— 20.000	— 36.227	— 52.302	— 75.972
2. Étrangers en France	14.061	13.184	10.275	12.433	19.212	19.858	19.039	27.766	42.909
C. **Autres investissements (secteur public)**	**— 1.032**	**— 1.219**	**— 1.892**	**— 1.959**	**— 1.958**	**— 2.372**	**— 2.388**	**— 3.169**	**— 2.488**
D. **Prêts**	**— 21.347**	**— 11.728**	**— 2.093**	**56.623**	**2.262**	**— 16.023**	**— 48.597**	**— 679**	**— 19.703**
1. Secteur privé non bancaire	13.489	15.404	13.586	10.665	12.948	— 1.053	— 10.171	— 1.497	7.145
a. *Prêts à l'étranger*	*—*	*— 206*	*— 173*	*— 155*	*— 200*	*115*	*— 81*	*— 388*	*— 243*
b. *Prêts de l'étranger*	*13.489*	*15.610*	*15.759*	*10.820*	*13.148*	*— 1.168*	*— 10.090*	*— 1.109*	*7.388*
2. Secteur bancaire	— 30.821	— 22.703	— 19.667	16.966	2.308	16.525	5.428	29.666	— 706
a. *Prêts en francs*	*— 2.581*	*— 3.754*	*— 3.013*	*— 578*	*94*	*408*	*— 1.567*	*— 1.901*	*— 4.258*
— prêts à l'étranger	*(— 3.195)*	*(— 3.478)*	*(— 2.969)*	*(— 549)*	*(1.065)*	*(17)*	*(— 2.218)*	*(— 4.617)*	*(— 6.573)*
— prêts de l'étranger	*(614)*	*(— 276)*	*(— 44)*	*(— 29)*	*(— 971)*	*(391)*	*(651)*	*(2.716)*	*(2.315)*
b. *Prêts en devises*	*— 28.240*	*— 18.949*	*— 16.654*	*17.444*	*2.214*	*16.117*	*6.995*	*31.567*	*3.552*
— prêts à l'étranger	*(— 22.176)*	*(— 16.695)*	*(— 22.296)*	*(— 18.561)*	*(— 502)*	*(10.098)*	*(— 5.011)*	*(— 7.789)*	*(— 10.166)*
— prêts de l'étranger	*(— 6.064)*	*(— 2.254)*	*(5.642)*	*(36.005)*	*(2.716)*	*(6.019)*	*(12.006)*	*(39.356)*	*(13.718)*
3. Secteur public	— 3.785	— 4.429	6.174	29.092	— 13.868	— 31.495	— 43.854	— 28.848	— 26.142
a. *Prêts à l'étranger*	*— 3.900*	*— 4.700*	*— 7.894*	*— 9.766*	*— 12.995*	*— 13.672*	*— 17.534*	*— 26.590*	*— 24.685*
b. *Prêts de l'étranger*	115	271	14.068	38.858	— 873	— 17.823	— 26.320	— 2.258	— 1.457
E. **Investissements de portefeuille**	**1.341**	**— 1.997**	**47.623**	**42.537**	**62.008**	**57.633**	**12.530**	**32.439**	**45.203**
1. Opérations de résidents sur titres étrangers	— 8.802	— 11.845	1.717	— 12.769	— 4.051	— 22.021	— 41.567	— 20.335	— 24.592
2. Opérations de non-résidents sur titres français	10.143	9.848	45.906	55.306	66.059	79.654	54.097	52.774	69.795
III. CAPITAUX A COURT TERME	**43.771**	**87.616**	**76.862**	**— 37.015**	**— 42.615**	**— 8.214**	**32.137**	**8.455**	**13.522**
A. **Secteur privé non bancaire**	**11.709**	**— 12.084**	**13.947**	**— 6.752**	**— 12.592**	**17.624**	**23.191**	**13.317**	**—5.906**
1. Crédits commerciaux :									
a. *A l'exportation*	*— 3.417*	*— 6.295*	*— 1.010*	*— 11.893*	*— 12.243*	*— 2.719*	*3.280*	*— 7.347*	*— 11.109*
b. *A l'importation*	*5.827*	*3.451*	*— 2.903*	*2*	*8.130*	*9.974*	*— 2.168*	*16.709*	*10.473*
2. Prêts :									
a. *Prêts, avoirs et avances à l'étranger*	*— 5.726*	*— 7.443*	*— 3.058*	*2.072*	*— 5.887*	*2.309*	*9.928*	*— 8.128*	*— 19.761*
b. *Prêts, avoirs et avances de l'étranger*	*11.188*	*2.008*	*6.258*	*4.738*	*9.421*	*r 499*	*2.785*	*11.114*	*12.864*
3. Autres crédits et termaillage	3.837	— 3.805	14.660	— 1.671	— 12.013	7.561	9.366	969	1.627
B. **Secteur bancaire**	**60.218**	**71.090**	**29.826**	**14.731**	**— 3.029**	**— 25.390**	**20.684**	**— 55.873**	**13.958**
1. Créances et engagements en francs :									
a. *Créances*	*— 1.753*	*1.289*	*— 2.887*	*— 652*	*407*	*— 3.784*	*— 15.796*	*— 36.686*	*— 17.751*
b. *Engagements*	*12.262*	*— 1.441*	*— 2.539*	*14.637*	*19.648*	*— 7.923*	*7.802*	*33.979*	*43.724*
2. Créances et engagements en devises :									
a. *Créances*	*— 69.904*	*— 15.094*	*— 18.140*	*20.045*	*— 66.441*	*— 42.909*	*— 32.556*	*— 181.725*	*— 117.240*
b. *Engagements*	*119.613*	*86.336*	*53.392*	*— 19.299*	*43.357*	*29.226*	*61.234*	*128.559*	*105.225*
C. **Secteur public**	**— 28.156**	**28.610**	**33.089**	**— 44.994**	**— 26.994**	**— 20.448**	**— 11.738**	**51.011**	**5.470**
1. Avoirs à court terme et à vue :									
a. *Réserves officielles*	*— 18.149*	*14.105*	*21.366*	*— 23.100*	*— 30.444*	*— 23.035*	*— 8.707*	*15.059*	*30.229*
b. *Créances sur le FECOM*	*— 8.438*	*8.599*	*—*	*— 6.434*	*6.457*	*—*	*167*	*—*	*—*
c. *Créances sur le FMI*	*— 5.382*	*— 1.490*	*— 1.163*	*— 15.721*	*— 1.877*	*— 2.206*	*3.958*	*1.237*	*— 192*
d. *Droits de tirage spéciaux*	*— 377*	*— 2.037*	*1.384*	*3.857*	*— 1.465*	*— 2.087*	*— 1.887*	*— 14*	*215*
e. *Autres créances*	*— 3.087*	*— 1.347*	*— 645*	*— 1.956*	*53*	*926*	*— 346*	*— 5.212*	*— 3.571*
2. Engagements à court terme et à vue :									
a. *Envers le FECOM*	*—*	*6.122*	*— 1.176*	*— 6.335*	*—*	*—*	*—*	*23.515*	*— 23.726*
b. *Envers le FMI*	*3.340*	*1.202*	*1.269*	*12.157*	*1.878*	*2.603*	*— 5.359*	*— 687*	*1.353*
c. *Allocations de droits de tirage spéciaux*	*1.062*	*1.131*	*—*	*—*	*—*	*—*	*—*	*—*	*—*
d. *Autres*	*2.875*	*2.325*	*12.054*	*— 7.462*	*— 1.596*	*3.351*	*436*	*17.113*	*1.162*
IV. AJUSTEMENTS	**9.651**	**— 12.176**	**— 5.572**	**3.858**	**5.826**	**1.990**	**5.556**	**5.035**	**4.182**

(1) Soldes : recettes moins dépenses.

TABLEAU O.02-3

Règlements entre la France et diverses zones

Année 1988

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titre — Poste — Rubrique	Pays membres de la CEE		Total OCDE		Pays membres du CAEM (1)		Pays membres de l'OPEP	
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit
I. **RÈGLEMENTS DES TRANSACTIONS COURANTES**	**790.566**	**863.414**	**1.316.051**	**1.385.670**	**22.129**	**27.678**	**55.101**	**56.401**
A. **Marchandises**	**619.047**	**676.453**	**893.055**	**947.439**	**17.108**	**23.807**	**37.532**	**42.282**
1. Exportations et importations	580.448	643.367	823.187	890.358	14.079	20.514	34.052	26.987
2. Négoce international	38.599	33.086	69.868	57.081	3.029	3.293	3.480	15.295
B. **Services**	**164.240**	**173.380**	**358.215**	**353.473**	**4.990**	**3.749**	**17.044**	**13.049**
1. Frais accessoires sur marchandises	5.010	7.111	7.378	12.701	109	131	274	720
2. Transports maritimes	5.955	7.414	11.546	13.782	344	194	368	706
3. Transports autres	17.686	15.269	30.679	24.917	790	821	1.457	1.335
4. Assurances	7.127	8.770	14.851	14.456	71	39	414	191
5. Grands travaux	907	975	2.080	1.389	157	45	2.733	1.440
6. Coopération technique	5.466	5.584	10.621	9.202	277	70	1.649	471
7. Travail à façon	4.726	1.930	7.079	2.301	13	221	179	420
8. Brevets et redevances	3.474	4.087	6.338	12.962	22	27	42	16
9. Services de gestion	10.296	2.854	14.052	4.397	73	42	414	723
10. Intérêts, dividendes et autres revenus du capital	47.669	59.944	134.452	156.286	2.736	1.040	5.206	2.139
11. Salaires et autres revenus du travail	7.589	11.098	14.281	14.613	36	555	1.041	3.500
12. Voyages	33.319	27.571	72.138	45.882	174	370	2.121	518
13. Services divers	14.266	18.140	29.550	36.527	151	130	903	518
14. Recettes et dépenses du gouvernement français	403	2.906	2.643	3.994	29	63	184	344
15. Dépenses et recettes des gouvernements étrangers	347	33	527	64	8	1	59	8
C. **Transferts unilatéraux**	**7.279**	**13.581**	**64.781**	**84.758**	**31**	**122**	**525**	**1.070**
1. Secteur privé	5.505	12.089	10.161	15.099	27	80	303	244
a. *Transferts d'économies des travailleurs*	*1.306*	*7.947*	*2.477*	*8.643*	*1*	*22*	*41*	*21*
b. *Autres opérations*	*4.199*	*4.142*	*7.684*	*6.456*	*26*	*58*	*262*	*223*
2. Secteur public	1.774	1.492	54.620	69.659	4	42	222	826
II. **CAPITAUX A LONG TERME**	**672.947**	**654.590**	**1.179.007**	**1.149.352**	**5.182**	**2.273**	**21.319**	**19.934**
A. **Crédits commerciaux bancaires à l'exportation**	**1.314**	**471**	**1.507**	**1.216**	**2.971**	**262**	**3.597**	**152**
1. En francs	1.314	—	1.507	—	2.971	—	3.597	—
2. En devises	—	471	—	1.216	—	262	—	152
B. **Investissements directs**	**52.852**	**70.920**	**82.813**	**113.434**	**75**	**54**	**1.089**	**1.277**
1. Français à l'étranger	10.695	58.878	20.241	93.034	—	46	388	978
2. Etrangers en France	42.157	12.042	62.572	20.400	75	8	701	299
C. **Autres investissements** (secteur public)	**1**	**260**	**47**	**526**	—	**5**	—	**9**
D. **Prêts**	**28.519**	**34.986**	**62.857**	**63.408**	**1.892**	**1.840**	**2.712**	**7.233**
1. Secteur privé non bancaire	27.827	22.812	46.073	38.814	—	7	76	280
a. *Prêts à l'étranger*	*122*	*180*	*162*	*293*	—	—	*7*	*166*
b. *Prêts de l'étranger*	*27.705*	*22.632*	*45.911*	*38.521*	—	*7*	*69*	*114*
2. Secteur bancaire (2)	80	12.044	15.027	22.554	1.678	510	1.854	2.553
a. *Prêts en francs*	*80*	—	*708*	*914*	*17*	*203*	*87*	*1.815*
— *prêts à l'étranger*	*(69)*	—	—	*(914)*	—	*(203)*	—	*(1.815)*
— *prêts de l'étranger*	*(11)*	—	*(708)*	—	*(17)*	—	*(87)*	—
b. *Prêts en devises*	—	*12.044*	*14.319*	*21.640*	*1.661*	*307*	*1.767*	*738*
— *prêts à l'étranger*	—	*(11.607)*	—	*(21.640)*	*(1.661)*	—	*(1.767)*	—
— *prêts de l'étranger*	—	*(437)*	*(14.319)*	—	—	*(307)*	—	*(738)*
3. Secteur public	612	130	1.757	2.040	214	1.323	782	4.400
a. *Prêts à l'étranger*	*557*	*15*	*1.528*	*350*	*214*	*1.323*	*782*	*4.400*
b. *Prêts de l'étranger*	*55*	*115*	*229*	*1.690*	—	—	—	—
E. **Investissements de portefeuille**	**590.261**	**547.953**	**1.031.783**	**970.768**	**244**	**112**	**13.921**	**11.263**
1. Opérations de résidents sur titres étrangers	187.081	199.214	524.499	548.079	87	99	494	281
2. Opérations de non-résidents sur titres français	403.180	348.739	507.284	422.689	157	13	13.427	10.982
III. **CAPITAUX A COURT TERME** (2). Secteur privé non bancaire	**1.406**	**17.283**	**7.617**	**18.311**	**5**	—	**25**	—
1. Prêts, avoirs et avances à l'étranger	—	17.283	—	18.311	3	—	—	—
2. Prêts, avoirs et avances de l'étranger	1.406	—	7.617	—	2	—	25	—

(1) Pays du CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle) : anciennement désignés sous le nom de « pays de l'Est ». — (2) Les mouvements de capitaux à long terme du *secteur bancaire* et les mouvements de capitaux à court terme sont inscrits sur une *base nette.*

TABLEAU O.02-4

Règlements entre la France et diverses autres zones

Année 1988

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unités : Million de francs

Titre — Poste — Rubrique	Pays du Maghreb		Pays de la zone Franc		Pays d'Amérique latine		Institutions communautaires européennes	
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit
I. **RÈGLEMENTS DES TRANSACTIONS COURANTES**	**30.316**	**36.573**	**44.374**	**38.581**	**29.726**	**23.780**	**55.853**	**72.132**
A. **Marchandises**	**20.002**	**17.669**	**23.163**	**23.768**	**17.624**	**17.420**	**118**	**22**
1. Exportations et importations	17.941	15.974	20.008	15.245	14.325	13.552	117	22
2. Négoce international	2.061	1.695	3.155	8.523	3.299	3.868	1	—
B. **Services**	**10.080**	**12.853**	**20.061**	**9.618**	**12.051**	**5.779**	**3.679**	**4.660**
dont : 1 à 4. Services liés au commerce extérieur	1.738	2.658	3.731	2.495	1.230	1.702	2	1
5, 6. Grands travaux et coopération technique	913	228	3.244	661	1.595	336	170	1
7. Travail à façon	34	18	453	5	13	7	3	—
8. Brevets et redevances	54	23	103	30	37	130	2	—
10. Intérêts, dividendes et autres revenus du capital	3.639	465	3.600	619	7.454	2.235	1.121	4.550
12. Voyages	1.670	4.246	3.253	1.708	538	506	24	—
C. **Transferts unilatéraux**	**234**	**6.051**	**1.150**	**5.195**	**51**	**581**	**52.056**	**67.450**
1. Secteur privé	221	5.183	458	611	47	122	15	1
dont : transferts d'économies des travailleurs	25	4.747	111	51	—	7	—	—
2. Secteur public	13	868	692	4.584	4	459	52.041	67.449
II. **CAPITAUX À LONG TERME**	**4.925**	**3.526**	**6.798**	**11.913**	**91.967**	**114.297**	**28.235**	**30.725**
A. Crédits acheteurs à l'exportation	2.645	70	1.859	186	1.244	457	—	—
B. Investissements directs	355	214	465	1.180	686	2.062	8	35
C. Autres investissements (secteur public)	—	16	—	60	—	12	46	254
D. Prêts	1.040	2.567	2.269	8.406	10.694	7.254	6.096	4.165
E. Investissements de portefeuille	885	659	2.205	2.081	79.343	104.512	22.085	26.271
III. **CAPITAUX À COURT TERME.** Secteur privé non bancaire	—	**111**	**574**	—	**59**	**816**	**130**	—

TABLEAU O.02-5 A

Règlements entre la France et divers pays

Année 1988

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction du Trésor)
Banque de france (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titre — Poste — Rubrique	République fédérale d'Allemagne		Royaume-Uni		États-Unis d'Amérique		Japon	
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit
I. **RÈGLEMENTS DES TRANSACTIONS COURANTES**	**212.701**	**261.139**	**175.487**	**147.083**	**255.846**	**244.621**	**40.816**	**45.216**
A. **Marchandises**	**166.886**	**219.722**	**130.408**	**103.963**	**136.750**	**120.393**	**22.038**	**31.789**
1. Exportations et importations	161.097	215.809	114.550	91.880	115.735	104.701	17.717	30.588
2. Négoce international	5.789	3.913	15.858	12.083	21.015	15.692	4.321	1.201
B. **Services**	**43.466**	**39.984**	**43.795**	**42.172**	**117.569**	**122.909**	**18.587**	**13.326**
dont : 1 à 4. Services liés au commerce extérieur	8.668	8.773	9.904	9.082	15.798	13.836	3.094	1.908
5, 6. Grands travaux et coopération technique	1.306	1.784	1.924	2.145	3.751	2.697	362	164
7. Travail à façon	1.647	590	374	92	625	120	1.043	7
8. Brevets et redevances	679	698	558	1.317	1.360	6.663	794	181
10. Intérêts, dividendes et autres revenus du capital	11.375	15.715	15.001	17.009	66.488	72.404	8.674	8.511
12. Voyages	9.182	4.041	7.879	5.322	14.945	11.586	2.616	570
C. **Transferts unilatéraux**	**2.349**	**1.433**	**1.284**	**948**	**1.527**	**1.319**	**191**	**101**
1. Secteur privé	1.987	936	1.029	662	1.316	1.124	170	64
dont : Transferts d'économies des travailleurs	931	119	93	73	94	169	21	12
2. Secteur public	362	497	255	286	211	195	21	37
II. **CAPITAUX À LONG TERME**	**90.265**	**82.709**	**337.726**	**311.760**	**225.279**	**227.549**	**117.676**	**107.407**
A. Crédits acheteurs à l'exportation	138	—	37	110	197	245	47	5
B. Investissements directs	5.925	5.616	15.095	17.425	11.393	26.475	2.250	533
C. Autres investissements (secteur public)	—	230	—	29	—	5	—	—
D. Prêts	2.027	7.558	17.996	20.543	17.530	18.954	8.189	3.076
E. Investissements de portefeuille	82.175	69.305	304.598	273.653	196.159	181.870	107.190	103.793
III. **CAPITAUX À COURT TERME.** Secteur privé non bancaire	**1.132**	**284**	—	**7.778**	**4.829**	—	**191**	**26**

TABLEAU O.02-5 B

Règlements entre la France et divers pays

Année 1988

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titre — Poste — Rubrique	Italie		Pays-Bas		UEBL		Suisse	
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit
I. **RÈGLEMENTS DES TRANSACTIONS COURANTES**	**130.583**	**128.951**	**65.600**	**78.955**	**114.286**	**143.311**	**106.972**	**84.191**
A. **Marchandises**	**110.929**	**108.345**	**52.557**	**65.040**	**84.123**	**106.072**	**65.402**	**56.525**
1. Exportations et importations	106.400	105.672	47.019	59.137	81.260	101.239	60.898	52.925
2. Négoce international	4.529	2.673	5.538	5.903	2.863	4.833	4.504	3.600
B. **Services**	**19.027**	**19.359**	**11.983**	**13.448**	**28.765**	**35.999**	**38.351**	**26.294**
dont : 1 à 4. Services liés au commerce extérieur	4.819	5.479	2.712	3.119	5.895	7.126	5.625	7.133
5, 6. Grands travaux et coopération technique	822	788	783	620	1.049	866	1.279	717
7. Travail à façon	1.174	233	105	565	835	314	394	166
8. Brevets et redevances	737	226	299	918	761	711	484	1.704
10. Intérêts, dividendes et autres revenus du capital	2.952	2.934	3.104	4.928	10.501	15.650	5.879	8.184
12. Voyages	4.382	4.923	2.955	840	4.574	3.402	17.798	3.701
C. **Transferts unilatéraux**	**627**	**1.247**	**1.060**	**467**	**1.398**	**1.240**	**3.219**	**1.372**
1. Secteur privé	569	1.127	353	319	1.039	953	2.665	971
dont : Transferts d'économies des travailleurs	51	252	39	32	124	163	1.002	55
2. Secteur public	58	120	707	148	359	287	554	401
II. **CAPITAUX À LONG TERME**	**23.899**	**34.553**	**44.390**	**36.505**	**155.757**	**165.384**	**55.126**	**54.232**
A. Crédits acheteurs à l'exportation	2	132	90	89	219	—	180	—
B. Investissements directs	7.186	5.847	12.985	12.851	10.512	23.245	9.870	10.688
C. Autres investissements (secteur public)	—	—	1	—	—	—	—	—
D. Prêts	75	3.995	8.727	1.227	4.280	7.936	2.598	4.188
E. Investissements de portefeuille	16.636	24.579	22.587	22.338	140.746	134.203	42.478	39.356
III. **CAPITAUX À COURT TERME.** Secteur privé non bancaire	**90**	**63**	**86**	**825**	**2.536**	**10.608**	**1.345**	**1.432**

TABLEAU O.02-6

Règlements entre la France et divers autres pays. Principaux soldes

Année 1988

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Pays	Transactions courantes			Capitaux à long terme				Capitaux à court terme secteur privé non bancaire
	Total	*dont :* Marchandises	*dont :* Services	Total	*dont :* Crédits acheteur exportation	*dont :* Investissements directs	*dont :* Prêts	
Danemark	— 3.237	— 3.159	— 78	+ 908	+ 4	+ 138	+ 78	+ 73
Grèce	+ 1.340	+ 2.038	— 668	+ 444	+ 125	+ 176	+ 462	+ 3
Irlande	— 2.849	— 3.025	+ 208	— 1.212	+ 25	— 962	— 370	+ 3
Canada	+ 4.281	+ 4.076	+ 248	+ 3.464	— 53	+ 1.304	+ 1.535	+ 50
Autriche	+ 291	— 224	+ 523	— 217	— 71	— 189	+ 87	— 3
Espagne	— 628	+ 3.375	— 2.539	— 3.808	+ 29	— 3.370	— 308	— 176
Finlande	— 1.398	— 1.686	+ 265	— 616	+ 18	— 27	— 105	+ 8
Norvège	— 6.139	— 7.249	+ 1.099	— 133	+ 88	— 174	— 241	+ 18
Portugal	— 6.314	+ 1.591	— 1.752	+ 1.309	+ 504	— 392	+ 1.840	— 72
Suède	— 2.272	— 3.368	+ 1.012	+ 2.713	+ 37	+ 1.624	+ 708	+ 136
Turquie	— 2.630	— 1.897	— 263	— 1.129	— 941	— 196	+ 40	+ 2
République démocratique d'Allemagne	+ 774	+ 248	+ 529	+ 765	+ 508	+ 1	+ 256	— 3
République populaire de Chine	+ 3.644	+ 3.154	+ 554	— 2.591	— 1.894	— 1	— 659	+ 1
Pologne	— 975	— 493	— 445	+ 391	— 107	— 1	+ 493	+ 5
Roumanie	— 1.328	— 1.434	+ 111	+ 2.821	+ 459	—	+ 2.355	— 2
Tchécoslovaquie	— 258	— 368	+ 114	+ 142	+ 82	+ 68	— 8	+ 2
URSS	— 3.724	— 4.399	+ 683	— 549	+ 1.377	— 44	— 2.017	+ 2
Argentine	+ 724	+ 56	+ 713	— 970	— 74	— 29	— 760	— 50
Brésil	+ 2.166	— 571	+ 2.833	+ 1.897	+ 507	— 298	+ 1.731	+ 51
Egypte	+ 1.956	+ 1.822	+ 226	— 2.981	+ 59	— 189	— 2.846	+ 6
Liban	+ 1.089	+ 949	+ 256	— 188	— 50	+ 48	— 185	+ 70
Mexique	— 15	— 976	+ 1.026	+ 3.796	+ 208	— 49	+ 3.405	— 25
Yougoslavie	— 172	— 358	+ 326	+ 130	+ 494	+ 2	— 352	+ 9

TABLEAU O.02-7

Balances des paiements française et étrangères : grands soldes

Source : Fonds monétaire international — *Unité :* Million de DTS (1)

Pays et soldes	1978	1979	r 1980	r 1981	r 1982	r 1983	r 1984	r 1985	r 1986	p 1987
Belgique - Luxembourg :										
Transactions courantes	— 0,66	— 2,37	— 3,79	— 3,54	— 2,30	— 0,45	— 0,05	0,67	2,56	2,25
Capitaux à long terme	— 0,22	0,41	3,06	3,15	1,46	— 2,21	— 2,20	— 4,37	— 5,80	— 1,63
Capitaux à court terme (2) .	0,48	1,36	— 0,20	— 1,11	0,57	3,28	2,28	3,76	2,84	0,94
Variation des réserves (3) ..	0,07	0,90	0,40	1,55	0,52	— 0,18	ε	0,14	0,10	— 2,00
Erreurs et omissions.....	0,33	— 030	0,54	— 0,05	— 0,25	— 0,44	— 0,02	— 0,17	— 0,19	— 0,31
Danemark (4) :										
Transactions courantes	— 1,20	— 2,31	— 1,90	— 1,58	— 2,04	— 1,10	— 1,59	— 2,67	— 3,64	— 2,28
Capitaux à long terme	1,95	1,65	1,95	1,15	2,18	2,30	1,85	4,39	2,98	6,45
Capitaux à court terme (2) .	0,37	0,82	0,40	0,04	0,08	0,52	— 0,03	0,28	0,26	— 1,18
Variation des réserves (3) ..	— 1,21	ε	— 0,12	0,62	0,22	— 1,27	0,36	— 1,87	0,88	— 3,04
Erreurs et omissions.....	0,09	— 0,17	— 0,33	— 0,22	— 0,44	— 0,45	— 0,59	— 0,45	— 0,78	— 0,08
France (5) :										
Transactions courantes (6) .	5,62	4,00	— 3,22	— 4,06	— 10,94	— 4,74	— 0,80	— 0,18	2,50	— 3,95
Capitaux à long terme (6) ..	— 2,74	— 4,03	— 6,50	— 7,65	1,20	8,73	5,10	3,70	— 6,02	1,58
Capitaux à court terme (2) .	— 0,21	1,00	13,03	10,41	7,26	— 0,94	— 2,08	— 1,09	4,20	— 0,73
Variation des réserves (3) ..	— 2,63	— 1,40	— 5,06	3,21	3,32	— 3,42	— 2,86	2,68	— 1,22	1,99
Erreurs et omissions.....	— 0,04	0,43	1,75	— 1,91	— 0,84	0,36	0,64	0,25	0,55	1,11
République fédérale d'Allemagne (7) :										
Transactions courantes	7,26	— 4,73	— 10,73	— 2,83	4,58	5,02	9,47	16,50	33,70	34,89
Capitaux à long terme (8) ..	— 1,12	5,08	2,34	3,00	— 5,33	— 2,93	— 6,72	— 4,65	12,80	— 10,09
Capitaux à court terme (2) (8).....	5,07	—1,86	1,81	— 2,53	5,59	2,82	— 5,39	— 12,99	— 42,42	— 10,30
Variation des réserves (3) ..	— 10,00	2,75	9,79	1,53	— 2,76	3,64	1,82	— 4,48	— 7,07	— 15,81
Erreurs et omissions.....	— 1,20	— 1,24	— 0,88	0,04	— 2,23	0,49	2,15	3,00	0,43	1,96
Grèce :										
Transactions courantes (9) .	— 0,77	— 1,46	— 1,71	— 2,02	— 1,71	— 1,75	— 2,07	— 3,25	— 1,46	— 0,99
Capitaux à long terme	0,83	1,03	1,54	1,36	1,13	1,98	1,74	2,75	1,86	1,11
Capitaux à court terme (2) .	0,26	0,03	0,36	0,19	0,44	0,16	0,69	0,17	0,22	0,45
Variation des réserves (3) ..	— 0,11	0,03	0,10	0,15	0,10	— 0,10	— 0,12	— 0,47	— 0,42	— 1,05
Erreurs et omissions.....	— 0,21	0,37	— 0,30	0,33	0,04	— 0,30	— 0,23	0,60	0,12	1,07
Irlande (10) :										
Transactions courantes (9) .	— 0,68	— 1,63	— 1,64	— 2,19	— 1,73	— 1,13	— 0,95	— 0,68	— 0,58	0,30
Capitaux à long terme (11).	0,77	1,00	1,15	1,96	1,88	0,96	0,88	0,89	0,90	1,12
Capitaux à court terme (2) (11).....	0,16	0,29	0,95	0,07	0,22	0,71	0,40	0,29	0,64	— 0,16
Variation des réserves (3) ..	— 0,11	0,45	— 0,55	0,09	— 0,11	— 0,19	0,04	— 0,26	0,03	— 0,74
Erreurs et omissions.....	— 0,14	— 0,12	0,09	0,07	— 0,26	— 0,35	— 0,37	— 0,37	— 1,03	— 0,57
Italie :										
Transactions courantes (9) .	4,94	4,24	— 7,66	— 7,89	— 5,71	1,34	— 2,26	— 3,65	2,28	— 0,82
Capitaux à long terme	(12) 0,86	(12) — 0,24	(12) 2,52	(12) 7,06	(12) 4,71	(12) 0,64	(12) 1,42	(12) 2,10	(12) — 3,60	4,55
Capitaux à court terme (2) .	— 2,97	— 1,45	6,13	0,06	— 3,69	3,62	1,28	— 1,85	2,50	4,46
Variation des réserves (3) ..	— 2,99	— 2,26	— 0,71	0,35	4,07	— 5,44	— 2,63	6,71	— 2,75	— 4,27
Erreurs et omissions.....	0,17	— 0,29	— 0,28	0,43	0,62	— 0,16	2,19	— 3,95	0,17	— 4,09
Pays-Bas :										
Transactions courantes (9) .	— 1,07	0,16	— 0,79	3,10	4,09	4,61	6,39	4,00	3,80	2,61
Capitaux à long terme	— 2,02	— 3,13	— 1,46	— 2,55	— 3,64	— 2,98	— 4,22	— 2,50	— 7,36	1,35
Capitaux à court terme (2) (13).....	2,52	2,47	4,28	— 6,51	1,78	— 6,40	— 1,94	— 2,14	5,93	1,54
Variation des réserves (3) ..	0,60	0,76	— 0,97	0,73	— 1,63	0,16	0,02	— 0,72	0,28	— 2,10
Erreurs et omissions (12) ..	— 0,04	— 0,26	— 1,06	— 0,58	— 0,52	— 1,16	— 0,66	— 0,82	— 2,02	— 0,70
Royaume-Uni (14) :										
Transactions courantes (6) .	1,45	— 1,07	5,63	11,78	7,02	5,30	2,48	4,42	0,14	— 2,03
Capitaux à long terme (6) (12).....	— 4,14	— 4,94	— 7,81	— 15,63	— 15,16	— 13,70	— 21,33	— 21,17	— 25,24	11,75
Capitaux à court terme (2) (12).....	— 2,62	7,53	6,61	5,33	8,22	6,06	11,67	9,96	8,85	4,43
Variation des réserves (3) ..	2,17	— 2,36	— 0,42	4,09	1,95	0,79	1,24	— 0,56	— 1,25	— 15,38
Erreurs et omissions.....	3,14	0,85	— 0,77	0,46	— 2,50	1,67	6,46	5,24	15,18	0,32

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU O.02-7 *(suite et fin)*

Balances des paiements française et étrangères : grands soldes

Source : Fonds monétaire international — *Unité :* Million de DTS (1)

Pays et soldes	1978	1979	*r* 1980	*r* 1981	*r* 1982	*r* 1983	*r* 1984	*r* 1985	*r* 1986	*p* 1987
Espagne :										
Transactions courantes (9)	1,28	0,88	— 3,98	— 4,14	— 3,83	— 2,52	1,98	2,72	3,51	— 0,29
Capitaux à long terme	1,41	2,51	3,23	3,57	1,60	2,94	3,13	— 1,30	— 1,40	6,79
Capitaux à court terme (2)	0,33	1,12	0,80	1,49	0,51	0,82	1,64	— 1,76	— 0,05	4,13
Variation des réserves (3)	— 3,01	— 2,68	0,62	0,56	2,81	0,20	— 4,69	2,18	— 1,95	— 9,90
Erreurs et omissions	— 0,01	— 1,82	— 0,67	— 1,48	— 1,09	— 1,44	— 2,06	— 1,85	— 0,11	— 0,10
Portugal :										
Transactions courantes	— 0,38	— 0,04	— 0,82	— 2,18	— 2,92	— 0,92	— 0,49	0,37	0,96	0,50
Capitaux à long terme	0,59	0,57	0,54	1,05	1,91	1,16	1,13	0,98	— 0,41	— 0,05
Capitaux à court terme (2)	0,03	— 0,94	— 0,67	— 0,03	0,13	— 0,08	— 0,33	— 0,37	0,22	— 0,37
Variation des réserves (3)	— 0,41	— 0,05	0,01	0,08	0,01	0,36	0,10	— 0,71	0,11	— 1,37
Erreurs et omissions	0,18	0,46	0,93	1,08	— 1,02	— 0,52	— 0,40	— 0,27	— 0,88	0,96
Suisse (15) :										
Transactions courantes (16)	2,97	0,99	— 1,19	1,24	3,56	1,13	6,00	5,95	3,97	4,62
Capitaux à long terme	— 6,77	— 10,52	— 8,62	— 8,16	— 12,32	— 2,52	— 3,98	— 7,69	1,85	— 4,31
Capitaux à court terme (2)	2,03	— 0,86	— 0,10	1,54	1,26	— 3,20	— 2,41	— 1,67	— 5,38	— 5,64
Variation des réserves (3)	— 5,74	2,46	— 0,26	0,81	— 3,05	0,11	— 1,45	— 1,21	— 0,93	2,49
Erreurs et omissions	7,51	7,93	10,16	4,58	10,55	4,47	1,84	4,60	0,58	7,82
Canada :										
Transactions courantes (9) (17)	— 3,43	— 3,21	— 0,75	— 4,32	2,09	2,34	2,03	— 1,42	— 6,49	— 6,16
Capitaux à long terme (12)	3,08	1,94	— 0,25	0,58	4,22	0,32	1,97	0,06	9,87	7,03
Capitaux à court terme (2) (12)	2,83	2,17	0,79	10,25	— 6,22	2,26	— 0,96	1,70	— 2,34	3,52
Variation des réserves (3)	0,17	0,74	0,50	— 0,16	0,48	— 0,41	0,82	0,06	— 0,39	— 2,66
Erreurs et omissions	— 2,66	— 1,63	— 0,77	— 5,90	— 1,48	— 4,34	— 4,75	— 3,56	— 1,61	— 2,17
États-Unis (18) :										
Transactions courantes (6)	— 12,49	— 0,74	1,45	5,69	— 8,10	— 43,71	— 104,98	— 114,71	— 118,05	— 119,26
Capitaux à long terme (6)	(12) — 8,14	(12) — 15,45	(12) — 6,53	— 0,75	— 6,64	— 1,73	38,21	72,19	61,39	22,77
Capitaux à court terme (2)	9,85	— 3,52	— 9,62	— 18,14	— 13,70	36,16	43,42	27,40	42,80	75,78
Variation des réserves (3)	0,59	— 0,02	— 5,39	— 3,30	— 4,52	— 1,11	— 3,07	— 3,61	0,27	7,00
Erreurs et omissions	10,19	19,73	19,19	16,51	32,97	10,40	26,42	18,74	13,59	13,70
Japon :										
Transactions courantes (9)	13,25	— 6,74	— 8,25	4,34	6,32	19,59	34,29	48,00	72,63	67,18
Capitaux à long terme	— 9,77	— 9,78	1,81	— 5,64	— 14,56	— 17,61	— 49,02	— 61,98	— 111,80	— 103,80
Capitaux à court terme (2)	4,39	4,44	12,71	3,98	— 0,17	— 2,47	13,07	9,68	49,46	68,68
Variation des réserves (3)	— 7,92	10,19	*r* — 4,50	*r* — 4,92	*r* 3,08	*r* — 2,35	*r* — 3,46	*r* 2,64	*r* — 10,22	— 22,53
Erreurs et omissions	0,05	1,89	— 2,39	0,32	4,12	1,91	3,75	4,48	2,32	— 2,67

N.B. — Le poste « erreurs et omissions » (cf. ci-avant § 2) est relativement élevé pour certains pays (notamment Suisse, États-Unis). Selon une étude de l'OCDE (« Perspectives économiques de l'OCDE » n° 34, décembre 1983), ce phénomène s'explique en majeure partie par les difficultés d'enregistrement, dans les transactions courantes, des opérations « invisibles », principalement opérations de services et revenus d'investissements.

(1) DTS : droit de tirage spécial. Les différentes définitions du DTS depuis son instauration le 1er juillet 1969 sont données au chapitre G.04 « Mouvement économique ». — (2) Non compris la variation des réserves. — (3) Solde des flux enregistrés en balance des paiements. — (4) Y compris Groënland et Iles Feroë. — (5) Cf. paragraphe 12 ci-avant concernant le champ géographique. — (6) Les réinvestissements directs de revenus du capital sont comptabilisés dans les capitaux à long terme. — (7) Y compris Berlin-Ouest; les relations avec la République démocratique allemande sont exclues de la balance; sont exclus également les biens et services reçus ou fournis gratuitement par les troupes étrangères stationnées en RFA. — (8) Les crédits commerciaux, qu'elle qu'en soit l'échéance, sont classés dans les capitaux à court terme. — (9) Il n'y a pas d'évaluation disponible concernant les réinvestissements directs de revenus du capital. — (10) Y compris l'aéroport franc (avec sa zone industrielle) de Shannon. — (11) Les créances et engagements à long terme du secteur bancaire sont classés dans les capitaux à court terme. — (12) Y compris financement exceptionnel. — (13) Le solde de la majeure partie des crédits commerciaux à court terme du secteur privé est inclus dans le poste « Erreurs et ommissions ». — (14) Y compris îles de Man et anglo-normandes et la partie britannique du plateau continental. — (15) La Banque des règlements internationaux est traitée comme un organisme non résident jusqu'en 1984. À partir de 1985, les organisations internationales sont considérées comme résidents suisses. — (16) Y compris les transactions sur marchandises du Liechtenstein. D'autre part, il n'y a pas, jusqu'en 1982 inclus, d'évaluation disponible concernant les réinvestissements directs de revenus du capital. — (17) Les flux de biens et services militaires, ainsi que les transferts unilatéraux, au titre de l'OTAN, sont exclus. — (18) Y compris Porto Rico, îles Vierges, zone du canal de Panama (jusqu'en 1979 seulement), Samoa américaine et certaines autres îles du Pacifique; les flux de biens et services dans le cadre des programmes d'aide militaire sont exclus.

TABLEAU O.02-8

Taux de conversion des monnaies nationales en DTS (1)

Taux annuels moyens (2)

Source : Fonds monétaire international

Pour 1DTS

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Deutschemark	2,5148	2.3681	2,3657	2,6649	2,6790	2,7294	2,9171	2,9891	2,5475	2,3242
Franc luxembourgeois	39,428	37,880	38,059	43.781	50,443	54,660	59,229	60,289	52,408	48,276
Couronne danoise	6,9043	6,7972	7,3353	8,3996	9,1991	9,7760	10,6156	10,7589	9,4921	8,8450
Franc français	5,6504	5,4967	5,4997	6,4083	7,2557	8,1472	8,9577	9,1231	8,1255	7,723
Drachme	46,005	47,854	55,467	65,335	73,751	94,141	115,536	140,238	164,22	175,120
Livre irlandaise	0,65292	0,63126	0,63338	0,73261	0,77784	0,86020	0,94563	0,96012	0,87182	0,8689
Lire	1.062,5	1.073,5	1.114,7	1.340,4	1.493,2	1.623,6	1.800,9	1938,7	1749,0	1.675,9
Florin néerlandais	2,7088	2,5917	2,5876	2,9422	2,9479	3,0511	3,2889	3,3724	2,8743	2,6194
Livre sterling	0,65292	0,61006	0,56004	0,58680	0,63199	0,70525	0,77061	0,79120	0,80033	0,7890
Peseta	95,99	86,73	93,32	108,86	121,29	153,33	164,78	172,65	164,30	159,67
Escudo portugais	55,0	63,2	65,2	72,6	87,7	118,4	150,1	173,0	175,5	182,17
Franc suisse	2,2386	2,1482	2,1810	2,3162	2,2414	2,2440	2,4084	2,4948	2,1104	1,9282
Dollar canadien	1,4281	1,5135	1,5218	1,4137	1,3621	1,3175	1,3275	1,3864	1,6301	1,7146
Dollar US	1,2520	1,2920	1,3015	1,1792	1,1040	1,0690	1,0250	1,0153	1,1732	1,2931
Yen	263,47	283,13	295,11	260,05	274,98	253,90	243,46	242,19	197,70	187,03

(1) DTS : Droit de tirage spécial. Les différentes définitions du DTS depuis son instauration le 1er juillet 1969 sont données au chapitre G.04 « Mouvement économique ». — (2) Ces taux sont donnés à titre indicatif; en effet, les soldes en DTS par an, donnés au tableau 8 résultent de la sommation des quatre trimestres sur la base de taux de conversion en moyenne trimestrielle.

SOURCES DE DOCUMENTATION

— « La balance française des paiements en termes de transactions », étude publiée dans le *Bulletin trimestriel de la Banque de France,* n° 8, septembre 1973;

— « La Direction du Trésor et la Banque de France sont associées pour la réalisation de la Balance des paiements », étude parue dans *Courrier des statistiques* (Publication interministérielle réalisée par le département de la Coordination statistique et comptable de l'INSEE), n° 3, juillet 1977;

— « Manuel de la balance des paiements. 4e édition. » Fonds monétaire international. 1977;

— « La balance des paiements de la France » — note d'information n° 80, de décembre 1988, diffusée par le service de l'Information de la Banque de France;

— *Balance des paiements entre la France et l'extérieur - année ...,* document publié sous le double timbre du ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (Direction du Trésor) et de la Banque de France (Direction générale des services étrangers). Ce document est accompagné de deux annexes : « Mouvements de capitaux à long terme entre la France et l'extérieur », et « Règlements entre la France et différents pays et zones »;

— INSEE. — Unité de Recherche. *Matériaux pour un historique du système statistique depuis la deuxième guerre mondiale; Les statistiques des relations avec l'extérieur* (t. III, p. 93);

— « Balance des paiements. » Eurostat. OSCE (Luxembourg). Les balances des paiements des États membres de la CEE sont présentées dans le Bulletin de l'Eurostat, d'une part sous forme trimestrielle, d'autre part sous forme annuelle rétrospective;

— « Balance of payments statistics. » Fonds monétaire international. Publiée sous forme trimestrielle et annuelle pour tous les États membres du FMI.

P

Administration et vie publique

Chapitre P.01

Élections

1. Élections cantonales de septembre 1988

2. Référendum du 6 novembre 1988

3. Élections municipales de mars 1989

4. Élections des représentants au parlement européen du 18 juin 1989

1. Élections cantonales de septembre 1988
(tableau 1)

Les conseillers généraux sont élus par tous les électeurs du canton pour 6 ans au scrutin uninominal à 2 tours (1 conseiller par canton) et renouvelable par moitié tous les 3 ans; nul n'est élu membre du conseil général au 1er tour de scrutin s'il n'a réuni :

1° La majorité absolue des suffrages exprimés;
2° Un nombre de suffrages égal au quart de celui des électeurs inscrits.

Au 2nd tour, la majorité relative suffit pour être élu.

2. Référendum du 6 novembre 1988
(tableau 2)

Référendum ou plébiscite : les électeurs français se sont déjà rendus 18 fois aux urnes depuis que le droit de vote a été reconnu en 1789 pour répondre par « oui » ou par « non » à une question que leur posaient leurs gouvernants. Dans la majorité des cas ce sont des constitutions ou des modifications constitutionnelles qui ont été soumises directement à l'approbation du peuple.

3. Élections municipales de mars 1989
(tableau 3)

Les conseillers municipaux sont élus pour 6 ans au suffrage universel. Leur nombre varie en fonction de la population de la commune. Abstraction faite du système spécifique à Paris, Lyon et Marseille, deux régimes sont à distinguer :

● Dans les communes de moins de 3.500 habitants, les conseillers municipaux sont élus au scrutin majoritaire à deux tours, avec possibilité de panachage. Des candidatures isolées sont autorisées dans les communes de moins de 2.500 habitants. Au premier tour sont élus les candidats qui ont obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés (la moitié plus un) et qui ont, condition cumulative, recueilli un nombre de suffrages au moins égal au quart des électeurs inscrits. Au second tour, les candidats sont élus en fonction du nombre de suffrages qu'ils ont obtenus et dans la limite des sièges restant à pourvoir après le premier tour, en cas d'égalité de voix pour l'attribution du dernier siège, le plus âgé l'emporte. Les résultats sont observés candidat par candidat et non liste par liste comme dans les communes de 3.500 habitants et plus.

● Dans les communes de 3.500 habitants et plus, les conseillers municipaux sont élus au scrutin de liste à 2 tours, à la représentation proportionnelle, sans panachage, avec une « prime » à la liste obtenant la majorité

absolue au premier tour ou parvenant en tête au second. En effet, le système institué par la loi du 19 novembre 1982 introduit la proportionnelle, tout en visant à installer à la mairie une équipe très majoritaire en sièges, qu'elle soit élue au 1er ou au 2nd tour. L'électeur n'a d'autre choix que de voter pour une liste complète. Au premier tour, la liste qui recueille un nombre de suffrages au moins égal à la majorité absolue des suffrages exprimés (la moitié plus un) obtient la moitié des sièges, arrondie au chiffre supérieur dès lors qu'il y a plus de 4 sièges à pourvoir (le cas de 4 sièges et moins s'applique aux élections partielles). Le solde est réparti à la proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne entre les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés.

Au second tour (si aucune liste n'a obtenu la majorité absolue au premier) la liste qui arrive en tête, quel que soit le pourcentage de suffrages obtenu, se voit attribuer la moitié des sièges à pourvoir arrondie au chiffre supérieur si plus de 4 sièges sont en jeu. Les sièges répartis entre les listes sont attribués, pour chacune, selon l'ordre de présentation des candidats. Si deux listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci est attribué à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de voix. En cas d'égalité par rapport à ce critère, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptible d'être proclamé élu. Ce système qui associe scrutin majoritaire et représentation proportionnelle, répond à une exigence logique de la décentralisation : permettre une gestion efficace tout en garantissant une véritable représentation de l'ensemble des citoyens de la commune.

4. Élections des représentants au parlement européen du 18 juin 1989
(tableau 4)

Le système électoral est celui de la proportionnelle.

L'âge d'éligibilité d'un député européen français est de 23 ans.

Les électeurs votent pour une liste sans pouvoir modifier l'ordre des candidats. En France, il faut verser une caution de 100 000 F pour pouvoir se présenter. Cette caution n'est remboursée qu'aux listes qui dépassent la barre des 5 %; celle-ci est également nécessaire pour être élu. Le nombre de députés européens français est de 81.

* * *

TABLEAU P.01-1

Élections cantonales du 25 septembre 1988

Électeurs inscrits et participation du corps électoral en métropole sur 1 936 cantons (1er tour) par nuance politique

Source : Ministère de l'Intérieur

	Suffrages exprimés	
	Nombre	%
Extrême gauche	38.855	0,43
Parti communiste	1.186.574	13,32
Parti socialiste	2.691.601	30,22
Radicaux de gauche	129.847	1,45
Majorité présidentielle	211.391	2,37
Écologistes	145.804	1,63
Régionalistes	15.660	0,17
Rassemblement pour la République	1.418.255	15,92
Union pour la Démocratie Française	1.528.162	17,16
Divers droite	1.046.139	11,74
Front national	476.735	5,35
Extrême droite	15.035	0,16
Total gauche + majorité présidentielle	**4.258.268**	**47,82**
Total autres	**161.464**	**1,81**
Total droite	**4.484.326**	**50,36**
Rappel : Total des électeurs inscrits	18.583.885	
Total des votants	9.124.180	49,09
Total des suffrages exprimés	8.904.058	47,91
Total des abstentions	9.459.705	50,91

TABLEAU P.01-2

Référendum du 6 novembre 1988

Résultat France entière et Français de l'étranger

Source : Journal officiel

	Suffrages exprimés	
	Nombre	%
Oui	9.896.498	80
Non	2.474.548	20
Total des suffrages exprimés	**12.371.046**	**32,5**
Rappel : Total électeurs inscrits	38.025.823	
Total votants	14.028.705	36,9

TABLEAU P.01-3

Élections municipales de mars 1989

Nombre de suffrages exprimés par nuance politique
(France métropolitaine : 1er tour)

Source : Ministère de l'Intérieur

Listes	Suffrages exprimés	
	Nombre	% (1)
Extrême-gauche	82.766	0,3
Parti communiste	925.347	3,5
Union de la gauche	4.422.113	16,9
Parti socialiste	2.557.835	9,8
Divers-gauche	1.204.717	4,6
Gauche-centristes	2.363.437	9,0
Écologistes	353.416	1,3
Régionalistes	23.464	0,1
Droite	11.351.571	43,3
Droite + Front National	150.977	0,6
Front National	608.796	2,3
Extrême-droite	11.417	ε
Total	(2) **24.055.856**	
Rappel : Suffrages exprimés	26.212.668	(3) 70,2
Votants	27.241.819	(3) 72,9
Inscrits	37.350.989	

(1) Ces pourcentages sont obtenus à partir du nombre de suffrages exprimés 26.212.668. — (2) Ce total ne correspond pas exactement aux suffrages exprimés en raison du mode de scrutin appliqué dans les petites communes, qui autorise le vote préférentiel et le panachage. — (3) Pourcentage des inscrits.

TABLEAU P.01-4

Élections des représentants au Parlement européen de juin 1989

Nombre de suffrages exprimés et nombre de représentants élus par nuance politique

Source : Journal officiel

	Nombre de suffrages exprimés	Nombre de représentants élus
Parti communiste	1.401.171	7
Génération Europe avec Gérard Touati	58.995	—
Européenne pour la liberté de chasse et pêche	749.741	—
Union UDF-RPR	5.242.038	26
Europe Rénovateurs	74.327	—
Le Centre pour l'Europe	1.529.346	7
Majorité de progrès pour l'Europe	4.286.354	22
Initiative pour une démocratie européenne	31.547	—
L'Europe des travailleurs et de la démocratie soutenue par le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT)	109.523	—
Apolitique pour la protection des animaux et de leur environnement	188.573	—
Liste de l'Alliance	136.230	—
Les Verts. Europe. Écologie	1.922.945	9
Europe et Patrie	2.129.668	10
Rassemblement pour une France libre	32.295	—
Lutte ouvrière	258.663	—
Total	**18.151.416**	**81**
Rappel : Total des électeurs inscrits	38.297.496	
Total des votants	18.690.692	

SOURCES DE DOCUMENTATION

— Les cahiers français n° 239 de janvier/février 1989, la Documentation française.

— *Le Monde* des 16 juin 1989 et 5 novembre 1988.

Chapitre P.02

Justice

1. Les institutions judiciaires

2. L'exercice de la police judiciaire

3. L'éducation surveillée

4. La prison

1. Les institutions judiciaires

L'organisation judiciaire de la France, modifiée par l'ordonnance du 22 décembre 1958, est construite autour de trois grands principes : hiérarchisation des juridictions, différenciation des juridictions de droit commun et d'exception, enfin, séparation des pouvoirs.

La hiérarchie des juridictions permet aux justiciables d'attaquer devant les tribunaux hiérarchiquement supérieurs les décisions rendues en premier ressort. Tribunal suprême de l'ordre judiciaire, la Cour de cassation exerce un contrôle de légalité en examinant des décisions rendues en dernier ressort par des juridictions inférieures, tandis que les cours d'appel examinent à nouveau les faits relatifs à des affaires jugées par des tribunaux du premier degré et portées devant elles par voie d'appel.

Dans l'ordre judiciaire, l'action des juridictions de droit commun : Cour de cassation, cours d'appel, tribunaux de grande instance et d'instance, est complétée par celle de juridictions spécialisées (dites juridictions d'exception) de nature civile : tribunaux de commerce, commissions de sécurité sociale, juges de l'expropriation, conseils de prud'hommes, tribunaux paritaires de baux ruraux, ou de nature pénale : tribunaux pour enfants, tribunaux maritimes commerciaux.

Le ministère public exerce des attributions administratives et judiciaires. En matière pénale, il reçoit les plaintes, dénonciations et procès-verbaux et apprécie la suite à leur donner; il exerce l'action publique, procède ou fait procéder à tous les actes nécessaires à la recherche et à la poursuite des infractions à la loi pénale; il requiert l'application de la loi et assure l'exécution des décisions de justice. En matière civile, il doit représenter autrui dans les cas que la loi détermine; en dehors de ces cas, il peut agir

pour la défense de l'ordre public à l'occasion des faits qui portent atteinte à celui-ci, ou présenter ses observations sur l'application de la loi dans des affaires dans lesquelles il estime devoir intervenir.

2. L'exercice de la police judiciaire
(tableaux 1 à 5)

Les services de la gendarmerie nationale et de la police nationale (polices urbaines, police judiciaire, Renseignements généraux, police de l'air et des frontières, Surveillance du territoire) constatent les faits bruts retenus en raison des crimes et délits qu'ils sont présumés constituer (y compris les tentatives).

Les faits sont consignés dans des procès-verbaux transmis à l'autorité judiciaire et leur comptage permet l'établissement des statistiques de la criminalité et de la délinquance constatées.

En sont exclues les infractions relevées par les services du ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (Douanes et Services fiscaux et Répression des fraudes).

Ces statistiques, établies par la Direction centrale de la police judiciaire, ne constatent que la criminalité apparente par rapport à la totalité des crimes et délits effectivement commis (cette différence entre criminalité apparente et criminalité réelle a sa source dans le comportement des victimes que de nombreuses raisons peuvent déterminer à ne pas dénoncer certains faits).

La répartition par nature des crimes et délits constatés n'est pas toujours faite par stricte référence au Code pénal et peut utiliser des intitulés habituels aux services de police et de gendarmerie pour la description des faits délictueux et criminels.

Il s'agit en effet de faits constatés et non de jugements qui seuls peuvent en définir la qualification juridique. Il serait donc formel et même inexact de chercher à ventiler systématiquement les infractions constatées suivant la nomenclature utilisée dans la statistique pénale des jugements.

La mise en place, à compter du 1er janvier 1988, d'une nouvelle nomenclature des infractions a conduit à modifier le tableau P 02-3. Certaines rubriques ayant été éclatées, d'autres ayant, à l'inverse, été regroupées dans le poste « divers », il était nécessaire de reconstituer des séries homogènes et d'harmoniser les présentations des statistiques de police. Néanmoins, dans quelques cas, il n'a pas été possible de conserver un contenu identique aux séries, certaines infractions ne pouvant être dissociées du reste des rubriques dans lesquelles elles étaient incluses précédemment.

A titre indicatif figure une description des personnes mises en cause, c'est-à-dire celles contre lesquelles ont été réunis au cours de l'enquête des indices suffisants pour laisser présumer qu'elles sont auteur, co-auteur ou complice d'un crime ou d'un délit.

3. L'éducation surveillée
(tableaux 6 et 7)

Une des missions du ministère de la Justice est d'assurer la prise en charge sous mandat judiciaire des mineurs délinquants (ordonnance du 2 février 1945) et en danger (art. 375 du Code civil). La direction de l'éducation surveillée dispose, pour remplir cette mission, de deux grands secteurs d'activité :

— le secteur public, composé d'établissements et services en régie directe;

— le secteur privé, constitué d'établissements et services habilités par le ministère de la Justice à recevoir des jeunes confiés par décision judiciaire et gérés par des associations relevant de la loi de 1901.

Ces différentes structures assurent d'une part les fonctions d'accueil, d'orientation et de consultation, en liaison étroite avec les juges des enfants, et mènent d'autre part l'action éducative avec pour objectif principal d'aider les mineurs qui leur sont confiés par décision judiciaire à devenir des adultes autonomes et responsables. La priorité est donnée pour ce faire au maintien des mineurs dans leur milieu naturel et par conséquent à l'action éducative en milieu ouvert.

4. La prison
(tableau 8)

L'administration pénitentiaire est chargée essentiellement d'assurer l'exécution des décisions judiciaires ordonnant la mise en détention (condamnés définitivement jugés ou prévenus en attente d'un jugement définitif, détenus dans les établissements pénitentiaires) ou soumettant à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières (condamnés traités en milieu ouvert). Elle a également vocation à préparer la réinsertion sociale de la population pénale au sein de la société.

Les condamnés sont répartis entre les établissements, compte tenu notamment de leurs sexe, âge, situation pénale, antécédents, santé physique et mentale, aptitude ainsi que du régime pénitentiaire dont ils relèvent, lui-même modulé selon leur personnalité : certains condamnés sont admis au régime de semi-liberté pour exercer une activité professionnelle, recevoir un enseignement ou subir un traitement médical; en revanche, des quartiers de sécurité renforcée permettent, au sein des maisons centrales, d'isoler des détenus particulièrement dangereux.

Sont principalement traités en milieu ouvert, sous le contrôle du juge de l'application des peines et des « comités de probation et d'assistance aux libérés », d'une part les probationnaires, c'est-à-dire des condamnés à une peine assortie d'un sursis avec mise à l'épreuve qui doivent pendant une période allant de trois à cinq ans se soumettre à un ensemble d'obligations ayant pour but d'individualiser la sanction et de lutter contre les causes qui ont conduit le sujet à la délinquance, et d'autre part les libérés conditionnels, condamnés présentant des gages sérieux de réadaptation sociale leur permettant d'obtenir une libération anticipée tout en étant soumis à des mesures destinées à favoriser et à contrôler leur réinsertion.

• *Sources et méthodes*

Les statistiques de la justice sont obtenues en sous-produits de la gestion administrative des affaires et des personnes en charge de l'Education surveillée et de l'administration pénitentiaire.

Avertissement

Sauf indication contraire, les statistiques présentées concernent la France métropolitaine et les départements d'outre-mer.

ORGANISATION JUDICIAIRE (1)

Les juridictions de droit commun

Cour de cassation

99. Cours d'assises

Connaissent des crimes définis par la loi.

33. Cours d'appel

181. Tribunaux de grande instance

Connaissent en matière civile de toutes les affaires ne relevant pas expressément d'une autre juridiction.
Au plan pénal, statuant en matière correctionnelle, connaissent des infractions qualifiées délits.

471. Tribunaux d'instance

Connaissent notamment, en matière civile, de toutes les actions personnelles ou mobilières, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 7 000 F et à charge d'appel jusqu'à 20 000 F.
Au plan pénal, siégeant en matière de police, connaissent des infractions qualifiées contraventions.

Les juridictions d'exception

14. Tribunaux maritimes commerciaux

Jugent certaines infractions relatives à la marine marchande.

129. Tribunaux pour enfants

Juridictions de la jeunesse, à la fois de nature pénale lorsqu'elles jugent les infractions commises par des mineurs, et de nature civile lorsqu'elles prennent des mesures judiciaires de protection de la jeunesse.

228. Tribunaux de Commerce

Connaissent des différends commerciaux ; à défaut de ces juridictions, les affaires viennent devant les tribunaux de grande instance.

110. Commissions de sécurité sociale

Connaissent des différends auxquels donne lieu l'application des législations et réglementations de sécurité sociale et de mutualité agricole.

99. Juges de l'expropriation

Fixent, à défaut d'accord amiable, les indemnités dues à la suite d'une expropriation pour cause d'utilité publique.

281. Conseils de prud'hommes

Statuent sur les différends individuels nés à l'occasion d'un conflit de travail.

413. Tribunaux paritaires de baux ruraux

Connaissent des différends nés de l'exécution de baux ruraux.

(1) Les nombres de juridictions relatifs à l'année 1987 concernent la métropole et les départements d'outre-mer.

TABLEAU P.02-1

Activité des juridictions civiles

Source : Ministère de la Justice — *Unité :* Nombre

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Juridictions de première instance :											
Ensemble des affaires nouvelles	845.001	930.202	1.031.503	1.102.460	1.216.547	1.211.684	1.303.076	1.326.807	1.346.569	*r* 1.371.862	1.457.175
Tribunaux de Grande Instance (1)	237.170	270.978	300.723	357.741	372.135	365.401	375.463	391.265	392.985	402.623	406.486
Tribunaux d'instance (2)	243.153	270.812	317.238	296.298	351.289	352.640	410.809	392.747	401.691	425.272	480.212
Juridictions commerciales (3)	193.587	209.697	217.879	239.794	264.000	259.473	268.989	288.201	302.957	299.019	307.086
Conseils de Prud'hommes	77.668	83.385	98.497	114.366	129.131	143.954	152.000	151.000	150.902	144.033	142.991
Tribunaux paritaires de baux ruraux	6.407	6.500	6.682	6.415	6.677	5.938	4.918	5.028	4.934	4.903	4.761
Commissions de sécurité sociale	87.016	88.830	90.484	87.846	93.315	84.278	90.897	98.566	93.100	*r* 96.012	115.639
Ensemble des affaires terminées	822.564	895.006	982.285	1.004.323	1.103.043	1.122.979	1.230.288	1.295.121	1.331.930	1.371.679	1.458.424
Tribunaux de Grande Instance (1)	222.552	247.353	269.358	297.290	342.812	329.204	348.792	380.278	401.866	410.179	410.489
dont : Divorces prononcés (4) (5)	71.319	74.183	78.571	81.143	87.615	93.892	98.730	104.012	107.505	108.380	106.527
Séparations de corps prononcées (5)	2.955	2.964	3.141	3.328	2.991	3.920	3.694	4.005	4.429	4.570	4.473
Tribunaux d'instance (2)	241.245	264.842	308.087	298.336	328.022	330.233	384.890	388.837	388.591	418.280	476.989
Juridictions commerciales (3)	189.785	209.861	211.687	237.358	249.500	255.472	264.051	283.497	293.079	294.350	311.982
Conseils de Prud'hommes	80.086	84.402	100.282	81.811	93.000	116.845	139.800	150.000	153.152	150.961	150.580
Tribunaux paritaires de baux ruraux	6.977	6.825	6.787	7.024	5.500	5.206	4.750	4.933	4.852	4.845	4.529
Commissions de sécurité sociale	81.919	81.723	86.084	82.504	84.209	86.019	88.005	87.576	90.390	93.064	103.855
Juridictions de recours :											
Cour de Cassation :											
Affaires nouvelles	9.077	9.766	11.836	10.668	11.738	12.152	17.917	15.512	16.819	16.431	18.467
Affaires terminées	8.019	8.777	10.502	10.085	11.564	11.169	13.648	13.335	14.368	*r* 12.985	18.126
dont : Cassation	1.655	1.936	2.555	2.266	2.637	2.398	1.995	3.206	3.185	2.801	3.434
Cour d'appel :											
Affaires nouvelles	80.389	91.372	103.606	107.948	123.346	129.663	134.324	138.079	147.264	146.745	148.441
Affaires terminées	71.217	75.554	82.229	92.203	102.897	102.545	114.268	128.285	138.059	142.533	149.464
par : Arrêts infirmatoires					19.324	19.158	21.095	23.125	23.520	27.722	26.137
Arrêts partiellement confirmatoires	57.644	62.266	68.041	72.110	17.303	17.646	19.488	20.394	22.356	22.986	25.217
Arrêts confirmatoires					40.835	39.285	44.252	50.432	53.361	53.558	56.235
Autres décisions	13.573	13.288	14.188	20.093	25.435	26.456	29.433	34.334	38.822	38.267	41.875

(1) Les affaires commerciales traitées par les tribunaux de grande instance compétents en cette matière ne sont pas comprises ici. Elles sont ajoutées à l'activité spécifique des tribunaux de commerce sous le titre « Juridictions commerciales ». — (2) Attributions judiciaires uniquement. — (3) Tribunaux de commerce et tribunaux de grande instance statuant en matière commerciale. Cf. note (1). — (4) Ensemble des divorces, qu'ils soient prononcés de façon directe ou par conversion de séparation de corps (1.529 en 1987). La série publiée au tableau B.01-3 ne présente, quant à elle, que les « divorces directs ». — (5) France métropolitaine uniquement.

TABLEAU P.02-2

Répartition des affaires civiles (1) selon la nature juridique

France métropolitaine

Source : Ministère de la Justice — *Unité :* Nombre

	Affaires nouvelles			Affaires terminées		
	1985	1986	1987	1985	1986	1987
• Droit des personnes	41.055	43.049	45.905	38.329	41.196	43.952
dont : Incapacité des majeurs	35.600	36.618	39.458	33.081	35.447	37.918
• Droit de la famille	255.832	266.794	270.791	259.501	265.322	267.345
dont : Divorces et séparations de corps	157.126	161.777	156.659	162.128	162.002	158.795
Instances principales consécutives aux divorces et séparations de corps	40.462	43.335	47.752	39.435	42.657	45.497
Filiation	3.123	3.392	3.384	2.961	3.138	3.125
Adoption	7.035	7.687	7.794	7.116	7.338	7.672
Autorité parentale	4.383	4.489	5.727	4.371	4.446	4.937
Mariage	18.299	19.375	21.717	18.280	19.490	20.436
Obligations alimentaires	12.106	13.158	13.407	11.799	12.547	13.053
Successions et libéralités	11.455	11.720	11.890	11.588	11.824	11.469
• Droit immobilier	150.169	153.063	150.949	152.659	155.829	157.002
dont : Copropriété	14.842	15.877	16.588	14.393	15.327	16.944
Baux commerciaux	6.075	6.208	6.159	5.718	5.892	5.923
Baux ruraux	5.339	5.368	5.124	5.393	5.340	5.069
Baux à usage d'habitation et professionnel	76.734	80.620	77.940	75.696	79.250	78.836
Différends entre voisins	8.511	7.871	7.774	9.387	8.701	8.613
Différends entre vendeurs et acheteurs de biens immobiliers	10.679	11.789	14.721	10.748	11.972	14.247
Litiges en matière de construction	22.518	19.792	17.337	24.562	23.690	21.898
• Droit commercial (2)	519.698	527.143	534.509	502.041	528.550	539.691
• Droit de la responsabilité	45.775	46.647	42.890	48.327	49.685	45.858
dont : Accidents de la circulation	31.713	32.660	28.571	33.870	35.368	31.753
• Droit social (3)	267.482	259.049	306.783	266.253	263.604	306.314
dont : Sécurité sociale, Mutualité sociale agricole	99.339	98.733	122.563	94.524	97.310	111.749
Droit du travail (3)	149.282	142.635	141.300	152.641	149.582	149.277
• Droit public	8.307	11.038	37.177	8.110	13.842	34.240
dont : Droit électoral	6.684	8.242	34.307	6.629	12.178	31.677
• Litiges procéduraux et non déclarés	39.801	40.961	43.639	39.204	40.936	43.281
Total	**1.328.119**	**1.347.744**	**1.432.643**	**1.314.424**	**1.358.964**	**1.437.683**

(1) Affaires portées devant les juridictions de première instance. — (2) Y compris obligations et contrats. — (3) Pour les conseils de prud'hommes, seule la procédure ordinaire a été prise en compte.

TABLEAU P.02-3

Infractions constatées (1) par les services de Police et de Gendarmerie (métropole)

Source : Ministère de l'Intérieur (direction centrale de la Police judiciaire) — *Unité :* infraction, sauf indication contraire

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Ensemble des crimes et des délits (sauf circulation routière)	**2.147.832**	**2.330.566**	**2.627.508**	**2.890.020**	**3.413.682**	**3.563.975**	**3.681.453**	**3.579.194**	**3.292.189**	**3.170.970**	**3.132.694**
Infractions contre les personnes (2)	*r 90.724*	*r 96.939*	*r 102.195*	*r 108.313*	*r 112.004*	*r 116.824*	*r 116.570*	*r 117.948*	*r 107.812*	*r 105.304*	*122.646*
dont : Homicides crapuleux	182	172	204	208	226	311	295	263	276	257	395
Homicides non crapuleux et infanticides	1.559	1.782	1.920	1.815	2.101	2.207	2.287	2.074	1.998	1.901	2.082
Coups et blessures suivis de mort	286	282	277	460	371	481	269	318	675	210	268
Coups et blessures de nature délictuelle	30.532	32.273	r32.649	34.431	38.403	38.770	38.120	39.018	35.874	35.753	42.244
Viols	1.631	1.695	1.886	2.167	2.459	2.803	2.859	2.823	2.937	3.196	3.776
Proxénétisme	r1.925	r1.832	r1.719	r1.555	r1.279	r1.388	r1.317	r1.392	1.224	1.343	1.199
Infractions contre la famille et l'enfant (3)	r29.188	r31.604	r33.346	r36.112	r35.516	r39.098	r40.825	r40.240	r33.029	r31.248	27.495
Infractions contre la paix publique et l'État (4)	*r 174.201*	*r 200.731*	*r 233.386*	*r 262.970*	*r 316.566*	*r 328.180*	*r 345.140*	*r 348.592*	*r 351.562*	*r 364.846*	*369.727*
soit : Outrages et violences à dépositaires de l'autorité	14.579	r17.243	17.879	17.188	18.208	19.475	20.022	20.639	20.915	21.504	22.443
Attentats par explosifs contre biens publics ou privés	r721	r734	r802	554	1.084	1.074	1.073	942	822	799	458
Incendies de biens publics ou privés	4.542	5.194	5.918	6.589	7.414	7.946	9.060	9.868	9.612	8.909	9.657
Autres destructions et dégradations	r108.842	126.631	152.080	175.177	225.175	217.543	225.366	217.228	201.020	r205.925	204.218
Trafic de stupéfiants											6.408
Toxicomanie	r7.534	r11.073	r13.610	r19.136	r21.230	r25.116	r27.907	r35.842	r49.086	r49.521	39.692
Délits à la police des étrangers	10.170	11.055	12.975	13.569	10.431	22.235	26.296	28.437	32.274	37.510	34.945
Autres infractions à la police générale	r27.813	r28.801	r30.122	r30.757	r33.024	r34.791	r35.416	r35.636	r37.833	40.678	51.906
Infractions astucieuses contre les biens	*r 405.587*	*r 444.733*	*r 531.588*	*r 619.284*	*r 765.631*	*r 814.659*	*r 806.664*	*r 681.699*	*r 607.140*	*r 571.974*	*568.638*
soit : Fausse monnaie	r2.630	r4.555	r2.580	r1.287	r1.649	r2.393	r2.206	r3.540	r2.614	r3.995	2.168
Détournements et escroqueries	56.417	57.618	r63.344	r76.237	91.104	90.181	85.397	84.424	92.310	105.075	87.058
Délinquance économique et financière (5)	r49.014	r71.593	r65.357	r65.472	r83.419	r81.572	r100.924	r69.825	r60.193	r49.440	50.705
Chèques sans provision	194.250	212.721	282.018	337.420	397.850	417.275	385.906	317.683	240.134	214.260	186.865
Autres utilisations frauduleuses de chèques	90.411	83.388	101.024	116.196	166.156	191.554	197.053	172.980	167.439	154.035	173.891
Infractions à la législation sur les chèques	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	34.891
Faux et contrefaçons (6)	r12.865	r14.858	r17.265	r22.672	r25.453	r31.684	r35.178	r33.247	r44.450	r45.169	33.060
Autres infractions contre les biens (7)	*r 1.351.301*	*r 1.471.883*	*r 1.624.547*	*r 1.771.035*	*r 2.081.303*	*r 2.163.244*	*r 2.277.530*	*r 2.301.934*	*r 2.121.525*	*r 2.028.608*	*2.016.781*
dont : Vols à main armée	r4.207	r4.392	r4.720	r5.285	r5.625	r6.349	r7.633	r8.148	r7.730	6.508	6.806
Vols contre des femmes sur la voie publique	11.158	13.346	15.114	18.106	21.044	r23.893	27.553	28.079	r22.846	21.580	22.445
Vols contre d'autres personnes sur la voie publique	r10.714	r11.123	r11.829	r13.427	r15.087	16.244	r17.856	18.119	r15.144	15.905	17.570
Cambriolages	r200.803	223.326	267.860	r301.436	365.184	392.092	436.435	433.145	401.970	367.004	361.396
Vols d'automobiles	194.026	202.854	213.787	230.813	259.646	252.846	265.030	283.743	261.013	244.585	234.268
Vols de véhicules motorisés à deux roues	241.922	249.394	208.911	196.048	208.381	195.492	175.806	155.803	131.539	124.151	126.241
Vols à la roulotte	300.160	352.444	431.840	501.788	627.944	660.302	720.360	721.028	652.488	624.584	675.032
Autres délits (8)	*r 126.019*	*r 116.280*	*r 135.792*	*r 128.418*	*r 138.178*	*r 141.068*	*r 135.549*	*r 129.021*	*r 104.150*	*100.238*	*54.902*
Ensemble des personnes mises en cause (sauf circulation routière) :											
Nombre de Français mis en cause	486.979	514.991	582.954	638.193	680.950	743.176	781.779	782.477	678.462	645.686	645.269
Nombre d'étrangers mis en cause	87.958	94.678	103.400	108.700	120.086	130.876	140.204	142.637	130.597	130.070	124.887
Nombre d'hommes majeurs	408.405	423.780	474.990	r525.256	562.393	616.666	656.430	659.149	578.974	555.353	550.534
Nombre d'hommes mineurs	72.453	82.832	92.342	89.888	92.354	95.121	92.414	90.105	78.554	82.341	81.391
Nombre de femmes majeures	84.767	92.166	107.072	120.073	133.894	149.578	r160.526	162.380	139.584	r126.933	127.479
Nombre de femmes mineures	9.312	10.891	11.950	11.676	12.395	12.687	12.613	13.480	11.947	11.129	10.752

(1) On rappelle que la qualification définitive de l'infraction est énoncée par le jugement : les statistiques de police judiciaire sont établies à partir des crimes ou délits, *tentés*, que les faits bruts sont présumés constituer et ne peuvent donc que différer des statistiques des juridictions pénales. — (2) Cette rubrique ne comprend pas le trafic et l'usage de stupéfiants (classés en infraction contre la paix publique et l'État), ni les avortements illégaux (très peu nombreux, ils sont regroupés avec les autres infractions à la police générale); par contre les menaces de mort ou chantage pour extorsion de fonds (classés auparavant avec les infractions contre les biens) sont intégrées dans ce poste. — (3) Non compris les avortements illégaux. — (4) Le trafic et l'usage de stupéfiants sont intégrés dans ce poste alors que la fausse monnaie et l'utilisation frauduleuse de moyens de paiement sont reclassées dans les infractions astucieuses contre les biens. — (5) Non compris les fraudes alimentaires comptabilisées avec les autres infractions à la police générale. — (6) Y compris les faux en écritures et les faux moyens de paiement bancaires et postaux. — (7) Non compris les menaces de mort ou chantage pour extorsion de fonds. — (8) Ce poste recouvrait un certain nombre de délits qui ont été isolés dans la nouvelle nomenclature et qu'il est impossible de reclasser sauf à les estimer.

TABLEAU P.02-4

Décisions des juridictions pénales et de la jeunesse

Source : Ministère de la Justice — *Unité :* Nombre

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	*r* 1985	*r* 1986	*p* 1987
Classements sans suite	**3.291.794**	**3.532.218**	**3.886.991**	**4.163.534**	**5.363.129**	**5.315.958**	**5.689.487**	**5.107.563**	**4.896.539**	**4.296.106**	**3.724.147**
Ordonnances de non-lieu	**13.589**	**12.888**	**12.814**	**12.905**	**13.952**	**12.412**	**12.539**	**12.370**	**12.054**	**12.382**	**10.474**
Condamnations pénales	**8.229.961**	**8.204.959**	**8.211.002**	**9.258.476**	**6.036.159**	**8.295.513**	**8.889.901**	**10.536.471**	**10.956.561**	**10.732.745**	...
Prononcées par :											
Les cours d'assises (1)	1.867	2.180	1.948	2.255	2.419	2.293	2.027	2.143	2.373	2.518	2.397
Les tribunaux correctionnels (1)	405.372	439.537	450.230	*r* 472.397	278.516	421.631	484.748	505.181	553.843	552.967	450.357
Les tribunaux de police (1)	7.802.141	7.743.616	7.738.717	8.761.841	5.732.032	7.850.360	8.380.383	10.005.031	10.372.565	10.149.291	9.594.172
dont : Condamnations pour contraventions de 5e classe (3)	135.006	114.462	151.243	152.137	68.293	167.162	165.618	144.660	111.273	99.658	93.895
Les juridictions de la jeunesse (2)	20.581	19.626	20.107	21.983	23.192	21.229	22.743	24.116	27.780	27.969	...
Nature des peines :											
Peine de mort (5)	2	—	■ 26	16	6	///	///	///	///	///	///
Peines privatives de liberté (4)	225.240	235.605	227.343	250.406	172.635	225.834	252.736	262.911	295.228	311.226	...
Peines d'amende	733.430	721.549	754.817	782.686	485.151	689.456	749.630	764.558	728.354	677.114	...
Ordonnances pénales	1.749.055	1.563.383	1.501.761	1.549.603	1.017.137	1.259.262	1.303.488	1.530.220	1.552.146	1.480.949	1.399.860
Amendes pénales fixes	5.515.056	5.664.236	5.707.132	6.657.458	4.345.162	6.097.003	6.551.131	7.931.103	8.318.900	8.199.828	7.745.168
Autres peines	7.178	20.186	19.923	18.307	16.069	23.958	32.916	47.679	61.933	63.628	...
Mesures éducatives	**105.912**	**111.219**	**112.867**	**112.319**	**117.623**	**116.562**	**123.516**	**126.114**	**127.846**	**139.125**	...
Concernant :											
Les mineurs délinquants	39.220	40.219	41.888	42.079	46.463	44.812	43.544	43.223	41.425	40.603	...
Les mineurs et majeurs protégés	66.692	71.000	70.979	70.240	71.160	71.750	79.972	82.891	86.421	98.522	100.118
Total	**11.641.256**	**11.861.284**	**12.223.674**	**13.547.234**	**11.530.863**	**13.740.445**	**14.715.443**	**15.782.518**	**15.993.000**	**15.180.358**	...

(1) Condamnations définitives prononcées à l'égard de majeurs pour crimes, délits ou contraventions, après exercice éventuel des voies de recours (pourvoi en cassation ou appel). Sous le titre « tribunaux correctionnels » (ou « tribunaux de police »), on présente les condamnations définitives prononcées par les tribunaux correctionnels (ou par les tribunaux de police) ou par les cours d'appel, en appel d'un jugement de tribunal correctionnel (ou de tribunal de police). — (2) Condamnations prononcées à l'égard de mineurs délinquants par les cours d'assises des mineurs, les tribunaux pour enfants et les juges des enfants. — (3) Cf. article R. 40 du Code pénal. — (4) Il s'agit des peines d'emprisonnement assorties ou non d'une peine d'amende. — (5) En 1977 et 1978, il ne s'agit que des seules condamnations contradictoires.

TABLEAU P.02-5

Condamnés majeurs pour crimes, délits et contraventions de 5e classe

Source : Ministère de la Justice — *Unité :* Nombre

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	*r* 1986	*p* 1987
Ensemble des condamnés	**542.245**	**556.179**	**603.421**	**626.789**	**349.228**	**591.086**	**652.393**	**651.984**	**667.489**	**655. 143**	**546.649**
• Répartition des condamnés selon la nature de l'infraction :											
Infractions contre les personnes	122.279	117.394	●	●	74.556	105.271	105.635	107.477	110.249	108.701	99.000
dont : Meurtres	380	377	337	410	482	463	441	548	577	581	550
Coups et blessures volontaires	23.338	24.637	●	●	12.595	17.246	18.217	19.038	21.853	23.619	21.631
Homicides involontaires	4.472	4.421	●	●	2.335	2.946	3.211	3.441	3.268	3.288	3.459
Blessures involontaires	58.863	53.731	●	●	28.031	44.237	45.403	46.331	44.935	41.764	39.333
Attentats aux mœurs	9.045	8.524	●	●	6.019	9.288	8.343	7.931	*r* 7.757	8.860	7.572
Infractions contre l'enfant et la famille	10.704	11.567	11.814	13.220	15.003	16.246	14.892	14.574	16.148	15.334	13.252
Infractions contre les biens	171.942	173.563	●	183.986	114.801	167.435	197.383	218.973	244.534	242.044	210.877
dont : Vols	87.823	92.123	93.334	101.747	67.344	103.280	108.256	111.992	124.458	126.861	112.527
Recels	7.182	8.149	8.348	8.782	4.971	7.776	9.479	13.274	16.077	17.530	16.793
Chèques sans provision	53.981	47.078	44.240	48.398	29.973	39.091	59.288	66.180	73.557	64.526	51.228
Escroqueries, abus de confiance	9.604	10.298	10.560	10.959	6.020	6.775	7.515	10.000	11.472	12.281	11.670

TABLEAU P.02-5 (*suite et fin*)

Condamnés majeurs pour crimes, délits et contraventions de 5e classe

Source : Ministère de la Justice — *Unité :* Nombre

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	*r* 1986	*p* 1987
● Répartition des condamnés selon la nature de l'infraction *(suite)* :											
Infractions contre la paix publique et l'État	51.601	52.251	●	●	26.404	103.297	97.198	105.174	75.485	68.280	32.742
dont : Infractions contre l'autorité publique	10.492	10.659	●	●	6.095	10.386	13.118	11.427	12.321	14.558	12.155
Ports d'arme, infractions à la réglementation des armes et explosifs	3.376	3.859	2.804	2.965	2.419	3.160	3.338	4.932	5.384	5.731	4.734
Police des étrangers	4.648	5.099	●	●	2.677	1.226	926	14.063	13.073	13.755	8.180
Police des chemins de fer	26.517	25.096	●	●	12.849	85.911	77.037	69.041	38.254	27.260	42
Faux en écriture	4.152	4.524	2.625	3.432	1.978	2.228	2.332	3.612	4.289	4.949	5.683
Infractions économiques et financières	8.591	9.752	●	●	●	●	●	9.545	10.918	9.884	8.025
Infractions contre la santé publique	4.146	4.751	●	●	●	●	●	17.146	18.818	21.962	24.039
dont : Usage et trafic de stupéfiants	3.124	3.968	3.750	5.501	4.726	6.933	8.327	11.551	13.835	16.667	19.562
Infractions contre la législation du travail	6.941	7.637	●	●	3.644	3.518	2.735	6.366	7.157	6.805	6.609
Infractions contre la législation de la sécurité sociale	4.483	4.172	●	●	●	●	●	2.219	1.927	1.487	1.386
Infractions contre la réglementation des transports	143.484	149.685	●	●	68.157	135.381	142.225	163.639	175.030	171.987	143.692
dont : Conduite d'un véhicule sans permis	23.954	26.971	19.014	19.494	9.376	16.320	17.372	17.866	19.122	15.916	4.702
Défaut d'assurance	23.998	24.814	38.892	37.949	17.326	39.978	43.788	49.413	56.642	47.660	3.264
Conduite en état d'ivresse	40.169	41.218	38.300	40.802	21.079	38.786	41.028	45.491	51.452	61.785	75.650
Délit de fuite	6.294	7.332	7.518	8.742	4.711	8.413	8.603	8.910	9.166	10.420	11.375
Infractions diverses	28.778	36.974	●	●	56.386	68.520	98.158	21.535	23.321	23.993	20.279
● Répartition des condamnés selon la nature de la peine :											
Ensemble	**542.245**	**556.179**	**603.421**	**626.789**	**349.228**	**591.086**	**652.393**	**651.984**	**667.489**	**655.143**	**546.649**
Peine de mort (1)	2	—	■ 26	16	5	///	///	///	///	///	///
Réclusion et détention criminelle	1.087	1.180	1.075	1.076	1.268	1.237	1.121	1.304	1.585	1.664	2.297
Emprisonnement	208.492	219.182	210.891	232.995	154.044	208.170	233.987	243.901	274.494	288.965	289.220
Amende	325.486	315.631	371.506	374.916	178.334	357.978	384.734	360.036	331.996	302.276	209.160
Autres peines	7.178	20.186	19.923	17.786	15.577	23.701	32.551	46.943	59.414	62.238	45.972
Ensemble	**542.245**	**556.179**	**603.421**	**626.789**	**349.228**	**591.086**	**652.393**	**651.984**	**667.489**	**655.143**	**546.649**
Peines fermes	403.507	413.290	463.074	480.738	262.016	442.388	490.624	483.794	478.770	455.101	350.344
Peines avec sursis simple total	122.032	123.846	116.819	136.417	69.701	125.838	135.895	137.886	153.080	160.318	158.310
Peines avec sursis probatoire total	13.558	14.424	15.726		12.789	14.097	13.381	17.219	20.978	24.411	25.988
Dispenses de peine	3.148	4.619	7.802	9.634	4.722	8.763	12.493	13.085	14.661	15.313	12.007
● Répartition des condamnés selon le sexe :											
Ensemble	**542.245**	**556.179**	**603.421**	**626.789**	**349.228**	**591.086**	**652.393**	**651.984**	**667.489**	**655.143**	**546.649**
Hommes	467.592	482.383	528.873	551.562	308.043	519.774	570.569	558.749	570.846	561.272	471.077
Femmes	74.653	73.796	74.548	75.227	41.185	71.312	81.824	93.235	96.643	93.871	75.572
● Répartition des condamnés selon l'âge :											
Ensemble	**542.245**	**556.179**	**603.421**	**626.789**	**349.228**	**591.086**	**652.393**	**651.984**	**667.489**	**655.143**	**546.649**
De 18 à moins de 25 ans	186.615	195.130	206.156	233.880	129.691	243.754	264.275	249.810	244.231	234.048	183.061
De 25 à moins de 40 ans	225.275	232.947	259.871	260.901	147.462	242.418	273.084	286.926	300.092	297.783	251.350
De 40 à moins de 60 ans	114.590	113.857	122.436	118.378	64.416	93.592	102.070	102.558	109.728	109.984	100.013
60 ans et plus	15.765	14.245	14.958	13.630	7.659	11.322	12.964	12.690	13.438	13.328	12.225
● Répartition des condamnés selon la nationalité :											
Ensemble	**542.245**	**556.179**	**603.421**	**626.789**	**349.228**	**591.086**	**652.393**	**651.984**	**667.489**	**655.143**	**546.649**
Français	475.111	484.272	532.505	546.048	302.335	499.201	558.804	502.713	522.570	518.541	439.987
Étrangers	67.134	71.907	70.916	80.741	46.893	91.885	93.589	149.271	144.919	136.602	106.662

(1) En 1977 et 1978, seules ont été comptabilisées les condamnations contradictoires.

TABLEAU P.02-6

Juridictions de la jeunesse : mineurs délinquants (1), mineurs et majeurs protégés (2)

Source : Ministère de la Justice — *Unité :* Nombre

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Ensemble des jeunes ayant fait l'objet d'une décision	**123.706**	**129.982**	**134.700**	**136.739**	**138.349**	**144.561**	**141.350**	**150.272**	**154.382**	**159.668**	**171.666**
Au titre de l'enfance délinquante	58.349	63.290	63.700	65.760	68.109	73.401	69.600	70.300	71.491	73.247	73.144
Au titre de la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger	63.117	64.239	68.488	68.165	67.321	68.146	68.316	75.919	78.708	82.299	93.774
Au titre de la protection des jeunes majeurs (2)	2.240	2.453	2.512	2.814	2.919	3.014	3.434	4.053	4.183	4.122	4.748
● Répartition selon le sexe :											
Ensemble	**123.706**	**129.982**	**134.700**	**136.739**	**138.349**	**144.561**	**141.350**	**150.272**	**154.382**	**159.668**	**171.666**
Garçons	86.782	92.445	94.800	97.342	98.364	104.227	100.884	105.284	108.653	112.079	118.213
Filles	36.924	37.537	39.900	39.397	39.985	40.334	40.466	44.988	45.729	47.589	53.453
● Répartition selon l'âge :											
Ensemble	**123.706**	**129.982**	**134.700**	**136.739**	**138.349**	**144.561**	**141.350**	**150.272**	**154.382**	**159.668**	**171.666**
Moins de 6 ans	15.804	16.726	17.045	15.623	15.060	14.557	14.693	17.030	17.543	19.063	21.270
De 6 à moins de 13 ans	24.599	24.418	26.422	25.001	24.488	25.374	24.598	26.370	26.939	28.039	30.773
De 13 à moins de 16 ans	34.621	35.445	36.312	37.481	38.313	41.088	39.740	41.385	42.709	42.872	46.732
De 16 à moins de 18 ans	46.442	50.940	52.409	55.820	57.569	60.528	58.885	61.434	63.008	65.572	68.143
De 18 à moins de 21 ans	2.240	2.453	2.512	2.814	2.919	3.014	3.434	4.053	4.183	4.122	4.748
● Nature des décisions :											
Au titre de l'enfance délinquante :											
Ensemble	**58.349**	**63.290**	**63.700**	**65.760**	**68.109**	**73.401**	**69.600**	**70.300**	**71.491**	**73.247**	**73.144**
Acquittement ou relaxe	3.222	3.489	3.855	3.765	4.047	3.746	3.559	4.013	4.152	3.965	4.572
Mesure éducative	36.978	39.220	40.219	41.888	42.079	46.463	44.812	43.544	43.223	41.425	40.603
Admonestation, remise aux parents, tuteurs	35.263	37.380	38.654	40.265	40.756	45.253	43.743	42.337	42.208	40.751	39.861
Placement en éducation surveillée	1.415	1.505	1.217	1.252	953	799	748	883	745	470	505
Placement par l'Aide Sociale à l'enfance	277	188	148	155	137	96	112	127	114	47	57
Protection judiciaire	23	147	200	216	233	315	209	197	156	157	180
Condamnation pénale	18.149	20.581	19.626	20.107	21.983	23.192	21.229	22.743	24.116	27.857	27.969
Emprisonnement	13.416	14.620	14.201	14.387	15.078	16.432	15.950	17.015	17.906	20.060	20.597
ferme	3.765	4.031	3.933	4.251	5.349	5.743	5.149	5.603	5.880	6.421	6.255
avec sursis	9.651	10.589	10.268	10.136	9.729	10.689	10.801	11.412	12.026	13.639	14.342
Amende	4.733	5.961	5.425	5.720	6.384	6.268	5.022	5.363	5.474	6.789	5.982
ferme	4.068	5.116	4.450	4.597	5.288	5.293	4.191	4.572	4.637	5.585	4.818
avec sursis	665	845	975	1.123	1.096	975	831	791	837	1.204	1.164
Peine de substitution, dispense de peine	●	●	●	●	521	492	257	365	736	1.008	1.390
Au titre de la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger et des jeunes majeurs (2) :											
Ensemble	**65.357**	**66.692**	**71.000**	**70.979**	**70.240**	**71.160**	**71.750**	**79.972**	**82.891**	**86.421**	**98.522**
Aucune mesure	16.311	18.596	20.980	22.864	22.665	22.279	21.344	23.240	24.711	25.391	26.673
Mesure éducative	49.046	48.096	50.020	48.115	47.575	48.881	50.406	56.732	58.180	61.030	71.849
à l'égard de jeunes majeurs (2)	2.240	2.453	2.512	2.814	2.919	3.014	3.434	4.053	4.183	4.122	4.748
à l'égard de mineurs	46.806	45.643	47.508	45.301	44.656	45.867	46.972	52.679	53.997	56.908	67.101
remise aux parents, tuteurs	28.362	27.643	30.017	28.678	29.020	30.436	32.093	35.603	35.399	38.019	43.996
placement en éducation surveillée	5.818	5.812	5.543	5.351	5.379	5.173	5.958	6.451	7.058	7.364	8.377
placement par l'Aide sociale à l'enfance	12.626	12.188	11.948	11.272	10.257	10.258	8.921	10.625	11.540	11.525	14.728

(1) Cf. ordonnance du 2 février 1945 modifiée et complétée par la loi du 11 juillet 1975. — (2) Cf. loi du 4 juin 1970 relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger et article 375 du Code civil, et décret du 18 février 1975 relatif à la protection des jeunes majeurs (suite à la loi du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité, ce décret a déterminé les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire à l'égard de toute personne âgée de moins de 21 ans, majeure ou mineure émancipée, et qui éprouve de graves difficultés d'insertion sociale).

TABLEAU P.02-7

Éducation surveillée

Source : Ministère de la Justice — *Unité :* Nombre

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Ensemble des jeunes suivis (1) au 31 décembre	**122.037**	**127.199**	**125.096**	**121.031**	**122.811**	**120.962**	**121.215**	**121.966**	**121.174**	**123.042**	**122.605**
Mineurs délinquants	19.445	18.207	17.936	16.976	16.308	13.302	12.615	12.493	11.940	12.229	12.097
Mineurs et majeurs protégés	102.592	108.992	107.160	104.055	106.503	107.660	108.600	109.473	109.234	110.813	110.508
● Répartition selon le sexe :											
Ensemble	**122.037**	**127.199**	**125.096**	**121.031**	**122.811**	**120.962**	**121.215**	**121.966**	**121.174**	**123.042**	**122.605**
Garçons	72.872	75.671	72.596	71.459	72.573	70.309	70.073	70.486	70.266	71.301	70.984
Filles	49.165	51.528	52.500	49.572	50.238	50.653	51.142	51.480	50.908	51.741	51.621
● Répartition selon l'âge :											
Ensemble	**122.037**	**127.199**	**125.096**	**121.031**	**122.811**	**120.962**	**121.815**	**121.966**	**121.174**	**123.042**	**122.605**
Moins de 10 ans	40.978	44.474	41.950	39.779	36.466	35.692	36.470	36.330	36.514	38.227	39.192
De 10 à moins de 16 ans	51.458	53.476	53.155	51.227	53.187	52.175	51.111	51.426	50.105	49.854	47.825
De 16 à moins de 18 ans	23.561	23.869	24.284	24.496	27.329	29.009	28.919	29.331	28.624	28.990	29.614
18 ans et plus	6.040	5.380	5.707	5.529	5.829	4.086	4.715	4.879	5.931	5.971	5.974

(1) Il s'agit uniquement des jeunes suivis en action éducative sur décision des juridictions de la jeunesse, des établissements ou services menant cette action suivant par ailleurs des jeunes qui leur sont confiés notamment par les directeurs de l'action sanitaire et sociale.

TABLEAU P.02-8

Administration pénitentiaire

Source : Ministère de la Justice — *Unité :* Nombre

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	*p* 1987
Population pénale en établissement pénitentiaire au 31 décembre	**33.484**	**34.580**	**36.918**	**40.365**	**31.551**	**35.876**	**40.010**	**44.498**	**44.029**	**49.112**	**50.874**
● Répartition selon le sexe :											
Hommes	32.493	33.562	35.759	39.071	30.537	34.705	38.462	43.001	42.428	47.149	48.750
Femmes	991	1.018	1.159	1.294	1.014	1.171	1.368	1.497	1.601	1.963	2.124
● Répartition selon la situation juridique :											
Ensemble	**33.484**	**34.580**	**36.918**	**40.365**	**31.551**	**35.876**	**40.010**	**44.498**	**44.029**	**49.112**	**50.874**
Prévenus	14.132	14.591	16.325	17.831	15.751	18.177	20.640	22.729	21.763	21.967	20.839
Condamnés	18.964	19.587	20.201	22.100	15.622	17.400	18.905	21.452	21.877	26.961	29.890
Détenus soumis à la contrainte par corps	388	402	392	434	178	299	465	317	389	184	145
Répartition des condamnés selon la nature de l'infraction :											
Ensemble	**18.964**	**19.587**	**20.201**	**22.100**	**15.622**	**17.400**	**18.905**	**21.452**	**21.877**	**26.961**	**29.890**
dont :											
Métropole	18.052	18.747	19.416	21.221	14.892	16.646	18.110	20.570	21.091	26.100	28.932
soit :											
Infractions contre les personnes	4.270	4.944	5.256	5.949	5.001	5.404	5.433	6.043	6.681	7.876	7.854
Infractions contre les biens	11.768	11.630	11.844	12.453	8.334	9.144	9.924	11.286	10.647	*r* 13.576	13.986
Infractions contre la paix publique et l'État	728	820	707	1.001	394	550	673	891	1.073	1.329	1.596
Autres infractions	1.286	1.353	1.609	1.818	1.163	1.548	2.080	2.350	2.690	3.319	5.496
Répartition des condamnés selon la nature de la peine :											
Ensemble	**18.964**	**19.587**	**20.201**	**22.100**	**15.622**	**17.400**	**18.905**	**21.452**	**21.877**	**26.961**	**29.890**
dont :											
Métropole	18.052	18.747	19.416	21.221	14.892	16.646	18.110	20.570	21.091	26.100	28.932
soit :											
Condamnation à mort	1	—	—	—	///	///	///	///	///	///	///
Emprisonnement à perpétuité	266	308	333	349	372	380	389	411	387	380	415
5 ans d'emprisonnement et plus	4.055	4.351	4.883	5.359	5.359	5.446	5.463	5.578	6.078	6.925	7.343
De 3 à moins de 5 ans d'emprisonnement	1.615	1.638	1.713	2.094	1.647	1.590	1.742	2.093	2.365	2.974	3.560
De 1 à moins de 3 ans d'emprisonnement	5.145	5.328	5.169	5.593	3.832	4.385	4.929	5.788	6.106	7.681	8.120
De 3 mois à moins d'un an d'emprisonnement	5.439	5.425	5.451	5.649	3.234	3.902	4.506	5.407	5.161	6.721	7.774
Moins de 3 mois d'emprisonnement	1.392	1.550	1 759	1.995	448	943	1.081	1.293	994	1.419	1.720
Tutelle pénale	139	147	168	182	///	///	///	///	///	///	///
Population pénale en milieu ouvert au 31 décembre (1)	**62.193**	**67.972**	**71.262**	**73.448**	**45.842**	**55.453**	**64.534**	**71.716**	*r* **77.747**	**84.404**	**96.175**
Probationnaires	57.297	63.147	66.327	68.805	42.161	51.484	60.434	65.970	70.767	73.822	82.347
Libérés conditionnels	4.700	4.700	4.833	4.552	3.624	3.900	4.047	4.067	4.523	5.222	6.323
Interdits de séjour (2)	196	125	102	91	57	69	53	25	42	44	31
Personnes effectuant un travail d'intérêt général (3)	///	///	///	///	///	///	///	1.654	*r* 2.415	5.316	7.474

(1) Non compris les personnes suivies au titre du contrôle judiciaire et les assujettis au service national. — (2) Il ne s'agit pas de l'ensemble des interdits de séjour mais uniquement de ceux pris en charge par l'administration pénitentiaire. — (3) Cf. loi du 10 juin 1983 et décret n° 83-1152 du 23 décembre 1983.

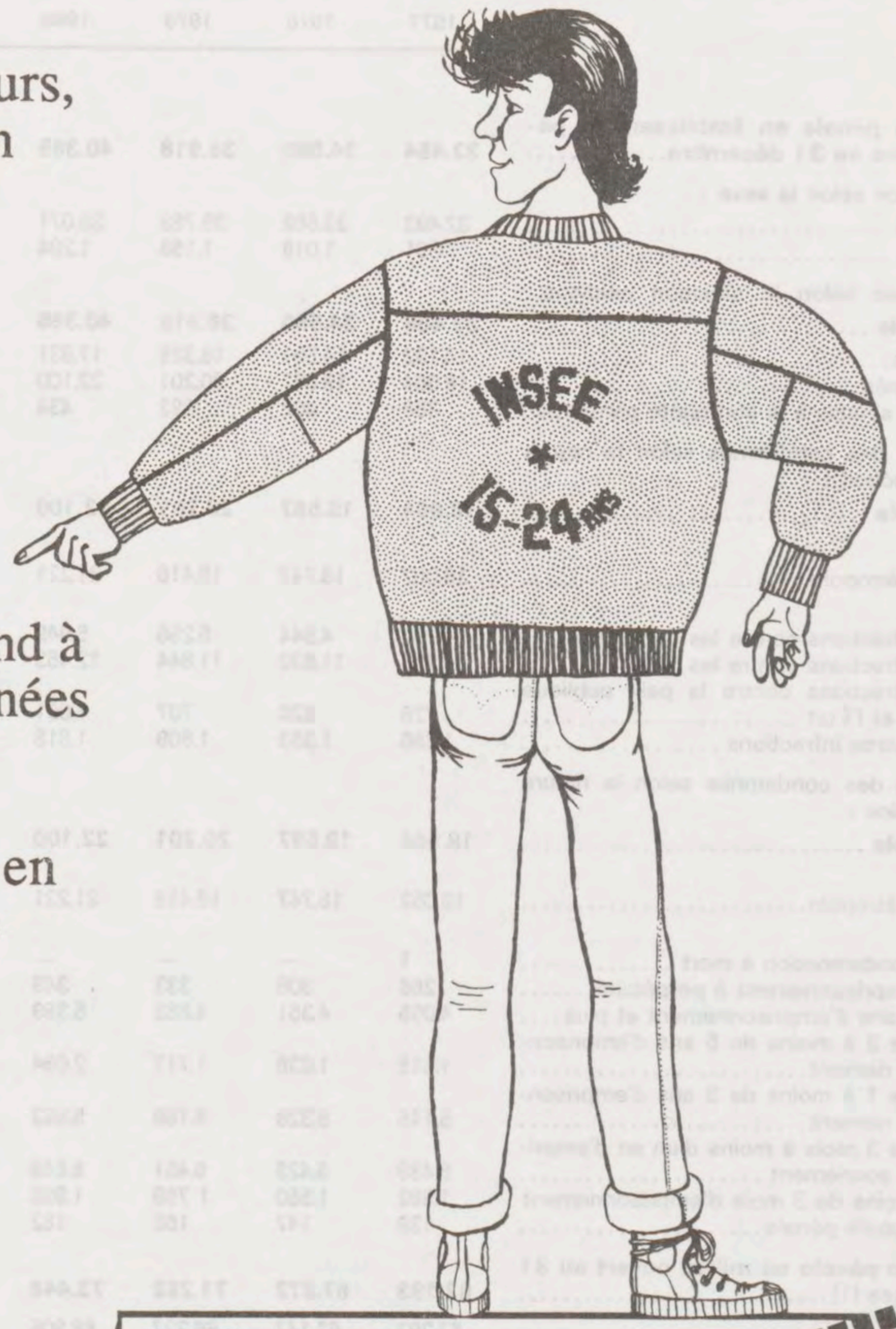
SOURCES DE DOCUMENTATION

Publications :

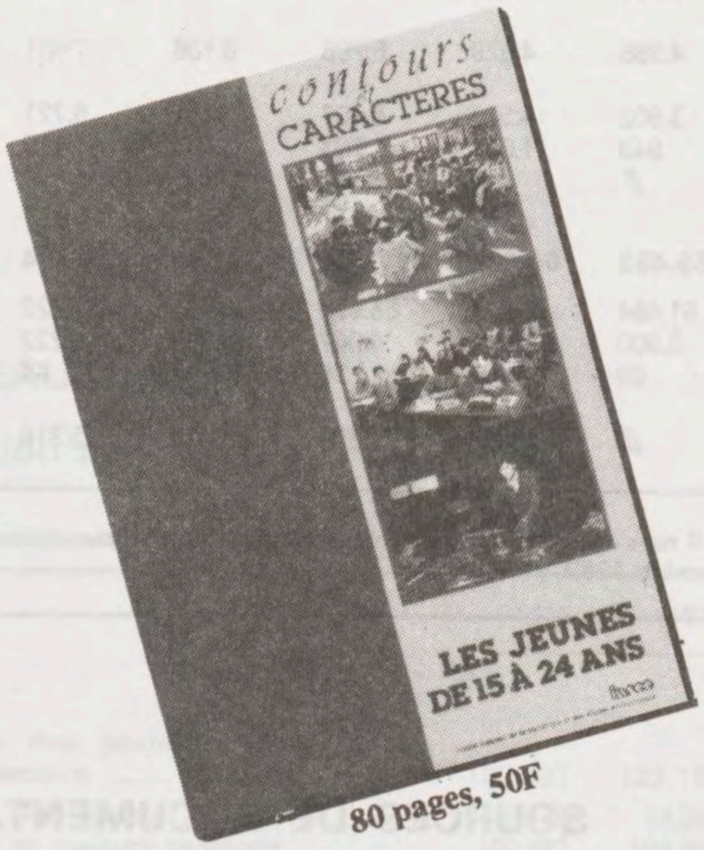
- Annuaire statistique de la justice, édité par *La Documentation française.*
- Statistique annuelle. N° 3 : La justice pénale en 1983.
- Statistique annuelle. N° 4 : Les procès civils 1984-1985, édité par *La Documentation française.*
- Compte général de l'administration de la justice criminelle et de la justice civile et commerciale, annuel, édité par *La Documentation française.*
- Rapport annuel de l'éducation surveillée.
- « Annales de Vaucresson », édition Cujas.
- Rapport annuel de l'administration pénitentiaire.
- Rapport annuel de la Cour de cassation.
- La criminalité en France d'après les statistiques de police judiciaire, annuel (ministère de l'Intérieur).
- L'organisation judiciaire en France, de H. Pinsseau et A. Sieren (« Notes et études documentaires », n° 4453, 1978, édité par *La Documentation française*).
- Rapport « Le divorce en France », *Collections de l'INSEE,* série D, n° 85-86 (1981).
- Études et recherches du Centre de formation et de recherche de l'éducation surveillée et du Centre national d'études et de recherches pénitentiaires.

TOUS LES MÊMES ?

15, 20, 24 ans ...
Garçons et filles, jeunes travailleurs, jeunes chômeurs, étudiants ont en commun leur jeunesse.
Mais ont-ils pour autant la même façon de vivre ?
Quelle est leur situation ?
Comment se comportent-ils ?
Que deviennent-ils ?
Le nouvel ouvrage de
***contours et* CARACTERES**
"Les jeunes de 15 à 24 ans" répond à ces questions sur la base des données les plus récentes.



N'attendez pas pour le découvrir en nous envoyant dès aujourd'hui le coupon-réponse.



80 pages, 50F

Déjà parus dans la série "***contours et* CARACTERES**" :
- Les étrangers
- Villes et campagnes

l'insee
un partenaire qui compte

LES JEUNES DE 15 A 24 ANS

A retourner au :
CNGP - INSEE
BP 2718
80027 AMIENS Cedex

Oui, je souhaite recevoir ____ exemplaire(s) de l'ouvrage : "Les jeunes de 15 à 24 ans" au prix de 50 F l'exemplaire.
Veuillez m'envoyer cet ouvrage à l'adresse suivante :

Nom, Raison sociale : _____
Activité : _____
Adresse : _____
_____

Ci-joint, en réglement, la somme de _____ F par :
[ ] mandat, [ ] chèque bancaire, [ ] chèque postal à l'ordre de l'INSEE.

D205 N

studio-insee

Chapitre P.03

Finances publiques

1. L'exécution des lois de finances et la gestion de la trésorerie de l'État

2. Les finances des collectivités locales

1. L'exécution des lois de finances et la gestion de la trésorerie de l'État

11. Comptabilité de gestion et comptabilité d'exercice
(tableaux 1 à 8)

L'exécution des lois de finances est d'abord examinée ici dans l'optique d'une *comptabilité de gestion* (comptabilité des opérations exécutées entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année étudiée, quel que soit l'exercice budgétaire d'inscription de ces opérations); ainsi se trouvent décrites pour chaque année (tableau 1, partie A) des opérations relatives à l'exercice courant, à l'exercice précédent (période complémentaire) et à l'exercice suivant (dépenses anticipées). Dans le cadre de chaque gestion annuelle, apparaît un *solde de l'exécution des lois de finances* (signe *moins* dans le cas d'un excédent des dépenses sur les recettes, signe *plus* dans le cas contraire) qui est couvert par les diverses *opérations de trésorerie* (dettes à moyen ou long terme, bons du Trésor, opérations diverses relatives à la dette publique, opérations avec les correspondants du Trésor et divers tiers, encaisses et effets, bons du Trésor en comptes courants, concours de la Banque de France, etc.).

C'est au contraire dans l'optique de la *comptabilité d'exercice* que sont analysées en détail les dépenses et les recettes effectuées en exécution de chaque budget annuel.

Les tableaux 1 à 5 qui correspondent à ces deux sortes d'analyse sont tous tirés de la SROT (situation résumée des opérations du Trésor) établie par la Direction de la comptabilité publique et publiée mensuellement au *Journal officiel.* Par contre, le tableau 6 se rapporte aux budgets, tels qu'ils ont été initialement votés et promulgués, et non pas à leur exécution.

Les tableaux 7 et 8 se rapportent à la *Dette publique* et sont également tirés de la SROT.

12. Impôts directs
(tableaux 9 à 11)

Les impôts directs sont divisés en deux groupes :
— les impôts directs perçus au profit du *Budget général,* qui comprennent les impôts établis par voie de *rôles* (impôt sur le revenu principalement) et d'autres impôts versés spontanément, comme l'impôt sur les sociétés et la taxe sur les salaires;
— les impôts directs locaux perçus au profit des *départements, des communes* et de divers *établissements* ou *fonds,* qui sont établis par voie de rôles et qui comprennent la taxe foncière, la taxe d'habitation, la taxe professionnelle et diverses taxes annexes.

2. Les finances des collectivités locales
(tableaux 12 à 14)

Ces tableaux regroupent les opérations budgétaires effectives (c'est-à-dire après élimination des écritures comptables d'ordre) des collectivités publiques locales de la métropole et des départements d'outre-mer (communes, départements, groupements de collectivités et établissements locaux à comptabilité distincte).

TOUS LES MÊMES ?

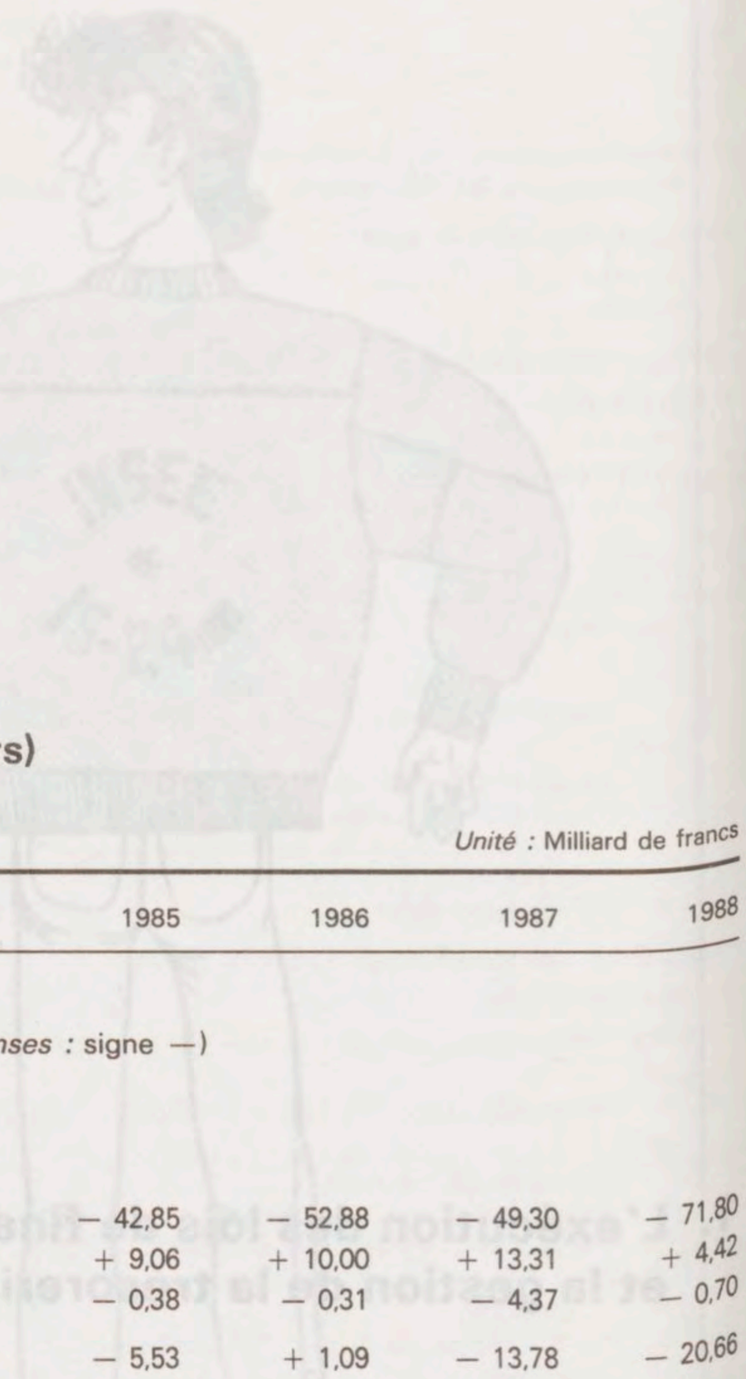


TABLEAU P.03-1

Opérations du Trésor : situation résumée (opérations de la gestion en cours)

Source : Direction de la Comptabilité publique (SROT) — *Unité :* Milliard de francs

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
A. **EXÉCUTION DES LOIS DE FINANCES** (*Recettes :* signe + ; *Dépenses :* signe —)							
I. PÉRIODE COMPLÉMENTAIRE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT :							
a. *Opérations à caractère définitif :*							
Dépenses du budget général	— 23,82	— 27,41	— 31,77	— 42,85	— 52,88	— 49,30	— 71,80
Recettes du budget général	+ 5,50	+ 3,26	+ 5,93	+ 9,06	+ 10,00	+ 13,31	+ 4,42
Solde des comptes d'affectation spéciale	— 0,27	— 0,24	— 0,36	— 0,38	— 0,31	— 4,37	— 0,70
b. *Opérations à caractère temporaire* (solde)	— 3,60	— 8,27	+ 1,04	— 5,53	+ 1,09	— 13,78	— 20,66
II. EXERCICE COURANT :							
a. *Opérations à caractère définitif :*							
Dépenses du budget général	— 850,92	— 945,42	— 1.017,33	— 1.088,28	— 1.161,12	— 1.153,00	— 1.206,78
Recettes du budget général	+ 798,16	+ 849,89	+ 919,15	+ 992,71	+ 1.063,70	+ 1.126,64	+ 1.179,46
Solde des comptes d'affectation spéciale	+ 0,24	+ 0,62	+ 0,57	+ 0,55	+ 4,84	+ 0,76	+ 0,92
b. *Opérations à caractère temporaire* (solde)	+ 3,98	— 16,70	— 6,49	— 8,12	+ 22,64	— 4,14	+ 15,39
III. DÉPENSES ANTICIPÉES SUR L'EXERCICE SUIVANT	*— 13,43*	*— 15,01*	*— 15,86*	*— 17,36*	*— 17,98*	*— 17,25*	*— 17,82*
IV. SOLDE DE L'EXÉCUTION DES LOIS DE FINANCES (I + II + III)	*— 84,16*	*— 159,28*	*— 145,11*	*— 160,21*	*— 130,02*	*— 101,13*	*— 117,57*
B. **COUVERTURE DU SOLDE DE L'EXÉCUTION DES LOIS DE FINANCES (OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE)** (*Émission :* signe + ; *Remboursement :* signe —)							
Dettes à long ou moyen terme :							
Remboursements	— 22,94	— 12,21	— 15,37	— 12,36	— 13,18	— 22,83	+ 8,93
Emprunts nouveaux	+ 81,34	+ 56,03	+ 89,10	+ 101,86	+ 122,79	+ 64,50	+ 118,37
Net	+ 58,40	+ 43,82	+ 73,73	+ 89,50	+ 109,61	+ 41,67	+ 127,30
Bons du trésor sur formules (émissions nettes)	— 2,39	— 3,04	— 2,84	— 2,22	— 1,60	— 0,41	— 0,53
Emprunt à court terme	— 0,49	+ 13,38	+ 0,56	+ 0,13	— 13,42	— 0,18	— 0,05
Opérations avec les correspondants du Trésor (solde)	+ 22,38	+ 14,68	+ 30,22	+ 30,31	— 13,29	+ 32,59	— 2,01
Encaisses et effets (solde)	— 1,81	+ 2,39	+ 0,89	— 0,62	+ 16,34	+ 0,16	— 0,85
Bons du Trésor en comptes courants (variation nette)	+ 87,81	+ 53,35	+ 51,03	+ 27,21	+ 28,10	+ 65,58	+ 18,87
dont : Souscrits par les organismes internationaux	+ 2,13	+ 12,11	+ 2,27	+ 5,35	— 5,17	+ 1,48	+ 3,33
Concours de la Banque de France (1)	— 50,20	+ 39,67	— 14,09	+ 0,93	+ 1,70	— 52,98	+ 48,06
Autres opérations avec le secteur bancaire	+ 0,67	— 6,18	— 2,56	+ 21,41	+ 1,15	+ 0,85	— 3,88
Opérations non ventilées	— 30,21	+ 1,21	+ 8,17	— 6,44	+ 1,43	+ 13,86	— 69,34
Couverture du solde de l'exécution des lois de finances	*+ 84,16*	*+ 159,28*	*+ 145,11*	*+ 160,21*	*+ 130,02*	*+ 101,13*	*+ 117,57*

(1) Y compris les variations du compte courant du Trésor à la Banque de France.

TABLEAU P.03-2

Opérations du Trésor : exécution du budget de l'année courante

Source : Direction de la Comptabilité publique (SROT) — *Unité :* Million de francs

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
A. OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF							
DÉPENSES							
Dépenses civiles ordinaires	664.125	756.623	811.161	876.796	928.548	942.884	983.717
Dépenses civiles en capital	73.469	65.693	82.242	79.762	93.951	64.090	73.670
Dépenses militaires ordinaires	63.973	69.415	65.837	68.896	72.295	72.631	72.945
Dépenses militaires en capital	49.352	53.686	58.093	62.829	66.321	72.988	76.449
Total des dépenses du budget général	*850.919*	*945.417*	*1.017.333*	*1.088.283*	*1.161.115*	*1.152.593*	*1.206.781*
Dépenses des comptes d'affectation spéciale	7.984	8.360	9.514	10.898	11.360	77.649	23.787
Total des dépenses à caractère définitif	**858.903**	**953.777**	**1.026.847**	**1.099.181**	**1.172.475**	**1.230.242**	**1.230.568**
RECETTES							
Impôts directs	318.060	338.693	369.476	388.932	426.916	449.286	462.213
Autres impôts	481.693	529.601	566.749	625.725	664.938	712.722	775.936
Recettes non fiscales	47.806	49.537	57.451	58.273	60.321	69.225	78.016
Prélèvements (1)	— 77.190	— 98.619	— 107.617	— 116.526	— 130.431	— 151.676	— 174.697
Fonds de concours	27.790	30.677	33.094	36.307	41.953	46.020	37.990
Total des recettes du budget général	*798.159*	*849.889*	*919.153*	*992.711*	*1.063.697*	*1.125.577*	*1.179.458*
Recettes des comptes d'affectation spéciale	8.218	8.983	10.239	11.436	16.201	78.406	24.773
Total des recettes à caractère définitif	**806.377**	**858.872**	*r* **929.392**	**1.004.147**	**1.079.898**	**1.203.983**	**1.204.231**
B. OPÉRATIONS A CARACTÈRE TEMPORAIRE (*Recettes :* signe + ; *Dépenses :* signe —)							
Comptes d'affectation spéciale (solde)	— 235	— 221	+ 572	+ 550	+ 4.841	+ 757	+ 923
Comptes de prêts (solde)	+ 7.197	— 582	— 1.976	— 5.329	+ 10.246	— 1.647	— 1.164
dont :							
Prêts au FDES :							
Dépenses	— 5.850	— 2.377	— 1.280	— 1.622	— 1.426	— 851	— 1.090
Recettes	+ 753	+ 1.217	+ 3.806	+ 2.186	+ 1.125	+ 2.010	+ 2.027
Comptes d'avances (solde)	— 1.864	— 2.516	— 6.423	— 3.807	— 5.107	— 12.244	— 2.561
Comptes de commerce (solde)	+ 7.513	+ 1.537	+ 4.401	+ 5.135	+ 11.576	+ 14.531	+ 10.031
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers (solde)	— 85	— 71	+ 228	+ 122	— 545	— 1.304	— 3.186
Comptes d'opérations monétaires (solde)	+ 5.643	— 14.987	— 2.723	— 4.245	+ 6.474	— 3.474	+ 12.370
dont :							
Opérations avec le FMI :							
Dépenses	— 6.151	— 20.840	— 7.918	— 12.510	— 5.655	— 6.188	— 5.963
Recettes	+ 4.884	+ 8.695	+ 6.057	+ 9.901	+ 11.001	+ 6.877	+ 4.610
Comptes en liquidation (solde)	—	—	—	—	—	—	—
Solde des opérations à caractère temporaire	**+ 18.339**	**— 16.698**	**— 5.921**	**— 7.574**	**+ 27.485**	**— 3.381**	**+ 16.313**

(1) Prélèvements au profit des collectivités locales, des communautés européennes et du régime général de sécurité sociale.

TABLEAU P.03-3

Opérations du Trésor : tableau de passage de l'optique de la gestion à celle de l'exercice

Source : Direction de la Comptabilité publique (SROT) — *Unité :* Million de francs

A. Tableau de passage pour les dépenses *Nature des dépenses*	Dépenses du budget général payées en gestion courante du 1er janvier au 31 décembre			A ajouter		Total des dépenses imputées définitivement au budget
	Imputations totales	Comptes d'attente	Imputations définitives	Dépenses payées par anticipation en gestion précédente	Dépenses à payer dans le mois suivant	
EXERCICE 1987						
Dépenses civiles ordinaires	943.242	— 378	942.864	11.380	53.199	1.007.443
Dépenses civiles en capital	64.090	—	64.090	—	5.644	69.734
Dépenses militaires ordinaires	72.646	— 15	72.631	6.602	5.892	85.125
Dépenses militaires en capital	73.026	— 38	*r* 72.988	—	6.706	79.694
Total des dépenses du budget général	**1.153.004**	**— 431**	**1.152.573**	**17.982**	**71.441**	**1.241.996**
EXERCICE 1988						
Dépenses civiles ordinaires	983.717	— 483	984.200	10.548	40.297	1.035.045
Dépenses civiles en capital	73.670	7	73.663	—	5.756	79.419
Dépenses militaires ordinaires	72.945	23	72.922	6.698	13.112	92.732
Dépenses militaires en capital	76.449	— 5	76.454	—	8.280	84.734
Total des dépenses du budget général	**1.206.781**	**— 458**	**1.207.239**	**17.246**	**67.445**	**1.291.930**

B. Tableau de passage pour les recettes *Nature des recettes*	Recettes encaissées du 1er janvier au 31 décembre			Recettes encaissées l'année suivante et prélèvement des années antérieures	Total des recettes imputées définitivement au budget
	Imputations totales	Comptes d'attente	Imputations définitives		
EXERCICE 1987					
Recettes fiscales	1.162.053	— 45	1.162.008	—	1.162.008
Recettes non fiscales	69.751	— 526	69.225	6.151	*r* 75.376
Prélèvements	— 151.676	—	— 151.676	— 1.732	— 153.408
Fonds de concours	46.517	— 497	46.020	—	46.020
Total net des recettes du budget général	**1.126.645**	**— 1.068**	**1.125.577**	**4.419**	**1.129.996**
EXERCICE 1988					
Recettes fiscales	1.238.149	+ 11	1.238.160	—	1.238.160
Recettes non fiscales	78.016	— 512	77.504	7.451	84.955
Prélèvements	— 174.697	—	— 174.697	— 1.945	— 176.642
Fonds de concours	37.990	+ 590	38.580	—	38.580
Total net des recettes du budget général	**1.179.458**	**+ 89**	**1.179.547**	**5.506**	**1.185.053**

TABLEAU P.03-4

Opérations du Trésor : développement des dépenses imputées au budget général de l'exercice 1988

Source : Direction de la Comptabilité publique (SROT)

Unité : Million de francs

Ministère	Dépenses ordinaires (dépenses de fonctionnement)					Dépenses en capital			Total général
	Dette publique (Titre I)	Pouvoirs publics (Titre II)	Moyens des services (Titre III)	Interventions publiques (Titre IV)	Total	Investissements exécutés par l'État (Titre V)	Subventions d'investissement accordées par l'État (Titre VI)	Total	
1. *Dépenses civiles*									
Affaires étrangères	—	—	4.847	5.226	10.073	354	67	421	10.494
Affaires sociales et emploi :									
Section commune	—	—	1.409	—	1.409	78	—	78	1.487
Affaires sociales	—	—	2.389	31.259	33.648	21	1.102	1.123	34.771
Emploi	—	—	3.594	73.992	77.586	—	330	330	77.916
Agriculture	—	—	4.978	29.168	34.146	131	1.456	1.587	35.733
Anciens combattants	—	—	783	26.146	26.929	—	—	—	26.929
Coopération	—	—	398	5.712	6.110	18	1.347	1.365	7.475
Culture et communication	—	—	3.500	2.930	6.430	1.381	2.029	3.410	9.840
Départements et territoires d'outre-mer	—	—	765	612	1.377	75	703	778	2.155
Économie, finances et budget :									
Charges communes	252.982	3.122	148.263	64.257	468.624	3.739	5.236	8.975	477.599
Services financiers	—	—	33.620	432	34.052	779	1	780	34.832
Commerce et artisanat	—	—	35	551	586	—	31	31	617
Éducation nationale :									
Enseignement scolaire	—	—	124.135	25.544	149.679	1.337	401	1.738	151.417
Recherche et enseignement supérieur :									
Recherche	—	—	13.754	660	14.414	34	16.741	16.775	31.189
Enseignement supérieur	—	—	17.698	3.169	20.867	598	1.713	2.311	23.178
Équipement, logement, aménagement du territoire :									
Urbanisme, logement et services communs	—	—	14.849	17.388	32.237	320	5.897	(1) 6.221	38.458
Routes et sécurité routière	—	—	2.236	145	2.381	10.939	40	10.979	13.360
Aménagement du territoire	—	—	38	281	319	1	1.538	1.539	1.858
Transports :									
Aviation civile	—	—	1.692	13	1.705	193	59	252	1.957
Transports terrestres	—	—	125	37.753	37.878	2.128	805	2.933	40.811
Météorologie	—	—	646	—	646	131	—	131	777
Environnement	—	—	176	102	278	122	378	500	778
Industrie et tourisme :									
Industrie	—	—	4.824	9.274	14.098	414	4.555	4.969	19.067
Tourisme	—	—	178	103	281	6	38	44	325
Intérieur	—	—	27.100	17.709	44.719	1.122	8.571	9.693	54.412
Justice	—	—	10.932	365	11.297	1.383	57	1.440	12.737
Mer	—	—	563	4.525	5.088	524	313	837	5.925
Services du Premier ministre :									
Services généraux	—	—	2.222	304	2.526	9	11	20	2.546
Secrétariat général de la défense nationale	—	—	111	—	111	28	—	28	139
Conseil économique et social	—	—	127	—	127	—	—	—	127
Plan	—	—	84	62	146	—	9	9	155
Jeunesse et sports	—	—	1.429	547	1.976	57	65	122	2.098
Total des dépenses civiles	*252.982*	*3.122*	*427.410*	*358.229*	*1.041.743*	*25.922*	*53.493*	*79.419*	*1.121.162*
2. *Dépenses militaires*									
Défense :									
Section commune	—	—	17.654	—	17.654	15.839	340	16.179	33.833
Section Air	—	—	14.510	—	14.510	23.759	—	23.759	38.269
Section Forces terrestres	—	—	25.872	—	25.872	22.499	—	22.499	48.371
Section Marine	—	—	13.727	—	13.727	20.585	—	20.585	34.312
Section Gendarmerie	—	—	14.271	—	14.271	1.712	—	1.712	15.983
Total des dépenses militaires	—	—	*86.034*	—	*86.034*	*84.394*	*340*	*84.734*	*170.768*
Total des dépenses	**252.982**	**3.122**	**513.444**	**358.229**	**1.127.777**	**110.316**	**53.833**	**164.153**	**1.291.930**

(1) Y compris 4 millions de francs au titre des réparations des dommages de guerre (titre VII).

TABLEAU P.03-5

Opérations du Trésor : développement des recettes du budget général, par exercice

Source : Direction de la Comptabilité publique (SROT et situations de recouvrement des recettes de l'État) — *Unité :* Million de francs

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
A. RECETTES FISCALES	799.638	868.119	936.223	1.014.559	1.091.846	1.162.008	1.238.160
Impôts directs	*317.945*	*338.589*	*369.474*	*388.834*	*426.908*	*449.241*	*462.224*
Impôts sur le revenu	162.338	181.457	198.954	211.248	221.256	233.856	230.646
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (1)	13.198	14.579	17.428	18.206	24.236	22.159	25.329
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et sur l'impôt sur les revenus des non-résidents	462	495	573	638	665	738	793
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus des capitaux mobiliers	24.433	27.164	29.953	34.068	36.154	37.283	35.443
Impôts sur les sociétés	83.254	78.555	81.830	87.579	104.099	118.477	135.241
Impôts sur les grandes fortunes	3.754	3.916	4.767	5.513	5.913	—	—
Prélèvements sur les entreprises d'assurances	216	1.161	272	215	264	288	314
Taxe sur les salaires	22.687	23.996	28.113	24.815	25.913	27.412	28.282
Prélèvement sur les bénéfices tirés de la construction immobilière	469	754	622	642	659	908	115
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués	225	264	446	389	574	1.043	1.260
Taxe d'apprentissage	1.112	1.139	1.218	509	418	255	236
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1.933	2.147	2.253	680	505	249	232
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux	327	313	279	278	292	430	437
Taxe sur certains frais généraux	1.572	1.716	1.719	1.874	2.214	1.346	124
Contribution des institutions financières	1.940	930	1.043	1.256	1.399	1.420	1.660
Recettes diverses (2)	(2) 25	3	1	924	2.347	3.377	2.112
Impôts indirects	*481.693*	*529.530*	*566.749*	*625.725*	*664.938*	*712.767*	*775.936*
Produit de l'enregistrement	32.192	36.462	41.078	42.983	47.001	52.930	59.968
Produit du timbre et de l'impôt sur les opérations de bourse	14.362	14.579	8.035	8.153	10.024	11.477	10.764
Produit des douanes	61.674	67.244	74.726	94.194	103.031	108.232	119.149
Produit de la taxe sur la valeur ajoutée	349.685	385.559	416.757	452.819	475.498	509.571	552.839
Produit des contributions indirectes	22.781	24.252	23.916	25.802	27.389	27.946	30.329
Produit des autres taxes indirectes	999	1.433	2.237	1.774	1.995	2.611	2.887
B. AUTRES RECETTES BUDGÉTAIRES	53.250	57.556	65.299	66.564	71.640	75.376	84.956
Exploitations industrielles et commerciales	12.308	13.522	12.519	13.708	17.160	19.502	14.389
Produits et revenus du domaine de l'État	2.655	3.117	2.983	2.091	1.373	1.408	3.629
Taxes, redevances et recettes assimilées	7.411	9.628	11.020	10.629	11.174	11.431	11.153
Intérêts des avances, des prêts et dotations en capital	11.934	9.684	9.079	8.071	6.553	5.795	5.859
Retenues et cotisations sociales	9.290	10.779	13.602	14.293	16.039	18.449	19.010
Recettes provenant de l'extérieur	2.169	2.555	2.531	2.820	2.100	1.782	3.887
Opérations entre administrations et services publics	244	238	1.143	1.692	1.724	1.449	1.428
Divers	7.239	8.033	12.422	13.260	15.517	15.560	25.601
Total (A + B) des recettes du budget général	852.888	925.675	1.001.522	1.081.123	1.163.486	1.237.384	1.323.115
Prélèvements	*— 79.288*	*— 100.603*	*— 109.098*	*— 117.970*	*— 131.896*	*— 153.408*	*— 176.642*
au profit des collectivités locales	— 52.214	— 70.708	— 78.158	— 82.911	— 86.129	— 103.393	— 112.161
au profit des communautés européennes	— 27.074	— 29.895	— 30.940	— 35.059	— 45.767	— 50.015	— 64.481
Fonds de concours	*27.827*	*30.740*	*35.017*	*39.913*	*44.686*	*46.020*	*38.580*
ordinaires et spéciaux	25.881	28.975	32.739	36.483	41.951	r42.308	32.900
de coopération internationale	1.946	1.765	2.278	3.430	2.735	3.712	5.680
Total net des recettes du budget général	801.427	855.812	927.442	1.003.066	1.076.276	1.129.996	1.185.053

(1) Les rôles reprennent les acomptes de l'impôt sur les sociétés et les versements forfaitaires. — (2) Ont été reportées sur cette ligne, les recettes du prélèvement exceptionnel sur les entreprises de travail temporaire : 19 millions de francs en 1982, les recettes du prélèvement sur les bons anonymes : 1.931 millions de francs en 1987.

TABLEAU P.03-6

Ventilation fonctionnelle des dépenses (lois de finances initiales)

Source : Direction du Budget (études et bilans)

Unité : Million de francs

Fonction (1)	Personnel et fonctionnement					Interventions publiques (2)				
	1984	1985	1987	*r* 1988	1989	1984	1985	1987	*r* 1988	1989
Pouvoirs publics et administration générale	92.694	97.720	109.662	114.311	118.443	9.687	10.522	12.210	14.085	15.052
Éducation et culture	169.842	181.982	194.450	201.328	211.458	40.871	43.766	45.252	49.481	55.291
Secteur social, santé emploi	12.835	14.068	15.553	15.829	16.457	184.419	184.297	185.278	187.539	204.761
Agriculture et espace rural	4.954	5.127	5.396	5.635	5.941	16.519	17.162	16.257	15.502	15.071
Logement et urbanisme	1.097	1.199	1.449	1.556	1.541	26.286	27.528	31.309	34.772	32.338
Transports et communications	16.161	17.508	20.136	20.711	20.674	19.154	19.748	20.321	19.687	19.909
Industries et services	6.502	6.831	6.820	6.950	7.184	25.804	27.931	23.574	20.886	15.169
Extérieur	6.756	7.240	10.835	10.440	10.204	9.546	9.384	17.725	18.899	24.199
Défense	85.375	89.091	93.827	93.925	94.975	—	—	—	—	—
Dépenses non fonctionnelles et dotations non réparties (2)	2.559	2.789	3.947	4.396	4.389	76.206	90.598	117.497	135.405	115.418
Total (3)	**398.776**	**423.605**	**462.075**	**475.081**	**491.276**	**408.493**	**430.936**	**469.421**	**496.256**	**497.208**

Fonction (1)	Équipements, prêts et avances					Ensemble				
	1984	1985	1987	*r* 1988	1989	1984	1985	1987	*r* 1988	1989
Pouvoirs publics et administration générale	6.313	7.873	12.016	13.642	14.448	108.694	116.114	133.888	142.038	147.944
Éducation et culture	12.371	12.727	10.675	10.011	10.754	223.084	238.566	250.377	260.820	277.013
Secteur social, santé, emploi	2.434	2.495	1.841	2.015	1.957	199.688	200.859	202.672	205.383	223.175
Agriculture et espace rural	2.892	2.756	2.813	3.153	3.319	24.365	25.179	24.466	24.290	24.331
Logement et urbanisme	15.382	18.254	15.195	16.059	20.662	42.765	46.939	47.953	52.387	54.541
Transports et communications	7.480	5.665	7.112	6.744	6.941	42.795	42.920	47.569	47.142	47.524
Industries et services	14.184	12.533	19.545	23.213	12.429	46.490	50.853	49.939	51.049	34.782
Extérieur	11.177	6.461	14.394	14.778	19.056	27.479	26.150	42.954	44.117	53.459
Défense	65.394	70.440	84.030	88.952	95.836	150.769	159.531	177.857	182.577	190.811
Dépenses non fonctionnelles et dotations non réparties (2)	15.906	16.711	3.326	3.096	3.203	94.671	111.060	124.770	142.897	123.010
Total (3)	**153.533**	**155.915**	**170.947**	**181.663**	**188.705**	**960.800**	**1.018.171**	**1.102.444**	**1.153.000**	**1.177.190**

(1) Le collectif budgétaire voté pour l'exercice 1986 a rendu peu significatives les données de la loi de finances initiale pour ce même exercice et il n'est donc pas fait état de ces dernières. — (2) Y compris dette publique — (3) Budget général, budgets annexes et comptes d'affectation spéciale. .

TABLEAU P.03-7

Dette publique de l'État et gérée par l'État

Situation en fin d'année

Source : Direction de la Comptabilité publique (SROT) — *Unité :* Million de francs

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
A. DETTE A MOYEN ET LONG TERME ..	50.713	73.121	119.426	142.657	203.488	260.982	335.262	424.891	481.094	562.568	689.819
A.I. Dette intérieure	50.452	72.922	119.341	142.552	203.373	260.843	335.121	424.747	480.931	562.389	619.304
dont : effets des indexations (1) .	*11.735*	*18.305*	*33.027*	*33.509*	*16.077*	*15.269*	*11.174*	*7.603*	*5 594*	*3.758*	*1.051*
A.II. Dette extérieure	261	199	85	105	115	139	141	144	163	179	179
B. DETTE A COURT TERME.....	135.195	146.661	145.414	201.500	286.916	337.220	385.411	410.201	436.702	501.856	520.197
B.I. Bons sur formules	45.043	47.657	48.619	46.736	44.342	41.298	38.460	36.242	34.640	34.227	33.697
B.II. Bons en compte courant	80.820	88.932	82.983	139.731	225.414	266.647	315.409	337.070	370.342	434.427	449.968
B.II.1. Bons détenus par les organismes non bancaires....	206	561	793	1.403	1.103	1.575	2.605	14.569	38.164	81.734	115.888
B.II.2. Bons détenus par les Correspondants	32.824	41.813	47.054	67.515	98.517	118.152	138.274	161.535	174.046	172.582	182.256
dont : CDC	*32.601*	*41.561*	*46.774*	*67.221*	*98.087*	*117.687*	*137.865*	*161.478*	*171.728*	*167.337*	*176.576*
B.II.3. Bons détenus par le système bancaire	47.790	46.558	35.136	70.813	125.794	146.920	174.530	160.966	158.132	180.111	151.824
B.III. Bons souscrits par des organismes financiers étrangers ou internationaux (2)	9.332	10.072	13.812	15.033	17.160	29.275	31.542	36.889	31.720	33.202	36.532
C. DÉPÔT DES CORRESPONDANTS	137.786	146.663	159.275	173.792	194.968	208.006	238.229	274.527	261.159	*r* 293.751	291.745
D. ENDETTEMENT VIS-A-VIS DE LA BANQUE DE FRANCE.....	— 16.773	— 8.250	— 18.062	— 31.453	— 81.648	— 41.983	— 56.069	— 55.141	— 89.111	*r* — 91.533	— 43.477
E. DIVERS (3).....	8.330	9.850	8.127	9.533	10.513	11.255	12.381	13.201	14.199	15.046	16.496
Total A + B + C + D + E....	**315.251**	**368.045**	**414.180**	**496.029**	**614.237**	**775.480**	**915.214**	**1.067.679**	**1.104.043**	*r* **1.281.688**	**1.474.780**

(1) Ces effets d'indexation concernent les emprunts suivants : 4,5 % 1952; 4,5 % 1973; 8,8 % 1977. Compte tenu du mode de l'amortissement global à l'échéance de l'emprunt 7 % 1973, la revalorisation induite par le jeu de l'indexation dont il est assorti n'est pas comptabilisée dans ce tableau (sur la base du dernier coupon payé, elle s'élèverait à 46,8 milliards de francs). — (2) Parmi ces bons se retrouvent les contreparties, d'une part d'une fraction de la quote-part française au Fonds monétaire international exigible en France, d'autre part de souscriptions de la France au capital ou aux ressources d'autres organismes internationaux. — (3) Monnaies divisionnaires (jusqu'en 1979, *Source* : Rapport annuel du CNC).

TABLEAU P.03-8

Situation détaillée des bons du Trésor en comptes courants

Situation en fin d'année

Source : Direction de la Comptabilité publique (SROT) — *Unité :* Million de francs

Catégorie de souscripteurs	Encours au 31 décembre						
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Secteur bancaire.....	*125.794*	*146.920*	*174.530*	*160.966*	*158.132*	*180.111*	*151.824*
Banque de France	33.409	57.609	64.116	26.355	32.485	10.625	9.942
Banques inscrites, banques populaires, B.F.C.E.	61.354	65.114	73.804	101.073	81.729	130.798	126.155
Caisse nationale de Crédit agricole	31.031	24.197	36.610	33.538	43.938	38.688	15.727
Correspondants du Trésor.....	*98.517*	*118.152*	*138.274*	*161.535*	*174.046*	*172.582*	*182.256*
Caisse des dépôts et consignations et fonds de soutien des rentes.....	98.087	117.687	137.865	161.478	171.728	167.337	176.579
Autres correspondants	430	465	409	57	2.318	5.245	5.677
Organismes non bancaires	*1.103*	*1.575*	*2.605*	*14.569*	*38.164*	*81.734*	*115.888*
Établissements financiers	256	676	85	...	...	...	...
Agents de change	55	61	56	...	...	...	...
Compagnies d'assurances	45	20	55	...	...	...	...
Divers	747	818	2.409	...	...	...	...
Total général.....	**225.414**	**266.647**	**315.409**	**337.070**	**370.342**	**434.427**	**449.968**

TABLEAU P.03-9

Impôts directs par nature d'impôts (1) [versements effectués ou rôles émis]

Source : Direction générale des Impôts — *Unité :* Million de francs

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
I. IMPÔTS DIRECTS D'ÉTAT							
Impôts sur les revenus	167.569	186.562	211.139	215.473	225.288	234.122	231.558
Rôles établis au titre de l'année précédente :							
Impôts sur le revenu	149.827	169.970	195.547	198.664	207.632	214.632	214.977
Majoration exceptionnelle	5.729	3.689	—	—	—	—	—
Rôles établis au titre des années antérieures :							
Impôts sur le revenu	11.795	12.483	15.592	16.809	17.656	19.490	16.581
Majoration exceptionnelle	218	420	—	—	—	—	—
Impôts sur les sociétés	88.810	85.702	89.313	99.001	115.813	130.548	148.348
Impôts divers	23.711	25.759	29.554	26.684	26.470	27.985	28.794
Versements de la taxe sur les salaires (taux normaux et majorés)	22.683	23.958	28.112	24.812	25.912	27.412	28.259
Autres impôts	1.028	1.801	1.442	1.872	558	573	535
Produits divers du budget	223	(3) 1.370	(3) 1.697	(3) 354	(3) 322	(3) 889	(3) 331
Total des impôts directs d'État	**280.313**	**299.393**	**331.703**	**341.512**	**367.893**	**393.544**	**409.031**
II. IMPÔTS DIRECTS LOCAUX							
Taxes principales (2)	89.618	100.258	119.237	133.674	145.552	144.503	152.988
Taxe foncière sur les propriétés bâties	15.604	18.795	25.491	28.963	32.194	34.901	37.968
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	4.859	5.478	5.993	6.521	6.941	6.964	6.942
Taxe d'habitation	21.518	25.479	29.530	32.917	35.839	38.137	39.849
Taxe professionnelle	47.637	50.506	58.223	65.273	70.578	64.501	68.229
Taxes additionnelles et redevances perçues au profit des départements des communes, groupements de communes et de divers établissements ou fonds (2)	10.917	13.920	16.975	18.580	20.137	22.549	24.309
Total des impôts directs	**380.848**	**413.571**	**467.915**	**493.766**	**533.582**	**560.596**	**586.328**

(1) Y compris les départements d'outre-mer. — (2) Non compris les sommes revenant à l'État. — (3) Y compris les sommes revenant à l'État des contributions sociales de 1 % et de 0,4 %.

TABLEAU P.03-10

Revenus des personnes physiques (année 1987) [impôt sur le revenu]

Répartition par tranche d'imposition (1)

Source : Direction générale des impôts — *Unité :* Millier de francs

Tranches de revenus nets globaux (en F)	Total des revenus		Charges (2)		Revenus nets globaux		Nombre de contribuables	
	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables
0 à 40.009	27.401.745	208.717.096	1.662.546	42.366.523	25.739.199	166.350.573	715.536	8.670.482
40.010 à 50.009	60.516.457	68.441.152	1.750.542	3.597.015	58.765.915	64.844.137	1.299.380	1.437.276
50.010 à 60.009	82.400.341	64.181.002	3.114.147	2.579.988	79.286.194	61.601.014	1.439.209	1.130.404
60.010 à 70.009	90.368.185	44.544.225	3.633.730	1.273.629	86.734.455	43.270.596	1.336.319	670.155
70.010 à 80.009	79.715.975	28.266.866	2.081.068	527.322	77.634.907	27.739.544	1.035.620	371.934
80.010 à 90.009	95.094.486	21.753.265	1.909.324	336.460	93.185.162	21.416.805	1.097.298	252.985
90.010 à 100.009	97.636.849	11.693.149	1.877.913	184.366	95.758.936	11.508.783	1.009.061	121.753
100.010 à 125.009	219.219.996	10.933.571	4.011.975	173.137	215.208.021	10.760.434	1.928.485	99.243
125.010 à 150.009	164.919.419	1.799.204	2.911.868	36.216	162.007.551	1.762.988	1.187.236	13.123
150.010 à 200.009	197.766.167	979.145	3.373.732	23.316	194.392.435	955.829	1.137.567	5.629
200.010 à 250.009	101.850.645	398.068	1.783.310	11.337	100.067.335	386.731	451.412	1.754
250.010 à 500.009	163.343.437	301.333	3.031.977	8.562	160.311.460	292.771	488.815	947
Plus de 500.009	105.484.004	34.614	1.969.282	1.874	103.514.722	32.740	116.406	49
Total	**1.485.717.706**	**462.042.690**	**33.111.414**	**51.119.745**	**1.452.606.292**	**410.922.945**	**13.242.344**	**12.775.734**

(1) Situation des rôles émis au 31 mars 1989. — (2) Ensemble des charges, déficits et abattements.

TABLEAU P.03-11

Impôt sur le revenu des personnes physiques. Évolution au plan national

Source : Direction générale des Impôts

Unité : Millier de francs

Année des revenus (1)	Revenus nets globaux		Nombre de contribuables		Montant de l'impôt net (3)
	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables	
1975 (2)	448.653.458	●	13.494.548	●	63.594.867
1976	532.086.602	●	14.313.298	●	77.628.102
1977	581.775.859	●	14.082.134	●	83.025.597
1978	669.402.845	●	14.646.655	●	98.003.329
1979	761.542.975	●	15.087.968	●	114.270.453
1980	873.226.756	●	15.378.503	●	133.347.305
1981	1.003.764.695	●	15.147.693	●	156.762.073
1982	1.134.849.217	●	15.405.246	●	171.765.802
1983	1.273.226.842	●	15.340.515	●	192.849.247
1984	1.360.675.187	●	15.281.823	●	194.877.681
1985	1.447.554.505	245.070.269	15.252.320	9.736.114	203.306.773
1986	1.409.332.505	379.926.560	13.314.101	12.220.225	212.542.759
1987	1.452.938.489	416.610.279	13.242.134	12.775.734	211.907.087

(1) Les chiffres correspondent à la situation des rôles émis au 31 mars de l'année $n + 2$. — (2) Métropole. — (3) Hors imposition des plus-values à taux proportionnel.

TABLEAU P.03-12

Collectivités publiques locales : opérations de fonctionnement

Exercice 1986

Source : Direction de la Comptabilité publique

Unité : Million de francs

	Communes sans Paris	Commune de Paris	Départements	Établissements publics régionaux	Régies	Syndicats et districts	Autres établissements et services annexes	Total
RECETTES RÉELLES *p*								
Produits d'exploitation et domaniaux	19.242	2.280	1.875	12	6.876	8.401	14.355	53.041
Transferts reçus	65.752	5.477	45.822	4.831	1.049	12.666	8.135	143.732
Impôts indirects	6.931	1.154	22.369	6.643	—	1.683	—	38.780
Impôts directs	102.399	7.183	43.120	4.600	—	5.859	—	163.161
Produits financiers	2.533	453	341	490	59	1.768	73	5.717
Autres produits	620	43	171	5	608	512	4.692	6.651
Ensemble	**197.477**	**16.590**	**113.698**	**16.581**	**8.592**	**30.889**	**27.255**	**411.082**
DÉPENSES RÉELLES *p*								
Fournitures et services	31.354	1.808	7.670	179	3.819	4.486	6.226	55.542
Frais de personnel	72.133	5.820	12.727	506	2.519	4.418	9.735	107.858
Participations et contingents, allocations et subventions	34.193	5.833	62.022	7.757	61	5.526	2.935	118.327
Frais financiers	25.635	683	8.781	1.544	328	8.946	2.720	48.637
Autres charges	9.131	476	2.749	498	1.128	2.603	3.024	19.609
Ensemble (1)	**171.133**	**14.617**	**93.829**	**10.463**	**7.534**	**25.688**	**24.464**	**347.728**
Excédent de produits affectés à l'autofinancement	26.344	1.973	19.869	6.118	1.058	5.201	2.791	63.354

(1) Données inférieures à la somme des lignes : le montant des travaux d'investissement effectués en régie a été déduit du seul total des dépenses, sa ventilation entre les différentes rubriques de charges ne pouvant être déterminée.

TABLEAU P.03-13

Collectivités publiques locales : opérations d'investissement

Exercice 1986

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité :* Million de francs

	Communes sans Paris	Commune de Paris	Départements	Établissements publics régionaux	Régies	Syndicats et districts	Autres établissements et services annexes	Total
RECETTES RÉELLES								
Subventions	22.630	1.314	6.261	546	926	10.025	2.849	44.551
Emprunts	32.392	810	11.236	2.983	325	9.822	3.522	61.090
Autres recettes	9.358	752	2.374	(1) 3.249	600	4.726	1.163	22.222
Ensemble	**64.380**	**2.876**	**19.871**	**6.778**	**1.851**	**24.573**	**7.534**	**127.863**
Autofinancement brut	26.344	1.973	19.869	6.118	1.058	5.201	2.791	63.354
DÉPENSES RÉELLES								
Investissements directs	62.914	3.163	17.325	1.671	1.646	20.185	7.472	114.376
Investissements indirects	24.873	1.615	20.611	11.545	808	9.355	2.680	71.487
Ensemble	**87.787**	**4.778**	**37.936**	**13.216**	**2.454**	**29.540**	**10.152**	**185.863**

(1) Dont 1.471 millions de francs de recettes à caractère fiscal de la Région Ile-de-France imputés directement en section d'investissement et 1.093 millions de francs au titre de la DGF.

TABLEAU P.03-14

Situation financière des départements, sauf Paris

A la clôture de l'exercice 1986

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité :* Millier de francs

A. — OPÉRATIONS DE LA SECTION INVESTISSEMENT

	Débit			Crédit		
	Départements de la métropole sans Paris	Départements d'outre-mer	Total	Départements de la métropole sans Paris	Départements d'outre-mer	Total
1. CAPITAUX PROPRES	11.770.563	415.683	12.186.246	23.918.501	1.009.668	24.928.169
Dotation	49.558	7.192	56.750	1.894.284	407.292	2.301.576
Réserves, excédents	69.872	45	69.917	8.895.157	193.586	9.088.743
Frais extraordinaires	11.587.114	404.802	11.991.916	9.149.285	39.534	9.188.819
Participations à des travaux d'équipement	63.522	1.695	65.217	3.951.591	369.256	4.320.847
Provisions pour pertes et charges	497	1.949	2.446	28.184	—	28.184
2. CAPITAUX EXTÉRIEURS	8.263.352	346.245	8.609.597	12.729.311	1.008.464	13.737.775
Emprunts et dettes à long et moyen terme	6.011.148	325.646	6.336.794	10.265.191	965.401	11.230.592
Dettes à long et moyen terme (sans réception de fond)	2.252.204	20.599	2.272.803	2.464.120	43.063	2.507.183
3. VALEURS IMMOBILISÉES	17.732.279	1.236.805	18.969.084	1.721.110	84.256	1.805.366
Immobilisations	2.199.786	260.351	2.460.137	415.616	1.627	417.243
Immobilisations en cours	13.913.518	881.199	14.794.717	129.511	11.999	141.510
Immobilisations sinistrées	747	—	747	13.866	218	14.084
Prêts, avances et créances à long et moyen terme	1.437.123	88.785	1.525.908	833.692	56.167	889.859
Titres et valeurs	99.575	6.470	106.045	317.345	14.245	331.590
Dépôts et cautionnement	3.209	—	3.209	268	—	268
Affectations	74.669	—	74.669	7.006	—	7.006
Divers. Denrées et fournitures	3.652	—	3.652	3.806	—	3.806
Ensemble	**37.766.194**	**1.998.733**	**39.764.927**	**38.368.922**	**2.102.388**	**40.471.310**

TABLEAU P.03-14 *(suite et fin)*

Situation financière des départements, sauf Paris
A la clôture de l'exercice 1986

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité :* Millier de francs

B. — OPÉRATIONS DE LA SECTION FONCTIONNEMENT

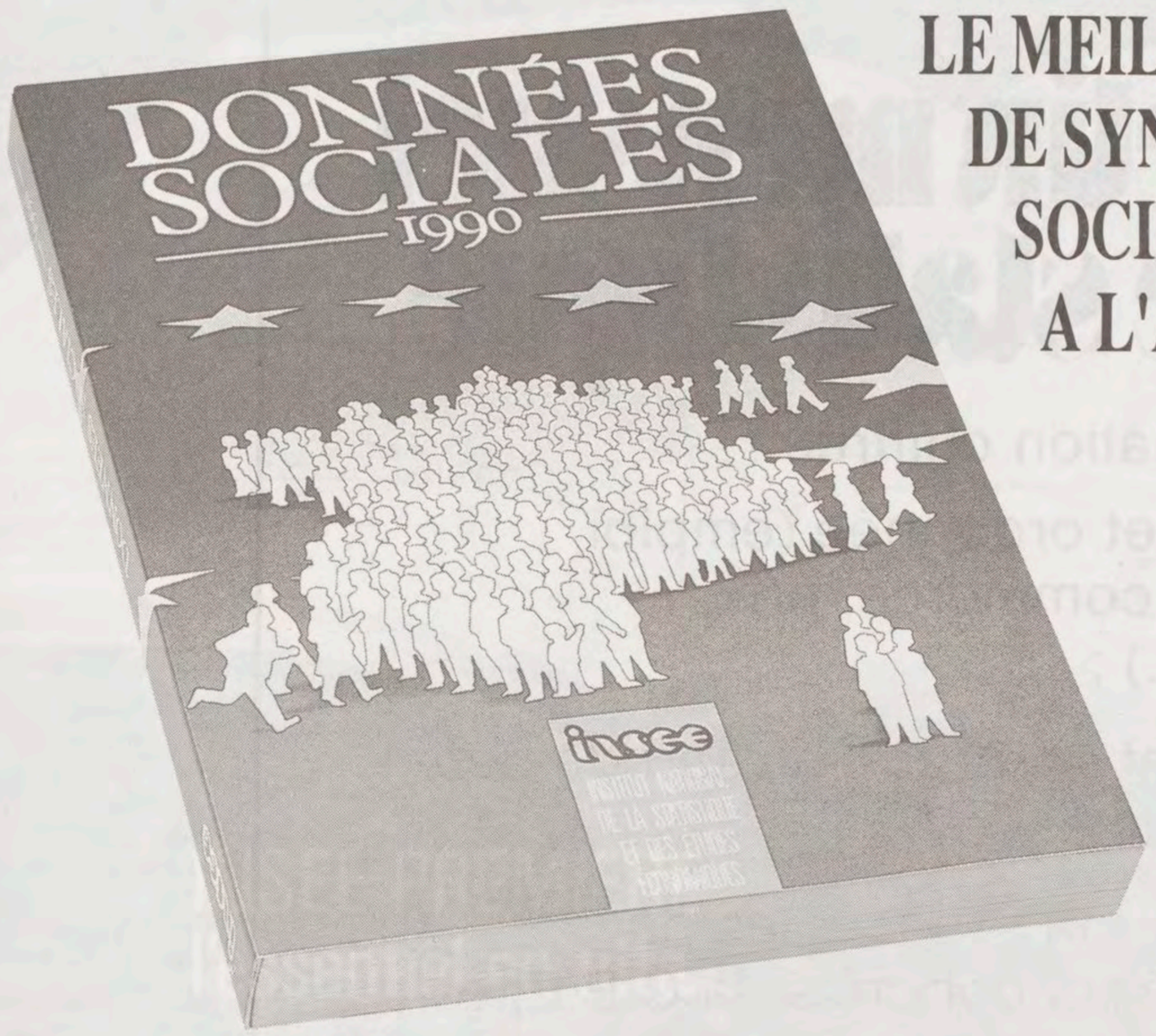
	Débit			Crédit		
	Départements de la métropole sans Paris	Départements d'outre-mer	Total	Départements de la métropole sans Paris	Départements d'outre-mer	Total
1. Charges par nature				1. Produits par nature		
Denrées et fournitures	2.159.181	165.341	2.324.522			
Frais de personnel	11.403.428	859.029	12.262.457	Produits de l'exploitation	1.412.121	79.045	1.491.166
Impôts et taxes	75.592	3.831	79.423	Produits domaniaux	367.309	9.837	377.146
Travaux et services extérieurs	5.132.834	125.582	5.258.416	Produits financiers	280.134	59.379	339.513
Participations et prestations au bénéfice de tiers	43.309.881	1.869.813	45.179.694	Remboursements, subventions, participations	20.865.885	567.790	21.433.675
Allocations, subventions	11.968.865	424.949	12.393.814	Dotations versées par l'État	17.728.838	2.297.220	20.026.058
Frais de gestion générale et de transport	2.125.827	81.484	2.207.311	Impôts indirects	20.395.843	621.888	21.017.731
Frais financiers	8.499.193	281.530	8.780.723	Impôts directs	42.630.546	489.261	43.119.807
Dotations aux comptes d'amortissements et de provisions	9.320.432	22.946	9.343.378	Travaux équipements en régie, réductions de charges	114.540	5.683	120.223
Charges exceptionnelles	129.542	13.013	142.555	Produits exceptionnels	101.013	2.697	103.710
2. Résultats ordinaires				2. Résultats antérieurs			
Charges sur exercices antérieurs	35.983	6.704	42.687	Produits sur exercices antérieurs	14.797	192	14.989
Titres annulés ou admis en non-valeur	165.552	3.774	169.326	Mandats annulés ou atteints par la déchéance	52.570	193	52.763
Prélèvements sur recettes de fonctionnement	8.825.343	191.289	9.016.632	Prélèvement sur recettes de fonctionnement	—	—	—
Total des charges	103.151.653	4.049.285	107.200.938				
Excédent de l'exercice	811.943	83.900	895.843				
Total général	**103.963.596**	**4.133.185**	**108.096.781**	**Total général**	**103.963.596**	**4.133.185**	**108.096.781**

SOURCES DE DOCUMENTATION

— Revue mensuelle « Statistiques et Études financières », ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction de la Prévision);
— « Notes bleues » Service de l'information du ministère de l'Économie, des Finances et du Budget;
— « Rapport du Conseil des Impôts » (annuel);
— « La situation du Trésor et de la dette publique » (annuel). Direction de la Comptabilité publique;
— « Annuaire statistique de la Direction générale des impôts »;
— « Renseignements statistiques relatifs aux impôts directs » (annuel). Direction générale des impôts;
— « Statistiques financières des collectivités locales » (annuel). Direction de la Comptabilité publique;
— « Rapport annuel du Conseil de Direction du Fonds de Développement économique et social ».

L'EVENEMENT :

DONNEES SOCIALES 90 VIENT DE PARAITRE



LE MEILLEUR OUVRAGE DE SYNTHESE SUR LA SOCIETE FRANCAISE A L'AUBE DES ANNEES 90...

□ 87 analyses portant sur la politique, le sport, le monde associatif, la religion... autant de thèmes qui font chaque jour l'actualité.

□ La France re-située dans le contexte social européen.

□ Des articles rédigés par les meilleurs spécialistes de chaque domaine.

□ Un livre clair et attrayant qui se lit comme une histoire passionnante.

□ Un instrument de travail, de réflexion ou tout simplement de culture.

DONNEES SOCIALES 90
l'ouvrage 21 x 29,7 cm
464 pages 250 F

. . . A LIRE ABSOLUMENT !

© media conseil dijon

BON DE COMMANDE

A retourner à l'Observatoire Economique de votre région

Oui, je souhaite recevoir :
..... exemplaire de DONNEES SOCIALES 1990 au prix unitaire de 250 F

+ participation aux frais d'expédition :

France : 10 F par envoi
Etranger : 20 F par exemplaire
Etranger (par avion) : 100 F par exemplaire

Ci-joint en règlement la somme de ..... F
par chèque à l'ordre de l' INSEE.

insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Nom ou raison sociale .....

Adresse .....

.....

.....

Code postal .....

Ville .....

Chaque mois,
l'ensemble de la vie économique,
démographique et sociale
en 5 000 séries statistiques

bulletin mensuel de statistique

Une information chiffrée :

- complète et ordonnée (emploi, industrie, commerce, prix, finances...) ;
- fournissant un grand niveau de détail sur les indices ;
- concernant la France, les pays africains francophones, la C.E.E. et divers pays étrangers.

bulletin mensuel de statistique

Édition disponible sous deux formes :

Édition papier :
Abonnement 1 an (12 numéros)
France : 290 F, étranger : 362 F.
Le numéro : France : 28 F.

Édition microfiche :
Abonnement 1 an (12 numéros)
France : 148 F, étranger : 185 F.
Le numéro : 18 F.

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à, INSEE, CNGP, BP 2718, 80027 AMIENS Cedex

Veuillez noter mon abonnement au **BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE**

édition sur papier ☐
édition sur microfiche ☐

Nom ou raison sociale : .....

Activité : .....

Adresse : .....
.....Tél : .....

Ci-joint, en règlement la somme de ..... F

par ☐ chèque postal ☐ chèque bancaire ☐ mandat
à l'ordre de l'INSEE.

C 92

insee Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

L'INFORMATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE A SON 4 PAGES !

INSEE PREMIERE
l'essentiel en tête...

Vous devez ...

être le premier informé

avoir les chiffres qui font la une

garder le 4 pages de référence

INSEE PREMIERE vous livre les principaux résultats des grandes enquêtes et études de l'INSEE dès qu'ils sont disponibles.

INSEE PREMIERE sélectionne les données essentielles sur les thèmes d'actualité : économie, modes de vie, démographie...

INSEE PREMIERE est l'instrument privilégié de votre culture économique. INSEE PREMIERE, le 4 pages à consulter, à conserver.

BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI, *je souhaite m'abonner à INSEE PREMIERE. 1 an, 60 numéros :*
400 F (France)
475 F (étranger)

Nom ou raison sociale _____

Adresse _____

_____ Ville _____

Profession ou activité _____

Ci-joint, en règlement, la somme de _____ *Francs par :*
☐ *chèque bancaire* ☐ *chèque postal* ☐ *mandat* *à l'ordre de l'INSEE*

A retourner à : CNGP-INSEE BP 2718 80027 AMIENS CEDEX

insee *Un Partenaire Qui Compte*

D213

ENTREZ DANS LE MONDE DES ETUDES ECONOMIQUES ET STATISTIQUES

Chaque mois, l'OEP sélectionne et analyse la production de l'INSEE, des services statistiques des ministères et organismes d'études publics ou privés.

Bloc-Notes est l'instrument de travail privilégié des utilisateurs de la statistique.

BON DE COMMANDE

1 an
11 numéros
France métropolitaine : 135 F
Étranger : 155 F

à retourner à :
Observatoire Économique de Paris
195, rue de Bercy — 75582 Paris Cedex 12

Nom ou raison sociale : _____

Activité : _____

Adresse : _____

_____ Téléphone : _____

Ci-joint en règlement, la somme de _____F ☐ Chèque bancaire

☐ Mandat* ☐ Chèque postal à l'ordre de l'INSEE CCP 906598N*

* Pour ces deux modes de règlement : au nom du sous-régisseur des recettes de l'INSEE.

insee *Institut National de la Statistique et des Études Économiques*

B112

INDEX ALPHABÉTIQUE

(Avec numéro du chapitre et des tableaux correspondants)

A

ABATTAGE I04 1, 2, 4
ABSENTÉISME (selon qualification) C02 10
ACADÉMIE (Éducation nationale) F01 3
ACCIDENT.
- Avion L05 13
- Chemin de fer L01 11
- Mer L04 17
- Route ..... L02 20, 21 et P02 2
- Travail, prestation versée C04 10, 11
- Travail C02 7, 8
- RATP L01 9

ACHAT.
- Alimentaire D01 9
- Des ménages ..... M01 9 à 11

ACIER ..... K01 5 à 8
ACTIFS.
- Population C01 2
- Agricole I01 5, 6

ACTIONS.
- Cours des — ..... G04 1 à 3
- Bourse ..... N02 1, 3 à 5, 7, 10

ACTIVITÉ.
- Secteur d'— G02
- Taux d'— C01

ADMINISTRATION.
- Effectifs C01 7, 10
- Pénitentiaire P02 8

AÉRODROME-AÉROPORT ..... L05 7 à 12
AÉRONAUTIQUE ..... K07 11 à 14
AÉRONEF ..... L05 3, 4 et K07
AÉROPORT (Voir AÉRODROME).
AGENCE DE VOYAGES E03 1
AGENTS DE L'ÉTAT.
- Collectivités locales C01
- Effectifs ..... C01 7 à 13
- Rémunérations C03 12, 14, 15

AGGLOMÉRATION.
- Métropole A01 5
- Outre-mer B01 10

AGRÉGAT.
- Monétaire N01 4
- Par habitant comptabilité nationale G01 8, 13

AGRICULTURE I01
- Commerce extérieur I01 23
- Comptes de la branche I01 24, 25
- Indices de prix agricoles H03 1, 2

AIDE SOCIALE D03 14, 15
ALCOOL PRODUCTION I04 14, 16
ALIMENTATION.
- Dépenses d'— ..... D01 1 à 3
- Consommation des ménages D01

ALLOCATION.
- Chômage ..... C04 21 à 23
- Familiale (bénéficiaires et montant) ..... C04 12 à 14, 16
- Logement C04 13

ALLUMETTES (Production) I04 18
ALUMINIUM K02
AMEUBLEMENT.
- Industrie de l'— K09 1, 2, 4
- Indices de prix ..... H01 1, 2 et H03 5

AMIANTE (Production) K10 4
ANIMATEUR E04 3, 4
- Sportif et socio-éducatif E04 1, 2, 5

ANIMAUX.
- Indices de prix H03 1
- Production animale ..... I01 20 à 22

APPAREIL PRODUCTIF G02
APPRENTIS.
- Effectifs F01 19

ARCHÉOLOGIE E02 7
ARCHIVES (nationales, départementales, film) ..... E02 1 à 3, 19
ARMÉE.
- Budget ..... P03 2 à 4
- Effectifs C01 7

ART ..... E 02
ART LYRIQUE E02 15
ARTICLE DE SPORT K10 7, 8
ARTISANS ..... G02 9 à 12
ARTS PLASTIQUES, HISTOIRE DE L'ART (Enseignement) E02 31
ASSOCIATION (Jeunesse et sports) ..... E04 11, 13, 15 à 17
ASSURANCES M04
- Dommages ..... M04 6 à 8
- Maladie C04 9, 10
- Vie M04 5

AUDIENCE (radio-télévision) E01 17
AUDIOVISUEL.
- Disques, dépôt bibliothèque nationale E02 16, 17
- Écoute, recette, effectif (service public) E01 9, 10

AUTEUR-COMPOSITEUR (SACEM) ..... E02 12 à 14
AUTOBUS, AUTOCAR L02 12, 14
- Production K07

AUTOFINANCEMENT.
- Comptabilité nationale G01 9

AUTOMOBILE ..... D01 1 à 3
- Assurance M04 6
- Commerce et réparation M03 1, 2
- Commerce extérieur K07 5
- Construction ..... K07 1 à 3 et G03 2
- Immatriculations L02 6, 7
- Indices de prix ..... H01 7 à 9 et H03 5

Cet index a été préparé par l'Observatoire économique de Paris.

AVIATION CIVILE.
Sécurité L05
AVION (Voir aussi AÉRONEF) ..... L05 3, 4 et K07 12 à 14

B

BACCALAURÉAT F01 11
BALANCE DES PAIEMENTS O02
Brevets F03 5
Commerciale O01
Touristique (avec l'étranger) E03 18
Du commerce extérieur 001 1, 5
BALLON (Voir AÉRONEF).
BANQUE ..... N01 1 à 3
BARRAGE ..... A03 14 et J04 2, 4, 10
BATEAU.
Commerce L04 3, 6, 12
Construction navale ..... K07 6 à 10
Fluvial L03 6
Pêche I03 1
Plaisance ..... K10 7 à 9 et E05 6 à 8
BÂTIMENT, TRAVAUX PUBLICS K11
Autres que logement K11 11
Données générales ..... K11 1 à 3
BÉNÉFICES DES ENTREPRISES G02 18
BIBLIOTHÈQUE E02 28, 29
BIEN CONSOMMÉ ..... D01 1 à 3
BIEN DURABLE.
Consommation, équipement D01 2, 3
Électroménager K06 7
BIENS CONSOMMATION COURANTE.
(Indice prix de vente industriel) H03 5B
BIENS INTERMÉDIAIRES (Indice prix de vente industriel) H03 5B
BIÈRE I04
BIJOUTERIE ..... K10 7 à 9
BILAN.
De l'énergie J01
Électricité J04 9
Entreprises G02 19
Gaz J05 3
Matière bois I02 12
Pétrolier J03
Des entreprises G02 19
BOIS, PAPIERS, IMPRIMERIE K09
BOIS ..... K09 1 à 4
Bilan de la matière bois I02 12
Exploitation forestière ..... I02 8, 9 et I01 8
BOISSON.
Consommation des ménages D01 1, 3
Indices de prix H01 1, 2
Prix de détail H02
Production I04 14, 16, 17
BON DU TRÉSOR P03 8
En portefeuille N01 4, 9
Taux d'intérêt N01 14
BONNETERIE K08 9
BOURSE N02
BRANCHE.
Recherche par — F02 7, 8
Contribution au PIB G01 3, 4
BREVET D'INVENTION F03 2, 3
BUDGET.
Ménages D01 6
De l'État ..... P03 2 à 5
BUDGET TEMPS (Voir EMPLOI DU TEMPS).
BUREAU.
D'études et de conseil ..... M02 3 à 7
De poste L06 5, 6

C

CACAO I04 12
CAFÉ.
Brûlerie et torréfaction I04 11
Indices de prix ..... H01 1, 2 et H03
Prix de détail H02 1
CAISSE D'ÉPARGNE N01 17, 19
CAMIONS.
Parc et immatriculation L02 6, 8, 13
Production ..... K07 1 à 3
CAMPING-CARAVANING E03 3
CANAL ..... L03 2 à 4
CANTONALES (ÉLECTIONS) P01 1
CAOUTCHOUC, MATIÈRES PLASTIQUES ET INDUST. DIV. K10
CAOUTCHOUC K10 1, 2
Fabrication et transformation ..... K04 4 à 7 et K10 1 à 4
CAPITAL DES ENTREPRISES G02 19
CAPITALISATION BOURSIÈRE N02 3
CAPITAUX (Mouvements de —) O02
CAPTEUR SOLAIRE J01 12
CARBURANT (Voir ESSENCE, FIOUL, GAZ, SUPERCARBURANT).
CARTON K09 5, 6, 9
CASINO E05 5
CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE (Voir CSP).
CEE.
Commerce extérieur caoutchouc France K10 3
Effectifs animaux I01 21
Exploitations agricoles I01 4
Importation française de charbon J02 4
Part pétrole dans consommation d'énergie J03 6
Population des États B01 6
Production électricité nucléaire J04 5
Règlements entre la France et la CEE O02 3
Trafic maritime L04 12, 13
CEE (Voir aussi PAYS ÉTRANGERS) B03
CÉLIBATAIRES B01 3
CENTRALE ÉLECTRIQUE J04 2
CENTRES DE LOISIRS ET VACANCES ..... E04 3 à 8
CENTRE POMPIDOU E02 11
CÉRÉALES.
Production de — I01 17
Travail du grain I04 9, 10
CHAUFFAGE DES LOGEMENTS D02 4
CHAMBRES D'HOTES E03 3
CHANGE.
Taux de — ..... G04 6 à 8
Or, devises N02 11
CHANTIER.
Du BTP selon le type d'ouvrage ..... K11 4 à 6
Naval ..... K07 6 à 10
CHARBON J02
Bilan de l'énergie J01 1
CHARCUTERIE (Fabrication) I04 3
CHASSE A03 8
CHAUSSURE (Industrie de la —) K08 11, 12, 16
CHEMINS DE FER ET MATÉRIEL FERROVIAIRE ..... K07 et L01 2
CHEPTEL I01 20, 21
CHÈQUES POSTAUX L06 7
Tarif H02 4
CHERCHEURS F02 3, 8
CHIFFRES D'AFFAIRES.
Industrie par activité G03 1
À l'exportation ..... G02 14 et G03 1
BIC ..... G02 13 à 15
Commerce M01 7, 8
Entreprises ..... G02 13 à 17, 20A, 20B
Par activité (indice) G02 20A, 20B
CHIMIE ..... K04 4 à 7
CHOCOLATERIE I04 11, 12, 19
CHÔMAGE ..... C01 2, 3, 20 à 23
Taux de — ..... C01 2, 3 et G04 4
Allocations ..... C04 21 à 23
Partiel indemnisation C04 23
CHÔMEURS C01 2
CIMENT K03
CINÉMA ..... E02 19 à 23
CIRCULATION ROUTIÈRE ..... L02 2, 17 à 19
Accident L02
Infraction aux règles P02 3
CLASSES (Nombre de —) F01 7
CLIMATOLOGIE A02
CLUBS SPORTIFS ..... E04 10 à 14
CODEVI N02 1
COEFFICIENT DE RACCORDEMENT DES INDICES ..... H01 3 à 5, 19
COLS A01 10
COLLECTIVITÉ LOCALE.
Budget P03 12, 13
COLLECTIVITÉ TERRITORIALE.
Climatologie A02
Démographie B02 20
Disponibilité monétaire N01
Effectifs C01 12
Logement ..... D02 et K11
Population ..... A01 et B01
Superficie A01
COLLÈGE (Élèves selon le sexe) F01 8
COLONIES DE VACANCES (Voir CENTRES DE VACANCES).
COMBUSTIBLES (Minéraux solides) ..... J01 et G03 et J02 8, 9
COMITÉ ENTREPRISE C02 11
COMITÉ D'HYGIÈNE (Établissement ayant un —) C02 14
COMMERCE EXTÉRIEUR O01
Caoutchouc K10 3
Charbon J02 4
Chimie K04 7A, 7B, 11
Construction automobile K07 5
Fils - Fibres textiles K08 5
Matériel ferroviaire K07 4
Métaux non ferreux K02 3, 5
Minerais de fer K01 4
Parachimie K04 11
Pâtes papier K09 8
Production pétrolière ..... J03 8 à 10
Production énergétique J01 1

Produits agricoles I01 23
Produits agro-alimentaires I04 19
Produits de la pêche I03 7, 8
Produits forestiers I02 11
Textiles K08 7
Balance O01 1, 3, 5
par pays O01 4
par produit O01 5, 6, 7A, 7B
par zone O01 3, 6
COMMERCE INTÉRIEUR M01
COMMERCE (Juridictions commerciales) P02 1, 2
COMMERCE.
De détail ..... M01 1 à 8, 13
De gros ..... M01 1, 2, 5 à 7, 12
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (Voir CEE).
COMMUNE.
Littorale pollution saison estivale A03 20, 21
Population A01 4, 6
Effectifs des personnels C01 13
COMMUNICATION E01
Téléphonique L06 11, 13
COMPLÉMENT FAMILIAL C04 13, 15
COMPTABILITÉ NATIONALE G01
COMPTE.
Agriculture ..... I01 24, 25, 31 à 34
Et livret (Voir BANQUE).
Exploitation des entreprises G02 18
Protection sociale ..... C04 25 à 28
Satellite de la recherche F02 7, 8
Satellite de la santé D03 12, 13
De capital G01 7
CONCENTRATION DES ENTREPRISES G02 15
CONDAMNATION ..... P02 4 à 7
CONDITIONS.
De travail C02
De vie D01
CONFLITS DU TRAVAIL C02 9
CONFORT DES LOGEMENTS D02 3, 4, 6, 9, 10
CONSERVES (Production) I04 7, 8
CONSOMMATION ET MODES DE VIE DES MÉNAGES D01
Alimentaire ..... D01 et M01 10
Charbon ..... J02 5 à 7, 9, 10
Électricité ..... J04 6 à 8
Énergie trains L01 5
Énergie ..... J01 7 à 10
Gaz ..... J05 8 à 10
Médicale D03 12
Ménages ..... D01 1 à 5
Produits pétroliers J03 6, 7, 10
Des ménages M01 11
Finale G01 1, 2
CONSTRUCTION MÉCANIQUE, ÉLECTRIQUE, ÉLECTRONIQUE K06
CONSTRUCTION K11
Indice du coût de la — H03 6
Matériaux de — K03 1, 2
Aéronautique ..... K07 11 à 14
Électrique et électronique K06 4, 5
Mécanique ..... K06 1 à 3
Navale ..... K07 6 à 10
CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE ..... C01 15 à 18
CONTRAVENTION P02 4, 5
COQUILLAGE ..... I03 3 à 6
CORPS GRAS ..... H01 1, H02 1 et I04 12
COTISATIONS SOCIALES PAR RAPPORT AU SALAIRE C04 3
COUPLE B01
COURRIER L06 4, 6
COURS.
Actions et obligations ..... N02 5 à 7
Or et devises ..... G04 6 à 8
COURS D'EAU (Longueur, navigables) ..... A01 11 et L03 2 à 4
COURSES DE CHEVAUX ..... E05 1 à 3
COÛT.
Construction (indice du —) H03 6
Main-d'œuvre ..... C03 18 et G04 3
Annuel du logement ..... D02 8A et B
CRÉANCE N01 9, 10
CRÉDIT.
Établissement de — N01 2, 3, 11
Agricole I01 15
Créances sur économie ..... N01 10 à 12
Foncier K11 18, 19
Interne N01 7
Logement K11 17, 18, 20
CRÉDITS COMMERCIAUX O02
CRÉDIT-BAIL ..... M02 8 à 11
CRIME ..... P02 3 à 5
CRUSTACÉ I03 3, 4
CSP.
Assurances par — M04
Propriétaires-locataires par — D02 7
Protection maladie D03
Revenus par — C03 16, 17, 19, 20
Étude, formation continue F01 13, 21
Immatriculation automobile L02 7
Ménages, territoires d'outre-mer B01 14
CUIR (Industrie du —) ..... K08 11 à 17
CULTURE E02
CURE THERMALE E03 17
CYCLE D'ENSEIGNEMENT F01 18

D

DÉCÈS B02 1, 11
Prestations sociales versées C04 10
Par causes D03 2, 3
DÉCHETS INDUSTRIELS A03 24
DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES ..... G02 8 et M01 5
Commerce M01 5
DÉFENSE NATIONALE (Dépenses) ..... P03 2 à 4
DÉFRICHEMENT I02 3
DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL ..... C02 11 à 13
DÉLINQUANT P02 6
DÉLIT CONSTATÉ P02 3
DEMANDES D'EMPLOI (Voir CHÔMAGE).
DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES ET ÉTABLISSEMENTS G02
DÉMOGRAPHIE ..... B01 à B04
DENSITÉ DE POPULATION (Pays) A01 2
DÉPARTEMENT OUTRE-MER.
Actifs C01 25, 26
Agriculture ..... I01 26 à 34
Bureau de poste L06 5
Chômage C01 26
Climatologie A02 2
Commerce extérieur ..... O01 8 à 15
Commerce intérieur M01 2
Comptabilité nationale ..... G01 12 à 13
Construction K11 14
Démographie B02 18
Électricité J04 10
Épargne N01 20
Forêts I02 13, 14
Indices de prix H01 15
Logements D02 9
Monnaie, crédit ..... N01 2, 18 à 21
Plaisance E05 8
Population urbaine, rurale B01 11
Population B01 9, 14
Produits de la mer I03 9
Situation financière P03 14
SMIC P03 14
Transport aérien L05 11
Transport maritime L04 14, 15
Ville ..... B01 9 à 11
DÉPARTEMENT A01
Échanges migratoires B03 1, 4
Population ..... A01 1 à 7 et B01 5
Situation financière (sauf Paris) P03 14
Superficie ..... A01 1 à 3, 8
Effectif des personnels C01 13
DÉPENSES.
Aide sociale D03 15A, 15B
Environnement A03 26
État P03 4, 6
Pour l'emploi C01 27
Recherche - Développement ..... F02 1, 2, 5 à 7
Santé D03 13
De l'État pour l'agriculture I01 16
DETTE PUBLIQUE P03 7
DEVISES.
Cours des — N02 11
Actifs monétaires N01 8
Mouvement économique ..... G04 6 à 8
Taux de conversion en DTS O02 8
DIPLÔME F01 10, 11, 15, 16
DISQUE E02 16, 17
Production K10 9
DIVORCE ..... B01 3, B02 1 et P02
DROIT D'AUTEUR ..... E02 12 à 14, 23
DROIT DE TIRAGE SPÉCIAL ..... G04 7 et O02 8
DTS (Voir DROIT DE TIRAGE SPÉCIAL).
DURÉE ÉCOUTE RADIO ET TÉLÉVISION ..... E01 16 à 18
DURÉE TRAVAIL ..... C01 8, 11 et C02 1 à 5

E

EAU (Consommation, pollution) A03 12, 13, 21
ÉCHANGES EXTÉRIEURS ..... G04 1 à 3
ÉCOLE MATERNELLE ET PRIMAIRE F01 6, 7
ÉCOLES (Préparation aux grandes —) F01 14
ÉCOUTE (Radio) E01 16, 18
ECU G04 8
EDF-GDF (Tarif) H02 2, 3

ÉDITION K09 10
Industrie de l'— K09 10, 11
Livres ..... E02 25 à 27
Presse ..... E01 1 à 5
ÉDUCATION F01
Sportive E04 15
Surveillée P02 7
Budget F01 22
EFFECTIF (Voir aussi PERSONNEL ET SALARIÉ).
Agent de l'État ..... C01 7 à 13
Production d'électricité J04 1
Dans les entreprises ..... G02 14, 15 et G03 1
GDF J05 1
Par branche d'activité C03 1
RATP L01 12
SNCF L01 1, 3
ÉLECTION P01
Comités d'entreprises C02 11
ÉLECTRICITÉ J04
Bilan J01 1
Consommation des ménages D01 3
Tarif à Paris H02 3
ÉLECTROMÉNAGER ..... G03 2 et K06 7
ÉLECTRONIQUE G03
ÉLÈVE ..... E02 30, 31 et F01 2 à 4, 6, 18
ÉMISSION (Actions et obligations) N02 1, 2
EMPLOI C01
Demande (Voir CHÔMAGE).
Dépenses pour l'— C01 27
Biens et services G01 1, 2, 12
Du temps D01 7
ÉNERGIE.
Consommation d'— D01
Économies d'— J01 11
Bilan J01
Solaire J01 10
Non conventionnelle J01 13
ENFANT B01 2, 3
Naturel B02 4, 5
Légitime ..... B02 4 à 6
ENGRAIS I01 12
ENSEIGNEMENT ET FORMATION (Voir aussi SPORT ÉTUDES) F01
Agricole F01 17
Différents niveaux F01 2, 18
Public — Privé F01 2, 3, 7
Sanitaire et social F01 18
Art, musique, histoire de l'art E02 30, 31
ENTREPRISES.
Assurances M04 1, 2, 13
Commerce M01
Forme juridique G02 3, 5
Recherche — Développement F02 6
Transport aérien L05 1
Transport maritime L04 1
Transport routier L02 3
Liste selon chiffre d'affaires G02 15, 17
Selon régime fiscal G02 13, 14, 18
Artisanales ..... G02 9 à 12
Nombre d'— ..... G02 1 à 5, 9, 13 à 17 et G03 1
Services rendus aux — M02
Nombre, liste G02
ENVIRONNEMENT A03
ÉPARGNE N01 1, 4, 7, 9, 13, 17
Brute G01 7
Taux d'— ..... G04 4 et G01 9
ÉPURATION A03 24
ÉQUIPEMENT.
Culturel E02
Des ménages D01 4, 5
Éducatif F01 7, 9, 17, 18
Électroménager K06 7
Indices de prix de vente industriels H03 5B
Sanitaire D03 7, 15
Touristique E03 2, 3
ESPÉRANCE DE VIE B02 3, 14, 15
ESSENCE (Consommation d'—) L02 22
ÉTABLISSEMENTS.
Commerciaux M01 1, 2, 4, 6
De crédit N01
Enseignement F01 7, 9, 17
Sanitaire D03 9, 11
Tourisme E03 2, 3
ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX ..... G02 4 à 7
ÉTAT (Budget) ..... P03 2 à 4, 7
ÉTAT DE LA POPULATION B01
ÉTAT CIVIL B02
ÉTÉ (Vacances d'—) ..... E03 10 à 13
ÉTRANGER (Voir aussi NATIONALITÉ).
Naissance d'— B02 7
Emploi C01
Fécondité B02 7
Immigration B03 3, 5
Pays (Voir PAYS ÉTRANGERS).
Population des États de la CEE B01 6
Tourisme, vacances à l'— ..... E03 8 à 10, 18
ÉTUDIANT ..... F01 2 à 4, 12, 13
EUROPE (Élection) P01 4
EXPLOITATION.
Compte d'— ..... G02 18 et M04 5 à 8
Agricole ..... I01 1 à 4
Forestière I02 8, 9
EXPORTATION COMPTABILITÉ NATIONALE
(Voir aussi COMMERCE EXTÉRIEUR) ..... G01 1, 2, G03 1 et G04 2
EXPOSITION ARTISTIQUE E02 10

F

FAILLITE (Voir DÉFAILLANCE D'ENTREPRISE).
FAMILLE.
Ménages B01 7, 13
Prestations familiales ..... C04 12 à 15
FBCF (Comptabilité nationale) G01 1, 2, 7
FÉCONDITÉ B02 3, 8
FÉDÉRATION SPORTIVE ..... E04 9 à 14
FEMME.
Données démographiques B01 3, 4
Population active C01 2, 5
Taux d'activité C01 1
Effectifs féminins de l'État C01 8, 10, 11
FER K01
FERROVIAIRE.
Matériel ..... K07 1 à 4
Transport L01
FILM.
Cinéma ..... E02 19 à 22
Télévision E01 19
FINANCES PUBLIQUES P03
Marché financier N02
FIOUL J03 5, 6
FLOTTE.
Aérienne L05 3
Commerce (France) L04 3
Fluviale L03 6
Pêche I03 1
Plaisance E05 6, 7
FOIRE E03 16
FONCTIONNAIRES ..... C01 7 à 13
Cotisations sociales C04 5
Traitement, rémunération ..... C03 12 à 17
FONDERIE ET TRAVAIL DES MÉTAUX K05
FONTE K01 5
FORÊTS I02
FORMATION F01
Professionnelle continue F01 20, 21
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (Voir FBCF).
FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES E02 7
FRAIS DE PERSONNEL (Entreprise) G02 18
FRUIT.
Conserves I04 7, 8
Consommation des ménages D01 1, 3
Prix, indices de prix ..... H01 1, 2, H02 1 et H03 1, 2
Production I01 17, 19
Indice prix production et gros H03 1, 2
FUEL (Voir FIOUL).

G

GAEC (Voir GROUPEMENT AGRICOLE D'EXPLOITATION EN COMMUN).
GAINS SALARIAUX C03
GANT K08 15
GAZ J05
Bilan de l'énergie J01 1
Consommation des ménages D01 1, 3
Tarifs à Paris H02 2
Naturel (prod. groupes français à l'étranger) J05 4
GAZODUC J05 7
GÉOTHERMIE J01 10
GÎTE RURAL E03 3
GRAIN I04 9, 10
GRANDE SURFACE (Commerce) M01 4
GRÈVE C02 9
GROUPE D'ENTREPRISES ..... G02 22 à 24
GROUPEMENT AGRICOLE D'EXPLOITATION EN COMMUN I01 14
GUICHET BANCAIRE N01 1

H

HABILLEMENT.
Industrie de l'— ..... K08 8 à 10
Dépenses des ménages D01 1
Indices de prix ..... H01 1 à 3

HABITATION.
Construction K11
Indices de prix H01 1, 2
Logement D02
HANDICAPÉS.
Équipement et employés pour — D03 8
Allocations aux — C04 13
HÉBERGEMENT E03 3, 7
HÉLICOPTÈRE (Voir AÉRONEF).
HIPPISME E05 1, 3
HIVER (Vacances d'—) E03 14, 15
HOMME.
Données démographiques ..... B01 3, 4 et E02
Population active C01 2, 5
Taux d'activité C01 1
HÔPITAL, HOSPICE D03 9
HÔPITAUX (Employés des) C01 12
HOSPITALISATION D03 15
HÔTEL E03 2
Indices de prix ..... H01 11 à 13
Hôtellerie (salariés) M03 1, 2
HÔTESSE DE L'AIR L05 2
HUÎTRE I03
HYDRAULIQUE (Électricité) J04 4, 9, 10
HYPERMARCHÉ M01 4

I

ÎLE (Superficie) A01 8
ILLÉGITIMITÉ B02 4, 5
IMMATRICULATIONS DE VÉHICULES ..... L02 6 à 12
IMMEUBLE D02 5
IMMIGRATION B03 1, 5
IMPORTATION [Comptabilité nationale] (Voir aussi COMMERCE EXTÉRIEUR). G01 1, 2, G04 3
IMPÔT ..... P03 2, 9 à 12
IMPRIMERIE K09 10, 11
INCAPACITÉ DE TRAVAIL C02 8
INCENDIE.
Assurance M04 7
Forêts I02 4
INDICES DE PRIX DE GROS.
Indices de prix de vente industriels H03
INDICE.
Coefficient de raccordement ..... H01 3 à 5, 19
De production industrielle agrégé G03 2A
De production industrielle détaillé G03 2B
Des gains, salaires et traitements ..... C03 5, 7 à 10
Des prix de gros (produits énergétiques) H03 4
Des prix de gros (produits industriels) H03 4
Des prix de vente industriels hors IAA H03 5B
Des prix de vente industriels IAA H03 5A
Boursier ..... N02 5 à 7
Commerce extérieur O01 7A, 7B
Coût de la construction H03 6
De prix à la consommation H01
Économique G04 1, 2
Prix agricoles à la production H03 1
Prix ..... H01 et H03
Salaires C03
De chiffres d'affaires par activité G02 20A, 20B
De prix, produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles (voir IPPINEA).
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES I04
INDUSTRIES (Voir aussi BRANCHE ET SECTEUR) ..... G03 et H03
Prix industriels H03 3, 5
Diverses K10
INFLATION (Indices de prix) H01
INFORMATION E01
INFORMATIQUE.
Études et services M02 7
Parc d'ordinateurs K06 6
Réseaux L06 14
INFRACTION CONSTATÉE P02 3
INGÉNIERIE ..... M02 3 à 5
INGÉNIEUR (Diplômes d'—) F01 16
INSTITUTEUR F01 5
INSTITUTION FINANCIÈRE N01 2, 3
INTÉRÊT (Taux d'—) N01 14, 16
INTERIM ..... C01 14, 15, 17 à 19
INTERMÉDIAIRE DU COMMERCE M01 1, 2, 5, 6, 12
INVALIDITÉ (Prestations d') C04 10, 17
INVENTION F03 2, 3
INVESTISSEMENT.
Comptabilité nationale FBCF G01 1, 2, 7, 9
Crédit-bail ..... M02 8 à 11
Logement K11 19
Taux et ratios ..... G01, G02 et G04
Des entreprises ..... G02 14 et G03 1
IPPINEA H03 3

J

JEUNES ..... B01 1 à 3
JEUNESSE ET SPORTS E04
Juridiction de la — P02 6, 7
JEUX K10 7, 8
D'argent E05 5
JOUETS (Voir JEUX).
JOURNAUX ..... E01 1 à 3, 5
JURIDICTION CIVILE (Activité) P02 1, 2
JUSTICE P02

L

LAC (Superficie) A01 8
LAIT.
Consommation des ménages D01 1, 3
Production I04 5, 6
LANDAU K10 9
LECTURE E02 24, 28, 29
LÉGUMES.
Conserves I04 7, 8, 19
Consommation des ménages D01 1, 3
Indices de prix à la consommation H01 1, 2
Indices de prix de vente industriels H03 1, 2
Prix H02 1
Production I01 17, 18
LICENCE SPORTIVE ..... E04 9 à 14
LIEU D'ACHAT (Commerce) ..... M01 9 à 11
LIGNES.
Aériennes L05 5
Chemin de fer L01 2
Électriques J04 3
LIQUIDATION DE BIENS ..... G02 et M01
LITTORAL (Pollution du —) ..... A03 18 à 21
LIVRE (Édition, ventes, bibliothèque) ..... E02 24, 26 à 29 et K09
LOCATAIRE D02 2, 7, 8
LOGEMENT D02
Ancienneté D02 5
Confort D02 3
Consommation des ménages D01 1, 2
Construction de — ..... K11 7 à 10, 12 à 14
Indice du coût de la construction H03 6
Prêts au — K11 17, 18, 20
Vacant D02 1
Ventes, stocks K11 21, 22
LOI DE FINANCES (Exécution) P03 1, 6
LOISIRS DIVERS (Voir aussi CULTURE ET TOURISME) E05
Centre de — ..... E04 6 à 5
Sports E04
LOTERIE NATIONALE — LOTO E05 4
LOYERS ET CHARGES D02
Indices de prix H01 1, 2
LYCÉE (Élèves selon le sexe) F01 8

M

MACHINES.
Agricoles, indices de prix H03 3, 5
Agricoles ..... I01 10, 11 et K06 1 à 3
Outils, indices de prix H03 3, 5
Outils K06 1, 3
MAGNÉTOSCOPE ..... E01 6 et E05 10
MAISON.
Familiale de vacances E03 3
Individuelle D02 5
MALADIE.
Assurance C04 9, 10
Longue — D03 1
Professionnelle C02 6
Protection en cas de — D03
MANDATS POSTAUX L06 8, 9
MARCHANDISE.
Par air ..... L05 5, 9 à 12
Trafic ferroviaire L01 7, 8, 10
Trafic fluvial ..... L03 7 à 10
Trafic maritime ..... L04 9 à 13, 15, 16
Transport routier L02 3, 14, 17, 18
MARCHÉ.
Financier, bourse N02
Parts de — O01 2
Du travail C01 20, 21
MARIAGE ..... B01 3 et B02 9
MARIN-PÊCHEUR I03 2
MARINE DE COMMERCE L04
MARINIER L03 5
MAROQUINERIE K08 15
MARQUE DÉPOSÉE F03 1
MASSE SALARIALE C03 1
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION K03

MATÉRIEL.
De transport terrestre, construction navale et aéronautiques K07
Agricole ..... I01 10, 11 et K06 3
Ferroviaire ..... L01 4 et K07 4
Transport terrestre ..... L01 4 et K07 1 à 3
MATERNITÉ (Prestations de —) C04 10, 13
MATIÈRE PLASTIQUE ..... K04 4 à 9 et K10 1 à 3, 6
MÉCANIQUE.
Construction ..... K06 1 à 3
De précision ..... K06 1 à 3
MÉDECIN D03 5, 6
Du sport E04 16
MÉDIAS E01
MÉNAGE.
Logement D02
Consommation D01
Données démographiques B01 7, 13
Équipement ..... D01 4, 5 et E05 10
Migrations B03
Revenu ..... C03 et G01
Services aux ménages M03
MER.
Interventions et accidents en — ..... E05 9 et L04 17
Produits de la — ..... I03 4 à 6
Qualité des eaux de — A03 19
MÉTAUX (Travail des —) K05 1, 2
MÉTÉOROLOGIE, Climatologie A02
MÉTRO (Voir RATP et RER).
MEUBLE EN MATIÈRE PLASTIQUE K10 10
MICROFILM, Archives E02 2, 3
MIGRATIONS B03
MINERAIS DE FER ET SIDÉRURGIE K01
MINERAIS, MÉTAUX ET DEMI-PRODUITS NON FERREUX K02
MINÉRAUX DIVERS ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION K03
MINEUR, CHARBONNAGES J02 1
MINEUR DÉLINQUANT P02 6, 7
MINIMUM VIEILLESSE C04 18
MINISTÈRES (Employés des) C01 9
MINITEL L06 15
MODE DE VIE D01
MONNAIE.
Crédit, épargne N01
Devises ..... G04 6 à 8 et N01 4, 9 et N02 11
MONUMENTS HISTORIQUES (Fréquentation des) ..... E02 4 à 6
MORTALITÉ ..... B02 2, 12 à 15
Causes de décès D03 2, 3
Infantile B02 1, 2
Tables B02 14, 15
Taux B02 2, 12, 13
MOTOCYCLE (Production) ..... K07 1 à 3
MOULE (Coquillage) I03
MOUVEMENT ÉCONOMIQUE G04
MOUVEMENT NATUREL DE LA POPULATION B02
MOUVEMENTS MIGRATOIRES B03
MUNICIPALES (Élections) P01 3
MUSÉE ..... E02 8 à 10
MUSIQUE (Enseignement de la —) E02 30
MUTUALITÉ C04 24
MUTUELLE (Voir MUTUALITÉ).

N

NAISSANCES ..... B02 3 à 7
NATALITÉ B02 2, 4
NATIONALITÉ (Voir aussi ÉTRANGER) B04
Actifs par — C01
Acquisition, perte B04 1, 2
Données démographiques ..... B02 7 et B03 3
Migrations B03 3, 5
Naissance B02 7
NAVIGATION DE PLAISANCE ..... E05 6 à 8
NAVIRE (Voir BATEAU).
NIVEAU DE VIE D01
NUCLÉAIRE (Électricité —) J04 5
NUPTIALITÉ ..... B02 1 à 3, 9, 10

O

OBLIGATIONS N02 1, 3, 6, 8, 9
OLÉODUC J03 3
OPÉRA E02 15
OPÉRATIONS DU TRÉSOR PUBLIC ..... P03 1 à 5
OR.
Cours de l'— N02 11
Monnaie ..... N01 4 à 8
Prix du kilo d'or fin G04 5, 7, 8
ORDINATEURS, Parc K06 6
ORDURES MÉNAGÈRES A03 22, 23

P

PAIEMENTS (Balance des —) O02 1, 2
PAPIER ET CARTON K09 5, 6, 9
Production G03
PARACHIMIE ..... K04 8 à 10
PARC.
Automobile des ménages D01 3
Bateaux fluviaux L03
De véhicules de transports L02
PARCS NATURELS, Régionaux, nationaux A03 4, 6
PARLEMENT EUROPÉEN, Élection P01 4
PART DE MARCHÉ par pays O01 2
PASSAGER (Voir VOYAGEUR).
PÂTE À PAPIER ..... K09 5 à 8
PAYS ÉTRANGERS.
Agriculture I01 4, 21
Assurances ..... M04 10 à 12
Balance des paiements O02 7
Brevets F03 2, 3
Consommation d'électricité J04 8
Construction K11 16
Données démographiques B02 16
Énergie ..... J01 4 à 7
Gaz J05 5
Part dans consommation J03 6
Population, superficie, densité A01 2
Production d'électricité J04 5
Protection sociale ..... C04 25 à 28
Recherche-développement F02 4
Taux de chômage C01 3
Trafic aérien L05 12
Trafic maritime L04 12, 13, 16
Comptabilité nationale (agrégats) G01 10, 11
PEAUX (Collecte des —) K08 13
PÊCHE.
Maritime I03
Fluviale A03 8
PÉNICHE L03 6
PENSION DE VIEILLESSE ..... C04 16 à 20
PÉPINIÈRE I02 6
PERFORMANCES DES ENTREPRISES G02 20, 21
PERSONNEL.
Navigant air L05 2
Sanitaire et social D03 5, 6, 7A, 7B
Transports aériens L05 2
PERSONNEL DE L'ÉTAT, Dépenses P03 6
PERSONNEL DE LA MARINE DE COMMERCE L04 4
PERSONNEL HOSPITALIER, Effectifs D03 6A, 6B
PÉTROLE J03
Bilan de l'énergie J01 1
Production française à l'étranger J03 1
PHARMACIE ..... K04 11 à 13
Indices de prix des produits vendus en — H01 6
PIB (Voir PRODUIT INTÉRIEUR BRUT).
PIÈCES, Nombre par logement D02 5
PILOTE (Air) L05 2
PLAFOND DE COTISATION À LA SÉCURITÉ SOCIALE C04 4
PLAISANCE ..... E05 6 à 8
PLAN D'ÉPARGNE LOGEMENT (Voir ÉPARGNE).
PLANCHE À VOILE ..... E05 10 et K10 9
PLANEUR (Voir AÉRONEF).
PLASTIQUE MATIÈRE (Voir MATIÈRE PLASTIQUE).
PNEUMATIQUE K10 4, 5
POLLUTION.
Lutte contre la — A03 17, 24
Atmosphérique ..... A03 9 à 11
De la mer ..... A03 18 à 21
Des eaux A03 12, 15, 21
POPULATION ACTIVE ..... C01 et G04 4
Agricole I01 5, 6
Migrations B03
POPULATION.
Agricole I01 7
Commune A01 6
Département outre-mer B01 9, 14
Département ..... A01 3 et B01 5
Et superficie pays étrangers A01 2
Et superficie TOM A01 12
France entière B01 1
Migration B03
Mouvement naturel B02
Par CSP B01
Par état matrimonial B01 3
Par nationalité B01
Par sexe, âge B01 3, 4
Pénale P02 8
Région ..... A01 1 et B01 5
Territoires d'outre-mer ..... B01 14 à 16
Urbaine, rurale DOM B01 11
Urbaine, rurale A01 6
Ville et agglomération A01 5
Active occupée ..... C01 4 à 6

PORTS.
Fluvial, trafic L03 10
Maritime, trafic ..... L04 5 à 7, 9, 14, 15
De plaisance E05 7
PORTS MARITIMES MONDIAUX L04 16
POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (Voir aussi P et T) L06
POUSSETTE K10 9
PRÉCIPITATIONS A02
PRÉRETRAITE C04 21
PRESSE ..... E01 1 à 5 et K09 10, 11
PRESTATIONS SOCIALES C04
Reçues par les ménages C04 2
Versées par la Sécurité sociale C04 4
PRÊT AU LOGEMENT K11 17, 18, 20
PRÊT ..... N01 10 à 12
PRIME D'ASSURANCE M04 7
PRISON P02 8
PRIX.
À la consommation (Indice des —) H01
Agricole (Indice des —) H03 1
De détail (Voir aussi COÛT) H02
De détail (Indice des —) ..... G04 1 à 4 et H01
De gros alimentaires (Indices des —) H03 2
Terres agricoles I01 9
De vente industriels (Indice des —) H03
PRODUCTION INDUSTRIELLE G03
Agricole ..... I01 17 à 22
Agro-alimentaire ..... I04 1 à 14, 16 à 18
Amiante K10 4
Bois, papier, imprimerie K09
Charbon J02 3
Chimie K04 6, 10
Électricité J04 4
Énergie ..... J01 2 à 4
Fonderie, travail des métaux K05 3, 4
Forestière I02 7, 9, 10
Gaz ..... J05 2 à 5
Maritime I03
Matériaux de construction K03 3
Mécanique, électrique K06 3
Minerais, métaux non ferreux K02 4, 6
Pharmaceutique ..... K04 12 à 14
Pneumatique K10 5
Sidérurgique ..... K01 5 à 7
Textile, habillement, cuir K08
Verre K04 3
Pétrole J03 1
Industrielle (Indice) G03 2A, 2B
PRODUCTIVITÉ horaire apparente du travail G04 4
PRODUIT.
Consommation de différents produits ..... D01 1 à 3
Commerce extérieur par — O01 5, 6, 7A, 7B
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT ..... G01 1 à 5 et G04 3, 4
PRODUITS ÉNERGÉTIQUES (Indice prix de vente industriel) H03 5B
PROFESSEUR F01 5
De sport M03 1
PROFESSIONS DE SANTÉ (Effectifs et densité) D03 5
PROFESSIONS SOCIALES D03 7A, 7B
PROGRAMME DE TÉLÉVISION (Voir TÉLÉVISION).
PROPRIÉTAIRE D02 2, 7, 8
PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE F03
PROTECTION SOCIALE C04
PTT ..... L06 1 à 3, 10
Tarifs H02 4

R

RADIO ..... E01 7, 9, 12 à 16, 18
RAFFINERIE PÉTROLIÈRE J03 4
RAIL-ROUTE, Transports combinés L01 9
RATIOS.
Comptabilité nationale G01 9
Performances des entreprises G02 21
RATP L01 12
Tarifs H02 8
RECETTES DE L'ÉTAT P03 5
RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE F02
RÉCUPÉRATION A03 25
REDEVANCE.
Brevets F03 5, 6
Radio, télévision et magnétoscope E01 6
RÉFÉRENDUM P01 2
RÉGIE AUTON. DES TRANSP. PARIS (Voir RATP).
RÉGIMES.
D'aide sociale ..... D03 14 et 15
De sécurité sociale C04 3, 4, 16
RÉGION.
Commerce par M01 2, 3
Données démographiques ..... A01 et B03
Entreprises, établissements par — G02 6, 9
Population, superficie, densité ..... A01 1 et B01 5
Effectif des personnels C01 13
REGISTRE DES MÉTIERS ..... G02 9 à 12
RÈGLEMENT.
Balance des paiements par pays O02 5A, 5B, 6
Balance des paiements par zone O02 3, 4
Judiciaire (Voir ENTREPRISE DÉFAILLANCE).
REMEMBREMENT I01 13
REMONTÉES MÉCANIQUES M03 1, 2
REMORQUE, Immatriculation L02 10, 11
RÉMUNÉRATION.
Épargne N01 17
Salaire, traitement et gains ..... C03 4 à 6
RÉPARATION (Services de —) M03 1, 2
REPAS À L'EXTÉRIEUR ..... D01 8 et H01 10
RER L01 9, 12
RÉSEAU.
Express régional (Voir RER).
Navigable ..... L03 2 à 4
Routier L02 1
Télé-informatique L06 13, 14
RÉSERVE.
Chasse A03 8
Naturelle A03 7
RÉSERVE (Voir STOCKAGE).
RÉSIDENCE.
De vacances E03 3, 7, 10, 13, 15
Principale, secondaire D02
RESSOURCES (Biens et services) G01 1, 2
RESTAURANT.
Consommation des ménages D01
Indices de prix H01 10
Salariés M03 1, 2
RÉSULTAT (Compte de —) G02 18
RETENUE D'EAU ..... A03 14 et J04 2, 4, 10
RETRAITE ..... C04 16 à 20
Des cadres, cotisants et taux C04 8
REVALORISATION DES RETRAITES C04 16, 17
REVENU C03
De remplacement du salaire C04
Disponible G01 6
Et niveau de vie D01
Fiscal C03 19, 20
Imposable P03 10
Impôt sur le — P03 10, 11
National G04 1, 2
Par tranche C03 9, 21
Primaire G01 5, 6
RIM (Voir REGISTRE DES MÉTIERS).
ROUTE L02 1

S

SALAIRES ET REVENUS C03
SALAIRE C03 2A, 2B
Taux de — C03 7, 8
Annuel C03 11, 2A, 2B
Mensuel (indice) C03 9, 10
Minimum (Voir aussi SMIC) C03 3
Secteur C03
SALARIÉS C01 5, 6
Commerce M01 6
Dans les entreprises d'assurance M04 2
Des entreprises de service ..... M02 1 à 3 et M03 1, 2
SANTÉ.
Aide sociale D03
Consommation des ménages ..... D01 1 et 2
Enseignement des métiers de la — F01 18
SCIERIE I02
SCOLARISATION, Taux F01 1
SECTEUR.
Actifs par — ..... C01 2, 4 à 6
Brevets par — F03 4
Pollution par — A03 10, 11, 16
Durée du travail C02 1
Économies d'énergie J01 11
Entreprises, établissements G02 1, 10
Groupes d'entreprises ..... G02 22 à 24
Salaires C03
Travail temps partiel C02 5
SECTEUR PUBLIC (Effectifs du —) ..... C01 7 à 13
SECTIONS SPORTIVES ..... E04 10 à 14
SÉCURITÉ DE L'AVIATION CIVILE L05 13
SÉCURITÉ SOCIALE C04
SÉJOURS DE VACANCES E03 6, 8, 10
SERVICES MARCHANDS (à destination des ménages) M03
SERVICES MARCHANDS (rendus principalement aux entreprises) M02
Consommation des ménages D01 1, 2
Indices de prix ..... H01 1, 2, 10 à 13
Prix et tarifs H02
SIDA D03 4
SIDÉRURGIE (Production) ..... K01 5 à 7
SITES INSCRITS ET CLASSÉS A03 5

SIVP F01 22
SMIC ET SMIG ..... C03 3 et G04 2, 3
SNCF.
Effectifs, recettes, investissements L01 1
Indices de prix H01 14
Tarifs H02 6
SOCIÉTÉ.
Assurances M04 1, 2, 13
Et groupes de sociétés G02 3, 5
Et quasi-société (SQS) G01
Financière N01 2
Pétrolière et gazière ..... J03 et J05 1, 4
SOMMET (Altitude) A01 9
SPORTS E04
D'hiver E03 14, 15
Études E04 15
SPORTIF PROFESSIONNEL M03 1
STAGE [Insertion vie professionnelle] (Voir SIVP).
STATUT.
Fonction publique (Effectif par —) ..... C01 8 à 11
Occupation des logements D02 2, 7, 8
STOCKAGE GAZ J05 6
STRUCTURE DE LA CONSOMMATION DES MÉNAGES D01 6
SUCRE.
Consommation des ménages D01 3
Production I04 11, 12
SUPERCARBURANT (Consommation) L02 22
SUPERFICIE.
Département A01 3
Des exploitations agricoles I01 3, 4, 26
Forestière I02 1, 2, 13, 14
Îles et lacs A01 8
Pays A01 2
Région A01 1
Territoires d'outre-mer A01 12
Zones naturelles, protégées A03 2, 3
SUPERMARCHÉS M01 4
SYNDICAT ..... C02 11 à 13
Élections aux comités d'entreprises C02 11
SYSTÈME PRODUCTIF G02

T

TABAC (Production) I04 18
TAILLE (Entreprise et établissement) G02 1, 2, 6, 7, 14
TARIFS.
SNCF indices de prix H01 14
Services publics H02 2, 8
TAUX.
Activité par sexe et âge C01 1
Autofinancement G01 9
Change N02 11
Change depuis 1901 ..... G04 6 à 8
Chômage France G04 4
Chômage sept pays de l'OCDE C01 3
Conversion monnaies, DTS O02 8
Cotisation sécurité sociale ..... C04 5 à 7
Départ en vacances E03 5
Épargne des ménages G04 4
Épargne financière des ménages G01 9
Indépendance énergétique J01 5, 6
Intérêt N01 14, 16
Investissement des SQS (sociétés et quasi-sociétés) G04 4
Mortalité infantile B02 2
Nuptialité B02 3
Prélèvements obligatoires G01 9
Rendement des actions et obligations ..... N02 8 à 10
Reproduction B02 3
Réussite au baccalauréat F01 11
Salaire ouvrier G04 3
Salaire ..... C03 7 et 8
Scolarisation F01 1
Utilisation capacités productives G04 4
TAXE ..... P03 et G01 3, 4
TAXE À LA VALEUR AJOUTÉE (Voir TVA).
TAXIS (Tarifs à Paris) H02 7
TÉLÉCOMMUNICATIONS L06
Recettes L06 10
Tarifs H02 4
TÉLÉINFORMATIQUE L06 14
TÉLÉPHONE ET TÉLÉGRAPHE L06 10, 11, 13
Tarifs H02 5
TÉLÉTEL L06 15
TÉLÉVISEUR.
Construction K06 4, 7
Taux d'équipement des ménages D01 4, 5
TÉLÉVISION ..... E01 8, 9, 11, 16 à 19
Consommation des ménages D01 2, 3
TÉLÉVISION RADIO (Durée écoute quotidienne) ..... E01 16 à 18
TÉLEX L06 10, 12
TEMPÉRATURE A02
TEMPS.
Écoute radio E01 16, 18
Travail C02 3
TEMPS PARTIEL (Travail à —) ..... C01 11 et C02 4, 5
TERMES DE L'ÉCHANGE, Commerce extérieur O01 9
TERRES LABOURABLES I01 8, 9
TERRITOIRE D'OUTRE-MER.
Climatologie A02 2
Commerce extérieur ..... O01 16 à 19
Construction K11 15
Démographie B02 18, 19
Monnaie N01 20
Population ..... B01 14 à 16
Superficie, population A01 12
Transport aérien L05 11
Ville B01 15
TEXTILES ET CUIRS K08
Artificiel et synthétique ..... K08 1 à 3
Indices de prix H01 1, 2
Industrie ..... K08 4 à 6
THÉÂTRE E02 18
THERMALISME E03 17
TITRE DE LA PRESSE (Voir ÉDITION).
TOURISME (Voir aussi VACANCES) E03
TRAFIC.
Aérien ..... L05 5 à 12
Fluvial ..... L03 7 à 10
Marchandises par fer L01 7, 8, 10
Maritime L04
Portuaire France et étranger L04 16
Postal L06 6
Routière (marchandises et voyageurs) ..... L02 2, 17 à 19
Téléphonique L06 11
Voyageurs par fer L01 6, 10
TRAINS L01
TRAITEMENTS (de la Fonction publique) ..... C03 14 à 17
TRANSACTIONS N02 4
TRANSFERT.
Capitaux O02
Comptabilité nationale G01 6
TRANSPAC L06 14
TRANSPORTS.
Aériens L05
De navigation intérieure L03
Ferroviaires L01
Maritimes L04
Routiers L02
Consommation des ménages D01
En commun : tarif ..... H02 6 à 8
Fluviaux (entreprise, effectifs, chiffre d'affaires, investissement) ... L03 1
Gaz J05 7
Maritimes (auxiliaires de —) L04 2
Maritimes (entreprise, effectifs, chiffre d'affaires, investissement) . L04 1
Routiers L02 3, 4
Terrestres (auxiliaires de —) L02 5
Terrestres (matériel de —) ..... K07 1 à 5
Terrestres (matériel de construction) ..... K07 1 à 3
Urbains (entreprise) ..... L01 12 et L02 4
Urbains RATP ..... L01 12 et L02 4
TRAVAIL.
À temps partiel ..... C02 4, 5 et C01 11
Bois K09 3
Durée du — ..... C02 1 à 5
Marché du — C01 20, 21
Métaux K05 1, 2
Temporaire, intérimaire C01 14, 15, 19
TRAVAUX.
D'utilité collective (Voir TUC).
Publics (bâtiment et —) K11
Publics ..... K11 1 à 6
TRÉSOR PUBLIC (opérations du —) ..... P03 1 à 5
TUC F01 22
TVA P03 5

U

UNIVERSITÉS F01 12, 15
UTILISATION.
Du sol (forêt) I02 1, 2, 5
Du sol (répartition territoriale) A03 1
Du territoire I01 8

V

VACANCES E03
Centre de — ..... E04 3 à 5
Été-hiver ..... E03 4 à 15
Séjour de — E03 6, 8, 10
Taux de départ E03 5

VALEUR AJOUTÉE (par branche) G01 3, 4
VALEUR MOBILIÈRE ..... N02 1 à 4
Entreprises d'assurances M04 13
VALEUR VÉNALE (des terres agricoles) I01 9
VÉGÉTAUX.
Indices de prix H03 1
Productions végétales I01 17
VÉHICULE.
Indices de prix ..... H01 1, 7 à 9 et H03
Parc ..... L02 13 à 15
Production ..... K07 1 à 3
Utilitaire (immatriculation) ..... L02 6, 8 à 12
VERRE ET CHIMIE K04
VERRE ..... K04 1 à 3
VIANDE.
Consommation des ménages D01 1, 3
Prix de détail ..... H01 1, 2 et H02 1
Production ..... I04 1 à 4
VIEILLESSE (Pension) ..... C04 16 à 19, 21
VIEUX ..... B01 2 à 4
VIGNETTE AUTO L02 15
VILLAGE DE VACANCES E03 3
VILLES.
Départements et territoires d'outre-mer ..... B01 8 à 11, 14
Pollution (air des —) A03 9
Population A01 5
VIN ..... I01 17, 23, 25 et I04 13 à 16
Consommation des ménages D01 1, 3
Indices de prix ..... H01 1, 2 et H02 1
VOIES NAVIGABLES L03
VOITURES PARTICULIÈRES.
Parc et immatriculation L02 7, 15
Production K07 3
VOYAGES (Agence de —) E03 1
VOYAGEURS.
Par air L05 5, 6, 8, 10, 11
Par fer L01 6, 10
Par mer L04 7, 8
Par route L02 19
Transports routiers de — L02 4

Z

ZONE NATURELLE A03 3
ZONE PEUPLEMENT INDUSTRIEL OU URBAIN (ZPIU) A01 7

LISTE DES TABLEAUX

Page —

A. GÉOGRAPHIE ET ENVIRONNEMENT

Chapitre A.01. — Territoire.

1. Subdivisions, superficie et population des régions 8
2. Population, superficie et densité de quelques pays 8
3. Subdivisions, superficie et population des départements. Population et altitude du chef-lieu 9
4. Communes de plus de 50.000 habitants. Métropole 11
5. Villes et agglomérations urbaines de plus de 50.000 habitants. Métropole 12
6. Les communes par tranche de population. Métropole 13
7. Zones de peuplement industriel ou urbain de plus de 100.000 habitants. Métropole 13
8. Superficie des principales îles et des principaux lacs. Métropole 14
9. Altitude des principaux sommets de plus de 2.500 m. Métropole 15
10. Altitude des principaux cols. Métropole 15
11. Longueur des principaux cours d'eau. Métropole 16
12. Subdivisions, superficie et population légale (sans doubles comptes) des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte 16

Chapitre A.02. — Climatologie.

1. Principales caractéristiques météorologiques (métropole) . 18
2. Principales caractéristiques météorologiques (outre-mer) . . 20

Page —

Chapitre A.03. — Environnement.

1. Répartition du territoire métropolitain 29
2. Évolution de la superficie des espaces protégés entre 1978 et 1988 (France-métropolitaine) 29
3. Superficies des zones naturelles protégées et des zones naturelles agricoles 29
4. Parcs naturels régionaux 30
5. Nombre cumulé de sites inscrits et classés 30
6. Parcs nationaux 31
7. Réserves naturelles officiellement créées 31
8. Chasse et pêche fluviale 31
9. Pollution atmosphérique dans les principales villes de France 32
10. Émissions de dioxyde de soufre par secteur d'activité 32
11. Émissions d'oxydes d'azote par secteur d'activité 32
12. Qualité des eaux superficielles 33
13. Prélèvements d'eau souterraine et d'eau de surface soumis à redevance depuis 1982 33
14. Retenues de plus de 100 millions de m^3 de capacité totale de réserve 33
15. Pollution industrielle de l'eau 34
16. Contribution des grands secteurs d'activité à la pollution industrielle des eaux 34
17. Pollution et capacité de traitement installées dans les collectivités locales 34
18. Concentration moyenne des principaux micropolluants dans la matière vivante 35

19. Qualité des eaux de baignade en mer 35
20. Bilan de la pollution des communes du littoral pendant la saison estivale 36
21. Pollution nette du milieu marin en provenance des industries des communes littorales 36
22. Part de la population bénéficiant d'un système de collecte et de traitement des ordures ménagères 36
23. Installations de traitement des ordures ménagères : nombre d'unités, capacité de traitement et population..... 37
24. Capacité des installations de traitement des déchets industriels spéciaux..... 37
25. Quelques données sur la récupération 37
26. Évaluation des dépenses en faveur de l'environnement ... 38

B. DONNÉES DE DÉMOGRAPHIE

Chapitre B.01. — État de la population.

1. Évaluations annuelles de la population totale 44
2. Population totale par sexe et âge..... 46
3. Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1988..... 47
4. Population totale par sexe et âge au 1er janvier 1989 49
5. Population totale par département et région 50
6. Population des États de la Communauté économique européenne 51
7. Ménages ordinaires..... 51
8. Population totale des départements d'outre-mer 52
9. Population légale des principales communes des départements d'outre-mer 52
10. Population légale (sans doubles comptes) des agglomérations urbaines multicommunales des départements d'outre-mer 52
11. Population légale (sans doubles comptes) des communes urbaines et rurales des départements d'outre-mer 53
12. Population totale des départements d'outre-mer par groupe d'âges 53
13. Ménages ordinaires des départements d'outre-mer 53
14. Population totale des territoires d'outre-mer selon l'origine des personnes 55
15. Population des chefs-lieux des territoires d'outre-mer 55
16. Population totale des territoires d'outre-mer par groupe d'âges..... 55

Chapitre B.02. — Mouvement naturel de la population.

1. Mouvement naturel de la population : aperçu d'ensemble . 61
2. Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité 61
3. Indicateurs synthétiques de la situation démographique... 62
4. Nés vivants et mort-nés par sexe ou légitimité 63
5. Nés vivants par âge de la mère et légitimité..... 63
6. Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance 64
7. Nés vivants suivant la nationalité des parents 64
8. Taux de fécondité des femmes par âge 65
9. Mariages par âge et état matrimonial antérieur 66
10. Taux de nuptialité par sexe, âge et état matrimonial antérieur 67
11. Décédés par sexe, âge et état matrimonial..... 69
12. Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes 69
13. Taux de mortalité par âge et sexe 70
14. Tables de mortalité annuelles abrégées 72
15. Tables de mortalité 1985-1987 74
16. Principaux indicateurs démographiques de divers pays ... 76
17. Départements d'outre-mer : mouvement naturel de la population 77
18. Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population . 79
19. Polynésie française : mouvement naturel de la population . 79
20. Saint-Pierre et Miquelon : mouvement naturel de la population..... 80

Chapitre B.03. — Mouvements migratoires.

1. Mouvements de passagers civils algériens entre la France et l'Algérie 82
2. Mouvements migratoires entre la France et l'Afrique noire francophone..... 83
3. Étrangers et travailleurs salariés de la Communauté économique européenne introduits par l'OMI, par nationalité..... 83
4. Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'OMI par âge, sexe et état matrimonial .. 84
5. Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité 84

Chapitre B.04. — Nationalité.

1. Pertes, refus et acquisitions de la nationalité française par nature juridique 88
2. Acquisitions par décret de la nationalité française selon la nationalité antérieure 89

C. EMPLOI, SALAIRES ET REVENUS

Chapitre C.01. — Population active, emploi.

1. Taux d'activité au sens du BIT, par sexe et groupe d'âges quinquennal 97
2. Population active : actifs occupés et chômeurs 98
3. Taux de chômage harmonisés dans 7 pays de l'OCDE 98
4. Population résidente occupée au 31 décembre 99
5. Population salariée ayant un emploi au 31 décembre 103
6. Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement 104
7. Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux et des organismes privés d'action centrale, au 31 décembre 1986, par statut 105
8. Effectifs des agents de l'État par statut, sexe et durée de travail 106
9. Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut 107
10. Effectifs des agents de l'État par catégorie statutaire (A, B, C, D) et sexe 108
11. Les effectifs féminins de l'État : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère 108
12. Effectifs des agents des collectivités territoriales 109
13. Effectifs des personnels régionaux et départementaux, communaux et intercommunaux 110
14. Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés 110
15. Contrats conclus avec les utilisateurs de personnel intérimaire 111
16. Intérim et contrats à durée déterminée par sexe et âge ... 111
17. Intérim et contrats à durée déterminée par sexe et catégorie socioprofessionnelle regroupée 112
18. Intérim et contrats à durée déterminée par sexe et grand secteur d'activité économique 112
19. Importance du recours au travail temporaire 113
20. Indicateurs de chômage 114
21. Autres indicateurs du marché du travail 114
22. Indicateurs trimestriels de flux..... 115
23. Demandes d'emploi en fin de mois par métiers regroupés et par qualification professionnelle 116
24. Nombre de chômeurs par sexe et âge..... 116
25. Population totale et population active des départements d'outre-mer 117

26. Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer 118
27. Dépenses pour l'emploi en France 119

Chapitre C.02. — Conditions de travail.

1. Durée hebdomadaire du travail de l'ensemble des salariés (ouvriers et employés) selon le groupe d'activité (hors agriculture et services non marchands) 124
2. Durée annuelle effective du travail de l'ensemble des salariés par branche 125
3. Répartition des ouvriers et employés selon la durée hebdomadaire du travail offerte 126
4. Travail à temps partiel : effectifs et taux de temps partiel par sexe et statut 126
5. Travail à temps partiel : effectifs et taux de temps partiel par sexe et activité économique regroupée 127
6. Principales maladies professionnelles : nombre de cas constatés 127
7. Accidents du travail : taux de fréquence des accidents avec arrêt 128
8. Accidents du travail : taux de gravité des incapacités temporaires 128
9. Conflits du travail 129
10. Absentéisme selon la qualification 129
11. Résultats des élections aux comités d'entreprise 130
12. Établissements ayant au moins un délégué syndical et effectifs correspondants, suivant la taille des établissements 130
13. Appartenance syndicale des délégués syndicaux 131
14. Établissements ayant au moins un CHSCT et effectifs correspondants suivant la taille des établissements 131

Chapitre C.03. — Salaires et revenus.

1. Nombre d'établissements, masse des salaires et effectifs . 136
2. Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, secteur privé et semi-public) 137
3. Salaire minimum de croissance (SMIC) 139
4. Gains des salariés 139
5. Indices des rémunérations des salariés 139
6. Gains selon l'activité économique des établissements 140
7. Indices des taux de salaire horaire des ouvriers par activité économique 140
8. Indices des taux de salaire horaire des ouvriers par qualification 141
9. Indices des salaires mensuels de base des non-ouvriers par activité économique 142
10. Indices des salaires mensuels de base des non-ouvriers selon la qualification 143
11. Salaire annuel brut moyen par profession selon le sexe et l'âge 143
12. Salaire annuel net monétaire moyen des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe 144
13. Taux de rémunérations annexes des agents de l'État par profession et sexe ou statut 145
14. L'éventail des salaires de l'État 145
15. Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires 146
16. Indice d'évolution des traitements bruts de la fonction publique. — Fonctionnaires civils titulaires de l'État 146
17. Indice d'évolution des traitements nets de la fonction publique. — Fonctionnaires civils titulaires de l'État 146
18. Évolution de la structure des coûts de la main-d'œuvre ... 147
19. Revenus fiscaux moyens selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage 147
20. Répartition des ménages suivant le montant de leur revenu fiscal et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage 147
21. Répartition des ménages par tranche de revenu initial du ménage selon l'âge de la personne de référence du ménage 148

Chapitre C.04. — Protection sociale.

1. La protection sociale et son financement 157
2. Prestations sociales reçues par les ménages, ventilées selon le risque couvert et le type de prestation 158
3. Prestations sociales versées par l'ensemble des régimes de protection sociale 158
4. Plafond des salaires du secteur privé et taux de cotisation au régime général de la Sécurité sociale 159
5. Taux de cotisations des fonctionnaires civils titulaires de l'État 160
6. Taux des cotisations assurance maladie sur des revenus de remplacement du salaire : retraites, garantie de ressources (préretraite), allocations de chômage et de formation 160
7. Cotisations salariales rapportées au salaire brut 161
8. Taux moyen des cotisations (salariés et employeurs) à l'AGIRC (retraite des cadres) et effectifs des cotisants. . 161
9. Assurance maladie : effectifs des cotisants des différents régimes 162
10. Prestations maladie, maternité, invalidité, décès, accidents du travail par régime 162
11. Prestations accidents du travail et maladies professionnelles par type de prestation 163
12. Prestations familiales : effectif des bénéficiaires des principaux régimes 163
13. Prestations familiales : prestations servies 164
14. Évolution du montant mensuel des prestations familiales pour une famille de 2 enfants 165
15. Nombre de familles bénéficiant, dans le régime général, des allocations familiales et du complément familial 165
16. Revalorisation des pensions et rentes de vieillesse et d'invalidité 166
17. Pensions et rentes de vieillesse et d'invalidité : coefficient par lequel est multiplié le salaire résultant des cotisations versées 166
18. Pension minimum de vieillesse 167
19. Retraites complémentaires des salariés : effectifs des cotisants et des allocataires 168
20. Retraites complémentaires des salariés : valeur du point .. 168
21. Montant annuel des allocations de chômage et de préretraite et effectifs de bénéficiaires 169
22. Chômage : montant des allocations journalières de chômage total 170
23. Chômage partiel indemnisable 170
24. Mutualité 170
25. Comptes sociaux européens : prestations de protection sociale par principale fonction 171
26. Comptes sociaux européens : part relative du produit intérieur brut représentée par les dépenses de protection sociale 171
27. Comptes sociaux européens : structure des recettes de protection sociale 171

D. **CONSOMMATION ET CONDITIONS DE VIE**

Chapitre D.01. — Consommation et modes de vie des ménages.

1. Consommation des ménages classée par fonction 180
2. Consommation des ménages classée par durabilité 184
3. Principales quantités consommées par les résidents et non-résidents en France 186
4. Ménages équipés, par groupe socioprofessionnel du chef de ménage 188
5. Ménages équipés, par âge du chef de ménage et taille du ménage 189
6. Budget des ménages selon divers critères 190
7. Emploi du temps des personnes selon le jour de la semaine, le sexe et l'activité en 1986 191
8. Repas pris à l'extérieur selon le type de repas 191

9. Répartition des achats de produits alimentaires selon le poste de consommation et le type de point de vente ... 192

Chapitre D.02. — Logement.

1. Résidences principales, logements vacants et résidences secondaires par catégorie de commune 197
2. Résidences principales selon le statut d'occupation par catégorie de commune 198
3. Résidences principales selon le confort 198
4. Résidences principales selon le mode de chauffage 198
5. Résidences principales, nombre moyen de pièces et surface habitable moyenne, selon l'année d'achèvement et le type de l'immeuble 199
6. Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage 199
7. Résidences principales par catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence selon le statut d'occupation 199
8. Charges financières des accédants et des locataires selon le secteur de logement 200
9. Conditions de logement des ménages ordinaires des départements d'outre-mer 201
10. Conditions de logement des ménages ordinaires des territoires d'outre-mer 201

Chapitre D.03. — Santé, aide sociale.

1. Affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois 206
2. Décès de tous âges suivant la cause principale et le sexe . 208
3. Décès des enfants de moins d'un an suivant la cause principale 209
4. Cas de SIDA rapportés 209
5. Professions de santé : effectif et densité 210
6. Personnels hospitaliers 210
7. Professions sociales 211
8. Personnel des établissements et services pour enfants et adultes handicapés ou en difficulté 212
9. Établissements sanitaires civils par catégorie d'établissement 213
10. Mouvement de la population hospitalisée 214
11. Activité des établissements et services pour enfants et adultes handicapés ou en difficulté 215
12. Consommation médicale totale, par activité 216
13. Dépenses de santé par opération de financement 216
14. Principaux régimes d'aide sociale : bénéficiaires 217
15. Principaux régimes d'aide sociale : dépenses 219

E. COMMUNICATION, CULTURE ET LOISIRS

Chapitre E.01. — Communication.

1. Presse éditeur : données économiques d'ensemble 227
2. Titres de la presse éditeur par périodicité 227
3. Tirage et diffusion de la presse éditeur 228
4. Presse quotidienne nationale 228
5. Presse quotidienne régionale et départementale 229
6. Comptes de redevance 229
7. Émetteurs et réémetteurs de radiodiffusion 230
8. Émetteurs et réémetteurs de télévision 231
9. Effectifs autorisés du secteur public de l'audiovisuel 231
10. Recettes du service public de la communication audiovisuelle 232
11. Évolution des genres de programmes par chaîne 232
12. Volume annuel des programmes de radiodiffusion produits et diffusés par Radio-France 233
13. Volume annuel des programmes de radiodiffusion produits et diffusés par les stations décentralisées de Radio-France 234
14. Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore de la chaîne Radio-France internationale 235
15. Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore enregistrées distribuées à l'étranger diffusées par Radio-France internationale 236
16. Répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision entre les stations 236
17. Audience cumulée de la radio et de la télévision 237
18. Durée d'écoute quotidienne par individu de la radio et de la télévision 237
19. Films long métrage diffusés annuellement par la télévision nationale 238

Chapitre E.02. — Culture.

1. Fonds conservés dans les archives nationales et départementales 244
2. Collections de microfilms (originaux et copies) des archives nationales et départementales 244
3. Lecteurs des services d'archives nationales et départementales 244
4. Arrêtés de protection des monuments historiques 245
5. Monuments historiques classés suivant le propriétaire et la catégorie 245
6. Entrées payantes dans les monuments les plus visités de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites 246
7. Opérations de fouilles terrestres 246
8. Fréquentation des musées nationaux 247
9. Fréquentation des musées de la ville de Paris 247
10. Expositions organisées par ou avec le concours de la réunion des musées nationaux, dans les établissements parisiens 248
11. Fréquentation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou 248
12. Entreprises ayant des contrats d'abonné avec la SACEM .. 248
13. Séances occasionnelles déclarées à la SACEM 249
14. Droits d'auteur perçus par la SACEM pour la diffusion publique du répertoire protégé 249
15. Activités lyriques et chorégraphiques 249
16. Titres déposés au département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale 250
17. Édition de disques 250
18. Activités théâtrales 251
19. Le service des archives du film 251
20. Production française de films 252
21. Activité des sociétés de distribution de films 252
22. Exploitation cinématographique 253
23. Décomposition de la recette des exploitants de cinéma ... 253
24. Ventes de livres par les éditeurs 254
25. Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires 254
26. Vente de livres en prix public par circuit de distribution ... 254
27. Production de livres par branche 255
28. Bibliothèques centrales de prêt 255
29. Bibliothèques municipales. — Activités de prêt 256
30. Enseignement de la musique 256
31. Enseignement des arts plastiques et de l'histoire de l'art .. 257

Chapitre E.03. — Tourisme.

1. Agences de voyages : données sur le secteur d'entreprise 261
2. Hôtellerie homologuée : établissements et chambres par catégorie 262
3. Autres hébergements : établissements et lits 262
4. Les vacances sur l'ensemble de l'année : généralités 263
5. Les vacances sur l'ensemble de l'année : taux de départ .. 263
6. Les vacances sur l'ensemble de l'année : nombre moyen de journées par personne partie 264
7. Les vacances sur l'ensemble de l'année : répartition des journées de vacances passées en France 264
8. Les vacances sur l'ensemble de l'année : séjours de vacances des Français à l'étranger 265

9. Les vacances sur l'ensemble de l'année : journées de vacances des Français à l'étranger 265
10. Les vacances sur l'ensemble de l'année : répartition des journées de vacances à l'étranger 266
11. Les vacances d'été : généralités 266
12. Répartition des journées de vacances par mois d'été 266
13. Les vacances d'été : répartition des séjours en France 267
14. Les vacances d'hiver : généralités 267
15. Les vacances d'hiver : répartition des séjours en France .. 268
16. Tourisme d'affaires : entrées dans quelques foires importantes, par région 268
17. Thermalisme : nombre de cures réalisées, par région 269
18. Bilan financier du tourisme avec l'étranger 269

Chapitre E.04. — Jeunesse et sports.

1. Diplômes d'animateurs socio-éducatifs 273
2. Formation professionnelle continue de longue durée d'animateurs 274
3. Centres de vacances d'été : effectifs déclarés à l'accueil .. 274
4. Centres de vacances « Petites vacances » (Noël, Février, Pâques et Toussaint) : effectifs déclarés à l'accueil 274
5. Diplômes de directeurs et d'animateurs de centres de vacances 275
6. Centres de loisirs sans hébergement : encadrement 275
7. Centres de loisirs sans hébergement : organismes de tutelle et implantations 275
8. Centres de loisirs sans hébergement : fréquentation par période de fonctionnement 276
9. Licences sportives par type de fédération 276
10. Fédérations olympiques : nombre de sections de clubs et de licences 277
11. Fédérations dites non olympiques agréées et délégataires : nombre de sections de clubs et de licences 278
12. Fédérations dites non olympiques agréées : nombre de sections de clubs et de licences 279
13. Fédérations et groupements multisports et affinitaires : nombre de sections de clubs et de licences 279
14. Fédérations sportives scolaires et universitaires : nombre de sections de clubs et de licences 280
15. Sections « sports-études » 280
16. Médecine du sport 280

Chapitre E.05. — Loisirs divers.

1. Prélèvements de base sur les sommes engagées sur les courses de chevaux 283
2. Produit des prélèvements supplémentaires progressifs sur les courses de chevaux 284
3. Recettes des hippodromes et montant des paris engagés . 284
4. Loterie nationale - loto national 284
5. Revenus des jeux de casinos 285
6. Flotte de plaisance 285
7. Immatriculation des navires de plaisance, par direction des affaires maritimes. France métropolitaine 286
8. Immatriculation des navires de plaisance. Départements et territoires d'outre-mer 287
9. Principaux événements de mer ayant donné lieu à des interventions. France métropolitaine 287
10. Ménages équipés par groupe socioprofessionnel du chef de ménage 288

F. ENSEIGNEMENT, FORMATION, RECHERCHE

Chapitre F.01. — Enseignement et formation.

1. Évolution du taux de scolarisation de la population âgée de 2 à 25 ans 299
2. Évolution des effectifs scolaires et universitaires par niveau : enseignement public et privé 300
3. Effectifs préscolaires, scolaires et universitaires par académie (enseignement public et privé) 301
4. Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves 302
5. Enseignants à temps complet ou à temps partiel : enseignement public 302
6. Effectifs de l'enseignement préélémentaire, élémentaire et spécial 303
7. Classes et écoles dans l'enseignement du 1er degré (public, privé) 303
8. Effectifs, par sexe, de l'enseignement public et privé des collèges et lycées 304
9. Établissements et divisions de l'enseignement du second degré 305
10. Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré 305
11. Candidats par série présentés et admis au baccalauréat général et au baccalauréat de technicien 306
12. Effectifs de l'enseignement supérieur : enseignement public et privé 307
13. Effectifs universitaires par origine socioprofessionnelle (étudiants français) 308
14. Effectifs des classes préparatoires aux grandes écoles et des sections de techniciens supérieurs 308
15. Principaux diplômes universitaires délivrés dans l'enseignement supérieur 309
16. Diplômes d'ingénieurs délivrés 310
17. Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole 310
18. Écoles dépendant du ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale. Nombre d'écoles, effectifs et diplômes 311
19. Évolution des effectifs d'apprentis 312
20. Formation professionnelle continue : bilan des formations 312
21. Formation professionnelle continue : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe 313
22. Insertion professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans : travaux d'utilité collective (TUC) et stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) 313
23. Dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 1986 314

Chapitre F.02. — Recherche et développement technologique.

1. Évolution de l'effort national de recherche et développement 318
2. Part de chaque secteur dans le financement et l'exécution de recherche et développement 318
3. Effectifs (évalués en équivalent temps plein) occupés dans la recherche et développement 319
4. L'effort de recherche et développement de la France comparé à celui des principaux pays 319
5. Répartition de l'effort national de recherche et développement entre les entreprises industrielles nationales et privées 320
6. La dépense intérieure de recherche et développement de l'industrie et son financement 320
7. Dépense intérieure de recherche par branche d'activité ... 321
8. Effectifs de la recherche par branche d'activité 321

Chapitre F.03. — Propriété industrielle.

1. Brevets délivrés, marques, dessins et modèles déposés ... 326
2. Brevets d'invention déposés, par pays d'origine 326
3. Brevets d'invention délivrés, par pays d'origine 326
4. Répartition par secteur technique des demandes de brevets déposées 327
5. Balance des recettes et dépenses avec l'étranger au titre des brevets et des redevances de fabrication 327
6. Règlements par pays au titre des brevets et des redevances de fabrication 328

G. DONNÉES ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES

Chapitre G.01. — Comptabilité nationale.

1. Ressources et emplois de biens et services : aux prix courants 335
2. Ressources et emplois de biens et services : aux prix de 1980 336
3. Contribution des grandes branches d'activité au produit intérieur brut : aux prix courants 337
4. Contribution des grandes branches d'activité au produit intérieur brut : aux prix de 1980 338
5. Répartition du revenu primaire et passage au produit intérieur brut 338
6. Analyse du revenu disponible brut des ménages en termes de distribution et de redistribution : aux prix courants .. 339
7. Compte de capital consolidé de l'ensemble des secteurs institutionnels : aux prix courants 339
8. Principaux agrégats par habitant 340
9. Quelques ratios 340
10. Comparaisons internationales : principaux agrégats en standards de pouvoir d'achat (SPA) 341
11. Comparaisons internationales : agrégats (en SPA) rapportés à la population et à l'emploi 341
12. Départements d'outre-mer. — Ressources et emplois de biens et services : aux prix courants 342
13. Départements d'outre-mer. — Principaux agrégats par habitant : aux prix courants 344

Chapitre G.02. — L'appareil productif.

1. Nombre d'entreprises par taille et forme juridique 349
2. Nombre d'entreprises par taille et activité principale 350
3. Nombre d'entreprises par activité et forme juridique 351
4. Nombre d'entreprises par activité principale et nombre d'établissements de l'entreprise 351
5. Nombre d'entreprises par forme juridique et nombre d'établissements de l'entreprise 352
6. Nombre d'établissements par taille et région 352
7. Nombre d'établissements par taille et activité principale .. 353
8. Défaillances d'entreprises 354
9. Répartition, par activité et par région, des entreprises inscrites au répertoire informatique des métiers 354
10. Répartition des entreprises artisanales par activité détaillée 355
11. Répartition des artisans entrepreneurs individuels par sexe et activité 356
12. Répartition en pourcentage, selon l'activité et la taille, des entreprises inscrites au répertoire informatique des métiers 357
13. Répartition des entreprises suivant le régime d'imposition des bénéfices industriels et commerciaux et l'activité .. 358
14. Répartition des entreprises soumises au bénéfice réel normal suivant différents critères de taille 358
15. La concentration des entreprises 360
16. Part des *n* premières entreprises françaises au 1er janvier 1987 364
17. Les 25 premières entreprises françaises au 1er janvier 1987 364
18. Compte de résultat agrégé pour l'ensemble des entreprises soumises au bénéfice réel normal 365
19. Bilan agrégé pour l'ensemble des entreprises soumises au bénéfice réel normal 366
20. Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires 366
21. Performances des entreprises : ratios d'analyse financière 369
22. Importance des groupes en fonction de leur taille 371
23. Le « noyau dur » et le « contour élargi » des groupes 372
24. Répartition sectorielle des groupes (« contour élargi » des groupes et « noyau dur ») 373

Chapitre G.03. — Production industrielle.

1. Les structures industrielles françaises 379
2. Indices annuels de la production industrielle 380

Chapitre G.04. — Mouvement économique.

1. Principaux indices économiques. — Période 1898 à 1970. 399
2. Principaux indices économiques. — Période 1960-1985 .. 400
3. Principaux indices économiques. À partir de 1970 401
4. Indicateurs annuels divers 402
5. Prix d'évaluation du kilogramme d'or fin de l'encaisse-or de la Banque de France 403
6. Cours des principales devises à Paris. — Période 1901 à 1939 403
7. Cours de l'or et des principales devises à Paris. — Période 1940 à 1959 404
8. Cours de l'or, des principales devises, du DTS et de l'ÉCU. — Depuis 1960 405

H. PRIX

Chapitre H.01. — Indices de prix à la consommation.

1. Indice mensuel des prix à la consommation des ménages. — Série France entière (296 postes de dépense) 415
2. Indice mensuel des prix à la consommation des ménages. — Série parisienne (296 postes de dépense) 417
3. Coefficients de raccordement de l'indice national et de l'indice parisien des prix à la consommation des ménages, 296 postes de dépense à l'indice national et à l'indice parisien des « 259 articles » 418
4. Coefficients de raccordement de l'indice national des prix à la consommation des ménages, 296 postes de dépenses, aux indices antérieurs 418
5. Coefficients de raccordement des différents indices généraux des prix à la consommation 419
6. Indices des prix de détail des spécialités pharmaceutiques 419
7. Indice des prix des automobiles 419
8. Coefficients de raccordement des indices de prix des automobiles aux indices antérieurs 419
9. Indice des prix des voitures automobiles d'occasion 419
10. Indice des prix des repas dans les restaurants 420
11. Indice des prix de pension complète dans les hôtels 420
12. Indice des prix des nuitées dans les hôtels 420
13. Coefficients de raccordement des indices des nuitées, des pensions et des repas aux indices antérieurs 421
14. Indices du niveau tarifaire SNCF 421
15. Territoires d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages 421
16. Départements d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages 422

Chapitre H.02. — Prix de détail.

1. Prix de détail dans l'agglomération parisienne 424
2. Tarifs du gaz à Paris 426
3. Tarifs de l'électricité à Paris : usages domestiques 426
4. Tarifs des postes et télécommunications : service postal, service télégraphique, articles d'argent et chèques postaux (extraits des tarifs) 427
5. Tarifs des postes et télécommunications : service téléphonique 428
6. Tarifs des transports : SNCF (voyageurs grandes lignes) .. 428
7. Tarifs des transports : taxis à Paris 429
8. Tarifs des transports en commun urbains dans la région parisienne 429

Chapitre H.03. — Indices de prix de gros, indices de prix de vente industriels.

1. Indices annuels des prix agricoles à la production 434
2. Indice sensible annuel des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens 435

3. Indice annuel des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles 435
4. Indices annuels des prix de gros des produits énergétiques et de quelques produits industriels 436
5. Indices de prix de vente industriels 436
6. Indice trimestriel du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation 449

I. AGRICULTURE ET INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Chapitre I.01. — Agriculture.

1. Exploitations agricoles selon leur orientation technico-économique et leur type de main-d'œuvre 457
2. Exploitations agricoles selon leur orientation technico-économique et leur marge brute standard 457
3. Exploitations agricoles : répartition selon la superficie 458
4. Nombre et superficie des exploitations agricoles dans la CEE 459
5. Population active agricole 460
6. Actifs agricoles selon leur statut et leur temps de travail sur l'exploitation 461
7. Population agricole familiale selon l'activité sur l'exploitation, le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation .. 461
8. Utilisation du territoire et des terres labourables 462
9. Taux annuel d'augmentation de la valeur vénale de certaines terres 462
10. Matériel agricole utilisé 463
11. Acquisitions de gros matériels neufs 463
12. Livraisons d'engrais 463
13. Superficies remembrées 464
14. Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) agréés dans l'année 464
15. Opérations des Caisses régionales de Crédit agricole 465
16. Dépenses de l'État bénéficiant à l'agriculture 465
17. Principales productions végétales 466
18. Production de légumes frais 467
19. Productions fruitières 468
20. Cheptel (principales espèces) 468
21. Cheptel (principales espèces) dans la CEE 469
22. Principales productions animales 469
23. Commerce extérieur, en valeur, des produits agricoles 470
24. Comptes de la branche agriculture : comptes de production, d'exploitation et de revenu aux prix courants 472
25. Comptes de la branche agriculture : livraisons aux prix courants 473
26. Départements d'outre-mer : nombre et superficie des exploitations selon leur taille 474
27. Guadeloupe 475
28. Guyane 475
29. Martinique 476
30. Réunion 477
31. Comptes de l'agriculture de la Guadeloupe 477
32. Comptes de l'agriculture de la Guyane 478
33. Comptes de l'agriculture de la Martinique 478
34. Comptes de l'agriculture de la Réunion 479

Chapitre I.02. — Forêts.

1. Superficies forestières, par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire 482
2. Superficies forestières soumises, par catégorie de propriétaires 483
3. Autorisations administratives de défrichement 483
4. Incendies de forêts 483
5. Surfaces mises en boisement, par essence et par nature du boisement (avec l'aide du Fonds forestier national) .. 484
6. Campagnes annuelles de plantation des pépinières particulières 484
7. Production ligneuse de l'Office national des forêts 484
8. Exploitation forestière et scierie. Enquête annuelle d'entreprise 1987 485
9. Exploitation forestière : production de la branche 485
10. Scierie : production de la branche 486
11. Commerce extérieur, en valeur, des produits forestiers et des produits dérivés 487
12. Bilan de la matière bois 487
13. Départements d'outre-mer : superficies forestières soumises, par catégorie de propriétaires 488
14. Départements d'outre-mer : exploitation forestière. — production de la branche (forêts soumises) 488

Chapitre I.03. — Pêche maritime.

1. Nombre de navires de type pêche par quartier des affaires maritimes et tranche de longueur hors tout 490
2. Nombre de marins embarqués à la pêche, par type de pêche 490
3. Produits de la mer débarqués : principales espèces 491
4. Produits de la mer débarqués par quartiers des affaires maritimes 492
5. Production d'huîtres creuses dans les principaux quartiers producteurs des affaires maritimes 494
6. Production de moules dans les principaux quartiers producteurs des affaires maritimes 494
7. Principaux produits de la pêche importés et principaux pays fournisseurs 495
8. Commerce extérieur des produits de la pêche maritime ... 496
9. L'aquaculture marine en France y compris DOM-TOM 496

Chapitre I.04. — Industries agricoles et alimentaires.

1. Industrie de la viande : effectifs et chiffre d'affaires de la branche 499
2. Abattage du bétail (données brutes) : production de la branche 500
3. Fabrication de charcuterie et conserves de viandes : production de la branche 500
4. Abattage de volailles : production de la branche 500
5. Industrie laitière : effectifs et chiffre d'affaires de la branche 501
6. Industrie laitière : production de la branche 501
7. Fabrication de conserves : effectifs et chiffre d'affaires de la branche 502
8. Fabrication de conserves : production des branches 502
9. Travail du grain : effectifs et chiffre d'affaires de la branche 503
10. Travail du grain : production de la branche 503
11. Fabrication de produits alimentaires divers : effectifs et chiffre d'affaires de la branche 503
12. Produits alimentaires divers : production de la branche ... 504
13. Fabrication de boissons et alcools : effectifs et chiffre d'affaires de la branche 505
14. Production d'alcool par les bouilleurs de cru et les distillateurs de profession 505
15. Boissons alcoolisées : production ou ventes de la branche 505
16. Boissons non alcoolisées : production ou ventes de la branche 506
17. Production des usines de tabacs et d'allumettes 506
18. Commerce extérieur, en valeur, des produits des industries agricoles et alimentaires 507

J. ÉNERGIE

Chapitre J.01. — Bilan de l'énergie.

1. Bilan de l'énergie 515
2. « Énergie » : effectifs et chiffre d'affaires de la branche, effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'entreprise 516
3. Production nationale d'énergie primaire 516

4. Production d'énergie primaire des principaux pays 517
5. Taux d'indépendance énergétique nationale 517
6. Taux d'indépendance énergétique des principaux pays ... 517
7. Consommation d'énergie primaire par habitant dans les principaux pays 518
8. Consommation d'énergie primaire par type d'énergie 518
9. Consommation finale énergétique par secteur 519
10. Consommation d'énergie primaire des principaux pays ... 519
11. Répartition par secteur des économies d'énergie 519
12. Livraisons de capteurs solaires fabriqués en France 520
13. Les réseaux de chaleur alimentés par des sources d'énergie non conventionnelles 520

Chapitre J.02. — Charbon.

1. Effectifs des Houillères et des Charbonnages de France .. 522
2. Extraction nette de houille et de lignite 523
3. Production de coke (et sous-produits), d'agglomérés et d'électricité 523
4. Importation de produits charbonniers 524
5. Livraisons de produits charbonniers au résidentiel-tertiaire 524
6. Stocks de combustibles minéraux solides 524
7. Consommation apparente de produits charbonniers 525
8. Consommation industrielle de combustibles minéraux solides par secteur d'utilisation 525
9. Consommation de charbon par habitant dans les principaux pays 526
10. Consommation de charbon et part dans la consommation totale d'énergie des principaux pays 526

Chapitre J.03. — Pétrole.

1. Pétrole brut : production nette des groupes français à l'étranger 528
2. Importation de produits à distiller 529
3. Pétrole brut et produits pétroliers raffinés transportés par les principaux oléoducs 529
4. Activité des raffineries pétrolières 530
5. Consommation industrielle de produits pétroliers raffinés par secteur d'utilisation 530
6. Consommation de pétrole et part dans la consommation totale d'énergie primaire des principaux pays 531
7. Livraisons des produits pétroliers raffinés par nature de produits 531
8. Importations, en quantité, de produits pétroliers raffinés .. 532
9. Exportations, en quantité, de produits pétroliers raffinés .. 532
10. Bilan pétrolier 533

Chapitre J.04. — Électricité.

1. Personnel des exploitations de production et de distribution d'électricité 536
2. Équipement des centrales électriques 537
3. Longueur des lignes électriques 537
4. Production nette d'électricité par type de producteur 538
5. Production brute d'électricité nucléaire des principaux pays 538
6. Consommation de combustibles des centrales électriques EDF 539
7. Consommation industrielle d'électricité par secteur d'utilisation 539
8. Consommation d'électricité par habitant dans les principaux pays 540
9. Bilan général annuel de la production et de la consommation d'électricité 540
10. Énergie électrique dans les départements d'outre-mer 541

Chapitre J.05. — Gaz.

1. Industrie gazière : effectif du personnel 544
2. Production et disponibilités totales en gaz 545
3. Bilan du gaz par type de gaz 545
4. Gaz naturel : production nette des groupes français à l'étranger 546
5. Production commercialisée de gaz naturel des principaux pays 546
6. Stockage souterrain de gaz naturel 546
7. Canalisations de transport et de distribution de gaz 547
8. Consommation industrielle de gaz naturel par secteur d'utilisation 547
9. Consommation industrielle de gaz industriel par secteur d'utilisation 548
10. Consommation de gaz naturel par habitant dans les principaux pays 549

K. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION

Chapitre K.01. — Minerais de fer et sidérurgie.

1. Minerais et métaux ferreux. — Première transformation de l'acier : effectifs et ventes de la branche 555
2. Minerais et métaux ferreux. — Première transformation de l'acier : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 556
3. Mines de fer : production de minerais marchand 556
4. Commerce extérieur de minerais de fer par pays de provenance et de destination 557
5. Sidérurgie : production de fontes brutes par qualité et d'aciers bruts 557
6. Sidérurgie (acier) : production d'aciers fins et spéciaux ... 557
7. Sidérurgie (acier) : production de produits finis laminés ... 558
8. Première transformation de l'acier : livraisons des fabricants 558

Chapitre K.02. — Minerais, métaux et demi-produits non ferreux.

1. Minerais, métaux et demi-produits non ferreux : effectifs et ventes de la branche 562
2. Minerais, métaux et demi-produits non ferreux : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 562
3. Minerais non ferreux : commerce extérieur de la branche . 563
4. Métaux non ferreux : principales productions de la branche 563
5. Métaux non ferreux : commerce extérieur 564
6. Première transformation de métaux non ferreux : livraisons de la branche « demi-produits » 565

Chapitre K.03. — Minéraux divers et matériaux de construction.

1. Minéraux divers et matériaux de construction : effectifs et ventes de la branche 568
2. Minéraux divers et matériaux de construction : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 569
3. Minéraux divers et matériaux de construction : principales productions de la branche 570

Chapitre K.04. — Verre et chimie.

1. Verre : effectifs et ventes de la branche 575
2. Verre : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 575
3. Verre : principales productions de la branche 575
4. Chimie de base : effectifs et ventes de la branche 576
5. Chimie de base : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 576
6. Chimie de base : production des principaux produits de la branche 577
7. Chimie minérale ou organique : commerce extérieur de certains produits de la branche 578

8. Parachimie : effectifs et ventes de la branche 580
9. Parachimie : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 580
10. Parachimie : principales productions de la branche 581
11. Industrie pharmaceutique : effectifs et ventes de la branche 581
12. Industrie pharmaceutique : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 582
13. Industrie pharmaceutique : facturations de la branche 582

Chapitre K.05. — Fonderie et travail des métaux.

1. Fonderie et travail des métaux : effectifs et ventes de la branche 585
2. Fonderie et travail des métaux : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 586
3. Principales productions des fonderies autonomes et intégrées 587
4. Activité de la branche travail des métaux 587

Chapitre K.06. — Construction mécanique, électrique et électronique.

1. Construction mécanique : effectifs et ventes de la branche 593
2. Construction mécanique : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 594
3. Construction mécanique : activité de la branche 595
4. Construction électrique et électronique : effectifs et ventes de la branche 596
5. Construction électrique et électronique : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 597
6. Évolution du parc français des ordinateurs 598
7. Livraisons de matériel électroménager au grand public 598

Chapitre K.07. — Matériel de transport terrestre, construction navale et aéronautique.

1. Matériel de transport terrestre : effectifs et ventes de la branche 603
2. Matériel de transport terrestre : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 604
3. Véhicules automobiles et autres matériels de transport terrestre : activité de la branche 604
4. Exportations (FAB) de matériel ferroviaire roulant 605
5. Commerce extérieur de la construction automobile 605
6. Construction navale : effectifs et ventes de la branche 606
7. Construction navale : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 606
8. Production totale des chantiers de construction navale ... 607
9. Carnet de commande des principaux chantiers navals français 607
10. Livraisons de navires par les chantiers de construction navale 608
11. Construction aéronautique : effectifs et ventes de la branche 608
12. Construction aéronautique : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 608
13. Production de la construction aéronautique 609
14. Commerce extérieur de la branche aéronautique 609

Chapitre K.08. — Textiles et cuirs.

1. Fils et fibres artificiels et synthétiques : effectifs et ventes de la branche 614
2. Fils et fibres artificiels et synthétiques : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement .. 615
3. Fils et fibres textiles artificiels et synthétiques : commerce extérieur de la branche 615
4. Textile : effectifs et ventes de la branche 616
5. Textile : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 617
6. Textiles : production de la branche 618
7. Textiles : commerce extérieur des matières textiles 619
8. Habillement : effectifs et ventes de la branche 619
9. Habillement : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 620
10. Articles d'habillement : production de la branche 620
11. Industrie du cuir et de la chaussure : effectifs et ventes de la branche 621
12. Industrie du cuir et de la chaussure : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement ... 622
13. Collecte de peaux brutes 622
14. Cuirs marchands : production ou livraisons de la branche . 622
15. Maroquinerie, articles de voyage et de chasse, ganterie : production de la branche 623
16. Chaussures et autres articles chaussants : production de la branche 623

Chapitre K.09. — Bois, papiers, imprimerie.

1. Industries du bois et de l'ameublement : effectifs et ventes de la branche 628
2. Industries du bois et de l'ameublement : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 629
3. Travail mécanique du bois : principales livraisons de la branche 629
4. Ameublement : facturations de la branche 630
5. Pâtes, papiers et cartons : effectifs et ventes de la branche 630
6. Pâtes, papiers et cartons : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 631
7. Pâtes à papier : production de la branche 631
8. Pâtes à papier : commerce extérieur 631
9. Papiers et cartons : activité de la branche 632
10. Imprimerie, presse, édition : effectifs et ventes de la branche 632
11. Imprimerie, presse, édition : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 633

Chapitre K.10. — Caoutchouc, matières plastiques et industries diverses.

1. Transformation du caoutchouc et des matières plastiques : effectifs et ventes de la branche 637
2. Transformation du caoutchouc et des matières plastiques : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 637
3. Caoutchouc naturel et synthétique : commerce avec les principaux pays 638
4. Caoutchouc et amiante : principales productions de la branche 639
5. Production de pneumatiques 639
6. Transformation des matières plastiques : principales livraisons de la branche 639
7. Industries diverses : effectifs et ventes de la branche..... 640
8. Industries diverses : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement..... 640
9. Industries diverses : principales productions de la branche 641

Chapitre K.11. — Bâtiment, travaux publics.

1. Bâtiment, travaux publics : entreprises et population active totale du secteur d'entreprise 646
2. Bâtiment, travaux publics : production (hors taxes) du secteur d'entreprise 646
3. Bâtiment, travaux publics : investissements du secteur d'entreprise 647
4. Bâtiment, travaux publics : travaux directs en métropole selon l'ouvrage (entreprises de plus de 10 salariés) 647
5. Bâtiment, travaux publics : travaux directs en métropole, selon l'ouvrage (ensemble des entreprises) 648
6. Bâtiment, travaux publics : travaux directs en métropole, selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise 648
7. Logements autorisés par secteur de financement principal envisagé 649

8. Logements autorisés par nombre de pièces d'habitation .. 649
9. Logements autorisés selon la taille du permis et le type de construction 649
10. Logements autorisés par statut d'occupation 650
11. Surfaces autres qu'habitations autorisées, selon la destination 650
12. Logements commencés par type de construction 650
13. Logements terminés par type de construction 650
14. Logements terminés par secteur de financement, dans les départements d'outre-mer 651
15. Logements autorisés dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales 651
16. Statistiques de la construction dans les pays industrialisés 651
17. Prêts spéciaux et aidés du Crédit foncier de France, en autorisations brutes 652
18. Prêts aidés du Crédit foncier de France (régime 1977) par type, en autorisations 652
19. Investissement en logement 652
20. Prêts accordés pour le financement des investissements en logements neufs 653
21. Ventes de logements neufs 653
22. Stocks de logements neufs disponibles à la vente 653

L. TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Chapitre L.01. — Transports ferroviaires.

1. Effectifs, recettes totales et investissements de la SNCF .. 658
2. Lignes et installations de la SNCF 658
3. Effectif de personnel à la SNCF 659
4. Matériels ferroviaires moteur et remorqué en service (voie normale) 659
5. Consommation d'énergie pour la traction des trains 660
6. Trafic commercial de voyageurs 660
7. Trafic commercial de marchandises 661
8. Trafic ferroviaire commercial de marchandises par nature de marchandises 662
9. Transports combinés rail-route 662
10. Parcours et tonnes-kilomètres brutes remorquées des trains et véhicules moteurs 663
11. Accidents de chemins de fer 663
12. Régie autonome des transports parisiens. Lignes A et B du RER 664

Chapitre L.02. — Transports routiers.

1. Réseau routier. — Longueur des autoroutes et des routes nationales 667
2. Indices annuels de la circulation motorisée 668
3. Transports routiers de marchandises : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise 668
4. Transports urbains et routiers de voyageurs : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise 668
5. Auxiliaires de transports terrestres : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise 669
6. Immatriculations en séries normales des véhicules par catégorie de véhicule 669
7. Immatriculations en séries normales des voitures particulières et commerciales, par puissance et catégorie professionnelle des acheteurs 670
8. Immatriculations en séries normales de camionnettes, camions et véhicules spéciaux par charge utile 670
9. Immatriculations en séries normales des tracteurs par catégorie et puissance 671
10. Immatriculations en séries normales des remorques par charge utile 671
11. Immatriculations en séries normales des semi-remorques par charge utile 672
12. Immatriculations en séries normales des autocars et autobus par nombre de places assises 672
13. Parc des véhicules utilitaires de moins de 10 ans d'âge, par charge utile 673
14. Parc en service des véhicules pour le transport routier de voyageurs 673
15. Parc estimé des voitures particulières selon leur puissance administrative 673
16. Véhicules automobiles ayant acquitté les taxes sur les véhicules à moteur (vignettes) 674
17. Trafic routier de marchandises, par distance en charge ... 674
18. Trafic routier de marchandises, par nature de marchandises 675
19. Nombre de voyageurs et de véhicules-kilomètre selon la nature du service et l'âge du véhicule 676
20. Accidents corporels de la circulation routière 676
21. Victimes des accidents corporels de la circulation routière suivant leur âge 677
22. Consommation d'essence et de supercarburant 678

Chapitre L.03. — Transports de navigation intérieure.

1. Transports fluviaux : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise ... 680
2. Longueur totale des voies navigables fréquentées 681
3. Longueur des voies navigables fréquentées selon l'accessibilité aux bateaux ou convois 681
4. Réseau des voies navigables par gabarit 682
5. Personnel navigant et personnel à terre de la navigation intérieure 682
6. Parc des bateaux fluviaux 683
7. Trafic (public et privé) des voies navigables par nature de trafic 683
8. Trafic (public et privé) des voies navigables par voie 684
9. Trafic (public et privé) des voies navigables par « chapitre » de marchandises 684
10. Trafic (public et privé) des principaux ports fluviaux 685

Chapitre L.04. — Transports maritimes.

1. Transports maritimes : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise ... 688
2. Auxiliaires de transports maritimes : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise 689
3. Flotte de commerce française en service 689
4. Personnel embarqué de la marine de commerce 690
5. Trafic portuaire maritime pour l'ensemble des ports maritimes de commerce 690
6. Trafic des principaux ports maritimes : navires de commerce entrés 691
7. Trafic des principaux ports maritimes : passagers 691
8. Trafic maritime de passagers 692
9. Trafic des principaux ports maritimes : marchandises 692
10. Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie ... 693
11. Trafic maritime (ensemble des ports) : marchandises par mode de conditionnement 693
12. Trafic des navires de commerce suivant les principaux pavillons 694
13. Trafic total de marchandises suivant les principaux pavillons 694
14. Trafic portuaire maritime des départements d'outre-mer : navires de commerce 695
15. Trafic portuaire maritime des départements d'outre-mer : passagers et marchandises 695
16. Principaux ports maritimes mondiaux : trafic total de marchandises 696
17. Accidents de mer 697

Chapitre L.05. — Transports aériens.

1. Transports aériens : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise ... 700
2. Personnel des principales compagnies de transport aérien 700

3. Flottes de transport des principales compagnies de transport aérien 701
4. Aéronefs civils inscrits au registre du bureau Veritas 701
5. Trafic de lignes des principales compagnies de transport aérien 702
6. Trafic commercial de passagers payants et non payants .. 703
7. Trafic d'aérodromes. Trafic local (arrivées + départs) des mouvements d'appareils commerciaux. Métropole 704
8. Trafic d'aérodromes. Trafic de passagers (arrivées + départs). Métropole 704
9. Trafic d'aérodromes. Trafic local (arrivées + départs) de fret et de poste. Métropole 705
10. Trafic aérien sur les principaux aérodromes de métropole . 705
11. Trafic commercial des principaux aérodromes des départements et territoires d'outre-mer 706
12. Trafic commercial total des principaux aéroports internationaux 707
13. Sécurité de l'aviation civile. Statistiques mondiales 708

Chapitre L.06. — Postes et télécommunications.

1. Effectifs budgétaires de l'administration des P. et T..... 711
2. Résultats financiers de la gestion de l'administration des P. et T. 712
3. Parc des véhicules de l'administration des P. et T..... 713
4. Transport du courrier 713
5. Nombre de bureaux de poste 714
6. Activité des services « courrier » 714
7. Activité des chèques postaux..... 715
8. Mandats émis 715
9. Mandats payés..... 716
10. Recettes des télécommunications 716
11. Abonnements et trafic téléphoniques 717
12. Abonnements et trafic télex 717
13. Équipement et trafic télégraphiques 717
14. Transmission de données..... 718
15. Teletel : parc de minitel, trafic et codes d'accès 718

M. COMMERCE ET SERVICES MARCHANDS

Chapitre M.01. — Commerce intérieur.

1. Nombre d'établissements du commerce..... 723
2. Nombre d'établissements du commerce. Données régionales (France métropolitaine et départements d'outre-mer) 725
3. Magasins de vente au détail (pharmacies exclues) : répartition régionale 725
4. Hypermarchés et supermarchés..... 726
5. Défaillances d'entreprises du secteur commerce 726
6. Nombre de salariés des établissements du commerce 727
7. Chiffres d'affaires du commerce 728
8. Évolution du chiffre d'affaires du commerce de détail..... 729
9. Répartition des achats des ménages entre le commerce de détail et les opérateurs non détaillants 729
10. Ventes (TTC) du commerce de détail alimentaire 730
11. Ventes (TTC) du commerce de détail non alimentaire 731
12. Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise 732
13. Commerce de détail : résultats du secteur d'entreprise ... 733

Chapitre M.02. — Services marchands rendus principalement aux entreprises.

1. Nombre de salariés des établissements de services rendus aux entreprises..... 741
2. Les secteurs d'entreprise de services rendus aux entreprises en 1987 742
3. Effectifs de la branche ingénierie, études et conseils 743
4. Frais de personnel de la branche ingénierie, études et conseils 743
5. Facturations de la branche études techniques en 1987 ... 744
6. Facturations de la branche études économiques et sociologiques en 1987 745
7. Facturations des branches études informatiques et d'organisation, et travaux à façon informatique 746
8. Investissements et chiffre d'affaires des secteurs du crédit-bail..... 746
9. Investissements destinés au crédit-bail par secteur d'entreprises clientes 747
10. Ventilation par nature des investissements destinés à faire l'objet de contrats de crédit-bail mobilier sur le marché intérieur 747
11. Ventilation par nature des investissements destinés à faire l'objet de contrats de crédit-bail immobilier 748

Chapitre M.03. — Services marchands à destination des ménages.

1. Nombre de salariés des établissements de services à destination des ménages 751
2. Les secteurs d'entreprise de services à destination des ménages en 1987 752

Chapitre M.04. — Assurances.

1. Répartition par forme juridique des entreprises d'assurance..... 754
2. Effectifs du secteur de l'assurance 755
3. Primes d'assurance émises par catégorie d'opérations 755
4. Primes nettes d'annulations perçues par les différentes catégories d'entreprises et par branche 756
5. Assurance vie et capitalisation. — Compte d'exploitation simplifié 757
6. Assurance dommages. — Compte d'exploitation simplifié de la branche automobile 757
7. Assurance dommages. — Compte d'exploitation simplifié de la branche incendie et de la branche dommages aux biens..... 758
8. Assurance dommages. — Solde d'exploitation des autres risques 758
9. Cessions en réassurance : primes cédées 759
10. Part des principaux marchés dans le marché mondial des assurances..... 759
11. Part des primes rapportée au produit national brut des principaux pays de l'OCDE 760
12. Montant total des primes émises sur le territoire national des principaux pays de l'OCDE et part en % de l'assurance dommages dans ce montant 760
13. Portefeuille valeurs des entreprises d'assurance 761

N. FINANCES

Chapitre N.01. — Monnaie, crédit, épargne.

1. Nombre des guichets permanents de banques 769
2. Nombre des établissements de crédit et établissements relevant de l'article 99 de la loi du 24 janvier 1984 770
3. Bilan des établissements de crédit 771
4. Les agrégats monétaires (résidents) 772
5. Dépôts à vue en francs par réseau 772
6. Dépôts à vue selon les agents détenteurs..... 773
7. Le crédit intérieur total 773
8. Les actifs monétaires en devises étrangères et leurs détenteurs résidents 773
9. Les contreparties de M3..... 774
10. Créances sur l'économie : catégories de créances 774
11. Crédits : établissements distributeurs et agents emprunteurs résidents..... 775
12. Crédits : répartition selon l'objet économique et les agents emprunteurs résidents 776

13. Opérations des non-résidents 776
14. Principaux taux d'intérêt débiteurs : taux en vigueur au 31 décembre et moyenne de l'année 777
15. Taux d'intérêt entre banques 778
16. Fourchette des taux effectifs pratiqués, pour les opérations de crédit par les banques et les établissements financiers 778
17. Conditions de rémunération des principales formes d'épargne en vigueur au 31 décembre 779
18. Disponibilités monétaires et quasi monétaires et leurs contreparties dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon 780
19. Activité de la Caisse nationale d'épargne dans les départements d'outre-mer. Répartition des diverses formes d'épargne 782
20. Disponibilités monétaires et quasi monétaires et leurs contreparties dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte 783

Chapitre N.02. — Marché financier, bourse.

1. Émissions de valeurs mobilières, selon la nature de l'émission 786
2. Émissions de valeurs mobilières, selon la qualité de l'émetteur 787
3. Capitalisation boursière des valeurs françaises 788
4. Répartition des transactions sur les valeurs mobilières cotées à la Bourse de Paris et dans les Bourses de Province 788
5. Indices du cours des actions cotées à la Bourse de Paris .. 789
6. Indices du cours des obligations françaises à revenu fixe cotées à la Bourse de Paris 789
7. Indices du cours des actions françaises cotées à la Bourse de Paris 790
8. Taux moyen de rendement des obligations émises dans l'année 790
9. Taux de rendement de certaines catégories d'obligations cotées à la Bourse de Paris 790
10. Taux moyen de rendement des actions françaises cotées à la Bourse de Paris 791
11. Cours de l'or et de certaines devises à Paris 791

O. COMMERCE EXTÉRIEUR, BALANCE DES PAIEMENTS

Chapitre O.01. — Commerce extérieur.

1. Commerce extérieur de la France : résultats d'ensemble FAB-FAB définitifs 799
2. Commerce international. Importations (CAF) des pays appartenant à la CEE, de la Suisse, des États-Unis d'Amérique et du Japon. Parts de marché de chacun de ces pays dans les importations des autres pays 800
3. Commerce extérieur de la France par zone géographique . 801
4. Commerce extérieur de la France par pays 802
5. Commerce extérieur de la France par produit 804
6. Commerce extérieur de la France par produit et par zone géographique 805
7. Indices du commerce extérieur de la France : indices de volume et indices des valeurs unitaires (indices douaniers) 806
8. Guadeloupe : principaux pays fournisseurs et clients 814
9. Guadeloupe : principaux produits exportés 814
10. Guyane : principaux pays fournisseurs et clients 814
11. Guyane : principaux produits exportés 815
12. Martinique : principaux pays fournisseurs et clients 815
13. Martinique : principaux produits exportés 815
14. Réunion : principaux pays fournisseurs et clients 816
15. Réunion : principaux produits exportés 816
16. Nouvelle-Calédonie : principaux pays fournisseurs et clients 816
17. Nouvelle-Calédonie : principaux produits importés et exportés 817
18. Polynésie française : principaux pays fournisseurs et clients 817
19. Polynésie française : principaux produits importés et exportés 818

Chapitre O.02. — Balance des paiements.

1. Balance générale des paiements 822
2. Évolution des soldes de la balance générale des paiements 823
3. Règlements entre la France et diverses zones 825
4. Règlements entre la France et diverses autres zones 826
5. Règlements entre la France et divers pays 826
6. Règlements entre la France et divers autres pays. — Principaux soldes 827
7. Balances des paiements française et étrangères : grands soldes 828
8. Taux de conversion des monnaies nationales en DTS 830

P. ADMINISTRATION ET VIE PUBLIQUE

Chapitre P.01. — Élections.

1. Élections cantonales du 25 septembre 1988 834
2. Référendum du 6 novembre 1988 835
3. Élections municipales de mars 1989 835
4. Élections des représentants au Parlement européen de juin 1989 836

Chapitre P.02. — Justice.

1. Activité des juridictions civiles 840
2. Répartition des affaires civiles selon la nature juridique ... 841
3. Infractions constatées par les services de police et de gendarmerie (métropole) 842
4. Décisions des juridictions pénales et de la jeunesse 843
5. Condamnés majeurs pour crimes, délits et contraventions de 5e classe 843
6. Juridictions de la jeunesse : mineurs délinquants, mineurs et majeurs protégés 845
7. Éducation surveillée 846
8. Administration pénitentiaire 847

Chapitre P.03. — Finances publiques.

1. Opérations du Trésor : situation résumée 850
2. Opérations du Trésor : exécution du budget de l'année courante 851
3. Opérations du Trésor : tableau de passage de l'optique de la gestion à celle de l'exercice 852
4. Opérations du Trésor : développement des dépenses imputées au budget général 853
5. Opérations du Trésor : développement des recettes du budget général, par exercice 854
6. Ventilation fonctionnelle des dépenses (lois de finances initiales) 855
7. Dette publique de l'État et gérée par l'État 856
8. Situation détaillée des bons du Trésor en comptes courants 856
9. Impôts directs, par nature d'impôts 857
10. Revenus des personnes physiques 857
11. Impôt sur le revenu des personnes physiques. — Évolution au plan national 858
12. Collectivités publiques locales : opérations de fonctionnement 858
13. Collectivités publiques locales : opérations d'investissement 859
14. Situation financière des départements, sauf Paris 859

PRINCIPAUX ORGANISMES PUBLICS À COMPÉTENCE STATISTIQUE NATIONALE

(Mise à jour : novembre 1989)

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
AGRICULTURE ET FORÊT (Ministère) ...	Direction des Affaires économiques et financières. Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) : 4, avenue de Saint-Mandé. 75570 PARIS CEDEX 12. Tél. : (1) 43 44 53 00.	Informations rapides *(mensuel ou hebdomadaire,* selon le thème). Statistique des entreprises (IAA) *[irrégulier].* Commerce extérieur agro-alimentaire : informations rapides *(mensuel).* Situation agricole en France : conjoncture générale *(mensuel).* Situation agricole en France, production : – végétale *(mensuel);* – avicole *(mensuel);* – bovine *(mensuel);* – porcine *(quadrimestriel).* Bulletin de statistique agricole *(mensuel).* Cahiers de statistique agricole *(bimensuel).* *Annuaire* de statistique agricole. *Annuaire rétrospectif* de statistique agricole. Graph-agri : *annuaire* de graphiques agricoles. Collections de statistique agricole. Études *(mensuel).* Séries. Résultats d'enquêtes ou études spécifiques. Couleur différente suivant le domaine (10 domaines) *[irrégulier].* Statistiques forestières *(annuel).* Commerce extérieur bois et dérivés *(trimestriel).* Enquête *annuelle* d'entreprise exploitation forestière et scierie. Enquête de branche *(annuel).* Inventaire forestier national. Résultats départementaux. Fonds forestier national. Rapport *(annuel).*
	Direction de l'Espace rural et de la Forêt (Inventaire forestier national) : 1 *ter,* avenue de Lowendal. 75700 PARIS. Tél. : (1) 49 55 49 55.	
• *Onivin (Office national interprofessionnel du vin).*	233, rue de Rivoli 75001 PARIS Tél. : (1) 42 61 82 52	Rapport de gestion *(annuel).*
BANQUE DE FRANCE (Institut d'émission).	39, rue Croix-des-Petits-Champs. 75001 PARIS. Tél. : (1) 42 92 42 92.	Situation *hebdomadaire.* Compte rendu *(annuel).* Bulletin *trimestriel.*
	Direction générale des Études.	Cahiers économiques et monétaires (Service de l'information). Enquête *mensuelle* de conjoncture. Situation économique à l'étranger. Statistiques monétaires provisoires *(mensuel).*
• *Bilans (Centrale de).....*	*Même adresse (direction générale des Études).*	Centrale de bilans par secteur d'activité (plus de 80 secteurs) *[annuel].*
• *Commission bancaire.....*	Secrétariat : 73, rue Richelieu. 75002 PARIS. Tél. : (1) 42 92 42 92.	Comptes annuels des établissements. Rapport annuel de la commission de crédit bancaire.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
BANQUE DE FRANCE (Institut d'émission) *[suite]*.		
• *Crédit (Conseil national)*.....	Secrétariat général : 1, rue de la Vrillière. 75001 PARIS. BP 230.01. 75024 PARIS CEDEX 01. Tél. : (1) 42 92 42 92.	Rapport *(annuel)*.
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS..	Services généraux, sous-direction des études, des statistiques et de la gestion prévisionnelle : 56, rue de Lille. 75356 PARIS. Tél. : (1) 40 49 56 78.	Rapport et annexe *(annuel)*.
CENTRE NATIONAL DES CAISSES D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE.	Direction des études économiques et statistiques. 5, rue Masseran. 75007 PARIS. Tél. : (1) 45 67 55 27.	
CHARBONNAGES DE FRANCE.....	Plan, étude, investissement (PEI). Tour Albert-1er, 65, avenue de Colmar. 92507 RUEIL-MALMAISON CEDEX. Tél. : (1) 47 52 92 52.	Recueil des statistiques *mensuelles* des charbonnages de France et houillères de bassin. Statistique *(annuel)*.
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL.....	1, avenue d'Iéna. 75775 PARIS CEDEX 16. Tél. : (1) 47 23 72 34.	Avis et rapports du CES (*JO* RF), notamment rapport sur la conjoncture économique *(semestriel)*.
COUR DES COMPTES.....	13, rue Cambon. 75100 PARIS-RP. Tél. : (1) 42 98 95 00.	Cour des comptes : rapport au Président de la République *(annuel)* (1).
• *Impôts (Conseil des)*.....	*Même adresse.* Tél. : (1) 42 98 97 95.	Conseil des impôts : rapport au Président de la République *(annuel)* (1).
CULTURE, COMMUNICATION, GRANDS-TRAVAUX ET BICENTENAIRE (Ministère).	Service juridique et technique de l'information. Bureau de la statistique : 69, rue de Varenne. 75700 PARIS. Tél. : (1) 42 75 87 14.	Presse et statistiques. Bulletin de documentation statistique *(annuel)*. *Annuaire statistique,* 1974-1980 et depuis 1981, édition complète étalée sur plusieurs années. Parution de 1 ou plusieurs fascicules chaque année. Atlas culturel, 1977. Pratiques culturelles des Français. Descriptions socio-démographiques 1973-1981.
	Département études et prospectives : 2, rue Jean-Lantier. 75001 PARIS. Tél. : (1) 42 33 99 84.	
	Direction des Archives de France : 60, rue des Francs-Bourgeois. 75141 PARIS CEDEX 03. Tél. : (1) 40 27 60 00.	La gazette des archives *(trimestriel)*.
	Direction des musées de France. Cour du Carrousel. Palais du Louvre-Pavillon Mollien. 75041 PARIS CEDEX 01. Tél. : (1) 42 60 39 26.	Musées et collections publiques de France *(trimestriel)*.

(1) *JO*RF, édition « Documents administratifs ».

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
CULTURE, COMMUNICATION, GRANDS-TRAVAUX ET BICENTENAIRE (Ministère) [*suite*].	Direction du Livre et de la Lecture. 27, avenue de l'Opéra. 75002 PARIS. Tél. : (1) 40 15 73 00.	Bulletin des bibliothèques de France *(mensuel)*. Bibliothèques municipales. Statistiques *(triennal,* dernière édition 1983). Statistiques *annuelles* des bibliothèques municipales, bibliothèques centrales de prêt, bibliothèques universitaires. *(dernières parues 1986).*
• *Cinématographie (Centre national)*....	12, rue de Lubeck. 75784 PARIS CEDEX 16. Tél. : (1) 45 05 14 40.	Informations CNC *(trimestriel* avec supplément *annuel)* : « L'activité cinématographique française en 19... ». Statistiques du cinéma français *(annuel,* annexe au bulletin ci-dessus sous forme de feuillets sous reliure mobile). Dernier paru 1986, édition 1986.
DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (Ministère).	Statistique et documentation : 27, rue Oudinot. 75007 PARIS. Tél. : (1) 47 83 01 23.	
ÉCONOMIE, FINANCES ET BUDGET (Ministère).	Direction de la prévision : 164, rue de Rivoli. 75056 PARIS-RP. Tél. : (1) 42 97 20 00	Économie et Prévision *(irrégulier)*.
	Commission des comptes et budgets économiques de la Nation : 35-37, rue Boissy-d'Anglas. 75008 PARIS. Tél. : (1) 42 97 20 00	Rapport sur les comptes de la Nation *(annuel)* (1).
	Service de la communication et des relations avec le public : Bâtiment « B » Gare 536. 139, rue de Bercy. 75572 PARIS CEDEX 12. Tél. : (1) 42 60 33 00	Notes bleues. Statistiques et études financières : — série rouge *(irrégulier)*.
	Direction des assurances (bureau C2) : 54, rue de Châteaudun. 75436 PARIS CEDEX 09. Tél. : (1) 42 81 91 55.	Entreprises d'assurance et de capitalisation [rapport annuel] (2). — Tome 1 : Résultats comptables; — Tome 2 : Évolution du marché.
	Direction du Trésor : 139, rue de Bercy. 75572 PARIS CEDEX 12. Tél. : (1) 40 04 04 04. — *affaires internationales.* — *affaires monétaires et financiéres.* — *participation et financement.*	Balance des paiements de la France *(annuel)* (2) (3). Rapport du Fonds de développement économique et social *(annuel)* (2).
• *Statistiques et études économiques (Institut national).*	Direction générale : 18, boulevard Adolphe-Pinard. 75675 PARIS CEDEX 14. Tél. : (1) 45 40 01 12 (1) 45 40 12 12.	Voir « Les Publications de l'INSEE ».

(1) Disponible pour le public; « INSEE Résultats, comptes et indicateurs économiques » et « INSEE Études » (2 volumes).
(2) Ce document paraît également dans *Statistiques et études financières.*
(3) Publié en commun avec la Banque de France; dans la série rouge de la publication *Statistiques et études financières,* on trouvera les résultats trimestriels de la balance des paiements.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉCONOMIE, FINANCES ET BUDGET (Ministère) *[suite]*.	Direction générale des douanes et droits indirects. *(Sous-direction des statistiques et de l'informatique.)* 8, rue de la Tour-des-Dames. 75436 PARIS CEDEX 09. Tél. : (1) 42 80 67 22.	Statistiques du commerce extérieur : – résultats *mensuels*; – résultats *trimestriels* et *annuels*; – importations-exportations en NGP *[annuel]*; – résultats régionalisés *[annuel]*. Statistiques du commerce extérieur : *annuaire* abrégé. Tableau général des transports *[annuel]*. Le transport du commerce extérieur *[annuel]*.
	Direction de la Comptabilité publique : 192, rue Saint-Honoré. 75056 PARIS-RP. Tél. : (1) 42 60 33 00. et 139, rue de Bercy. 75573 PARIS CEDEX 12. Tél. : (1) 40 04 04 04.	Compte de la dette publique *(annuel)*. Les finances du secteur public local : – communes, départements, régions et établissements publics locaux (2 tomes); – hôpitaux publics; – organismes d'HLM et sociétés d'économie mixte à participations locales; – communes de moins de 10 000 habitants. Informations financières sur les départements et les grandes communes.
	Direction générale des impôts : 139, rue de Bercy. 75574 PARIS CEDEX 12. Tél. : (1) 40 04 04 04.	Les renseignements statistiques relatifs aux impôts sont publiés annuellement dans le périodique *« Statistiques et études financières »* série rouge : – impôts sur le revenu; – bénéfices industriels et commerciaux; – statistiques de la direction générale des Impôts.
• *Opérations de bourse (Commission des)*	Tour du Pont Mirabeau. 39-43, quai André-Citroën. 75739 PARIS CEDEX 15. Tél. : (1) 45 78 33 33.	Rapport *[annuel]* (1).
• *Coopération économique (Caisse centrale).*	35-37, rue Boissy-d'Anglas. 75008 PARIS. Tél. : (1) 40 06 31 31.	
ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS (Ministère).	Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) : 142, rue du Bac. 75007 PARIS. Tél. : (1) 45 50 10 10. et 58, boulevard du Lycée. 92170 VANVES. Tél. : (1) 40 65 65 40.	Statistiques des enseignements *(fascicules)*. Repères et renseignements statistiques sur les enseignements et la formation (1988).
	Sous-direction des enquêtes statistiques et des études (SDESE) : 58, boulevard du Lycée. 92170 VANVES. Tél. : (1) 45 54 95 25.	Éducation et formation : Études et documents *(trimestriel)*. Notes d'informations, tableaux statistiques *(plusieurs fascicules chaque année)* : 1° Série jaune : maternelles, élémentaires, spéciales; 2° Série verte : secondaire; 3° Série orange : technique et formation professionnelle; 4° Série rose : supérieur (universités et grandes écoles); 5° Série blanche : études, enquêtes diverses et ponctuelles.

(1) *JO* RF, édition « Documents administratifs ».

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS (Ministère) *[suite]*.	Direction de l'administration et des services extérieurs (DASE). Bureau de l'informatique et des statistiques : 78, rue Olivier-de-Serres. 75739 PARIS CEDEX 15. Tél. : (1) 48 28 40 00.	Statistiques jeunesse et sports *(annuel)*. Licences sportives et sections de clubs *(annuel)*. Objectifs jeunesse et sports *(trimestriel)*.
• *Information sur les enseignements et les professions (Office national) [ONISEP]*	46-50 rue Albert. 75635 PARIS CEDEX 13. Tél. : (1) 40 77 60 00.	
ÉLECTRICITÉ DE FRANCE (Service national).	Direction de la production et du transport (département statistiques) : 6, rue de Messine. 75008 PARIS. Tél. : (1) 40 42 22 22	Statistiques de la production et de la consommation *(annuel)*. Résultats techniques d'exploitation *(annuel)*. Annuaire statistique *(annuel)*.
ENVIRONNEMENT ET PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES ET NATURELS MAJEURS (Secrétariat d'État).	Service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement. Mission des études économiques, des statistiques et du plan; Direction de la protection de la nature; Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques : 14, boulevard du Général-Leclerc. 92524 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 47 58 12 12.	État de l'environnement *(annuel)*. Rapports annuels et données économiques de l'environnement [dernier paru : 1988] *(édition 1989)*. *Annuaire* de la qualité des eaux. Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin *(résultats semestriels)*. État de l'assainissement des zones littorales. Service des technologies propres et des déchets 1988 *(Rapport d'activité)*. Composantes industrielles de la pollution des eaux *(annuel)*. Données économiques de l'environnement. État sanitaire des zones de baignade en mer et en eau douce *(annuel)*.
ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET MER (Ministère).	Service technique de l'urbanisme : 64, rue de la Fédération. 75015 PARIS. Tél. : (1) 45 67 35 36.	Recueil d'informations statistiques sur l'urbanisme *(annuel)*.
	Direction de la construction : 92055 PARIS LA DÉFENSE CEDEX 04 Tél. : (1) 40 81 21 22.	
	Direction des affaires économiques et internationales. Sous-direction des actions statistiques : 75775 LA DÉFENSE Tél. : (1) 40 81 21 22.	Statistiques de la construction : statistiques mensuelles. Statistiques et études générales *(irrégulier)*. Notes vertes économiques : 3 séries : – tableau de bord (4 numéros); – conjoncture (4 numéros); – informations rapides (supplément à tableau de bord et conjoncture).
	Observatoire économique et statistique des transports (OEST) : 55, 57, rue Brillat-Savarin. 75658 PARIS CEDEX 13. Tél. : (1) 45 89 89 27.	Bulletin *mensuel* de statistiques. Note de conjoncture *(mensuel)*. Mémento de statistiques des transports *(annuel)*. Enquête *annuelle* d'entreprise : – transports routiers de marchandises; – transports routiers et urbains de voyageurs; – transports aériens; – transports maritimes;

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET MER (Ministère) *[suite]*.		– auxiliaires des transports terrestres; – transports fluviaux pour compte d'autrui; – auxiliaires des transports maritimes. Fichier central des automobiles. Parc et immatriculation *(annuel)*. Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises *(annuel)*. SITRAM (système d'information sur les transports de marchandises) : banque de données *(trimestriel* et *annuel)*. – Résultats généraux : trafic intérieur, trafic international. Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes *(annuel)*.
	Direction de la météorologie nationale : 77, rue de Sèvres. 92106 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX. Tél. : (1) 46 04 91 51.	Bulletin *quotidien* de renseignements. Résumé *mensuel* du temps en France comprenant : – 36 bulletins *décadaires* d'observations quotidiennes pour 100 stations françaises; – 12 bulletins *mensuels;* – 1 bulletin *annuel.* Bibliographie signalétique *(hebdomadaire)*. Bibliographie météorologique *(annuel)*. Météorologie marine (études) *[trimestriel]*.
	Sous-direction technique de la météorologie. 2, avenue Rapp. 75007 PARIS. Tél. : (1) 45 56 71 71.	
● *Aviation civile (Direction générale).*	Direction des transports aériens (bureau des statistiques et de la documentation) : 39, rue de Washington. 75008 PARIS. Tél. : (1) 40 75 87 00.	Bulletin statistique de la DGAC *(mensuel* et *annuel)*.
● *Routes*	Direction de la sécurité et de la circulation routière : Arche de la Défense, Paroi Sud. 92055 PARIS LA DÉFENSE CEDEX 04. Tél. : (1) 40 81 21 22 et (1) 45 49 61 62.	Accidents corporels de la circulation routière *(annuel)*. Circulation, accidents : données de base *(annuel)*. *Flash mensuel* circulation sécurité.
	Service d'études techniques des routes et autoroutes (SETRA) : 46, avenue Aristide-Briand. BP 100. 92223 BAGNEUX CEDEX. Tél. : (1) 42 31 31 69.	
● *Chemins de fer français (Société nationale) [SNCF].*	Direction des études de la planification et de la recherche : 88, rue Saint-Lazare. 75436 PARIS CEDEX 09. Tél. : (1) 42 85 60 00.	La SNCF en 19.. *(annuel)*. Rapport à l'assemblée générale des actionnaires *(annuel)*. Mémento de statistiques *(annuel)*.
● *Navigation intérieure (Office national).*	2, boulevard de la Tour-Maubourg. 75007 PARIS. Tél. : (1) 49 55 60 00. (Départements études statistiques et informatiques [DESI]).	Statistiques *mensuelle* et *annuelle* des transports visés dans les bureaux d'affrètement. Statistiques *mensuelle* et *annuelle* commerciales. Statistique *annuelle* de la navigation intérieure par sections de voies navigables. Statistique *annuelle* de la flotte fluviale en exploitation.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET MER (Ministère) *[suite]*.		
• *Régie autonome des transports parisiens (RATP).*	53 *ter,* quai des Grands-Augustins. 75271 ARIS CEDEX 06. (Budgets et études financières). Tél. : (1) 40 02 48 48.	RATP rapport *annuel* du conseil d'administration. Rapport *annuel* de l'inspection générale des voies secondaires et des transports urbains. Statistiques RATP *(mensuel).*
• *Marine marchande (Direction générale)*	Direction de la flotte de commerce (bureau des études économiques et statistiques) : 3, place de Fontenoy. 75700 PARIS. Tél. : (1) 42 73 55 05.	Statistiques de la flotte de commerce *(trimestriel* et *annuel).*
	Direction des pêches maritimes et des cultures marines : 3, place de Fontenoy, 75700 PARIS. Tél. : (1) 42 73 55 05.	Statistiques des pêches maritimes *(annuel).*
• *Ports et voies navigables*.....	Direction des ports et de la navigation maritimes : 3, place de Fontenoy. 75700 PARIS. Tél. : (1) 42 73 55 05. Bureau de la navigation de plaisance.	Bulletin mensuel de statistiques des ports maritimes de commerce. Résultats de l'exploitation des ports maritimes - statistiques *(annuel).* Statistiques plaisance *(annuel).*
FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORMES ADMINISTRATIVES (Ministère).	Direction générale de l'administration et de la fonction publique (bureau des statistiques) : 32, rue de Babylone. 75007 PARIS. Tél. : (1) 42 75 80 00.	
GAZ DE FRANCE.....	Direction des services économiques et commerciaux : 23, rue Philibert-Delorme. 75840 PARIS CEDEX 17. Tél. : (1) 47 54 20 20.	Statistiques *mensuelles :* production, achats, émission. Statistiques *annuelles.* Données commerciales *(annuel).* Production, transport, distribution *(annuel).*
INDUSTRIE ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (Ministère).	Délégation à l'information et à la communication : 101, rue de Grenelle. 75700 PARIS. Tél. : (1) 45 56 36 36.	L'industrie française *(annuel).* Chiffres clés des matières premières minérales non énergétiques *(annuel).*
• *Industrie*.....	Direction générale de l'industrie - Service d'étude des stratégies et des statistiques industrielles (SESSI). 85, boulevard du Montparnasse. 75270 PARIS CEDEX 06. Tél. : (1) 45 56 36 36.	Bulletin *mensuel* de statistique industrielle. *Annuaire* de statistique industrielle. Chiffres clés de l'industrie *(annuel).* Enquête *annuelle* de branche. Ingénierie, études et conseils. Enquêtes de branches industrielles *(trimestriel* et *annuel).* Enquête *annuelle* d'entreprise : — premiers résultats ; — résultats provisoires ; — résultats définitifs (4 vol.). L'industrie et les régions *(annuel).* L'implantation étrangère dans l'industrie *(annuel).* Les consommations d'énergie dans l'industrie *(annuel).*

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
INDUSTRIE ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (Ministère) *[suite]*.		
• *Industrie* (suite)		Le SESSI réalise des travaux à la demande (voir le catalogue des informations disponibles au SESSI).
	Direction générale de l'industrie : 30-32, rue Guersant. 75833 PARIS CEDEX 17. Tél. : (1) 45 72 85 85.	Rapport *annuel* sur l'activité des industries du textile et de l'habillement.
		Fascicules *(annuel)* « Les sociétés de service et conseil en informatique ».
	Service des industries de base et des biens intermédiaires (SIBBI). Sous-direction des chantiers navals. 32, rue Guersant. 75833 PARIS CEDEX 17. Té. : (1) 45 72 85 85.	Statistiques de construction navale *(trimestriel)*.
	Institut national de la propriété industrielle : 26 *bis*, rue de Leningrad. 75800 PARIS CEDEX 08. Tél. : (1) 42 94 52 52.	Bulletin officiel de la propriété industrielle *(hebdomadaire et trimestriel)*.
• *Énergie*	Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) : — observatoire de l'Énergie. 99, rue de Grenelle. 75700 PARIS CEDEX 07. Tél. : (1) 45 56 36 36.	Le tableau de bord de l'énergie *(mensuel)*.
		Les chiffres clés de l'énergie *(annuel)*.
		Tableau des consommations d'énergie en France *(annuel)*.
		Bilans de l'énergie *(annuel)*.
	Direction du gaz, de l'électricité et du charbon, DIGEC : 3-5, rue Barbet-de-Jouy. 75700 PARIS. Tél. : (1) 45 56 36 36.	Statistiques de l'industrie gazière en France *[annuel]* (1).
		Production et distribution de l'énergie électrique en France *[annuel]* (2).
	Direction des hydrocarbures : 3-5, rue Barbet-de-Jouy. 75700 PARIS. Tél. : (1) 45 56 36 36.	Activité de l'industrie pétrolière *(annuel)*.
	Service de la conservation des gisements d'hydrocarbures : 366, avenue Napoléon-Bonaparte. 92501 RUEIL-MALMAISON CEDEX. Tél. : (1) 47 49 27 75.	Rapport *annuel* (recherches et production d'hydrocarbures en France).
• *Tourisme*	Direction des industries touristiques : Bureau des statistiques. 2, rue Linois. 75740 PARIS CEDEX 15. Tél. : (1) 45 75 62 16.	Collection de l'économie du tourisme *(trimestriel)*.
		Annuaire statistique du tourisme.
		Memento du tourisme.
• *Commerce et Artisanat*	Direction du commerce intérieur (commission des comptes commerciaux de la nation) : 41, quai Branly. 75700 PARIS. Tél. : (1) 45 50 71 11.	Comptes commerciaux de la nation – Collections de l'INSEE, série C *(annuel)*.
		La France des commerces *(annuel)*.
• *Chambres de métiers (Assemblée permanente des).*	Direction des relations publiques et des services généraux : 12, avenue Marceau. 75008 PARIS. Tél. : (1) 47 23 61 55.	L'artisanat en chiffres au 1er janvier *(annuel)*.

(1) Statistiques rassemblées par le Service technique et économique du gaz.
(2) Statistiques rassemblées par le Service technique de l'énergie électrique et des grands barrages.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
INTÉRIEUR (Ministère)	Direction générale de la police nationale. Direction centrale de la police judiciaire : 1 *bis*, place des Saussaies. 75800 PARIS. Tél. : (1) 42 60 35 35 et (1) 42 66 28 30.	Aspects de la criminalité en France d'après les statistiques de la police judiciaire *(annuel).*
	Direction générale des collectivités locales (mission d'études et de statistiques) : 2, place des Saussaies. 75800 PARIS. Tél. : (1) 42 60 35 35 et (1) 42 66 28 30.	Collection décentralisation. Série budget des collectivités locales *(annuel),* 4 vol. Série démocratie locale. Guide pratique de l'élu.
	Direction de la sécurité civile : 18, rue Ernest-Cognacq. 92300 LEVALLOIS-PERRET. Tél. : (1) 47 58 11 86.	Statistiques des interventions de sapeurs-pompiers *(annuel).*
JUSTICE (Ministère)	Direction de l'administration générale et de l'équipement (division de la statistique) : 13, place Vendôme. 75042 PARIS CEDEX 01. Tél. : (1) 42 61 80 22.	*Annuaire* statistique de la justice. Bulletin statistique de la justice *(trimestriel).* Études statistiques *(irrégulier).*
	Direction de l'administration pénitentiaire (service des études et de l'organisation) : 13, place Vendôme. 75042 PARIS CEDEX 01. Tél. : (1) 42 61 80 22.	Rapport *annuel* de l'administration pénitentiaire. Rapport *annuel* de la Cour de cassation à M. le garde des Sceaux. Statistiques *annuelles* n° 3 : La justice pénale en 1983.
	Direction de l'éducation surveillée : 13, place Vendôme. 75042 PARIS CEDEX 01. Tél. : (1) 42 61 80 22.	Rapport *annuel* de l'éducation surveillée. Annales de Vaucresson *(annuel).* Statistiques *annuelles* n° 4 : Les procès civils 1984-1985.
PLAN (Secrétariat d'État au)	Commissariat général du Plan : 18, rue de Martignac. 75007 PARIS. Tél. : (1) 45 56 51 00.	Rapport *annuel* d'exécution (1). Rapports des commissions du Plan (2).
• *Revenus et coûts (Centre d'études des) [CERC].*	3, boulevard de La Tour-Maubourg. 75007 PARIS. Tél. : (1) 47 53 89 63.	Documents du CERC *(trimestriel).*
POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET ESPACE (Ministère).	Direction générale des télécommunications (direction des programmes et des affaires financières) : 20, avenue de Ségur. 75700 PARIS. Tél. : (1) 45 64 22 22.	Statistique *annuelle* du service des télécommunications.
	Agence comptable centrale : 20, avenue de Ségur. 75700 PARIS. Tél. : (1) 45 64 22 22.	Rapport sur la gestion financière et la marche des services pendant l'année 19... *(annuel).*
	Direction générale des postes : 20, avenue de Ségur. 75700 PARIS. Tél. : (1) 45 64 22 22.	Statistiques *(annuel).* Rapport sur la situation de la Caisse nationale d'épargne *(annuel).*

(1) Publié en annexe à l'exécution de la loi de finances.
(2) IX[e] Plan (1984-1988), X[e] Plan (1989-1992).

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
RECHERCHE ET TECHNOLOGIE (Ministère).	Mission de synthèse et de planification. Analyse du potentiel national de recherche et développement : 1, rue Descartes. 75231 PARIS CEDEX 05. Tél. : (1) 46 34 35 35.	Compte satellite de la recherche, Séries 1984-1985 et 1986. Méthodologie base 1980. N° 1-1989. Plan triennal pour la recherche et le développement technologique 1986-1988 (1).
SOLIDARITÉ, SANTÉ ET PROTECTION SOCIALE (Ministère).	Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI) : 14, avenue Duquesne. 75700 PARIS. Tél. : (1) 40 56 60 00.	Informations rapides. Solidarité. Santé. Études statistiques *(bimestriel)*. Revue française des Affaires sociales. *Annuaire* des statistiques sanitaires et sociales. Comptes nationaux de la santé *(annuel)* [publication conjointe entre « INSEE résultats » et « Économie et santé »]. Comptes de la protection sociale.
• *Santé et recherche médicale (Institut national) [INSERM] :*	101, rue de Tolbiac. 75654 PARIS CEDEX 13. Tél. : (1) 46 34 35 80.	Statistiques des causes médicales de décès *(annuel)*. Statistiques médicales des établissements psychiatriques *(annuel)*. Rapport sur l'état de santé de la population française *(annuel)*.
	Direction de l'administration générale du personnel et du budget (DAGPB) : 44, rue Cambronne. 75015 PARIS. Tél. : (1) 40 56 60 00.	Revue française des affaires sociales *(trimestriel)*.
• *Démographie (Institut national d'études démographiques) [INED].*	27, rue du Commandeur. 75675 PARIS CEDEX 14. Tél. : (1) 43 20 13 45.	Population et sociétés, bulletin mensuel d'informations démographiques, économiques et sociales. Population *(bimestriel)*. Rapport sur la situation démographique de la France *(annuel)*, paraît in *Population*. Collection *Cahiers, travaux et documents*, INED-PUF.
• *Migrations internationales (Office)*	44, rue Bargue. 75732 PARIS CEDEX 15. Tél. : (1) 45 66 26 00.	ONISTATS : *Annuaire* des migrations : – I : flux des travailleurs; – II : entrée et structure des familles; – III : réinsertion au pays d'origine.
TABACS ET ALLUMETTES (Société nationale d'exploitation industrielle des) SEITA.	53, quai d'Orsay. 75340 PARIS CEDEX 07. Tél. : (1) 45 56 61 50.	Statistiques 19... *(annuel)*. Rapport *annuel* SEITA.
TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE (Ministère).	1, place Fontenoy. 75007 PARIS. Tél. : (1) 40 56 60 00.	Statistiques du travail : bulletin mensuel. Dossiers statistiques du travail et de l'emploi (8 à 10 numéros par an). Travail et emploi *(trimestriel)*. Tableaux statistiques sur le travail et l'emploi. Comptes de l'emploi, données physico-financières 1973-1980, édition 1982; 1980-1982, édition 1984; 1983-1985, édition 1987.

(1) Publié en collaboration avec le Commissariat général du Plan.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE (Ministère) *[suite]*.		
• *Études et recherches sur les qualifications CEREQ (Centre).*	9, rue Sextius-Michel. 75015 PARIS. Tél. : (1) 45 75 62 63.	Répertoire français des emplois (publication en « cahiers » pouvant comprendre plusieurs volumes. *16 cahiers déjà parus*) (1). Formation-emploi *(trimestriel)* (1). Statistique de la formation professionnelle continue financée par les entreprises *(annuel)* (1). CEREQ-BREF [Bulletin de recherche sur l'emploi et la formation] *(bimestriel)*, diffusion gratuite. « Études » *(irrégulier)*, diffusion gratuite. Avenirs *(mensuel)*.

(1) Publié par la *Documentation française,* 29 et 31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : (1) 42 61 50 10.

LISTE DES MINISTÈRES RÉSULTANT DES DÉCRETS DES 23, 28 JUIN, 8 JUILLET 1988, 14, 22 FÉVRIER ET 29 MARS 1989

Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports
Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget
Ministère de la Fonction publique et des Réformes administratives
Ministère des Affaires étrangères
Ministère de la Justice
Ministère de la Défense
Ministère de l'Intérieur.
Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire
Ministère des Affaires européennes
Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle
Ministère de la Coopération et du Développement
Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire
Ministère des Départements et Territoires d'outre-mer
Ministère de l'Agriculture et de la Forêt
Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace
Ministère chargé des relations avec le Parlement
Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale
Ministère de la recherche et de la Technologie
Ministère du Commerce extérieur

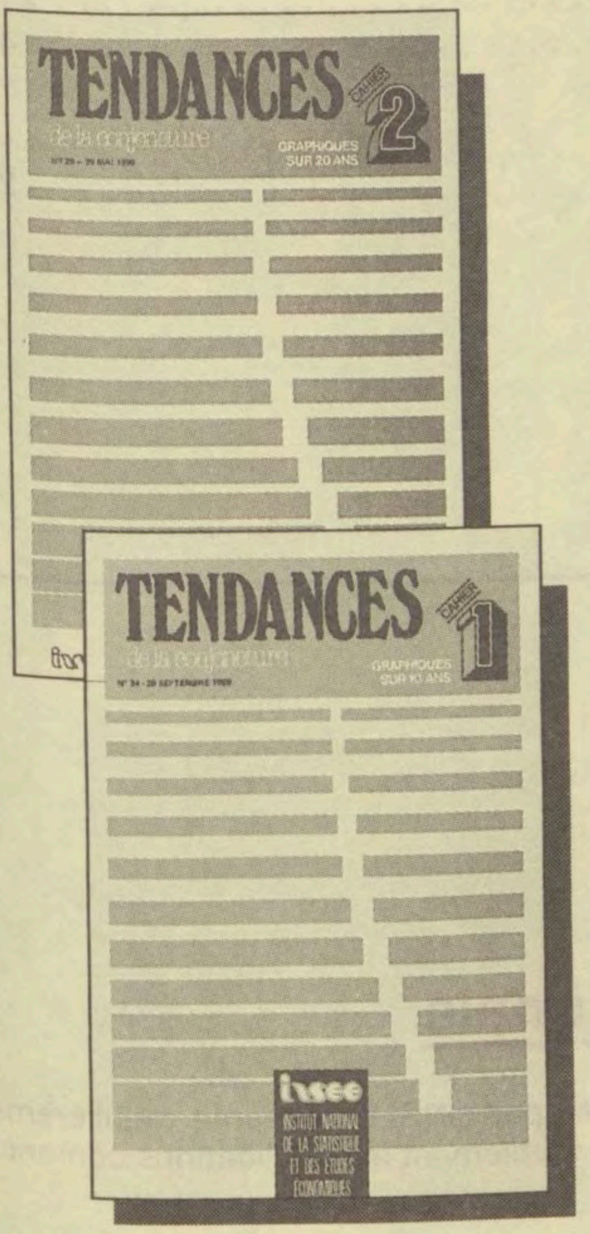
LES PUBLICATIONS DE L'INSEE

LA CONJONCTURE | **ÉTUDES - COMPTES RÉSULTATS D'ENQUÊTES** | **L'INFORMATION SUR L'INFORMATION** | **OUVRAGES**

Publications périodiques

Les prix indiqués sont les tarifs au 1er janvier 1990.
Les demandes d'abonnements, accompagnées de leur règlement, doivent être adressées au :
CNGP-INSEE - BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX.

LA CONJONCTURE



Tendances de la conjoncture
le tableau de bord de l'économie française

Cette revue où les graphiques occupent la première place (plus de 1 200 séries sur dix ans ou sur vingt ans), constitue un véritable outil de travail grâce à la précision du dessin et à la présence des tableaux (sur trois ans) à l'appui des courbes.

- Deux cahiers trimestriels complémentaires :
  - **cahier 1** : tableau de bord de l'économie sur dix ans, en 600 séries.
  - **cahier 2** : en 600 séries, celles-ci toutes trimestrielles ; d'abord le suivi de l'environnement international, puis une illustration méthodique des comptes trimestriels.

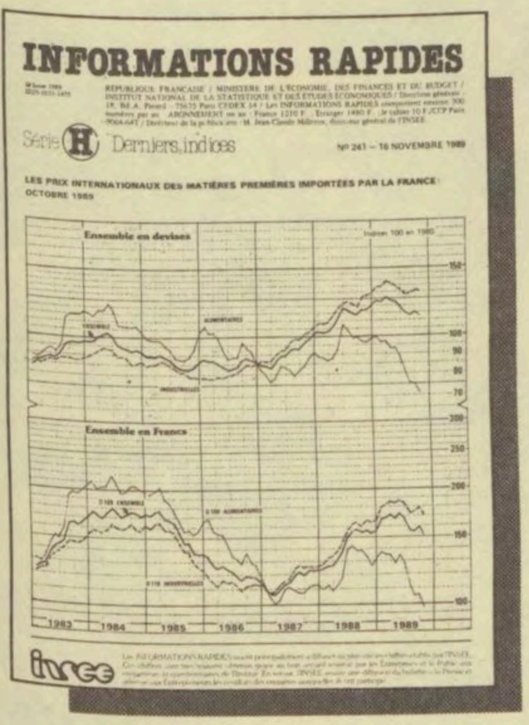
- Suppléments :
  - **chiffres du mois** : les nouveaux chiffres parus au cours du mois écoulé, pour actualiser les 1 200 séries des cahiers 1 et 2.
  - **graphiques du mois** : présentent pour les cinq dernières années une vingtaine d'indicateurs mensuels essentiels.
  - **notes de conjoncture** : chaque année, trois notes de synthèse détaillées et deux points conjoncturels, pour suivre la situation et les perspectives à court terme de l'économie française.

Abonnement 1 an (cahiers et suppléments)

France	570 F
Étranger	713 F
Étranger par avion	793 F
Le cahier	57 F

Participation aux frais d'expédition :

France	10 F
Étranger	20 F



Informations rapides
la conjoncture au jour le jour

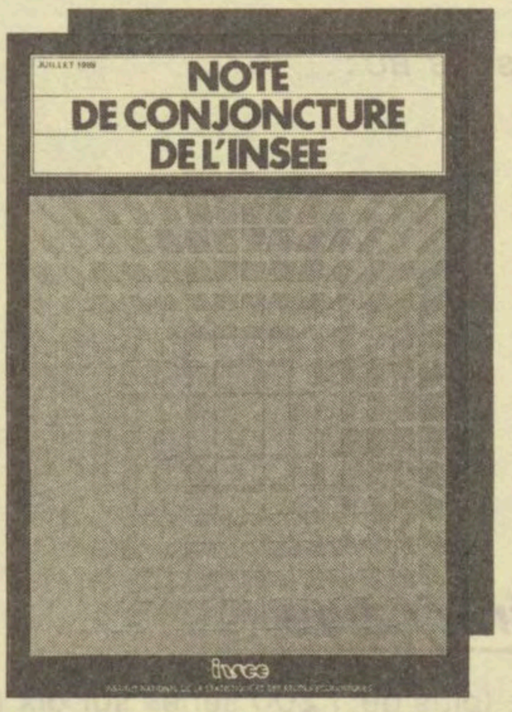
Les Informations rapides constituent un service complémentaire de **Tendances de la conjoncture** ; elles livrent dans les meilleurs délais la mise à jour de l'information conjoncturelle la plus récente. De courtes notes — deux cents par an environ — fournissent dès qu'ils sont disponibles les résultats des enquêtes de conjoncture effectuées régulièrement par l'INSEE auprès des industriels, des commerçants et des particuliers.
Des cahiers — une soixantaine par an — présentent au fur et à mesure de leur élaboration les résultats chiffrés complets et les comptes rendus détaillés des enquêtes de conjoncture.
Tous ces documents sont répartis en douze domaines d'information, parmi lesquels : industrie, bâtiment-travaux-publics, marché du travail, prix, commerce, conjoncture auprès des ménages, etc.

Abonnement 1 an :

France	1 400 F
Étranger	1 750 F
Étranger par avion	2 200 F
Le cahier	10 F

Participation aux frais d'expédition :

France	10 F
Étranger	20 F



Note de conjoncture de l'INSEE

La **Note de conjoncture de l'INSEE** * présente l'étude approfondie de la situation et des perspectives de l'économie française.

* La **Note de conjoncture** fait aussi partie de l'abonnement à **Tendances de la conjoncture.**

Abonnement 1 an (3 numéros + 2 points conjoncturels) :

France	140 F
Étranger	175 F
Étranger par avion	215 F
Le numéro	40 F

Participation aux frais d'expédition :

France	10 F
Étranger	20 F

Note de conjoncture internationale

Cette publication de la Direction de la Prévision, diffusée par l'INSEE, présente régulièrement un panorama de la conjoncture mondiale et complète ainsi utilement les publications conjoncturelles relatives à l'économie française.

Abonnement 1 an (3 numéros) :

France	105 F
Étranger	131 F
Étranger par avion	181 F
Le numéro	36 F

Participation aux frais d'expédition :

France	10 F
Étranger	20 F

Bulletin mensuel de statistique

chaque mois, en 80 pages, le détail d'innombrables séries statistiques

Le **Bulletin mensuel de statistique** tient à jour cinq mille séries hebdomadaires, mensuelles et trimestrielles concernant l'ensemble de la vie économique et sociale et la démographie (emploi, industrie, commerce, prix, finances...). Ces statistiques recouvrent la France, les pays africains francophones, la Communauté économique européenne et divers pays étrangers.

Cette revue est disponible sous deux formes :

Édition *sur papier :*

Les 12 numéros de l'année :

France	290 F
Étranger	362 F
Étranger, par avion	482 F
Le numéro	28 F

Édition *sur microfiche :*

Les 12 numéros de l'année :

France	148 F
Étranger	185 F
Étranger par avion	305 F
Le numéro	18 F

Participation aux frais d'expédition (édition papier ou microfiche)

France	10 F
Étranger	20 F

4 suppléments méthodologiques sont parus :

— INDICES DES PRIX DE VENTE À LA PRODUCTION :

- Ce supplément méthodologique précise le champ d'observation, l'origine et la périodicité des différentes rubriques constituant les indices des prix de vente à la production.

  Des séries rétrospectives et des tables de pondération complètent cet ouvrage.

L'exemplaire ..... 45 F

— LES INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (base 1980) :

- Après une présentation rapide du nouvel indice, le supplément fournit les séries rétrospectives de 1980 à 1986 des données présentées dans le *BMS* de mai 1987.

L'exemplaire ..... 45 F

— INDICES DU COMMERCE EXTÉRIEUR

- Après avoir défini le champ d'observation des indices et justifié la nécessité du changement de base, ce supplément présente les indices mensuels et trimestriels de 1978 à 1986.

L'exemplaire ..... 45 F

— SUPPLÉMENT MÉTHODOLOGIQUE

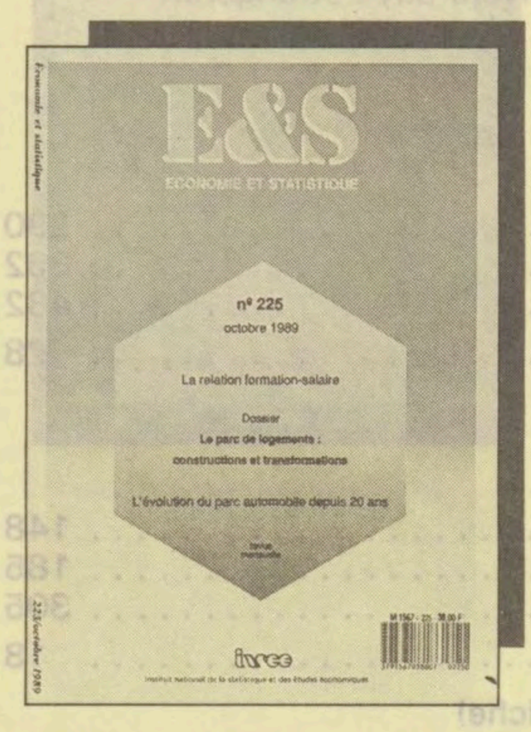
- Ce supplément concerne l'ensemble des domaines abordés par le *BMS* exceptés ceux traités dans les suppléments cités ci-dessus ainsi que les finances et la bourse.

L'exemplaire ..... 45 F

Participation aux frais d'expédition :

France	10 F
Étranger	20 F

ÉTUDES, COMPTES ET RÉSULTATS D'ENQUÊTES



Économie et statistique
la revue de synthèse de l'INSEE

Chaque mois, dans un langage facilement accessible, une information et des études de première main, à partir des travaux de l'INSEE et d'autres experts reconnus.

Les sujets traités couvrent un vaste champ de la réalité économique et sociale : entreprises, international, emploi, revenus, système productif, projections économiques, vie quotidienne...

Des encadrés pédagogiques, ou des articles spécifiques, explicitent le fonctionnement des outils d'analyse, les sources statistiques et les enquêtes utilisées.

Des numéros spéciaux sont consacrés entièrement ou en partie à des thèmes d'actualité : « La France dans la perspective du grand marché européen », « Comparaisons internationales d'emploi et de chômage », « L'organisation du travail dans l'entreprise », « Les emplois du temps des Français »...

Des résumés en français et espagnol dégagent les messages essentiels des articles publiés.

Un catalogue recense les articles publiés dans *Économie et Statistique* chaque année.

Cette revue est disponible sous deux formes :

Édition *sur papier :*

Les 11 numéros de l'année :

France	375 F
Étranger	469 F
Étranger par avion	579 F
Le numéro	40 F

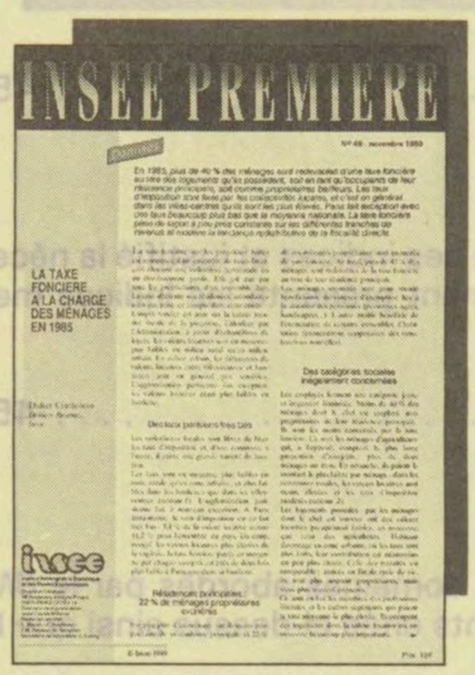
Édition *sur microfiche :*

Les 11 numéros de l'année :

France	155 F
Étranger	194 F
Le numéro	18 F

Participation aux frais d'expédition :

France	10 F
Étranger	20 F



INSEE PREMIÈRE

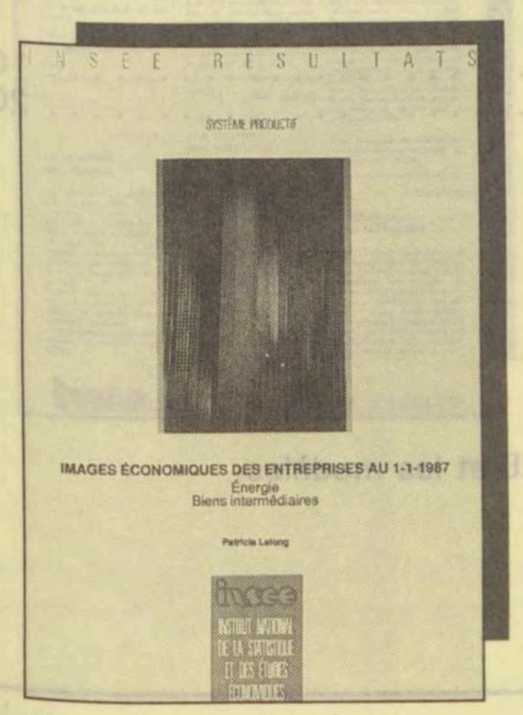
En quatre pages, la primeur des données et conclusions essentielles tirées des travaux de l'INSEE sur les thèmes qui font l'actualité.

Abonnement (60 numéros)

France	400 F
Étranger	475 F
Étranger par avion	625 F
Le numéro	10 F

Participation aux frais d'expédition :

France	10 F
Étranger	20 F



INSEE CADRAGE et INSEE RÉSULTATS

INSEE CADRAGE et INSEE RÉSULTATS succèdent aux « Collections » et « Archives et Documents » et regroupent 5 thèmes :

- Économie générale
- Démographie - société
- Consommation - modes de vie
- Système productif
- Emploi - revenus.

— INSEE CADRAGE présente en moins de 100 pages les résultats et commentaires des enquêtes de l'INSEE accompagnés de compléments méthodologiques et bibliographiques.

— INSEE RÉSULTATS présente les résultats détaillés des enquêtes et opérations statistiques de l'INSEE.

Abonnement :

INSEE CADRAGE (ensemble des thèmes : 10 numéros) édition *sur papier*.

France	650 F
Étranger	815 F
Étranger par avion	915 F

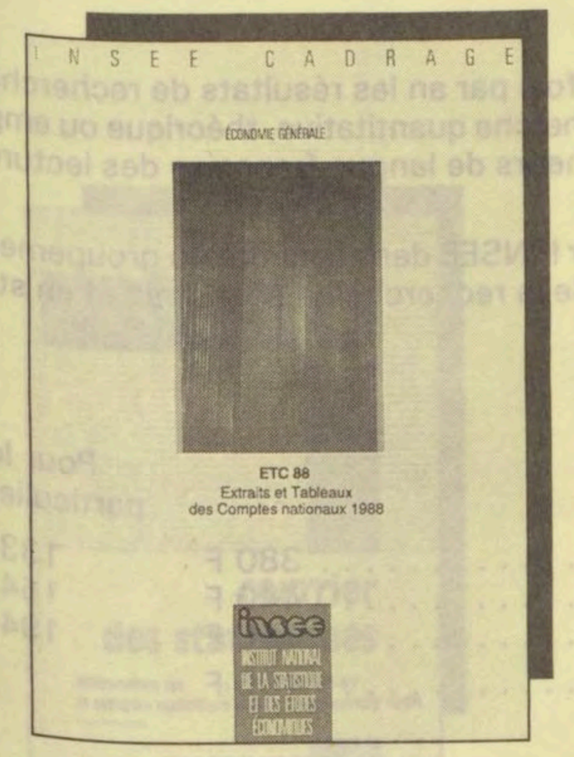
Le numéro (prix variable).

INSEE RÉSULTATS, édition sur *microfiches*.

France	2 300 F
Étranger	2 875 F
Étranger par avion	3 750 F

INSEE RÉSULTATS + INSEE CADRAGE

Série	Édition *sur papier* Nbre de N°s	France	Étranger	Étranger par avion	Édition *sur microfiches* France	Étranger
Économie générale	20	1 300 F	1 625 F	1 875 F		
Démographie - société	7	455 F	570 F	657 F		
Consommation - modes de vie	8	520 F	650 F	750 F		
Système productif	25	1 625 F	2 030 F	2 343 F		
Emplois - revenus	20	1 300 F	1 625 F	1 875 F		
Ensemble des thèmes	80	5 200 F	6 500 F	7 500 F	2 300 F	2 875 F



A retenir dans la série INSEE CADRAGE,

ETC 88

ETC présente, chaque année, les principaux extraits du Rapport sur les Comptes de la Nation. ETC est un outil pédagogique pour l'enseignement de la comptabilité nationale et de la macroéconomie. Il permet aux étudiants de travailler en vraie grandeur sur les données de l'économie française.

L'exemplaire	80 F

Participation aux frais d'expédition :

France	10 F
Étranger	20 F

INSEE-ÉTUDES

la croissance retrouvée

La série Insee-Études présente sous le titre « La croissance retrouvée », le Rapport sur les Comptes de la Nation 1988. Au sommaire :

- L'évolution de l'économie française en 1988 expliquée et resituée dans le contexte européen.
- Un dossier détaillé sur l'investissement en France depuis vingt ans.
- 45 « brèves » sur les points clés de l'économie.
- Une chronologie des principaux événements économiques survenus en France et à l'étranger.

L'exemplaire ..... 130 F

LES COMPTES ET INDICATEURS ÉCONOMIQUES. 2e partie du Rapport sur les Comptes 1988 (tableaux détaillés) sont disponibles dans la nouvelle série INSEE-RÉSULTATS.

L'exemplaire ..... 100 F

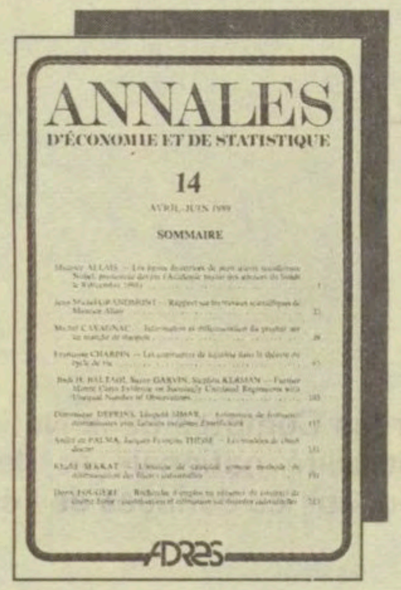
Participation aux frais d'expédition :

France ..... 10 F
Étranger ..... 20 F

INSEE-MÉTHODES

Cette série présente la méthodologie des travaux de l'INSEE et les modèles.

Vente exclusive au numéro.



Annales d'économie et de statistique

pour un dialogue scientifique

Les **Annales d'économie et de statistique** publient quatre fois par an les résultats de recherches statistiques et économiques. Destinées à promouvoir la recherche quantitative, théorique ou empirique, à mettre à la disposition des étudiants et des chercheurs de langue française des lectures de qualité, elles sont ouvertes sur le monde extérieur.

Les *Annales d'économie et de statistique* sont publiées par l'INSEE dans le cadre du groupement scientifique ADRES (Association pour le développement de la recherche en économie et en statistique).

Cette revue est disponible sous deux formes :

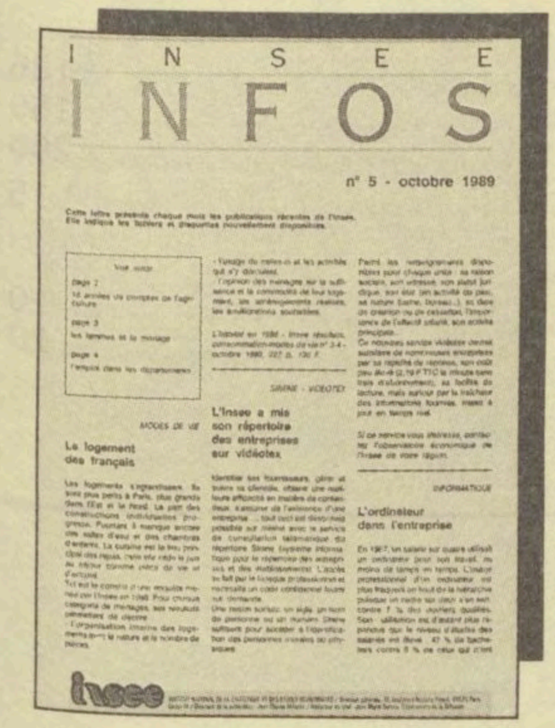
Édition *sur papier :*

Abonnement 1 an (4 numéros) :		Pour les particuliers
France	380 F	133 F
Étranger	440 F	154 F
Étranger par avion	480 F	194 F
Le numéro	105 F	

Participation aux frais d'expédition :

France ..... 10 F
Étranger ..... 20 F

L'INFORMATION SUR L'INFORMATION



INSEE INFOS

INSEE INFOS est une lettre mensuelle de quatre pages qui présente les publications récentes de l'INSEE ainsi que les fichiers et disquettes nouvellement disponibles.

Diffusion gratuite sur demande.

Courrier des statistiques

l'information sur le système statistique public

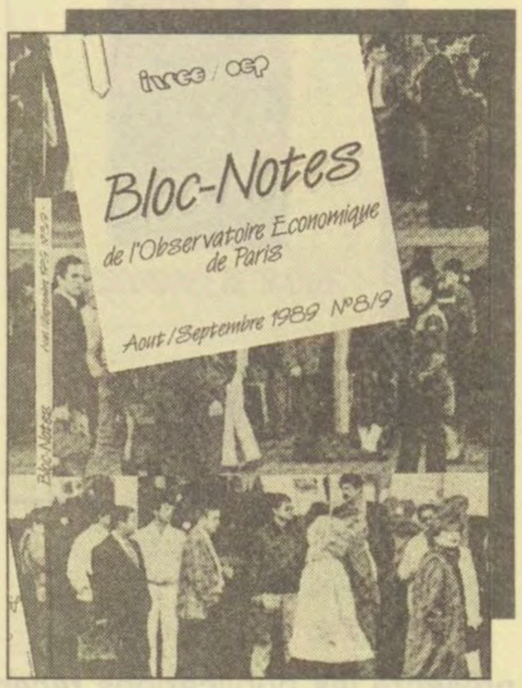
La revue **Courrier des statistiques** fournit une image globale de la vie du système statistique français. Elle procure quatre fois par an des informations sur les services ou organismes (descriptions, encadrement), le développement des outils statistiques, les événements marquants de la vie du Conseil national de l'information statistique, les travaux en cours, les réunions internationales.

Abonnement 1 an (4 numéros) :

France	110 F
Étranger	138 F
Étranger par avion	198 F
Le numéro	30 F

Participation aux frais d'expédition :

France	10 F
Étranger	20 F



Bloc-notes de l'Observatoire économique de Paris

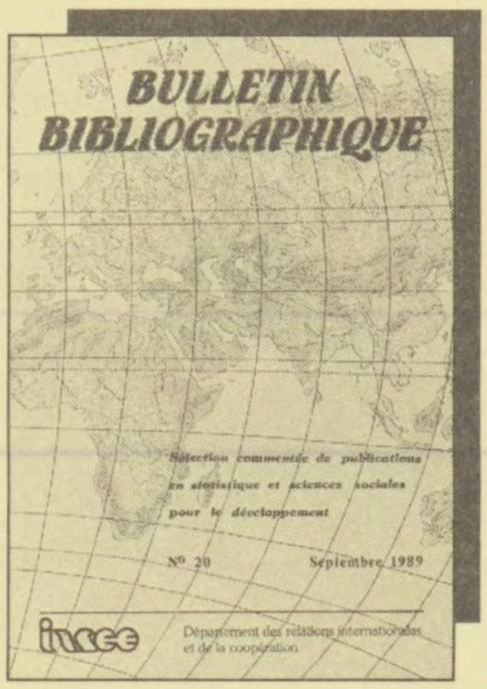
Quels sont les travaux réalisés à l'INSEE et dans les organismes publics producteurs de statistiques dont les résultats sont disponibles à l'Observatoire économique de Paris ? C'est précisément l'objet de *Bloc-notes* que de faire chaque mois le point sur ce type d'informations. En outre, cette revue essentiellement documentaire fournit d'utiles précisions d'ordre méthodologique pour mieux utiliser les statistiques, et présente en détail des sources d'information particulières.

Abonnement 1 an (11 numéros) :

France	135 F
Étranger	155 F
Étranger par avion	265 F
Le numéro	15 F

Participation aux frais d'expédition :

France	10 F
Étranger	20 F



Bulletin bibliographique

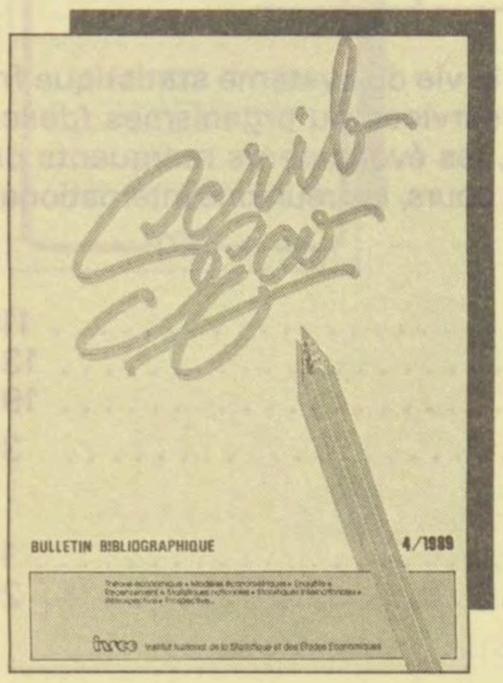
Ce bulletin, qui paraît trois fois par an, présente des analyses d'articles et d'ouvrages portant sur la méthodologie statistique appliquée ou applicable aux pays en voie de développement.

Abonnement 1 an (3 numéros) :

France	55 F
Étranger	69 F
Étranger par avion	109 F
Le numéro	21 F

Participation aux frais d'expédition :

France	10 F
Étranger	20 F



SCRIBÉCO

la revue bibliographique de l'INSEE

Reflet fidèle du fonds documentaire de l'INSEE, la nouvelle revue bibliographique **SCRIBÉCO** couvre la théorie économique, l'économie et l'économie sectorielle, en France et à l'étranger, notamment pour les pays en voie de développement.

Abonnement 1 an (6 numéros) :

France	555 F
Étranger	694 F
Étranger par avion	754 F
Le numéro	135 F

Participation aux frais d'expédition :

France	10 F
Étranger	20 F

Ouvrages

*Outre les publications périodiques décrites dans les pages précédentes et l'*Annuaire statistique de la France, *l'INSEE fait paraître des ouvrages : guides pratiques, fresques, résultats d'enquêtes et de recensements comme le* Recensement général de la population *et l'*Inventaire communal.

LES GUIDES PRATIQUES

Tableaux de l'Économie française

Rendre accessible au plus grand nombre une information chiffrée sur les principaux faits et phénomènes qui marquent l'économie du pays, tel est l'objectif des **Tableaux de l'Économie française.** Ce recueil de données essentielles bénéficie d'une conception originale. 85 rubriques désignées par un mot clé couvrent le champ de l'activité économique. Chacune d'elles fait l'objet d'une double page de présentation identique qui favorise une lecture agréable des chiffres publiés. La clarté des commentaires qui accompagnent systématiquement les tableaux, l'explication des termes techniques, la mention précise des sources font des TEF autre chose qu'un simple annuaire : un véritable guide des chiffres du temps présent.

Édition 1989, entièrement revue et augmentée avec de nombreuses comparaisons internationales : 192 pages, 50 F.

La France et ses régions

La situation économique et sociale des régions françaises. Chaque région est présentée, explorée thème après thème, replacée dans l'espace européen. Pratique, facile à consulter, illustré de nombreuses cartes.

La France et ses régions, édition 1988 : 120 pages, 50 F.

Femmes en chiffres

Les femmes changent et font changer la société : cet ouvrage constitue un apport essentiel à une meilleure connaissance de la population féminine. 100 tableaux statistiques pour comprendre l'évolution de la femme dans la société.

Femmes en chiffres : 96 pages, 1986, 40 F.

Pour comprendre l'indice des prix

Pour tout comprendre depuis sa définition jusqu'à son calcul, consultez la 2e édition de *Pour comprendre l'indice des prix*.

Pour comprendre l'indice des prix : 134 pages, 40 F.

Pour chacun de ces ouvrages, participation aux frais d'expédition :

France ..... 10 F
Étranger ..... 20 F

LES FRESQUES

Données sociales

Tous les trois ans, **Données sociales** décrit le paysage social français. Population et groupes sociaux, emploi, urbanisation et usages de l'espace, santé, famille, justice... huit chapitres permettent de mieux percevoir et comprendre l'évolution de la société française.

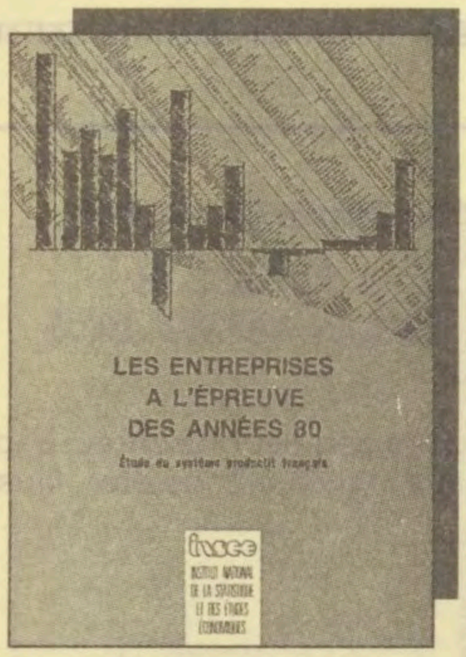
Ouvrage de référence facile d'accès, **Données sociales 1987** se révèle être un outil indispensable à tous ceux qui ne se contentent pas des idées reçues.

Édition 1987 : 600 pages, 220 F.

L'édition 1990, entièrement revue et augmentée, paraîtra début 1990.

Participation aux frais d'expédition :

France	10 F
Étranger	20 F
Étranger par avion	80 F



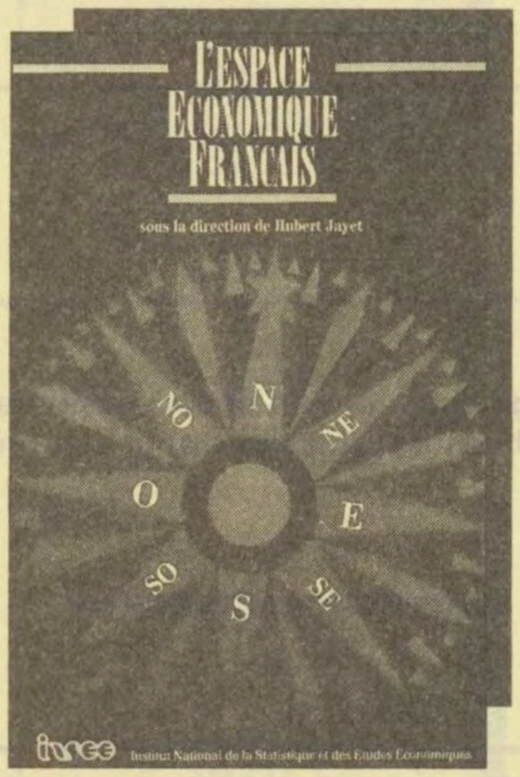
Les entreprises à l'épreuve des années 80

Les réponses de l'industrie française face à la contrainte extérieure, les évolutions de quelques secteurs et leurs influences sur les équilibres macroéconomiques complétées par la chronologie des années 80.

Les entreprises à l'épreuve des années 80 : 334 pages, 130 F.

Participation aux frais d'expédition :

France	10 F
Étranger	20 F



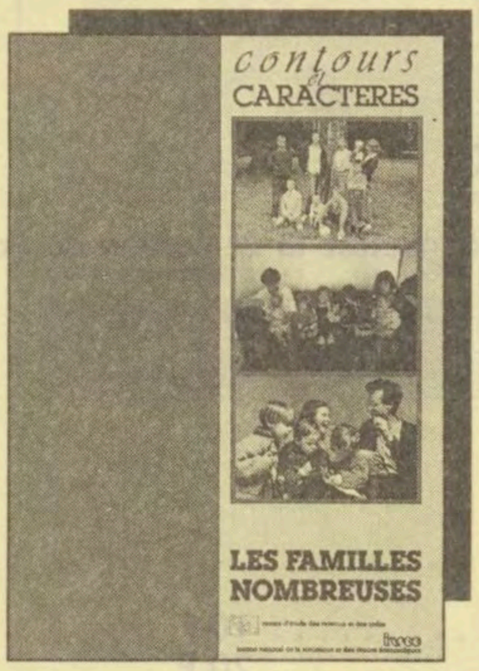
L'espace économique français

A partir de l'étude de la population des migrations, du système productif, du marché de l'emploi, des qualifications et des revenus, l'*Espace économique français* met en relief les relations entre les variables qui commandent les mouvements socio-économiques d'aujourd'hui.

L'espace économique français : 350 pages, 150 F.

Participation aux frais d'expédition :

France	10 F
Étranger	20 F



Contours et caractères

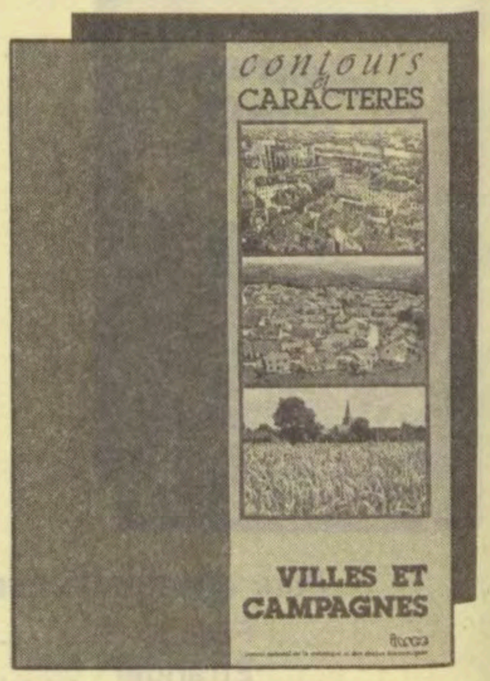
La série « Contours et Caractères » rassemble, sous une forme simple, l'essentiel des informations concernant un thème donné ou des populations particulières.

Déjà parus :

- *Les étrangers en France*, 64 pages, 40 F.
- *Villes et Campagnes*, 180 pages, 70 F.
- *Les Jeunes de 15 à 24 ans*, 80 pages, 50 F.
- *Les Familles nombreuses*, 116 pages, 55 F.

Participation aux frais d'expédition :

France	10 F
Étranger	20 F



Le recensement de la population

Recensement de la population de 1990

(Premiers résultats)

Premières estimations :

- *Série INSEE PREMIÈRE*
  N° à paraître en juillet 1990.

Résultats provisoires :

- *Série « Orange »*
  — résultats départementaux du dénombrement.
  — évolutions démographiques 1975-1982-1990.
  À paraître entre août et novembre 1990.

Premiers résultats nationaux :

- *Série INSEE CADRAGE*
  N° à paraître dernier trimestre 1990.

Résultats par circonscriptions géographiques :

- *Série « Bleue » (fascicules départementaux)*
  Population légale des communes.
  À paraître en décembre 1990.
- *Série « Jaune »*
  Données communales comparées 1975-1982-1990. Exploitation exhaustive.
  À paraître à partir d'octobre 1990.

Les résultats seront disponibles sur supports papier ou magnétique dans les Observatoires économiques régionaux de l'INSEE.
Pour connaître le calendrier de leurs parutions, s'adresser aux Observatoires économiques régionaux ou consulter sur minitel le 36 15 ou 36 16 code INSEE.

Recensement de la population de 1982

- **Guides d'utilisation du recensement de la population de 1982**

Résultats nationaux :

- *Série « Boulier »*
  RP 82/3 Composition communale des unités urbaines, population et délimitation 1982.
  RP 82/4 Principaux résultats - France métropolitaine - Résultats de l'exploitation du sondage au 1/20.
  RP 82/5 Les étrangers - Résultats de l'exploitation du sondage au 1/20.
  RP 82/6 Composition communale des zones de peuplement industriel ou urbain.
  RP 82/7 Principaux résultats de l'enquête sur les familles - Nuptialité et fécondité.
  RP 82/8 Les populations des DOM-TOM en France métropolitaine.
  RP 82/9 Population de la France. Âge et densité.
- *Série « Bordeaux »*
  RP 1982 : Nationalité.
  RP 1982 (sondage au 1/20) :
  — Structure de la population totale.
  — Population active.
  — Logements, immeubles.
  — Ménages, familles.
  — Formation.

Résultats par circonscriptions géographiques :

- *Série « Verte »*
  Résultats de l'exploitation du sondage au 1/4 : population, emploi, ménages, familles, logements :
  — 96 fascicules départementaux.
  Tableaux pour le département, chaque commune et chaque unité urbaine de 100 000 habitants ou plus.
  — 22 fascicules régionaux.
  Tableaux pour la région et chacun des départements qui la compose.
- *Série « Jaune »*
  Données communales comparées 1975-1982. Exploitation exhaustive. 94 fascicules départementaux.
- *Série « Archives et Documents »* (sondage au 1/20)
  N° 99 : Tableaux normalisés - France métropolitaine et régions (11 pages par circonscription).
  N° 100 : Tableaux normalisés simplifiés - France métropolitaine, régions et départements (2 pages par circonscription).
  N° 104 : Principaux résultats - France métropolitaine et catégories de communes.
  N° 106 : Communes comportant des agglomérations d'au moins 250 habitants distinctes du chef-lieu.
  N° 143 : Fécondité générale. Résultats de l'enquête famille.

L'inventaire communal

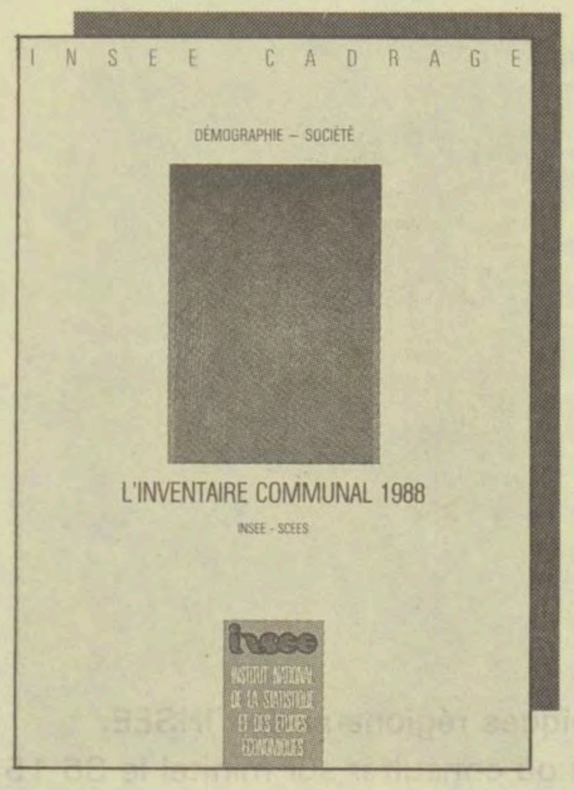
Inventaire communal 1988

Pour prospecter une clientèle, optimiser un réseau de distribution, définir une zone de chalandise, implanter un commerce, aménager le territoire, l'Inventaire communal 1988 donne :

Une description unique du cadre de vie dans chacune des 36 650 communes françaises :

Plus de 200 types d'équipements recensés au 1er janvier 1988 dans 36 650 communes enquêtées dans le commerce et les services : Transports et déplacements - services publics ou privés - commerce - aménagement du territoire - santé et action sociale - sports, loisirs, culture - enseignement - accueil, hébergement - tourisme - activités saisonnières.

Des supports variés



Série INSEE CADRAGE

Démographie et société n° 1

L'INVENTAIRE COMMUNAL 1988.

- principaux résultats
- exemples d'utilisation
- supports de diffusion
- méthodologie
- bibliographie

L'exemplaire ..... 80 F

Participation aux frais d'expédition :

France ..... 10 F
Étranger ..... 20 F

LA FICHE COMMUNALE :

Pour chaque commune, l'indication en 7 pages :
- des commerces, services, équipements présents ou absents,
- de leur nombre,
- en cas d'absence, la commune fréquentée.

Complément indispensable à la fiche communale,

LA FICHE PROFIL :

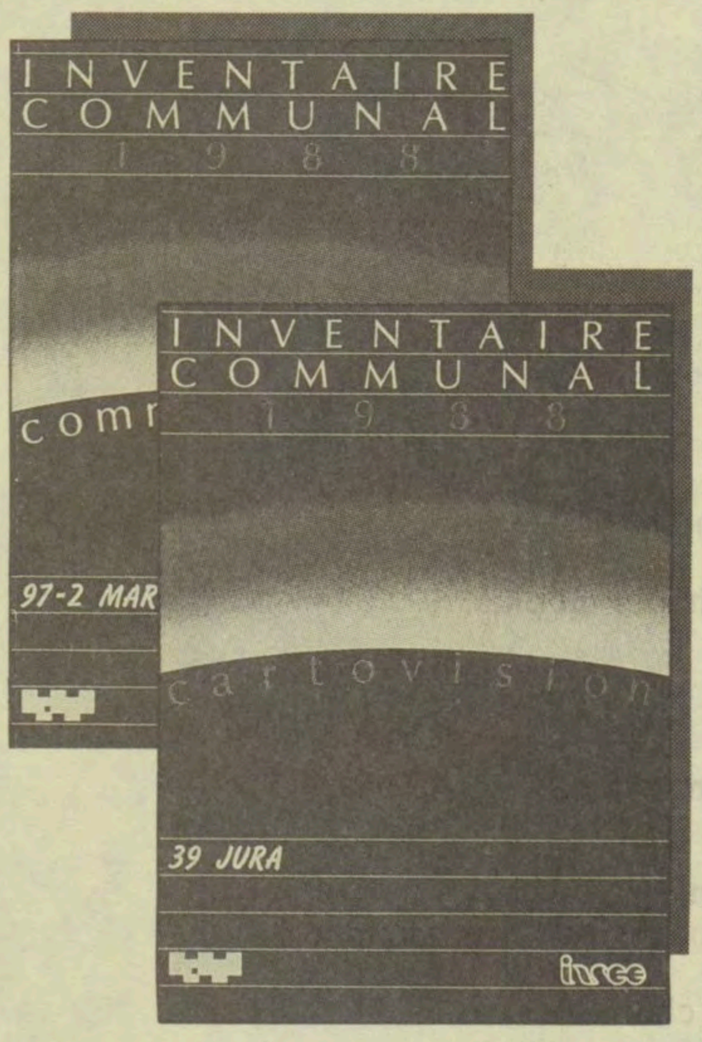
rassemble en 2 pages les données essentielles sur la population, l'état civil, l'activité agricole, les entreprises de la commune.

L'ensemble fiche communale + fiche Profil

sur support papier par commune ..... 25 F
sur microfiche - 29 communes d'un département par microfiche ..... 20 F l'une
Jeu complet France entière ..... 20 000 F

Participation aux frais d'expédition :

France ..... 10 F
Étranger ..... 20 F



POUR CHAQUE DÉPARTEMENT (sauf 75-92-93-94)

LE COMMUNOSCOPE

Pour les communes, cantons, zones d'emploi :
- les principaux résultats de l'Inventaire communal,
- les indicateurs du niveau d'équipement,
- les évolutions 1980-1988.

L'exemplaire (selon le nombre de communes du département) ..... 60 F ou 80 F
La collection France entière ..... 4 800 F

LE CARTOVISION : 15 cartes commentées
- localise les principaux équipements,
- définit les aires d'attraction.

L'exemplaire ..... 60 F
La collection France entière ..... 4 500 F

Participation aux frais d'expédition :

France ..... 10 F
Étranger ..... 20 F

LISTE DES COMMUNES ÉQUIPÉES et LISTE DES ZONES D'ATTRACTION par équipement

La page ..... 2,50 F

Pour des éditions sur disquettes et fichiers magnétiques, s'adresser à l'Observatoire économique régional.

Publications régionales

Une revue pour chaque région

Pour qui désire être tenu régulièrement au courant des différents aspects de la vie économique et sociale régionale, l'INSEE a créé des supports d'informations adaptés à tous les besoins :

— *les revues.* Sous un titre propre à chacune, les régions publient une revue d'information économique et sociale, s'adressant, par des analyses concises et une présentation attrayante, au plus grand nombre ;

— *les dossiers.* Diffusés de manière apériodique, les dossiers traitent, de façon plus approfondie, un thème spécifique ;

— *les annuaires et tableaux économiques régionaux.* L'information statistique la plus récente, rassemblée par domaine, fait des annuaires et tableaux économiques régionaux les véritables guides des chiffres clés de la région ;

— d'autres publications sont éditées par les Directions régionales de l'INSEE. Résultats détaillés d'enquêtes de conjoncture, revues documentaires ou ouvrages particuliers, dont la liste complète peut être obtenue auprès de chaque Observatoire (adresses page VII à XI, dans les pages jaunes).

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES NATIONALES DE L'INSEE

LA CONJONCTURE

TENDANCES DE LA CONJONCTURE

Cahier 1 : les résultats des enquêtes de conjoncture, les indicateurs conjoncturels quantitatifs (600 séries) ;
Cahier 2 : vingt années de la vie économique française retracées sous forme de graphiques à partir des données des comptes nationaux trimestriels.

Abonnement 1 an : 8 numéros + suppléments
France : 570 F – Etranger : 713 F – Etranger avion : 793 F
l'abonnement à TENDANCES DE LA CONJONCTURE comprend la NOTE DE CONJONCTURE.

INFORMATIONS RAPIDES

Dans les meilleurs délais, la mise à jour de l'information conjoncturelle.

Abonnement 1 an : France : 1 400 F – Etranger : 1 750 F – Etranger avion : 2 200 F

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

Cinq mille séries hebdomadaires, mensuelles et trimestrielles concernant l'ensemble de la vie économique et sociale.

Abonnement 1 an (12 numéros)
Edition sur papier : France : 290 F – Etranger : 362 F
Etranger avion : 482 F
Edition sur microfiche : France : 148 F – Etranger : 185 F
Etranger avion : 305 F

NOTE DE CONJONCTURE

Une analyse de la situation et des perspectives de l'économie française.

Abonnement 1 an (3 numéros + 2 points conjoncturels)
France : 140 F – Etranger : 175 F – Etranger avion : 215 F

NOTE DE CONJONCTURE INTERNATIONALE

Le panorama de la conjoncture mondiale présenté par la Direction de la Prévision.

Abonnement 1 an (3 numéros)
France : 105 F – Etranger : 131 F – Etranger avion : 181 F

L'INFORMATION SUR L'INFORMATION

BLOC-NOTES

de l'observatoire économique de Paris

Pour mieux connaître l'information statistique, des repères documentaires sur les problèmes économiques du moment.

Abonnement 1 an (11 numéros)
France : 135 F – Etranger : 155 F – Etranger avion : 265 F

INSEE INFOS

Chaque mois, sous forme de brèves, une vitrine des produits de diffusion de l'**INSEE**.

Abonnement gratuit

INSEE NEWS, LA CARTA DEL INSEE,
LA LETTRE DE L'INSEE :

A destination de l'étranger, en anglais, en espagnol et en français, une chronique bi annuelle des principaux titres et travaux de l'**INSEE**.

Abonnements gratuits

COURRIER DES STATISTIQUES

Quatre fois par an, une vue d'ensemble de la vie du système statistique français.

Abonnement 1 an (4 numéros)
France : 110 F – Etranger : 138 F – Etranger avion : 198 F

SCRIBECO

Une revue bibliographique reflet du fonds documentaire de l'**INSEE**.

Abonnement 1 an (6 numéros)
France : 555 F – Etranger : 694 F – Etranger avion : 754 F

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Une documentation de base sur la méthodologie statistique applicable aux pays en voie de développement.

Abonnement 1 an (3 numéros)
France : 55 F – Etranger : 69 F – Etranger avion : 109 F

insee Institut National de Statistique et des Etudes Economiques

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à
INSEE - CNGP
BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX

Veuillez noter mon abonnement aux publications suivantes :

LA CONJONCTURE
TENDANCES DE LA CONJONCTURE ☐
INFORMATIONS RAPIDES ☐
BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE ☐
NOTE DE CONJONCTURE ☐
NOTE DE CONJONCTURE INTERNATIONALE ☐

L'INFORMATION SUR L'INFORMATION
BLOC NOTES DE L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE DE PARIS ☐
INSEE INFOS ☐
INSEE NEWS ☐
LA CARTA DEL INSEE ☐
LA LETTRE DE L'INSEE ☐
COURRIER DES STATISTIQUES ☐
SCRIBECO ☐
Je souhaite recevoir le catalogue des publications de l'INSEE ☐

MONTANT A RÉGLER : _____ F - Ci-joint en règlement :
mandat ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal ☐
au nom de M. le Régisseur des recettes de l'INSEE
Nom ou raison sociale : _____
Profession ou activité : _____
Adresse : _____
_____ Téléphone : _____

insee

Un Partenaire Qui Compte

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES NATIONALES DE L'INSEE

ETUDES, COMPTES ET RESULTATS D'ENQUETES

INSEE PREMIÈRE

En 4 pages, la primeur des données et conclusions essentielles tirées des travaux de l'**INSEE** sur les thèmes qui font l'actualité.

Abonnement (60 numéros)
France : 400 F – Etranger : 475 F – Etranger avion : 625 F

INSEE CADRAGE

En moins de 100 pages, une présentation des enquêtes de l'**INSEE** : résultats, commentaires, compléments méthodologiques et bibliographiques.

Abonnement
(ensemble des thèmes, 10 numéros)
France : 650 F – Etranger : 815 F – Etranger avion : 915 F

INSEE RÉSULTATS

Les données détaillées des enquêtes et opérations statistiques de l'**INSEE**.

L'ensemble **INSEE CADRAGE et INSEE RÉSULTATS** est articulé en 5 thèmes : • Economie générale • Démographie-société • Consommation-modes de vie • Système productif • Emploi-revenus.

Il est possible de s'abonner à un, plusieurs ou tous les thèmes.

Abonnement INSEE CADRAGE + INSEE RÉSULTATS
Economie générale (20 numéros)
France : 1 300 F – Etranger : 1 625 F – Etranger avion : 1 875 F

Démographie-société (7 numéros)
France : 455 F – Etranger : 570 F – Etranger avion : 657 F

Consommation-Modes de vie (8 numéros)
France : 520 F – Etranger : 650 F – Etranger avion : 750 F

Système productif (25 numéros)
France : 1 625 F – Etranger : 2 030 F – Etranger avion : 2 343 F

Emploi-revenus (20 numéros)
France : 1 300 F – Etranger : 1 625 F – Etranger avion : 1 875 F

Ensemble des 5 thèmes (80 numéros)
France : 5 200 F – Etranger : 6 500 F – Etranger avion : 7 500 F

Abonnement sur microfiches
(ensemble des thèmes)
France : 2 300 F – Etranger : 2 875 F – Etranger avion : 3 750 F

INSEE MÉTHODES

La méthodologie des travaux de l'**INSEE** et les modèles. Vente exclusive au numéro dans les observatoires économiques régionaux de l'**INSEE**.

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

Revue centrale de l'**INSEE**, ses articles traitent de sujets couvrant un vaste champ de la réalité sociale et économique de notre pays sans oublier la dimension européenne.

Abonnement 1 an (11 numéros)
Edition sur papier : France : 375 F – Etranger : 469 F – Etranger avion : 579 F

ANNALES D'ÉCONOMIE ET DE STATISTIQUE

Des travaux originaux de recherche théorique ou appliquée dans les domaines de l'économie, de l'économétrie et de la statistique.

Abonnement 1 an (4 numéros)
Edition sur papier : France : 380 F – Etranger : 440 F – Etranger avion : 480 F
Pour les particuliers : Abonnement 1 an (4 numéros)
France : 133 F – Etranger : 154 F – Etranger avion : 194 F
Edition sur microfiche
France : 85 F – Etranger : 120 F – Etranger avion : 160 F

insee
Institut National de la Statistique
et des Etudes Economiques

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner à
INSEE - CNGP
BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX

Veuillez noter mon abonnement aux publications suivantes :

INSEE PREMIÈRE _____ ☐
INSEE CADRAGE (ensemble des thèmes) _____ ☐
INSEE CADRAGE + INSEE RÉSULTATS par thèmes :
- Economie générale _____ ☐
- Démographie - Société _____ ☐
- Consommation - Modes de vie _____ ☐
- Système productif _____ ☐
- Emploi - revenus _____ ☐
- Tous thèmes _____ ☐
INSEE RÉSULTATS (sur microfiches, tous thèmes) _____ ☐
INSEE MÉTHODES _____ ☐
ÉCONOMIE ET STATISTIQUE _____ ☐
ANNALES D'ÉCONOMIE ET DE STATISTIQUE _____ ☐

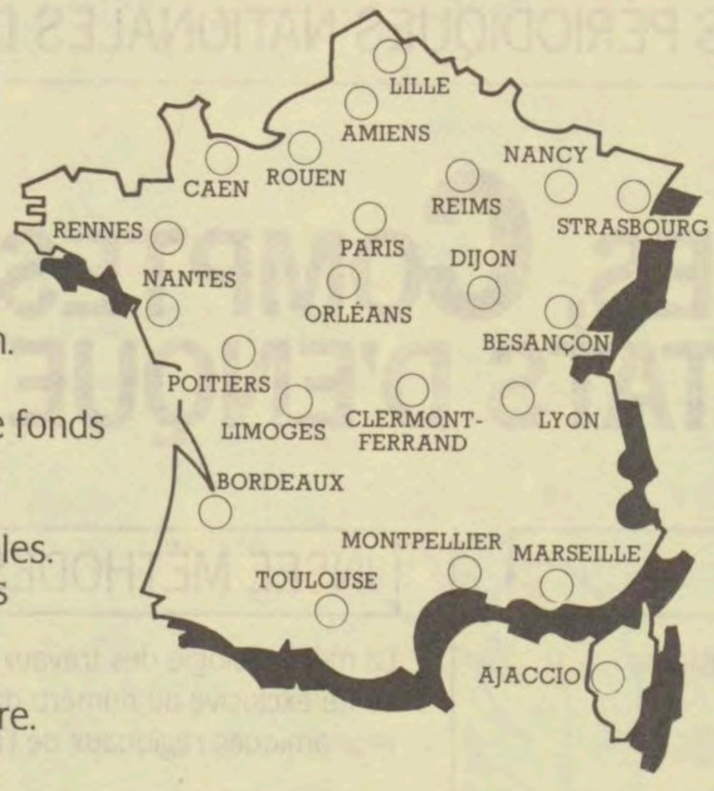
MONTANT A RÉGLER : _____ F - Ci-joint en règlement :
mandat ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal ☐
au nom de M. le Régisseur des recettes de l'INSEE

Nom ou raison sociale : _____
Profession ou activité : _____
Adresse : _____
_____ Téléphone : _____

UNE PRÉSENCE DANS VOTRE RÉGION

DANS CHAQUE OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

- Un service d'information.
- Un bureau de vente.
- La consultation de notre fonds documentaire et de nos banques de données.
- Les publications régionales.
- Des fichiers sur supports magnétiques.
- Des exploitations informatiques sur mesure.



POUR EN SAVOIR PLUS

consultez l'observatoire économique de votre région ou...

TAPEZ 36.15 OU 36.16 CODE INSEE

AJACCIO (CORSE : Corse-du-Sud, Haute-Corse) :
1, résidence du Parc Belvédère - 20000 AJACCIO - Tél. : 95.21.25.80.

AMIENS (PICARDIE : Aisne, Oise, Somme) :
1, rue Vincent Auriol, 80040 AMIENS CEDEX - Tél. : indices courants 22.91.91.91 ; autres informations 22.91.39.39.

BESANÇON (FRANCHE-COMTÉ : Doubs, Jura, Haute-Saône, Territoire de Belfort) :
Immeuble "Le Major" 83, rue de Dôle, 25042 BESANÇON CEDEX - Tél. : indices courants 81.52.03.33 ; autres informations 81.52.42.20

BORDEAUX (AQUITAINE : Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques) :
33, rue de Saget, 33076 BORDEAUX CEDEX - Tél. : indices courants 56.91.84.90 ; autres informations 56.91.89.90.

CAEN (BASSE NORMANDIE : Calvados, Manche, Orne) : 93-95, rue de Géole, 14051 CAEN CEDEX - Tél. : 35.85.35.70.

CLERMONT-FERRAND (AUVERGNE : Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme) :
3, place Charles de Gaulle, BP 120, 63403 CHAMALIÈRES CEDEX - Tél. : indices courants 73.36.79.90 ; autres informations 73.36.03.50.

DIJON (BOURGOGNE : Côte-d'or, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne) :
Immeuble "Mercure" avenue Albert 1er - B.P. 1509 - 21035 DIJON CEDEX - Tél. : indices courants 80.45.28.34 ; autres informations 80.43.31.45.

LILLE (NORD - PAS-DE-CALAIS) :
10-12 , boulevard Vauban, 59800 LILLE - Tél. : 20.30.89.87.

LIMOGES (LIMOUSIN : Corrèze, Creuse, Haute-Vienne) : 29, rue Beyrand - 87031 LIMOGES CEDEX - Tél. : indices courants : 55.32.99.09 ; autres informations 55.79.26.25.

LYON (RHÔNE ALPES : Ain, Ardèches, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie, Haute-Savoie) :
165, rue Garibaldi, BP 3196, 69401 LYON CEDEX 3 - Tél. : indices courants 78.63.22.04 ; autres informations 78.63.22.02 et 03.

MARSEILLE (PROVENCE - ALPES : CÔTES D'AZUR : Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse) :
17, rue Menpenti, 13387 MARSEILLE CEDEX 10 - Tél. : indices courants 91.78.01.95 ; autres informations 91.83.00.22.

MONTPELLIER (LANGUEDOC-ROUSSILLON : Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales) :
274, allée Henri-II-de-Montmorency. "Le Polygone", 34064 MONTPELLIER CEDEX - Tél. : indices courants 67.64.64.53 ; autres informations 67.64.31.95.

NANCY (LORRAINE : Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Vosges) : 15, rue du Général Hulot case officielle 3846 ; 54029 NANCY CEDEX - Tél. : 83.27.03.27 - Tél. : indices courants 83.27.21.21.

NANTES (PAYS DE LA LOIRE : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée) :
5, boulevard Louis Barthou - B.P 1059, 44037 NANTES CEDEX 1 - Tél. : indices courants 40.89.36.10 ; autres informations 40.41.79.80.

ORLÉANS (CENTRE : Cher, Eure-et-Loire, Indre-et-Loire, Loire-et-Cher, Loiret) :
43, avenue de Paris, B.P. 6719, 45067 ORLÉANS CEDEX 2 - Tél. : indices courants 36.68.18.28 ; autres informations 38.53.71.08.

PARIS (ILE-DE-FRANCE : Paris, Essonne, Hauts- de-Seine, Seine-Saint-Denis, Seine-etMarne, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines) : OEP. Tour "Gamma A", 195, rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12 - Tél. : indices courants (1) 43.45.70.75 ; réévaluation et indexation (1) 43.45.72.31 ; autres informations (1) 43.45.73.74.

POITIERS (POITOU-CHARENTE : Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne) :
3, rue du Puygareau, 86020 POITIERS Cedex Tél. : indices courants 49.88.38.70 ; autres informations 49.88.38.71 et 72.

REIMS (CHAMPAGNE-ARDENNES : Ardennes, Aube, Marne, Haute-Marne) :
1, rue de l'Arbalète, 51079 REIMS CEDEX - Tél. : 26.88.24.12.

RENNES (BRETAGNE : Côte-du-Nord, Finistère, Ile-de-Vilaine, Morbihan) :
Immeuble "Le Colbert", 36, place du Colombier, BP 17, 35031 RENNES CEDEX - Tél. : 99.29.33.66.

ROUEN (HAUTE-NORMANDIE : Eure, Seine-Maritime) :
8, quai de la Bourse, 76037 ROUEN CEDEX - Tél. : indices courants 35.98.41.10 ; autres informations 35.07.32.02.

STRASBOURG (ALSACE : Bas-Rhin, Haut-Rhin) :
14, rue Adolphe-Seyboth, 67084 STRASBOURG CEDEX - Tél. : indices courants 88.22.43.53 ; autres informations 88.32.03.18.

TOULOUSE (MIDI-PYRÉNÉES : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne) :
36, rue des 36 Ponts, 31054 TOULOUSE CEDEX - Tél. : indices courants 61.25.42.67 ; autres informations 61.36.61.13.

POINTS D'INFORMATION ET VENTE INSEE DANS LES D.O.M.

BASSE-TERRE (INSEE : Service régional de Guadeloupe) : Avenue Paul Lacave B.P. 96, 97102 BASSE-TERRE - Tél. : 19.590.81.17.86.

CAYENNE (INSEE Service régional de Guyane) : 81, rue Christophe-Colomb, BP 6017, 97306 CAYENNE CEDEX - Tél. : 19.594.31.45.87.

FORT-DE-FRANCE (INSEE - Service régional de Martinique) : Lotissement pointe de Jaham Schoelcher. B.P. 605. 97261 FORT-DE-FRANCE CEDEX - Tél. : 19.596.61.60.88.

POINTE-A-PITRE (INSEE - Service interrégional Antilles-Guyanne) : B.P. 863. 97175 POINTE-A-PITRE CEDEX - Tél. : 19.590.83.42.20.

SAINT-DENIS (INSEE : Service régional de la Réunion) :
rue de l'école, 97490 SAINTE-CLOTILDE - Tél. : 19.262.29.51.57.

ET 200 LIBRAIRIES SPÉCIALISÉES (PARIS, PROVINCE)

Achevé d'imprimer - Février 1990

IMPRIMERIE NATIONALE : 27, rue de la Convention, 75732 PARIS CEDEX 15 - N° d'ordre : 8 671914 T 27

Le Directeur de la publication : J.-C. MILLERON, directeur général de l'INSEE

INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES

Prix : 530 F

ISBN 2-11-065338-8

ASF 094